

HISTOIRE ET POLITIQUE A LA FIN DE L'ANCIEN REGIME

JACOB-NICOLAS MOREAU

1717-1803

THÈSE

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES
DE L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE
POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR ÈS LETTRES

par

Dieter GEMBICKI

de

HAMBOURG (République Fédérale d'Allemagne)

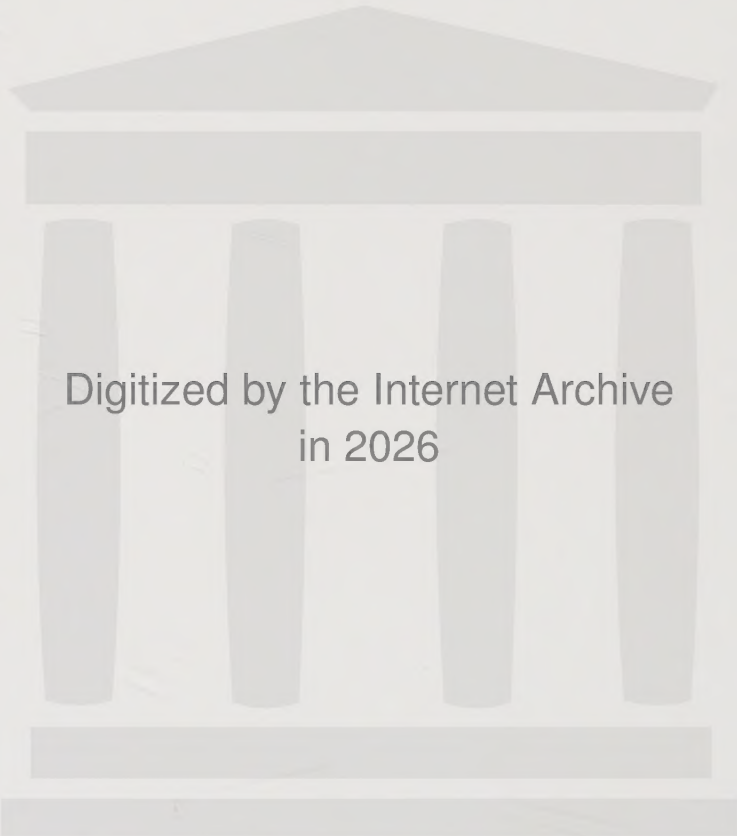
Thèse n° 182

1976

EDITIONS A.-G. NIZET

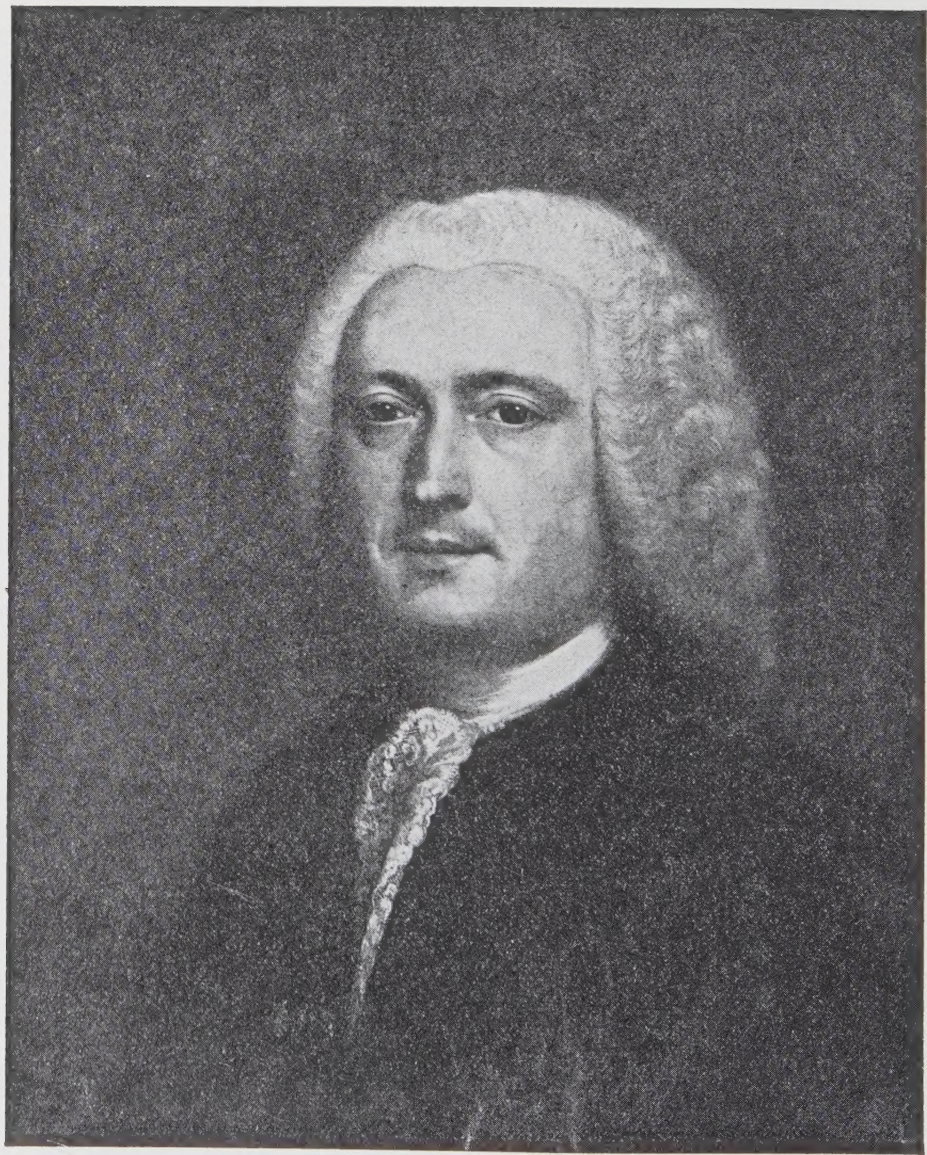
PARIS

1979



Digitized by the Internet Archive
in 2026

HISTOIRE ET POLITIQUE
A LA FIN DE L'ANCIEN RÉGIME



Fragment d'un portrait à l'huile de Moreau (avocat)
par un peintre anonyme (Paris, Coll. Madame Guespereau)

HISTOIRE ET POLITIQUE A LA FIN DE L'ANCIEN REGIME

JACOB-NICOLAS MOREAU

1717-1803

THÈSE

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES
DE L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE
POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR ÈS LETTRES

par

Dieter GEMBICKI

de

HAMBOURG (République Fédérale d'Allemagne)

Thèse n° 182

EDITIONS A.-G. NIZET

PARIS

1979



UNIVERSITE DE GENEVE
FACULTE DES LETTRES

La Faculté des lettres, sur le préavis d'une commission composée de MM. les professeurs Jean-Claude Favez, président du jury, Sven Stelling-Michaud, directeur de thèse, Bronislaw Baczko, juré, Louis Trenard (Lille) juré, Werner Gembruch (Francfort) juré, autorise l'impression de la présente thèse, sans exprimer d'opinion sur les propositions qui y sont énoncées.

Genève, le 13 novembre 1976.

Le doyen : Jean-Claude FAVEZ

Pour Felicitas

AVANT-PROPOS

Au cours des années consacrées à l'élaboration de cette thèse, j'ai contracté plusieurs dettes. Sans la constante bienveillance des conservateurs des fonds dans lesquels j'ai fait des recherches, ce travail n'aurait pas trouvé sa forme actuelle. Ce m'est un agréable devoir de les remercier tous de leur obligeance. Je dois nommer en particulier le regretté Edouard Baratier et Madame Madeleine Villard (Arch. dép. des Bouches-du-Rhône), Monsieur Hohl (Arch. dép. de l'Yonne) et Messieurs Gourmelon, Michel Antoine et Yves-Marie Bercé (Arch. nat. à Paris) qui tous m'ont facilité la consultation des richesses hébergées par leur institution respective. Les deux derniers m'ont en outre procuré de précieux documents inédits. C'est avec joie que je pense à l'accueil que m'a réservé le colonel Granger dans sa splendide bibliothèque d'époque (Ecole supérieure de Guerre).

Les conservateurs et le personnel de nombreuses bibliothèques m'ont souvent fourni des photocopies et des microfilms, notamment à la Bibliothèque Nationale, et ils m'ont toujours assisté de leurs conseils. Grâce à l'obligeance de la Bibliothèque Publique et Universitaire de Genève j'ai également pu utiliser beaucoup d'ouvrages provenant de bibliothèques suisses ce qui m'a épargné de nombreux déplacements.

Monsieur le maire de Pouilly-Saint-Genis m'a aimablement autorisé à consulter le « fonds Godefroy », transféré des Archives départementales du Nord. Grâce à l'obligeance de Monsieur le marquis Olivier d'Albertas, j'ai pu consulter ses archives privées déposées aux Archives départementales des Bouches-du-Rhône, et contenant une importante correspondance de Moreau. Les descendants de Moreau,

Mademoiselle Guespereau, Messieurs André, Chistian et Michel Hermelin m'ont largement facilité mes recherches à Paris comme à Saint-Florentin. Les meubles, portraits, manuscrits, livres, ayant appartenu à Moreau, m'ont permis de reconstituer l'atmosphère intellectuelle dans laquelle vivait leur ancêtre.

Monsieur le Professeur Dr. Werner Gembruch de l'Université de Francfort s.M. a bien voulu me guider dans mes premiers pas. Initialement conçue comme une étude institutionnelle (« les historiographes de France de 1740 à 1789 », c'est-à-dire de Voltaire à Moreau), la thèse fut transférée à l'Université de Genève. Il parut alors préférable et plus fructueux de restreindre le sujet et de consacrer ma thèse au dernier historiographe de France. C'est sous la direction chaleureuse de Monsieur le Professeur Sven Stelling-Michaud que titre et thème actuels furent retenus. En cours de route, Messieurs les Professeurs Louis Trenard (Univ. de Lille III) et Bronislas Baczko (Univ. de Genève) m'ont fait de précieuses suggestions dont je les remercie très vivement. Mais sans les encouragements constants de mon directeur de thèse, je n'aurais pu surmonter les difficultés qui faillirent compromettre l'entreprise entière.

Je dois de très utiles conseils à l'amitié de Messieurs Krzysztof Pomian et Jürgen Voss. En dernier lieu, je suis bien obligé d'avouer ce que je dois à l'amitié de Monsieur Henri Duranton. D'interminables discussions sur les boulevar ds parisiens portèrent sur le thème qui s'avérait une passion commune : l'histoire de l'historiographie française à l'époque de l'Ancien Régime. Passant à l'abnégation extrême, il n'a pas hésité de faire la toilette d'un manuscrit franco-tudesque. Il reste néanmoins vrai que j'assume la paternité de tout ce que j'ai écrit.

J'ai bénéficié de trois bourses pour faire des recherches à l'étranger. Le Fonds « Paul Moriaud » de la Société Académique de Genève, la Fondation Holderbank et le Fonds national suisse de la recherche scientifique ont eu, chacun, la générosité de financer, en 1970, 1972 et 1973, trois séjours en France, spécialement à Marseille et à Paris. Je sais gré à l'ancien directeur du Département d'histoire générale, Monsieur le doyen Jean-Claude Favez d'avoir su

débloquer un crédit important pour acquérir un microfilm contenant des documents sur la correspondance et la comptabilité du Dépôt des chartes.

Enfin, un grand merci à Madame Rosmarie Meyer pour la patience et le soin qu'elle a mis à dactylographier un manuscrit ingrat.

A celle qui a partagé si longtemps la vie d'un thésard et qui a contribué à la rendre moralement et matériellement supportable, je dédie cet ouvrage.

SOURCES MANUSCRITES

AIX-EN-PROVENCE

Archives départementales des Bouches-du-Rhône, dépôt annexé
B 3678

Bibliothèque Méjanes

B 51, 52, 59, 77, 78, 79 (Fonds Boisgelin)

Manuscrit 2022 (1888)

Musée Paul Arbaud

Manuscrit MO 96

AUXERRE

Archives départementales de l'Yonne

Fonds Tarbé 5 pièce 11

BESANÇON

Bibliothèque municipale

Manuscrit Académie 1, 3, 4, 7, 8

Manuscrit Dunand 32, 34, 35, 36, 38

Manuscrit 567, 605, 616, 622-624, 652

CHAMBOURCY

Archives communales

Etat-civil de 1772 à 1790

Archives paroissiales

Registre des mariages, baptêmes et inhumations (1803)

Prospectus de la vente du château (Photocopie) *Collection particulière de M. Chabas-Chanteau*

DIJON

Collection particulière de Michel Hermelin

Recueil de poèmes de Moreau, manuscrit.

KARLSRUHE

Badisches Generallandesarchiv

62 p. 23 K1, Pl, Brief 17 (Fonds Grandidier)

LA HAYE

Algemeen Rijksarchief

Au 1892, XXXVII, XXXVIII, Collectie Kemper-Cras (Photocopie)

LEIDEN

Bibliotheek der Rijksuniversiteit

Ms Ltk 1000 (Photocopie)

LILLE*Archives départementales du Nord*

B 19571, 19575-19581, 19584-19590

Bibliothèque municipale

Fonds Godefroy 31, 32, 33, 34, 35, 169, 170, 268

LONDRES*British Museum*

Mss 3697 Add. 23100 (photocopie)

MARSEILLE*Archives départementales des Bouches-du-Rhône*

B* 501-504, 506-518, 529-542, 544, 548-554, 556-558, 560-562, 564, 610-614, 618, 619, 624-628, 632, 633, 635-638, 647, 648, 650-653, 655, 656, 658-660, 662-665, 669, 670-673, 675, 676, 678, 679, 686-688, 691-694, 697, 701, 703-706, 710, 720, 726, 730, 732, 733, 741

MONTPELLIER*Archives départementales de l'Hérault*

1 B 23.608 (photocopie)

PARIS*Archives nationales*ABV^A1^o,ABV^A2ABV^F1-4

AB XIX 3326 doc. 11

AB 3309 doc. 2

O¹ 14-21, 43, 57, 67, 84, 89, 91, 118, 121, 134, 159*Archives nationales - Minutier central des notaires*

Etude I, liasses 429, 434, 435, 439, 453, 458, 468, 470, 473, 474, 478, 489, 490, 492 493 497

Etude LXVIII liasse 414

Etude XCVI, liasse 487

Etude CXVIII, liasses 536, 539, 551, 553, 555, 560, 577, 578, 580, 583, 590, 596, 603, 609, 613, 614, 616, 622, 624, 625, 630, 814, 818, 819

Archives du Ministère des Affaires étrangères

B1

Finances du Ministère 10

Mémoires et documents. France 1.359, 1.371-1.376, 1.378, 1.398

Bibliothèque nationale

Manuscrits français 9524, 9549, 10782, 14127, 20838, 20840, 20842, 20846, 22109, 22150, 22151, 22191

Manuscrits français, nouvelles acquisitions 3347, 4818, 14898, 22224, 22317, 22370

Collection Bourgogne 73

Collection Bréquigny 28, 39, 42, 75, 76, 78-80, 131, 144, 151, 157-165, 179

Collection Champagne 38

Collection Clairambault 1026, 1027

Collection Moreau 285-352, 1088-1090, 1097, 1432, 1434, 1436, 1437, 1440, 1795

Collection Périgord 50, 68-71, 180

Bibliothèque de l'Arsenal

Manuscrits français 3328, 3697, 7458

Bibliothèque Sainte-Geneviève

Manuscrit français 2520

Ecole supérieure de Guerre. Bibliothèque

Manuscrits 8240 K II 86, 8323 K II 69, 8338 K II 84, 8339 KII 85, 8374 K II 120

Institut de France

Archives. Académie des Inscriptions et Belles-Lettres

A* 66, 67, 106

Collections particulières

Madame Guespereau

Portrait à l'huile de Moreau (avocat), par un peintre anonyme (43,4 x 53,3).

Portrait à l'huile de Madame Moreau, née de Coulanges, par un peintre anonyme (0,45 x 0,55).

Dessin à la plume de Moreau, historiographe, exécuté en 1780, par André Pujos, reproduit en tête du premier volume des *Souvenirs*.

Pastel de Moreau, exécuté après 1794 par Madame de Clédat, reproduit en tête du second volume des *Souvenirs*.

André Hermelin

Deux portraits en forme de médaillon exécutés par un peintre anonyme et représentant Moreau et sa seconde femme, à un âge avancé.

Michel Hermelin

Journal de Madame de Clédat, manuscrit.

Journal-Mémorial de Jacob Moreau-Dufourneau (15 mars 1799-1815) ; manuscrit.

Plan des travaux relatifs à la collection de loix, établie à la Chancellerie, sous le nom de Dépôt de législation, par Jacob Moreau-Dufourneau, manuscrit, 28 fol., in-8°, relié à la série des rapports imprimés de Moreau sur le Dépôt des chartes.

PERIGUEUX*Archives communales*

AA 39

BB 39

CC 149

FF 189-191

II 21

Bibliothèque municipale

Copie d'une lettre de Moreau aux maire et consuls de Périgueux, 1782, conservée dans un exemplaire du *Mémoire sur la constitution politique de la ville*.

ROUEN*Bibliothèque municipale*

Manuscrit Leber 5844 (3363) (microfilm)

SAINT-FLORENTIN*Archives municipales*E^s 22, 27, 40, 41, 43, 44, 49*Archives paroissiales*

Registre pour servir à inscrire les actes des délibérations touchant les affaires de la fabrique (1712-1795).

Registre pour servir à inscrire les droits qui sont dûs à la fabrique tant pour ouverture de terre que fourniture des cierges, ornements et argenterie (1712-1784).

Etude de maître Gaillardot

Brevet de secrétaire des commandements du comte de Provence (1784), parchemin original.

VERSAILLES*Archives départementales de Seine-et-Oise*

Etude Monget, actes datés 29 avril 1792, 16 mai 1792.

Etude Fournier, actes datés 30 Frimaire an 11, 6 Brumaire an 12, 6 Frimaire an 12, 11 Thermidor an 12, 6 Fructidor an 12

VILLE-D'AVRAY*Archives communales*

Registre des baptêmes, mariages et sépultures de la paroisse Saint-Nicolas 1775, 1776

Collection particulière. Archives de Target

Ms 8 Lettre de Moreau à Target, 17 juillet 1787 (autographe) (Photocopie)

SOURCES IMPRIMEES

A. Jacob-Nicolas Moreau

[Jacob-Nicolas Moreau]

- [—] *Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, qui attache irrévocablement à la chancellerie de France une bibliothèque de législation, administration, histoire et droit public, règle la destination, pourvoit à l'entretien et aux accroissements de ladite bibliothèque, et en assure la communication à tous les départements des ministres de Sa Majesté*, (10 octobre 1788).
- [—] *Bibliothèque de Madame Dauphine, N° 1, Histoire*, Paris, Saillant et Nyon, 1780, In-8°, 182 p.
- [—] *Les Devoirs du prince réduits à un seul principe, ou Discours sur la justice*, Versailles, Impr. du Roi, 1775. In-8°, xxii-466, p. [abrégé dans nos références en : *Discours sur la justice*].
- [—] [réédition] Paris, Impr. de Monsieur, 1782. In-8°, xxxii-454 p.
- , [Traduction hollandaise par Elie Luzac] *De Pligten der Overheiden of Vertoog over de Rechtvaarigheid*, Leyden, Luzac en van Damme, 1779. In-8°.
- [—] *Doutes modestes sur la « Richesse de l'Etat »* [de Roussel de La Tour], ou *Lettre écrite à l'auteur de ce système par un de ses confrères*. Paris, Bonaventure Ruinart, 1763. In-4°, 8 p.
- [..] *Entendons-nous, ou le Radotage du vieux notaire*, Où il vous plaira, 1763. In-8°, 67 p. [Une autre éd., s.l.n.d., In-8°, 32 p.]
- [—] *Essai historique sur la nature des Seigneuries féodales et sur les devoirs de celles qui sont possédées par l'Eglise*, La Haye, Paris, Mérigot, Barrois, Onfroy, 1786, In-4°, 48 p.
- [—] *Essai sur les bornes des connaissances humaines*, par M.G. Vre D.V. Lausanne, Paris, Mérigot, E. Onfroy, Barrois, 1784. In-12, VIII-110 p.
- [—] *Nouvelle édition, à laquelle on a joint une lettre du même auteur sur la tolérance*. Lausanne, Paris, Mérigot le jeune, 1785. In-12, 185 p.

- [—] *Examen des effets que doivent produire dans le commerce de France l'usage et la fabrication des toiles peintes, ou Réponse à l'ouvrage intitulé : « Réflexions sur les avantages de la libre fabrication et de l'usage des toiles peintes. »* Paris, Vve Delaguette, 1759. In-8°, iv-240 p.
- , *Exposé historique des administrations populaires, aux plus anciennes époques de notre monarchie ; dans lequel on fait connaître leurs rapports et avec la puissance royale et avec la liberté de la nation. ...*, Paris, Briand, 1789. In-8°, VI-132 p.
- , *Exposition et défense de notre Constitution monarchique française, précédé de l'histoire de toutes nos assemblées nationales, dans deux mémoires ...* Paris, Moutard, 1789, 2 vol. In-8°.
- , *In pacem recens promulgatam, cum M. Petrus Fromentin ... publicam orationem ... haberet*, Parisiis, typis theobusteis, 1739. In-4°, 4 p.
- [—] *Leçons de morale, de politique et de droit public, puisées dans l'histoire de notre monarchie, ou Nouveau plan d'étude de l'histoire de France*, rédigé par les ordres et d'après les vues de Monseigneur le Dauphin, pour l'instruction des princes ses enfants. Versailles, Impr. du Département des affaires étrangères, 1773. In-8°, 203 p.
- [—] *Lettre de M. l'abbé de G.V. ... de ***, à M. le doyen de ***, sur la dispute du péché mortel et du péché grave*, 1^{er} mai 1756. 4°, 16 p.
- , Lettre de J.N. Moreau à l'abbé Millot, datée de « Ville d'Avre, 11 décembre », publiée par Léonce Pingaud dans *Nouvelle Revue Rétrospective*, Paris 10 juin 1898, p. 232-34.
- , Lettre de J.N. Moreau à *L'Année Littéraire*, datée du 10 oct. 1775, t. VI, p. 23-31.
- [—] *Lettre du chevalier de ***, à Monsieur ***, conseiller au Parlement, ou réflexions sur l'arrêt du Parlement du 18 mars 1755*, 6 avril 1755. In-4°, 8 p.
- [—] *Lettre d'un magistrat, dans laquelle on examine également ce que la justice du Roi doit aux protestants, et ce que l'intérêt de son peuple ne lui permet pas de leur accorder*. Avignon, Paris, Gattey, 1787. In-8°, VIII-45 p.
- [—] *Lettre sur la paix à M. le Comte de ****. Lyon 1763. In-12, 85 p.
- [—] *Lettres historiques sur le Comtat Venaissin et sur la seigneurie d'Avignon*. Amsterdam, 1768, In-8°, 182 p.

- , *Maximes fondamentales du gouvernement français, ou Profession de foi nationale, renfermant tous les dogmes essentiels de notre symbole politique*. Paris, Moutard, 1789. In-8°, 32 p.
- [—] *Mémoire contenant le précis des faits avec leurs pièces justificatives, pour servir de réponse aux Observations envoyées par les ministres d'Angleterre dans les Cours d'Europe*. Paris, Impr. royale. 1756. In-4°, VI-198 p. (*).
- , *Mémoire pour le premier conseiller de Mgr. le Cte de Provence, sur la question de préséance entre MM. les secrétaires des commandements et lui*. Paris, Impr. de Prault, [1772]. In-4°, 14 p.
- , *Mémoire pour M. Moreau, à l'occasion de la séance de l'Assemblée nationale du 14 août dernier*. Versailles, impr. de P.D. Pierres, 1790. In-4°, 31 p.
- [—] *Mémoire pour messire Jean-François Lebeau, curé de la paroisse de Saint-Hilaire de Sens, accusé contre M. le procureur général, accusateur*, (Signé : LEBEAU). - [Paris], P.-G. Simon, 1753. In-4°.
- [—] *Mémoire sur la constitution politique de la ville et cité de Périgueux*, [Signé : Moreau de Vormes ; rédigé par Jacob-Nicolas Moreau]. — *Recueil de titres employés dans le « Mémoire sur la constitution politique de Périgueux »*. Paris, impr. de Quillau, 1775. 2 parties en 1 vol. In-4°.
- , *Mes Souvenirs* par Jacob-Nicolas Moreau, né en 1717, mort en 1803 [...] collationnés, annotés et publiés par Camille Hermelin. Paris, E. Plon, Nourrit et Cie, 1898-1901, 2 vol., In-8°. [Abrégés dans nos références en : *Souv.*]
- [—] *Le Moniteur français*, (T. I, N° 1-5, T. II, N° 1). Avignon, Paris, Desaint et Saillant 1760. In-12.
- [—] *Nouveau Mémoire pour servir à l'histoire des Cacouacs. — Premier mémoire sur les Cacouacs, inséré dans le « Mercure de France » ... d'octobre ... sous le titre d' « Avis utile »*. Amsterdam, 1757. In-8°, II-108 p. [Au moins une autre édition contemporaine].

(*) Il existe encore 4 autres éditions parisiennes, 3 portent la même date, une celle de 1757, *Le National Union Catalog, Pre-1956 Imprints*, 414 vol. London 1968-1975, t. 394, p. 301-304 localise 3 traductions anglaises, 1 parue à New-York en 1757, réimprimée la même année à New-York et à Philadelphia et, en 1846, à Philadelphia ; 2 éditions parues à Londres en 1757 et 1759.

- [—] *Mémoire pour servir à l'histoire des Cacouacs, nouvelle édition*. Paris, Société catholique des bons livres, 1828, Reprint Slatkine, Genève 1968, In-12, 57-xxvi-110 p. [Abrégé dans nos références en : *Cacouacs*]
- [—] *L'Observateur hollandais, ou Première [Quarante-sixième] lettre de M. Yvan ** à M. H. **, de La Haye, sur l'état présent des affaires de l'Europe*. La Haye 1755-1759. 5 vol. In-8° *).
- , *Plaidoyer pour M. l'évêque de Soissons, intimé contre Joseph-Jean-François-Elie LEVY (LEVI), ci devant Borach Lévy, juif de nation, appelant comme d'abus*, Paris, 1758. In-4°, 95 p.
- [—] *Plan des travaux littéraires ordonnés par S.M., pour la recherche, la collection et l'emploi des monuments de l'histoire et du droit public de la monarchie française*. Paris, Impr. royale 1782. In-8°, 80-XXII p.
- [—] *Le Pot-pourri de Ville-d'Avray*. Paris, Impr. de Monsieur, 1781. In-18, XX-180 p.
- [—] [Prospectus concernant les] *Principes de Morale [...]* ou *Discours sur l'histoire de France*, Paris, Impr. royale, 1781, 8°, 14 p. [en tête du premier volume de l'exemplaire conservé à la Bibl. nat., sous la Cote 8° L³⁴. 11].
- [—] *Preuves de la pleine souveraineté du Roi sur la province de Bretagne*. Paris 1765. In-8°, 166 p.
- , *Principes de Morale, de politique et de droit public puisés dans l'histoire de notre monarchie, ou Discours sur l'histoire de France ...* Paris, Impr. royale, 1777-1789. 21 vol. in-8°.
[Abrégé dans nos références en : *Discours sur l'histoire de France*.]
- , *Progrès des travaux littéraires ordonnés par S.M. et relatifs à la législation, à l'histoire et au droit public de la monarchie française*. Paris, Impr. royale, 1787. In-8°, 54-VI p.
- [—] *Réfutation des prétentions du pape sur Avignon et le comté Venaissin*. Liège, chez les libraires associés, 1769. In-12°, 62 p.

(*) *The National Union Catalog. Pre-1956 Imprints*, t. 394, p. 301-304 signale deux éditions françaises contemporaines et intégrales de *L'Observateur hollandais*, une à Vienne, chez J.T. Tratteur, l'autre à Liège, chez Jean François, le fils, et une traduction portugaise, arrêtée à la quatrième lettre, à Lisbon, Francisco Luiz Ameno, 1757-58.

- , *Regi victori et pacifico*. Parisiis, apud Prault filium, 1737. In-8°, 8 p.
- [—] *Relation des troubles actuels du parlement de Franche-Comté*. Besançon 1759. In-4°.
- , *Supplément aux deux mémoires destinés à faire connaître les travaux littéraires ordonnés par S.M. et relatifs à la législation, à l'histoire et au droit public, ou Lettre de M. Moreau [...] à l'occasion des dépenses assignées à ces travaux*. [S.l.,] 1788. In-8°, 26 p.
- [—] *Très humbles et très respectueuses Remontrances de la Cour des comptes, aides et finances de Montpellier au Roi ; contre les entreprises du Parlement de Toulouse* (Montpellier, 25 févr. 1761). In-12 monté en 4°, 136 p.
- [—] *Très humbles et très respectueuses remontrances de la cour des comptes, aides et finances de Provence au Roi, sur les dernières entreprises du parlement de Provence* (20 juin 1763). Aix 1763. In-12, 161 p.
- [—] *Variétés morales et philosophiques*. Paris, Impr. de Monsieur, 1785, 2 vol. In-24. *)

B. Ouvrages du XVIII^e siècle

Académie des Inscriptions et Belles-Lettres. Histoire et Mémoires depuis son établissement jusqu'en 1793, 50 t., Paris 1717-1809.

Jean Le Rond d'ALEMBERT, *Œuvres*, 5 vol., Paris 1821.

Almanach royal, 31 vol. Paris 1759-1789.

L'Année littéraire, rédigée jusqu'en 1776 par E.C. Fréron, 292 vol., Amsterdam et Paris 1754-90.

Archives parlementaires de 1787 à 1860. Recueil complet des débats législatifs et politiques des Chambres françaises, première série (1787-1799), Dir. J. MAVIDAL et E. LAURENT, 127 vol., Paris 1867 (Reprint Nendeln) [désigné dans nos références : *Archives parlementaires*].

(*) Tiré à 300 exemplaires, ce livre est rare, à tel point que je n'ai pu trouver aucune série complète : l'exemplaire de la Bibliothèque nationale est « en récolement », l'indication Eleutherian Mills Historical Library dans le *National Union Catalog* (*ibid.*), doit être fausse. A la Bibliothèque municipale de Besançon j'ai pu localiser le premier volume.

Marquis d'ARGENSON, *Mémoires et Journal inédit*, 5 vol. Paris 1857-1858.

Clément de l'AVERDY, éd. « Notice du procès criminel de condamnation de Jeanne d'Arc, dite La Pucelle d'Orléans, tirée des différents manuscrits de la Bibliothèque du Roi », in *Notice et extraits des manuscrits de la Bibliothèque du Roi* [...], t. III, Paris 1790, p. 1-553.

François BABEUF, *L'Archiviste - Féodiste*, Noyon 1786.

E.-J.-F. BARBIER, *Journal historique et anecdotique du règne de Louis XV (1718-1763)*, 4 vol. Paris 1847-1856.

L'abbé BAUDEAU, « Chronique secrète de Paris sous le règne de Louis XVI (1774) », in *Revue rétrospective ou Bibliothèque historique*, 1834, 1^{re} série, t. III, p. 28-96, 262-296, 375-415.

Jacques-Bénigne BOSSUET, *Politique tirée des propres paroles de l'Écriture sainte*, éd. J. LE BRUN, Genève 1967.

Henri de BOULAINVILLIERS, *Histoire de l'ancien gouvernement de la France*, 3 vol. La Haye-Amsterdam 1727.

Louis-Georges-Oudart Feudrix de BREQUIGNY, *Lettres de rois et reines et autres personnages des cours de France et d'Angleterre* [...], éd. J.J. CHAMPOLLION-FIGEAC, 2 vol. Paris, 1839-47.

Bullarum privilegiorum Comitatus Venaissini, 1703.

Armand-Gaston CAMUS, *Lettres sur la profession d'avocat et Bibliothèque choisie des livres de droit*, 3^e éd., 2 vol. Paris, 1805.

Abbé S[abatier] DE CASTRES, *Les trois siècles de la littérature française ou Tableau de l'esprit de nos écrivains depuis François I. jusqu'à nos jours*, 4 vol., 5^e éd. La Haye 1778.

Correspondance des Contrôleurs généraux des finances avec les intendants des provinces, éd. A.M. de BOISJUSLE, 3 vol. Paris 1874-1898.

Correspondance politique et administrative de Miromesnil, Premier Président du Parlement de Normandie (1757-1771), publiée par LE VERDIER, 5 vol. Rouen et Paris 1899-1903.

Correspondance littéraire, philosophique et critique (par Grimm, Diderot, Raynal, Meister) éd. M. TOURNEUX, 16 vol. Paris 1877-1882.

Correspondance secrète, politique et littéraire, ou Mémoires pour servir à l'histoire des cours, des sociétés et de la littérature en France, depuis la mort de Louis XV (Métra, Imbert), 19 vol. Londres 1774-93.

[DACIER], *Eclaircissements sur le travail dont l'Académie des*

Inscriptions et Belles-Lettres est chargée, relativement aux manuscrits de la Bibliothèque du Roi (s.l.n.d.).

Gabriel DANIEL, *L'Histoire de France*, 3 vol. Paris 1713.

—, *Histoire de la milice française*, Paris 1721.

Denis DIDEROT, *Correspondance 1713-juillet 1784*, éd. G. ROTH, J. VARLOOT, 16 vol. Paris 1955-1970.

—, « *Est-il bon ? Est-il méchant* », éd. J. UNDANK, Genève 1961 (Studies on Voltaire and the eighteenth century, vol. XVI).

—, *Œuvres philosophiques*, éd. VERNIÈRE, Paris [1956].

Diplomata, chartae, epistolae, leges aliaque instrumenta ad res gallo-francicas spectantiae, éd. BREQUIGNY, LA PORTE DU THEIL, PARDESSUS, 2 vol. Paris 1843-1849.

François-Nicolas-Eugène DROZ, *Essai sur l'histoire des bourgeoisie du roi, des seigneurs et des villes, ou Exposition abrégée des changements survenus dans l'administration [...] jusqu'à l'établissement du bailliage inclusivement, et relativement à la Franche Comté, Besançon 1760.*

Sebastiano FANTONI CASTRUCCI, *Istoria della Citta d'Avignone e del contado venesino stati della sede apostolica nelle Gallia*, Venetia 1678.

Encyclopédie méthodique. Jurisprudence, t. V, Paris 1785.

Ephémérides du citoyen, ou chronique de l'esprit national, éd. BAUDEAU, DUPONT DE NEMOURS, 69 vol. Paris 1765-72.

F. FEUILLET DE CONCHES, *Louis XVI, Marie-Antoinette et Mme Elisabeth. Lettres et documents inédits*, 6 vol. Paris 1864-1873.

Claude FLEURY, *Mœurs des Israélites*, Paris 1822.

Philippe-André GRANDIDIER, *Histoire ecclésiastique, militaire, civile et littéraire de la province d'Alsace*, Strasbourg 1787.

—, *Histoire de l'Eglise et des évêques-princes de Strasbourg*, 2 vol. Strasbourg 1776-78.

David HUME, *Histoire d'Angleterre*, 18 vol. Amsterdam 1763-1766.

Journal de Monsieur, Paris 1776-1783.

Journal et Mémoires de Charles Collé sur les hommes de lettres, les ouvrages dramatiques et les événements les plus mémorables du règne de Louis XV (1748-1772), nouv. éd. [...] avec une introduction et des notes par H. BONHOMME, 3 vol. Paris. 1868, [désigné dans nos références : COLLÉ, *Journal et Mémoires*]

Journal encyclopédique, éd. P. ROUSSEAU, 288 vol. Liège 1756-93.

Journal des Savants, 111 vol. Paris 1665-1792.

J.F. LA HARPE, *Correspondance littéraire adressée à S.M.I. Mgr. le « grand-duc », aujourd'hui Empereur de Russie, et à M. le comte André Schowalow... depuis 1774 à 1789*, 4 vol. Paris 1801.

Louis Brancas comte de LAURAGUAIS, *Extrait du droit public de la France*, en France 1771.

Abbé Jean LEBEUF, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, 15 vol. Paris 1754-1758.

Jacques LELONG, *Bibliothèque historique de la France*, nouv. éd. [...] par FEVRET DE FONTETTE, 5 vol. Paris 1768-78.

de LEZARDIERE, *Ecrits inédits*, publiés par Elie CARCASSONNE, Paris 1927.

—, *Théorie des lois politiques de la Monarchie française*, 4 vol. Paris 1844.

LOUIS AUGUSTE, DAUPHIN (LOUIS XVI), *Réflexions sur mes entretiens avec M. le duc de La Vauguyon*, éd. Falloux, Paris 1851.

Gabriel Bonnot de MABLY, *Observations sur l'histoire de France*, 2 vol. Genève 1765.

Mathieu MARAIS, *Journal et mémoires sur la Régence et le règne de Louis XV (1715-1737)*, éd. LESCURE, 4 vol. Paris 1863-68.

Maupeouana, ou recueil complet des écrits patriotiques du chancelier Maupéou (1770-1774), 5 vol. Paris 1775.

Mémoires de l'abbé Morellet sur le dix-huitième siècle et sur la Révolution, 2 vol. Paris 1821.

Mémoires pour servir à l'histoire des sciences et des beaux arts, éd. G.F. BERTHIER - L. JOLIVET - B. MERCIER, 265 vol. Trévoux 1701-67 [désigné dans nos références : *Journal de Trévoux*.]

Mémoires secrets pour servir à l'histoire de la république des lettres, 1762-1787, éd. L. PETIT DE BACHAUMONT, M.-F. PIDAN-SAT DE MAIROBERT, 36 vol. Londres 1777-89.

Mercure de France, éd. RAYNAL - BOISSY - MARMONTEL - DE LA PLACE - LA COMBE - LA HARPE, 977 vol. Paris 1724-91.

Jean-François MARMONTEL, *Mémoires*, éd. F. BARRIÈRE, Paris 1891.

Gabriel Honoré Riquetti, comte de MIRABEAU, *Essai sur le despotisme*, 3^e éd. Paris 1792 (1^{re} éd. Londres 1776).

[Victor Riqueti, marquis de MIRABEAU], *Leçons économiques*, Amsterdam 1770.

MONTESQUIEU, *De l'esprit des lois*, éd. R. DERATHÉ, 2 vol. Paris 1973.

Auguste-Jean-Baptiste-Robert Auget baron de MONTYON, *Particularités et Observations sur les ministres des finances les plus célèbres depuis 1600 jusqu'en 1790*, Paris 1812.

Martin MORIZOT, *Le sacre royal ou les droits de la Nation Française*, 2 vol. Amsterdam 1776.

Corneille-François de NELIS, *Belgicarum rerum Prodromus [...]* et *Commentatio. Dissertation qui sert de Prospectus et de Préface générale à la Collection nouvelle des Historiens des Pays-Bas*, Anvers 1790.

Nouvelles Ecclésiastiques ou Mémoires pour servir à l'histoire ecclésiastique. Pour servir à l'histoire de la constitution Unigenitus en France, 71 vol., s.l.n.d. [Paris 1728-93 ; Utrecht 1793-1803].

Œuvres de M. le chancelier d'Aguesseau, 13 vol. Paris 1759-1789.

Ordonnances des Rois de France de la troisième race, recueillies par ordre chronologique, éd. DE LAURIÈRE, SECOUSSE, VILLEVAULT, BRÉQUIGNY, 14 vol. Paris 1723-1790.

Le marquis de PAULMY et Contant d'ORVILLE, *Mélanges tirés d'une grande bibliothèque*, 69 vol. Paris 1779-1788.

Georg PFEILSCHIFTER, *Korrespondenz des Fürstbistes Martin II Gerbert von St Blasien*, 2 vol. Karlsruhe 1931-1934.

Procès-verbaux du comité de l'instruction publique de la Convention nationale, publiés par J. GUILLAUME, 8 vol. Paris 1891-1957.

Recherches historiques concernant les droits du Pape sur la ville et l'Etat d'Avignon, Rome 1768.

Remontrances du Parlement de Paris au XVIII^e siècle, éd. J. FLAMMERMONT, 3 vol. Paris 1888-1898.

J.P.F. marquis RIPERT DE MONCLAR, *Mémoires pour le procureur général [...]* à établir la souveraineté du Roi sur la ville d'Avignon et le comté Venaissin, 2 vol. Paris, impr. du Louvre, 1769.

[Antoine Cte de RIVAROL et Louis de CHAMPCENETZ], *Le petit almanach de nos grands hommes*, s.l. 1788.

Suite de la Clef ou Journal historique sur les matières du temps, t. XV, janvier 1774 [désignée dans nos références : *Journal de Verdun*].

Table chronologique des diplômes, chartes, titres et actes, im-

primés concernant l'histoire de France, 5 vol. Paris 1769-1846.

Voltaire's Correspondence, éd. Th. BESTERMAN, 107 vol. Genève 1955-1965.

VOLTAIRE, *Essai sur les mœurs et l'esprit des nations*, éd. R. POMEAU, 2 vol. Paris 1963.

—, *Œuvres complètes*, éd. MOLAND, 52 vol. Paris 1877-1885.

—, *La philosophie de l'histoire*, éd. J.H. BRUMFITT, 2^e éd. revue, Genève 1969 (t. 59 *Œuvres complètes* de Voltaire).

BIBLIOGRAPHIE GENERALE

- Frances ACOMB, *Anglophobia in France 1763-1789. An Essay in the History of Constitutionalism and Nationalism*, Durham, North Carolina, 1950.
- René AIGRAIN, *L'Hagiographie*, Paris 1953.
- Louis ALTHUSSER, *Montesquieu, la politique et l'histoire*, Paris 1959.
- Ernst ANDERSEN, *The Renaissance of legal Science after the Middle Ages. The German Historical School no bird Phoenix. 16 essays*, Copenhagen 1974.
- dom ANGER, « Les mitigations demandées par les moines de Saint-Germain-des-Prés », in *Revue Mabillon*, 1908, p. 196-210.
- Michel ANTOINE, « En marge ou au cœur de 'l'affaire de Bretagne ?' Intrigues et cabales de M. de la Chalotais », in *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*, t. CXXVIII, 1970, N° 2, p. 369-408.
- , *Le Conseil du Roi sous le règne de Louis XV*, Genève 1970.
- , *Le secrétariat d'Etat de Bertin, 1763-1780*, Paris [1948] (thèse Ecole des chartes, dact.).
- , « Les remontrances des cours supérieures au XVIII^e siècle. Essai de problématique et d'inventaire », in *Ministère de l'Education nationale. Comité des travaux historiques et scientifiques. Bulletin de la Section d'histoire moderne et contemporaine*, fasc. 8, Paris 1971, p. 8-24.
- Jeanne ARNAUD-BOUTELOUP, *Marie-Antoinette et l'art de son temps*, thèse Paris, Strasbourg 1924.
- Albert BABEAU, « Dom Mareschal et les archives du diocèse de Troyes », in *Mémoires de la société académique d'Agriculture, des Sciences et Belles-Lettres du Département de l'Aube*, t. XXXVI, troisième série, 1899, p. 5-27.
- , « Grosley et les archives de Troyes », in *Annuaire administratif ... du département de l'Aube*, t. LXIV, 1899, 2^e partie, p. 47-67.
- Jean BALCOU, *Fréron contre les Philosophes*, Rennes 1973 (thèse dact.).

- Edouard BARATIER, éd., *Histoire de Provence*, Toulouse 1969.
- Olivier BARBIER, *Dictionnaire des ouvrages anonymes*, 5 vol. Paris 1872-1889.
- Pierre BARRIERE, *L'Académie de Bordeaux. Centre de culture internationale au XVIII^e siècle (1712-1792)*, Bordeaux/Paris 1951.
- Anatole de BARTHELEMY, *Notes historiques sur Ville d'Avray du XVII^e au XVIII^e siècle*, Versailles 1905.
- Edouard de BARTHELEMY, « Les archives de Bar-sur-Aube », in *Mémoires de la Société académique d'Agriculture, des Sciences, Arts et Belles-Lettres du Département de l'Aube*, t. XX, 1885, p. 302-312.
- , « Les Bénédictins en Champagne au XVIII^e siècle », in *Revue de Champagne et de Brie*, t. XVII, 1884, p. 405-413.
- , « Lettres inédites de Grosley », in *Mémoires de la Société académique d'Agriculture, des Sciences, Arts et Belles-Lettres du département de l'Aube*, t. 49 (t. XXII - troisième série), 1885, p. 165-176.
- Jacques BARZUN, *The French Race. Theories of its origin and their social and political implications prior to the Revolution*, New-York 1932.
- Armand BASCHET, *Histoire du dépôt des archives des Affaires étrangères*, Paris 1875.
- Fernande BASSAN, *Politique et haute société à l'époque romantique ; La famille Pastoret d'après sa correspondance (1788-1856)*, Paris 1969 (Bibliothèque de littérature et d'histoire, N° 11).
- Ernest-Quentin BAUCHART, *Bibliothèque de la Reine Marie-Antoinette au château des Tuileries*, Paris 1884.
- Paul H. BEIK, « The French Revolution seen from the Right. Social Theories in Motion, 1789-1799 », in *Transactions of the American Philosophical Society*, new series, vol. 46, part 1, 1956, p. 1-122.
- J.P. BELIN, *Le mouvement philosophique à Paris de 1748 à 1789*, Paris 1913.
- Paul BENHAMOU, notice consacrée à J.N. Moreau, in *Dictionnaire des Journalistes (1600-1789)*, sous la direction de Jean Sgard, Grenoble 1976, p. 283-284.
- Paul BENICHOU, *Le sacre de l'écrivain, 1750-1830. Essai sur l'avènement d'un pouvoir laïque dans la France moderne*, Paris 1973.

- Joseph BENZACAR, « Dom Devienne historiographe de Guienne », in *Revue philomatique de Bordeaux et du Sud-Ouest*, 1906, p. 145-164.
- Ludwig BERGSTRASSER, *Christian Friedrich Pfeffels Tätigkeit in französischen Diensten*, Heidelberg 1906.
- Dom Ursmer BERLIERE, « Dom Anselme Berthod bollandiste », in *Revue bénédictine*, t. XVI, 1899, p. 193-209.
- Auguste BERNARD, *Histoire de l'Imprimerie Royale du Louvre*, Paris 1864.
- Alain BESANÇON, « Vers une histoire psychanalytique », in *Annales E.S.C.*, N° 3, mai-juin 1969, p. 594-616 et N° 4, juillet-août 1969, p. 1011-1033, repris dans A. Besançon, *Histoire et expérience du moi*, Paris 1971, p. 15-105.
- J.A. BIERENS DE HAAN, *De Hollandsche Maatschappij der Wetenschappen 1752-1952*, Haarlem 1952.
- Paul BISSON DE BARTHELEMY, *L'activité d'un Procureur général de Paris à la fin de l'Ancien Régime : les Joly de Fleury*, Paris 1964.
- Marc BLOCH, *Les rois thaumaturges. Etudes sur le caractère surnaturel attribué à la puissance royale particulièrement en France et en Angleterre*, 2° éd. Paris 1961.
- François BLUCHE, *L'origine des magistrats du Parlement de Paris (1715-1771)*. Paris 1960.
- , « L'origine sociale du personnel ministériel français au XVIII^e siècle », in *Bulletin de la société d'histoire moderne* 1957, p. 9-13.
- , « Les magistrats du Grand Conseil au XVIII^e siècle (1690-1791) », in *Annales littéraires de l'Université de Besançon*, vol. 82, Paris 1966.
- François BLUCHE et Pierre DURYE, « L'anoblissement par charge avant 1789 », in *Les Cahiers nobles*, N° 23, 24, 1963.
- Balt. de Clapiers-Colongues, marquis de BOISGELIN, *Chronologie des Cours souveraines de Provence*, Aix 1904.
- Arthur de la BORDERIE, « Le baron de Kerker et son château », in *Revue de Bretagne et de Vendée*, 1887, 31^e année, nouvelle période, t. II, p. 337-354.
- Maurice BORDES, *La réforme municipale du contrôleur général l'Averdy et son application (1764-1771)*, Toulouse 1961.
- Arno BORST, « Das Karlsbild in der Geschichtswissenschaft vom Humanismus bis heute », in *Karl der Grosse, Lebenswerk und Nachleben*, t. IV, *Das Nachleben*, éd. W. Braunsfels et P.E. Schramm, Düsseldorf 1967, p. 364-402.

- J.F. BOSHER, « The French Crisis of 1770 », in *History*, vol. 57, 1972, p. 17-30.
- André BOURDE, *Agronomie et agronomes en France au XVIII^e siècle*, 3 vol. Paris 1967.
- British Museum General Catalogue of Printed Books*, 263 vol. London 1965-1966.
- Baron Woelmont de BRUMAGNE, *La noblesse française subsistante*, vol. Paris 1928.
- J.H. BRUMFITT, « Historical Pyrrhonism and Enlightenment Historiography in France, » *Literature and History in the Age of Ideas. Essays on the French Enlightenment presented to George R. Havens*, éd. Ch. W.S. WILLIAMS, Ohio State University Press 1975, p. 15-28.
- Félix BRUN, « Dom Muley, bénédictin de Saint-Crépin-le-Grand et sa correspondance avec divers érudits (1764-1780) », in *Bulletin de la Société archéologique de Soissons*, 4^e série, t. I, 1920-21, p. 7-36.
- Gaston BUSSIERE, « Henri Bertin et sa famille », Périgueux 1906-1908 (Extraits du *Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord*).
- D.C. CABEEN, *A critical bibliography of French Literature*, t. IV, 18th century, éd. G.R. Havens, D.F. Bond, Syracuse University Press 1951.
- , *A critical bibliography of French Literature*, t. IV, 18th century, éd. P.H. Brooks, Syracuse University Press, 1968.
- Elie CARCASSONNE, *Montesquieu et le problème de la constitution française au XVIII^e siècle*, Paris [1927].
- Charles CARRIERE, « Le recrutement de la Cour des comptes, aides et finances d'Aix-en-Provence à la fin de l'Ancien Régime », in *Actes du 81^e Congrès des Sociétés savantes, Rouen 1956*, Paris 1956, p. 141-159.
- René duc de CASTRIES, *Louis XVIII*, Paris 1969.
- Catalogue des factums et d'autres documents judiciaires antérieures à 1790*, par A. Corda, continué par A. Trudon des Ormes, 10 vol. Paris 1890-1936.
- Catalogue général des livres imprimés de la Bibliothèque nationale, Auteurs*, 196 vol. Paris 1897-1967 (en cours).
- Jean-Jacques CHAMPOLLION-FIGEAC, éd. *Correspondance de M. Bréquigny relative à ses recherches sur l'histoire de France dans les archives d'Angleterre*, Paris 1831.
- , *Notice sur le Cabinet des chartes et diplômes de l'histoire de France*, Paris 1827.

- Xavier CHARMES, *Le Comité des Travaux historiques et scientifiques (Histoire et documents)*, 3 vol. Paris 1886.
- Gilbert CHEREST, « Supplément à la Bibliothèque des Bénédictins de la Congrégation de Saint-Vanne et de Saint-Hydulphe », extrait de la *Revue Mabillon*, 192-200, avril 1958-janv. 1960.
- A. CHERUEL, *Dictionnaire historique des institutions, mœurs et coutumes de la France*, 2^e éd. Paris 1865.
- William F. CHURCH, « The Decline of the French Jurists as Political Theorists », in *French Historical Studies*, 5, 1, 1967, p. 1-40.
- Alexander CIORANESCU, *Bibliographie de la Littérature française du dix-huitième siècle*, 3 vol. Paris 1969-1970.
- Abbé Carlo de CLERCQ, « Corneille-François Nelis et Jacob-Nicolas Moreau », in *Bulletin de la commission royale d'histoire (Académie royale de Belgique)*, t. CX, 3^e et 4^e livr., Bruxelles 1945, p. 93-141.
- Alfred COBBAN, *Edmund Burke and the Revolt against Eighteenth Century. A Study in the Political and Social Thinking of Burke, Wordsworth, Coleridge and Southey*, London 1929.
- Abbé Jean-Benoît-Désiré COCHET, *Galerie dieppoise. Notice biographique sur les hommes célèbres ou utiles de Dieppe et l'arrondissement. Collection formée par l'abbé Cochet*, Dieppe 1862.
- « Correspondance de l'abbé Grandidier et autres documents relatifs à cet historien, à sa famille et à ses ouvrages », in *Revue d'Alsace*, 16^e année, 3^e série, t. 1^{er}, Colmar 1865, p. 337-400, 433-563.
- Jean COUSIN, *L'Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Besançon. Deux cents ans de vie comtoise (1752-1952). Essai de synthèse*. Besançon 1954.
- Robert DARNTON, « The High Enlightenment and the Low-Life of Literature in Pre-Revolutionary France », in *Past and Present*, N° 51, mai 1971, p. 81-115.
- Adeline DAUMARD, François FURET, *Structures et relations sociales à Paris au milieu du XVIII^e siècle*, Paris 1961.
- Hippolyte DELEHAYE, *L'œuvre des Bollandistes à travers trois siècles*, Bruxelles 1920.
- Léopold DELISLE, *Le Cabinet des manuscrits de la Bibliothèque Impériale*, 3 vol. Paris 1868-1881.
- Edgard DEPITRE, *La toile peinte en France aux XVII^e et XVIII^e siècles. Industrie, commerce, prohibitions*, Paris 1912.

- Léon DERIES, « Un grand sauveteur de documents inédits, l'ancien bénédictin dom Germain Poirier », in *Revue Mabillon*, 20, 1930, p. 54-67, 251-281.
- Roland DESNE, « Voltaire et les Juifs. Antijudaïsme et antisémitisme. A propos du *Dictionnaire philosophique* », in *Pour une Histoire Qualitative. Etudes offertes à Sven Stelling-Michaud*, Genève 1975, p. 131-145.
- Henri DEVYVER, *Le Sang épuré. Les préjugés de race chez les gentilshommes français de l'Ancien Régime (1560-1720)*, Bruxelles 1973.
- Furio DIAZ, *Filosofia e politica nel settecento francese*, Torino 1962.
- Dictionnaire de Biographie française*, 13 vol. Paris 1933-1975 (en cours).
- Dictionnaire des Lettres Françaises*, éd. G. Grente, t. IV, *Le dix-huitième siècle*, en 2 vol. Paris 1960.
- Abbé DIDIER-LAURENT, « Correspondances des Bénédictins de Lorraine avec Moreau, historiographe de France », in *Mémoires de la Société d'Archéologie lorraine et du Musée historique lorrain*, t. XLVI (3^e série, vol. XXIV), 1896, p. 147-194.
- David C. DOUGLAS, *English Scholars*, London 1943.
- William DOYLE, « The Parlements of France and the Breakdown of the Old Regime 1771-1788 », in *French Historical Studies*, vol. VI, N° 4, 1970, p. 415-458.
- Georges DUBY (publiée sous la direction de) *Histoire de la France*, 3 vol. Paris 1971.
- Yves DURAND, *Les fermiers généraux au XVIII^e siècle*, Paris 1971.
- Henri DURANTON, « Le mythe de la continuité monarchique chez les historiens français du XVIII^e siècle », in *Modèles et moyens de la réflexion politique au XVIII^e siècle, Colloque international des Lumières*, (Lille 1973) (à paraître).
- , « Les contraintes structurales de l'histoire de France », in *3^e Congrès international des Lumières à Yale, 1975* (à paraître).
- , « Les Mémoires de Trévoux et l'histoire : l'année 1757 », in *Etudes sur la presse au XVIII^e siècle. Les Mémoires de Trévoux*, Lyon 1973, p. 5-38.

- René DUSSAUD, *La nouvelle Académie des Inscriptions et Belles-Lettres (1795-1914)*, 2 vol. Paris 1946-47.
- Gilbert DUY, « Les Bibliothèques », in *L'histoire et ses méthodes*, publié sous la direction de Charles Samaran, Paris 1961, p. 1061-1108.
- Ecole nationale des Chartes. Livre du centenaire (1821-1921)*, 2 vol. Paris 1921.
- Jean EGRET, *Louis XV et l'opposition parlementaire, 1715-1773*, Paris 1970.
- Jean EHRARD et Jacques ROGER, « Deux périodiques français du 18^e siècle : *Journal des Savants* et les *Mémoires de Trévoux* », in *Libre et Société dans la France du XVIII^e siècle*, Paris-La Haye 1965, p. 33-59.
- F.-X. EMMANUELI, *Intendance et vie provinciale dans la Généralité d'Aix 1745-1790*, Aix-en-Provence 1971 (thèse dact.).
- Klaus EPSTEIN, *The Genesis of German Conservatism*, Princeton 1966.
- Jean FABRE, « La propagande des idées philosophiques en Pologne sous Stanislas-Auguste et l'école varsoivienne des cadets, » in *Revue de littérature comparée*, 1935, p. 643-693.
- Emile FAGUET, « Sur le temps de Louis XVI, d'après des mémoires de l'auteur des *Cacouacs* », in *Revue bleue*, 1, 1901, p. 201-204.
- Maurice FALQUE, *Le procès du Rhône et les contestations sur la propriété d'Avignon (1302-1818)*, Paris-Avignon 1908.
- J. FLAMMERMONT, *Le chancelier Maupeou et les Parlements*, Paris 1883.
- A. FRANKLIN, *L'Institut de France*, Paris 1907.
- Hilde H. FREUD, *Palissot and « Les Philosophes »*, Genève 1967 (Diderot Studies, t. IX).
- Henri FREVILLE, *L'intendance de Bretagne (1689-1790). Essai sur l'histoire d'une intendance en Pays d'Etats au XVIII^e siècle*, 3 vol. Rennes 1953.
- François FURET, « La 'librairie' du royaume au XVIII^e siècle », in *Libre et Société dans la France du XVIII^e siècle*, Paris-La Haye 1965.
- Pierrette GIRAULT DE COURSAC, *L'éducation d'un roi : Louis XVI*, Paris 1972.
- Louis Prosper GACHARD, « Les Bollandistes. Leurs travaux, leur suppression sous Joseph II (1773-1789) » (mémoire lu le 3

- avril 1835), in *Etudes et notices historiques concernant l'histoire des Pays-Bas*, t. III, Bruxelles 1890, p. 414-455.
- , « Documents sur le projet, formé par M. de Nelis, en 1783, de publier une collection d'historiens de la Belgique », in *Compte-rendu des séances de la commission royale d'histoire...*, 2^e série, t. II, 1851, p. 101-115.
- J. GAUTHIER, *Le conseiller Droz et l'érudition franc-comtoise à la fin du XVIII^e siècle*, Besancon 1891.
- Dieter GEMBICKI, « Jacob-Nicolas Moreau et son 'Mémoire sur les fonctions d'un historiographe' », in *Dix-huitième Siècle*, N° 4, 1972, p. 191-215.
- , « Le renouveau des études sur les communes médiévales au XVIII^e siècle », in *La Ville au XVIII^e siècle. Colloque d'Aix-en-Provence (29 avril - 1^{er} mai 1973)*, Aix-en-Provence [1975], p. 305-311.
- , « Un capucin éclairé, le père Jacob Dunand », in *Pour une Histoire Qualitative. Etudes offertes à Sven Stelling-Michaud*, Genève 1975, p. 147-159.
- Werner GEMBRUCH, « Reformforderungen in Frankreich um die Wende vom 17. zum 18. Jahrhundert. Ein Beitrag zur Geschichte der Opposition gegen System und Politik Ludwig XIV », in *Historische Zeitschrift*, t. 209, 1969, N° 2, p. 265-317.
- Nelly GIRARD-D'ALBISSIN, *Un précurseur de Montesquieu : Rapin-Thoyras - premier historien français des institutions anglaises*, Paris 1969.
- Jacques GODECHOT, « Bulletin historique : la période révolutionnaire et impériale (fin) », in *Revue historique* 516, oct-déc. 1975, p. 399-466.
- , *La contre-révolution, doctrine et action*, Paris 1961.
- , *La prise de la Bastille, 14 juillet 1789*, Paris 1965.
- Jean GODEFROY, *Bibliothèque des Bénédictins de la Congrégation de Saint-Vanne et de Saint-Hydulphe*, Ligugé 1925.
- Denis-Charles marquis de GODEFROY-MENILGLAISE, *Les Savants Godefroy, mémoires d'une famille pendant les XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles*, Paris 1873.
- Douglas H. GORDON, Norman L. TORREY, *The Censoring of Diderot's Encyclopédie and the Re-established Text*, New York 1947.
- Lionel GOSSMAN, *Medievalism and the Ideologies of the Enlightenment. The World and Work of Lacurne de Sainte-Palaye*, Baltimore 1968.

Thérèse GOYET, « Autour du *Discours sur l'Histoire universelle*. Etudes critiques », in *Annales littéraires de l'Université de Besançon*, vol. 14, Paris 1956.

—, *L'humanisme de Bossuet*, 2 vol. Paris 1965.

Henri GRANGE, *Les idées de Necker*, Paris 1974.

Le marquis GRANGES DE SURGERES, *Répertoire historique et biographique de la Gazette de France depuis l'origine jusqu'à la Révolution 1631-1790*, 4 vol. Paris 1902-1906.

Maurice GRESSET, *Le monde judiciaire à Besançon de la conquête par Louis XIV à la Révolution française (1674-1789)* 2 vol. Lille 1975.

Roland GRIMSLEY, *Jean d'Alembert 1717-1783*, London 1963.

Pierre GROSCLAUDE, *Un audacieux message. L'Encyclopédie*, Paris 1951.

Eugen GUGLIA, *Die konservativen Elemente Frankreichs am Vorabend der Revolution. Zustände und Personen*, Gotha 1900.

Louis GUIBERT, *Le Bénédictin dom Col en Limousin*, Tulle 1884.

Jürgen HABERMAS, *Strukturwandel der Öffentlichkeit. Untersuchungen zu einer Kategorie der bürgerlichen Gesellschaft*, 5^e éd. Neuwied et Berlin, 1971.

Ludwig HAMMERMEYER, *Gründungs- und Frühgeschichte der Bayerischen Akademie der Wissenschaften*, Kallmünz 1959.

Notker HAMMERSTEIN, *Jus und Historia. Ein Beitrag zur Geschichte des historischen Denkens an den deutschen Universitäten im späten 17. und 18. Jahrhundert*, Göttingen 1972.

Michel HARDY, *Département de la Dordogne. Ville de Périgueux. Inventaire sommaire des Archives communales antérieures à 1790*, Périgueux 1894.

Thomas Duffus HARDY, *Syllabus (in English) of the documents relating to England and other Kingdoms contained in the Collection known as « Rymer's Foedera »*, t. 1, London 1869.

Eugène HATIN, *Bibliothèque historique et critique de la presse périodique française*, Paris 1866.

Nicole HERMANN-MASCARD, *La censure des livres à Paris à la fin de l'Ancien Régime, 1750-1789*, Paris 1968.

Camille HERMELIN, *Histoire de la ville de Saint-Florentin*, 2 vol. Paris 1912-1942.

- Jacques HILLAIRET, *Dictionnaire historique des rues de Paris*, 5^e éd., 3 vol. Paris 1972-1973.
- Histoire générale de la presse française*, éd. E. BELLANGER, J. GODECHOT, P. GUIRAL, 5 vol. Paris 1969-1976.
- David HUDSON, « In Defense of Reforms : French Government Propaganda during the Maupeou Crisis », in *French Historical Studies*, t. VII, N° 1, 1973, p. 51-76.
- Index bio-bibliographicus notorum hominum*, éd. Jean Pierre Lobies, 5 vol., Osnabrück 1973 (en cours).
- Index biographique des membres, correspondants et associés de l'Académie Royale de Belgique de 1769-1963*, Bruxelles 1964.
- Stephan d'IRSAY, *Histoire des universités françaises et étrangères*, 2 vol. Paris 1933-1935.
- Marguerite JALLUT, « Les bibliothèques de Marie-Antoinette », in *Mélanges d'histoire du livre et des bibliothèques offerts à Monsieur Frantz Calot*, Paris 1960, p. 325-332.
- L. JARRY, *Dom Gérou bénédictin de la Congrégation de Saint-Maur, sa vie et ses travaux littéraires d'après sa correspondance inédite*, Orléans 1879.
- A. JOLY, « Le Dauphin et les Encyclopédistes », in *Revue de l'histoire de Versailles et de Seine-et-Oise*, vol. 51, 1954, p. 95-106.
- Ernst KAEBER, *Die Idee des europäischen Gleichgewichts in der publizistischen Literatur vom 16. bis zur Mitte des 18. Jahrhunderts*, Berlin 1907.
- Richard L. KAGAN, « Law students and legal careers in eighteenth-century France », in *Past and Present*, août 1975, p. 38-72.
- J. van KAN, *Les efforts de codification en France. Etude historique et psychologique*, Paris 1929.
- Donald KELLEY, *Foundation of modern historical scholarship. Language, law and history in the French Renaissance*, New York, London 1970.
- Aira KEMILAINEN, « L'affaire d'Avignon » (1789-1791) *from the viewpoint of Nationalism*, Helsinki 1971.
- René de KERVILLER, *Répertoire général de bio-bibliographie bretonne... Les Bretons*, 17 vol. Rennes 1896-1908.
- Kurt KLUXEN, « Politik und Heilsgeschichte bei Bossuet. Ein Beitrag zur Geschichte des Konservatismus », in *Historische Zeitschrift*, 1955, 179, p. 449-469.

- David KNOWLES, *Great Historical Enterprises. Problems in Monastic History*, London 1963.
- Tomas S. KOHN, *La structure des révolutions scientifiques*, Paris 1972.
- Reinhart KOSELLECK, *Kritik und Krise. Eine Studie zur Pathogenese der bürgerlichen Welt*, Frankfurt 1973.
- E.H. KOSSMANN, *Verlicht Conservativisme : Over Elie Luzac*, Groningen 1966.
- Andreas KRAUS, *Die historische Forschung an der bayerischen Akademie der Wissenschaften 1759-1806*, München 1959.
- Werner KRAUSS, « Patriote, patriotique, patriotisme am Ende des Ancien Régime », in *Wissenschaftliche Zeitschrift der Universität Halle*, t. XIX, 1970, *Gesellschafts- und Sprachwissenschaftliche Reihe*, fasc. 3/4, p. 79-83.
- , « Zur Bedeutungsentwicklung von *révolution* », in *Wissenschaftliche Zeitschrift der Universität Halle*, t. XIX, 1970, *Gesellschafts- und Sprachwissenschaftliche Reihe*, fasc. 3/4, p. 87-90.
- , « Ueber die Konstellation der deutschen Aufklärung », in *Studien zur deutschen und französischen Aufklärung*, Berlin, 1963, p. 309-399.
- Ludovic LALANNE, *Dictionnaire historique de la France*, Paris 1872.
- Rüdiger LANDFESTER, *Historia magistra vitae. Untersuchungen zur humanistischen Geschichtstheorie des 14. bis 16. Jahrhunderts*, Genève 1972.
- Ch. V. LANGLOIS, H. STEIN, *Les archives de l'histoire de France*, Paris 1891.
- Gustave LANSON, *Manuel bibliographique de la littérature française moderne, XVI^e, XVII^e, XVIII^e et XIX^e siècles*, nouv. éd., 5 vol. Paris 1921.
- Pierre LAROUSSE, *Grand Dictionnaire universel du XIX^e siècle*, 15 vol. Paris 1864-76.
- Madeleine LAURAIN, « Les travaux d'érudition des mauristes : origine et évolution », in *Mémorial du XIV^e centenaire de l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés*, Paris 1959, p. 231-271.
- Maurice LECOMTE, *Les Bénédictins et l'histoire des provinces aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Saint-Martin-de-Ligugé 1926 (Moines et monastères N^o 6).
- I. Leonard LEEB, *The ideological Origins of the Batavian Revolution. History and Politics in the Dutch Republic 1747-1800*, The Hague 1973.

Marie Antoinette LEMASNE-DESJOBERT, *La Faculté de Droit de Paris aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Paris 1956.

Jacques LEVRON, *Les inconnus de Versailles. Les coulisses de la Cour*, Paris [1968].

Alfred LOMBARD, *L'abbé Dubos. Un initiateur de la pensée moderne (1670-1742)*, Paris 1913.

John LOUGH, *Essays on the « Encyclopédie » of Diderot and d'Alembert*, London 1968.

—, *An Introduction to 18th century France*, London 1960.

J.Q.C. MACKRELL, *The attack on 'féodalisme' in eighteenth-century France*, London-Toronto 1973.

Ed. MAILLY, « Histoire de l'Académie impériale et royale des Sciences et Belles-Lettres de Bruxelles », in *Mémoires couronnés et autres mémoires*, collection in-8°, t. XXXIV et XXXV, Bruxelles 1883.

Robert MANDROU, *De la culture populaire aux XVII^e et XVIII^e siècles. La Bibliothèque bleue de Troyes*, Paris 1964.

Karl MANNHEIM, « Das konservative Denken. Soziologische Beiträge zum Werden des politisch-historischen Denkens in Deutschland », in *Archiv für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik*, 57, 1927, p. 68-142, 470-495 ; réimprimé dans *Konservativismus*, éd. H.G. Schumann, Köln 1974, p. 24-75.

Marcel MARION, *Le Garde des Sceaux Lamoignon et la Réforme judiciaire de 1788*, Paris 1905.

Pierre MAROT, « Au service de l'érudition : les grandes collections savantes et l'historiographie depuis Louis XIV », in *Art du livre et l'imprimerie nationale*, Paris 1973, p. 223-243.

Henri-Irénée MARROU, *Théologie de l'histoire*, Paris 1968.

J. de la MARSONNIERE. « Les amitiés et les épreuves de dom Fonteneau », in *Mémoires de la Société des Antiquaires de l'Ouest*, t. XII, 1889, p. XIX-LXXIV ; t. XIII, 1890, p. 345-416.

Henri-Jean MARTIN « Les Bénédictins, leurs librairies et le pouvoir. Notes sur le financement de la recherche au temps de Mabillon et de Montfaucon », in *Mémorial du XIV^e centenaire de l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés*, Paris 1959, p. 283-300.

—, *Livre, pouvoirs et société à Paris au XVII^e siècle (1598-1701)*, 2 vol. Genève 1969.

Jacques MARX, « La Bibliothèque impartiale, étude de contenu

- (janvier 1750-juin 1754) », in Marianne Couperus, *L'étude des périodiques anciens. Colloque d'Utrecht*, Paris 1972, p. 89-106.
- , « Elie Luzac et la pensée éclairée », in *Werkgroep 18^e eeuw, documentatieblad*, n° 11/12, 1971, p. 74-105.
- , *Charles Bonnet contre les Lumières, 1738-1850*, 2 vol., Banbury 1976 (Studies on Voltaire and the eighteenth century, t. 156, 157).
- Paul MASSON, *La Provence au XVIII^e siècle*, 3 vol. Aix-en-Provence, 1935-36.
- , *Les Bouches-du-Rhône, Encyclopédie départementale*, t. III, Marseille 1920, *Les temps modernes, 1482-1789*.
- MATHIVON, « Nécrologe [de J.N. Moreau] » in *Annales littéraires et morales*, t. 1^{er}, Paris 1804, p. 259-264.
- Eugène MAURY, « Dom Mareschal et les Archives de Bar-sur-Aube », in *Comité des travaux historiques et scientifiques, Bulletin historique et philologique*, 1908, p. 32-34.
- L.F. Alfred MAURY, *Les Académies d'autrefois*, 2^e partie, *L'ancienne Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, 2^e éd. Paris 1864.
- Friedrich MEINECKE, *Die Entstehung des Historismus*, éd. Carl Hinrichs, in *Werke*, t. III, München 1959.
- , *L'idée de la raison d'Etat dans l'histoire des temps modernes*, trad. de l'all. par Maurice Chevallier, Genève 1973.
- Hans Leo MIKOLETZKY, « Regesten und Regestentechnik », in *Anzeiger der phil. hist. Klasse der Oesterreichischen Akademie der Wissenschaften*, 87 Jg. 1951, p. 240-254.
- M.C. MOISET, « Jacob Moreau », in *Bulletin de la Société des sciences historiques et naturelles de l'Yonne*, année 1888, 42^e vol., p. 351-372.
- Arnoldo MOMIGLIANO, « Ancient History and the Antiquarian », in *Studies in Historiography*, London 1966, p. 1-39.
- Albert MONOD, *De Pascal à Chateaubriand, les défenseurs du christianisme de 1670 à 1802*, Paris 1916.
- Gabriel MONOD, « Du Progrès des études historiques en France depuis le xvi^e siècle », in *Revue historique*, 1876, t. I, p. 5-38.
- Daniel MORNET, *Les origines intellectuelles de la Révolution française*, Paris 1933.
- Roland MORTIER, *Diderot en Allemagne (1750-1850)*, Paris 1954.

- The National Union Catalog. Pre-1956 Imprints*, 414 vol. London 1968-1975, en cours.
- Raymond NAVES, *Voltaire et l'Encyclopédie*, Paris [1938].
- Nieuw Nederlandsch Biografisch Woordenboek*, 10 vol. Leiden 1911-1937.
- Nouvelle biographie générale*, éd. Hoefer, 46 vol. Paris 1857-1866.
- Henri OMONT, *Inventaire des manuscrits de la collection Moreau*, Paris 1891.
- Pierre ORDIONI, *La résistance gallicane et janséniste dans le diocèse d'Auxerre, 1704-1760*, Auxerre 1932.
- Amédée OUTREY, « Sur la notion d'archives en France à la fin du XVIII^e siècle », in *Revue historique de droit français et étranger*, 4^e série, 31, 1953, p. 277-286.
- Henry et Alphonse PASSIER, *Trésor généalogique*, 3 vol. Paris 1875-1877.
- Françoise PATHIE (BERCE), *Les généalogistes des ordres du roi au XVIII^e siècle*, Paris (s.d.), (Ecole des Chartes, thèse dact.).
- Thomas Preston PEARDON, *The Transition in English Historical Writing 1760-1830*, New York 1933.
- [Paulus PEETERS], « Après un siècle. L'œuvre des bollandistes de 1837 à 1937 », in *Analecta Bollandia*, t. LV, 1937, p. V-XLIV.
- , « L'œuvre des Bollandistes », in *Mémoires de l'Académie royale de Belgique, classe des lettres*, Coll. in-8°, Bruxelles 1942, t. XXXIX.
- Georges PERROT, « L'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres », in *Les grandes institutions de France. L'institut de France* par G. Boissier, G. Darboux, G. Perrot, G. Picot, H. Roujon, Paris 1907, p. 135-203.
- Bernard PLONGERON, « Recherches sur l'*Aufklärung* catholique », in *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 1969, t. 16, p. 555-605.
- , *Théologie et politique au siècle des lumières (1770-1820)*, Genève 1973.
- René POMEAU, « La documentation de Voltaire dans le *Dictionnaire philosophique* ». in *Quaderni francesi*, vol. I, Napoli 1970, p. 395-405.
- Krzysztof POMIAN, « Les historiens et les archives dans la France du XVII^e siècle », in *Acta Poloniae Historica*, 26, 1972, p. 109-125.
- Jean PORTEMER, « Recherches sur l'enseignement du droit public au XVIII^e siècle », in *Nouvelle Revue historique du Droit français et étranger*, 1959, p. 341-397.

- J. PRAWER, *Histoire du royaume latin de Jérusalem*, trad. de l'hébreu, G. Nahon, 2 vol. Paris 1969-1970.
- Willy J.H. PRICK, *C.F. de Nelis, un homme d'Eglise libéral au siècle des lumières, 1736-1784*, Nancy 1942 (thèse de Paris).
- J.-M. QUERARD, *La France littéraire ou Dictionnaire bibliographique des savants, historiens et gens de lettres, ainsi que des littérateurs étrangers qui ont écrit en français, particulièrement dans le XVIII^e siècle et le XIX^e siècle*, 10 vol. Paris 1827-1839.
- Rapport au ministre sur la Collection des documents inédits de l'histoire de France et sur les actes du Comité des travaux historiques*, Paris 1874.
- « Rapport de M. Augustin Thierry [au ministre Guizot], 6 mai 1838 », in *Collection des documents inédits sur l'histoire de France. Rapports au Ministre*, Paris 1839, p. 17-33.
- F. RAVAISSON, *Rapport adressé à S. Exc. le ministre d'Etat au nom de la commission instituée le 22 avril 1861*, Paris 1862.
- N. RAVITCH, *Sword and Mitre. Government and Episcopate in France and England under the Age of Aristocracy*, La Haye 1967.
- Pierre RETAT, *Le Dictionnaire de Bayle et la lutte philosophique au XVIII^e siècle*, Paris 1971.
- Hippolyte RIBIERE, « Coulange-la-Vineuse », in *Annuaire historique du département de l'Yonne*, 3^e partie, Auxerre 1851, p. 129-167.
- Denis RICHET, *L'esprit des institutions*, Paris 1972.
- Paul Albert ROBERT, *Les remontrances et arrêtés du Parlement de Provence au XVIII^e siècle, 1715-1790*, Paris 1912.
- Daniel ROCHE, « Milieux académiques provinciaux et société des lumières », in *Livre et société dans la France du XVIII^e siècle*, Paris 1965, p. 93-184.
- Jan ROMEIN, *Die Biographie. Einführung in ihre Geschichte und ihre Problematik*, trad. du hollandais par Dr. U. Huber Noodt, Bern 1948.
- , « Über den Konservativismus als historische Kategorie. Ein Versuch », in *Festschrift für Helmuth Plessner. Wesen und Wirklichkeit des Menschen*, Göttingen 1957, p. 215-244.
- François ROUSSEAU, « Un ancien Bénédictin, sous-bibliothécaire de l'Arsenal pendant la Révolution », in *Bulletin*

- de la Société d'Histoire de Paris et de l'Île de France*, 1925, p. 82 sv.
- Richard ROSENMUND, *Die Fortschritte der Diplomatie seit Mabillon vornehmlich in Deutschland-Osterreich*, München, Leipzig 1897.
- Jacques Silvestre de SACY avec la collaboration de Michel ANTOINE, *Henri Bertin dans le sillage de la Chine (1710-1792)*, Paris 1970 [1971].
- Comte François de SALVERTE, *Les ébénistes du XVIII^e siècle, leurs œuvres et leurs marques*, Paris 1927.
- Jean-Pierre SAMOYAUULT, *Les Bureaux du Secrétariat d'Etat des Affaires étrangères sous Louis XV. Administration. Personnel*, Paris 1971.
- Meta SCHEELE, *Wissen und Glauben in der Geschichtswissenschaft. Studien zum historischen Pyrrhonismus in Frankreich und Deutschland*, Heidelberg 1930.
- Gustave SCHELLE, *Dupont de Nemours et l'école physiocratique*, [Paris 1888] Reprint Genève 1971.
- dom Philibert SCHMITZ, *Histoire de l'ordre de Saint-Benoît*, 7 vol. Maredsous 1942-1956.
- Franco SIMONE, « Tendenze storiografiche di Claude Fleury », in *Studi in onore di Vittorio Luglio e Diego Valeri*, Venezia [s.d.], p. 867-882.
- Stephan SKALWEIT, *Frankreich und Friedrich der Grosse. Der Aufstieg Preussens in der öffentlichen Meinung des « ancien régime »*, Bonn 1952.
- Rulon Nephi SMITHSON, *Augustin Thierry. Social and political consciousness in the Evolution of a historical Method*, Genève 1972 [1973].
- Albert SOBOUL, « De la pratique des terriers à la veille de la Révolution », in *Annales. E.S.C.* t. 19, 1964, p. 1049-1065.
- Sven STELLING-MICHAUD, « Le mythe du despotisme oriental », in *Etudes suisses d'histoire générale*, t. 18/19, 1960/1961, p. 328-346.
- René STOURM, *Bibliographie historique des finances de la France au dix-huitième siècle*, Paris 1895.
- Etienne TAILLEMITE, « Les archives et les archivistes de la Marine des origines à 1870 », in *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*, t. CXXVII, 1969, N° 1, p. 27-86.
- Victor L. TAPIE, « L'activité de la commission pour la publication des Ordonnances de France », in *Revue des tra-*

- voux de l'Académie des Sciences morales et politiques, 1965, premier semestre, p. 147-153.
- George V. TAYLOR, « Types of Capitalism in Eighteenth-Century France », in *The English Historical Review*, 79, 1964, p. 478-497.
- Hans-Ulrich THAMER, *Revolution und Reaktion in der französischen Sozialkritik des 18. Jahrhunderts*. Linguet, Mabry, Babeuf, Frankfurt 1973.
- Augustin THIERRY, *Considérations sur l'histoire de France*, en tête des *Récits des temps mérovingiens*, 2 vol. Paris 1840.
- , *Lettres sur l'histoire de France*, 2^e éd., Paris 1829.
- Christopher TODD, *Voltaire's disciple : Jean-François de La Harpe*, London 1972.
- Louis TRENARD, « Salvandy et la recherche historique (1837-1848) », in *Ministère de l'Education nationale. Comité des travaux historiques et scientifiques, Bulletin de la Section d'histoire moderne et contemporaine*, fasc. 7, Paris 1969, p. 39-64.
- Michel TYVAERT, « L'image du roi : légitimité et moralité royales dans les histoires de France au xvii^e siècle », in *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, t. XXI, oct.-déc. 1974, p. 521-547.
- , *Recherches sur les histoires générales de la France au xvii^e siècle (Domaine français)*, Paris 1973 (thèse dact.).
- Eugène VAILLE, *Histoire générale des postes françaises*, 7 vol. Paris 1947-55.
- Fritz VALZAVEC, « Die Entstehung des europäischen Konservatismus », in *Ostdeutsche Wissenschaft. Jahrbuch des Ostdeutschen Kulturrates*, t. I, München 1954, p. 255-277.
- Jacques VANUXEM, « L'abbé Lebeuf historien de Paris au xviii^e siècle », in *La ville au xviii^e siècle. Colloque d'Aix-en-Provence (29 avril - 1^{er} mai 1973)*, Aix-en-Provence [1975], p. 199-204.
- Franco VENTURI, « Despotismo orientale », in *Rivista storica italiana*, t. 72, 1960, p. 117-126.
- Paul VERNIERE, *Spinoza et la pensée française avant la Révolution*, 2 vol. Paris 1954.
- P. VIALLES, *Etudes historiques sur la Cour des comptes, aides et finances de Montpellier*, Montpellier 1921.
- Jean VIDALENC, « Le monde, la cour et la ville, vus d'Aix-en-Provence (1770-1783). Le Journal de Nouvelles du marquis

- d'Albertas, premier président du Parlement de Provence », in *Actes du 79^e Congrès national des Sociétés savantes, Alger 1954*, Paris 1955, p. 43-73.
- , « La querelle des Parlements, vue d'Aix-en-Provence, le *Journal de Nouvelles* formé par le marquis d'Albertas, premier président du Parlement de Provence (1770-1783) », in *Provence historique*, t. 3, 1953, p. 189-207.
- Ferd. VILLEPELET, « L'Historiographe Moreau et le procès des franc-fiefs », in *Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord*, t. XXXVI, 1909, p. 410-418.
- Paul VIOLLET, *Le roi et ses ministres pendant les trois derniers siècles de la monarchie*, Paris 1912.
- Baron Marc de VISSAC, « Le lieutenant général Marquis de Rochechouart. 3^e réunion d'Avignon et du Comtat à la France (1768-1776) », extrait des *Mémoires de l'Académie de Vaucluse*, Avignon 1910.
- Jürgen VOSS, « Geschichtswissenschaft und katholische Aufklärung im Elsass. Unveröffentlichte Korrespondenz Philippe André Grandidiere (1752-1787). I. Teil 1774-1777 », in *Zeitschrift für die Geschichte des Oberrheins*, t. 121, 1974, p. 135-273.
- , « J.D. Schöpfli's Wirken und Werk. Eine Bestandsaufnahme anlässlich seines 200. Todestages », in *Zeitschrift für die Geschichte des Oberrheins*, 119, 1971, p. 281-321.
- , *Das Mittelalter im historischen Denken Frankreichs. Untersuchungen zur Geschichte des Mittelalterbegriffes und der Mittelalterbewertung von der 2. Hälfte des 16. bis zur Mitte des 19. Jahrhunderts*, München 1972.
- Ira O. WADE, *The clandestine organization and diffusion of philosophic ideas in France from 1700 to 1750*, Princeton 1938.
- Kurt WAIS, *Das antiphilosophische Weltbild des französischen Sturm und Drang 1760-1789*, Berlin 1934.
- Georges WEULERSSE, *Le mouvement physiocratique en France (1756-1770)*, 2 vol. Paris 1910.
- Ian M. WILSON, *The influence of Hobbes and Locke in the shapings of the concept of sovereignty in 18th century France*, Banbury 1973 (Studies on Voltaire and the 18th century, vol. CI).
- Louis WOLFF, *Le Parlement de Provence au XVIII^e siècle. Organisation, procédure*, Aix 1920.

ABREVIATIONS

A.A.E.	Archives des Affaires étrangères
A.A.E., M.D.	Archives des Affaires étrangères, Mémoires et documents
Arch. comm.	Archives communales
Arch. dép.	Archives départementales
Arch. mun.	Archives municipales
Arch. nat.	Archives nationales
Arch. nat. Min. centr.	Archives nationales, Minutier central des notaires parisiens
Arch. par.	Archives paroissiales
B.D.R.	Archives départementales des Bouches-du- Rhône
Bibl. mun.	Bibliothèque municipale
Bibl. nat.	Bibliothèque nationale
Bibl. nat., Ms. fr., n.a.	Bibliothèque nationale, Manuscrit français, nouvelle acquisition
CM	Collection Moreau, Bibliothèque nationale
Coll. part.	Collection particulière

INTRODUCTION

Mon projet initial de faire une étude de l'« institution » des historiographes de France (de 1740 à la Révolution) aboutissait à une impasse, cette institution constituant moins une charge, une fonction, qu'un titre. A défaut d'une étude d'ensemble, on pouvait envisager soit de faire une suite de monographies soit une biographie consacrée à celui des historiographes de la fin de l'Ancien Régime qui est le moins connu. J'ai pris ce dernier parti. La carrière de Jacob-Nicolas Moreau présente deux particularités : il a été le seul historiographe de son temps à être opposé aux Lumières, et, chez lui, l'historien est doublé d'un organisateur des sciences historiques.

En raison de l'ampleur de son œuvre littéraire et de ses multiples fonctions, peu d'études lui ont été consacrées jusqu'à maintenant. C'est à l'occasion du cinquantenaire de la création du Comité des travaux historiques et scientifiques que le directeur du secrétariat au Ministère de l'Instruction publique, Xavier Charmes (1), a conservé une édition de Documents et d'une étude exemplaire au Dépôt des chartes tout en soulignant, dans l'*Introduction*, le rôle joué par Moreau. En revanche, il ne s'est pas intéressé à Moreau historien. L'éditeur des *Souvenirs* (2), Camille Hermelin, qui a ignoré le travail de X. Charmes, place Moreau moraliste et royaliste sur un piédestal. Pareille apologie est absente de l'étude importante d'Elie Carcassonne (3), qui a le grand mérite de tenir compte de tous les écrits historiques et

(1) Xavier CHARMES, *Le Comité des travaux historiques et scientifiques. (Histoire et documents)*, t. I, Paris 1886.

(2) Jacob-Nicolas MOREAU, *Mes Souvenirs*, collectionnés, annotés et publiés par Camille HERMELIN, 2 vol. Paris 1898-1901.

(3) Elie CARCASSONNE, *Montesquieu et le problème de la constitution française au XVIII^e siècle*, Paris [1927].

politiques de Moreau sans les isoler de la production contemporaine. L'auteur s'attache essentiellement au problème de la constitution ; dans ce domaine ses conclusions conservent toute leur valeur. En revanche, il ne s'est nullement intéressé à la vision de la société telle qu'on la trouve dans l'histoire de Moreau.

A la suite de Carcassonne, Paul H. Beik (4) a étudié le rôle de Moreau comme précurseur des contre-révolutionnaires ou de la Droite française pendant la Révolution. L'étude de Beik a l'avantage de reconstituer la carrière de Moreau. En revanche, l'influence immédiate des écrits de l'historiographe sur les contre-révolutionnaires reste encore à être prouvée (5). Cette perspective, aussi intéressante qu'elle soit, est éloignée de mon travail car je ne veux considérer Moreau ni comme un continuateur, ni comme un précurseur, mais comme un homme de son temps. Dans ce sens, l'auteur qui est le plus proche de ma problématique est Furio Diaz (6).

Le présent travail s'appuie sur une documentation composée de trois catégories de sources :

- 1° les œuvres imprimées de Moreau (7) ;
- 2° ses manuscrits, mémoires, lettres, etc ;
- 3° les actes notariés et les actes de l'état-civil.

Dans chacune de ces catégories des lacunes sont à déplorer. Cela est surtout dû au fait que les papiers laissés par Moreau se sont perdus après la deuxième Guerre Mondiale. Deux autres collections peuvent, en partie, y suppléer : la *Collection Moreau* conservée à la Bibliothèque nationale et les Archives privées de Monsieur le marquis Olivier d'Albertas, déposées aux Archives départementales

(4) Paul H. BEIK, « The French Revolution seen from the Right. Social Theories in Motion, 1789-1799 », in *Transactions of the American Philosophical society*, new series, vol. 46, part 1, 1956, p. 1-122, ici p. 7-11.

(5) La même chose vaut pour l'influence de Moreau sur le comte de Provence. Voir Jacques GODECHOT, *La contre-révolution, doctrine et action*, Paris 1961.

(6) Furio DIAZ, *Filosofia e politica nel Settecento francese*, Torino 1962.

(7) *Souv.*, t. I, p. xxx-xl. Cette liste permet de lui attribuer nombre d'imprimés anonymes, mais je n'ai pu les localiser tous.

des Bouches-du-Rhône, à Marseille. Ce dernier fonds nous renseigne à merveille sur un aspect encore inconnu, celui de Moreau « député » ; quant aux lettres, elles contiennent des indications fort précieuses sur sa vie privée. La très riche *Collection Moreau* renferme également des documents sur Moreau en tant que particulier et sur Moreau écrivain. Cette collection est inestimable car les nombreuses correspondances qu'elle contient permettent de tracer le profil de l'historien « moyen » de la deuxième moitié du XVIII^e siècle.

Mon travail a pour but principal d'étudier les rapports entre Histoire et Politique pendant la deuxième moitié du XVIII^e siècle. S'agissant à la fois d'un historien mineur, mais extrêmement productif, et de l'organisateur des sciences historiques, nous trouvons réunis en la même personne le bureaucrate et l'écrivain. Ecrivain médiocre, Moreau ne compte nullement parmi les phares de son siècle, auxquels Friedrich Meinecke a consacré une remarquable étude, une « promenade aux sommets » (8). Au XVIII^e siècle, la condition de l'historien et de l'Histoire ne se définit pas seulement à partir de quelques cas spéciaux, des génies, mais elle s'inscrit dans un fond de problèmes fort terre-à-terre. Une fois élucidée la condition morale, sociale et matérielle de l'historien « moyen », nous connaissons le climat intellectuel de l'époque, bref sa « mentalité historique ».

Deux chapitres de cette étude sont consacrés à l'Histoire, ils en forment les piliers : le chapitre II porte sur les activités de Moreau relatives au Dépôt des chartes. Parcimonie des moyens et finalité politique sont contrebalancés par des réalisations respectables. L'importance réside autant dans ce qui a été achevé que dans les moyens employés, les structures mises sur pied ; structures qui influenceront directement sur le XIX^e siècle. Le chapitre IV traite des écrits historiques de Moreau. C'est surtout le *Discours sur l'histoire de France* qui est analysé en détail : en tant que document qui témoigne d'une projection sociologique (celle d'un magistrat roturier) sur l'Histoire, d'une représentation sociologique de ce passé. L'échec de l'historien représentatif de l'Ancien Régime finissant, s'explique avant tout par sa vision sociologique étriquée, sans rapport avec les forces sociales de son temps.

(8) Friedrich MEINECKE, *Die Entstehung des Historismus*, in *Werke*, t. III, München 1959.

Le chapitre III dépeint notre personnage dans le rôle modeste qu'il a joué sur le plan politique : comme écrivain, censeur et « député » de la Cour des comptes d'Aix-en-Provence, fonction qui n'avait pas encore été étudiée de près.

J'ai placé au début et à la fin de mon étude deux chapitres sur l'homme. Le premier, consacré à la jeunesse et à la formation de l'avocat, décrit le climat social et intellectuel dans lequel Moreau a grandi. Il culmine dans une analyse des *Cacouacs* qui l'ont rendu célèbre et qui lui ont facilité sa carrière à l'intérieur des ministères. Le dernier chapitre a un double objectif : montrer Moreau dans son comportement pratique, la gestion des affaires financières, le rôle accordé à l'argent, d'une part, et, d'autre part, le montrer dans son intimité, surtout d'après les *Souvenirs*. J'ai tenté de définir sa religiosité et de cerner le statut social auquel il aspire.

Cette biographie intellectuelle (9) d'un des derniers historiographes de France doit nous permettre d'approfondir également la connaissance des « Lumières », notamment la réaction de ceux qu'on appelait les « anti-philosophes » (10). Dans l'état actuel de nos connaissances, il serait prématuré de vouloir faire des généralisations (11). Notre époque est marquée par un intérêt renouvelé porté aux Lumières ; aussi nous paraît-il nécessaire, pour mieux les comprendre, d'étudier les deux côtés d'un débat idéologique dans lequel la voix de Moreau ne fut pas la moindre.

Enfin, et surtout, c'est la relation entre Histoire et Politique qui rend le cas de Moreau intéressant. Dès qu'il s'oc-

(9) Pendant les deux dernières générations ce genre littéraire a suscité peu de vocations parmi les historiens. Voir Jan ROMEIN, *Die Biographie. Einführung in ihre Geschichte und ihre Problematik*, Bern 1948 et Jacques GODECHOT, « Bulletin historique : la période révolutionnaire et impériale (fin) », in *Revue historique* 516, oct.-déc. 1975, p. 399-466, ici p. 444. Godechot dit : « [...] en France la biographie est délaissée des spécialistes et abandonnée aux 'amateurs', ce qui est infiniment regrettable ».

(10) Voir Hilde H. FREUD, *Palissot and « Les Philosophes »*, Genève 1967 (Diderot Studies IX). Jean BALCOU, *Fréron contre les Philosophes*, Rennes 1973 (thèse dact.).

(11) Henry VYVERBERG, « Limits of Nonconformity in the Enlightenment : The Case of Simon-Nicolas-Henri Linguet », in *French Historical Studies* VI, N° 4, 1970, p. 474-491, ici p. 491.

cupe d'histoire, la finalité politique de sa pensée est hors de doute. En revanche, à l'époque pré-révolutionnaire, toute argumentation politique est un « discours » historique. Pour réfuter les arguments des Philosophes et « républicains », il fait, d'une part, rechercher des chartes inédites, et, de l'autre, il se met à écrire une histoire de France.

Ces deux entreprises (12) de Moreau ont des fortunes différentes. Le Dépôt des chartes constitue une réussite d'autant plus grande que les moyens dont disposait Moreau furent des plus modestes. L'historiographe a été guidé par le même souci, celui de faire une apologie de la monarchie de l'Ancien Régime. En face du public « éclairé » des années soixante-dix et quatre-vingt, Moreau historien subit un échec cuisant, car les lecteurs se désintéressent de son *Discours sur l'histoire de France*.

Cet échec est symptomatique de la faiblesse de la monarchie d'Ancien Régime. Mais, grâce à son insuccès, l'ancien historiographe a pu survivre aux troubles de l'époque révolutionnaire. Se tenant effacé sous l'Ancien Régime, peu efficace sur le plan idéologique, Moreau n'est pas devenu la cible des révolutionnaires et ainsi, un emprisonnement mis à part, il a pu sauver sa vie. Pour se défendre contre les Philosophes, la monarchie des Bourbons n'a pu accueillir dans ses rangs que des esprits inférieurs aux Mably, Voltaire et Rousseau, des esprits qui n'étaient pas de la taille de Bossuet ou de Chateaubriand.

(12) L'histoire de l'histoire, délaissée en France depuis bientôt deux générations, connaît actuellement un renouveau. En témoignent les colloques : *Religion, érudition et critique à la fin du XVII^e siècle et au début du XVIII^e*, Paris 1968 ; *Historiographie de la Réforme* (Aix-en-Provence 1972) Paris 1977 ; *Historische Forschung im 18. Jahrhundert. Organisation, Zielsetzung, Ergebnisse*, éd. p. Karl HAMMER et Jürgen VOSS, Bonn 1976. Des comptes-rendus regroupés sont signe du même intérêt : *Annales E.S.C.*, 27^e année, mai-juin 1972, p. 665-677. Si la plupart des approches nouvelles se nourrissent du structuralisme ou de l'enseignement de l'Ecole des Annales, il en existe encore une autre qui aborde les sources historiographiques sous l'aspect psychanalytique comme le propose Alain BESANÇON, « Vers une histoire psychanalytique », in *Histoire et Expérience du moi*, Paris 1971, p. 15-105, ici p. 102.

CHAPITRE I

LES ANNEES DE FORMATION

A. LES ORIGINES

Destiné à jouer un rôle important au sein de plusieurs ministères, Jacob-Nicolas Moreau était d'origine modeste, mais relativement distinguée par rapport au reste des habitants de sa ville natale. Lorsqu'il vit le jour, le 20 décembre 1717, à Saint-Florentin (1), sa famille comptait déjà parmi les notables de la ville. L'arrière-grand-père, un « apothiquaire », avait créé les bases d'une fortune qui permit à son fils, Jacob Moreau dit de la Plante, de devenir conseiller au Parlement et de tenir le rang qu'il désirait occuper dans la société locale. Il élut domicile dans un endroit très recherché, rue de Dilo, et c'est dans cette maison que Jacob-Nicolas Moreau passa une partie de sa jeunesse. Lorsqu'il se mettra, soixante-dix ans plus tard, à rédiger ses *Souvenirs*, il ne fera aucune allusion à son grand-père. Mais son aïeul fut le premier qui ait eu un goût prononcé pour l'histoire, c'est lui qui l'incita à écrire les annales de sa ville natale. *Les antiquités de la ville de Saint-Florentin et de ses dépendances, privilèges et juridictions avec les noms, qualités des princes et des seigneurs qui l'ont possédées* reflètent un état d'esprit et témoignent d'une conception historiographique tout empreinte de la mentalité d'un milieu de petite robe provinciale. Baignée dans une atmosphère de patriotisme local, de dévouement à l'égard des souverains français et de dévotion, cette his-

(1) Arch. comm. de Saint-Florentin, Registre des baptêmes, mariages et décès. E³ 43 fol. 19v°.

toire urbaine n'exclut ni un renvoi aux origines presque mythiques ni au merveilleux, ni à la beauté de la campagne, ni aux qualités de ces citoyens fidèles au Roi de France. « La ville de Saint-Florentin est si ancienne ville des Gaules qu'il est impossible de découvrir au vrai dans quel siècle et sous quel règne elle a été bâtie, si c'est avant ou après celle de Rome » (2). Déjà rattachée au domaine royal, sous le règne de Clovis, la ville connut de beaux moments marqués par la visite d'un roi, d'un saint ou de cette autre figure légendaire que fut la Pucelle. Ces passages sont verbeusement et religieusement amplifiés.

L'auteur des *Antiquités de la ville de Saint-Florentin*, fort de sa foi « post-tridentine », assimile naturellement cette croyance personnelle en Dieu et la certitude de l'intervention divine dans les affaires de la France. Ainsi le lien qui réunit les sujets au Roi de France est à la fois juridique et religieux. Cette ferveur religieuse de l'historien de Saint-Florentin a obnubilé, d'emblée, la structure du récit et la causalité que l'on pourrait dégager de cette histoire. D'abord, à chaque instant, nous remarquons une tendance moraliste ou moralisante. Il semble que l'auteur veuille se prouver à lui-même et prouver à ses concitoyens des valeurs essentielles telles que la dévotion, la piété, la fidélité et l'attachement au Roi. Aussi parle-t-il du « peuple soumis et respectueux envers ses seigneurs » et de la peste de 1638 comme d'un « épouvantable instrument de la juste colère de Dieu » (3). Au surplus, cette attitude englobe un certain providentialisme sensible non seulement au niveau des individus, mais à l'échelle de la nation française : « Dieu qui ne délaisse jamais la France dans les extrêmes besoins, encore bien qu'il permette quelquefois pour la corriger de ses péchez qu'elle soit humiliée et affligée lui rendit le calme et la ville de Saint-Florentin après avoir demeuré onze années en la puissance de Jean et de Philippe, Ducs de Bourgogne... » (4).

(2) Copie du manuscrit, p. 1, Paris, Coll. M. Hermelin. — Camille HERMELIN (*Histoire de Saint-Florentin*, 2 vol., t. I, Paris 1912, p. 336, note) a utilisé la copie du même manuscrit conservé aux Archives départementales de l'Yonne, Fonds Tarbé. Les deux copies présentent peu de différences.

(3) *Id.*, p. 53 et 72.

(4) *Id.*, p. 58.

Située aux confins de la Champagne et de la Bourgogne — dans le département de l'Yonne — la ville de Saint-Florentin a souvent changé de seigneurs. Pour le spirituel, elle dépendait de Sens, important siège archiépiscopal ; elle suivait la coutume de Troyes et faisait partie du ressort du Parlement de Paris. Géographiquement, elle est au croisement de deux routes : l'une allant de Sens à Dijon, l'autre, de Troyes à Auxerre et, dans l'Antiquité, de deux chemins, menant de Sens à Autun et de Troyes à Bourges. Au tournant du xvii^e siècle, Saint-Florentin avait encore conservé son cachet médiéval. « Cette ville est bâtie en forme de citadelle, ce qui fait que les maisons y sont fort serrées, et les rues fort étroites. Elle est fermée de murailles fortes, munies de fossés et de boulevards qui les couvrent ; elle a trois grandes portes à costées et soutenues de hautes et fortes tours avec leurs défenses ordinaires » (5). Bâtie sur une colline, la ville est dominée par l'église qui fut érigée sur l'emplacement de l'ancien château féodal.

Le grand-père de l'historiographe parvint à se hisser dans la bonne société. Les actes d'état-civil de sa ville natale le qualifient souvent de noble, comme ce fut d'ailleurs le cas de bon nombre de ses confrères. Ici le vocable « noble » ne signifie d'ailleurs pas nécessairement qu'il n'est plus roturier. Un autre trait, sa piété, se confirme au moment de sa mort. Il mourut le 25 octobre 1726, âgé de 75 ans, et se fit enterrer dans la chapelle des Capucins (6). L'acte d'enterrement fut signé par trois avocats, les maîtres Paul-François Lebeau, Paul-François et Edme-Nicolas Moreau, ses deux fils. Le second, qui vécut de 1689 à 1754, hérita de la ferveur religieuse de son père, mais n'eut point part à la fortune paternelle. Destiné au sacerdoce et déjà pourvu d'une chapelle dans le diocèse d'Amiens, il refusa en 1713 de signer le *Formulaire* condamnant les cinq propositions de Jansenius, qu'il avait cependant signé sept ans auparavant (7).

Pendant ses études au séminaire, il avait fait la connaissance des frères Pâris. Il ne reniera jamais cette affi-

(5) *Id.*, p. 3.

(6) Arch. comm., Registre des baptêmes, mariages et décès, E² 44 fol. 37.

(7) Camille HERMELIN, *op. cit.*, p. 337.

nité spirituelle qui le liait au jansénisme du « thaumaturge » de Saint-Médard. Etant retourné dans le siècle, il devint avocat et s'installa à Saint-Florentin, où il épousa le 8 février 1717, Anne-Ursule Gallimard. L'acte de mariage est éloquent.

M^e Edme Nicolas Moreau avocat au Parlement fils de M^e Jacob Moreau avocat au Parlement et de demoiselle Jean Renard [Regnard !] d'une part et demoiselle Ursule Gallimard fille de feu M^e Philippe Charles Gallimard avocat au Parlement et de demoiselle Ursule Sandrier ses père et mère d'autre part après la publication d'un ban et dispense [...] ont été admis aux fiançailles le 6 février 1717 et le huit du même mois et en ont été à la bénédiction nuptiale par moi curé doyen soussigné. L'époux assisté de M^e Jacob Moreau avocat au Parlement son père, M^e Jacob Moreau avocat au Parlement son frère, M^e Paul Lebeau avocat au Parlement son beau frère et l'épouse assistée de M^e Jean Gallimard [avocat] en Parlement son oncle et curateur et de M^e Thomas Sandrier avocat en Parlement procureur fiscal et receveur des tailles qui ont signé avec moy et l'époux et l'épouse Ursule Gallimard (8).

Reflet d'une grande homogénéité sociale, cet acte illustre le processus d'une castification socio-professionnelle indéniable. Le système des alliances et des parrainages aussi bien que les signatures apposées au moment des grandes cérémonies religieuses, en font foi. En revanche, il est difficile de déterminer la situation financière de ce groupe social. Quant au ménage de l'avocat Edme-Nicolas Moreau, sa fortune a dû être constituée principalement par la dot apportée par l'épouse. Par conséquent, le train de vie de cette famille de la petite robe fut des plus modestes.

L'inventaire dressé après le décès du père de Jacob-Nicolas nous permet de jeter un regard indiscret sur la parcimonie qui a dû être maîtresse de la maison. L'huissier n'a pas été avare de mots pour en qualifier la pauvreté. Nous rencontrons fréquemment l'épithète de « mauvais » lorsqu'il s'agit de faire une estimation de tables et de chaises usées ainsi que de rideaux et tapisseries effilées, comme, par exemple, dans le passage suivant : de « mauvaises couvertures » de lits, « un mauvais poêle [...], un

(8) *Ibid.*, E³ 43 fol. 27.

mauvais coffre bâché [...], un vieux bois qui ne méritent plus ample description » (9). Lors de la liquidation, le total de la masse — constituée par tous les avoirs, c'est-à-dire les deniers comptants, le mobilier et la valeur d'une maison à Saint-Florentin avec un jardin et des labourages — se monta à 14 338¹¹12*6^d dont 12 125¹¹14*6^d revenaient de droit à la veuve (10). Il ne resta guère qu'un cinquième pour les six enfants.

Lorsqu'un demi-siècle plus tard, un parent de l'avocat, Jacob Moreau-Dufourneau, rédigea un *Journal-Mémorial*, il n'oubliera point de retracer les étapes principales de la vie de son aïeul :

Feu [Edme-] Nicolas Moreau, son ayeul, frère du mien, étoit avocat à St. Florentin. Il joignoit aux plus grandes et aux plus nombreuses connaissances la piété la plus profonde et la plus éclairée. Il fut lui-même l'instituteur de ses six enfants. Dénoncé à la Cour, comme janséniste, il y fut mandé pour y rendre compte de sa conduite et s'y rendit. Mgr. le Chancelier d'Aguesseau ayant eu l'occasion de l'apprécier, voulut s'attacher personnellement et le fixer auprès de lui dans la capitale : il lui fit obtenir du Roi le don et de la finance et des frais de provision de la charge d'avocat au Conseil. Cette charge étoit toute sa fortune car à sa mort il ne laissa qu'un louis de rente à chacun de ses six enfants par l'éducation qu'il leur donna il leur procura la grande aisance dans laquelle ils vivent ou ont vécu (11).

En effet, Edme-Nicolas Moreau fut un janséniste convaincu. A la suite du nouveau catéchisme diocésain « purgé » de la doctrine janséniste, il préféra ne pas envoyer ses enfants aux instructions religieuses du curé. En 1733, il entra en conflit avec l'évêque (12) et la cause fut soumise au chancelier d'Aguesseau. Impressionné par l'érudition et l'éloquence avec lesquelles l'avocat se défendit, le ministre

(9) Inventaire après le décès de M^e Edme-Nicolas Moreau. 7 août 1752. Arch. nat., Min. centr., I, 468.

(10) Liquidation et partage. La Vve et les enfants de M^e Edme-Nicolas Moreau. 18 juillet 1755. Arch. nat., Min. centr., I, 473.

(11) *Journal-Mémorial*, p. 44.

(12) L'affaire eut une grande publicité dans les *Nouvelles Ecclésiastiques* de 1733, p. 110 et 140.

de la justice lui procura même en 1739, la charge d'avocat au Conseil, sans qu'il en coûtât rien au requérant (13).

Le ménage baignait, sans aucun doute, dans une atmosphère de ferveur religieuse. En témoigne la bibliothèque de l'avocat dans laquelle prédominent les ouvrages marqués par la spiritualité de Port-Royal, tels que les livres des Arnauld, de Nicole ou la Bible de Royaumont. Intimement lié à cette préoccupation religieuse, un goût prononcé pour l'histoire s'y manifeste. Malheureusement, les titres de la plupart des livres ne figurent pas dans l'inventaire en raison de la valeur minime de ces volumes usés. En revanche, une précieuse indication nous est fournie par les tableaux et les estampes qui ont décoré les murs. Trois estampes et deux tableaux représentent des « sujets de dévotion » tandis que l'histoire y fait moins bonne figure avec un tableau à l'effigie de Louis XIV et une estampe représentant « Alexandre et Darius » (14).

Marchant sur les traces de son père, Edme-Nicolas s'intéressa particulièrement à l'aspect religieux de l'histoire locale. A l'âge de 23 ans, en 1712, il écrivit à Paris un *Mémoire sur le martyre de Saint-Florentin* (15). La riche documentation en est puisée à la meilleure source, chez les bénédictins de la Congrégation de Saint-Maur, dans leur bibliothèque de Saint-Germain-des-Prés. Il ne manqua pas de consulter les ouvrages d'éminents érudits de son temps, citant aussi bien Le Nain de Tillemont que les bénédictins dom Ruinart, Mabillon et les frères de Sainte-Marthe. La naïveté et le patriotisme local qui caractérisent les *Antiquités* de son père, ont fait place, chez le fils, à une critique systématique des sources et des textes relatifs au martyre du saint. Son examen des différentes traditions de la légende de saint Florentin le conduisit à voir en Semont-en-Châtillonnais le lieu d'origine du martyre et à prouver l'au-

(13) Cf. Jacob-Nicolas MOREAU, *Mes Souvenirs* (2 vol., Paris 1898-1901), t. I, p. 47. Dans le dernier chapitre, à sa place chronologique, nous discutons la valeur et l'intérêt des *Souvenirs*, qui, désormais, sont abrégés en *Souv.*

(14) Arch. nat., Min. centr. I, 468.

(15) Copie du manuscrit original qui se trouve à la fin du cahier contenant les *Antiquités de la ville de Saint-Florentin*. Paris, Coll. Michel Hermelin.

thenticité des quelques reliques conservées dans la ville qui porte le nom du saint.

Après son mariage, l'avocat n'abandonnera pas son violon d'Ingres, mais les fruits de ses loisirs ne nous sont pas parvenus. Son temps était absorbé, en grande partie, par l'éducation de ses enfants à tel point qu'il fut amené à négliger sa profession (16). Il eut une famille nombreuse. Le futur historiographe, Jacob-Nicolas, était l'aîné et c'est lui qui devait atteindre l'âge le plus avancé de tous ses frères et sœurs, puisqu'il mourut en 1803, à l'âge de 85 ans. Le puiné, Edme-Thomas (1720-1801) était médecin, le troisième, Paul-Augustin (1722-1791), obtint la charge du père et le quatrième, Charles-François (1729-1799), eut un emploi comme receveur des tailles à Mantes (17). Après la mort du père, les sœurs, toutes deux infirmes, tombèrent à la charge de l'aîné. Les *Souvenirs* de ce dernier font encore revivre, un demi-siècle après, les deux principes qui ont guidé le père dans son éducation : la piété et la sévérité allant parfois jusqu'à inspirer la terreur à l'enfant. Cette pédagogie ne l'a certainement pas aidé à surmonter les gaucheries et le manque d'aisance qu'éprouva en société le jeune Jacob-Nicolas, d'autant plus qu'il avait une petite taille et la vue basse.

En dépit de ses ressources très réduites, le père assura la meilleure formation possible, du moins à ses trois premiers fils. D'ailleurs, il est curieux qu'aucun d'eux ne se soit senti une vocation religieuse. En septembre 1734, le père envoya son fils aîné au collège de Beauvais qui, soumis directement à l'administration du Parlement de Paris, avait la solide réputation d'être un des foyers du jansénisme. Etudiant exemplaire, le jeune Jacob-Nicolas sut y cultiver son goût pour l'histoire sous des maîtres tels que Rollin, Mésenguy, Coffin et Crevier (18). Il était surtout attaché au dernier qui, en bon pédagogue, sut diriger son élève et l'encourager. Un recueil de dissertations rhétoriques et de poèmes qu'il dédia à ce professeur de rhétorique, nous a été conservé. Ces travaux d'élève ont été rédigés en 1736,

(16) *Souv.*, t. I, p. 47.

(17) Voir les notes de l'éditeur Camille Hermelin, in *Souv.*, t. I, p. 47, notes 1-5.

(18) *Souv.*, t. I, p. 4-6.

dans une langue latine correcte et aisée. Les sujets choisis ont tous une teneur « morale », tout en témoignant d'une certaine prédilection pour l'histoire (19). L'Université ne tardera pas à honorer le jeune auteur en publiant deux odes latines à ses frais (20).

Ces succès ne procurèrent à l'étudiant que de la considération, alors qu'il avait besoin de quelque chose de plus substantiel. Pendant ces années d'études, l'imprimeur Colombat lui offrit contre rétribution, de remanier et de renouveler l'ancienne édition d'une Bible historiée (21). Pour subvenir à ses besoins, aussi minimes fussent-ils, Jacob-Nicolas ne pouvait nullement compter sur un subside de son père. Aussi dut-il accepter un poste de précepteur de latin dans la famille d'Aguesseau de Valjouan et de Fresnes dont il devint commensal (22), procédure d'ailleurs assez souvent pratiquée à l'époque (23). On lui proposa de faire des études de médecine mais, après un temps d'hésitation, il choisit le droit pour combler, semble-t-il, les vœux de son père qui le destinait au barreau (24). Ce choix avait pour lui l'avantage de ne pas l'éloigner totalement de l'Histoire. La lecture de ses *Souvenirs* donne toutefois l'impression que les études juridiques ne furent pas trop astreignantes pour l'étudiant, lui permettant d'apprendre en autodidacte tout ce que la faculté négligea de lui incul-

(19) Bibl. nat., Ms. fr. 9549 f° 129-157. Il s'agit d'un manuscrit autographe. La plupart des textes sont datés de 1736, mais quelques-uns portent par erreur 1726, indication ajoutée par une autre main.

(20) *Souv.*, t. I, p. 6. — Il s'agit des deux pièces suivantes *Regi victori et pacifico*, Paris 1737 et *In pacem recens promulgatam*, Paris 1739. En septembre 1739 paraît un compte-rendu de Lefebvre de Saint-Marc dans *Le Pour et Contre* de l'abbé Prévost, t. XVII, 1739, « nombre » CCL, p. 305-307. Je remercie M. Jean Sgard de cette communication.

(21) *Souv.*, t. I, p. 6. — Nos longues recherches se sont avérées infructueuses même en vue de retrouver un ancien catalogue de l'éditeur Colombat.

(22) *Ibid.*, t. I, p. 22.

(23) Marie-Antoinette LEMASNE-DESJOBERT, *La Faculté de Droit de Paris aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Paris 1956, p. 23.

(24) *Souv.*, t. I, p. 47. — Pour une analyse de la répartition géographique des étudiants de droit de Paris au XVIII^e siècle voir Richard L. KAGAN, « Law students and legal careers in eighteenth-century France », in *Past and Present*, août 1975, p. 38-72.

quer (25). En revanche, il eut l'occasion de mettre à profit l'un des guides les mieux avertis du droit public d'alors. Le chancelier Henri-François d'Aguesseau avait préparé un cours d'études de droit à l'intention de son fils, Monsieur de Fresnes. Jacob-Nicolas Moreau put reprendre ce cours pour l'instruction du petit-fils du chancelier. Le texte de ce cours, qui ne sera publié qu'en 1759, met un accent particulier sur la connexion qui existe entre le droit public et l'Histoire. Selon d'Aguesseau, le juriste, pour se mettre en état de comprendre le droit public français, doit se doubler d'un historien (26).

(25) *Souv.*, t. I, p. 21. — Le jugement se trouve confirmé par les recherches récentes de l'historienne LEMASNE-DESJOBERT, *op. cit.*, p. 148.

(26) *Œuvres de M. d'Aguesseau*, Paris 1759, t. I, p. 298-299.

B. AVOCAT, JURISCONSULTE ET PUBLICISTE — LA PROFESSION

En 1741, Jacob-Nicolas Moreau reçut sa patente d'avocat, et, dès 1746, il commença à plaider. Jusqu'à la liquidation de l'appartement paternel, en 1755, le jeune avocat continuait à y habiter, à la rue du Four, paroisse Saint-Sulpice, dans « l'Hôtel Impérial ». Certes, il ne cessa de fréquenter les milieux jansénistes et d'échanger des lettres avec la belle-sœur du « thaumaturge de Saint-Médard » et, fait significatif, avec le dernier évêque « appellant », celui d'Auxerre, de Caylus de Tubières (1). De même, pendant ces années, il acheva son « éducation » en établissant des contacts réguliers avec certains milieux de la noblesse de robe et avec de hauts dignitaires de l'Etat, tels que Malesherbes, Joly de Fleury, Gilbert des Voisins, de Molé et de Sénozan. Malheureusement, il n'existe plus guère de documents qui témoignent de son activité d'avocat. Grâce à ses *Souvenirs*, nous sommes cependant en mesure de jeter un coup d'œil — à vrai dire bien orienté — sur l'aspect social de sa clientèle et de sa vie.

Un intervalle de presque deux décennies sépare le jeune avocat qui vient d'être reçu dans l'ordre, de l'homme mûr qui sera engagé, en 1759 par le contrôleur général Silhouette comme avocat des finances, et bénéficiera d'une situation stable à l'intérieur d'un ministère. Ce laps de temps, Moreau l'a décrit, rétrospectivement comme une période gaie, mais il n'y a aucun doute que c'est là l'image qu'il

(1) *Souv.*, t. I, p. 29. Nous n'avons pu retrouver même des épaves de ces deux correspondances. — Sur le dernier évêque janséniste d'Auxerre voir Pierre ORDIONI, *La résistance gallicane et janséniste dans le diocèse d'Auxerre, 1704-1760*, Auxerre 1932.

aimait à se donner de lui-même à cette époque et à la postérité. C'est au prix d'un labeur immense qu'il va gravir tous les échelons d'une carrière si riche en réussites. Ses contemporains ont certes su reconnaître ses qualités : zèle, loyauté, modestie et, finalement, efficacité. En revanche, il est certainement plus difficile de dégager les ressorts psychologiques d'une énergie aussi inlassable. Sans jamais se prendre pour un bourgeois-gentilhomme, Moreau recherchait la « considération », terme par lequel l'âge baroque désignait la quête d'une place dans le monde. L'argent, la fortune sont des valeurs qu'il n'hésitera point à assimiler à la Providence, et qui forment un élément constitutif de la « considération ». Sa facilité d'écrire en est un complément dont il se servira comme instrument et comme moyen d'agir sur l'opinion publique.

Il s'agit là d'une prise de conscience qui s'est amorcée pendant ces deux décennies. Elle fut facilitée par l'aisance avec laquelle le jeune avocat décochait des vers — qu'il qualifiera lui-même plus tard de « mauvais » (2) — et rimait des satires pour faire valoir sa propre opinion ou trancher des débats politiques comme journaliste.

a) L'Observateur hollandais

Malheureusement, sur les débuts de la carrière de l'avocat, la documentation est fort lacunaire ; le seul récit complet est constitué par les *Souvenirs*, source véridique mais postérieure de 40 ans aux événements. De 1746 à 1755, son évolution a dû être considérable. « Archiparlementaire et archijanséniste » (3), il blâme à en croire ses *Souvenirs*, les jansénistes à propos des billets de confessions. En 1746, il imprima des *Lettres à Milord* que nous n'avons malheureusement pas trouvées et, qui figurent dans le *Catalogue des écrits de Moreau* sous le n° 11. Si l'on admet que la *Lettre du chevalier* a la même teneur, il en découlerait que sa critique remonte au début de sa carrière comme avocat au Parlement et que, fait significatif, Moreau a utilisé

(2) *Souv.*, t. I, p. 22. — Moreau dit aussi qu'il faisait, à cette époque, « d'assez mauvais vers et de la poésie assez passable dans la société du chancelier d'Aguesseau » (*ibid.*, p. 30).

(3) *Ibid.*, t. I, p. 44.

l'ironie à l'égard de lui-même. Quoi qu'il en soit, la *Lettre du chevalier de *** à Monsieur *** conseiller au Parlement ou Réflexions sur l'arrêt du Parlement du 18 juin 1755* (Paris 1755) est une source capitale pour comprendre le cheminement intellectuel de Moreau. Dans la *Lettre*, l'avocat s'en prend essentiellement aux jansénistes appelants et aux magistrats, il raille les théologiens et le Parlement (4). Sur un ton de causerie, cette brochure, exemple d'une fine ironie, veut convaincre les « partis » de laisser les disputes, d'abandonner le « fanatisme ». Elle demande que les « partis » cessent de mettre en cause l'« autorité » politique, bref le Roi et l'Etat et qu'ils se tournent vers les « ennemis réels » car le « fanatisme des prêtres qui vous paraît aujourd'hui si redoutable, n'est peut-être pas, dans les circonstances présentes, le plus dangereux » ; et l'avocat de leur rappeler : « Vous combattez pour le trône et l'Eglise ». (5) Le mémorialiste n'a pas de peine à prouver que « ces démêlés sur la constitution *Unigenitus* [...] nous ont conduit, de proche en proche, jusqu'aux terribles disputes sur notre constitution politique (6). Moreau fait entendre dans ses *Souvenirs* (7) que la position d'un jansénisme « modéré » qu'il défendit dans la brochure, correspond bien aux vues de l'évêque d'Auxerre, Monseigneur de Caylus. Du moins, elle l'aïda à gagner des amis dans la haute magistrature, comme Joly de Fleury et Malesherbes, le directeur de la librairie (8). L'avocat a donc la plume facile. Ce pamphlet lui vaut un engagement comme jurisconsulte et publiciste (9) par le ministère des Affaires étrangères. Sa nouvelle fonction est « de plaider la cause de la France contre l'Angleterre, et [de] mettre toute l'Europe au fait des injustices et des procédés de cette puissance » (10). Moreau fait passer les bonnes feuilles par les mains de l'abbé de la Ville afin que celui-ci les approuve. La parution ininterrompue de la

(4) *Ibid.*, t. I, p. 50.

(5) *Lettre du chevalier*, Paris 1755, p. 1 et 8.

(6) *Souv.*, t. I, p. 44 à comparer avec la *Lettre*, p. 8.

(7) *Souv.*, t. I, p. 29 sv.

(8) *Ibid.*, p. 52 et 53.

(9) Armand BASCHET, *Histoire du dépôt des archives des Affaires étrangères*, Paris 1875, p. 573. « Le premier, écrit Baschet, qui eut le titre et les fonctions déterminées fut Moreau, en 1756 ».

(10) *Souv.*, t. I, p. 59.

feuille, de septembre 1755 à février 1759, atteste un succès indéniable (11) ce qui constitue un beau témoignage des talents littéraires de Moreau. Des discussions juridiques et historiques alternent avec des descriptions de batailles, d'événements politiques récents. En général, *L'Observateur hollandais*, ou première [à quarante-sixième] lettre de M. van ** à M. H ** de la Haye (La Haye-Paris 1755-1759), s'est documenté à la meilleure source : les traités internationaux, les relations des ambassadeurs, textes qu'il cite d'après les publications contemporaines telles que Rousset, les journaux anglais et hollandais ou la production des mémoires. Voici comment le journaliste a défini sa tâche : « Je ne veux être, Monsieur, qu'un historien fidèle » (12). De ce fait, il remonte parfois jusqu'au xvr^e siècle pour expliquer, par exemple, la situation religieuse dans l'Empire germanique ou pour justifier la politique de la France. Une bonne partie des lettres est dotée, en complément, d'une *Suite de l'Histoire des services rendus par l'Angleterre à la Hollande*. Parfois, le récit a un pendant dans la publication du texte respectif, comme le *Manifeste* du Roi d'Angleterre (13). Après l'Angleterre, l'adversaire principal qu'il vise est la Prusse de Frédéric II (14) : « Il mit dans la même classe les maximes, les loix, les préjugés, les erreurs [...] il en vint à regarder les vérités de morale comme des spéculations de métaphysique et persuadé que l'on pouvait disputer sur tout, il traita la raison comme un Avocat à ses gages » (15). En 1757, les trois premières lettres de *L'Observateur hollandais* furent même réimprimées sous le titre *L'Europe ridicule ou Réflexions politiques sur la guerre présente* (Cologne 1757). *L'Observateur hollandais* fut im-

(11) *Ibid.*, t. I, p. 60.

(12) *Observateur hollandais*, 19^e lettre, 5 janv. 1757, p. 3.

(13) *Ibid.*, 27^e lettre, 1^{er} juill. 1757, p. 43-47.

(14) Voir les citations faites par Furio DIAZ, *Filosofia et politica nel Settecento francese*, Turin 1962, p. 137-139, 143-145. Stephan SKALWEIT (*Frankreich und Friedrich der Grosse. Der Aufstieg Preussens in der öffentlichen Meinung des « ancien régime »*, Bonn 1952) n'a pas utilisé le journal rédigé par Moreau. En revanche, Ernst KAEBER (*Die Idee des europäischen Gleichgewichts in der publizistischen Literatur vom 16. bis zur Mitte des 18. Jahrhunderts*, Berlin 1907) met largement à profit le journal de Moreau.

(15) *Observateur hollandais* II, 18^e lettre, 25 déc. 1756, p. 8-16, cité par DIAZ, p. 144. Voir aussi *Europe ridicule*, Cologne 1757, p. 8.

primé par ordre tacite du gouvernement (16). Selon le « Journal de la librairie », *L'Observateur* aurait été fait par l'abbé de la Ville à partir du 24 novembre 1757 (17), ce qui paraît démenti par la paternité que Moreau assume pour l'intégralité des feuilles parues. Preuve de la satisfaction du ministère, Moreau touche jusqu'en 1762 au moins (18) un traitement que le duc de Praslin-Choiseul lui refuse de continuer. Le ministre Vergennes voudra encore engager l'historiographe lors de la guerre d'indépendance des colonies américaines à prêter sa plume pour défendre la politique étrangère de la France, comme il avait fait en 1755. Prétextant les mauvaises raisons que la France fit valoir à cette occasion, Moreau refuse cette offre (19). Du moins, l'offre de Vergennes s'inscrit bien dans la politique de presse que nous remarquons sous ce ministère (20).

En 1757, *L'Observateur hollandais* se lance dans une aventure qui devait lui assurer une place dans les annales de l'histoire littéraire de la France. Dans son nouveau « métier », le jeune journaliste s'était affirmé, non sans talent et habileté, en gagnant un public difficile à conquérir. Aussi avait-il choisi le moment opportun pour faire entendre sa voix. C'est le moment où *l'Encyclopédie* commence à être menacée par une des crises les plus graves de son existence.

La conjoncture politique paraît favorable aux adversaires de *l'Encyclopédie* et des *philosophes* en général. A la surprise de l'opinion publique, la France s'est alliée avec son ennemie traditionnelle, l'Autriche, et elle a essuyé une déclaration de guerre de la part de l'Angleterre. De son côté, Frédéric II dut chercher appui auprès de la première puissance maritime et coloniale de l'époque, la Grande Bretagne. Aussi, le gouvernement mena-t-il la guerre sur

(16) Voir Bibl. nat., Ms. fr. 22.159, f° 151-152, cité dans la notice sur Moreau dans *Dictionnaire des journalistes* (à paraître). La notice est rédigée par Paul BENHAMOU.

(17) Voir *Dictionnaire des journalistes*, *ibid.*

(18) *Souv.*, t. II, p. 294.

(19) *Ibid.*, t. II, p. 318-319. Eugène HATIN (*Bibliographie historique et critique de la presse périodique française*, Paris 1866, p. 61) parle du « talent » de l'auteur de *L'Observateur hollandais*.

(20) Louis TRENARD, « La presse au XVIII^e siècle » in *Histoire générale de la presse française*, t. I, Paris 1969, p. 160.

deux fronts, fort éloignés, il est vrai, de la métropole, mais les engagements militaires en Amérique du Nord et aux Indes comme dans l'Empire germanique finiront par grever considérablement le budget de l'Etat, déjà serré.

Comme le théâtre de la guerre est loin, c'est à l'intérieur du pays que le Pouvoir trouve un « adversaire » de taille. Dans la lutte séculaire qui avait opposé la monarchie d'Ancien Régime aux autres forces ou pouvoirs à l'intérieur du royaume, les Cours souveraines s'étaient avérées la seule force politique qui pût faire contrepoids aux monarques « absolus » de droit divin. Louis XIV, après la Fronde, était arrivé à mater en même temps les Princes insoumis de la maison royale, l'aristocratie rebelle et le foyer de l'opposition, le Parlement de Paris avec les autres Cours souveraines (21).

Le Régent, en 1715, s'il n'a plus besoin de prendre en considération les deux premiers groupes politiques, se voit obligé de rendre leur droit aux Cours souveraines comme force politique. La Déclaration du 15 septembre 1715 consacre leur droit de faire des « représentations » avant d'enregistrer des lois (22). Que signifient ces termes juridiques ? Le meilleur connaisseur des Parlements du XVIII^e siècle le formule ainsi. « Par cet acte, Philippe d'Orléans renonçait au dogme de l'infailibilité monarchique, reconnaissait l'utilité d'un certain contrôle et réintégrait les Cours souveraines dans la discussion des affaires publiques » (23).

Si l'on examine le *Journal* de l'avocat Barbier et les *Mémoires* du marquis d'Argenson, on constate que la querelle à propos de la Bulle *Unigenitus* est une pierre d'achoppement de la politique parlementaire. Le Parlement veut arbitrer une affaire religieuse de choix. Il refuse d'accepter la Bulle destinée par la Cour de Rome à mettre en échec l'interprétation janséniste de la « vie étroite ». Ils appuient

(21) Cf. Werner GEMBRUCH, « Reformforderungen in Frankreich um die Wende vom 17. zum 18. Jahrhundert. Ein Beitrag zur Geschichte der Opposition gegen System und Politik Ludwig XIV », in *Historische Zeitschrift*, t. 209, 1969, N° 2, p. 265-317.

(22) Voir J. FLAMMERMONT, *Remontrances du Parlement de Paris*, Paris 1888, t. I, p. I-III.

(23) Jean EGRET, *Louis XV et l'opposition parlementaire, 1715-1773*, Paris 1970, p. 9.

la politique du Régent qui veut imposer silence aux deux partis, *appelants* et *constitutionnaires*. Il est à relever que ce débat religieux déchire l'Eglise et qu'il trouve même une plate-forme publique par la parution d'un journal clandestin, les *Nouvelles ecclésiastiques*. Cette feuille, bien que souvent interdite, s'imprime chaque semaine avec une régularité stupéfiante. Qui plus est, les rédacteurs tiennent à ce que le corpus tout entier soit « disponible ». Ils publient des tables (24), dressées avec méthode, facilitant au lecteur le travail pour dépister des « martyrs », des héros et l'« adversaire », qui porte le masque jésuitique. Si donc la Régence paraît finir par un accommodement, le cardinal Fleury s'impose politiquement, mais le différend entre *appelants* et *constitutionnaires* ne perd rien de son âpreté. Il se ravive à l'époque où le « thaumaturge » François de Pâris, devient le pilier des jansénistes parisiens.

Ce qui est essentiel, la Bulle *Unigenitus* finit par être regardée comme une loi réglant les rapports entre l'Eglise et l'Etat. Comme les jansénistes tenants de la « vie étroite » ne voulaient pas accepter la Bulle, la querelle se déplaça et provoqua les refus des sacrements, soit une autre façon de s'opposer à cette décision. Les Parlements gardèrent la mesure ces années-là ; ce sont même des années relativement paisibles (25) ; mais le spinozisme ne dépassa pas un cercle d'initiés, sa diffusion étant limitée aux textes manuscrits (26).

Au milieu du siècle, les choses vont radicalement changer. La répression gouvernementale est devenue plus sévère à partir de la paix ruineuse d'Aix-la-Chapelle, en 1748, qui est sévèrement critiquée par l'opinion publique comme le remarque également le marquis d'Argenson (27). En 1749 Diderot est incarcéré à Vincennes pour avoir publié les *Pensées philosophiques* et surtout la *Lettre sur les aveugles*. De Vincennes il écrit une lettre à d'Aguesseau pour se jus-

(24) Deux volumes de tables couvrent les années de 1728 à 1750, un volume la suite jusqu'en 1791.

(25) EGRET, p. 48.

(26) Voir Ira O. WADE, *The clandestine organization and diffusion of philosophic ideas in France from 1700 to 1750*, Princeton 1938 et Paul VERNIÈRE, *Spinoza et la pensée française avant la Révolution*, 2 vol., Paris 1954.

(27) *Mémoires*, éd. Jannet, Paris 1857, t. III, p. 248.

tifier et pour témoigner de son respect (28). Sa famille, pourtant, le condamne aussi. Un connaisseur de Diderot explique ainsi la réaction du philosophe. « Il promet de se taire et se tut. Mais il semble bien que, pour Diderot comme pour l'opinion publique, le vieux pacte de fidélité se soit rompu et que le vieux mythe royal soit mort. Dès lors, c'est avec une attention prudente qu'il suivra les événements, les hommes et les doctrines » (29).

Alors que l'*Encyclopédie* connaît un succès de plus en plus grand et que le chiffre des souscripteurs quadruple de 1751 à 1757 (passant de 1.000 à 4.200), des ennemis des « philosophes » s'acharnent à faire interdire l'entreprise. A la suite de l'attentat de Damiens, au mois de janvier 1757, l'archevêque de Paris, Christophe de Beaumont, publia un mandement. Le prélat y déclarait que l'attentat était dû « aux erreurs du temps, aux scandales dans tous les états et dans tous les esprits et à l'introduction dans les écrits et dans les esprits d'une multitude de principes qui portaient les sujets à la désobéissance et à la rébellion contre les souverains » (30).

La déclaration royale du 23 avril 1757 portait, dans le préambule, « que le Roi ne pouvait souffrir la licence effrénée des écrits qui se répandaient dans le royaume et qui tendaient à attaquer la religion, à émouvoir les esprits et à donner atteinte à son autorité » (31). Cette ordonnance déclarait passible de la peine de mort les auteurs, éditeurs, imprimeurs ou colporteurs de ces écrits dangereux.

b) Nouveau Mémoire pour servir à l'histoire des Cacouacs

En octobre 1757 paraissait un *Avis utile* dans le *Mercur de France*. L'auteur présumé de ce texte, l'abbé Odet

(28) Denis DIDEROT, *Correspondance*, éd. Roth, Paris 1955, t. I, p. 82.

(29) Paul VERNIÈRE, Introduction aux *Œuvres politiques* de DIDEROT, Paris 1963, p. xi.

(30) Cité par J.P. BELIN, *Le mouvement philosophique de 1748 à 1789*, Paris 1913, p. 109.

(31) Cité par BELIN, p. 110. — Voir aussi Nicole HERMANN-MASCARD, *La censure des livres à Paris à la fin de l'Ancien Régime, 1750-1789*, Paris 1968.

Giry de Saint-Cyr (32), qui fut « sous-précepteur du dauphin, fils de Louis XV » (33), décrit une « nation de sauvages nouvellement découverte » « vers le quarante-huitième degré de latitude septentrionale ». On appelle les habitants de cette contrée les cacouacs, et l'abbé précise dans une note : « Il est à remarquer que le mot grec κακός qui ressemble à celui de cacouacs signifie méchant » (34). Selon le sous-précepteur, il s'agit de barbares qui ne « respectent aucune liaison ». Ce qui est plus grave, les *cacouacs* disposent de deux armes : « un venin caché sous leurs langues » et « la magie », en revanche leur véritable but n'est que d'« exercer leur méchanceté ». Et l'abbé s'explique ; « Toute leur substance n'est que venin et méchanceté ».

De cette fable, dépourvue de relief, Moreau va faire, deux mois plus tard, une histoire vivante et amusante dont la verve satirique ne contribuera pas peu à rendre célèbre l'auteur du *Nouveau Mémoire pour servir à l'histoire des Cacouacs*.

Dans l'*Avertissement*, l'auteur explique sa ligne de conduite : il ne veut « attaquer aucun (cacouac) en particulier » [...] mais, quant aux principes défendus par eux, « il ne doit pas être défendu à un citoyen de les trouver déraisonnables et dangereux » (36). L'avocat va beaucoup plus loin que le sous-précepteur, car il clôt sa démonstration en dénonçant les principes incriminés comme « systèmes ridicules, opinions absurdes, maximes funestes, ces folies de toute espèce » (37).

Moreau, fidèle au principe que la magie exercée par les *cacouacs* n'est rien d'autre que la méchanceté, va lui insuffler vie en le variant à l'infini. Son coup de génie, c'est

(32) L'attribution est de Theodore BESTERMAN, *Voltaire's correspondence*, Appendix 94, t. XXXIII, p. 287.

(33) *Mémoires sur l'histoire des Cacouacs*, (Paris 1828), Slatkine Reprints Genève 1968, p. I de la préface non signée.

(34) *Avis utile*, *ibid.*, p. 53 note 1.

(35) *Ibid.*, p. 53, note 1. — L'*Avis utile* se trouve aux pages 53 à 57 de la première pagination des *Cacouacs*.

(36) *Ibid.*, p. [VII], Le *Nouveau Mémoire sur l'histoire des Cacouacs* figure aux pages [VII] à 53 de la première pagination, cité désormais *Cacouacs*.

(37) *Cacouacs*, p. 52.

de raconter l'aventure rêvée lorsqu'il fit un voyage à la colonie des cacouacs. Comme il fait une narration de cette aventure à la première personne, il dispose de toute une gamme de mots qui lui permettent de décrire cet ensorcellement auquel il faillit succomber. De cette manière, le lecteur ne se fatigue pas à voir s'exercer l'« énergie » des cacouacs, bien au contraire, il s'amuse de voir que la méthode des Philosophes, celle de démystifier le monde, est appliquée par un critique défiant pour juger la nouvelle philosophie. Cela signifie que Moreau, ancien prosélyte et nouvel historien des cacouacs, a bien appris sa leçon. Par conséquent, il compare cette nation de barbares, il la met en relation avec la civilisation existante. De plus, tout en dénonçant la méthode de la démystification, il l'utilise lui-même, ce qui ne signifie rien d'autre qu'il en veut au but, aux objectifs des Philosophes, mais la méthode heuristique se trouve acceptée par le critique. L'impact des Lumières est donc tel que le critique n'y peut pas échapper, même si l'emploi des nouvelles catégories de la pensée ne traduit chez lui que l'intention de faire une parodie.

Pourquoi faire du bref *Avis utile* toute une histoire, si l'intention des deux auteurs se ressemble tellement ? Rappelons la *Lettre du chevalier* de 1755, dans laquelle Moreau fit montre de verve satirique. Là, il stigmatisait le fanatisme des jansénistes « appelants » ainsi que celui des parlementaires. Lorsqu'il raille des théologiens et le Parlement (38), son but est une mise en demeure des « partis » religieux et parlementaire afin qu'ils cessent leur critique de l'« autorité » car cette critique finit par saper le Pouvoir. Cette fois-ci, il s'agit d'ennemis bien plus dangereux étant donné qu'ils ne font que critiquer, que par tout le prisme de leur philosophie, ils mettent en cause ce qui est cher à Moreau : l'Etat, la religion, l'anthropologie et l'histoire.

L'« Avertissement » du pamphlet désigne déjà nettement le but de Moreau. L'auteur dit qu'il « n'a pas eu l'intention d'attaquer personne en particulier ». Mais, quant aux principes des cacouacs, « il ne doit être défendu à aucun citoyen de les trouver déraisonnables et dangereux. » (39) A ceci correspond l'exorde, où il qualifie les principes

(38) *Souv.*, t. I, p. 50.

(39) *Cacouacs*, p. [VII].

des Philosophes de « systèmes ridicules, d'opinions absurdes, de maximes funestes » (40). Ainsi, le cadre est bien indiqué, c'est la critique politique, religieuse et anthropologique des Philosophes qui heurte Moreau. La seule riposte à ce défi — dans le sens que Toynbee a donné à la notion de *challenge* — c'est de faire un tour d'horizon, c'est de montrer en quoi il s'agit d'une unité de pensée ou d'éléments disparates, c'est de dénoncer l'arrogance des Philosophes et les impasses de la nouvelle Philosophie.

Le but avoué de Moreau, est de couvrir de ridicule les Philosophes. Il fait un tour non systématique, mais fort complet de leurs écrits que, souvent, il paraît connaître de première main. Pour ne pas lasser ses lecteurs, Moreau est obligé de revenir à certains problèmes comme la notion de Dieu, le rôle de l'autorité, de la nation, de la guerre. La « haine quasi viscérale » (41) qui a marqué les « anti-philosophes », c'est la peur d'un bouleversement des valeurs religieuses, morales et politiques.

Que l'avocat a connu la philosophie du matérialisme est attesté par les références aux écrits de Diderot, de qui il cite le *Fils naturel*, la *Lettre sur les aveugles* et les *Pensées sur l'interprétation de la nature*. Comme dit Paul Hazard « certains traits portaient juste » (42). La critique de Moreau est dirigée contre la nouvelle morale qui, tout en se passant de la Divinité, se fonde sur la vertu (43) et sur une interprétation matérialiste de l'univers (44). Il n'est pas exclu que Moreau se soit inspiré d'un article d'Elie Fréron (45) lorsqu'il reprend quelques passages des *Pensées sur l'Interprétation de la nature*. Selon Paul Vernière, ce texte de Diderot peut « légitimement passer pour un appen-

(40) *Ibid.*, p. 52.

(41) André BOURDE, « Les *Lumières*, 1715-1789 », in *Histoire de la France*, publiée sous la dir. de Georges DUBY, 3 vol. Paris 1971, t. II, p. 238.

(42) Paul HAZARD, *La pensée européenne au XVIII^e siècle. De Montesquieu à Lessing*, 3 vol. Paris 1946, t. I, p. 100.

(43) *Cacouacs*, p. 14. Moreau écrit : « il faut avouer que ces peuples en secouant l'idée de la Divinité, ont ouvert aux hommes tous les moyens possibles d'être vertueux en se passant d'elle. »

(44) *Ibid.*, p. 30.

(45) *Année littéraire*, 1754, p. 1-14.

dice philosophique à l'*Encyclopédie* » (46), ce qui permet aussi d'expliquer l'acharnement particulier de Moreau. Citant un passage des *Pensées* de Diderot, il montre aussi l'emphase : « Jeune homme, réfléchis avant d'interroger tes maîtres. Nos sages ne démontreront que la possibilité et non le fait » (47). Moreau s'oppose à ce que la nature soit divinisée et nie que l'instinct et non la raison donnée par Dieu nous dirige. Il est probable que l'auteur a connu les écrits d'Helvétius et de La Mettrie. Nous ignorons si, du premier, il a pu lire le manuscrit *De l'esprit*, qui ne fut publié que quelques mois plus tard.

Un autre contempteur de Dieu, déiste celui-là, n'échappera pas à Moreau. Voltaire, le chef de file, « un homme universel et le plus laborieux de tous » (48), pour prouver qu'il est absurde de croire à l'existence de la Providence et que le hasard gouverne le monde, « avait une méthode admirable. Il ramassait les contes des Indiens, les fables anciennes et modernes, les absurdités du Mahométanisme » (49). Ce *cacouac*, il est vrai, allait encore plus loin. « Restait à détruire les preuves de fait : notre vénérable les niait toutes, et cela lui suffisait. Les titres les plus authentiques, les histoires les plus anciennes, les monuments les plus incontestables échappés à la ruine des temps, tout devait être brûlé, oublié, compté pour rien » (50). C'est certainement à la suite des démêlés que Voltaire eut en 1753 avec l'éditeur Néaulme à propos de son *Abrégé de l'histoire universelle* (51) que Moreau prétend avoir un manuscrit au titre évocateur : « *Système d'histoire universelle*, sur lequel l'auteur arrangera les faits, et où il se proposera uniquement d'établir que l'homme est un animal sot et malfaisant, que presque tous les princes ont été des vauriens, et les hommes d'Etat des fripons » (52).

(46) Denis DIDEROT, *Œuvres philosophiques*, éd. VERNIÈRE, Paris [1956], p. 168.

(47) *Cacouacs*, p. 31.

(48) *Ibid.*, p. 43.

(49) *Ibid.*, p. 43.

(50) *Ibid.*, p. 44.

(51) Voir l'Introduction de René Pomeau qui précède l'*Essai sur les Mœurs*, 2 vol. Paris 1963, t. I, p. XII-XIV.

(52) *Cacouacs*, p. 29.

Moreau en veut aussi à l'Encyclopédie, d'ailleurs, sans citer des textes précis. A ce propos, il résume l'article « cerf » (53) tout en le défigurant. Il se moque du fait que Buffon ait prêté la raison aux cerfs. Dans l'article « autorité », l'avocat est piqué au plus vif, qu'à la suite de Locke (54), les rapports politiques dans un Etat soient définis comme ceux d'une « convention » (55). « Les Philosophes mis à part, l'*Encyclopédie* s'en tire pratiquement sans dommages » (56). L'avocat n'épargne pas non plus d'Alembert dont les *Mélanges de littérature, de philosophie et d'histoire* sont deux fois pris à témoin (57).

Un *cacouac* est particulièrement pris à partie et ses écrits ont l'honneur d'être le plus souvent cité. C'est Rousseau. Cela montre que pour Moreau Rousseau s'est avancé le plus loin dans la critique et cela sur un terrain qui est cher à l'avocat. Qu'est-ce que ce dernier lui reproche ? Nous venons de voir que Moreau n'apprécie pas du tout la théorie contractualiste, en outre, il s'insurge contre l'idée que l'autorité paternelle est abandonnée (58). De même, il ne peut pas s'habituer à cette formule de Hobbes « homo homini lupus » qui est reprise par Rousseau : « C'est la société qui porte nécessairement les hommes à s'entre-haïr » (59).

En conclusion, Moreau met bien l'accent sur la hiérarchie, bref la société d'ordres qu'il veut savoir sauvegardée. Comme Moreau était accompagné par son valet Valentin lors de cette aventure auprès des *cacouacs*, ce dernier est devenu prosélyte, à tel point qu'il se mit à singer Rousseau. Valen-

(53) *Ibid.*, p. 12, note 1.

(54) Kurt WAIS (*Das antiphilosophische Weltbild des französischen Sturm und Drang 1760-1789*, Berlin 1934, p. 43) prétend que, dans les *Cacouacs*, Moreau fait uniquement une parodie du *Civil Government* de Locke.

(55) *Cacouacs*, p. 36. En note, il cite aussi le premier *Discours* de Rousseau.

(56) John LOUGH, *Essays on the « Encyclopédie » of Diderot and d'Alembert*, London 1968, p. 276.

(57) *Cacouacs*, p. 39 et 43.

(58) *Ibid.*, p. 15. En note Moreau indique le *Discours sur l'inégalité parmi les hommes* de Rousseau, p. 47, note 10 et renvoie au *Gouvernement civil* de Locke.

(59) *Ibid.*, p. 37, cité d'après le *Discours sur l'inégalité des conditions* (sic !), note 7.

tin a pris la bourse, mais non la vie à son maître, qui, de retour, trouvera une lettre de justification. Un collage de citations prises au second *Discours* de Rousseau permet une parodie facile de ce *cacouac*. Cette parodie des idées d'égalité, de liberté, de propriété prônées par Rousseau sera célébrée par Fréron comme un « chef d'œuvre dans le genre critique » (60).

Mais comment s'affranchir de la « magie », de l'« enthousiasme », des « charmes » des « lumières », de ces cacouacs « enchanteurs ». Voici comment l'ancien cacouac détrompé définit leur « magie » : « Je croyais des mystères attestés par le monde entier ; on y a substitué d'autres mystères beaucoup plus incompréhensibles, et dont je n'ai pour garant que la foi des cacouacs, qui m'ont enlevé à mes parents » (61). L'ancien cacouac reste fidèle à la foi du charbonnier, il présente les nouvelles vérités comme des contes de sa nourrice. Grâce à cette « magie », le prosélyte se sent grandi, supérieur aux autres, comme un cacouac croit être l'égal des Titans. A défaut d'idées, le nouveau cacouac avait « de grands mots à mettre à leur place et [il observait] que c'était alors que l'on applaudissait le plus vivement » (62). Les cacouacs, véritables pacifistes, sont obligés, de temps en temps, de se muer en guerriers. Pendant une bataille rangée, Moreau, capturé par les Alétophiles, voit comment ces derniers mettent les cacouacs en déroute. Un coup de sifflet suffit pour cela. L'avocat se moque ainsi de la lâcheté des cacouacs, en faisant peser une menace sur les Philosophes. Eux, critiquant les valeurs suprêmes de la patrie, sont dénigrés comme mauvais citoyens, n'ayant, en outre, pas encore fait preuve de la capacité d'administrer aucun pays, ils ont toujours le choix d'émigrer dans les nations dont ils ont fait la louange. « On espère même qu'un jour tout *cacouac* pourra choisir dans tous les climats du monde, celle qui lui conviendra le mieux. Il n'y aura pour cela qu'une seule précaution à prendre. C'est de se faire naturaliser dans le pays dont les mœurs lui auront paru plus conformes à son tempérament, ou d'y

(60) FRÉRON, *Année littéraire*, jan. 1759.

(61) *Cacouacs*, p. 46.

(62) *Ibid.*, p. 25.

faire, comme on dit en France, *élection de domicile* ; alors il pourra porter partout la vertu qu'il aura une fois adoptée. Après une convention aussi utile au genre humain, tant pis pour qui sera malhonnête homme, car il n'aura tenu qu'à lui d'être vertueux » (63). Il est indubitable que Moreau fait ici une allusion aux rapports que les amis du Solon du Nord entretiennent avec cet ennemi de la patrie (64). Les penseurs cosmopolites constituent un danger pour la patrie en guerre car, en 1757, au moment du renversement des alliances, la propagande gouvernementale est dirigée contre une collusion avec l'adversaire.

Le dernier reproche est une menace latente, mais l'autre, de faire des prosélytes, compte infiniment plus pour Moreau. Comme, finalement, derrière les « charmes » se trouve quelque chose d'infiniment plus dangereux ; comme les Philosophes étourdissent « le vulgaire », ils font un travail de sape intolérable. On peut même se demander s'il n'est pas d'autant plus dangereux qu'ils font une division du travail, un cacouac se charge de la philosophie naturelle, l'autre autant de l'histoire que de la religion, encore un autre de l'Etat ainsi que des rapports entre citoyens et Etat.

Il est intéressant de voir que Moreau, dans ses *Souvenirs*, met l'accent sur l'aspect du prosélytisme. Il enchaîne par la *Gazette ecclésiastique* et, à la suite de la *Lettre du chevalier*, Moreau dit, « on s'efforça de prouver que je ne croyais pas en Dieu, parce que je méprisais le *jansénisme*.

Les Philosophes et les Encyclopédistes, qui virent que la *Gazette ecclésiastique* me traitait d'impie, s'imaginèrent qu'effectivement je pourrais bien devenir un des leurs : ils m'élevèrent aux nues. L'un d'eux osa m'exhorter à me laisser conduire par eux. Je fus plus irrité de leurs espérances

(63) *Ibid.*, p. 13.

(64) Furio DIAZ, en qualifiant le reste de la narration d'« oripeaux littéraires », met trop exclusivement l'accent sur l'aspect de la politique étrangère. Moreau est constamment préoccupé par la perspective intérieure, même dans les rares cas où il a abordé des problèmes de politique extérieure. *L'Observateur hollandais* et le titre d'un écrit non localisé qui, selon Moreau, a été imprimé peuvent servir d'exemple : *Parallèle des ressources de la France et de la Grande Bretagne pour la continuation de la guerre*, La Haye 1762 (Catalogue des ouvrages de Moreau, N° xvii).

que je n'avais été alarmé de la rancune des jansénistes ; et pour déconcerter leur apostolat, six mois après, je fis *les Cacouacs*, ouvrage qu'ils ne m'ont jamais pardonné » (65). Ce pamphlet ne tardera pas à lui valoir des attaques de la part des Philosophes, « si bien qu'en moins de six mois je fus traité d'impie par les jansénistes et de plat dévot par les Philosophes » (66).

L'explication que Moreau donne de la genèse des *Cacouacs* paraît cohérente, mais elle reste fort laconique.

Le succès des *Cacouacs*, pourtant, s'explique plus facilement. Moreau avait senti que le vent allait tourner, qu'une fois l'*Encyclopédie* en difficulté et l'opinion publique sensibilisée, on allait devenir plus critique à l'égard des tendances novatrices en philosophie, en politique, en religion et en histoire. Moreau est le premier, semble-t-il, à critiquer les Philosophes dans tout leur éventail. Il est fort probable que, comme il le fait voir dans ses *Souvenirs*, il se sentait personnellement visé. D'où peut-être la verve toute voltairienne des *Cacouacs*. A cette époque-là qui préférait les genres légers, où a-t-il pris ses modèles ? On a proposé les *Lettres persanes* de Montesquieu et même Swift (67). Reste encore à savoir s'il a puisé directement à la source ou dans des eaux moins pures. D'autre part, sa vie durant, Moreau a été un grand admirateur de Fénelon (68). Nous ne voulons pas exclure que l'auteur des *Cacouacs* ait repris les *Aventures de Télémaque* pour les inverser. Du moins peut-on constater que le voyage en utopie et la province pédagogique ressemblent d'une certaine façon à la colonie des *Cacouacs*, bien que cette dernière dévoile les 'méfaits' de la raison.

Quant aux réactions provoquées par la publication du *Nouveau Mémoire sur l'histoire des Cacouacs*, elles furent diverses. L'intendant de police d'Hémery consigne dans son *Journal* sous la date du 22 décembre 1757 : « Brochure [...] imprimée avec tolérance de la part de M. de Malesherbes. C'est une satire très forte contre les Encyclopédistes qui

(65) *Souv.*, t. I, p. 53, 54.

(66) *Ibid.*, p. 54.

(67) F. DIAZ, p. 158.

(68) Voir *Mémoire pour M. Moreau*, à l'occasion de la séance de l'Assemblée nationale du 14 août dernier, Versailles 1790, p. 80.

ne paroissent pas trop en faveur présentement » (69). L'éditeur des *Affiches de Province*, Meusnier de Querlon, publie dans son numéro du 28 décembre 1757, un bref compte-rendu de l'écrit de Moreau. Il qualifie l'ouvrage d'« ingénieux et bien fait » et relève que les Encyclopédistes portent « des coups dangereux à la Religion, aux principes de la Morale, à ceux du Gouvernement, à la société ». Meusnier de Querlon félicite l'auteur d'avoir « très bien réussi » à tourner en ridicule « ces prétendus Philosophes » (70). Le journaliste Pierre Rousseau estime que la satire de Moreau est principalement dirigée contre l'*Encyclopédie*. « Il ne faut pas avoir l'esprit bien pénétrant pour voir qu'on en veut moins à l'impiété des Auteurs Encyclopédistes, qu'à l'Encyclopédie elle-même dont les succès renouvellent à chaque instant les fureurs de l'envie » (71).

L'éditeur de l'*Année littéraire*, Elie Fréron, emboîte le pas et fait dans le premier numéro de 1758, un récit détaillé et élogieux du *Nouveau Mémoire*. Fréron reproche, néanmoins, à Moreau de se contenter de « quelques allusions » qui « avaient paru trop vagues ». Ainsi, lorsque l'historien des Cacouacs appelait la géométrie « une reine portant sa tête dans les cieux et mesurant de son compas un monde que la physique construisait auprès d'elle », Fréron désigne l'auteur de cette image, d'Alembert, dans une note où il renvoie aux *Recherches et différents points importants du système du monde de M. d'A...* (72).

Voltaire ne tarda à être informé de la parution du *Nouveau Mémoire sur l'histoire des Cacouacs*. Son ami Thieriot met cette « satire allégorique assés ingénieuse et assés piquante » en rapport avec la *Religion vengée*, écrit périodique édité par les Jésuites (73). D'Alembert va même jusqu'à appeler une « satire atroce » le compte-rendu du *Nouveau mémoire* paru dans les *Affiches de province*, d'autant plus que le libelle « a été imprimé par des ordres

(69) Texte cité par LOUGH, p. 275.

(70) Cité par LOUGH, p. 369.

(71) *Journal encyclopédique* ; 1^{er} février 1758, Liège 1758, p. 312.

(72) Cité par Jean BALCOU, *Fréron contre les Philosophes*, Rennes 1973, (thèse dact.), p. 202.

(73) Best. 6839. Lettre du 27 décembre 1757.

supérieurs » (74). Et, le 8 février 1758, d'Alembert précise encore : « Il est très certain que l'on a forcé Mr. de Malesherbes à laisser imprimer les *Cacouacs* ; il est très certain que la satire plus que violente inspirée contre nous dans les affiches de province vient des bureaux d'un ministre » (75). Il prétend même que le cardinal de Bernis aurait commandé à Moreau le pamphlet des *Cacouacs* (76). Les attaques continuelles contre les Philosophes et l'*Encyclopédie*, comme les *Petites Lettres sur des grands Philosophes* de Palissot, les *Cacouacs* de Moreau ainsi que les comptes-rendus venimeux dirigés contre d'Alembert incitèrent l'éditeur de l'*Encyclopédie* à se plaindre auprès du directeur de la librairie et à demander justice à Fréron (77). Malesherbes se ferma aux arguments de l'auteur froissé et lui représenta que l'*Encyclopédie* s'était exposée aux critiques par des remarques négligemment disséminées dans le corps de l'ouvrage. De plus, il jugea la plainte de d'Alembert « indiscrete et irraisonnable », si tôt après la publication du volume VII contenant l'article controversé sur « Genève ». Certainement découragé par ce manque de soutien de la part du gouvernement, d'Alembert abandonna définitivement l'*Encyclopédie*. Mais, il n'en reste pas moins vrai que d'Alembert s'éloignait de plus en plus de Diderot dans sa conception de l'*Encyclopédie*. Peut-être le refus de l'éditeur Le Breton d'augmenter la rémunération de d'Alembert a-t-elle aussi influé sur son abandon, comme le suggère Pierre Grosclaude (78).

En 1758, l'entreprise de l'*Encyclopédie* est en danger. La publication *De l'esprit* du Philosophe Helvétius, en août, provoque un scandale. Puis, à partir de novembre 1758, commencent à paraître les *Préjugés légitimes contre l'Encyclopédie et Essai de Réfutation de ce Dictionnaire* (Bruxelles-Paris 1758-1759) d'Abraham Joseph de Chaumeix.

(74) Best. 6911. Lettre du 28 janvier 1758.

(75) Best. 6929.

(76) Best. 6954 (25 février 1758).

(77) D'Alembert à Malesherbes, 23 janvier 1758, cité par Roland GRIMSLEY, *Jean d'Alembert 1717-1783*, London 1963, p. 64.

(78) Pierre GROSCLAUDE, *Un audacieux message. L'Encyclopédie*, Paris 1951, p. 83.

Cet ouvrage est « une machine de guerre » contre l'*Encyclopédie* (79).

En 1758 également, l'abbé Odet Giry de Saint-Cyr publie son *Catéchisme et décisions de cas de conscience à l'usage des Cacouacs* qu'on a qualifié de « mine de citations peu exactes » (80) et qui a servi à étoffer plus d'un pamphlet dirigé contre l'*Encyclopédie*.

Enfin, l'année suivante, le Conseil d'Etat du roi, dans des arrêts rendus le 5 mars et le 2 juillet 1759, révoque les lettres de privilège de l'*Encyclopédie*. Ainsi, les ennemis de l'entreprise sont arrivés à mettre un terme provisoire à la publication de ce monument du siècle, qui ne reprend qu'en 1766. En 1760, Palissot juge le moment opportun pour déchaîner une satire contre Diderot, Helvétius, Duclos et Rousseau. La comédie *Les Philosophes* est représentée à la Comédie Française, le 2 mai 1760 ; le protecteur alors inconnu, en est le duc de Choiseul, ministre des Affaires étrangères (81). Dans la *Satire seconde* dit *Le neveu de Rameau*, Diderot prend sa revanche (82). Mais il ne ménage pas non plus sa pensée vis-à-vis du gouvernement en insérant l'article « Ménace » dans l'*Encyclopédie*. Diderot va droit au but : « On dira très bien, par exemple, lorsque le gouvernement d'un peuple se déclare contre la philosophie, c'est qu'il est mauvais : il *menace* le peuple d'une stupidité prochaine. Lorsque les honnêtes gens sont traduits sur la scène, c'est qu'ils sont *menacés* d'une persécution plus violente ; on cherche d'abord à les avilir aux yeux du peuple [...] » (83). Il est certain que ce passage vise le procureur-

(79) Raymond NAVES, *Voltaire et l'Encyclopédie*, Paris 1938, p. 64.

(80) LOUGH, p. 452. — Le *Catéchisme* est réimprimé dans le *Mémoire pour servir à l'histoire des Cacouacs* (Paris 1828), Slatkine Reprints Genève 1968, p. 59 sv. de la deuxième pagination.

(81) Hilde H. FREUND, *Palissot and « Les Philosophes »*, Genève 1967, p. 127-133 (Diderot Studies, t. IX). L'auteur montre (p. 140-141) que Palissot a emprunté aux *Cacouacs* une scène des *Philosophes*.

(82) *Ibid.*, p. 210-214.

(83) *Ibid.*, p. 198, cité d'après Douglas H. GORDON et Norman L. TORREY, *The Censoring of Diderot's Encyclopédie and the Re-established Text*, New-York 1947, p. 36. — J. UNDANK, l'éditeur de la pièce de DIDEROT, *Est-il bon ? Est-il méchant ?* (Studies on Voltaire and the eighteenth century, vol. XVI, Genève 1961, p. 120) voit une allusion à l'auteur des *Cacouacs* dans la figure du docteur 'Moreau', changé d'ailleurs en 'Valdojan' dans la version remaniée.

général du Parlement, Omer Joly de Fleury, et Palissot. Pour passer la « censure » exercée par Le Breton, Diderot insiste tout particulièrement pour que son article ne soit pas corrigé (84).

Nous sommes mal renseigné sur les origines du *Nouveau Mémoire sur l'histoire des Cacouacs*. Moreau écrit-il sur commande ? Son intention première a-t-elle seulement trouvé un écho favorable auprès d'un ministre ? ou agit-il comme simple particulier ? A cet égard, les *Souvenirs* sont peu explicites. Dans la littérature sur les *Cacouacs* prévaut la thèse que l'accord de l'auteur avec la politique du directeur de la presse était acquis, bref, que la publication constitue une nouvelle étape d'intimidation à l'égard des Philosophes et des Encyclopédistes (85). Certainement, Moreau, « publiciste » aux gages du ministère des Affaires étrangères, n'a pas agi sans s'assurer du consentement préalable de l'un des responsables à la tête de la direction de la librairie. Néanmoins, il n'est pas exclu que Malesherbes, dans le but de garantir une plus grande liberté à la presse en élargissant l'éventail des opinions exprimées, se soit félicité de cette initiative privée (86). Bien entendu, l'initiative de Moreau vient à point nommé, au moment où l'*Encyclopédie* est particulièrement vulnérable. A en croire le directeur de la librairie, les *Cacouacs* ont « porté à l'*Encyclopédie* un coup plus mortel qu'un arrêt du Conseil » (87). Pourtant, l'approbation officielle donnée aux *Cacouacs* ne paraît pas exclure la protection particulière fournie à Diderot par le directeur de la librairie. Dans une situation aussi complexe, aussi ambiguë même, et en l'état actuel des connaissances de l'affaire, mon hypothèse ne me paraît pas sans fondement.

Désormais l'image de Moreau est fixée. Il figure comme adversaire des Philosophes, comme « anti-philosophe » à

(84) FREUND, p. 199.

(85) DIAZ, p. 157-158.

(86) Sur les bons rapports que le directeur a entretenus avec le directeur de la librairie, voir les *Souvenirs*. « Le bon, l'excellent M. de Malesherbes » sut apprécier la *Lettre du chevalier* et *L'Observateur hollandais* : « Voilà deux révolutions que vous faites en deux mois ; ne quittez jamais ce pays-ci, et tâchez d'y prendre racine » (t. I, p. 53). En 1759, Moreau fut « son intime » (t. I, p. 79).

(87) GROSCLAUDE, p. 83.

côté du janséniste Chaumeix, et des satires contemporaines ne manquent pas d'associer les noms des deux jansénistes (88). Jean-François La Harpe décoche un pamphlet, *L'Aléthophile ou l'Ami de la vérité* (Amsterdam 1758) contre Palissot, Fréron et Moreau (89), pamphlet si faible qu'il ne le jugera pas digne de figurer dans ses *Œuvres*.

L'historien des *Cacouacs* en tire aussi une leçon. Il ne versera plus dans le genre de la satire et il cherchera d'autres moyens pour exprimer et défendre ses convictions profondes. Au lieu d'agir en journaliste militant comme un Fréron, il préférera être moraliste et, au fur et à mesure des années, publiciste et historien à part entière. En somme, il resta fidèle à ses convictions lorsqu'il déclina l'offre de fonctionner comme censeur de l'*Encyclopédie*, donnant la préférence au *Journal des Savants*. « Je puis vous certifier dès à présent, écrit-il à Malesherbes, que j'aimerais beaucoup mieux être associé au *Journal des Savants* qu'au travail de l'*Encyclopédie* » (90).

(88) *Souv.*, t. I, p. 54.

(89) John LOUGH qualifie les deux écrivains de « redoutable propagandists » (p. 274) tandis que Ronald GRIMSLEY (p. 44) les appelle « mediocre traditionalist writers ».

(90) Lettre autographe, 19 avril [1758 ?]. Bibl. nat. Ms. fr. 22151, fol. 118 R°.

CHAPITRE II

L'ORGANISATEUR DES SCIENCES HISTORIQUES

A) *CREATION DU DEPOT DES CHARTES. SON FONCTIONNEMENT. RECRUTEMENT DES COLLABORATEURS. NATURE DE LA RECHERCHE. DIFFICULTES*

Ce n'est qu'en mai 1759, à l'âge de quarante-deux ans, que Moreau trouva une situation stable, à l'intérieur d'un ministère, celui du Contrôleur général des Finances. Ses différentes activités — plaideur recherché, journaliste officieux, rédacteur d'un livre jaune et officiel (1) — le prédestinèrent au poste d'avocat des finances, rétabli par l'arrêt du Conseil du 31 octobre 1759 (2) qui en précisa les fonctions de la façon suivante : « un avocat destiné à se consacrer à l'étude desdites loix [relatives à l'administration économique] et à rechercher, à la décharge du Ministre, celles dont la connaissance pouvait être nécessaire ».

A cette fin, l'avocat fut proposé à la direction d'une bibliothèque administrative nouvellement créée. Pour employer un terme moderne, il s'agissait, en effet, d'un centre de documentation, composé à la fois d'une collection de lois ayant un rapport avec les matières financières et d'une bibliothèque spécialisée. Le Contrôleur général Etienne de Silhouette, nommé le 4 mars 1759, fit dresser par Moreau,

(1) *Mémoire contenant 1^{er} précis des faits.*, Paris 1756.

(2) Publié par Xavier CHARMES. *Le Comité des Travaux historiques et scientifiques. (Histoire et documents)*, 3 vol., Paris 1886, t. I, p. 6-7, N° 2.

un mémoire (3) qui, au mois de mai, se vit gratifier d'un « bon » du roi. Le mémoire expliqua la raison d'être et le fonctionnement de cette bibliothèque. La nécessité d'établir une telle bibliothèque s'était fait sentir à la suite de « différentes contestations » avec les Parlements — propriétaires eux-mêmes d'archives bien assorties, ce qui formait un motif supplémentaire non exprimé dans le mémoire de créer cette bibliothèque —. La préoccupation politique trop évidente ne fournit, en quelque sorte, que le prétexte à cet établissement, car le fait d'en réclamer la création comme cabinet de législation fut une raison suffisante, du moins pour l'administration. Voici comment Moreau définit ce que les mémoires de l'avocat des finances devraient contenir :

« 1. L'historique de chaque partie de l'administration, et cet historique mettra à portée de discerner les lois utiles et nécessaires de ces règlements passagers qui n'ont eu pour cause que ces circonstances des temps ou la nécessité des affaires ;

2. Les principes moraux et politiques de chaque matière, qu'il s'appliquera par conséquent à considérer dans le rapport qu'elle peut avoir soit avec les règles de conduite du citoyen, soit avec les règles du gouvernement politique ;

3. Le dernier état de la matière, c'est-à-dire la règle actuelle que l'on doit suivre, avec les raisons et les motifs de cette règle ;

4. Un état et une suite des meilleures lois sur cette matière, avec un indice des meilleurs auteurs qui l'ont traitée, et des extraits même de leurs ouvrages » (4).

On remarquera surtout ici la part que notre administrateur faisait à l'histoire et à la morale, selon les critères qui lui seront chers tout au long de sa carrière.

Des négociations entamées avec le libraire Prault eurent pour résultat l'acquisition d'une « collection entière et universelle d'édits, déclarations, règlements, arrêts, tant du

(3) Voir CHARMES, t. I, p. 3-6, N° 1.

(4) *Ibid.*, p. 5-6.

Conseil que du Parlement sur toutes les matières de l'administration » (5). Moyennant un prix de 50.000 livres (6), la bibliothèque des finances s'enrichit de 1.334 volumes (7), constituant ainsi un fonds considérable de textes issus de l'administration. Quelques exemplaires remontaient au haut moyen-âge. Huit personnes furent chargées de copier les pièces uniques. Après la démission de Silhouette, le 11 novembre 1759, son successeur Henri-Léonard Bertin fit supprimer cette dépense de 6.000 livres par an et ordonna l'acquisition de ces pièces. A ce sujet, Moreau présenta, en 1761, un mémoire au ministre, dans lequel s'exprime le souci de ménager les deniers du roi.

Le successeur de Silhouette, Henri-Léonard Bertin (8), se révéla un ministre plein de compréhension à l'égard des idées de Moreau. Au fil des années, les deux hommes devinrent des amis intimes. Grâce à cette étroite collaboration, Moreau put établir un « département » consacré à l'érudition historique.

Sous le ministère de Silhouette, le cabinet de Moreau avait été placé dans une maison à Versailles, rue de l'Orangerie ; Bertin le fit transférer de Versailles à Paris, à l'hôtel du Contrôle général. Ce fut là, dans « une vaste pièce », qu'il trouva asile (9). A la suite des démêlés que Bertin eut

(5) *Ibid.*, I, p. 7, N° 2. — « La maison Prault possédait depuis environ deux siècles une collection connue sous le nom de *Dépôt des décrets*. » Ce qui en restait fut acquis, au plus tard en 1808, par la maison Randonneau et, plus tard, par les Archives nationales, où la collection forme le noyau principal de la série AD. Cf. *Procès-verbaux du comité de l'instruction publique de la Convention nationale*, publiés par J. GUILLAUME, 8 vol., Paris 1891-1957, t. I, p. 302, note 2.

(6) *Souv.*, t. I, p. 70.

(7) CHARMES, t. I, p. 11-16, N° 4.

(8) Voir Michel ANTOINE, *Le secrétariat d'Etat de Bertin, 1763-1780*, thèse dact. Paris Ec. nat. Chartes [1948] et J.S. de SACY et M. ANTOINE, *Henri Bertin dans le sillage de la Chine (1720-1792)* Paris 1970 [1971], les deux ouvrages consacrent un chapitre au Dépôt des chartes. Pour l'activité du ministre agronome, voir André BOURDE, *Agronomie et agronomes en France au XVIII^e siècle*, 3 vol., Paris 1967, t. II, chap. XIV, p. 1079 sv. Le meilleur ouvrage d'ensemble reste Gaston BUSSIÈRE, « *Henri Bertin et sa famille* », Périgueux 1906-1908 (Extraits du *Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord*).

(9) *Souv.*, t. I, p. 78.

avec les Parlements, ces derniers s'acharnèrent sur Moreau parce qu'il avait prêté, à plusieurs occasions, sa plume pour écrire contre les Cours supérieures insubordonnées et révoltées (10).

La nouvelle charge étant incompatible avec celle d'avocat des finances, Moreau se fit rendre, le 8 décembre 1763, un arrêt du Conseil qui lui conféra le titre de « garde des archives et bibliothèque des finances » (11). Quant à Bertin, nommé secrétaire d'Etat, le 11 décembre 1763, il quitta le Contrôle général qui passa dans les mains de l'Averdy. Etant partisan des Parlements, le nouveau Contrôleur général dut sacrifier Moreau à leur haine. Pour sauver les apparences, la Bibliothèque des finances fut transférée à la Bibliothèque du Roi et deux nouveaux avocats des finances furent nommés, les sieurs François Lorry, appointé à 6.000 livres (12), et Antoine Lenglet. Ce règlement offrait deux avantages. Tout en éloignant Moreau du ministre des finances, il ne quitta point son « département ». De plus, le nouveau lieu de travail le mit en état de mettre à profit les ressources de la Bibliothèque du roi (13). En même temps, la Bibliothèque des finances perdit son indépendance, car elle fut placée sous la férule d'Armand-Jérôme Bignon, descendant d'une illustre famille (14), Moreau ayant empiété sur les compétences du bibliothécaire de Sa Majesté, voire sur le « droit de police, d'inspection et de surveillance » qui appartenait à ce dernier (15).

Deux mémoires qui datent probablement de cette époque nous apprennent comment Moreau entendait élargir les fonctions de son « dépôt ». Il proposa un programme de travail dont la réalisation aurait équivalu à la création d'archives administratives générales. Des trois archives administratives, propriétaires de documents non imprimés,

(10) Voir chap. III, p. 144-148.

(11) Cf. CHARMES, t. I, p. 16, N° 5.

(12) A.M. de BOISLISLE, *Correspondance des Contrôleurs généraux des finances avec les intendants des provinces*, Paris 1874, t. I, p. XXVIII, note 7.

(13) Arrêt du Conseil du 18 janvier 1764. Publié par CHARMES, t. I, p. 17, N° 6.

(14) *Dictionnaire de Biographie française*, t. 6, col. 434.

(15) Arrêt du Conseil du 27 janvier 1764, P.p. CHARMES, t. I, p. 19, N° 7.

il envisagea de dresser une « table générale, rangée par matières et dans laquelle on trouvât à coup sûr la date de la pièce que l'on cherche, et l'indication du lieu où elle se trouve » (16). Les dépôts en question étaient celui des Secrétaires d'Etat, celui du Louvre, contenant les minutes du Conseil royal, et, enfin, ceux des bureaux du Contrôle général et des Intendants de finance. Par ce projet d'inventaire, qui n'eut même pas un début de réalisation, Moreau manifesta néanmoins la volonté de centraliser les archives administratives d'Ancien Régime.

Cette table générale n'était, en principe, que la partie « historique » dont le pendant fut constitué par une partie « actuelle ». Des versements de notices portant sur les arrêts les plus récents et émanant directement de l'administration devaient l'enrichir. En outre, Moreau souhaita obtenir pour le dépôt un envoi gratuit et direct des « édits, déclarations lettres patentes, arrêts de règlement et, en général de tout ce qui s'imprime par ordre des Compagnies » (17). Cette idée de se procurer par une sorte de dépôt légal les imprimés « officiels » allait inévitablement conduire à un conflit avec le garde de la Bibliothèque du roi. Ce dernier devait, cette fois-ci, l'emporter et finir par s'intégrer la Bibliothèque des finances.

Dans le même mémoire, Moreau ne manqua pas de poser un autre principe, celui du droit d'entretenir, comme homme du ministre, une correspondance autorisée avec les dépositaires des archives qu'il avait indiquées. Il ne rencontra pas d'obstacles sur cette voie. « Ainsi, comme l'écrit A.M. de Boislisle, l'ambition de l'avocat des finances était d'étendre jusqu'à l'extérieur ses utiles attributions et de centraliser entre ses mains tous les travaux d'archives » (18).

La bibliothèque des finances restera toujours sous la garde de Moreau et fera partie, jusqu'en 1781, du département du Contrôleur général. Moreau dépendit donc longtemps de deux ministères. En 1762, une autre institution pleine d'avenir vit le jour grâce au concours du ministre

(16) Mémoire de Moreau (sans date), autographe. CHARMES, t. I, p. 20-23, N° 8.

(17) *Ibid.*, p. 22.

(18) BOISLISLE, t. I, p. XXV.

éclairé, qu'était Henri-Léonard Bertin. Le 15 février 1762, Moreau dressa un long mémoire (19) dans lequel il proposa de compléter la Bibliothèque des finances en formant un dépôt de droit public et d'histoire, qui allait devenir le Dépôt des chartes. Son raisonnement était simple, cohérent et de grande portée. Voici l'argumentation de Moreau :

« Le but de cet établissement, annoncé dans un mémoire que Sa Majesté lut tout entier au mois de mai 1759, et au bas duquel elle mit un bon de sa main, a été de mettre les Ministres à portée de consulter en toute occasion les loix qui peuvent guider leurs opérations et de réveiller sous leurs yeux l'étude de notre droit public, ou négligé totalement, ou livré aux seules recherches de l'esprit de parti.

Pour perfectionner ce plan, on observera ici que le droit public de la France est fondé et sur les lois et sur des faits historiques. Les découvertes de l'historien doivent s'unir au raisonnement du jurisconsulte, et tous les deux doivent se prêter un mutuel secours. Si donc il est possible de former, sans qu'il en coûte presque rien au Roi, un dépôt qui renferme la plus grande partie des matériaux qui doivent entrer dans un corps complet de droit public, c'est-à-dire des notices de tous les faits et de tous les monuments historiques joints à une collection de toutes les lois, si l'on peut en même temps consacrer au travail qu'exigera ce dépôt un certain nombre de personnes éclairées et judicieuses, capables des recherches qu'il exige et déjà livrées à ce genre d'études, on aura complété un établissement avantageux et procuré au Gouvernement une source où il pourra puiser sans cesse les éclaircissements les plus utiles » (20).

Cette vision, qui englobait l'histoire et le droit public, faisait écho à la formule célèbre du président à mortier du Parlement de Bordeaux : « Il faut éclairer l'histoire par les lois et les lois par l'histoire » (21). Cette interpénétration avait donc été généralement admise. La même idée se trou-

(19) Le mémoire fut publié par CHARMES, t. I, p. 29-33, n° 1. — Une copie conservée dans le même volume, fol. 136 porte la date du 15 février 1762.

(20) CHARMES, t. I, p. 29-30.

(21) MONTESQUIEU, *De l'Esprit des Lois*, livre xxxi, chap. II, (éd. R. Derathé, 2 vol., Paris 1973, t. II, p. 358).

vait exprimée dans l'éloge de Laurière, par Secousse : « [...] il [de Laurière] lut avec attention les Historiens, dont on peut tirer bien des secours pour l'intelligence des Loix, qui par un heureux retour servent aussi beaucoup à éclaircir l'Histoire » (22).

On peut se demander pourquoi ce fut précisément le ministère des finances qui accueillit si favorablement le projet de Moreau. En fait, deux prédécesseurs de Bertin avaient déjà fait élaborer des plans en vue de recueillir dans un dépôt les copies de chartes médiévales. Le dernier Surintendant des finances, Nicolas Fouquet, avait fait ordonner « la confection d'un terrier général de toutes les seigneuries, fiefs et domaines qui relevaient et dépendaient du roi » (23). Travail dicté par le souci des domaines de « récupérer » les anciens droits du roi. Les documents recueillis par neuf Intendants des chartes — charges créées en mars 1655 — étaient destinés à être abrités dans un hôtel des chartes qui devait être construit à cette fin. La mort de Mazarin et, enfin, la chute de Fouquet entraînèrent l'abandon de ce projet. En 1711, le futur Chancelier Henri d'Aguesseau s'en inspira, en souhaitant à son tour établir un Dépôt général des chartes. D'Aguesseau précisa dans un mémoire que ce dépôt devrait être « public, perpétuel et immobile » (24). Il est intéressant de noter que cette initiative trouvait son origine dans le ministère des finances, pour des raisons pratiques et financières, et que les administrateurs de la Justice, tel que le procureur général du Parlement de Paris, devaient le reprendre en en modifiant sensiblement l'orientation. L'évolution du Dépôt des chartes va nous fournir de nouvelles preuves d'un tiraillement entre la Finance et la Justice. Pendant la période qui marqua l'essor de cette institution, le Dépôt des chartes fut rattaché au cinquième Secrétariat d'Etat, c'est-à-dire qu'il resta dans le ressort de Bertin aussi longtemps que celui-ci fut ministre. C'est à juste titre que l'on a employé l'expression de

(22) DE LAURIÈRE, SECOUSSE, *Ordonnances des Rois de France de la troisième Race, recueillies par ordre chronologique*, t. II, Paris 1729, p. XVI.

(23) BOISLISLE, t. I, p. V et note 5.

(24) BOISLISLE, t. I, p. XVII. Le mémoire de d'Aguesseau est cité d'après F. RAVAISSON, *Rapport au ministre d'Etat*, p. 251-259.

« ministère de l'érudition » (25). Par sa formation et sa culture, Bertin avait acquis une incontestable compétence et, qui plus est, s'était pris d'un engouement pour les recherches historiques. Aucun des successeurs de cet homme d'Etat ne témoigna autant de bienveillance et n'accordera un tel appui à l'entreprise de Moreau.

Les deux protagonistes mis à part, on ne saurait sous-estimer un facteur politique qui a largement contribué à créer un climat favorable à l'établissement d'un dépôt de droit public et de législation en France. Pour le Pouvoir, la nécessité de disposer d'un pareil organisme se faisait d'autant plus sentir qu'un adversaire politique de taille allait redoubler ses attaques contre la monarchie d'Ancien Régime. Parlements et Chambres de comptes, affichant la prétention d'être des Cours « souveraines », une fois arrivées au faite de leur puissance au moment critique de la guerre de Sept Ans, réussirent à empêcher la perception de nouveaux impôts, les vingtièmes, et cela grâce à une mobilisation efficace de l'opinion publique. Il convenait, dans cette conjoncture politique, de mettre sur pied une institution capable de fournir une armature scientifique à la défense des mesures politiques prises par des ministres.

En février 1762, Moreau formula une conception nouvelle qui avait pour but de faire de l'érudition historique une partie intégrante d'un service administratif d'Ancien Régime. Les grands commis de la monarchie avaient, auparavant déjà, mis à profit les recherches historiques comme une arme politique. A l'époque de l'absolutisme, Richelieu et Mazarin ne firent pas exception à la règle. Colbert, à l'apogée du règne de Louis XIV, s'érigea en protecteur des sciences, en accordant, par exemple, d'importants privilèges aux bénédictins de la Congrégation de Saint-Maur (26). De son côté, l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres tâchait de garder une certaine indépendance à l'égard du Pouvoir. Aussi est-ce un phénomène remarquable qu'une branche du Pouvoir exécutif se soit mise à doter ses bu-

(25) M. ANTOINE, *Bertin, ...*, chap. X.

(26) Voir l'article de Henri-Jean MARTIN, « Les Bénédictins, leurs librairies et le pouvoir. Notes sur le financement de la recherche au temps de Mabillon et de Montfaucon », in *Mémorial du XIV^e centenaire de l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés*, Paris 1959, p. 283-300.

reaux ordinaires d'un programme de recherche historique et à suppléer aux travaux de l'Académie des Inscriptions (27).

Trois de ses membres les plus éminents ont joué un rôle actif dans la préparation d'un « bureau d'histoire ». En premier lieu, La Curne de Sainte-Palaye, ami intime de Moreau. Après la mort de sa première femme, issue de la noblesse bourguignonne, Moreau trouva refuge et consolation auprès de son ami (28). Sainte-Palaye, ayant dépassé la soixantaine, s'apprêta à se décharger de certaines entreprises scientifiques de longue haleine. Selon le projet de Moreau, le nouveau dépôt devait s'enrichir des matériaux « relatifs au droit public et aux antiquités de la nation ». Ces matériaux avaient été rassemblés par La Curne et par Etienne Lauréault de Foncemagne (28 a). Moreau espérait ainsi se procurer les extraits de dépouillements entrepris en vue de la rédaction du *Dictionnaire des antiquités françaises* et du *Glossaire français*. En contrepartie, il offrit aux deux savants, La Curne et Foncemagne, la direction d'une « conférence de travail ». Une réunion hebdomadaire qui grouperait « quelques gens de lettres » et quelques jurisconsultes, « pourroit devenir, pensait-il, un séminaire de bonnes études ». Et, à l'instar des Académies en place, Moreau pressentit que la faveur du Pouvoir entraînerait l'émulation des historiens. « Si ces travaux sont honorés de l'attention du Roi et de ses Ministres, d'ici à quelque tems ce sera une grâce et un objet d'émulation que d'y

(27) Dans un compte-rendu du *Plan des travaux littéraires*, le garde du Dépôt des Chartres fut tancé par le journaliste Bachaumont : « On ne peut que louer cet établissement ; mais il semblait qu'il devrait être le principal objet de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres dans les travaux de laquelle il est compris, et l'on ne voit pas pourquoi établir à cet effet une autre commission littéraire. Le mot de cet énigme, c'est que le sieur Moreau n'est pas de l'Académie » [BACHAUMONT], *Mémoires secrets*, t. XXI, p. 158 (3 oct. 1782).

(28) *Souv.*, t. I, p. 81. Lionel GOSSMAN (*Medievalism and the Ideologies of the Enlightenment. The World and Work of Lacurne de Sainte-Palaye*, Baltimore 1968) n'a pas étudié les rapports entre Sainte-Palaye et le Dépôt des chartes, bien que leur collaboration fût active et que cette institution eût hérité des papiers de l'érudit.

(28a) Il a vécu de 1694 à 1779. Voir *Nouvelle Biographie Générale*, sous la direction de HOEFER, 46 vol. Paris 1857-1866, t. XVIII, p. 70.

être admis ». Suivant la recommandation de ses deux confrères, le mémoire conclut par la proposition d'adjoindre Bréquigny au dépôt. A cette occasion, le traitement de ce dernier devait être augmenté de 5.000 livres et il devait recevoir, comme Moreau, le titre de « commissaire du Roi aux recherches concernant le droit public et les antiquités de France ». Oudard Feudrix de Bréquigny, d'un an l'aîné de Moreau, avait été chargé depuis 1754 de continuer, en collaboration avec Villevault, le recueil des *Ordonnances des rois de France de la troisième race*. Ces hommes qui s'étaient trouvé un goût commun pour les recherches historiques sur le moyen âge français, appartenaient à deux générations différentes. L'ancienne, celle de Voltaire, était représentée par Lauréault de Foncemagne et La Curne de Sainte-Palaye, tandis que la nouvelle était formée de gens nés autour des années 1720, comme Bréquigny, Bertin et Moreau. Sous l'angle des générations, on peut, à juste titre, parler d'une succession qui s'opéra autour des années soixante. Ce groupe présentait, en outre, une certaine homogénéité sociale puisque ses membres furent tous des légistes. De même, ils étaient tous issus de la noblesse de robe et destinés à devenir membres d'au moins une Académie. Moreau, lui, ne partageait pas leur origine sociale ni le privilège de se nommer académicien.

Dans son premier mémoire, Moreau ne se contenta pas de réclamer l'établissement de deux bureaux, l'un administratif, l'autre historique. Il visa plus loin et chercha à former un groupe de collaborateurs qu'il voulut attirer à la « conférence » et au « séminaire de bonnes études ». Encourager des savants, surtout de province, à collaborer à cette œuvre fut une nécessité pour lui dès qu'il songea à réaliser une *Notice des chartes et diplômes médiévaux*. En 1746, Denis-François Secousse et Sainte-Palaye avaient offert leurs services au Contrôleur général Machault. Le projet fut continué par Bréquigny (28b). Non content d'éditer des notices sur les chartes et diplômes déjà connus et publiés, ce dernier espérait pouvoir rassembler des originaux ensevelis dans de nombreux dépôts d'archives. Comme les finances royales ne permettaient pas de donner un traitement aux historiens locaux « correspondants », le Dépôt des chartes fut obligé de recruter des travailleurs bénévoles. A cet effet, Bertin s'adressa à la Congrégation de Saint-

Maur, sollicitant le secours des bénédictins érudits. « Le Roi désireroit, expliqua le ministre, qu'ils [les RR PP Général et religieux bénédictins] chargeassent des religieux savyans [...] de dresser des notices exactes » (29). Le R.P. Général ne tarda pas à acquiescer à cette demande et envoya, le 27 juillet 1762, une lettre qui devait sceller le commencement d'une longue et fructueuse collaboration (30). A en croire cette lettre, l'initiative aurait pris son origine au sein de la Congrégation, bien que la demande portât nettement l'inspiration de Bréquigny et de Sainte-Palaye. Quoi qu'il en soit, la collaboration était amorcée.

Maintenant, il s'agissait d'arrêter les principes, la portée et le but de l'entreprise scientifique. Moreau souhaite, en règle générale, faire des recherches dans la totalité des archives, privées ou publiques, existant alors en France. Quant aux premières, il préconisa de faire « des copies exactes et même figurées de toutes les chartes [...] lorsqu'elles seront jugées propres à donner quelques connaissances utiles à l'administration » ; quant aux dépôts publics, étant donné la facilité de se procurer des copies dans des « dépôts sûrs », il voulut se contenter de notices (31). Mais Bertin, lui-même historien, s'y opposa fermement. Le ministre insista sur le caractère nécessairement subjectif d'une notice, comparé à la certitude d'une copie intégrale (32). Le projet de publier des notices concernant toutes les chartes non imprimées se trouva, par conséquent, rejeté comme « dangereux ».

Dans sa réponse aux objections du ministre, Moreau souligna le caractère politique de ces recherches d'archives : « Nous ne bâtirons point, mais d'un côté nous aurons

(28b) Il est indéniable que les *Foedora* de Rymer ont incité Secousse, Sainte-Palaye et Bréquigny à réclamer et créer un *Rymer français*, voir Jürgen Voss, *Das Mittelalter im historischen Denken Frankreichs*, München 1972, p. 238.

(29) CHARMES, t. I, p. 33, N° 2.

(30) Lettre publiée par [MOREAU] en annexe du *Plan des travaux littéraires*, Paris 1782, p. I-VI et par CHARMES, t. I, p. 34-36, N° 3.

(31) Mémoire de Moreau du 12 août 1762. CHARMES, t. I, p. 37-34, N° 4.

(32) Observations de Bertin, 14 août 1762, autogr. CHARMES, t. I, p. 41-44, N° 5.

de quoi bâtir un jour et, en attendant, de quoi apprécier et même de quoi démolir tous ces édifices que l'on élève contre le Gouvernement » (33). Des archives ainsi constituées pourraient suppléer celles des Parlements qui s'en étaient servi pour décocher leurs remontrances. Bref, estimait Moreau, le Gouvernement se doit d'agir sur l'opinion publique, et cela à l'aide des pièces authentiques.

« Dans ce siècle, où le peuple juge tout et a tant de demi-connaissance dont il abuse, il faut opposer aux opinions fausses des vérités utiles et prouvées. Il me semble que l'art de dispenser à propos ces vérités et la manière de les accréditer méritent une partie des soins du Gouvernement » (34).

En même temps, l'avocat des finances essaya de dissiper une autre crainte du ministre. En ce qui concerne l'accès à ce dépôt, son avis est net, mais par rapport aux idées de d'Aguesseau, on peut parler d'une restriction fondamentale, sinon d'une régression. Les « opinions » ne pourront point trouver du secours dans ce dépôt, car il ne sera pas public. D'autre part, pour l'édition d'une collection d'actes, le public devra attendre encore bien des années. Relevons que les érudits Foncemagne et Bréquigny appuyèrent également ce point de vue.

Enfin, le 30 septembre 1762, le Contrôleur général Bertin accepta, au nom du roi, l'offre de collaboration des bénédictins et leur fit espérer des fonds destinés à couvrir « les frais et déboursés que leurs recherches auront exigés » (35). Trois mois plus tard, le Contrôleur général reçut une liste de dix-huit bénédictins choisis par le Père Général de la Congrégation de Saint-Maur. La moitié, paraît-il, se déroberent entièrement à cet appel (36). Vers la fin de la même année, Moreau et Bréquigny reçurent chacun une lettre ministérielle par laquelle le premier fut nommé garde du nouveau dépôt, avec un supplément de traitement de

(33) Réponse de Moreau aux observations de Bertin, 14 août 1762, CHARMES, t. I, p. 44-48, N° 6.

(34) *Ibid.*, p. 47.

(35) CHARMES, t. I, p. 52, N° 8.

(36) Publié, en note à la lettre du 14 déc. 1762, par CHARMES, t. I, p. 54, N° 9.

3.000 livres, et le second nommé adjoint de Moreau, touchant un supplément de 2.400 livres (37).

Durant cette période de négociations avec le Père Général de la Congrégation de Saint-Maur, Moreau dressa un arrêt du Conseil relatif à la préparation d'un recueil général des chartes du royaume (38). Bien qu'il fût très complet, ce projet ne gagna pas la faveur du ministre. En effet, cet arrêt devait fixer l'organisation et les compétences du Dépôt qui comportait un centre de correspondance générale, dirigé par Moreau, et le contrôle des notices. De plus, l'arrêt du Conseil enjoignait aux « archivistes » ou dépositaires d'archives appartenant au roi, notamment les archives des Cours supérieures, d'envoyer au Dépôt un double des résultats de leurs recherches. Moreau voulait également instituer un compte rendu mensuel et il imagina, enfin, un mode de payer les faux frais et déboursés.

Grâce à sa ténacité, le garde du Dépôt des chartes devait arriver à former, petit à petit, au cours de sa longue vie, un établissement aussi cohérent que complet. Pour l'instant, il obtint gain de cause sur tous les points, sauf deux. Le Contrôleur général jugea inopportun d'empiéter sur les droits des Cours supérieures et estima qu'on devait trouver des moyens moins spectaculaires qu'un arrêt du Conseil pour gagner d'éventuels collaborateurs bénévoles. D'autre part, le ministre des finances répugnait à instituer une conférence, en dépit de sa prédilection pour les petits comités (39). Pour rendre le comité opératoire, Moreau devait patienter encore longtemps. Ce n'est que deux décennies plus tard, en 1780, qu'il arrivera à surmonter les réticences de Bertin.

Il semble que, dans cette première étape de la mise sur pied du Dépôt des chartes, la collaboration entre le garde du Dépôt et le ministre responsable d'une part, et les érudits, tels que Bréquigny, Foncemagne et Sainte-Palaye, d'autre part, ait été très étroite. C'est pourquoi il est dépla-

(37) Voir CHARMES, t. I, p. 56, N° 11 et p. 57, N° 12.

(38) Voir CHARMES, t. I, p. 48-52, N° 7.

(39) ANTOINE, *Bertin...*, p. 223. En 1760, Bertin créa un comité d'agriculture qui s'assemblait toutes les semaines. À la suite de ses délibérations, des règlements relatifs à l'agriculture furent pris.

cé de vouloir attribuer l'inspiration à une seule tête (40). En dépit de la différence du statut social et de la finalité des motivations, on doit partir d'une homogénéité des principes partagés de part et d'autre. Certainement Bréquigny entretenait les relations les plus cordiales et intimes avec les mauristes, relations fondées sur une collaboration étroite. Il ne voulait pas et ne pouvait guère se dispenser des lumières des Révérends Pères.

Que l'équipe réunie autour du ministre des finances se préoccupât du sort de leur tentatives, était chose naturelle. L'instruction très détaillée qui devait servir à guider les bénédictins le montre bien (41). Moreau eut peur d'alerter le public, craignant qu'il pût prendre connaissance de cette mise au point (42). Elle fut néanmoins expédiée et même intégralement publiée en 1782 (43). A cette date, on jugea nécessaire d'éliminer l'allusion aux inventaires et tables des archives dont le Dépôt désirait posséder un dépouillement. L'instruction aux bénédictins fut dorénavant, pour ainsi dire, la charte de cet organisme. Elle indique avec suffisamment de précision les trois étapes du travail à faire : d'abord la « nomenclature générale » des dépôts répandus dans l'« étendue du district confié » à un collaborateur, permettant d'établir une liste des archives privées et publiques du royaume. Cette première étape se fera sans recherches ni déplacements. Puis vient le dépouillement. On prévoit des procédures différentes selon les deux catégories. Quant aux archives privées, on exigea des copies intégrales de chartes, tandis qu'on se contenta de notices lorsqu'il s'agissait de dépôts publics. La rigueur de la méthode qui a présidé à cette instruction mérite une ample citation :

« 2° On dressera des notices de toutes les chartes que l'on y trouvera, jusques à la fin du xv^e siècle. Ces notices doivent contenir : 1° une description de la charte, désignée par la longueur et la largeur du parchemin ; par la mention du sceau qui y est aperçu ou qui en a été arraché ;

(40) CHAMPOLLION-FIGEAC, tout comme Augustin THIERRY tinrent, sous la Restauration, à démontrer les mérites de Bréquigny.

(41) Cf. CHARMES, t. I, p. 58-60, N° 13 (s.d.).

(42) Cf. *Ibid.*, p. 58, N° 1.

(43) Lettre publiée à la suite du *Plan des Travaux littéraires...*, Paris 1782, p. VII-XI.

par le caractère de l'écriture qui en atteste l'antiquité, etc. ; 2° la date de la charte, les noms du prince ou du seigneur laïc ou ecclésiastique dont elle est émanée, et un précis court, mais exact, de la disposition qu'elle renferme. Ces notices formeront des espèces d'inventaires raisonnés, dans lesquels on n'insérera que ce qui est véritablement charte ou ordonnance. On peut aussi y faire mention des actes de foi et hommages et des aveux rendus au Roy, mais seulement jusques en 1450 ; car l'objet de ces recherches est purement de constater le nombre et la qualité des titres qui peuvent intéresser l'histoire et le droit public de la France » (44).

Les collaborateurs sont ensuite invités à faire une description du local et de « l'ordre qui y règne » et à signaler les inventaires. Enfin, les bénédictins sont priés de joindre aux pièces des « notes topographiques ou critiques » afin d'en faciliter la compréhension.

Non content de cette exploitation d'« ouvriers » bénévoles, Moreau tâcha d'emblée de mettre la main sur les portefeuilles des bénédictins, sollicitant de leur bienveillance une copie de toutes les pièces qui seraient bonnes à figurer au Dépôt des chartes. En raison de pareilles espérances placées sur les religieux, il est compréhensible que le zèle de ceux auxquels on s'adressa ne fut pas toujours très chaud. Après une première année, Moreau se vit, en effet, obligé d'envoyer un rappel aux collaborateurs (45).

Pour l'année 1763, Louis XV alloua une somme de 4.000 livres au Dépôt des chartes afin de couvrir les frais de recherches des collaborateurs bénédictins (46). Une fois la collaboration mise sur pied, quelques religieux de la congrégation de Saint-Maur firent des observations sur l'instruction qu'ils venaient de recevoir. Les problèmes pratiques les préoccupèrent avant tout. Ils imaginèrent que l'accès aux chartiers serait facilité par un titre officiel bien ronflant, soit un brevet d'archiviste du roi, soit un ordre « par quelque acte authentique et en bonne forme » (47).

(44) CHARMES, t. I, p. 59, N° 13.

(45) Liste de sept bénédictins, auxquels la circulaire du 14 mai 1764 fut adressée. Voir CHARMES, t. I, p. 67, N° 17.

(46) Bon du roi, janvier 1764. CHARMES, t. I, p. 62, N° 15.

(47) CHARMES, t. I, p. 72, N° 20.

Les crédits mis à la disposition du ministre furent jugés totalement insuffisants « pour faire travailler tout à la fois dans toutes les parties de la France ». Un seul chercheur aurait besoin d'au moins douze cents livres par année pour accomplir du bon travail. Leur dernière remarque visait la distinction entre « notices » et « copies ». Ils estimèrent préférable de copier « tout de suite » l'ensemble des chartes d'un dépôt, en raison du petit nombre de chartes déjà imprimées et de l'inexactitude de la plupart des éditions de ce genre de textes.

La première demande qui tendait à pourvoir les collaborateurs du Dépôt des chartes d'un titre officiel autre que celui de « correspondant » ne sera jamais accordée. Néanmoins, au fil des années, et tout au long de l'existence du Dépôt, cette requête ne cesse de figurer à l'ordre du jour. Berlin et ses successeurs firent toujours une politique de la sourde oreille dans la crainte d'alarmer les propriétaires d'archives privées. En effet, l'accès aux chartriers privés ne pouvait se justifier que par des recherches purement historiques, voire littéraires, la moindre contrainte de la part des Pouvoirs risquait d'éveiller la méfiance. Cela est d'autant plus vrai que si les commissaires du roi ne cessaient de fouiller les dépôts royaux (48), c'était certainement en vue d'augmenter leurs recettes. Quant à la dotation du Dépôt des chartes, elle était, en fait, plus que modeste. Vice congénital, la collaboration fut toujours placée sous le signe de la parcimonie. En effet, seuls les trois cinquième de la somme jugée indispensable et allouée en 1763 furent utilisés. Enfin, sur le dernier point, les religieux n'obtinrent pas gain de cause. La teneur de l'instruction restait inchan-

(48) Lettre de Godefroy à Moreau, autogr., Lille, 5 nov. 1779. CM 331, fol. 31 V°. « Ce que Monsieur l'évêque d'Arras mande des Inspecteurs des domaines — écrit Godefroy — qui pourront troubler les possessions des Particuliers en prenant connaissance des Titres qu'ils ignorent, paraît assez juste pour empêcher les administrations des provinces à se prêter à cet arrangement, mais le public ne sçait pas qu'il y a continuellement dans les différents dépôts des Inspecteurs particuliers qui prennent note de tout ce qu'ils y trouvent, et en font fort souvent usage, j'en vois arriver souvent et je ne peux leur refuser aucuns secours, il y en un qui travaille chez moi [sc. les archives des anciens comtes de Flandre à Lille] depuis plus de deux ans ».

gée, mais grâce à la bonne organisation du Dépôt des chartes, la vérification des titres déjà imprimés se fera, par la suite, rapidement.

Moreau s'attaqua tout particulièrement au problème du financement et s'occupa de trouver de nouvelles ressources. Il ne manqua pas de saisir les bonnes occasions. L'abbé Louis-Estienne de Foy, chargé par le gouvernement d'éditer une notice des chartes, était pourvu d'une gratification annuelle de 6.000 livres. Comme l'abbé avait « obtenu en bénéfices une augmentation de revenu », le garde du Dépôt des chartes n'aura de cesse que cette somme soit affectée à son service, en 1764 (49). Les protestations de la victime de Moreau, qui espérait cumuler bénéfice et gratifications, eurent un résultat peu habituel : l'abbé ne fut privé ni de bénéfice ni de gratifications et le ministre Bertin obtint, lui, une augmentation de son fonds équivalent à la somme convoitée (50).

Deux ans après la formation du Dépôt des chartes, son directeur dressa un long mémoire dans lequel il mit au point un vaste programme de recherches sans omettre de prévoir les moyens de le réaliser. Moreau visait très haut. Selon lui, les recherches en cours devaient, en principe, s'effectuer dans tous les chartriers alors connus en France. C'était en fonction de son but de réunir « les tables universelles de tous les titres du Royaume [...] et des copies figurées de toutes celles qui pourront fournir des lumières à l'histoire et au droit public » (51), qu'il devait caractériser les archives alors existantes. Il en distinguait trois sortes : celles des seigneurs, celles des Cours supérieures et des communautés, et en dernier lieu les archives de l'Eglise. Mais loin d'épuiser par là les possibilités de recherches historiques utiles, il voulait étendre son programme à la Bibliothèque du roi. Sa curiosité allait encore plus loin, espérant

(49) Voir Mémoire de Moreau de 1764. CHARMES, t. I, p. 73, N° 20.

(50) Minute d'un mémoire de Bertin, rédigé par Moreau (s.d.). CM 295, fol. 255 — Voir aussi la lettre de Moreau à Bertin du 25 mars [1765 ?], où Moreau presse le ministre de régler cette affaire : « Je supplie Monseigneur de vouloir bien hater cette décision, car les bénédictins demandent ; et tout se refroidira si on n'a pas d'argent à leur donner. Assurément on ne peut pas nous accuser d'avoir été mauvais ménagers ». (CM 1097, fol. 18).

(51) CHARMES, t. I, p. 74-86, N° 21 — Ici, p. 82.

toujours trouver une occasion pour mettre à profit les portefeuilles d'érudits. Des collections célèbres comme celles du « juge d'armes » et du généalogiste du roi (52) étaient passées à des institutions « historico-généalogiques », l'une à l'ordre du Saint-Esprit, l'autre à celui de la pairie. On discerne aisément le génie administratif de Moreau lorsqu'on le voit caresser l'idée de profiter des archives des villes auxquelles la réforme municipale projetée (53) permettait d'envisager un bel avenir. Malheureusement, l'échec du Contrôleur général de l'Averdy empêcha un règlement général et une surveillance effective des archives municipales du royaume en France.

Si l'on était en droit d'attendre une collaboration bienveillante de la part des Chambres des comptes, il n'en fut pas de même des Parlements. Celui de Paris surtout se cabrait. Il reste néanmoins que Moreau ne perdait point de vue l'idée de se procurer une copie des anciens registres du Parlement. Il en jugeait la connaissance indispensable pour « avoir des mémoires impartiaux sur toutes les parties de notre droit public ». L'instauration du « Parlement Maupeou » lui fournira cette occasion si longtemps attendue (54).

La majeure partie du mémoire de Moreau est constituée de réflexions judicieuses sur la manière de stimuler le zèle d'éventuels collaborateurs, en dépit de l'impuissance du directeur du Dépôt des chartes et du ministre de récompenser leurs services en espèces sonnantes. A défaut d'argent, il ne dédaignait pas de vanter des avantages moins palpables et il devint maître dans l'art de prodiguer « de belles paroles ». L'honneur d'une correspondance avec le ministre, l'espoir d'être mentionné dans un rapport du ministre au roi, « une lettre un peu enivrante » de la part du ministre, font partie de son répertoire. Enfin, il réserve

(52) François PATHIE (BERCE), *Les généalogistes des ordres du roi au XVIII^e siècle*, thèse ms., Ec. nat. Chartes [s.d.].

(53) Cf. Maurice BORDES, *La réforme municipale du contrôleur général l'Averdy et son application (1764-1771)*, Toulouse 1961.

(54) Mémoire sur la copie des registres du Parlement de Paris connus sous le nom d'Olim, 1771 CHARMES, t. I, p. 272, N° 1. Dans un rapport au roi, Bertin insiste sur la nécessité d'une copie exacte et fidèle étant donné « que l'on en abusât pour soutenir des systèmes dangereux ». CHARMES, t. I, p. 273, N° 2.

quelques moyens plus substantiels pour récompenser les meilleurs travailleurs : « quelque grâce qui ne coûte rien au Roy », un petit bénéfice ou la moindre pension. Cette dernière mesure, il se propose de l'exploiter doublement en donnant une bonne publicité à cet acte. Pour ménager les deniers du roi, Moreau ne manque pas de faire appel à d'autres institutions susceptibles de profiter elles-mêmes par leur générosité du travail fourni par les collaborateurs du Dépôt des chartes.

Les bénédictins ne tardèrent pas à se plaindre de l'insuffisance des fonds mis à leur disposition. Dom Gérout confia à Bréquigny : « Il est triste de se voir dans une position où il semble que l'on demande l'aumône » (55). En même temps, le bénédictin menaça d'abandonner l'entreprise pour reprendre ses propres travaux littéraires. Sa *Bibliothèque des Ecrivains de la ville, diocèse et Duché d'Orléans* en pâtissait. Lorsque le comte de Raymond demanda une « petite augmentation » de « gages » en faveur de dom Fonteneau (56), la réponse du ministre fut formelle :

« Les Religieux qui m'ont été présentés par le P. général de la congrégation de St. Maur et qui s'occupent dans les provinces à enrichir par leurs recherches le dépôt général des chartes n'ont jamais eu, Monsieur, aucun traitement fixe et convenu en argent. Ce serait faire tort à leur désintéressement ; ce sont des gens de lettres et non des Mercenaires. On leur envoie le montant des frais que leur coûte leur travail [...], mais faites lui observer que l'intention du Roy n'a jamais été qu'il pût être apprécié en argent » (57).

Les responsables du Dépôt des chartes ne s'écartèrent jamais de cette doctrine. Aussi longtemps qu'il se contenta de recruter des collaborateurs parmi les bénédictins de la congrégation de Saint-Maur, l'attitude du mi-

(55) Dom Gérout à Bréquigny, Saint-Benoît-sur-Loire, 13 janv. 1765. Coll. Moreau 349, fol. 18 V°. Lettre publiée par L. JARRY, *Dom Gérout bénédictin de la Congrégation de Saint-Maur, sa vie et ses travaux littéraires d'après sa correspondance inédite*, Orléans 1879, p. 49.

(56) Comte de Raymond à Bertin, Rufec, 30 juin 1771. CM 335, fol. 146.

(57) Réponse de Bertin, 27 juillet 1771, Minute rédigée par Moreau. *Ibid.*

nistre se trouvait en partie justifiée par le fait que nombre de bénédictins furent, à cette époque, chargés d'écrire l'histoire d'une province ou d'une ville, ou eurent pour tâche, par exemple, de mettre en ordre le chartrier de communautés ou d'abbayes. Dans ce cas, leurs frais ordinaires étaient assurés par la maison mère.

Il en fut tout autrement des particuliers, comme les abbés ou les curés qui ne pouvaient pas compter sur cette manne. Seul l'examen de quelques cas individuels permet d'illustrer la condition difficile de l'historien « moyen », au XVIII^e siècle. Il s'agit là, bien entendu, toujours de provinciaux qui, épris de recherche historique, s'y adonnaient sans avoir trouvé en même temps une situation aisée, ni même leur gagne-pain.

L'abbé Philippe-Louis Joly (1712-1782), chanoine de la Chapelle-aux-Riches, à Dijon, s'était distingué dans les lettres par des *Remarques critiques sur le Dictionnaire de Bayle* (Paris, 1748). Il caressait l'idée de publier une nouvelle édition du *Cérémonial* de Dupuy. Ses bons rapports avec le chancelier d'Aguesseau lui avaient valu une pension de 1.200 livres, dont on retenait, depuis huit ou neuf ans, le tiers (58). Désormais incapable de se payer le luxe de résider à Paris, il passa le reste de ses jours dans sa ville natale, vivant misérablement, en proie à toutes les infortunes. Le fait d'avoir, pendant vingt-deux ans accompli la fonction de censeur royal, ne l'aida pas à obtenir une pension qu'il était toujours en train de solliciter (59). Bertin fit de son mieux pour l'aider. Le ministre ne tarda pas à s'adresser à l'évêque d'Orléans, chargé de la feuille des bénéfices, pour lui obtenir « une misérable pension de 600 livres sur un bénéfice » (60). De toute façon, à en juger par la correspondance entre l'abbé et le Dépôt des chartes, Monseigneur de Jarente refusa la demande ministérielle.

(58) Voir abbé Joly à Moreau, Dijon, 28 avril 1768. CM 323, fol. 132. Sur l'abbé Joly (1713-1792), voir Pierre RETAT, *Le Dictionnaire de Bayle et la lutte philosophique au XVIII^e siècle*, Paris 1971, p. 148-150.

(59) Voir du même au même, Dijon, 29 déc. 1770. CM 323, fol. 172.

(60) Bertin à l'évêque d'Orléans, 13 nov. 1768, Minute. CHARMES, t. I, p. 111-113, N^o 34. Une version identique, de la main de Moreau, au fol. 27, prouve que cette lettre est due à l'inspiration du futur historiographe.

De ce fait, la collaboration de l'abbé, à peine commencée, ne devint jamais très active.

Dans la même province, on signala au ministre un autre religieux et savant. Sollicité, le père Joseph Dunand, capucin, gardien des archives d'Auxonne, exprima le désir de se conformer aux vues du ministre, mais il se vit dans l'obligation de poser ses conditions. Il ne demanda rien d'autre qu'une pension qui le mît en état de se payer une chambre à feu pour l'hiver, d'acheter des livres et de couvrir les frais inséparables de certaines courses. Enfin, il désira pouvoir fixer sa demeure, comme externe (61), dans la capitale de la province, à Besançon. Son offre de collaborer fut certainement sincère comme l'attestent les termes de sa première lettre à Moreau. « Quelle obligation ne vous aurai-je point, si vous voulez bien favoriser l'inclination que j'eus toujours de mourir dans des archives et d'être enseveli de parchemins ? » (62) Son existence resta toujours précaire. Le Dépôt ne put pas le gagner comme collaborateur. En revanche, le secrétaire de l'Académie de Besançon, le conseiller Droz, parvint à stimuler son zèle pour l'histoire de la province en l'accueillant comme associé de l'Académie.

Les religieux, et en premier lieu les mauristes, fournissaient toujours le plus gros contingent de collaborateurs du Dépôt des chartes. Une autre source, pourtant, ne devait jamais tarir. Les milieux de la robe, de par leur connaissance des coutumes locales, portaient, en général, sous l'Ancien Régime, un intérêt bienveillant aux recherches d'archives. Parmi les robins, il y avait bon nombre d'« antiquaires » qui tâchèrent d'entrer en contact avec le Dépôt des chartes. Leur but ne fut pas toujours désintéressé. Tel archiviste ou feudiste sollicita, en vain, un emploi (63). Tel

(61) Le père Dunand à Bertin, Auxonne, 23 janv. 1775. CM 330, fol. 155. Publié dans notre étude « Un capucin éclairé, le père Joseph Dunand », in *Pour une Histoire Qualitative. Etudes offertes à Sven Stelling-Michaud*, Genève 1975, p. 147-159, ici p. 156-158.

(62) Dunand à Moreau, Dijon, 7 juin 1768. CM 330, fol. 163. *Ibid.*, p. 152.

(63) Le sieur Batteney cherche, en 1781, emploi aux archives de Lyon (CM 296, fol. 194). Il aimerait être engagé à « arranger les dites archives moyennant la somme de 30.000¹¹ », (Lyon, 18 août 1781). (CM 296, fol. 108-109).

En 1785, le féodiste Ardiller envoie un « Mémoire sur la restaura-

jeune avocat, issu d'une ancienne famille de robe, désira être associé au Dépôt (64) pour rehausser sa réputation et parer aux difficultés financières dans lesquelles il se trouvait. La dernière missive de cet avocat montre un homme aux abois qui sollicite un sauf-conduit (65).

La situation de l'avocat David Houard de Dieppe (1725-1802) fut également précaire. Il est connu comme traducteur d'un ouvrage de Littleton, *Anciennes lois des Français conservées dans les coutumes angloises* (Rouen, 1766, 2 vol. 4°), traduction à laquelle il ajouta des *Observations historiques et critiques*. Une longue suite de lettres adressées à Moreau, nous montre son incapacité de trouver l'argent pour publier une nouvelle collection des lois anglo-normandes. La seule faveur qu'il obtint, grâce au ministre Bertin, fut l'exemption que la Faculté de Droit de la Sorbonne accorda à son fils (66). Au début de la même année 1770, il avait déjà ouvert son cœur à Moreau avec une franchise touchante. « [...] J'ai dix enfants restez de seize ; ma profession d'avocat est leur unique ressource ; je serais forcé durant l'impression, si elle se fait à Paris, de dépenser beaucoup en voyages. [...] ainsi [...] je suis bien décidé à continuer [...] à me réserver les fêtes et les dimanches pour l'anglo-normandisme, [...] les vacances de pâques, de pentecôte, de Noël, de la moisson » (67).

Après l'anéantissement du Parlement de Rouen, Houard écrivit encore à Moreau. « [...] je crois qu'on y plaidera [dans son baillage], ainsi mon état sera le même qu'il a toujours été, c'est-à-dire très pénible et peu lucratif » (68). Bref, sa collaboration ne fut pas des plus actives. Il semble qu'il se soit conformé à une maxime qu'il avait formulée lui-même un jour : « Il n'est pas démontré que les litté-

tion des dépôts publics ». CM 309, fol. 68-71 V°. Un an plus tard, Babeuf fait parvenir au Dépôt le prospectus imprimé *L'Archiviste-Feodiste*, Noyon 1786, 4 p. 4° (*Ibid.*, fol. 80).

(64) Marie de Saint-Georges à Moreau, Bordeaux, 4 oct. 1782. CM 322, fol. 238.

(65) Le même au même, Bordeaux, 24 déc. 1783. CM 322, fol. 289.

(66) Voir la lettre de Houard à Bertin, Dieppe, 8 sept. 1770. CM 342, fol. 29. Houard est correspondant de l'Académie des Inscriptions et Belles Lettres.

(67) Houard à Moreau, Dieppe, 24 janv. 1770. CM 342, fol. 8 V°-9 V°.

(68) Du même au même, Dieppe, 17 oct. 1771. CM 342, fol. 65 V°.

rateurs soutenus seulement par une affection purement idéale doivent être laborieux » (69).

A plusieurs points de vue, le cas de cet avocat normand a une valeur exemplaire. Nous rencontrons la même teneur dans beaucoup de missives adressées à Moreau par des laïques comme par des ecclésiastiques. Souvent une conjonction de circonstances accablantes réapparaît dans ces lettres. Parmi les laïques, ne sont pas rares ceux qui sollicitent une faveur parce qu'ils ont à leur charge une famille nombreuse qui se trouve condamnée à une existence proche de la misère.

Chez les bénédictins surgirent de nombreux et de non moins graves problèmes. Pendant les trois premières années de leur collaboration, les effectifs furent extrêmement réduits. Mais, parmi eux, Bertin trouva quelques sujets extrêmement zélés. Dom Gérout, de l'abbaye de Saint-Benoît-sur-Loire près d'Orléans, bien que sexagénaire, s'occupa de l'Orléanais. Dom Joseph Col, au prieuré de Saint-Pierre-de-Mortagne, fit des voyages en Poitou. Mais l'apport fourni par dom Nicolas Grenier, historiographe de Picardie, et par dom Le Noir, historiographe de Normandie, fut le plus considérable. Ce dernier, d'ailleurs, ne cacha pas sa mauvaise humeur en face d'un travail ingrat et imposé. Sans ambages il menaça, dès le début, d'abandonner l'entreprise. C'est à contrecœur qu'il s'occupe, dit-il, de

« déchiffrer et copier d'anciennes écritures qui sont rien moins qu'amuses et qui très souvent me sont absolument inutiles. Et j'espère qu'à votre recommandation le Ministre voudra bien jeter les yeux sur quelqu'autre, et m'exempter d'un travail pour lequel je n'ai pas de talents, et qui n'a pour moi rien que de disgracieux et de pénible » (70).

Une telle répugnance, bien qu'elle ne se fût pas traduite par un refus pur et simple, n'était pas rare comme en témoigne la lettre d'un autre bénédictin qui commente ainsi le travail qu'il fait ; « mais combien de dégoût n'éprouve-

(69) Du même au même, Dieppe, 22 sept. 1772. CM 342, fol. 70.

(70) Dom Le Noir à Moreau, Rouen, 23 avril 1765. CM 342, fol.

t-on pas quand il faut ramasser par parcelles de précieux débris ensevelis dans des tas de poussière où règne le désordre et la confusion » (71).

En définitive, ce fut moins la nature d'un travail fastidieux de dépouillement qui posa les plus grands problèmes à la direction du Dépôt des chartes, que la conscience et l'esprit avec lesquels les religieux envisageaient leur collaboration. Finalement, le ministre ne s'était pas gêné pour faire appel à des religieux peu coûteux, sachant que les mauristes jouissaient d'une bonne réputation de savants désintéressés. Mais l'ancien équilibre entre piété et érudition, qui caractérisait les Mabillon et les Montfaucon à l'apogée de la congrégation de Saint-Maur, se trouva sérieusement menacé à partir de la seconde moitié du XVIII^e siècle. La diffusion des « lumières », d'un côté, et la déchristianisation progressive de la société française, de l'autre, ont certes largement contribué, auprès de nombre de religieux, à faire pencher la balance en faveur des valeurs individuelles, telle que l'indépendance ou l'honneur. La discipline ecclésiastique devait en pâtir. Les témoignages attestant la survivance de l'ancien équilibre entre les devoirs religieux et l'érudition furent plutôt l'exception. Un des plus actifs collaborateurs du Dépôt, dom Queinsert, confirma ainsi son vœu :

« [...] en postulant cet employ, je ne prétens pas à me soustraire à la subordination qui m'est familière depuis 35 ans que je suis dans la Congrégation; mes devoirs religieux l'emporteront toujours sur toutes autres considérations ; mes sentiments la dessus ne doivent pas être suspectés » (73).

En ce qui concerne l'indiscipline de quelques bénédictins, le ministre Bertin et ses successeurs ne varièrent jamais dans leur attitude. Leur politique fut claire et sans ambiguïté. Bertin n'hésitait pas à refuser sa protection lorsqu'il s'agissait d'alléger les devoirs d'un bénédictin :

(71) Dom Charles Muley au même, Soissons, 22 juin 1772. CM 348, fol. 32 V^o.

(73) Dom Queinsert à Moreau, Nogent sur Coucy, 10 nov. 1767. CM 333, fol. 7.

« [...] quant aux exemptions des offices et d'autres exercices religieux, trouvez bon que je ne m'emploie jamais pour les solliciter », écrivit-il un jour. « Tout ce qui regarde la discipline de la congrégation m'est et me doit être étranger » (74).

Dom Fonteneau, un zélé collaborateur du Dépôt, venait d'être transféré, contre son gré, de Poitiers à Saint-Jean-d'Angély. Chargé d'écrire l'histoire du Poitou et privé de ses précieuses collections restées à Poitiers, il demanda l'intervention du ministre. Tout en lui annonçant qu'il pourrait continuer sa collaboration, Moreau lui exposa la doctrine officielle :

« Le ministre ne veut, ny ne peut être juge entre vous et vos supérieurs. Tout ce qui concerne l'exercice de l'autorité qui appartient à ceux cy luy est étranger, et son plan a toujours été de se concerter avec le P. Général pour tenir de luy les sujets qui doivent et peuvent concourir à nos travaux littéraires ; C'est par ce sage concert que l'on maintiendra également dans la congrégation et la subordination religieuse et le zèle pour les sciences » (75).

Il est intéressant de rapprocher cette lettre du rapport que Bertin fit au roi, le 27 décembre 1768. Le Supérieur général s'était opposé au transfert de dom Fonteneau, mais le nouveau supérieur de Poitiers l'emporta. « Les supérieurs majeurs, rapporta le ministre, sont dominés par la petite aristocratie qui s'y est formée » (76).

Le ministre s'exprima encore plus crûment dans une demande adressée au Père Général de la Congrégation de Saint-Maur en vue de lui fournir un « état des bons religieux » : « [...] j'ai toujours supposé qu'avant tout, il étoit indispensable que nos savans fussent de bons religieux [...], ne craignez point que je vous les gâte ou par des titres qui leur feroient oublier leur dépendance ou par des bienfaits

(74) Bertin à dom Bossel [1766 ?]. Minute. CM 295, fol. 94.

(75) Moreau à dom Fonteneau, 10 mars 1772, Minute. CM 295, fol. 243.

(76) Etat de ce qui s'est passé de relatif au progrès du dépôt des chartes. Depuis le 20 juillet 1767 jusqu'au 1^{er} janvier 1768. Arch. nat., AB^vA¹C, pièce 17.

qui feroient perdre de vue la pauvreté religieuse » (77).

En 1765, la Congrégation de Saint-Maur fut secouée par des dissensions internes, lorsque vingt-huit bénédictins de Saint-Germain-des-Prés demandèrent à être dispensés de la règle. Dom Delrue, ancien Général de la congrégation, présenta à cette occasion une requête au roi, qui fut publiée la même année (78). Deux bénédictins de Saint-Jean-d'Angély tâchèrent également de se libérer de la dépendance due aux supérieurs. Dom Martin et dom Duez, chargés d'écrire l'histoire de la Saintonge, essayèrent en vain d'établir une correspondance directe avec le ministre. Leur supérieur les avait mis au courant de la décision du définitoire : « Après avoir rendu justice à vos talents, le Définitoire a dit presque unanimement que vous n'étiez pas gens de travail, et que vous ne sollicités ce poste que pour avoir le plaisir de vous en donner » (79). Les deux religieux en question informèrent le ministre qu'ils avaient obtenu le soutien de l'Académie de La Rochelle. L'inquiétude suscitée à cette occasion dans les autres monastères bénédictins a certes été grande. La question que posa alors dom Gérout ne fut nullement rhétorique : « Les troubles dont notre Congrégation est agitée, ne ralentiront-ils point le zèle de nos confrères à vous servir ? » (80)

Au cours des vingt années à venir, cet esprit d'insubordination a dû miner la congrégation de Saint-Maur. Il eut pour résultat une suite de procès et un épuisement des ressources financières et des forces morales et intellectuelles. La requête du père Général au ministre, tendant à tran-

(77) Lettre du 15 juin 1777, Minute rédigée par Moreau. CM 301, fol. 15.

(78) Voir dom ANGER, « Les mitigations demandées par les moines de Saint-Germain-des-Prés », in *Revue Mabillon*, 1908, p. 196-210 et Léon DERRIES « Un grand sauveteur de documents historiques, l'ancien bénédictin dom Germain Poirier », in *Revue Mabillon*, 20, 1930, p. 54-67, 251-281; ici p. 254-60. — Selon dom Philibert SCHMITZ (*Histoire de l'ordre de Saint-Benoît*, 7 vol. Maredsous 1942-1956, t. IV, p. 51 sv.) « la requête de 1765 était un acte aussi sage que courageux. Il s'agissait [...] de substituer à l'observance originelle, que la majorité ne suivait plus, un régime qui pouvait être gardé par tous ».

(79) Passage cité dans une lettre écrite à Bertin par dom Martin et dom Huez, Saint-Jean-d'Angély, 17 nov. 1766. CM 322, fol. 134.

(80) Dom Gérout à Moreau, 28 nov. 1766. CM 349, fol. 107.

cher les différends par un « jugement » définitif est une preuve de la perte d'autorité que l'institution avait subie à la fin de l'Ancien Régime :

« [...] mais je ne vous dissimuleray pas qu'une des suites funestes des dissensions qui nous agitent depuis si longtemps a été de jeter le désordre dans l'administration temporelle, que plusieurs maisons sont encore en proie à l'anarchie et à l'indépendance : d'un autre côté les frais de procureurs, d'avocats, de mémoires, etc. ont totalement épuisé nos finances. Il n'y a que le retour de la paix et de la subordination qui puisse rétablir l'ordre tant dans le spirituel que dans le temporel, et me mettre à portée de favoriser efficacement les entreprises et les recherches littéraires, et de les étendre à de nouveaux objets.

Il dépend de Mr. le Garde des Sceaux d'accélérer cette heureuse Révolution par un Jugement définitif également désiré par toutes les parties » (81).

Deux ans avant la « grande Révolution », un bénédictin perspicace et critique comparait la congrégation dont il faisait partie à un corps malade atteint d'une léthargie profonde :

« Ce grand corps dont vous avez fait l'éloge avec tant d'éloquence, cette congrégation qui a acquis tant de titres à la reconnaissance des bons citoyens, et à la protection du gouvernement, ce corps autrefois si vigoureux et si robuste, n'est plus aujourd'hui qu'un malade presque désespéré qui passe alternativement du transport de la furie à l'engourdissement d'une létargie profonde. C'est dans ce dernier état que nous nous trouvons aujourd'hui et ce sera probablement pour nous le sommeil de la mort si quelque main puissante et habile n'excite une crise salutaire en demandant au Seigneur ce miracle j'aime à croire que vous daignerez y contribuer de tout votre crédit, et que lorsque le moment favorable sera arrivé vous me permettiez de vous communiquer de nouveau mes vues et de solliciter vos secours » (82).

(81) Dom Chevreux au Garde des sceaux, 12 mai 1784. CM 322, fol. 160 R^oV^o. Léon DERIES, p. 53.

(82) Dom Carrière à Moreau, Bordeaux, 24 juillet 1787. CM 336, fol. 27 R^oV^o.

Il est certain que la congrégation de Saint-Maur était alors en perte de vitesse et que ce furent avant tout la congrégation de Saint-Vanne et de Saint-Hydulphe qui fournirent de nouveaux et jeunes collaborateurs au Dépôt des chartes (83).

En mai 1766, celui-ci ne comptait que six « bons travailleurs » en tout. Les possibilités financières modestes ne permettaient pas de solliciter d'autres bénédictins. C'est pourquoi Bertin arrêta une politique qu'il expliqua en ces termes au roi :

« L'essentiel pour notre dépôt, n'est pas de faire travailler beaucoup actuellement la congrégation de Saint-Maur, mais de se ménager toujours un certain nombre de ses membres qui nous seront beaucoup plus utiles, lorsque le catalogue des chartes connues sera imprimé » (84).

Pour susciter l'émulation parmi les Mauristes, le ministre imagina un expédient peu commun. Il se proposa de présenter au roi dom Prosper Tassin, qui venait d'achever le dernier volume du *Nouveau traité de diplomatique* (6 vol. Paris 1750-1765) (85). Le ministre informa Sa Majesté de son intention par un mémoire qui fut indéniablement inspiré par Moreau et qui porte la marque de son style.

« Dom Prosper Tassin vient de donner le sixième et dernier volume de sa *Diplomatique*, ouvrage qui l'occupe depuis 30 ans, et qui est de la plus grande utilité pour tous ceux qui se livrent à l'étude de l'histoire et du droit public.

Ce vieillard septuagénaire est un des plus savants religieux de la Congrégation de Saint-Maur, il a employé toute sa

(83) Jean GODEFROY, *Bibliothèque des Bénédictins de la Congrégation de Saint-Vanne et de Saint-Hydulphe*, Ligugé 1925 et Gilbert CHEREST, « Supplément à la Bibliothèque des Bénédictins de la Congrégation de Saint-Vanne et de Saint-Hydulphe », extrait de *Revue Mabillon*, 192-200, avril 1958 - janv. 1960.

(84) « Etat ... depuis le 20 juillet jusqu'au 1^{er} janvier 1768 ». Arch. nat. AB⁷A¹C, pièce 22.

(85) Richard ROSENMUND (*Die Fortschritte der Diplomatie seit Mabillon vornehmlich in Deutschland-Oesterreich*, München-Leipzig 1897, p. 23-28) a fait une critique pertinente du *Nouveau traité de diplomatique* de Prosper Tassin.

vie à l'étude et n'a eu d'autre récompense que l'honneur de servir la Religion et les Lettres.

Pour exciter le zèle et l'émulation qu'il est important d'entretenir dans la Congrégation, on propose à Sa Majesté de permettre que ce Religieux lui soit présenté, et lui offre un exemplaire de son livre. M. Colbert présenta ainsi autrefois au feu Roy le Bénédictin Dom Mabillon, et lui dit : Sire, voilà un Religieux aussi savant que modeste.

Dom Tassin mérite d'autant plus cet honneur qu'il ignore qu'on le demande pour lui. Si donc Sa Majesté daigne le lui accorder il sera bon que le Ministre ait la bonté de lui faire part de cette faveur par une lettre qui lui donnera quelques louanges. Cette attention non attendue et publiée ensuite, procurera un encouragement merveilleux, et prouvera aux Savans que si l'Etat des finances de Sa Majesté ne lui permet pas de leur prodiguer les récompenses pécuniaires, il en est de plus flatteuses que celles-là. qu'elle saura toujours départir avec discernement » (86).

Ce mémoire ne tarda pas à convaincre Louis XV qui acquiesça à la demande du ministre. Pourtant, la présentation n'eut pas le résultat escompté. Même l'annonce de cet événement dans la *Gazette de France* se révéla être un moyen insuffisant pour faire naître des vocations. A défaut de fonds particuliers appartenant au Dépôt des chartes, le ministre eut recours non plus à d'autres honneurs, mais à une source plus tangible, celle des bénéfices. La demande qu'il adressa, sans doute à l'instigation de Moreau, à l'évêque d'Orléans, chargé de la feuille des bénéfices, est absolument claire quant au but visé.

« J'emploie pour ce travail sept ou huit vieux Bénédictins, bons travailleurs, habiles déchiffreurs et infatigables dans leurs recherches ; j'emploie également des ecclésiastiques, gens de lettres, qui nous servent à peu de frais et dont il est important que j'entretienne l'ardeur. Vous auriez pour cela un excellent moyen, et vous ne pouvez me le refuser ».

(86) Mémoire de Bertin au roi [avant mai 1769]. Arch. nat. AB¹1^c, pièce 7.

[Suit la requête en faveur de l'abbé Joly.]

« Autre exemple : Dom Prosper Tassin est un vieux Bénédictin de quatre-vingts ans, qui a pensé mourir il y a deux ans. Cet homme a fait un magnifique traité de diplomatique en plusieurs volumes in-4° et a travaillé toute sa vie à recueillir les monumens de notre histoire. Je lui ai fait présenter son ouvrage au Roy, mais cet honneur ne pique point l'émulation des autres, comme le feroit une petite pension de 300 ou 400¹¹ sur une abbaye bénédictine. Vous ne la payeriés pas un an ; mais cet événement me feroit trouver dix ou douze honêtes gens qui se jetteroient dans la poussière des titres pour mon service » (87).

La réponse de l'évêque n'a pas été conservée, mais on peut supposer qu'elle ne dut guère être favorable.

La parcimonie avec laquelle Moreau distribua les modestes ressources qui étaient à sa disposition ne cessa de susciter des plaintes de la part des principales victimes de cette politique. Les religieux alléguaient, en général, la hausse des prix, la cherté des denrées, les mauvaises récoltes, le coût élevé du papier et des copistes. L'influence du siècle était particulièrement sensible dans la ville commerçante de Bordeaux. Le bénédictin chargé de prospecter les chartriers bordelais ne manqua pas de signaler, à plusieurs reprises, qu'un homme de lettres avait son prix et que la considération y était avant tout en rapport avec la fortune. Dom Carrière, historiographe de Guyenne, présenta en ces termes le dilemme à Moreau : « La culture des lettres procure à peine une mince considération et le commerce mène à grands pas à la fortune. Cette différence si peu propre à faire naître ou à soutenir l'amour de l'étude a affaibli sensiblement le goût des arts » (88). Et, une semaine plus tard, il revint sur son désir de se procurer des moyens suffisants pour son entretien :

« Je ne songeais pas à mettre le gouvernement à contribution. Je réclamaï seulement sa protection [...] »

(87) Voir plus haut, p. 104, note 60.

(88) Lettre du 22 déc. 1782. CM 322, fol. 180 R°V°.

Je sais, Monsieur, que depuis longtemps les ministres de Sa Majesté font aux gens de lettres l'honneur de les croire supérieurs à l'intérêt. Persuadés que c'est la gloire qui alimente les arts ils laissent aux artistes l'ambroisie qui est la nourriture des Dieux, n'imaginant pas que le Génie en exige d'autre. Autrefois, on ne pensait pas de même et les choses n'en allaient pas plus mal. Mais chaque siècle a ses usages; et dans chaque siècle l'Etat a ses besoins. Ce n'est pas, sans doute dans des Moments de Crise, qu'il faut solliciter la générosité d'un gouvernement qui doit toutes ses ressources et tous ses efforts à des entreprises plus importantes qui intéressent sa gloire et la sûreté des nations qui ont mis en lui leur appui » (89).

Le langage métaphorique dissimule mal l'urgence d'un problème personnel et la référence aux préoccupations purement séculières de l'Etat.

Mais, une fois surmontés les problèmes matériels, les collaborateurs du Dépôt devaient se heurter, dans leur travail quotidien, à de nombreux obstacles. En premier lieu, ils étaient dans la nécessité de créer un climat de confiance auprès des propriétaires d'archives. Ce fut un capital inestimable que le ministre sut apprécier et mettre à profit lorsqu'il choisit les savants « littérateurs » de la congrégation de Saint-Maur. La bonne réputation dont jouissaient les mauristes leur facilita l'accès de maint chartrier. C'est pourquoi le ministre les munissait généreusement de lettres de recommandation et cela, en l'occurrence, pour renforcer leur crédit. Quant aux bénédictins, à l'instar des collaborateurs profanes, ils essayèrent, sans exception, un refus quand ils osèrent demander un titre quelconque qui leur donnât le moindre droit d'accéder aux archives particulières d'une région. Dans ce cas, une mise au point sévère ne se faisait jamais attendre :

« Lorsque le ministre pour seconder et faciliter les recherches de nos correspondants, écrit aux Seigneurs, aux Evêques, aux chapitres, aux monastères pour leur demander accès dans leurs dépôts, il invite, mais n'ordonne pas. Les ordres du Roy, en pareil cas, seraient regardés com-

(89) Dom Carrière à Moreau, dernier jour de l'an [1782]. CM 322, fol. 180.

me vexatiques [sic] parce qu'il n'est [que] le protecteur des propriétés » (90).

Dom Queinsert, s'étant arrogé le titre d'« archiviste du roi » qui ne lui avait jamais été conféré, s'attira une verte réprimande. Moreau lui indiqua le chemin à suivre :

« [...] n'employez ni les ordres, ni l'autorité du Roy, gagnez l'amitié de ceux avec qui vous aurez à traiter, obtenez tout ce que vous pourrez mais lorsque le ministre ne parle qu'en vous recommandant, gardez vous de prendre un air d'exaction qui gênerois [sic] tout » (91).

Les missives ministérielles répétaient souvent les mêmes conseils assortis, comme nous l'avons trouvé une fois, de l'exhortation à faire le moins possible allusion à un ordre du ministre ou à une correspondance avec ce dernier :

« Mais vous vous trompez si vous croyiez que pour votre travail vous ayiez besoin d'aucune permission du Roy encore moins vous donnera-t-on des ordres. Tout doit être l'effet de la confiance que vous inspirez et pour y parvenir il ne faut même parler que le moins que vous pourrez et de la protection du Ministre et de la correspondance que vous pourrez entretenir avec lui. Il n'est icy question que d'un travail littéraire et il faut bien se donner de garde de laisser croire que l'on peut se proposer un autre objet » (92).

Les simples lettres de recommandation, Bertin et ses successeurs n'ont jamais refusé de les accorder aux bons travailleurs. En 1788, un des meilleurs parmi eux, dom Grenier, demanda une « lettre patétique » pour le chapitre de l'Eglise cathédrale d'Amiens (93). De façon générale, on peut dire que dès qu'un particulier avait accepté de collaborer au Dépôt, l'intendant dans le ressort duquel il s'était

(90) Moreau à dom Colloz, 3 sept. 1787. Minute. CM 350, fol. 124 V°.

(91) Moreau à dom Queinsert [avr. 1770 ?]. Minute. CM 295, fol. 282.

(92) Bertin à Dom Verdier de la Tour [juillet 1778]. Minute de Moreau. CM 347, fol. 23.

(93) Dom Grenier à Moreau, Amiens, 28 juillet 1788. CM 319, fol. 113.

engagé dans des recherches, recevait une lettre de recommandation.

A l'instar des bénédictins, des historiens laïques ne manquèrent pas d'assaillir le Dépôt des chartes de demandes en vue de l'attribution d'un titre, sinon d'une charge. Ce fut surtout pendant la dernière décennie de l'existence du Dépôt que les requêtes se multiplièrent. En 1783, un sieur Laureau, probablement avocat, sollicita une « permission de chercher dans toutes les archives des villes et chartriers des abbayes » (94). Un féodiste, du nom de Doyen, de Chartres, désira la « commission d'archiviste du Roi », en précisant qu'il ne demandait point d'« appointements » (95). La réponse officielle à ce genre de demande fut toujours une fin de non recevoir.

La méfiance que manifestèrent les propriétaires de chartriers à l'égard des « défricheurs » de documents avait deux causes qu'il s'agit de bien distinguer. D'une part, les chartes et diplômes gardaient, à cette époque encore, un caractère juridique en dépit de leur vétusté. Cette qualité leur conféra, au moins théoriquement, la force de ressusciter des droits ou privilèges « oubliés » par le propriétaire. Devant un tribunal le propriétaire pouvait même faire valoir un droit en présentant une copie collationnée et authentifiée. Enfin, ce caractère juridique d'un titre avait, d'autre part, un envers : son côté historique, puisqu'il s'agissait précisément de documents susceptibles de témoigner en faveur d'un aspect particulier d'une coutume, partant du droit public. Une pareille charte, tombée aux mains des officiers du domaine du roi, pouvait se transformer en une arme redoutable permettant soit de réclamer les parties « aliénées » du domaine royal, soit de justifier de nouvelles exactions ou impositions. Vu cet état des choses, la crainte de tout propriétaire d'un chartrier n'était rien moins que légitime et naturelle.

Du fait de cette menace potentielle contre la propriété privée, une doctrine « sécurisante » s'imposait au 'ministre de l'érudition', s'il voulait espérer faire prospérer les recherches historiques. Cependant, la marge de manœuvre était

(94) Laureau au Garde des sceaux [1783 ?]. CM 297, fol. 8.

(95) Doyen à Bertin, Chartres, 9 juil. 1773. CM 343, fol. 8 V°.

étroite. Le ministre pouvait donner le sceau de l'autorité royale à une entreprise historique afin d'empêcher d'éventuels abus commis par des collaborateurs. En même temps, le ministre devait éviter de donner la fâcheuse impression qu'on forçait la main aux particuliers. Ceux-ci devaient être convaincus de la bonne cause que représentait une recherche scientifique absolument désintéressée. La mission décisive de persuader les propriétaires de chartriers incombait aux correspondants de Moreau. Aussi la tâche du garde du Dépôt était-elle, de ce fait, nécessairement limitée. Les lettres de recommandation mises à part, la direction ne pouvait que leur fournir des armes « spirituelles », c'est-à-dire les faire raisonner de façon à gagner les particuliers à leur cause.

Dès les débuts du Dépôt, Moreau fut persuadé de la nécessité de rendre l'opinion publique favorable à la collecte des chartes. Bien entendu, il était exclu de créer un nouvel état d'esprit *ex nihilo* et de lutter contre des habitudes solidement ancrées. En revanche, renforcer un mouvement en voie de se cristalliser, lui donner une orientation particulière, était certainement à la portée d'un esprit clairvoyant. Il ne fallait pas être un génie pour développer cette conception. Mais pour la réaliser, beaucoup de bon sens et une bonne dose d'entêtement étaient requis.

L'appel au « public » en vue de rassembler un certain genre de documents historiques et juridiques était un procédé habituel dans la France du XVIII^e siècle. Le chancelier Pontchartrain, sous le règne de Louis XIV, avait déjà fait, dans ce but, depuis 1700, une vaste enquête en vue de constituer une collection des ordonnances des rois de la troisième race (96). Son successeur, d'Aguesseau, à l'époque où

(96) Pontchartrain à Théodore Godefroy, Versailles 8 avril 1704. C'est en vue de la publication de la *Table chronologique* que le chancelier demande au garde des anciens comptes de Lille de vérifier la table des ordonnances connues. Archives du Nord, Lille, B 16252. Le 21 mai 1704 le chancelier envoie une lettre de la même teneur au premier président de la Cour des comptes d'Aix. B.D.R., B* 506. Le 28 août 1706, Pontchartrain lui fait parvenir la table pour la faire examiner. Voir Victor L. TAPIE, « L'activité de la commission pour la publication des Ordonnances de France », in *Revue des travaux de l'Académie des Sciences morales et politiques*, 1965, premier semestre, p. 147-153, ici p. 147. Pierre MAROT, « Au service de l'érudi-

il était encore Procureur général, réalisera cette idée. D'éminents jurisconsultes comme Laurière et Secousse furent chargés de l'impression du recueil des *Ordonnances des Rois de France de la troisième race, par ordre chronologique*, parues en 1723. Fait significatif, le successeur de Secousse, Villevault, commença par lancer un nouvel appel, en 1757.

« Par le détail que l'on vient de faire, il est aisé de se convaincre qu'un particulier, quelque laborieux qu'il fût, ne pourroit jamais exécuter un plan aussi vaste ; qu'il faut le concours de l'autorité royale, et des secours abondans de tous ceux qui sont en état d'aider dans ce genre de travail. On a droit de s'attendre qu'aucun bon citoyen ne refusera ces secours. L'amour de la patrie et des lettres, doit engager à contribuer au succès d'un ouvrage utile à la Nation dans plus d'un genre, et dont la perfection dépend de recherches et de connoissances qu'il n'est pas possible au Rédacteur de se procurer s'il n'est pas secondé.

Ceux qui veulent bien donner quelques avis, ou communiquer quelques Pièces, sont priés de les envoyer à M. le Chancelier qui trouve bon qu'on les lui adresse, pour être rendues à celui qui est chargé de la continuation de ce Recueil » (97).

Il est caractéristique que le nouvel optimisme que le rédacteur des *Ordonnances* montre ici, coïncide avec l'apogée de l'Encyclopédisme. La phraséologie et surtout le fait d'adresser un appel au public dénotent un esprit nouveau, car le chancelier Pontchartrain s'était contenté de lettres d'invitation envoyées par le Chancelier aux Cours souveraines.

Cet optimisme ne fut pas déçu ; l'adjoint de Villevault, Bréquigny, qui devait éditer tous les volumes à paraître

tion : les grandes collections savantes et l'historiographie depuis Louis XIV », in *Art du livre et l'imprimerie nationale*, Paris 1973, p. 223-243, ici p. 226.

(97) De VILLEVAULT, *Table générale et chronologique des neufs volumes du recueil des Ordonnances ...*, Paris 1757, fol., p. VIII de l'avertissement. — Sur Louis-Guillaume de Villevault (1716-1786), président au Grand Conseil, voir François BLUCHE, « Les magistrats du Grand Conseil au XVIII^e siècle (1690-1791) », in *Annales littéraires de l'Université de Besançon*, vol. 82, Paris 1966, p. 146.

avant la Révolution, récolta les fruits de cette collaboration généreuse d'érudits locaux dans deux gros volumes de *Suppléments*. L'éditeur les fit précéder de préfaces d'une actualité brûlante, l'une sur l'origine des communes, l'autre sur la formation des bourgeoisies (98).

Cet intérêt renouvelé pour l'histoire nationale a sans doute contribué à asseoir le Dépôt des chartes sur des fondements solides, comme en témoigne l'écho favorable que le Dépôt trouva auprès des « défricheurs », aussi bien ecclésiastiques que laïques et auprès des propriétaires de chartriers, qui étaient, en général, des collectivités. Il convient donc d'analyser l'activité de Moreau et de ses correspondants, qui s'inscrivit sur cette toile de fond constituée par une nouvelle mentalité historique. Bien entendu, il s'agissait là d'une lente évolution qui se présentait sous des aspects différents selon les provinces, les couches sociales et les structures politiques. S'il n'est guère possible de tracer un tableau général, on peut tout de même en dégager quelques caractères généraux.

Les mauristes s'attirèrent des refus de plusieurs chapitres cathédraux. A ce propos, l'expérience limousine de dom Col, un religieux éclairé, en contact avec l'intendant Turgot, est intéressante, d'autant plus qu'il attribua les refus qu'il essuyait à une mentalité arriérée, ignorante, bref, dépourvue de Lumières.

« Il y a ici beaucoup de difficultés pour pénétrer dans les Archives. Sans me refuser nettement, je m'aperçois que les Ecclésiastiques limousins sont difficultueux et défiant. Ils me remettent d'un jour à l'autre et ne trouvent jamais un moment de loisir pour me faire voir leurs dépôts. Toutes ces difficultés occasionnent une perte considérable de tems et ne conduisent à rien. Je pense qu'il serait bon de prévenir là-dessus M. l'Evêque de Limoges qui est de l'Assemblée de Paris. Si l'on pouvoit obtenir une lettre exhortative [...]. »

Les Communautés Religieuses d'hommes sont moins difficiles ; et je remarque en général que les moins éclairés,

(98) BRÉQUIGNY, *Ordonnances...*, t. XI, Paris 1769, p. 1-53 « Recherches sur les Communes » et t. XII, Paris 1777, pp. 1-32 « Recherches sur les Bourgeoisies ».

ou si vous voulés les plus ignorants sont ceux qui marquent plus de répugnance à ouvrir leurs Archives.

Je vous fais, Monsieur, ces observations, parce que je pense qu'il sera plus facile de réussir par des procédés doux et honnêtes que par des injonctions, qui, outre l'inconvénient de compromettre l'autorité, portent toujours avec elles un caractère de dureté qui aliène et révolte les esprits.

D'ailleurs, vous le sentirés aussi bien que moy, il est toujours désagréable d'entrer chez un quelqu'un malgré luy, contre son consentement : ce sont des moiens dont je ne voudrois jamais faire usage » (99).

Il est frappant de voir la ressemblance entre les moyens proposés par le religieux et les conseils prodigués par Moreau. Un mois plus tard, dom Fonteneau y faisait écho. Tout en restant dans la même ligne, il présente cependant une touche moins « éclairée ». Dom Col préférerait, pour sa part, mettre l'accent sur l'intérêt de l'ouvrage et sur le travail de l'historiographe :

« Lorsque le Roi demande qu'on lui envoie les Titres puisés dans les sources des dépôts d'une Province, je me suis apperçu que cette demande faisoit ombrage. Il ne faut point du tout toucher cette corde vis-à-vis du public, si nous voulons réussir à pénétrer dans les archives. Nous trouverions infailliblement des obstacles en divers endroits. Il ne faut absolument parler que du projet de l'histoire des Provinces pour parvenir à donner une histoire générale exacte de tout le Royaume. Alors bien loin que le Public devienne rétif, il se prête au contraire de bonne grâce pour ce qu'on lui fait envisager être le bien public. C'est ce que j'ai éprouvé plusieurs fois » (100).

(99) Dom Col à Moreau, Limoges, 25 juin 1765. Louis GUIBERT, *Le Bénédictin dom Col en Limousin*, Tulle 1884, p. 29. — Sur la notion et la pratique des archives au xviii^e siècle, voir Amedée OUTREY, « La notion d'archives en France à la fin du xviii^e siècle », in *Revue d'histoire de droit français et étranger*, 4^e série, 31, 1953, 2, p. 277-286 et Etienne TAILLEMITE, « Les archives et les archivistes de la Marine des origines à 1870 », in *Bibliothèque de l'Ecole des chartes*, t. CXXVII, 1969, N^o 1, p. 27-86 et, pour le xvii^e siècle, Krzysztof POMIAN, « Les historiens et les archives dans la France du xvii^e siècle », in *Acta Poloniae Historica*, 26, 1972, p. 109-125.

(100) Dom Fonteneau à Moreau, Luçon, 25 août 1765. CM 345, fol. 94 V^o. Cf. J. de la MARSONNIÈRE, « Les amitiés et les épreuves de

Le doyen du chapitre de l'église cathédrale de Cambrai, l'abbé Mutte, comprenait les appréhensions du chapitre face à la demande ministérielle, jugée trop exigeante. « La demande que l'on fait des copies de tous les titres de nos archives déplaira à quelques-uns » (101).

Dom Queinsert, depuis trois mois en séjour à Arras, rendit, en ces termes, un compte éloquent de ses activités au ministre Bertin. « Je ne négligais [sic] rien en arrivant dans cette province pour captiver la confiance d'un peuple craintive [sic] et méffiant » (102).

Cette attitude de défiance tenait parfois au fait que le propriétaire d'un charrier avait un procès pendant. Dans ces circonstances, chaque étranger devait être regardé comme un intrus, surtout s'il faisait partie du corps adverse. Dans le cas particulier, le ministère réagit promptement et le correspondant du Dépôt reçut l'ordre de se retirer sur-le-champ, étant donné que les recherches du bénédictin « à la vérité ont dû dans cette circonstance donner de l'inquiétude aux parties intéressées » (103). Le curé de Montiéramey exposa au ministre sa crainte de voir dom Brincourt entreprendre également un dépouillement de la fabrique et communauté de Montiéramey (104), après avoir achevé celui de l'abbaye du même nom. La crainte d'un abus était motivée par un procès qui opposait la communauté à l'abbaye.

« J'ay l'honneur de vous faire observer, Monseigneur, que nous avons lieu de craindre que dom Brincourt n'abusât dans cette recherche de l'autorité que vous lui aviez donnée, Monseigneur, pour prendre des renseignements, sur nos titres, et pour s'en prévaloir dans le procès qui subsiste maintenant, entre eux [l'abbaye] et la communauté

dom Fonteneau », in *Mémoires de la Société des Antiquaires de l'Ouest*, Poitiers 1889-1890.

(101) Abbé Mutte à Bertin, Cambrai, 6 oct. 1769. CM 327, fol. 110.

(102) Lettre du 25 déc. 1768. CM 333, fol. 39.

(103) Moreau à dom Brincourt, 4 oct. 1786. Minute. CM 353, fol. 72 V°.

(104) Commune champenoise, qui fait partie de l'actuel département de l'Aube, arrondissement de Troyes.

de Montiéramey. Lequel est sur le point d'être jugé au Baillage de Troyes » (105).

Au nom du ministre, Moreau envoya à son correspondant un ordre formel de suspendre son travail :

« Je vous invite donc de sa part de cesser toutes poursuites relatives à ces recherches qui à la vérité ont dû dans cette circonstance, donner de l'inquiétude aux parties intéressées auxquelles il n'a entendu vous autoriser que de l'aveu et de l'agrément des parties intéressées » (106).

Parfois des jalousies de corps ecclésiastiques rendirent l'accès à certains chartriers difficile, sinon impossible. Mais, curieusement, il arriva aussi qu'un ecclésiastique proposât au ministre de tirer parti d'une pareille situation et de suppléer un mauriste.

« J'ai un avantage, écrivit l'abbé Berger, que dom Deschamps n'a point. Je ne tiens à rien. Chacun se fait un plaisir de m'ouvrir ses archives et il n'ose les communiquer à un religieux qui tient à plusieurs Communautés de la Province. L'intérêt et la crainte nous rendent attentifs » (107).

D'autre part, un chapitre mis en demeure d'ouvrir ses archives à un religieux, ne tarda pas à s'indigner d'une « permission générale ». Une note portant l'inspiration du doyen Mutte donnait à entendre que les mauristes n'étaient point les seuls hommes capables de déchiffrer les anciens titres et elle menaçait de frapper dom Queinsert d'interdiction.

« Dom Quinser religieux de Saint Maur qui prend la qualité d'archiviste du Roy pour les provinces Beligiques a notifié à Monsieur l'abbé de Marolles du diocèse de Cambray qu'il s'y rendroit pour son travail.

(105) Riquier au Garde des sceaux Lamoignon, Montiéramey, 24 sept. 1786. CM 326, fol. 105 V°.

(106) Moreau à dom Brincourt, 4 oct. 1786. Minute. CM 353, fol. 72 V°.

(107) Abbé Berger à Bertin, Paris, 23 mars 1771. CM 347, fol. 101.

Si ces ordres d'ouvrir des archives ont lieu, sans dire gare, cela va exciter un grand murmure dans les chapitres et abbayes et on abusera de ces permissions générales [...]. Il ne faut pas se mettre en tête qu'un religieux bénédictin soit le seul homme de lettre capable de la commission. La plupart des Chapitres et des monastères ont des secrétaires exercés dans la lecture des chartes. [...] Je demanderois qu'on suspendit et sur tout pour l'abbé de Marolles » (108).

Les cas furent relativement rares où l'on vit un propriétaire ecclésiastique refuser l'entrée de son chartrier à un bénédictin à cause d'un litige ou différend, ou en raison d'une prétention inadmissible de ce dernier. En règle générale, on est amené à constater le contraire d'une attitude de réticence. Le Clergé, à l'instar des Cours supérieures et des Etats, firent, en général, bon accueil aux bénédictins. Cela valait également pour les corps municipaux, si tant était que quelqu'un sollicitât l'entrée de leurs archives. Il n'en fut pas de même des particuliers. Ce furent souvent les chartriers les plus importants de la province qui, à cause de cette réticence, restèrent fermés aux « défricheurs ». Parmi les familles qui se déroberent ainsi à la recherche historique figuraient des noms illustres. La noblesse, paraît-il, faisait le plus état de ses titres et goûtait, par conséquent, le moins les « travaux littéraires » du Dépôt des chartes, du moins aussi longtemps qu'il s'agissait de faire un dépouillement de leurs chartes et diplômes (109).

(108) Note de janvier 1774. CM 327, fol. 153.

(109) A Luçon, « Monsieur Perrault, seigneur de Reaumur » refuse à dom Fonteneau d'entrer dans son chartrier. Dom Fonteneau à Moreau, 3 mai 1767. CM 345, fol. 119.

B) *PROBLEMES DES CORRESPONDANTS. LE ROLE
DES INTENDANTS ET DES ACADEMIES DE PRO-
VINCE. APPROBATION DE LOUIS XV. PUBLICA-
TIONS EN COURS DE ROUTE.*

Après cette analyse de la mentalité des chercheurs et « défricheurs », il convient de regarder comment le travail des bénédictins fut dirigé. Les correspondants du Dépôt des chartes reçurent d'abord des « instructions ». Elles leur assignaient comme première tâche de faire une « nomenclature générale » des dépôts qu'ils avaient déjà vus ou de ceux sur lesquels ils pouvaient se procurer des renseignements sans avoir à se déplacer. Assez souvent, les futurs correspondants alléguèrent que la demande d'une nomenclature générale pouvait susciter des craintes auprès des particuliers.

Un capucin franc-comtois, le père Dunand, tint à rassurer, d'un côté, les seigneurs terriens que la connaissance de leurs titres ne finirait pas par les gratifier de la visite incongrue des officiers du domaine. D'un autre côté, il remit en question l'utilité d'une telle « nomenclature » à cause des répétitions inévitables et parce que, pensait-il, les « travailleurs étrangers à la province » seraient mieux placés pour gagner la confiance des particuliers. A ce propos, le capucin émit une réflexion que nous ne trouvons que sous sa plume. Pour arriver dans des délais raisonnables à défricher les dépôts alors existants, le p. Dunand pensait mettre sur pied une équipe par province, dont les effectifs varieraient entre quatre et huit personnes. Mais le point crucial était que les dépenses seraient à charge de la province (1). Quant à sa propre collaboration au Dépôt, cet

(1) Cf. Père Dunand à Moreau, Dijon, 7 juin 1768. Voir notre étude « Un capucin éclairé... », p. 149-152.

antiquaire consommé mit une condition financière inacceptable à Moreau. Aussi dans sa réponse, le garde du Dépôt ne fit-il que répéter le but de l'entretien, obtenir la liste et la description sommaire des chartriers que le capucin connaissait. A quoi Moreau s'attira une verte réponse de ce dernier. Invoquant son incapacité de faire des déplacements, le père Dunand continua en ces termes son raisonnement :

« [...] aussi étoit-ce en conséquence que j'avois l'honneur de vous dire que je ne sentoís point l'utilité de cette immense nomenclature, que tous les intendans peuvent facilement vous donner dans l'espace de six mois » (2).

En effet, une proposition semblable se trouve formulée dans plusieurs lettres venant de différentes régions. Dom Gérou, chargé de l'Orléanais, et dom Col à Limoges suggérèrent une intervention de l'intendant. Dom Eyme à Tours n'hésita pas, à ce propos à recourir aux services de l'intendant. Voici un passage de son rapport à Moreau :

« Je l'ay prié [l'intendant] de vouloir bien interposer ses bons offices pour me procurer la connoissance des différens dépôts lontems dans son ressort. Ce parti m'a paru le plus court mais il renferme des inconvénients. Les sub-délégués, d'ordinaire peu au fait de cette partie, nous enverrons des listes fort courtes qui laisseront désirer les noms de quantité de chartriers » (3).

A lire la correspondance que ce religieux échangea avec le responsable du Dépôt, on comprend que le moyen proposé n'eut point de résultat.

Le ministre lui-même était pleinement convaincu de l'utilité de faire appel aux intendants. Mais, comme toute intervention du pouvoir central au niveau provincial risquait d'être une mesure à double tranchant, Bertin utilisa cette ressource avec ménagement. Les deux tentatives qu'il fit coïncident avec les années de formation du Dépôt des chartes. Dans une première circulaire, du 25 janvier 1765, il mit les intendants au courant de l'existence des « recher-

(2) Du même au même, Dijon, 30 juin 1768. Voir *Ibid.*, p. 154-155.

(3) Dom Eyme à Moreau, abbaye de Marmoutier, 28 [jan.] 1765. CM 349, fol. 4 R^oV^o.

ches littéraires » du Dépôt. Sans cacher la modicité des ressources dont il disposait, Bertin leur enjoignit de lui signaler les érudits et antiquaires locaux, susceptibles de collaborer au Dépôt. En même temps, les intendants furent invités à exhorter leurs subdélégués à faire parvenir au Dépôt des « découvertes utiles ». Enfin, le ministre convia les intendants à prêter assistance aux Bénédictins porteurs d'une lettre de recommandation et à exercer sur eux une sorte de contrôle. En dernier lieu, il demanda aux intendants d'engager les chapitres de chanoines, en dépit de leur défiance, « à mettre de l'ordre dans leurs chartriers, à en composer des inventaires exacts, et à en fournir au Roi des copies ». La dernière demande était accompagnée d'un raisonnement judicieux. « Car, après tout, Sa Majesté, comme protectrice des églises, a non seulement le droit, mais est de plus obligée de veiller à la conservation de leurs titres » (4).

Cette première circulaire, peu faite pour susciter des vocations, eut pour unique résultat positif de signaler aux intendants les éventuels correspondants du Dépôt. En revanche, la seconde circulaire eut des suites plus concrètes. Cette fois-ci, Bertin demanda directement un service à l'administration. Par son enquête, il espérait réunir des éléments pour dresser une carte générale de tous les chartriers, aussi bien publics que privés, du royaume. Les intendants furent invités à demander aux subdélégués une « nomenclature générale » des archives qui se trouvaient dans leur ressort. L'intendant de Bourgogne sut donner la suite désirée à cette enquête. Il imprima la lettre du ministre et l'envoya à ses officiers subalternes (5).

Malheureusement, le Dépôt des chartes ne disposa jamais de suffisamment de correspondants pour entreprendre le dépouillement systématique de tous les chartriers de l'ancienne France. Faute de mieux, le ministre eut au moins la satisfaction de pouvoir signaler aux bonnes volontés le champ à défricher.

(4) Circulaire aux Intendants des provinces, 25 janv. 1765. CM 295, fol. 8. Publiée par CHARMES, t. I, p. 90-93, N° 26.

(5) *Copie de la lettre écrite le 17 mars 1769 à M. Amelot, Intendant de Bourgogne par M. Bertin, Ministre et Secrétaire d'Etat*, s.l. 8°, 2 p. CHARMES, t. I, p. 113, N° 35, exemplaire imprimé conservé dans la Collection Bréquigny 157, fol. 247.

D'ailleurs, en certains endroits, l'intérêt accordé par les intendants aux activités des correspondants du Dépôt des chartes eut pour effet de faire avancer les entreprises commencées dans leur province ou, du moins, de leur donner, à l'échelle provinciale, un puissant appui institutionnel. En Languedoc, en Guyenne, et surtout dans la région frontière formée par les Flandres françaises, l'Artois et le Hainaut, on remarque l'intervention efficace et réitérée des représentants de la couronne en vue de consolider la base financière de mainte recherche historique. Nous étudierons cet aspect lorsque nous ferons le bilan des réalisations du Dépôt des chartes. Pour l'instant, c'est le côté institutionnel qui nous intéresse.

Ceux qui dirigeaient le Dépôt des chartes furent bien conscients du fait qu'il était peu convenable, voire dangereux, de se décharger sur les intendants pour s'assurer d'un « pilier local ». Les considérations du père Dunand qui aurait aimé rattacher les correspondants du Dépôt des chartes à une sorte de direction locale, sous les ordres de l'intendant, avaient l'inconvénient de ne pas tenir compte des données politiques de l'époque prérévolutionnaire. La lutte séculaire qui opposait pouvoir central et pouvoirs locaux, voire Etats, Couronne et Cours souveraines, eut naturellement des répercussions dans le domaine de l'érudition. D'ailleurs, comme le programme de recherches historiques mis sur pied par le Dépôt des chartes était lui-même le produit d'une situation politique particulière, il aurait été peu habile de confier la nouvelle arme scientifique que le gouvernement était en train de forger, aux intendants, eux-mêmes aux avants-postes du pouvoir central et souvent aux prises avec les pouvoirs locaux.

A cet égard, la demande de dom Le Noir reflète bien un état de fait. Pour trouver facilement accès aux différents chartriers situés dans la ville de Rouen, le bénédictin demanda une lettre de recommandation à l'intention de l'archevêque et une autre à l'adresse du Premier président du Parlement de Rouen. Son argumentation tranchait net car, dit-il, « vous savez que ce dernier [de la Michodière], en sa qualité d'intendant, n'est pas absolument propre à inspirer la confiance » (6).

(6) Dom Le Noir à Moreau [s.d.], CM 342, fol. 89 V^o.

C'était donc un acte de prudence de ne pas lier les recherches historiques du Dépôt des chartes à une institution locale de caractère politique. Il s'agissait de trouver une autre institution, dépourvue de cette tare. Les Académies de province offraient cet avantage. Dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, elles bénéficiaient d'un encouragement particulier de la part des intendants dont certains assistèrent même à la fondation de quelques-unes d'entre elles. En plus, durant cette époque, les Académies de province manifestaient une prédilection pour l'histoire locale. De nombreux prix historiques étaient destinés à stimuler l'intérêt des érudits locaux et à éclairer d'un jour nouveau des problèmes particuliers de l'histoire locale, soit de l'antiquité, soit du moyen-âge (7). On a même prétendu que ces centres intellectuels provinciaux eurent le mérite de faire progresser les études médiévales (8). Les innombrables prix historiques montraient au public que les Académies de province étaient conscientes du rôle qu'elles jouaient sur le plan régional en vue de propager les recherches sur le passé de la nation. Cette nouvelle prise de conscience se traduisit, entre autres, par une réflexion sur la manière d'écrire l'histoire d'une province. En 1758, l'abbé Baudeau lut, à l'Académie de Bordeaux, un mémoire dont le titre suggère tout un programme : *De l'utilité des histoires particulières des provinces*. Ecrire un fragment de l'histoire nationale se justifie, selon le célèbre économiste, par la tâche pragmatique, moralisatrice que l'auteur doit se fixer. L'histoire provinciale « est l'école naturelle du vrai citoyen [...] ». C'est dans l'histoire de sa patrie qu'il apprendra, peut-être sans le savoir, ses devoirs les plus véritables » (9). L'historien d'une province devrait donc véhiculer la notion de civisme et, de plus, il aurait pour tâche de mettre en valeur les facteurs économiques et sociaux tels que l'agriculture, le commerce et la population.

(7) Cf. Daniel MORNET, *Les origines intellectuelles de la Révolution française*, Paris 1933, qui, le premier, a mis en lumière l'activité des Académies de province.

(8) Cf. John LOUGH, *Introduction to the study of the French 18th century*, London 1960.

(9) Cité par Pierre BARRIÈRE, *L'Académie de Bordeaux. Centre de culture internationale au XVIII^e siècle (1712-1792)*, Bordeaux/Paris 1951, p. 311.

La somme des histoires provinciales rédigées dans cet esprit permettrait, par induction, de s'attaquer à une véritable histoire nationale dont les matériaux seraient ainsi rassemblés.

« Donnons en idée, pour un instant, à toutes nos provinces, un corps complet d'histoire naturelle, ecclésiastique et civile ancienne et moderne avec tout le détail et la fidélité qui doivent en faire le caractère ; c'est alors qu'on peut élever sur les fondements solides le grand édifice dont on n'a, j'ose dire, que crayonné jusqu'ici des esquisses » (10).

Les Académies de province partageaient donc, en principe, le goût général pour l'histoire locale. Le ministre essaya, bien entendu, de tirer parti de cet engouement en entretenant des contacts avec des membres (11), sinon avec les secrétaires de certaines Académies comme celle de Châlons-sur-Marne (12). Si ces relations n'eurent pas les résultats escomptés, il n'en fut pas de même dans une province de l'est de la France. La capitale de la Franche-Comté pouvait s'enorgueillir, à partir de 1752, de posséder une Académie qui se mit bientôt à la tête du « mouvement historique ». « Le but à poursuivre, l'article XIV des statuts de 1752 l'avait proclamé, [était] de doter la province d'une histoire générale [...] et d'une histoire naturelle » (13). Le conseiller François-Nicolas-Eugène Droz, devenu en 1766, à l'âge de trente-et-un ans, secrétaire perpétuel de l'Académie de Besançon, donna une impulsion aux savants de la province en leur envoyant, dès le 15 juillet 1768, une importante circulaire (14). A la séance du 1^{er} mars 1769, il

(10) *Ibid.*, p. 312.

(11) Bertin à Grosley, 30 mai 1771, minute. CM 295, fol. 192.

(12) Bertin à Sabatier, 16 mai 1772, minute rédigée par Moreau. CM 295, fol. 226. — Il est significatif que le Garde des sceaux Miromesnil exhorta même l'intendant de Bordeaux à s'appuyer sur l'Académie de cette ville : « Je voudrais d'abord comme vous que l'administration tirât parti des Sociétés littéraires ». Lettre à Dupré de Saint-Maur, 27 mars 1783, minute rédigée par Moreau. CM 297, fol. 163 V°.

(13) J. GAUTHIER, *Le conseiller Droz et l'érudition franc-comtoise à la fin du XVIII^e siècle*, Besançon 1891, p. 7.

(14) *Ibid.*, p. 9, — Sur Nicolas-Eugène Droz voir aussi Maurice GRESSET, *Le monde judiciaire à Besançon de la conquête par Louis XIV à la Révolution française (1674-1789)*, 2 vol. Lille 1975, t. II, p. 1103-1104.

lut un mémoire *Sur la collection générale des chartes*. Acceptant sans aucun doute les prémisses de l'abbé Baudouin que seule la réunion des histoires particulières permettrait d'écrire une histoire générale nationale, le secrétaire Droz s'écarta tout de même considérablement de la conception « éclairée » exposée par son confrère bordelais. Si l'abbé n'avait point caché son inspiration encyclopédiste, Droz, en revanche, s'attache à mettre en lumière le droit public de la Franche-Comté, notamment les coutumes médiévales.

« Le grand nombre de pièces que j'ai eu le bonheur de réunir sur ce point, annonce ce que l'on doit espérer de découvrir. Surtout ce qui intéresse les mœurs et usages de cette province au moyen-âge, sur l'origine, l'accroissement ou la décadence de plusieurs villes, bourgs, villages, monastères, familles, sur quelques guerres ou faits particuliers, sur le langage ancien, etc. » (15).

En dépit d'une certaine analogie de vocabulaire, le conseiller Droz, magistrat et légiste, a franchi une étape importante qui le sépare de son prédécesseur bordelais. Chez le magistrat, l'histoire s'enrichit d'une méthode solide, qui a fait ses preuves, et que l'on peut appeler la méthode juridique (16).

A l'instigation de son secrétaire, l'Académie de Besançon se consacra à « recueillir les matériaux relatifs à l'histoire du pays », c'est-à-dire de la Franche-Comté (17). Avec le secours de savants comtois, notamment des bénédictins de Saint-Vanne et de Saint-Hydulphe, Droz réussit à constituer une collection immense de copies de chartes provenant de différentes archives comtoises. Recueillies de 1768 à 1790, ces copies remplissent 50 volumes, dont le Dépôt

(15) Besançon, Bibl. mun., Fonds de l'Académie, Ms. 7, fol. 312. Une copie du mémoire est conservée dans la CM 329, fol. 200-230.

(16) Ceci vaut également pour ses publications historiques qui sont de véritables traités sur des institutions juridiques de sa province : *Essai sur l'histoire des bourgeoisies du roi, des seigneurs et des villes, ou Exposition abrégée des changemens survenus dans l'administration de la justice et de la police, sous le gouvernement municipal et sous le gouvernement féodal, depuis les derniers siècles de la république romaine jusqu'à l'établissement des bailliages inclusivement, et relativement à la Franche Comté, Besançon 1760.*

des chartes reçut une copie intégrale. Bertin félicita Droz de l'heureuse initiative prise par l'Académie de Besançon.

« Je voudrais fort que son exemple fût imité par les autres sociétés littéraires ; c'est aux bons citoyens comme vous, Monsieur, qu'il appartient de tourner à l'avantage de l'Etat le goût et le plaisir qu'inspirent les bonnes études » (18).

Trois ans déjà après que les Comtois eurent inauguré leur collection, Bréquigny en fit l'apologie, en soulignant son caractère exemplaire. « Si toutes les Académies de province produisaient chaque année de pareils fruits on ne pourrait trop s'applaudir de les voir multipliées » (19).

Accusant réception d'un nouveau répertoire, le Garde des sceaux, Miromesnil, fit vibrer la même corde. Il ne ménagea pas ses louanges. Prônant l'Académie bisontine comme « modèle de toutes les sociétés littéraires » (20), le ministre de la justice resta toutefois pleinement conscient du caractère isolé et unique de cette entreprise historique. La collection comtoise des chartes garda, pour cette raison et d'autant plus nettement le cachet de son initiateur.

Il est intéressant de noter que les bénédictins, historio-graphes de province, ne dédaignèrent pas de chercher appui auprès de la Société littéraire de leur province. L'historiographe de Poitou, dom Fonteneau, se vanta du soutien de l'Académie de La Rochelle (21). L'historiographe de Bordeaux, dom Devienne, harcelé par ses confrères de l'abbaye de Saint-Croix, de Bordeaux, prétendit même à un quasi-droit de faire partie de l'Académie. « Il est presque indécemment que l'historiographe de Bordeaux et de Guyenne ne soit pas membre d'une Académie qui est dans sa capita-

(17) Jean Cousin, *L'Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Besançon. Deux cents ans de vie comtoise (1752-1952). Essai de synthèse*, Besançon 1954, p. 20.

(18) Bertin à Droz [1769]. Minute de Moreau. CM 295, fol. 266.

(19) Bréquigny à Droz, 3 mars 1771. Cité par J. COUSIN, p. 102.

(20) Cf. la lettre du Garde des sceaux à Droz [s.d.]. Minute de Moreau. CM 297, fol. 219.

(21) Dom Martin et dom Duez à Bertin, St Jean d'Angély, 17 nov. 1766. CM 322, fol. 135. Les deux bénédictins prétendent que « les principaux membres de l'académie de la Rochelle [...] nous ont donné le doux espoir de nous admettre dans leur société littéraire ».

le » (22). En revanche, son successeur, dom Carrière, historiographe de Guyenne, moins tracassier, devint sans difficulté membre de l'Académie de Bordeaux.

Après avoir vu les différentes institutions sur lesquelles les correspondants du Dépôt des chartes pouvaient s'appuyer, il est nécessaire de regarder les moyens employés par le ministre de l'érudition pour s'assurer la bonne volonté de Sa Majesté et du public. Une aussi vaste entreprise que le Dépôt des chartes devait être non seulement ancrée dans les rouages de l'administration, mais elle nécessitait des fonds, aussi modestes fussent-ils.

Tout d'abord, le monarque était bien disposé à l'égard de ce genre de recherches historiques. Bertin eut de fréquents « travaux » avec le roi, exclusivement destinés à rendre compte de son département des chartes. Durant la période qui s'étend de 1764 à 1769, Michel Antoine a compté 18 entrevues à ce sujet, auxquelles il faudrait en ajouter au moins deux, attestées par des « bons » du roi (23). Le vieux souverain porta un intérêt certain aux recherches historiques ; en 1765, pendant la phase d'élaboration, il n'y eut pas moins de sept entrevues semblables. Puis les « travaux » se raréfièrent. Les « états » présentés par Bertin au roi ne se bornèrent pas à une sèche énumération des correspondants et de leurs envois. Bertin tâcha plutôt de familiariser le roi avec la méthode de travail appliquée par les bénédictins. Les « états » comportèrent également une appréciation du nombre aussi bien que de la qualité des copies (24). Ce souci d'une information précise sur des « travaux littéraires » paraît correspondre à un goût avéré

(22) Mémoire de dom Devienne [1772]. CM 333, fol. 117. Sur les démêlés du bénédictin avec les jurats de Bordeaux voir J. BENZACAR, « Dom Devienne historiographe de Guienne », in *Revue philomatique de Bordeaux et du Sud-Ouest*, 1906, p. 145-164, ici p. 148 sv.

(23) ANTOINE, *Bertin...*, p. 103, note 110. L'auteur a trouvé les dates suivantes du « travail », où Bertin s'entretint avec Louis XV du Dépôt des chartes : 24 novembre et 22 décembre 1764 ; 5 janvier, 13 février, 24 avril, 10 juin, 22 août, 10 octobre et 20 décembre 1765 ; 10 janvier, 14 mai et 25 novembre 1766 ; 10 mars, 28 avril et 20 juillet 1767 ; 1^{er} janvier et 10 octobre 1768 ; 15 mai 1769. Il faut y ajouter un « bon » daté de janvier 1764, et un autre du 12 décembre 1769. CM 286, fol. 267, 173.

(24) CHARMES, t. I, p. 118-132, N° 40, a publié de longs extraits de ces états d'après la CM 288, fol. 138-206.

du « Bien-Aimé » pour l'Histoire. Afin de stimuler l'intérêt de Sa Majesté, Bertin lui présenta, conjointement avec les « états », des copies envoyées par les bénédictins. Plus encore, le ministre imagina de captiver le monarque par des « curiosités ». Ainsi, Bertin écrivit à Moreau :

« Se souvenir d'inviter nos ouvriers, lorsqu'ils trouveront dans leurs recherches quelque chose de curieux et capable d'amuser le Roy, de nous en faire part : c'est ce que pratiquoit M. Desnans (25) dans les recherches dont il fut chargé » (26).

Ainsi, les missives ministérielles comme les lettres envoyées par Moreau, seront munies d'une clause demandant « quelque anecdote singulière ou quelque usage capable de piquer la curiosité du Roy » (27).

L'un des plus anciens parmi les religieux collaborateurs du Dépôt, dom Gérout, ne comprit pas bien le sens de la demande de Moreau :

« ... ce curieux, ce singulier [...] tombe-t-il sur l'acte, ou sur la façon dont il est rédigé, ou sur ce qu'il contient, ou sur l'espèce de servitude de vassal, ou sur le droit du seigneur, ou sur les termes de la foy et homage, ou sur la manière de la rendre ? Car, j'ay trouvé depuis plus de 25 ans que je travaille sur les chartes des choses si singulières qu'elles paroissent presque fabuleuses » (28).

Moreau s'occupera de rassurer le bon père : « ne vous tourmentés pas » écrivit-il à dom Gérout, « sur l'article des anecdotes ; lorsque de quelques-unes des chartes dont vous envoyés copie, il résulte quelque chose d'important ou de curieux ou de singulier, il ne s'agit que d'en faire

(25) Durant la guerre de 1740, Courchetet d'Esnans avait été chargé, sur ordre du Chancelier d'Aguesseau, de visiter les archives de Bruxelles et d'y recueillir les titres intéressant la France.

(26) Bertin à Moreau [1764]. Note autographe. CM 290, fol. 22. Cité ANTOINE, *Bertin...*, p. 313.

(27) Moreau à dom Villevieille, Paris, 1^{er} déc. [1764]. Edité par Henry et Alphonse PASSIER, in *Trésor généalogique*, t. I, Paris 1875, p. XIX, XX, N° V.

(28) Dom Gérout à Moreau, Saint-Benoît sur Loire, 14 déc. 1764. CM 349. fol. 39.

note, afin que cette charte soit de préférence celle que le ministre fera remarquer au Roy » (29).

Tous les états présentés à Louis XV contenaient des appréciations sur le travail des religieux. A deux reprises, Bertin trouva des titres dignes d'être mis sous les yeux du monarque. Une de ces chartes fut accompagnée du commentaire suivant :

« Dom Gérout a envoyé d'Orléans [à la fin du] mois de mars 16 copies figurées de chartes des 12^e, 13^e et 14^e siècle. Au nombre de ces chartes il en a une importante, c'est celle de Saint Louis donnée l'an 1269 le lundy d'après la St. Martin d'été, et adressée par ce prince au comte de Champagne Thibaud Roi de Navarre. Saint-Louis lui enjoint de mettre l'évêque de Troyes en possession des régales, attendu que ce prélat lui a prêté serment de fidélité. Ces lettres étoient portées par un sergent du Roy nommé Goulesquin, et le Roy mande au comte de Champagne que dans le cas où il refuseroit de mettre l'évêque en possession, ce sergent est chargé de la faire sans aucun delay. Cette pièce prouve que même sous le gouvernement féodal, et dans un tems où Joinville refusoit de prêter au Roy le serment de fidélité (30), attendu qu'il étoit l'homme du comte de Champagne, ce comte n'avoit pas la règle des bénéfices dans son fief, qu'il étoit obligé de mettre l'évêque en possession de son temporel du moment que celui-ci avoit fait au Roy serment de fidélité, et qu'à son refus le sergent royal étoit chargé de donner à l'évêque mainlevée des régales » (31).

Le droit de régale et le serment de fidélité figurent parmi les objets les plus dignes de l'intérêt du souverain. Les progrès dans l'édition de la *Table chronologique des chartes* ne le furent pas moins. Aussi, le Roi apprit en mars ou avril 1767 que « l'impression du Catalogue des

(29) Moreau à dom Gérout, 30 déc. 1764. Minute. CM 295, fol. 4. Cité par ANTOINE, *Bertin...*, p. 314.

(30) L' « état » porte en marge la note suivante, « Voir l'Histoire de St. Louis par Joinville, livre I. »

(31) « Etat de ce qui s'est produit de relatif au progrès du Dépôt des chartes depuis le 10 mars 1767 jusqu'au 28 avril de la même année ». Arch. nat. AB^vA¹C, pièce 21.

chartes connues est à l'année 796 et se continue un peu lentement » (32).

La série des « états » s'interrompt en 1770 et nous ne connaissons plus une seule initiative en vue d'attirer l'intérêt d'un membre de la maison royale. Moreau, nommé bibliothécaire de la Dauphine après la constitution de sa maison, chercha à lui présenter ses étrennes. Il lui offrit la copie d'une charte « sur la fécondité du sexe de Senlis », que le doyen du chapitre de Saint-Rieul de Senlis avait envoyée au Dépôt (33). Nous ignorons la réaction de la princesse.

A côté de la bonne information du souverain au moyen des « états » qu'il lui présentait régulièrement, Moreau tenait à s'assurer du bon accueil de son Dépôt auprès du public cultivé. Le ministre Bertin fit toujours la sourde oreille à la demande réitérée de Moreau d'imprimer les instructions pour les correspondants ou un prospectus général. Il eut plus de succès auprès du Garde des sceaux Miromesnil, successeur de Bertin. Appuyé par le « Comité », il fut aisé à Moreau de convaincre le nouveau ministre de la nécessité de donner une plus grande publicité au Dépôt. Ce dernier autorisa une édition du prospectus à tirage fort réduit. Sans doute, une publication intégrale des chartes inédites concernant l'histoire de France eût été un des plus grands atouts du Dépôt des chartes. Il est vrai que les milieux qui accueillaient avec faveur la publication du recueil des *Ordonnances des rois de la troisième race* représentaient virtuellement une clientèle dont une partie poursuivait attentivement les activités du Dépôt des chartes. Trois ans après sa mise sur pied, un premier écho favorable ne tarda pas à enregistrer l'existence de cette entreprise devant le grand public. L'abbé Gabriel Bonnot de Mably, du reste peu favorable à l'« idéologie historique officielle », exprima son désir de voir se former une historiographie inspirée par les valeurs nouvelles des Philosophes. En dépit d'un système républicain développé dans les *Observations sur l'histoire de France*, la préface n'était pas faite pour déplaire au ministre :

(32) Voir note 31. CHARMES, t. I, p. 125 a publié de longs passages de cet « état » sans inclure celui-ci.

(33) Afforty à Bertin, Senlis, 30 oct. 1770. CM 319, fol. 181.

« Loin de regretter des Coutumes barbares et contraires aux premières notions de l'ordre et de la société on s'applaudira de vivre sous la protection d'une autorité assez forte pour réprimer les passions, donner aux loix la puissance qui leur appartient et conserver la tranquillité publique. C'est sans doute ce qu'ont pensé des Ministres éclairés, quand ils ont invité des savants à fouiller dans la poussière de nos Archives, et à publier ces Recueils précieux de pièces dont mon travail n'est que le résultat » (34).

En face des espérances que Bertin devait éveiller par un appel aux savants, il convient d'examiner les projets envisagés par les responsables du Dépôt des chartes ainsi que les réalisations. Une fois mise sur pied une équipe de huit bénédictins, le Dépôt fut destiné à s'agrandir et acquérir une physionomie propre. D'abord, il s'agissait de réaliser l'idée qui était à l'origine du Dépôt des chartes et d'imprimer une liste de toutes les chartes médiévales déjà publiées. En 1737, l'incendie de la Chambre des comptes avait entraîné une perte énorme d'anciens titres. Pour y suppléer, le Chancelier fit appel au public, invitant les propriétaires de chartes médiévales à en déposer une copie à la Chambre des comptes. L'accueil fait à cette mesure fut plutôt réservé. En 1746, sous le ministère de Machault, alors Contrôleur général des finances, Secousse, l'éditeur des *Ordonnances* et ses amis Sainte-Palaye et Foncebague reprirent l'ancien projet de Fouquet de composer un terrier du domaine royal, mais ils se bornèrent à commencer la *Table chronologique des diplômes et titres imprimés*. « Quelques années plus tard, alors que M. de Boullogne était ministre des Finances, l'abbé de Foy lui présenta un nouveau projet de terrier papier, qui reçut l'approbation de cet homme d'Etat et du Procureur général Joly de Fleury, garde du Trésor des chartes ; mais M. de Boullogne quitta le pouvoir avant d'avoir pu donner suite à ces desseins » (35). En 1765, l'abbé de Foy publia le tome I de sa *Notice des diplômes, des chartes et des actes relatifs à l'histoire de France*. Cette édition en resta là. Elle fut jugée à juste titre insuffi-

(34) MABLY, *Observations sur l'histoire de France*, 2 vol. Genève 1765, t. I, p. XI.

(35) ANTOINE, *Bertin...*, p. 287 - Voir aussi BOISLISLE, t. I, p. XXIII.

sante car l'abbé y avait incorporé des harangues d'historiens, pièces parfois purement fictives (36). Quant aux dépouillements effectués par Secousse, ils passèrent après sa mort entre les mains de La Curne de Saint-Palaye d'abord, puis de Bréquigny. Dès 1765, Bertin insista sur le besoin d'une révision générale du travail déjà fait (37). Une fois achevé le dépouillement de seize mille ouvrages imprimés, il s'agissait de vérifier de nouveau les dates de toutes les chartes et de préciser les matières traitées plus exactement que ne l'avaient fait les secrétaires de Secousse. Cette « première pièce du Cabinet ou dépôt des chartes et notices » devait voir le jour seulement en 1769. Le premier tome de la *Table chronologique des diplômes, chartes, titres et actes imprimés concernant l'histoire de France* contient, sur 569 pages, les registres de titres imprimés couvrant les années 142 à 1032. Le second tome, paru en 1775, quoique plus fort, couvre un peu plus d'un siècle (1032-1136) ; le troisième, paru en 1783 avec la collaboration de Mouchet, fait état d'une augmentation importante de chartes. Il était consacré au seul règne de Louis VII (1180-1213). Le dernier tome fut en partie imprimé en 1790. Ne manquèrent que les préfaces et les tables. Secondé dans son travail par des élèves de l'Ecole des Chartes, Pardessus arriva, au bout de quatre ans, à faire paraître le tome IV, en 1836. Il put encore publier le tome V (1850) et VI (1863), tandis que son successeur Laboulaye devait terminer la série avec les deux derniers volumes (1863 et 1876). L'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres décida que le tome VIII serait le dernier et la série s'arrêta donc à l'année 1314. Ainsi, Bréquigny avait porté au XVIII^e siècle tout le fardeau de cette immense collection. En moins de trois décennies,

(36) Voir BRÉQUIGNY-PARDESSUS, *Table chronologique*, Paris 1836, t. IV, p. III et également ZURLAUBEN qui publia une dissertation sur l'ouvrage de l'abbé de Foy in *Mémoires de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, t. XXXIV, p. 71 sq. Sur le général de brigade et maréchal de camp Beat-Fidel Zurlauben (1720-1799) voir *Dictionnaire historique et biographique de la Suisse*, sous la dir. de V. ATTINGER, M. GODET, H. TURLER, 7 vol. et 1 suppl., Neuchâtel 1921-1934, t. VII, p. 539-540.

(37) Bertin à Bréquigny. Après le 5 sept. 1764. CHARMES, t. I, p. 308-309, N^o 2.

il avait préparé la publication ou les bonnes feuilles des quatre premiers tomes.

La *Table chronologique* est loin, même de nos jours, d'être remplacée par une autre collection. En dépit d'inévitables erreurs de détail, il reste remarquable que la conception, telle qu'elle avait été développée par Bréquigny, n'a guère dû être modifiée jusqu'au dernier volume. Si cette série n'a pas été continuée au-delà de l'année 1314, cela tient à deux raisons. D'une part, l'abondance des documents, de l'autre, une nouvelle vision de l'histoire, qui ne se contente plus des chartes et diplômes, donc des sources d'histoire et de droit public, mais qui tâche d'y incorporer d'autres documents de nature administrative, économique ou sociale.

Il reste que la *Table chronologique* fut alors la meilleure réalisation dans son genre et, après Goegisch, le deuxième recueil de registres de l'ensemble (38). Comme la *Table chronologique* fut, dès le début, conçue pour servir de pendant au recueil des *Ordonnances*, il était naturel que cette seconde série servit, en quelque sorte, de modèle. Presque trente ans avant de faire sortir des presses le premier tome des *Ordonnances*, le chancelier Pontchartrain avait fait publier, en 1706, une *Table chronologique de toutes les ordonnances de nos Roys de la troisième race, jusques en l'année 1400* dans le but avéré, comme le dit de Laurière, d'« instruire le public » et d'« inciter par là les savants à fournir ce qui se pourrait trouver dans les *Cabinets* particuliers et à communiquer leurs observations » (39).

L'idée première du Dépôt des chartes, avait été, dès sa formation, de publier un recueil des chartes et diplômes. Moreau ne cessait de vanter les *Foedera* de Rymer, collection qui constituait, à ses yeux, un modèle et qui devait également être une entreprise nationale. Rymer, nommé en 1693 historiographe du roi, s'était inspiré quant à lui, du

(38) Hans Leo MIKOLETZKY « Regesten und Regestentechnik », in *Anzeiger der phil. - hist. Klasse der Oesterreichischen Akademie der Wissenschaften*, 1950, N° 12, p. 242.

(39) De LAURIÈRE, *Ordonnances des Rois de France de la troisième Race, recueillies par ordre chronologique*, Paris 1723, t. I, p. V de la préface.

Codex diplomaticus de Leibniz et avait même échangé des lettres avec ce dernier. Comme l'éditeur du *Codex diplomaticus*, Rymer s'était fixé pour tâche de publier tous les actes d'alliance et contrats relatifs aux rapports de l'Angleterre avec les puissances étrangères (40). Le recueil français devait commencer en 1101 et redescendre jusqu'à sa propre époque ; si l'on peut établir des variantes, « il faudrait les réimprimer en entier ». Quant aux chartes non imprimées et « peu intéressantes », elles posent, en raison de leur quantité, un autre problème, que Bréquigny tranchera plutôt par la négative en les éliminant :

« Telles seroient, par exemple, cette multitude d'actes de ventes, d'achats, d'échanges qui remplissent les cartulaires ou les archives des monastères des églises. Lorsque les chartes contiennent ou quelque nom de personne importante, ou quelque nom de lieu dont la position est peu connue, ou quelque formule, quelque date insolite, cela seul peut mériter que la pièce soit imprimée. Autrement ne conviendrait-il pas de les rejeter ? » (41)

Les principes établis par l'éditeur des *Diplomata*, Bréquigny, démontrent clairement que les recherches historiques de la fin de l'Ancien Régime étaient encore marquées par une orientation essentiellement juridique. Les critères de choix, proposés alors, témoignent d'une double curiosité fixée à la fois sur les faits historiques et sur le caractère plus ou moins exemplaire de la source. En outre, Bréquigny est d'avis de faire une publication selon l'ordre chronologique et non selon les matières. Fort de son expérience d'éditeur des *Ordonnances*, il pense déjà aux tables et, au premier chef, à la préface. Celle-ci pourrait même suppléer la table des matières. Vu l'importance particulière de cette dernière, il propose une division en trois parties :

(40) Thomas Duffus HARDY, *Syllabus of the documents relating to England and other Kingdoms contained in the Collection known as « Rymer's Foedera »*, London 1869, tome I, préface p. XIV-LXXXVIII. Le 26 août 1693, Rymer reçut son brevet lui enjoignant « to transcribe and publish all the leagues, treaties, alliances, capitulations, and confederacies which have at any time been made between the Crown of England and other Kingdoms, princes, and states, as a work highly conducing to our service and the honour of this realm » (*Ibid.*, t. I, p. XXVI).

(41) Mémoire [1780 ?]. CHARMES, t. I, p. 322-325, N° 1, ici p. 323.

« On la [l'introduction] diviseroit en trois parties .La première seroit *historique*, et contiendrait, d'après les pièces du volume, l'histoire du nombre d'années auxquelles ce volume s'étendrait. La seconde seroit *politique*, et donneroit, d'après ces mêmes pièces, une connoissance exacte du droit public et privé observé en France dans ce même intervalle de temps. La troisième seroit *diplomatique*, et rassembleroit les observations et les discussions critiques, historiques, géographiques, chronologiques, auxquelles ces pièces pourroient donner lieu » (42).

Cette subdivision reflète le même souci de faire la part égale à l'histoire et au droit public qui inclut, ici, la diplomatique.

Le Comité des chartes se mit d'accord sur le principe de ne publier que les chartes de la troisième race. De la sorte, les *Diplomata* feraient pendant au recueil des *Ordonnances*. Seulement, pour faire la lumière sur les « préliminaires » de ce nouveau droit public, les membres du Comité jugent nécessaire de remonter encore un siècle plus haut, c'est-à-dire de faire commencer la collection en l'an 877 :

« On a jusqu'ici arrêté, par rapport à l'édition projetée d'une collection de toutes les chartes relatives à l'histoire et au droit public de France :

1. Qu'on ne la commenceroit qu'à la 3^e race, en faisant cependant, par forme d'introduction ou de préliminaire les chartes de la seconde qui pourroient servir à éclaircir les monumens de la troisième, et surtout à jeter du jour sur l'origine du nouveau droit public qui prit consistance sous les premiers rois, mais qui avoit commencé à s'introduire durant l'anarchie, depuis la mort de Charles le Chauve, en 877, jusqu'à l'avènement de Hugues Capet, en 987. Ainsi ces préliminaires doivent contenir un espace de cent dix ans » (43).

A la suite de cette décision, la nécessité de relancer le dépouillement de plusieurs bibliothèques de Paris s'impose, selon Bréquigny, en premier lieu celles du Roi et de Saint-Germain-des-Prés.

(42) *Ibid.*, t. I, p. 324.

(43) Mémoire de Bréquigny, CHARMES, t. I, p. 325-327, N° 2, ici p. 325.

Dans un autre mémoire, Bréquigny met en relief la nécessité d'annoter les diplômes à publier. Relevant le défaut de Rymer qui s'était passé de notes, son continuateur propose toutefois d'« user en cela d'une grande sobriété ». Il est formel sur l'emploi du latin dans les notes.

« Ces notes sont écrites en latin ; car ce seroit une bizarrure peu convenable de placer sous un texte latin des notes françoises. D'ailleurs l'usage du recueil projeté ne peut être borné à la France seule, et on doit s'y servir, par préférence, d'une langue familière à tous les savans de l'Europe » (44).

L'originalité de l'entreprise consista à publier des documents originaux conservés dans les archives royales et dans des bibliothèques telle que la Cottonienne, la bibliothèque Lambeth et celles des universités. Rymer eut le talent et la persévérance de faire sortir des presses, de son vivant, quatorze volumes et d'en préparer trois autres. Son exemple incita Paul de Rapin-Thoyras (45) à continuer son *Histoire d'Angleterre* (13 vol., 1724-1736), en la plaçant sur des assises solides. D'autre part, les *Foedera* amenèrent les historiens français à faire un constat. Entre les *Capitulaires* publiés en 1677 par Baluze et les *Ordonnances des rois de France de la troisième race*, il y avait une lacune à combler.

Avant 1780, il n'y avait que des allusions au projet de publier un *Rymer français*. Mais à la fin de 1779 (46), Bertin commença à tenir des séances régulières. Après sa démission, le 30 mai 1780, le Dépôt des chartes sera rattaché au ministère de la justice. M. de Miromesnil, nommé Garde des sceaux, le 25 août 1774, veilla à ce que les réunions eussent lieu le mercredi, régulièrement toutes les deux semaines. L'intérêt nouveau que les ministres Bertin et Miromesnil portèrent au Dépôt des chartes devait aussi profiter à l'élaboration du *Rymer français*. Moreau fit à ce sujet un long rapport au Comité. Envisageant cette nouvelle

(44) Mémoire de Bréquigny, CHARMES, t. I, p. 327-330, N° 3, ici p. 329.

(45) Nelly GIRARD-D'ALBISSIN, *Un précurseur de Montesquieu : Rapin-Thoyras - premier historien français des institutions anglaises*, Paris 1969.

(46) Voir *Plan des travaux littéraires*, Paris 1782, p. 56.

entreprise sous un aspect administratif, il tint à mettre en garde les membres du Comité contre l'illusion que l'assemblée serait en état d'achever la publication intégrale des chartes. Il en tira argument pour insister sur la nécessité de poser au moins la première pierre de cet édifice.

« Ce grand ouvrage, nous ne le finirons pas, et c'est peut-être pour cette raison qu'il faut le commencer ; tant que la première pierre n'en aura pas été déposée, tant que l'on n'apercevra pas la première couche des matériaux dont il doit être formé, il restera dans la classe des projets, on en admirera l'idée, on ne travaillera point constamment à la réaliser » (47).

Bréquigny ne tarda pas à s'intéresser aux principes qui devaient guider cette édition de sources médiévales. Quant aux documents ecclésiastiques déjà publiés, il vaudrait mieux, estimait Bréquigny, se contenter d'un renvoi aux collections imprimées, si l'on peut amender ces textes d'après les originaux ; Bréquigny propose enfin de faire un examen détaillé de toutes les chartes réunies au Dépôt. Ainsi fut fait ; toutes les copies conservées à la place Vendôme furent confiées aux membres du Comité. Des séances bimensuelles eurent régulièrement lieu pour discuter de chaque pièce.

Cet élargissement des fonctions du Dépôt ne tarda pas à susciter une critique de fond de la part des bénédictins, membres du Comité. Ceux-ci alléguèrent des raisons techniques aussi bien que de principe. La première objection portait sur la masse écrasante des copies des chartes à vérifier, qui fut chiffrée à 1.800 pièces. Il en résulterait une impossibilité matérielle de faire en peu d'années l'examen en comité et une surcharge pour l'éditeur principal. L'auteur du mémoire n'hésita pas à décrire le danger et à montrer que la place que Bréquigny était en train d'occuper risquait d'étouffer toute discussion sérieuse. Le mémoire précisait :

« Tandis que la vérité doit naître du choc des opinions, loin d'y avoir dispute et discussion, il n'y a aura pas même d'avis » (48).

(47) Rapport de Moreau du 28.11.1780. CHARMES, t. I, p. 159-169, N° 57, ici p. 160.

(48) Mémoire [s.d.]. CHARMES, t. I, p. 330-334, N° 4, ici p. 332.

Cette critique visait encore plus loin. Les auteurs proposèrent de faire marche arrière et de scinder les conférences en deux : peu de conférences officielles en présence du Garde des sceaux, pour obtenir l'approbation de principe, tandis que le travail proprement scientifique se ferait à l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés. Ainsi, ce projet réunirait trois avantages : il n'y aurait plus de frais de déplacement pour les bénédictins ; à l'instar du *Recueil des historiens*, l'ancienne organisation serait rétablie, et, enfin, le travail effectué par la congrégation de Saint-Maur resterait dans la « maison ».

« Voilà le plan que proposent à Monseigneur le Garde des sceaux les religieux de la congrégation de Saint-Maur, et il n'est autre chose que la répétition de l'opération qui se fit lorsque l'on commença le *Recueil des historiens de France*. Les conférences se tenoient chez M. le Chancelier Daguesseau ; mais tout était préparé dans les conférences particulières, et dom Bouquet, rapporteur au comité général, avait préparé toute la besogne avec ses laborieux et savans coopérateurs » (49).

Comme dom Grenier avait déjà critiqué en plein Comité les recherches dispendieuses exécutées à l'étranger (50), il n'est pas à exclure qu'il ait inspiré la démarche de ses confrères.

De toute façon, Moreau ne lâcha pas sa proie, encore qu'il eût une attitude critique à l'égard de Bréquigny. La tentative des bénédictins de mettre la main sur la pièce maîtresse du Dépôt des chartes échoua. Le Garde des sceaux nomma un adjoint qui eut pour tâche d'aider Bréquigny. Son choix se porta sur un profane, le jeune chevalier de La Porte du Theil (51).

Les principes qui devaient régir l'édition se précisèrent de plus en plus au cours des séances du Comité. Le 3 juillet 1782, Bréquigny fit une proposition en vue de décharger son entreprise de la publication des actes de l'Eglise. Dom Labbat, suggéra-t-il, pourrait préparer une collection

(49) *Ibid.*, p. 333.

(50) Dans l'assemblée du 6 déc. 1780. CHARMES, t. I, p. 172, N° 2.

(51) Le Garde des sceaux à La Porte du Theil, 4 févr. 1782, CHARMES, t. I, p. 334, N° 5.

des lettres des papes. De Chiniac, qui était en train de préparer une nouvelle édition des *Capitulaires* de Baluze, y intégrerait également les formules. En dernier lieu, il préférerait se contenter d'un regeste des lettres imprimées dans des recueils épistolaires, comme celui de Fulbert et d'Yves de Chartes (52).

La réponse, semble-t-il, que Bréquigny fit au mémoire des bénédictins fut mordante. Il fit une brève énumération : 42 pièces tirées de la *Table chronologique*, quatre autres qui en ont été omises, dont une certainement fausse et une, également fausse, du Dépôt des chartes. Non sans ironie, il insinua : « Je prie Messieurs du Comité de vouloir bien m'indiquer les autres pièces qui pourraient grossir cette courte liste » (53).

Pour parer aux critiques avancées par dom Grenier, Bréquigny se fit adjoindre, en 1782, le chevalier de La Porte du Theil. En 1788, Bréquigny put rendre compte de la *Collection générale des chartes relatives à l'histoire de France* dont le premier volume, moins la préface, était achevé d'imprimer. L'impression en avait commencé en 1784 (54). Comme cette édition était aussi un produit des discussions du Comité des chartes, Bréquigny proposa de faire examiner la préface par deux membres du Comité, de Pastoret et dom Poirier. Pour cela, il avançait un argument d'ordre pratique : « [...] on ne pourroit, sans une perte de tems immense, lire et discuter en plein comité cette préface seule, qui formeroit un volume, quand même ce Comité auroit repris ses séances ; et le libraire, qui a fait de grosses avances, souffriroit de trop longs délais » (55).

(52) Voir CHARMES, t. I, p. 335-336, N° 6.

(53) Communication, 17 juillet 1782. CHARMES, t. I, p. 337-8, N° 7.

(54) Le 13 octobre 1784 Bréquigny écrit à l'abbé de Saint-Léger : « [...] je commence à faire imprimer la collection générale des chartes et diplômes relatifs à notre histoire ; et comme j'y joins des notes critiques assez amples, cela ne me donne pas peu de travail. Heureusement j'ay pour appuy nos savans Bénédictins mes confrères au comité des chartes, que je consulte, et qui sont mes guides. On m'a chargé d'un fardeau bien pesant pour mes épaules, surtout à mon âge. Au moins j'aurai commencé la besogne ; et c'est beaucoup ». Rouen, Bibl. mun., Ms Leber 5844 (3363).

(55) Mémoire de Bréquigny, 19 nov. 1788. CHARMES, t. I, p. 341 sq., N° 11.

Un mémoire de Moreau qui suivit de très près celui de Bréquigny, fait supposer que Moreau fut le seul à exprimer un avis sur la préface. Moreau la qualifia de « prodige de travail ». Tout en insistant sur l'étroite relation de cette édition avec l'institution dont Moreau était le « spiritus rector », il atteste que la préface ainsi que l'exécution de l'ouvrage sont conformes « aux résultats des délibérations du Comité ». Après quoi, le Garde des sceaux donna son approbation pour imprimer (56).

La Révolution a empêché que le premier volume des *Diplomata* sorte intégralement des presses. Un volume sans préface fut publié en 1792. De cette édition, tous les volumes, à peu d'exceptions près, furent mis au pilon. La publication venait trop tard et au mauvais moment. De ce fait, pour les historiens d'alors le travail de toute une génération de diplomatistes restait lettre morte. Comme organisateur des sciences historiques, Moreau n'eut pas la satisfaction de voir paraître l'ouvrage qui était destiné à couronner ses activités. Si le Dépôt des chartes n'est pas arrivé à occuper dans l'opinion publique française la place qui lui convient, cela tient, entre autres, au fait que le Dépôt pendant une trentaine d'années, n'a su réaliser aucun des différents projets d'éditions de sources historiques qui avaient été envisagées au moment de sa formation. Mais cet « échec » revêt le caractère d'un symbole, si l'on se rend compte que les temps étaient mûrs et que différentes éditions se trouvaient prêtes à être imprimées lorsque la Révolution éclata.

(56) Mémoire de Moreau, déc. 1788. CHARMES, t. I, p. 342-345, N° 12.

C) *STRUCTURE INTERNE DU DEPOT : LE COMITE DES CHARTES. DOTATION DU DEPOT.*

Au fur et à mesure que le nombre des collaborateurs du Dépôt des chartes augmentait et que les matériaux s'entassaient dans le bureau exigu de Moreau, il s'avéra nécessaire d'installer le « département » des travaux littéraires dans des locaux appropriés. Moreau finit par découvrir une maison sise sur la place Vendôme (1). L'architecte Soufflot fit une expertise pour le ministre et Moreau fut autorisé à signer le bail.

Après quelques transformations, le Dépôt des chartes prit domicile dans cette maison; en 1790 Moreau expliquera le prix modique de location — 7.000 livres — par le fait qu'il n'y avait qu'une seule remise. Moreau y obtint un appartement gratuit (2). Les archives du secrétariat d'Etat de Bertin y furent placées, ainsi que les titres de la Dombes, dont Bertin avait fait l'échange, pour le Roi, avec le comte d'Eu. De cette façon, toutes les archives relatives au secrétariat de Bertin furent réunies. Grâce à l'habileté de Moreau, cette nouvelle dépense ne greva pas trop lourdement le budget qui avait été mis à la disposition de son « département ». Les Affaires étrangères et le trésor royal pour la Dombes participèrent chacun pour 3.000 livres, tandis que le Dépôt ne fournit de ses propres fonds que les 1.000 livres manquantes (3).

Mais, une fois les questions du financement et du local

(1) L'actuel N° 25. Voir Jacques HILLAIRET, *Dictionnaire historique des rues de Paris*, 5^e éd., 3 vol. Paris 1973, t. I, p. 614.

(2) *Souv.*, t. I, p. 217.

(3) Bon du Roi pour la location d'une maison destinée au logement du Dépôt des chartes, 12 déc. 1769. CHARMES, t. I, p. 116-117, N° 38.

réglées, on ne pouvait plus différer le problème de l'organisation interne. Déjà au moment de la création du Dépôt, Moreau avait réclamé un Comité ou une conférence. En 1762, il avait cherché à créer un « séminaire de bonnes études » (4). L'article 6 d'un projet d'arrêt du Conseil (5), rédigé la même année par Moreau, stipulait des conférences mensuelles dans le but de procéder aux révisions et vérifications des différentes notices recueillies dans les provinces et au Trésor des chartes à Paris ; c'était là une étape décisive dans la préparation du *Rymer français*. Le Comité devait se composer des gens du cercle de Sainte-Palaye, comme Foncemagne, et des éditeurs des *Ordonnances*, Villevault et Bréquigny. En outre, étaient prévus pour y figurer des jurisconsultes historiens tels que Bonamy, Gilbert, archivistes au Trésor des chartes, comme Boucquet et Coqueley de Chaussepierre. A l'exception des deux derniers et de Moreau lui-même, ils furent tous membres de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres.

Deux années plus tard, Moreau fait vibrer à nouveau la même corde. Dans deux « états », présentés au Roi au début de l'année 1765, le ministre souligne l'urgence de créer une conférence qui se réunirait tous les quinze jours (6). En même temps, Moreau lui soumet un mémoire sur la formation d'une société littéraire. Cette « société de gens de lettres » devait se composer de douze spécialistes « de la diplomatie, du droit public et de l'histoire ». Elle aurait pour fonction de servir comme une « espèce de tribunal » qui juge de l'importance et de l'authenticité des titres médiévaux (7). Le nombre restreint de participants constitue un attrait supplémentaire pour stimuler « l'émulation de bien des savans, qui brigueroient comme une grâce singulière l'avantage d'être admis à leurs assemblées » (8). Contrairement à l'usage de l'Académie française et de

(4) Mémoire de Moreau, 15 févr. 1762. CHARMES, t. I, p. 31, N° 1.

(5) CHARMES, t. I, p. 51, N° 7.

(6) Etat du 5 janvier au 13 février et du 13 février au 24 avril 1765. CHARMES, t. I, p. 121 et 122, N° 3 et 4.

(7) Mémoire de Moreau sur la formation du Dépôt général des chartes, fin 1764. CHARMES, t. I, p. 74-86, N° 21, ici p. 75.

(8) Mémoire de Moreau, janvier-février 1765. CHARMES, t. I, p. 94, N° 27. Voir aussi le projet d'une Académie de droit public (CM 352,

l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, l'économe garde du Dépôt des chartes ne prévoit d'autres récompenses que « l'honneur de servir utilement l'Etat, et la gloire d'être connus de S.M. comme travaillans par son ordre sous les yeux de son ministre ». Le nombre des associés ordinaires, c'est-à-dire résidant à Paris, doit rester stable. Dans les provinces, Moreau propose de choisir des « adjoints correspondans » qui seraient recrutés « dans les Chambres des comptes ou autres Compagnies supérieures et dans les collégiales ». Le mémoire fut accompagné d'un projet d'arrêt du Conseil (9) qui ne fut cependant point rendu. Le préambule expose les considérations générales qui ont présidé à la création du Dépôt des chartes, l'importance de la recherche impartiale face à « l'intérêt des partis, qui ne produit que des systèmes ». Le Dépôt des chartes se doublera donc d'un « bureau littéraire » qui doit servir de centre commun aux études sur le droit public et l'histoire. L'article deux stipule les deux buts essentiels : « assurer la conservation des monumens ou en rendre la recherche plus facile et plus avantageuse ». En outre, est prévue une périodicité régulière — tous les quinze jours — des délibérations qui devraient se faire à la pluralité. L'auteur du mémoire insiste sur la nécessité de tenir un registre et de rendre régulièrement compte au Roi. La vérification des copies de titres est la fonction principale du bureau littéraire, à laquelle s'ajoutent d'autres activités comme la confection de « tables ou inventaires de tous lesdits monumens » et le droit de délivrer des « copies collationnées ». En plus, Moreau désire procurer aux membres du bureau littéraire un droit de surveillance et de contrôle sur les archives des églises, chapitres et communautés. L'accès de ces archives et l'entrée aux « dépôts royaux » doit leur être assuré d'office. En dernier lieu, le bureau à créer aura la « surintendance et l'inspection de tous lesdits travaux littéraires ». Le titre implique la possibilité d'exercer un con-

fol. 26 V°) qui paraît, d'après le dossier, dater du mois d'avril 1783. Ce projet a été publié par Jean PORTEMER, « Recherches sur l'enseignement du droit public au XVIII^e siècle », in *Nouvelle Revue historique de Droit français et étranger*, 1959, p. 341-397, ici p. 395-397.

(9) Minute confirmant des corrections autographes de Moreau (1765). CHAMPOLLION-FIGEAC, *Lettres des rois et des reines*, Paris 1839, Introduction, p. XIX, N° 8 et CHARMES, t. I, p. 97-100, N° 28, ici p. 100.

trôle efficace sur les collaborateurs dont les travaux seront rémunérés par le Roi.

Aussi longtemps que le Dépôt des chartes resta du ressort du secrétaire d'Etat Bertin, les projets de Moreau ne trouvèrent pas un début de réalisation, bien que Champollion-Figeac affirmât, en 1839, que cet arrêt avait été rendu (10). Le baron de Watteville, en publiant en 1874 des extraits du même arrêt du Conseil, partageait l'opinion de son prédécesseur (11). Bertin, qui aimait à réunir des experts dans de petites assemblées, comme le Comité d'agriculture (12), répugnait évidemment à mettre sur pied une sorte d'académie d'histoire et de droit public (13). Le caractère « académique » de cette institution est mis en relief dans une note qui précise que « les mémoires sur l'histoire et le droit public, rédigés par les associés, et dont le bureau littéraire jugerait mériter l'impression, devaient être imprimés aux frais du roi, et cinquante exemplaires de chaque ouvrage revenaient de droit à l'auteur » (14).

A cette époque, Moreau dressa deux listes des membres qui devaient composer le futur Comité. Le noyau est toujours formé par le cercle de La Curne de Sainte-Palaye. Sur une liste, on trouve deux protégés du maréchal de Noailles, Dalbert et Vivent de Messac, deux gardes de la Bibliothèque royale : Capperonier et l'abbé Boudot, le généalogiste du roi, Chérin, le juriconsulte et encyclopédiste Boucher d'Argis et l'historiographe Villaret (15). Sur l'autre liste

(10) CHAMPOLLION-FIGEAC, p. XVIII.

(11) *Rapport à M. le comte de Dumont, Ministre de l'instruction publique... par M. le baron de Watteville* (du 31 août 1874), appendice, p. 45-47, in *Rapport au ministre sur la Collection des documents inédits de l'histoire de France et sur les actes du Comité des travaux historiques*, Paris 1874.

(12) Cf. ANTOINE, *Bertin...*, p. 223. — Il était destiné à centraliser les correspondances et à diriger les activités des Sociétés d'agriculture. Le comité d'agriculture, créé en 1760, eut des fonctions analogues au « bureau littéraire ».

(13) Dans ses *Souvenirs*, t. II, p. 337-338 Moreau raconte que Caillon, nommé Contrôleur général des finances, voulut établir à l'instar du Comité des chartes, un Comité des arts qui devait se composer de Lenoir, bibliothécaire du roi, de Moreau et de quatre membres choisis dans les trois Académies. Ce projet ne fut jamais réalisé.

(14) CHAMPOLLION-FIGEAC, p. XXII et voir aussi CHARMES, t. I, p. 100, note 1.

(15) Voir CHARMES, t. I, p. 96, note 1.

figurent également Béjot, Boucher d'Argis et Chérin, tandis que l'académicien Gibert, le maître des comptes Chevalier et l'avocat Bouquet étaient destinés à remplacer les autres membres (16). Une autre note, non datée, mais certainement rédigée après 1766, année de la mort de Villaret, inclut pour la première fois deux bénédictins, sans préciser leurs noms. En dehors du cercle formé par La Curne et ses amis, et aussi Chérin, nous y retrouvons deux nouveaux noms : l'historiographe Garnier et Gautier de Sibert, ami de Moreau et membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres (17).

Il est certain que Bertin a demandé conseil à des érudits comme Bréquigny, Foncecagne et Sainte-Palaye, mais, avant 1780, il n'a cependant jamais tenu, semble-t-il, des conférences régulières destinées à faire avancer les travaux relatifs aux chartes. Au début de 1780, probablement, lorsqu'il était déjà décidé à donner sa démission, Bertin a dû changer d'avis sur l'utilité d'un Comité des chartes. Il n'est pas exclu que Bertin ait, auparavant, envisagé de former un « comité » car à deux reprises, en 1768 (18) et 1774 (19), Moreau lut, devant une conférence, des rapports circonstanciés qui font état du chemin parcouru par le Dépôt des chartes et définissent les objectifs à atteindre. La teneur des deux rapports est la même ; le garde du Dépôt des chartes demande, en 1768, que l'on assure le statut juridique de l'institution par un arrêt du Conseil et cela, aussi, en vue d'« établir une espèce de société littéraire », tandis qu'il exige en 1774, par le truchement du Père Général des bénédictins, de « donner un peu plus de publicité et d'authenticité » à l'entreprise par la distribution d'un prospectus. Bertin ne daigna pas exaucer les vœux de son subordonné, le ministre ne tint à s'occuper que du sort réservé au *Rymer français*. A cette fin, il attaqua de front le problème de la vérification des copies des chartes envoyées au Dépôt. Le 18 janvier 1780, Moreau adressait une circulaire

(16) CHAMPOLLION-FIGEAC, Introduction, p. XXII et CHARMES, t. I, p. 100, N° 1.

(17) Voir CM 309, fol. 96.

(18) Voir rapport de 1768. CHARMES, t. I, p. 106-111, N° 33.

(19) Voir rapport de mars 1774. *Ibid.*, t. I, p. 136-144, N° 46.

aux membres de la Conférence des chartes (20) à laquelle étaient joints un certain nombre de copies d'anciennes chartes. Nous apprenons par une lettre de Bréquigny que dom Clément et dom Lieble faisaient partie des conférences « qui se tiennent régulièrement plusieurs fois par semaine chez le ministre, en sa présence et sous sa direction » (21). L'affirmation de Bréquigny est corroborée par une lettre contemporaine de Moreau : « Nous avons toutes les semaines chez le ministre chargé spécialement de surveiller les travaux littéraires qui se rapportent à l'histoire et au droit public, une assemblée ou deux destinées à examiner dans le rapport qu'ils ont à ces deux objets tous les documents qui constatent les faits anciens » (22).

Au commencement de l'année 1780, le Comité se composait vraisemblablement de Bréquigny et de plusieurs bénédictins de la Congrégation de Saint Maur. Le 28 janvier, le Supérieur général acquiesça à la demande de Bertin et donna à quelques bénédictins la permission de participer aux conférences (23).

Sous le successeur de Bertin, le Garde des sceaux Hue de Miromesnil, la Conférence des chartes avait, lors de la première séance, le 28 novembre 1780, la composition suivante : Moreau, Bréquigny et les six mauristes, dom Clément, dom Grenier, dom Labbat, dom Lieble, dom Poirier et dom Turpin (24). A partir de la deuxième séance, le ministre Bertin et le marquis de Paulmy participèrent presque régulièrement aux Conférences. Chaque mois il y avait une à deux séances qui se tenaient pendant les

(20) CHARMES, t. I, p. 153-154. N° 53. La lettre circulaire fut approuvée par Bertin en ces termes (apostille autographe) : « M. Moreau cela me paroit bien ».

(21) Bréquigny à dom Gerbert de St. Blaise, 21 mars 1780, Georg PFEILSCHIFTER, *Korrespondenz des Fürstbistes Martin II. Gerbert von St. Blasien*, 2 vol. Karlsruhe 1931-1934, t. 2, p. 503, N° 1082.

(22) Réponse de Moreau à Dannenher, maître des archives du duché de Nevers, [mars-avril 1780], minute autogr. CM 296, fol. 106.

(23) P. Lacroix à Moreau, 28 de l'an 1780. CM 292, fol. 119. — Dans le *Plan des travaux littéraires*, Paris 1782, p. 56, Moreau écrit : « On commença à la fin de 1779 [...] des assemblées régulières [...]. M. le marquis de Paulmy [...], M. de Bréquigny [...] [et] six des plus savans Religieux de la Congrégation de Saint-Maur sont appelés à ces conférences [...] ».

(24) Séances du comité. CHARMES, t. I, p. 170. N° 58.

neuf premiers mois de l'année. Ainsi, sous le Garde des sceaux, trois conférences eurent lieu en 1780, huit en 1781, quatorze en 1782, onze en 1783 et cinq (ou six ?) en 1784. La Conférence tenue le 25 juillet 1784 fut, semble-t-il, la dernière (25).

Il est à remarquer que le ministre Bertin recruta, pour le Comité, exclusivement ceux qui avaient pris une part active au dépouillement des chartiers, c'est-à-dire quelques savants bénédictins résidant à Paris. Ainsi, le ministre préféra faire un choix tout pragmatique, en écartant ceux qui s'occupaient de l'histoire sans faire eux-mêmes des dépouillements. Lorsque Moreau publia, en 1782, le *Plan des travaux littéraires*, le Comité était complété par deux hommes de loi, l'abbé Lecoigneux, conseiller au Parlement de Paris, et M. de Saint-Genis, auditeur des comptes de Paris (26). Cinq années plus tard, le Comité comptera trois membres de plus : à côté du bénédictin dom Brial, deux membres laïques, La Porte du Theil et Pastoret qui furent, tous, membres de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres (27).

L'existence du Comité des chartes fut confirmée par un arrêt du Conseil, donné le 3 mars 1781, arrêt « qui réunit la bibliothèque des finances et le Dépôt des chartes, et les attache à la Chancellerie de France sous le titre de *Bibliothèque et dépôt de législation, histoire et droit public* » (28). L'article quatre n'est pas très détaillé, il précise seulement qui convoque et dirige les « assemblées des savans » et il en définit le but. En raison de la maladie du Garde des sceaux, les comités cessent en juillet 1784 (29). Moreau, cependant, ne perd pas l'espoir de pouvoir les relancer et il s'obstine toujours à vouloir obtenir un arrêt du Conseil qui consacrerait définitivement son Comité.

(25) Journal des Conférences littéraires. CM 292, fol. 2-48.

(26) Voir *Plan des travaux littéraires*, p. XIX de l'appendice.

(27) Cf. MOREAU, *Progrès des travaux littéraires*, Paris 1787, p. I, II et CHARMES, t. I, p. 409, N° 4.

(28) CHARMES, t. I, p. 391-394, N° 1. A l'exception des articles 5 à 7, Moreau a publié cet arrêt dans le *Plan des travaux littéraires*, en annexe, p. XI-XVIII.

(29) Dans une lettre adressée le 10 mai 1784 à Moreau, dom Grenier parle déjà de « la cessation du comité chez le ministre ». CM 319, fol. 87.

En 1784, Godefroy fait la proposition de transformer le Comité des chartes en une académie qui devait être bien dotée :

« [...] à quoi en est l'impression du premier volume du grand recueil des chartes dont j'ai vu Monsieur le Garde des Sceaux désirer l'exécution ? Il seroit peut-être utile d'en faire paroître un volume mais il seroit surement beaucoup d'avantage de connoître auparavant tous les dépôts du Royaume et notamment celui de la Ste Chapelle à Paris et de la Bibliothèque du Roy. Il faudroit du Comité des Chartes faire une Académie dont seroient associés les Diplomates des Provinces et faire de ce Recueil un ouvrage et en y donnant toute l'authentification dont un pareil ouvrage seroit susceptible. Mais il faudroit cent mille écus annuellement pour un pareil travail, et vous savez, Monsieur, que l'on n'aime point à sacrifier de l'argent pour les choses les plus utiles » (30).

La réponse de Moreau est empreinte de réalisme et exprime un optimisme prudent.

« Je pense comme vous sur le premier volume. Dieu sait quand il paroitra. Il vaudroit mieux multiplier nos recherches et grossir notre dépôt mais un travail obscur n'est qu'utile et l'autre aura quelque chose de brillant.

M. de Bréquigny a depuis deux jours un peu de fièvre. Il se tuera de travail s'il n'y prend garde, et je trouve qu'il embrasse beaucoup trop. Nous n'avons pas encore une feuille de ce 1^{er} volume, mais on dit que nous en relirons l'épreuve dans le 1^{er} Comité des chartes qui ne se tiendra que le mois prochain. Je voudrois qu'on adopte votre projet sur notre société littéraire. Il ne faut pas parler des 300 000¹¹. Cela en dégoutoit. Bâtissons toujours ; consolidons notre Société. Si cela se peut, allons au bien autant que nous pourrons et alors la providence fera le reste » (31).

En avril 1786, Moreau élaborait un projet relatif au Comité des chartes. Ce projet constitue l'apothéose de son

(30) Godefroy à Moreau, Lille, 11 novembre 1784. CM 331. fol. 155 R^oV^o.

(31) Minute de la réponse de Moreau, 18 décembre 1784. CM 352, fol. 84.

œuvre d'organisateur des sciences historiques et il a l'avantage de nous révéler une expérience administrative aiguisée et les critères politiques d'un contemporain de Louis XVI. Moreau voudrait élargir le cadre des assemblées. La présidence incomberait toujours au Garde des Sceaux. L'intention de l'auteur du projet est de voir « régénéré » le comité d'histoire et de droit public. C'est pour lui donner une assise politique plus solide qu'il estime nécessaire de faire appel à deux membres honoraires, « le Ministre des Affaires étrangères et celui des finances ; quand même ils n'auraient jamais le temps d'assister aux assemblées, leur nom honorera la société et nous mettra dans le cas de les instruire de ce qui s'y traitera d'intéressant » (32). Candeur ou ruse ? On ne sait, mais l'agrément de l'un ou de l'autre ministre était primordial à ce moment-là. Quoi qu'il en soit, il s'agissait, soit de financer une nouvelle initiative, soit de couvrir par des voies diplomatiques des recherches à faire en dehors de France. Au-dessous des deux anciens membres honoraires, le marquis de Paulmy et Bertin, Moreau désirait placer, sur un pied d'égalité, deux associés nécessaires. L'un était le magistrat chargé de la surveillance des livres et de la police des livres, l'autre « l'historiographe de France, garde du cabinet et chargé de la direction des travaux littéraires dont il fera l'atelier ». De cette façon, les différents titres, tâches et postes, plus convoités qu'existant en fait, sont logiquement fondus en une fonction qui se hausse au niveau et à la portée du magistrat responsable de la librairie. Mais sur quelle base Moreau pouvait-il oser comparer l'importance de son département à celle de la direction de la librairie ?

Moreau semble avoir déduit cette nouvelle position du rôle que l'histoire et le droit public devaient jouer dans la monarchie d'Ancien Régime (33). Par conséquent, le Gouvernement se doit de protéger et favoriser quelques talents par l'honneur qu'il leur fait de les regarder comme membres d'une association utile. Et Moreau intègre son propre

(32) Extraits d'un mémoire de Moreau sur l'objet et la destination des dépôts attachés soit à la Chancellerie, soit au Contrôle général des finances. CHARMES, t. I, p. 404-413, N° 8, ici p. 408.

(33) *Ibid.*, p. 406 où il écrit : « Nous n'étudions point assez l'histoire et le droit public de notre pays ».

effort dans un système cohérent. Le Dépôt des chartes n'était pas seulement destiné à préparer l'édition d'un ouvrage. Tout au contraire. « C'est réellement le cabinet d'un historiographe de France que l'on a voulu former. Il est, il sera quelque jour à l'histoire de la monarchie, inséparable de celle de la législation et de l'administration du Roi [lisez : l'ancienne bibliothèque des finances], ce qu'est le cabinet du Jardin du Roi à l'histoire naturelle et à toutes les parties de la physique » (34).

Il est caractéristique que Moreau relie cette prétention à une attitude où modestie et économie extrêmes trouvent leur compte. « Gloire, émulation, encouragemens, considération, voilà notre monnaie à nous autres gens de lettres. Ce sera toujours la faute du Gouvernement, s'il ne saisit pas les moyens de multiplier ses valeurs, et s'il n'a pas l'art de les employer » (35).

Moreau n'a pas été écouté, son « département » ne reçut pas sa clef de voûte. Et qui pis est, il dut avoir l'impression que les successeurs de Bertin se désintéressaient de plus en plus de son œuvre.

Une entreprise de l'envergure du Dépôt des chartes avait besoin de fonds importants pour assurer un travail réglé et continu. Comment le ministre s'en est-il tiré ? Il faut l'avouer, les ressources du Dépôt des chartes furent toujours inférieures aux besoins. On sait que les commencements du Dépôt des chartes furent des plus modestes. En 1762, Louis XV alloua la somme de 4.000 livres au Dépôt. Le 21 août 1765, le Roi « destina encore au même travail des chartes une gratification de 6.000 livres qui avoit été jusques là payée à l'abbé Foi [...]. Ainsi, à compter du 1^{er} juillet 1766, il a été expédié tous les ans une ordonnance de 6.000 au profit du dépôt et du travail des chartes, indépendamment de celle de 4.000 livres » (36). Par la parcimonie certainement exagérée avec laquelle Moreau distribuait les fonds du Dépôt, il parvint à faire des économies. « A la fin de 1772, précise Moreau dans un mémoire, il se trouva environ 30.000¹¹ en caisse, alors [...] le Roy ordonna

(34) *Ibid.*, p. 408. — Voir aussi chap. V, p. 256-265.

(35) *Ibid.*

(36) Mémoire de Moreau sur les finances du Dépôt des chartes. Sans date. CM 1097, fol. 38. — Voir chap. II, p. 101.

que l'on convertirait en rescriptions une somme de 20.000¹¹ dont le produit serait employé aux travaux qu'exigeait actuellement l'examen et l'arrangement des monuments qui composent le dépôt [...] moyennant cela en se procurant une augmentation de 1200¹¹ (37). En 1783, Moreau fut en état de doubler la somme des rescriptions (38). A trois reprises, il put augmenter ce capital : en 1786, de 7500¹¹, en 1787, de 3000¹¹ et, en 1788, de 5000¹¹ (39), atteignant ainsi la somme (40) de 55.500 livres en rescriptions (41). La gestion financière du Dépôt des chartes par Moreau fut toujours honnête, mais extrêmement prudente. Le directeur du Dépôt sut freiner les dépenses qui restèrent pratiquement toujours inférieures aux recettes annuelles. Les victimes de cette politique à courte vue furent les collaborateurs du Dépôt qui devaient souvent attendre longtemps leurs arriérés. Lors de la liquidation du Dépôt des chartes, en 1790, plusieurs personnes tenant au Dépôt des chartes perdirent des sommes considérables, parmi lesquelles il faut citer avant tout Bréquigny et Denis-Joseph Godefroy. En 1789, le Dépôt devait au premier 14.400 livres et au second 11.000 livres (42). En revanche, sur l'état de l'arriéré dû au Dépôt figure, en 1789, le total de 13.600 livres (43). En dépit d'un capital de 55.500 livres accumulé au cours des vingt-cinq années, le Dépôt des chartes restait débiteur envers plusieurs collaborateurs. En 1789, le Dépôt avait un revenu annuel de 17.200 livres auquel s'ajoutèrent les intérêts sur les effets royaux d'un montant de 2.687 livres 10 sous. En même temps, le trésor royal payait directement quelques traitements à plusieurs gens de lettres comme Bréquigny, du Theil et Mouchet. En 1789, le total des traitements s'éleva à 20.900 livres (44). Il est à noter

(37) CM 1097, fol. 38.

(38) CM 298, fol. 8.

(39) *Ibid.*, fol. 26.

(40) *Ibid.*, fol. 34.

(41) *Ibid.*, fol. 46. Lors de la liquidation du Dépôt des chartes en 1790, le décret du 14 août 1790 porte « article 4. Les 55.000 livres d'effets royaux appartenant à ce dépôt seront annulées ». *Archives parlementaires de 1787 à 1860*, t. XVIII, p. 70.

(42) CHARMES, t. I, p. 447, N° 24.

(43) *Ibid.*, t. I, p. 446, N° 23.

(44) *Ibid.*, t. I, p. 445, N° 22.

qu'à partir de 1786, le Contrôleur général des finances Calonne augmenta de 12.200 livres les traitements payés à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres ; le montant total des traitements de celle-ci s'élevait alors à 40.200 livres (45).

Si dans les dernières années de l'Ancien Régime, Moreau était arrivé à obtenir des fonds qui équivalaient à peu près à ceux de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, il était pourtant trop réaliste pour attendre des augmentations plus substantielles dans une période où la monarchie traversait une grave crise financière.

Il n'en reste pas moins vrai que sans la ténacité de celui qui dirigeait le Dépôt des chartes, cette institution n'aurait jamais trouvé une assise aussi solide. Après la retraite du ministre et secrétaire d'Etat Bertin, le Dépôt était menacé de disparaître. Dans cette situation critique, Moreau voulut suivre l'exemple de Bertin et donner sa démission, mais le ministre lui rappela son devoir de citoyen (46). Pendant les deux premières décennies de l'existence du Dépôt, un concours de circonstances particulièrement heureuses avait favorisé son essor. L'intérêt personnel que Bertin portait à la recherche historique se conjugua avec une amitié qui s'était nouée entre le ministre et Moreau.

A cette raison personnelle s'en ajoutait une autre, de nature politique. A la veille de la Révolution, les Gardes des sceaux étaient de plus en plus absorbés par la préparation de l'Assemblée des notables et la convocation des Etats généraux. Ainsi, Moreau jouit toujours d'une assez grande liberté dans la gestion des affaires. Il donna la priorité à la collection des chartes inédites, négligeant de ce fait l'édition des trésors déjà amassés. Dans un mémoire

(45) *Mémoires de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, Paris 1809, t. XLVII, p. 1-16.

(46) Dans un billet daté du 31 août 1781 Moreau témoigne sa reconnaissance à Bertin. Quant au désir de Moreau « d'accompagner la retraite » du ministre, il sera désapprouvé par ce dernier : « prenés y garde, vous ne seriés pas longtems sans être forcé de regretter co^e moy ; c'est un excellent métier j'en viens d'en faire l'épreuve et cela m'a fait plus de bien que les eaux : mais il faut qu'un bon citoyen en ait acquis le droit et vous n'y etes pas encore ». Apos-tille de Bertin. CM 296, fol. 96.

qui date probablement de novembre 1788, l'ancien ministre Bertin reproche aux responsables du Dépôt des chartes d'avoir trop tardé à préparer la publication des chartes et diplômes du moyen âge français (47). Cette lenteur, il faut l'attribuer non seulement au garde du Dépôt ainsi qu'à Bréquigny, pratiquement chargé de tous les travaux d'édition, mais avant tout à la structure même de cette institution. Ici, on peut clairement distinguer trois plans. D'abord, la responsabilité politique qui incombait au ministre, puis l'organisation ou, à proprement parler, l'administration des affaires qui était la chasse gardée du directeur du Dépôt ; enfin la recherche de textes inédits et la publication des diplômes et des regestes. Il était logique de créer en province un réseau de collaborateurs plus ou moins bénévoles et de doter la capitale d'un comité destiné à établir l'authenticité de chaque diplôme médiéval renfermé dans les collections du Dépôt des chartes. En revanche, toutes les entreprises d'édition comme les *Ordonnances*, les *Diplômes et chartes* et la *Table chronologique* furent confiées à un seul érudit, Oudart Feudrix de Bréquigny. En dépit de sa grande capacité de travail, cette charge devait devenir un fardeau pour ce dernier, de sorte qu'il fut dans l'obligation de s'adjoindre un collaborateur pour chaque tâche qu'il avait acceptée. De ce cumul des travaux dans la main d'un éditeur, la publication des *Diplômes et chartes* devait pâtir avant tout. C'est pourquoi, l'on pourrait presque voir un symbole de l'échec « politique » du Dépôt des chartes dans le fait que cette dernière publication ne vit un début de réalisation qu'après que la Révolution française eut éclaté. La série des volumes de la *Table chronologique* avait pour ainsi dire été la raison d'être de cette institution historiographique aux yeux d'un public savant mais extrêmement restreint. Il est évident qu'un monument de l'envergure des *Diplômes et chartes* aurait mieux pu justifier l'existence du Dépôt des chartes du point de vue politique, car une publication pareille n'aurait certainement pas manqué d'impressionner un large public cultivé. Le fait que le Dépôt ait été dépassé par les événements est la cause profonde pour laquelle il n'a pu gagner une réputation à

(47) Mémoire, signé par Bertin. CM 297, fol. 146 R° - 147 V°.

part entière à côté des nombreuses entreprises des bénédictins de la congrégation de Saint-Maur. En revanche, Bréquigny, en sa qualité de membre de deux Académies, avait une trop forte stature pour être identifié par le public avec les travaux du Dépôt des chartes. En outre, la continuation des *Ordonnances* s'inscrivait dans une tradition qui remontait au commencement du XVIII^e siècle.

En dehors de ses activités historiographiques proprement dites, le Dépôt des chartes se donna pour tâche de surveiller les archives publiques, de contribuer à uniformiser la législation. Ainsi, le ministre Bertin cherchait un moyen pour « mettre en règle » les archives des trésoriers de France et il eut même l'intention de « donner la liberté aux particuliers de fouiller » dans ces archives (48). De même, Moreau proposa, le 27 octobre 1787, au Garde des sceaux de rendre un arrêt statuant sur les archives des églises. Voici le raisonnement de Moreau : « Le Roi n'est ici point propriétaire, mais il est tuteur et dans certains cas il devient administrateur nécessaire » (49). Par un tel arrêt, Moreau voulut assurer la bonne conservation des titres dans un dépôt approprié et sous la surveillance d'un archiviste. Le travail de ce dernier consisterait à dresser un inventaire détaillé et à en fournir une copie au Chancelier, c'est-à-dire au Dépôt des chartes. Quant aux dépenses que ce travail occasionnera, Moreau estime que le « refus » sera « facile à surmonter au moins dans les prébendes royales » (50). Le Garde des sceaux ne donna pas suite à ce projet. Denis-Joseph Godefroy fit un pas de plus. Il proposa d'allouer au dépôt une pension de 8.000 livres prélevées sur « quelques unes de grosses Abbayes régulières de Flandre qui viendroient à vacquer ». Moreau, plus prudent que Godefroy, voulut se borner à susciter et mettre à profit les bonnes volontés lorsqu'elles s'annoncent (51). Cette politique sera appliquée lorsqu'il s'agira de transférer les archives de l'Artois dans un nouveau local. Non sans

(48) Note de Bertin pour Moreau [s.d.]. CM 290, fol. 47.

(49) Mémoire relatif au travail au Dépôt des chartes. Minute. CM 353, fol. 192.

(50) *Ibid.*, fol. 192 V^o.

(51) Projet d'inventorier les archives des Abbayes et Mainmortes du Royaume, 17 novembre 1787. CM 1097, fol. 99.

Chartes des Chartes
Legislation.
1^{er} Mars 1786.
17
1^{er} Mars 1787.

ETAT

DE L'EMPLOI DES FONDS DESTINÉS PAR LE ROI,
AUX FRAIS
DU DÉPÔT DES CHARTES
ET DE CELUI
DE LÉGISLATION,

ET AUX RECHERCHES ET TRAVAUX
QUE L'UN ET L'AUTRE EXIGENT SOUS LES ORDRES
DE MONSIEUR LE GARDE DES Sceaux DE FRANCE
DEPUIS LE 1^{er} Mars 1786 JUSQU'AU 1^{er} Mars 1787.

SAVOIR .

Recette.
CHAPITRE I.

Reliquat du Compte précédent.

« Etat de l'emploi des fonds destinés par le Roi, aux frais du Dépôt des Chartes et celui de législation [...] depuis le 1^{er} mars 1786 jusqu'au 1^{er} mars 1787 »
(CM 298, fol. 34, R^o)

une certaine pression de la part de l'intendant (52) le chapitre de l'abbaye de Saint Vaast, à Arras, céda une salle qui devait servir à accueillir les archives des anciens comtes d'Artois. Bref, la volonté des responsables du Dépôt des chartes de créer une sorte de direction des archives publiques du royaume s'exprime le plus clairement dans l'intitulé qui figure dans l'*Almanach royal* de 1788.

D'ailleurs, l'*Almanach royal* représente fidèlement l'évolution du Dépôt des chartes. A partir de 1765 et sans changement jusqu'en 1780, celui-ci figure modestement dans les attributions du ministère hétéroclite de Bertin : « les Dépôts et Collections des Chartes, tant manuscrites qu'imprimées, et les travaux ordonnés en différens tems par le Roi à ce sujet ». A partir de 1771, Moreau a droit à être nommé séparément, rangé à l'intérieur des commis et chefs de bureau du Contrôleur général. « M. Moreau, Conseiller en la Cour des comptes, Aydes et Finances de Provence, place de Vendôme, du côté des Capucines. La recherche et collection des Chartes et autres Monumens intéressans ; l'histoire et le Droit public du Royaume, des travaux littéraires ordonnés à ce sujet par Sa Majesté, et la correspondance qu'ils exigent, la Garde du Dépôt général des Chartes et celles des Archives et Bibliothèque des Finances » (53). Après la démission de Bertin, le Dépôt des chartes sera rattaché à la Chancellerie. Une fois la bibliothèque des finances réintégrée à cette institution, il s'avèra nécessaire, en 1788, d'en changer le nom en « Bibliothèque et Dépôt de Législation, Histoire et Droit public attachés à la Chancellerie de France ». En même temps, une nouvelle attribution très précieuse se trouve confirmée, celle d'une sorte de surveillance des archives publiques de la France : « M. Moreau [...] chargé de la correspondance qu'exigent la conservation des Archives, et la recherche et la transcription des Chartes et autres Monuments historiques, dont la collection doit faire partie de ladite Bibliothèque » (54).

Avant de faire un bilan des activités du Dépôt des chartes, il convient d'étudier une tentative intéressante, celle de faire transférer à Paris les papiers des bollandistes et de faire continuer l'œuvre bollandienne par les mauristes.

(52) L'intendant Esmangart à Lamoignon, Lille 23 juillet 1787. CM 331, fol. 313.

(53) *Almanach royal*, Paris 1771, p. 185.

(54) *Ibid.*, Paris 1788, p. 277.

D) TENTATIVE AVORTEE D'ACQUERIR LES PAPIERS DES BOLLANDISTES

Il est intéressant de noter que quelques érudits à qui la Collection Moreau a été confiée au XIX^e siècle ont frappé d'un interdit les documents relatifs à l'acquisition des manuscrits et papiers appartenant aux bollandistes. Ainsi, sous la Restauration, Champollion-Figeac refusa à L.P. Gachard la consultation des lettres en question (1). A la fin du siècle, le directeur du secrétariat au Ministère de l'Instruction publique, Xavier Charmes, fit une édition exemplaire des documents provenant du Dépôt des chartes, édition qui ne laisse rien à désirer, mais où ne figure pas le moindre texte contenant une allusion à cette affaire (2).

Les historiens belges ne sont pas restés indifférents à cette situation et tous ceux qui ont fait des recherches sur les bollandistes pendant la deuxième moitié du XVIII^e siècle ont apporté et publié des documents nouveaux et inédits. En revanche, tout ce qui touche à l'évaluation de cette affaire ressortit nécessairement à un parti-pris ou à un « préjugé » nationaliste, ce qui rend impossible tout jugement définitif.

(1) Louis-Prosper GACHARD, *Mémoire historique sur les bollandistes*, p. 45-46, note. Cité par Paulus PEETERS, « L'œuvre des Bollandistes », in *Mémoires de l'Académie royale de Belgique, classe des lettres*, coll. in-8°, Bruxelles 1942, t. XXXIX, p. 73. Sur les bollandistes, voir aussi Hippolyte DELEHAYE, *L'œuvre des Bollandistes à travers trois siècles*, Bruxelles 1920 et René AIGRAIN, *L'Hagiographie*, Paris 1953, ch. III, p. 329 sv.

(2) « Mémoire de dom Berthod », s.d. CHARMES, t. I, p. 237, N° 10 publia les deux premiers paragraphes 'omettant' le dernier qui a trait à l'essentiel, à l'acquisition de quelques manuscrits provenant des bibliothèques jésuites belges en liquidation. CHARMES y consacre au plus une phrase (p. III) dans une introduction comportant 225 pages.

Dans un premier temps, Moreau profite du voyage de dom Berthod aux Pays-Bas autrichiens, en 1774 et 1775 (3), pour le charger d'une mission spéciale. L'ancien grand prieur de Luxeuil est chargé, non seulement de copier des documents historiques intéressant la France, mais de s'informer des conditions de la vente des bibliothèques des jésuites de Louvain, d'Anvers et de Bruxelles (4). Sur le plan scientifique, cette mission est fructueuse (5). En revanche, les plans de Moreau ne se réalisent pas. Les fonds des bibliothèques des jésuites, en attendant leur regroupement, ne sont pas disséminés. En plus, l'abbé de Nelis avait spécifié au secrétaire de l'Académie de Besançon que seuls les doublets seraient mis en vente (6). Droz ne tarda pas à en informer Moreau et ce n'est pas un hasard si l'on finit par envoyer un Franc-comtois dans les Pays-Bas autrichiens, et si Bertin, ministre des Affaires étrangères par intérim, exprima auprès de l'ambassadeur de l'Impératrice, Mercy, son inquiétude sur le sort réservé aux recueils des bollandistes (7).

Une meilleure occasion d'acquérir la dépouille des bollandistes pour la France parut s'offrir en 1788 à Moreau. Informé par Droz que le fonds bollandien serait mis en vente (8), Moreau fit jouer tous ses registres d'administrateur. Sur-le-champ, il écrit, le 21 novembre 1788, à son confrère de Nelis, évêque d'Anvers, et lui propose « de faire racheter par les bénédictins de Saint-Maur la propriété littéraire de l'entreprise et le fond de librairie des *Acta Sanctorum* » (9). Le lendemain 22 novembre 1788, le Garde des Sceaux Barentin charge le chevalier de la Gravière, résident de France à Bruxelles, de lui fournir des informations

(3) Pour subvenir au frais des bénédictins pendant son voyage Bertin lui accorda « l'honnête médiocre ». Dom Berthod à Bertin, Paris, 15 mai 1775. Apostille autogr. du ministre. CM 327, fol. 47.

(4) Voir les références de note 2.

(5) Sur dom Berthod, voir dom Ursmer BERLIÈRE, « Dom Anselme Berthod, bollandiste », in *Revue bénédictine*, t. XVI, p. 193-209.

(6) De Nelis à dom Berthod, Tournai 30 nov. 1773. Copie. Registre de l'Académie de Besançon, Besançon, Bibl. mun. Fonds de l'Académie 3, fol. 75.

(7) Bertin à Mercy, 5 févr. 1774, minute. CM 309, fol. 151 et 172.

(8) Droz à Moreau, Besançon, 19 nov. 1788. Copie. CM 354, p. 262. Droz tint cette information de Nelis qui lui avait écrit.

(9) Voir PEETERS, p. 72 (CM 354, p. 267). — Dans le rescrit on lit qu'il propose de « faire acheter ces précieux matériaux par notre Congrégation de St Maur ».

pour faciliter la reprise par une congrégation française (10). Le même jour encore, il s'adresse à dom Ambroise-Auguste Chevreux, père général de la congrégation de Saint-Maur, en lui faisant la proposition d'acquérir la collection des bollandistes en vue de faire continuer les *Acta Sanctorum* par les mauristes (11).

Les différentes démarches portent clairement l'inspiration de Moreau, même là où le ministre signe la lettre. L'auteur de l'histoire des Bollandistes, le P. Peeters, signale une curieuse intervention d'un « bénédictin français » auprès de S.P. Ernst, chanoine régulier de l'abbaye de Roldruc. Le premier aimerait savoir à quelles conditions S.M. Impériale accepterait de céder le fonds des bollandistes à la congrégation de Saint-Maur (12).

Le chevalier de la Gravière, dans un entretien qu'il eut en janvier 1789 avec le comte de Trauttmannsdorff, trouva le terrain moins bien préparé que ne le faisait croire Moreau. Le ministre se montra opposé à la « cessation » des *Acta Sanctorum* ; en revanche, il se proposa de faire continuer l'entreprise soit à Bruxelles, soit à Vienne. L'évêque d'Anvers, de Nelis, s'opposa à un transfert à l'étranger des papiers bollandiens et il écrivit à Moreau que plusieurs abbayes belges songeaient, disait-on, à l'acquérir (13).

Cette tentative de Moreau de transplanter l'œuvre des bollandistes à Paris se solda par un échec. Elle ne démontre pas moins l'intention et la ténacité de l'organisateur des recherches historiques en France. Nous sommes mal renseigné sur les motifs de son activité relative aux *Acta Sanctorum*, mais il paraît évident qu'il a voulu finalement travailler à la gloire de Louis XVI. Son activité restait toujours empreinte de sens politique. L'abbé Philippe-André Grandidier, l'archiviste de l'évêché de Strasbourg, lui avait proposé d'associer à ce projet la congrégation de Saint-Blaise, d'autant plus que celle-ci préparait la *Germania sacra*. La teneur de la réponse de Moreau à Grandidier est à la fois nuancée et marquée de réalisme : « Votre projet d'associer à nos travaux, votre Congrégation de St Blaise et les auteurs

(10) CM 354, p. 270.

(11) CM 354, p. 268.

(12) PEETERS, p. 73.

(13) GACHARD, p. 46, note citée par PEETERS, p. 74.

du Germania sacra me flatte beaucoup. C'est augmenter notre édifice d'une aile, et quelque jour on pourra en venir là. Ce qui m'occupe dans le moment est de bien affermir le corps du logis » (14).

En effet, nous pouvons conclure que des deux solutions, association ou transfert, Moreau a nettement préféré la seconde. Aussi pouvons-nous dire que, dans le cas du Dépôt des chartes, la collaboration scientifique à travers les frontières extérieures de la France se trouvait toujours préparée au niveau diplomatique, mais, à très peu d'exceptions près, jamais effectivement réalisée. Dans la plupart des cas, le contact passait par un correspondant placé près de la frontière tels que Godefroy, l'abbé Grandidier, ou Fossa à Perpignan. L'échange de lettres entre l'évêque d'Anvers et Moreau (15) était vraiment exceptionnel. Enfin, il est significatif, que toutes les missions à l'étranger (Londres, Rome, Pays-Bas) furent financées par le gouvernement français et effectuées par des chercheurs français tels que Bréquigny, La Porte du Theil et dom Berthod. Bref, l'idéal de la république des lettres incluait, mais ne réalisait guère la collaboration scientifique internationale au niveau du « défrichement » des sources. Pour cela, il fallait attendre que l'Etat-nation fût en mesure de mettre sur pied les structures nécessaires en vue de mener à terme cette tâche.

(14) Chambourcy, 5 oct. 1787. « Correspondance de l'abbé Grandidier », in *Revue d'Alsace*, 3^e série, 16^e année, t. I, (Colmar 1865), p. 502.

(15) Abbé Carlo de CLERQ, « Corneille-François Nelis et Jacob-Nicolas Moreau », in *Bulletin de la commission royale d'histoire (Académie Royale de Belgique)*, t. CX, 3 et 4 livr., Bruxelles 1945, p. 93-141.

E) BILAN DU DÉPÔT DES CHARTES

L'œuvre accomplie tant par les responsables que par les collaborateurs du Dépôt des chartes s'insère dans une tradition séculaire. Sous le règne de Louis XIV, le chancelier Le Tellier voulut confier à Du Cange l'édition du *Recueil des historiens de France*. Celui-ci déclina l'offre et, au cours du XVIII^e siècle, les mauristes réalisèrent une grande partie du travail. Il n'en fut pas de même du *Recueil des Ordonnances* dont les volumes parus, durant l'Ancien Régime, furent tous l'œuvre de légistes profanes. Le projet de mettre sur pied un Dépôt des chartes remonte au surintendant des finances Fouquet. C'est sous le contrôleur général Silhouette qu'il trouva un début de réalisation. Le projet d'imprimer un répertoire des chartes, développé par Secousse, fut exécuté par l'abbé de Foy. Le manque de rigueur de cette édition incita Bertin à confier à Bréquigny la confection d'un regeste des chartes publiées. Ceci fut la première étape décisive dans l'établissement du Dépôt des chartes. On ne perdit pas pour autant de vue le but essentiel de la nouvelle institution : le *Rymer français*. A l'instar de l'historiographe du roi d'Angleterre, Rymer, qui avait édité en moins de vingt ans les *Foedera*, l'équipe française se proposa d'élargir le cadre des recherches. Au lieu de se confiner aux seules bibliothèques de la capitale comme l'avait fait leur prédécesseur anglais, elle voulut défricher autant de bibliothèques et archives que possible en France et à l'étranger, contenant des titres médiévaux français. De l'œuvre d'un seul chercheur, l'édition devint l'entreprise d'une équipe. La création du Dépôt des chartes a ceci de remarquable qu'un ministère, une institution séculière, prit en main l'organisation tout en ayant recours aux bons services des bénédictins de la congrégation de Saint-Maur et de celle de Saint-Vanne et Saint-Hydulphe. De cette façon,

la direction, le financement et l'autonomie dans cette affaire scientifique étaient enlevés aux bénédictins. On n'est certes pas en droit de parler de la revanche des légistes et de l'Etat sur les religieux car, à peu d'exceptions près, la collaboration entre laïques et ecclésiastiques fut toujours excellente. Mais, cette prise en main par un ministère est certainement un indice du décalage de l'érudition, bien que sans le « bénévolat » des religieux, le programme du Dépôt des chartes fût resté lettre morte.

Il est significatif de la hiérarchie des chercheurs employés au Dépôt des chartes que, la mission de dom Berthod aux Pays-Bas autrichiens mise à part, les « voyages littéraires » beaucoup plus importants à Londres et à Rome, furent effectués par les légistes profanes Bréquigny et La Porte du Theil. En France, les vocations de religieux « défricheurs » de chartriers ne furent pas trop nombreuses, de sorte que le ministre dut recourir à des archivistes, comme à Pau et à Lille, à de vieux avocats comme à Cluny et à Paris, pour se procurer des copies de chartes. Surtout dans les dernières années avant la Révolution, le recrutement se rajeunit, tandis que les vannistes remplacent souvent les mauristes et que quelques jeunes avocats de province offrent leurs services.

A l'exclusion des légistes parisiens, de l'évêque d'Anvers, du secrétaire de l'Académie de Besançon et des archivistes en titre de Lille et de Pau, les collaborateurs du Dépôt des chartes vivent dans une situation ou matériellement ou moralement difficile. Mis à part les ecclésiastiques, les correspondants laïques sont souvent des gagne-petit, désireux d'obtenir une place stable comme une chaire de droit public, ou la noblesse comme le professeur d'histoire du droit public de Perpignan, Fossa (1). Les problèmes des ecclésiastiques sont non moins graves. Ils doivent concilier leur travail profane de « défricheur » avec leur fonction religieuse et cela à une époque qui est consciente du grave conflit qui existe entre histoire et théologie, « deux genres qui mar-

(1) Fossa reçut l'ordre de Saint-Michel. La copie de sa lettre de noblesse est conservée à la CM 321, fol. 60.

chent rarement ensemble » (2). En effet, quelques-uns mettent la réputation de l'homme de lettres au-dessus de la piété ; ce qui est plus grave encore, d'autres s'opposent à l'obéissance due au supérieur de la congrégation. Ce sont les meilleurs religieux et savants qui demandent des mitigations. De plus, la congrégation de Saint-Maur, déjà sur le déclin, fut aussi travaillée par le jansénisme (3).

En ce qui concerne l'accueil fait aux activités du Dépôt des chartes, il fut particulièrement favorable. Les collectivités ecclésiastiques, par exemple, autorisèrent facilement l'accès à leurs chartriers. A la nuance près que les Lumières et comme corollaire, la nouvelle attitude moins hostile à l'histoire, n'avaient pas encore pénétré dans certaines provinces, comme le Limousin et les Flandres francaises. C'est d'office que les chambres des comptes ouvraient leurs dépôts, mais non sans réticence, tandis que des particuliers, notamment les nobles, mirent peu d'empressement à rendre leurs papiers accessibles à la recherche. Les nobles étaient échaudés par les officiers des domaines, constamment à l'affût de chartes pour rétablir d'anciens droits « oubliés » du roi. Moreau avait beau déclarer qu'il ne s'agissait nullement de « recherches fiscales », les commissaires du domaine ne cessèrent point de fréquenter l'ancienne chambre des comptes de Lille. Et, fait encore plus significatif, les recherches effectuées par Bréquigny à Londres et continuées à Paris, furent payées et utilisées par les domaines (4). Par conséquent, le long travail de cet érudit, les terriers

(2) *Mémoires de Trévoux*, juin 1757, p. 1355. Compte-rendu de la réédition de l'*Histoire de France* du père Daniel, parue de 1755 à 1757 en 17 volumes.

(3) Ceci est vrai, surtout à la suite de la publication de la bulle « Unigenitus ». Ce fait se trouve souligné par le bénédictin des Blancs-Manteaux, dom François Clément, dans une lettre qu'il adressa de Paris, le 25 septembre 1779, au prince-évêque de Saint-Blaise (PFEILSCHIFTER, t. II, p. 467). David KNOWLES (*Great Historical Enterprises, Problems in Monastic History*, London 1963, p. 43) a désigné la période qui s'étend de la mort de Montfaucon, en 1742, à la Révolution comme celle des « épigones ». Ce qui est patent au XVIII^e siècle, c'est la prédominance de l'histoire profane chez les mauristes.

(4) La demande de Bréquigny s'il doit communiquer des copies faites à Londres aux receveurs généraux des domaines et bois est apostillée par lui, le 13 nov. 1773, après une visite chez Bertin :

de la Normandie et les rôles gascons restèrent inédits et, du vivant de Bréquigny, semble-t-il, inaccessibles à la recherche. Auprès des Etats, l'accueil réservé à l'entreprise de Bertin fut mitigé. Ils auraient volontiers contribué à des opérations de prestige, comme les histoires provinciales des bénédictins, mais il leur répugnait de collaborer à la préparation d'un *Rymer français*, ouvrage qui intéressait moins directement leur province.

Le Dépôt des chartes eut une « conception curieusement moderne » (5). Moreau ne fut pas le premier à instaurer un Comité. Les chanceliers Pontchartrain et d'Aguesseau avaient déjà eu l'habitude de réunir « un comité » de savants historiens. Maupeou fit de même. Il est difficile de dire de quel exemple Moreau s'est inspiré, ou du chancelier, ou, plus directement, des comités qui existaient dans le ministère hétéroclite de Bertin. On a l'impression que Moreau arracha au ministre la permission de mettre sur pied un comité au moment où Bertin était en train de partir. Grâce à la persévérance de Moreau, cette institution connut bientôt périodicité, compte rendu, hiérarchie et publicité. Une fois de plus, on sent l'habileté de Moreau organisateur. En faisant un tirage très limité du rapport intitulé *Plan des travaux littéraires*, sa rareté, pense Moreau, le fera encore plus rechercher.

Moreau parvint à centraliser les travaux d'érudition. La longue et imposante liste qu'il fit dresser en 1788 (6) correspond parfois plutôt à ses souhaits qu'à la réalité. Du moins, n'ai-je point trouvé de documents attestant que le *Journal des Savants*, le *Recueil des historiens de France*,

« Ne donner aucunes pièces qui puissent occasionner des prétentions contraires au droit du Roy ; ni aucuns mémoires favorables à de semblables prétentions ; mais ne pas refuser ceux qui seroient propres à appuyer les droits Royaux dans le cas où je pourrois communiquer des mémoires de cette espèce, la faire part auparavant à Monsieur le Controleur gnal. lorsque je les jugerois d'une certaine importance ». Bibl. nat., Coll. Bréquigny 76, fol. 122.

(5) Gilbert Duv, « Les Bibliothèques », in *L'histoire et ses méthodes*, publié sous la direction de Charles SAMARAN, Paris 1961, p. 1061-1108, ici p. 1077.

(6) Note concernant les objets qui composent le département de M. Moreau attaché à la Chancellerie et dont la correspondance appartient à ses bureaux. 27 sept. 1788. CHARMES, t. I, p. 429-430, N° 16.

les histoires des provinces des bénédictins étaient véritablement dans les attributions du département de Moreau. Le Directeur du Dépôt n'en resta pas là. Il tâcha de préparer les voies à la législation dans le domaine des archives. Son intérêt s'étendit des archives municipales à celles de l'Eglise, des mainmortes aux trésoriers de France. Il était logique qu'il s'efforçât de recruter des « déchiffreurs ». A deux reprises, il profite de l'occasion pour charger les bénédictins de former une école d'archivistes (7), un plan qui ne trouva même pas un début de réalisation.

En dépit de la médiocrité du fonds, le directeur du Dépôt des chartes sut former une institution qui développa durant les trente années de son existence des traits caractéristiques sur lesquels on ne saurait se méprendre. Dans la gestion financière, cependant, on peut lui reprocher son étroitesse d'esprit, car son habitude de ne pas faire d'avances fut doublée d'une politique de thésaurisation excessive. On a qualifié de « cynique » (8), son attitude à l'égard des bénédictins. En fait, ce reproche est a-historique, car le ministre n'avait ni le droit ni la possibilité de payer un salaire, ou de subvenir aux frais d'entretien d'un bénédictin. En revanche, Moreau sut frapper à beaucoup de portes pour trouver de l'argent. En associant ses travaux à d'autres ministères, à l'Eglise, aux Etats, et en luttant pour la franchise de port (9), il arriva soit à financer des travaux, soit à faire des économies considérables. En définitive, c'est cette politique financière de Moreau qui a permis d'asseoir le Dépôt sur des assises solides.

Sans vouloir rabaisser les mérites de Moreau, cheville-ouvrière de l'institution, il est nécessaire d'estimer à leur juste valeur les deux autres artisans du Dépôt : Bertin et Bréquigny. L'un, ministre avec un goût pénétrant pour

(7) Le projet de 1766 d'un « bureau littéraire » prévoit une académie et la formation d'archivistes. CHARMES, t. I, p. 97-100, N° 28. Ce « bureau littéraire » n'exista que pendant deux ans, de 1767 à 1769.

(8) Madeleine LAURAIN, « Les travaux d'érudition des mauristes : origine et évolution », in *Mémorial du XIV^e centenaire de l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés*, Paris 1959, p. 231-271, ici p. 266.

(9) Pour cette question voir Eugène VAILLE, *Histoire générale des postes françaises*, 7 vol., Paris 1947-1955, t. 6. « La ferme générale et le groupe Grimod-Thiroux », p. 146-149 et 162-165.

l'histoire, historien compétent lui-même et l'autre, érudit consommé, travailleur infatigable, grand ami des bénédictins de Saint-Germain-des-Prés. Cette configuration s'avéra idéale, mais, après la démission du ministre, des différends ne tardèrent pas à surgir. Avant 1789, les Gardes des sceaux étant de plus en plus absorbés par les affaires judiciaires, le Dépôt peut être comparé à un bateau qui navigue sans capitaine. Pendant ce temps, grâce à Moreau, l'avarie et le naufrage ont pu être évités. Les mérites de Moreau, organisateur, sont évidents. Il réalise un vieux projet, lui donne une forme très personnelle ; à une bonne dose d'entêtement, il joint les talents d'un administrateur zélé, probe, parfois même ingénieux.

Quelle fut la finalité du Dépôt auquel présida si longtemps Moreau ? La motivation politique est évidente. Pour parer à la recrudescence de la lutte entre le Gouvernement et les Cours souveraines, le premier utilisa le Dépôt comme armature scientifique pour combattre les « systèmes dangereux ». Ces « recherches impatientes » paraissaient d'autant plus nécessaires que les « systèmes » avaient induit en erreur le peuple qui vivait avec des « demi-connaissances ». Bref, l'édition des *Chartes et Diplômes* était, en principe, destinée à détromper « le peuple », à le ramener à une attitude historique et politique à la fois scientifiquement fondée et favorable au Gouvernement. Un autre facteur politique entra aussi dans le calcul des responsables du Dépôt. La publicité donnée aux activités du Dépôt servit à propager l'idée et l'utilité de l'institution, tandis que les éditions scientifiques devaient contribuer à façonner l'opinion publique et cela dans le sens du Gouvernement.

En somme, le Dépôt des chartes assumait un rôle multiple : archives du ministère des finances (la bibliothèque des finances) — une amorce des archives historiques du royaume —, centre de recherches historiques, direction des archives publiques ou ecclésiastiques de la monarchie. Il en résulta que le Dépôt dut, parfois non sans difficultés, s'affirmer par rapport à d'autres institutions telles que l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, la congrégation de Saint-Maur, le juge d'armes et le généalogiste du roi.

Après la suppression du Dépôt des chartes, en 1790, le secrétaire de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres,

Dacier, tenta de sauver l'institution (10), et, sous la Restauration, Champollion-Figeac fit, en vain, une tentative de résurrection (11). Enfin, cinq institutions héritèrent plus ou moins directement des papiers ou des tâches que l'institution de Moreau s'était assignés. Les papiers passèrent à la Bibliothèque nationale, tandis que l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres allait devenir l'héritière à la fois des travaux des bénédictins et du Dépôt des chartes ; mais elle se déchargera en partie sur la nouvelle Ecole des chartes (1821). La structure de l'organisation, caractérisée par une emprise bureaucratique et administrative sur les recherches historiques, se révélera, au XIX^e siècle, riche d'avenir car c'est sous l'impulsion des ministres Guizot (1834) et Salvandy (1837) (12) que le « Comité des travaux historiques et scientifiques » sera mis sur pied. Le Comité s'inspirera directement de celui de Moreau pour établir un réseau de collaborateurs résidant en province. Les Archives nationales, enfin, seront chargées de la direction des archives publiques de France.

Le côté institutionnel mis à part, il y a eu encore une autre continuité de l'Ancien Régime à la Restauration, sur le plan idéologique. Comme il dépasse le cadre de mon étude, je ne puis que poser ici quelques jalons. En 1771 Bréquigny publie ses recherches sur les communes. Pour écarter les « systèmes », cette étude se veut purement juridique (13). Le légiste Pastoret lui est adjoint comme éditeur des *Ordonnances*. C'est l'ami de Bréquigny qui va rédiger la charte constitutionnelle de 1814. L'idéologie historique nous en est rendue familière par le Dépôt des chartes et l'étude de Bréquigny. En plus, il n'est pas exclu que

(10) [DACIER], *Eclaircissements sur le travail dont l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres est chargé, relativement aux manuscrits de la Bibliothèque du Roi*, (s.l.n.d.), p. 6.

(11) CHAMPOLLION-FIGEAC, *Notices sur le Cabinet des chartes et diplômes de l'histoire de France*, Paris 1827.

(12) Louis TRENARD, « Salvandy et la recherche historique (1837-1848) », in *Bulletin de la Section d'histoire moderne et contemporaine*, fasc. 7, Paris 1969, p. 39-64, ici p. 43.

(13) Voir notre étude « Le renouveau des études sur les communes médiévales au XVIII^e siècle », in *La Ville au XVIII^e siècle. Colloque d'Aix-en-Provence* (29 avril - 1^{er} mai 1973), Aix-en-Provence [1975], p. 305-311, ici p. 310.

Louis XVIII se soit inspiré du *Discours sur l'Histoire de France* de son secrétaire des commandements.

*
* *

Après un premier temps, sous la Restauration, le romantisme et le libéralisme aidant, ce fut la Monarchie de Juillet qui reprit une bonne partie du programme scientifique du Dépôt des chartes, aussi bien que ses structures organisatrices. Les uns proposèrent alors de faire continuer, sans autre, ou plus exactement de mettre à jour le programme d'éditions scientifiques, les travaux du Dépôt des chartes. D'autres préférèrent le développer, pour tenir compte d'une nouvelle conception de l'histoire. On peut dire, sans exagérer, que, dans les grandes lignes, le Dépôt des chartes avait, en dépit de toutes ses défaillances, imposé une direction à l'évolution des sciences historiques qui devait marquer de son sceau l'épanouissement de l'Histoire au siècle suivant.

CHAPITRE III

LES ACTIVITES POLITIQUES DE MOREAU

A. L'ECRIVAIN POLITIQUE

Une fois engagé dans la voie du journalisme, Moreau n'a pas voulu abandonner cette carrière lorsqu'il entra au ministère des finances. Désormais il ne s'agit plus d'attaquer l'ennemi du dehors ni de faire l'apologie de la politique du ministère des affaires étrangères comme l'avait fait l' *Observateur hollandais*. Cette fois-ci, le journaliste va s'occuper des problèmes « domestiques » qu'il traitera d'une façon générale et théorique.

Le Moniteur français

Son journal, intitulé *Le Moniteur français*, paraît en 1760 en deux tomes, le premier comportant cinq numéros, le second s'achevant avec le numéro un. On en peut conclure que l'accueil du public ne fut pas des plus chaleureux.

Dans une période de crise comme celle de la guerre de Sept Ans, il était naturel que *Le Moniteur français* insistât sur la nécessité de défendre la politique du Contrôleur général des finances (1). Moreau clôt son second discours, intitulé « Réflexions d'un citoyen sur la situation des affaires publiques », par un appel à l'unité. Il prône « l'amour

(1) *Le Moniteur françois*, Paris 1760, t. I, p. 7. — Notre interprétation présuppose qu'à l'exception de quelques textes signés par d'autres auteurs, tout le reste est de la plume de Moreau, ce qui paraît probable d'après le style et le contenu.

du peuple pour son souverain et pour le patriotisme » en réside, selon Moreau, la cause principale de la situation affligeante dans laquelle se trouve la France. « Je le dis à regret, écrit Moreau, nous n'avons pas eu assez d'affection pour la Patrie : voilà la source des maux qui nous affligent ; je pourrais le prouver par des faits. Redevenons citoyens [...] » (2).

Une comparaison de l'*Observateur hollandais* avec le *Moniteur français* permet de constater une nouvelle tendance chez le journaliste. Dans le premier organe, il avait publié bon nombre de pièces originales, réimprimées d'après les gazettes anglaises et hollandaises. Il avait relié les pièces par des commentaires et le tout avait trouvé dans la lettre sa forme idéale. Dans le nouveau périodique, les lettres n'occupent qu'une place mineure. Une fois, Moreau s'en sert pour critiquer la noblesse commerçante (3) et une autre fois pour s'étonner du foisonnement de la propagande anti-jésuite (4). A l'exception de deux éloges (5), d'un nouveau dialogue des morts et d'un très bref extrait des *Mémoires* d'Abub-Keb, les autres textes sont des discours sur l'origine et la constitution de la monarchie française. Le journaliste s'érige donc ici en théoricien. Avant d'exposer sa propre théorie, Moreau distingue, dans le prologue au premier discours, deux sortes de critiques qui ont tâché de rabaisser la monarchie française, les « prétendus Philosophes » et les tenants du gouvernement mixte.

« Ceux qui dans ces derniers temps ont travaillé, peut-être sans le vouloir, à diminuer dans l'esprit des peuples la confiance, le respect et l'obéissance que nous devons à la Puissance souveraine, peuvent se partager en deux classes.

Les uns sont de prétendus Philosophes, qui, après avoir formé des plans de morale, ont aussi voulu donner des projets de gouvernement, et en ont altéré les principes. Les autres, meilleurs Citoyens, mais frappés d'une crainte mal

(2) *Ibid.*

(3) « Lettre de Robert K*** à son ami Isaac W*** négociant à Rotterdam », *Ibid.*, t. I, p. 192-216. Pour une discussion du problème de la « noblesse commerçante » voir J.Q.C. MACKRELL, *The attack on 'féodalisme' in eighteenth-century France*, London-Toronto 1973, p. 77-103.

(4) *Ibid.*, t. I, p. 335-358.

(5) « Eloge historique de M. le marquis de Montcalm », *Ibid.*, t. I, p. 128-142, et « Eloge de Madame la Princesse de Condé ».

fondée, ont respecté le titre de l'autorité, et ont recherché à en restreindre l'exercice. Les premiers, pour établir leur système, ont abusé de la raison, et ont donné leurs rêveries pour les premières maximes du Droit naturel. Les autres, par horreur pour le despotisme, ont été chercher dans les anciens monuments de notre monarchie, les règles d'un gouvernement mixte auquel nous ne sommes point accoutumés : pour écarter l'usage arbitraire du pouvoir souverain, ils en ont peut-être trop resserré les bornes » (6).

C'est par opposition à ces deux doctrines que Moreau développe, dans cinq discours, sa conception traditionaliste de la monarchie. Le niveau de l'argumentation qu'il a choisi est dicté par le large public auquel il veut s'adresser. « Ce plan est vaste, dit Moreau, et peut-être l'esquisse d'un grand ouvrage ; mais comme nous écrivons pour tous les esprits, nous ne voulons ni nous jeter dans des raisonnements trop abstraits et trop métaphysiques, ni nous livrer à une érudition profonde et à des recherches plus curieuses qu'utiles. Nous écrivons pour tous nos concitoyens, puisque c'est à des devoirs communs que nous cherchons à les rappeler. Nous ne voulons qu'être entendus : quelques raisonnements simples, un petit nombre de faits constants ; voilà la matière de nos Dissertations » (7). Le journaliste fait déjà entrevoir un grand ouvrage, mais dans son périodique, il se limite à « quelques raisonnements simples » et à « un petit nombre de faits constants », c'est-à-dire qu'il s'agit pour lui non de convaincre les adversaires de la monarchie mais de rassurer ceux qui auraient chancelé dans leur foi en l'ancienne monarchie. Bref, Moreau se met à faire une apologie du système monarchique de son temps.

Dans le premier discours, qui porte le titre « De la monarchie en général et de son origine » (8), Moreau s'attache à la doctrine contractuelle. L'apologiste de la monarchie dénonce le « pacte mutuel », le « contrat synallagmatique » comme une doctrine « destructive du Gouvernement monarchique » (9), car elle implique nécessairement un droit de résistance. Selon Moreau, la doctrine contractuelle « ne fait

(6) *Le Moniteur français*, t. I, p. 76-78.

(7) *Ibid.*, t. I, p. 78-79.

(8) *Ibid.*, t. I, p. 79-127.

(9) *Ibid.*, t. I, p. 86.

de la Souveraineté qu'une simple commission toujours révocable par la multitude » (10). Quelques passages tirés des *Principes du Droit public* de l'avocat Bouquet — ouvrage d'ailleurs condamné par le Parlement — lui servent à critiquer en détail la doctrine incriminée. Ces principes nouveaux seront condamnés par Moreau comme « faux » et déraisonnables ». Pour sa part, il cherche à « prouver que la royauté est appuyée sur des fondements plus inaltérables, et que suivant un ordre admirable établi par l'Auteur même de la Société, il n'est plus au pouvoir des peuples de se rendre malheureux » (11). Dieu est donc à l'origine de l'homme et de la société, comme à celle du pouvoir monarchique. En s'appuyant sur l'Ancien Testament, Moreau croit pouvoir établir que la puissance paternelle a fait naître la monarchie domestique, elle-même investie « de la souveraineté la plus entière, mais en même temps la plus réglée » (12). Les deux marques de la souveraineté empêchèrent que la monarchie devint un despotisme. En dépit de toutes les vicissitudes de l'histoire, des changements de dynasties, de l'alternance de monarchies héréditaires ou électives, l'essence du gouvernement resta identique et « les devoirs des sujets continuèrent d'être les mêmes » (13). Cet exposé apologétique et traditionaliste s'inspire évidemment de la *Politique tirée des propres paroles de l'Ecriture sainte* de l'évêque de Meaux, tenant de l'absolutisme classique, mais le *Moniteur français*, à l'opposé du théologien, se trouve dans une situation inconfortable, car il doit défendre la cause monarchique contre deux 'partis' bien installés dans l'opinion publique.

Quelques arguments familiers au lecteur du *Nouveau Mémoire sur l'Histoire des Cacouacs* réapparaissent dans le second discours. Ici, Moreau réfute la nouvelle notion du pouvoir paternel que John Locke avait développée dans son *Traité sur le Gouvernement civil*. Le *Moniteur français* adresse deux critiques au philosophe anglais. D'une part, Moreau lui reproche d'avoir divisé le pouvoir paternel en le répartissant à parts égales sur le père et la mère et, d'autre

(10) *Ibid.*, t. I, p. 87.

(11) *Ibid.*, t. I, p. 88. — Voir aussi chap. IV, p. 273-275.

(12) *Ibid.*, t. I, p. 113.

(13) *Ibid.*, t. I, p. 125.

part, d'avoir anéanti le pouvoir paternel. Moreau réfute ces deux idées, affirmant que les pères de famille « ont et conservé, et dû conserver, cette autorité, dont la nature les avoit revêtus ». Cette nécessité résulte, d'après Moreau, de la fin de l'homme qui « est né pour la société, et par conséquent pour la règle » (14). Il s'y ajoute une autre raison. Le gouvernement était déjà formé « lorsque tous les enfants furent en âge de disposer d'eux-mêmes ». Et Moreau en tire une conclusion de grande portée. « Tout changement eût troublé l'ordre établi. A la destination primitive de l'homme, qui veut qu'il vive en société, se joignait la loi naturelle, qui le soumet au gouvernement de celle où il est né » (15). Ainsi, Moreau en arrive à faire l'apologie du statu quo. Il admet volontiers que ce pouvoir paternel est subordonné à une autorité supérieure et universelle. Mais il se défend en même temps contre un éventuel reproche en disant que cette puissance souveraine, « la plus pleine et la plus étendue qui existe dans la société, n'est cependant point un despotisme » (16). Dans la suite, il affirme que « le système du pacte national ne peut être fondé sur l'histoire ».

Le désir des « prétendus philosophes » de faire cesser tout commandement dans l'univers et de réaliser l'égalité des hommes provoque le règne de l'anarchie et de la licence. Malgré cette perspective épouvantable, l'individu peut se rassurer, car Dieu lui a assigné sa place dans le monde.

« Une providence sage a marqué, et dans la durée des siècles, et sur la surface de la terre, le point où je devois naître, et déterminé, sans moi, les rapports que j'ai eus, dans ce premier instant, avec tous les êtres qui m'environnent : en assignant ma place, elle a indiqué ma destination, et fixé mes devoirs » (17). Cette obéissance à l'autorité politique existante est nécessaire, quelle que soit la forme que l'Etat puisse revêtir, soit la monarchie, soit la république. Ces « devoirs nécessaires et irrévocables » du citoyen se composent de deux lois naturelles, celle de la fidélité et celle de la reconnaissance.

(14) *Ibid.*, t. I, p. 153.

(15) *Ibid.*, t. I, p. 153-154.

(16) *Ibid.*, t. I, p. 156.

(17) *Ibid.*, t. I, p. 165. — Voir aussi plus loin p. 300 sv.

Dans les dernières vingt pages du second discours, Moreau parle de l'origine de la souveraineté. Elle est l'ouvrage de Dieu et elle « n'est comptable qu'à la Justice Divine de ses égarements ou de ses erreurs » (18). En fin de compte, le *Moniteur français* reproche aux Philosophes de sous-estimer « une force supérieure à toutes les autres » et inhérente à la souveraineté, « celle de la justice et de la raison » (19).

Le troisième discours est consacré au despotisme et aux lois fondamentales. Moreau s'en prend à l'auteur de *l'Esprit des loix* chez qui il constate une contradiction en ce qui concerne la notion de despotisme. D'abord, Montesquieu affirme, selon Moreau, qu'il n'y a aucune loi fondamentale sous un despote, puis il parle des lois fondamentales du despotisme (20). Pour Moreau, le problème du despotisme se résoud très facilement. Le souverain français ne peut pas être un despote car en France, le règne des lois n'est pas aboli, tout au contraire, il est assuré par des « agents intermédiaires ». Lorsque Moreau traite des lois fondamentales, il met tout de suite ses lecteurs en garde. « Ce nom sacré ne doit point être profané ; le prodiguer, c'est l'avilir : les lois fondamentales sont au gouvernement ce qu'est le dogme à la Religion » (21). D'ailleurs, il omet de définir les lois fondamentales. Parmi les droits que l'homme tient directement de la nature, il cite les suivants : « celui de la propriété civile, de l'hérédité, et dans plusieurs Etats, celui de la Noblesse » (22). A l'instar de Montesquieu, Moreau distingue trois pouvoirs, mais il les voit, à l'opposé de son prédécesseur, réunis dans la personne du souverain : « Le Prince est Administrateur, il est Législateur, il est Juge » (23). Tout comme son modèle, le chancelier d'Aguesseau, le *Moniteur français* met un accent particulier sur les « formes ». Elles ont une fonction double, celle de faire reconnaître « la volonté légale du Souverain » et, dans les

(18) *Ibid.*, t. I, p. 174.

(19) *Ibid.*, t. I, p. 190.

(20) Cf. *Ibid.*, t. I, p. 222.

(21) *Ibid.*, t. I, p. 235.

(22) *Ibid.*, t. I, p. 238 sv.

(23) *Ibid.*, t. I, p. 243.

jugements, « sa justice ». Dans le dernier cas, elles constituent une sorte de garantie.

Un autre trait distinctif de la monarchie française qui prouve qu'on ne peut pas la confondre avec le despotisme, c'est l'existence des « agents intermédiaires ». Le Conseil éclaire le souverain, lui transmet des représentations, mais il n'a « aucun pouvoir à exercer », ce qui signifie que la responsabilité ministérielle n'existe pas. D'autre part, le Souverain est représenté par des « Officiers ». Les deux institutions du Conseil et des « Officiers » sont rangées parmi les « lois fondamentales ». Dans la conclusion de ce discours, Moreau donne une interprétation restrictive, sinon partielle, du despotisme. « Le Président de Montesquieu, écrit Moreau, en disant que *tout était perdu*, lorsque tous les trois pouvoirs étaient réunis sur une même tête, n'a voulu sans doute parler que de l'exercice et non du titre de la Souveraineté » (24).

Le quatrième discours a pour titre « Idée générale des droits des Peuples ». L'auteur commence par définir la notion de droit. « « Le *Droit* dont nous cherchons à nous former une juste idée, n'est autre chose que le *pouvoir naturel*, que Dieu a donné à l'homme d'*user* de toutes les créatures, *suivant sa destination et la leur* » (25). Moreau constate que l'égalité naturelle n'est point contraire à la subordination qui est la première loi du gouvernement, puis il inverse son argumentation. « Ainsi l'inégalité civile était nécessaire pour conserver l'égalité naturelle ». Le gouvernement civil est le gardien de cette égalité. De ce fait résulte une conséquence importante. Le gouvernement « irait jusqu'à vouloir détruire l'égalité naturelle » (26). Moreau fait ensuite une apologie du droit historique. Parlant de « cette foule de lois, de règlements, de décisions », le *Moniteur français* continue « ce sont autant de moyens imaginés par les hommes pour conserver ces droits antiques que les hommes n'ont point faits » (27). La propriété civile

(24) *Ibid.*, t. I, p. 263 sv. — Cette théorie cadre bien avec la réalité politique sous Louis XIV et Louis XV, monarques qui n'admettent point le système de la responsabilité politique. Voir Michel ANTOINE, *Le Conseil du Roi sous le règne de Louis XV*, Genève 1970.

(25) *Ibid.*, t. I, p. 297.

(26) *Ibid.*, t. I, p. 306.

(27) *Ibid.*, t. I, p. 307.

se forma lorsque « le droit naturel que tous les hommes avaient aux productions du sol, fut modifié par une espèce de convention tacite et générale, qui fixa les bornes de chaque possession particulière » (28). Du droit naturel dérivent également le droit civil et le droit public des Etats. En fin de compte, le droit des peuples se transforme plutôt en un devoir à l'égard du souverain. Par une définition du rapport qui existe entre autorité et liberté, Moreau croit pouvoir endiguer le droit des peuples. « L'autorité ne peut anéantir la liberté, la liberté ne peut détruire l'autorité ; parce que, si le devoir de protéger est inséparable du droit de commander, le devoir d'obéir est également inséparable du droit que nous avons à la justice et à la protection » (29).

Enfin, le cinquième et dernier discours traite des origines de la monarchie française. Ce recours à l'histoire permet à Moreau de retrouver « les principes de nos devoirs, le germe et la suite de nos lois, les fondements de l'ordre public, sur lequel sont appuyés la sûreté, la liberté, la tranquillité des peuples » (30). S'inspirant de la théorie « romaniste » de l'origine de la monarchie française telle que l'avait développée l'abbé Jean-Baptiste Dubos dans son *Histoire critique de l'établissement de la monarchie française dans les Gaules* (Amsterdam 1735, 3 vol.), Moreau trouve son domaine de prédilection pour développer, une fois de plus, la doctrine de la monarchie absolue de droit divin. Le *Moniteur français* prévient ses lecteurs que son « discours » ne se distinguera pas par des découvertes nouvelles, mais par « des réflexions sur une histoire déjà connue » (31). De plus, le recours à l'histoire s'impose parce que « l'administration française sera toujours une énigme pour quiconque n'aura pas commencé par prendre une juste idée de l'ordre et du gouvernement établis dans les Gaules, par les Romains, près de cinq siècles avant les conquêtes de Clovis » (32). A force d'entrer dans les détails

(28) *Ibid.*, t. I, p. 310.

(29) *Ibid.*, t. I, p. 318.

(30) *Ibid.*, t. II, p. 9.

(31) *Ibid.*, t. II, p. 19.

(32) *Ibid.*, t. II, p. 22 sv. — Deux générations plus tard, l'historien libéral Augustin Thierry partagera encore cette opinion.

et de surcharger le texte par d'abondantes notes, l'auteur arrive tout juste à exposer le système de l'administration romaine en Gaule. De toute façon, le public du *Moniteur français* n'a guère apprécié ces discours, de plus en plus longs et pesants. Après la première livraison du tome deuxième, le périodique a cessé de paraître. Le journaliste n'est donc pas arrivé à populariser la théorie classique de la monarchie absolue.

Cet échec n'a nullement découragé Moreau. Sa préoccupation historiographique et son désir de faire l'apologie de la monarchie absolue l'ont poussé à se chercher un autre champ d'activité qui allait lui permettre de rédiger une histoire de France.

B. DISCOURS SUR LA JUSTICE

Grâce à l'entremise du président à la Cour des comptes de Provence, Mazenod, Moreau fut présenté, en 1763, au Dauphin, fils de Louis XV. A en croire ses *Souvenirs*, Moreau fut apprécié par le Dauphin comme auteur de l'*Observateur hollandais*, des *Cacouacs* et des *Remontrances de la Cour des aides de Montpellier* (1). En 1764, le gouverneur des enfants du Dauphin, le duc de La Vauguyon, chargea Moreau de composer un traité sur l'histoire de France, qui ne sera publié qu'en 1773 (2). Trois ans après la composition de ce traité historique, le duc de La Vauguyon devait demander à Moreau de rédiger des entretiens sur la Justice et sur la Fermeté. C'est à tort que Moreau s'est attribué, dans ses *Souvenirs* (3), et l'initiative et le mérite de l'avoir « écrit sous une nouvelle forme », celle des entretiens.

On a récemment démontré que « le gouverneur a toujours employé cette nouvelle forme », et qu'il « l'exigeait de ses collaborateurs, de Moreau comme des autres » (4), par exemple du père Berthier. Il est d'ailleurs significatif que le manuscrit du *Discours sur la Justice et la Fermeté*

(1) *Souv.*, t. I, p. 123. — Comme auteur des *Cacouacs*, Moreau est particulièrement fier d'avoir gagné la confiance du Dauphin (*Souv.*, t. I, p. 54).

(2) *Leçons de Morale, de Politique et de Droit public*, Versailles 1773, Epître dédicatoire, p. IV. — Cet ouvrage est discuté au chapitre suivant, p. 248-255.

(3) *Souv.*, t. I, p. 188-189.

(4) Pierrette GIRAULT DE COURSAC, *L'éducation d'un roi : Louis XVI*, Paris 1972, p. 139.

(5) Le manuscrit est conservé à la Bibliothèque de l'Arsenal, Ms 2321 et 2323.

soit subdivisé en entretiens (5). Voici comment Moreau parle de son ouvrage dans ses *Souvenirs* : « Mon *Traité sur la Justice* est un développement complet non seulement des engagements généraux que contracte un souverain vis-à-vis de ses peuples, mais encore de tous les devoirs d'un roi de France, fondés sur la constitution, et il n'y a point d'objet intéressant pour le gouvernement, sur lequel je ne promène l'attention du prince. J'ai mis dans cet ouvrage toute l'énergie, toute la chaleur, toute la pompe du style même, qui convient aux grandes matières que j'y expose » (6).

Même ses adversaires les plus implacables admettent qu'« on y trouve même quelquefois de l'éloquence et de la chaleur » — appréciation suivie d'une critique sévère —, « mais plus souvent encore des idées vagues, de grands mots, de vaines déclamations, et en général un ton de rhéteur peu convenable à la dignité du sujet » (6a).

L'idée principale développée par Moreau n'est guère nouvelle. A la suite de Pellisson, de Bossuet et de Fénelon (7), le précepteur du futur Louis XVI expose la doctrine classique de l'absolutisme.

Seulement, au cours des trois générations qui séparent l'apogée de l'absolutisme louis-quatorzien du milieu du XVIII^e siècle, le climat politique général a changé. Désormais, les tenants de la monarchie absolue sont sur la défensive. Au lieu de construire une théorie adaptée au nouveau cadre de la monarchie, il s'agit de parer aux coups portés par des « systèmes imaginés » (8). Sans apporter beaucoup d'arguments nouveaux, Moreau se borne souvent à répéter la doctrine de la souveraineté absolue et du droit divin. Il sera loué pour sa « défense des droits de l'Autel et du Trône » (9). La finalité de l'homme et l'anthropologie désignent la société comme la destination de l'homme.

(6) *Souv.*, t. I, p. 178.

(6a) *Correspondance littéraire, philosophique et critique*, par Grimm, Diderot, Raynal, Meister, éd. M. Tourneux, Paris 1882, 16 vol., t. XI, p. 123.

(7) *Discours sur la Justice*, Paris 1782, avertissement de la 1^{re} édition, p. XXV.

(8) *Ibid.*, p. 12.

(9) C'est le *Mercure de France*, octobre 1775, premier vol., p. 109, qui relève ce fait.

De cette origine dérive l'autorité paternelle et, partant, monarchique. C'est l'existence des lois qui distingue son gouvernement de celui d'un despote. « Comme il n'y a plus de lois politiques entre lui et ses sujets, comme il ne les gouverne que par ses volontés, ceux-ci sont toujours dans un état de défection, il est lui-même toujours en guerre. Il n'implore contre eux que le pouvoir militaire » (10).

La conception de l'Etat et de la société telle que nous la retrouvons dans le *Discours sur la Justice* est caractéristique d'un certain immobilisme social. Cet état figé est contrebalancé par l'idée de justice. Lorsque Moreau passe du plan théorique au fonctionnement pratique de la monarchie d'Ancien Régime, il introduit un élément nouveau. Sans doute inspiré par Montesquieu, il décrit les trois domaines politiques dans lesquels s'exerce le pouvoir du gouvernement. Ici, comme dans le *Moniteur français*, Moreau expose l'idée que le monarque réunit sur sa tête la législation, l'administration et la juridiction. Comme tenant de l'absolutisme, il ne peut pas accepter la séparation des pouvoirs selon Montesquieu, mais il n'en reste pas moins que Moreau a tenté d'intégrer la terminologie et une pièce essentielle de la doctrine d'un moderne dans une doctrine traditionnelle.

La législation doit assurer l'obéissance aux lois naturelles et divines et elle doit maintenir et affermir les avantages qui ont résulté de l'établissement des sociétés civiles (11). La fonction principale de la législation, c'est de créer une juste proportion des peines avec les crimes et de garantir le droit de propriété civile. L'administration — ou, pour employer un terme moderne, le pouvoir exécutif — a besoin des « agents intermédiaires ». Tout d'abord, il faut nommer le Conseil et les ministres qui, tout comme chez Bossuet (12), sont auréolés d'une sorte de puissance sacrée. Parlant des ministres, Moreau dit : « je révere en eux,

(10) *Discours sur la Justice*, p. 79, note a.

(11) *Ibid.*, p. 97.

(12) Jacques-Bénigne BOSSUET, *Politique tirée des propres paroles de l'Ecriture sainte*, éd. J. Le Brun, Genève 1967, p. 152. « Le conseil des rois est un mystère ; leur secret, qui regarde le salut de tout l'Etat, a quelque chose de religieux et de sacré aussi bien leur personne que leur ministère ».

s'ils sont justes, une espèce de sacerdoce qui doit les rendre sacrés et pour le Souverain et pour la Nation » (13).

Moreau fait une concession importante à la doctrine de Montesquieu, en établissant une séparation entre la juridiction et l'administration. Cette dernière ne doit « pas intercepter l'action de la puissance exécutive confiée aux Magistrats » (14). A un autre endroit, Moreau écrit que le monarque ne doit pas intervertir l'ordre, car « la fonction de rendre la justice appartient essentiellement aux Juges » (15). D'ailleurs, cette relative indépendance se justifie par la fonction des magistrats, c'est-à-dire qu'ils portent, « de degré en degré, les plaintes des peuples jusques à la personne même du souverain : gradation admirable, qui épurant, pour ainsi dire, l'administration de la justice, n'a placé près du trône le dernier asyle de l'opprimé, qu'afin qu'il fût inaccessible aux passions de toute espèce d'oppresser » (16). De cette fonction dérive le droit de faire des représentations, ce qui distingue d'une manière caractéristique la monarchie du despotisme. Contrairement à la doctrine parlementaire, Moreau refuse d'attribuer aux Cours supérieures « aucune prérogative qui leur soit particulière » (17) et, de ce fait, il leur enlève tout pouvoir politique.

Il ne reste pas moins vrai que le roi est le suprême justicier. Mais l'auteur du *Discours sur la Justice* fait intervenir un pouvoir nouveau auquel il prête beaucoup d'attention : l'opinion publique. « J'ai joint, dit Moreau, au pouvoir de l'administration qui se rend maître de l'intérêt, l'empire de l'exemple qui commande aux opinions, et j'ai indiqué l'un et l'autre comme une autorité correctionnelle qui, dans le Prince, doit suppléer sans cesse celle de la juridiction confiée aux Tribunaux » (18).

(13) *Discours sur la Justice*, p. 114-115.

(14) *Ibid.*, p. 117.

(15) *Ibid.*, p. 150. — J. VAN KAN (*Les efforts de codification en France. Etude historique et psychologique*, Paris 1929, p. 127) a montré comment « en langage de courtisan, le conseil de codification [fut] donné au dauphin déjà mort au moment de la publication » des *Leçons de morale*.

(16) *Ibid.*, p. 126.

(17) *Ibid.*, p. 128.

(18) *Ibid.*, p. 169. — Au quatrième chapitre, à propos du *Discours sur l'histoire de France* (p. 286-288) je reviens sur le problème de l'opinion publique chez Moreau.

Gagner la confiance des sujets, les convaincre par la bienfaisance et l'humanité paraît donc le but essentiel de la politique du souverain. Le monarque doit prendre garde que les Cours supérieures ne rendent pas « la nation pour juge », lorsque celles-ci lui sont opposées (19).

Il est vrai que la société telle qu'elle apparaît dans le *Discours sur la Justice* est rigide et hiérarchisée et qu'elle est l'expression d'un certain immobilisme. Mais cet immobilisme reflète un ordre qui a été voulu par Dieu. La tâche que s'est donnée Moreau peut paraître paradoxale dans la mesure où il veut concilier et faire coïncider l'autorité politique la plus absolue avec la « liberté politique » ou « la liberté des peuples » (20). On peut même dire que Moreau ne défigure pas la pensée de Montesquieu quand il prétend être en accord avec lui. Le Président à mortier du Parlement de Bordeaux consacre un chapitre à la liberté du citoyen, en la définissant de la façon suivante : « la liberté politique consiste dans la sûreté, ou du moins dans l'opinion que l'on a d'elle. Cette sûreté n'est jamais plus attaquée que dans les accusations publiques et privées. C'est donc de la bonté des lois criminelles que dépend premièrement la liberté du citoyen » (21).

Sans doute Moreau a-t-il été inspiré par l'exemple du chancelier d'Aguesseau lorsqu'il insiste sur la nécessité de s'en tenir aux « formes ». La deuxième partie du *Discours sur la Justice* traite presque exclusivement des « formes » dans les législations, « administration » et juridiction. Cette insistance sur les « formes » traduit la volonté d'assurer « la vie, l'état et les propriétés » ou « l'honneur, la vie, la liberté et les biens » (22). Cette énumération paraît ressembler à la formule célèbre de Locke (« life, liberty, property »), mais, en fait, elle est beaucoup plus proche de la définition que donne Bossuet du gouvernement arbitraire. Selon l'évêque de Meaux, dans cet Etat, les peuples sujets sont nés esclaves ; le prince y dispose de leurs biens comme de leur vie et il n'y a de loi que sa volonté (23). Ce qui

(19) *Ibid.*, p. 349.

(20) *Ibid.*, p. 218, voir aussi p. 187.

(21) *De l'esprit des lois*, livre XII, chap. II (éd. Dérathé, 2 vol. Paris 1973, t. I, p. 202).

(22) *Discours sur la Justice*, p. 189, 383.

rapproche la conception de Moreau de celle de Bossuet, c'est le fait qu'il n'y a aucune référence au droit naturel, ni à une doctrine contractuelle. Ainsi, chez les deux traditionalistes la fonction de la justice se réduit à garantir des droits conçus d'une manière statique.

Là, où il aborde le problème des réformes dans le domaine de la juridiction, le « précepteur » du futur Louis XVI, se contente de remarques générales, parfois d'allusions. En termes assez vagues, il est vrai, il dessine même l'idéal d'une égalité devant la justice. Une réforme de certaines lois criminelles est aussi bien prévue que la simplification des procès civils et la diminution des formules. Il admet que les procédures sont loin de la perfection (24). Ces propositions tendent donc à une amélioration, à une lente réforme des lois existantes sans pour autant toucher au cadre politique dans lequel elles sont insérées. La limite de cette volonté de renforcer la juridiction et de réformer les lois criminelles se fait sentir au moment où il s'agit de conférer aux Cours souveraines un véritable pouvoir politique. Ici, Moreau se montre fermement opposé à la doctrine parlementaire des « corps intermédiaires », qui fait du Parlement « le représentant de la Nation ». Tout en admettant le rôle historique important du Parlement qui « fut non-seulement le conservateur, mais en quelque façon le restaurateur du droit de la Monarchie », Moreau blâme l'excès que les Cours souveraines mettent dans la rédaction des remontrances. C'est pourquoi le futur roi ne doit souffrir ni « la licence dans les déclamations, ni l'innovation dans les maximes » (25). Toutefois, Moreau insiste sur la nécessité de ne pas retrancher « leur seul pouvoir [...] de porter raison au Prince ». Ce droit, « les Rois justes ne le craindront jamais : les grands Rois en sauront réprimer l'abus ; et s'il étoit une fois détruit, il y auroit anarchie sous les monarques faibles, et tyrannie sous les Princes injustes ». Le droit de pouvoir faire des représentations fait des parlements « un organe de la liberté »,

(23) BOSSUET, *Politique...*, p. 291-293.

(24) Voir *Discours sur la Justice*, p. 392-440.

(25) *Ibid.*, p. 332 et 348.

(26) lesquels, de ce fait, deviennent les gardiens d'une garantie constitutionnelle.

Moreau introduit donc, dans son *Discours sur la Justice* certains éléments importants de la doctrine de la « distinction » des pouvoirs, prôné par Montesquieu. On est alors en droit de dire que sous la couverture orthodoxe et dans un cadre tout à fait traditionnel, un début d'innovation s'est fait jour.

Or on a conservé un document capital qui permet de retracer une « lecture » orthodoxe du *Discours de la Justice*. Le futur Louis XVI, à l'âge de treize ans, a dû faire des extraits du texte de Moreau (27). Confrontant le *Discours* aux extraits du jeune prince, Pierrette Girault de Coursac a fait une analyse pénétrante du travail exécuté par l'élève de Moreau (28). Tout d'abord, l'historien de Louis XVI souligne l'intelligence de l'élève qui corrige en maints endroits le style du maître, en général en simplifiant la phrase, parfois en supprimant des passages entiers. Mais le futur Louis XVI ne s'en tient pas là. L'entorse faite par Moreau à l'autorité royale ne passe point inaperçue. Au contraire, sur deux points précis l'élève de Moreau rétablit la toute-puissance absolue du monarque. D'une part, la relative indépendance des officiers de justice proclamée par Moreau, se trouve ramenée à une simple représentation du roi (29). D'autre part, là où Moreau essaie d'ériger des bornes, il sera contredit par son élève. « Tout opinion qui tendrait à diminuer cette autorité sacrée — écrit le duc de Berry — sera toujours directement contraire

(26) *Ibid.*, p. 346-347. — Sur l'importance des remontrances en tant que source témoignant de la mentalité de la haute robe, voir Michel ANTOINE, « Les remontrances des cours supérieures au XVIII^e siècle. Essai de problématique et d'inventaire », in *Ministère de l'Education nationale. Comité des travaux historiques et scientifiques. Bulletin de la section d'histoire moderne et contemporaine*, fasc. 8, Paris 1971, p. 8-24.

(27) *Souv.*, t. I, p. 179.

(28) GIRAULT DE COURSAC, chap. VI, p. 138-159. — L'auteur se base sur le manuscrit de la bibliothèque de l'Arsenal, ms. 2321 et 2323, et sur les *Réflexions sur mes Entretiens avec M. le duc de La Vauguyon* par Louis-Auguste, Dauphin [Louis XVI], éd. Falloux, Paris 1851.

(29) *Ibid.*, p. 146.

aux lois fondamentales du gouvernement français » (30). En plus, il est naturel que le Dauphin exalte le caractère absolu de la monarchie française aux dépens des Cours supérieures. L'historien de Louis XVI paraît suggérer d'une manière déguisée, que Moreau a voulu proposer une sorte de responsabilité ministérielle à l'anglaise (31). Il est certainement vrai que Moreau tend à renforcer la position politique des ministres à l'égard du roi. Mais, chaque fois qu'il parle de la faiblesse d'un ministre, le Dauphin va reporter ce blâme sur le roi lui-même. Par là, le futur Louis XVI diminue particulièrement le pouvoir des ministres, tout en rehaussant l'autorité royale.

On est donc amené à conclure que la tentative très prudente de Moreau de « tempérer » la monarchie absolue d'Ancien Régime trouva un accueil tout à fait négatif auprès du Dauphin, qui n'était pas prêt à voir partager son autorité.

Après avoir examiné cette lecture orthodoxe du *Discours sur la Justice*, il n'est pas moins intéressant de voir l'accueil réservé à cet ouvrage par quelques revues contemporaines. D'abord, le compte rendu de la *Correspondance littéraire* consacré au *Discours sur la Justice* de Moreau, est écrit sur le ton d'une fine ironie. Le critique de Moreau parle évidemment sans contrainte. Après une brève « captatio benevolentiae », le journaliste fustige les mots vides de sens et l'amphigouri de Moreau : « des idées vagues, de grands mots, de vaines déclamations, et en général un ton de rhéteur très peu convenable à la dignité du sujet ». Bien entendu, le critique est en désaccord total avec Moreau dès qu'il aborde le fond politique de l'ouvrage. Il est naturel que l'idée du « pacte exprès ou tacite entre le peuple et le souverain » et celle du droit naturel soient confrontées à la doctrine de Moreau. La belle image dans laquelle ce der-

(30) *Ibid.*, p. 149. — Que le dauphin, petit-fils de Louis XV, ait une conception traditionnelle de sa fonction comme futur roi, qu'il souligne la puissance dont son magistère est investi, n'est nullement étonnant si l'on connaît son approbation à l'édit de règlement, du mois de décembre 1770, présenté par Maupeou : « Cela est très beau ; voilà le vrai droit public, je suis enchanté de Monsieur le Chancelier » (Cité par J. FLAMMERMONT, *Le chancelier Maupeou et les Parlements*, Paris 1883, p. 115).

(31) *Ibid.*, p. 153.

nier démontrait que l'avantage de la force est du côté des peuples et non des lois se trouve retournée contre son auteur. Le journaliste de la *Correspondance littéraire* tient à rétablir le rapport des forces tel qu'il le voit. « C'est à l'opinion que la puissance doit sans doute sa première origine, mais, cette puissance une fois établie, l'opinion devient sa première esclave, ou, si elle refuse de se soumettre, la puissance a du moins assez de force pour la combattre et pour la subjuguer » (32).

Elie Fréron, l'adversaire le plus militant des Philosophes, fait, on devait s'y attendre, une apologie de Moreau dans le long compte rendu qu'il consacre au *Discours sur la Justice*. Fréron en résume bien les traits principaux et il fait une large part à la saine philosophie de l'auteur. En concluant, ce critique bien intentionné ne cache pas sa surprise. « On est étonné que des principes si vrais, tous puisés dans l'ordre invariable des choses, aient été si peu développés jusqu'à présent. L'érudition, l'étendue des connaissances, l'évidence des principes, la force des raisonnements, concourent à faire de ce *Discours* le meilleur Code de Politique qui ait encore paru. Qu'il est digne de toute la reconnaissance de la Patrie, l'Ecrivain sage et courageux, qui, loin de flatter son maître, lui présente d'une main ferme le tableau sévère de ses devoirs ! Et qu'heureuse est la Nation dont le Chef mérite et permet qu'on l'instruise avec cette noble liberté » (33) ! Le panégyrique n'est pas

(32) *Correspondance littéraire*, sept. 1775, t. XI, p. 124.

(33) *L'Année littéraire*, Lettre XI, datée du 5 septembre 1775, t. IX, p. 231-255. Il est à remarquer que l'emploi du mot de *Patrie* dans la bouche des adversaires des « lumières » est assez fréquent dès les années suivantes dans les milieux que Werner KRAUSS a qualifiés de « réaction clérico-monarchiste ». Le même phénomène d'une inversion de la signification pour faire l'apologie de l'Ancien Régime se remarque dans l'évolution du mot de révolution. Werner KRAUSS « Zur Bedeutungsentwicklung von *révolution* », in *Wissenschaftliche Zeitschrift der Universität Halle*, t. XIX, 1970 *Gesellschafts- und Sprachwissenschaftliche Reihe*, fasc. 3/4, p. 87-90 et du même « *Patriote, patriotique, patriotisme am Ende des Ancien Régime* », *Ibid.*, p. 79-83. Frances ACOMB (*Anglophobia in France 1763-1789. An Essay in the History of Constitutionalism and Nationalism*, Durham, North Carolina, 1950, p. 95) va encore plus loin et dit que Moreau fut « l'historiographe officiel de France et pendant longtemps un porte-parole du conservatisme clérical ».

entièrement désintéressé, car, en même temps, Fréron accable les Philosophes d'invectives en relevant que ceux-ci ne sauront certainement pas gré à l'auteur des *Mémoires pour servir à l'histoire des Cacouacs*. La lettre de l'*Année littéraire* se clôt par un trait contre « une secte insolente, dont le goût faux et la visible partialité en fait de littérature sont les plus faibles des vices qu'on est en droit de lui reprocher ».

L'auteur du *Discours sur la Justice* fut piqué au plus vif par le procédé de Fréron qui lui rappelait un mauvais souvenir. Sans désavouer les *Cacouacs*, il tient à distinguer qu'il ne s'en prenait pas aux personnes, mais à leur philosophie et à leur morale. Dans une lettre adressée à Fréron, il réclame le même droit que les Philosophes de pouvoir soumettre son opinion au « jugement du Public », bref cette « liberté d'écrire » et la « tolérance en matière d'opinions » tant demandée par eux. Moreau fait une double mise au point. Son but, déclare-t-il, a été de les blâmer et non de les injurier. Et il continue : « Je n'ai donc point attaqué les *Philosophes*, j'ai tourné en ridicule une fausse et dangereuse *Philosophie*. » Il est intéressant de voir qu'en 1775 Moreau souligne toujours son opposition à la conception moderne de l'Etat — il fait une allusion à l'article « Gouvernement » de l'*Encyclopédie* tout comme à la vision de l'Histoire symbolisée par Voltaire. Il laisse même entrevoir qu'il écrira, lui aussi, son *Histoire Philosophique* ou sa *Philosophie de l'Histoire* (34).

Fréron estime nécessaire de faire suivre la lettre de Moreau d'une *Observation* dans laquelle il se défend d'avoir voulu injurier les Philosophes. Tout au contraire, le journaliste est amené à constater avec amertume que ce sont eux qui lui adressent des injures par des libelles imprimés contre lui. Fréron prend sa revanche en désignant ses adversaires comme des « Tartuffes de génie, de talent, de science et de Philosophie » (35).

Dans l'*Avertissement* de la sconde édition, publiée en 1782, mais sans que le texte en fût changé, Moreau fit sa-

(34) Lettre de Moreau à Fréron, du 10 octobre 1775. *L'Année littéraire*, 1775, t. VI, p. 23-31. Ce projet finit par aboutir à son *Discours sur l'histoire de France*.

(35) *Ibid.*, p. 33.

voir au public que le *Discours* a été « réimprimé en pays étranger » et il fait allusion à une traduction. Il s'agit d'une traduction hollandaise faite et imprimée en 1779 par Elie Luzac. D'origine huguenote, Luzac a joué un grand rôle comme éditeur des œuvres de Montesquieu, traducteur des *Institutions* de Wolff et journaliste de la *Bibliothèque impartiale* (36), périodique qui s'était donné pour tâche de propager les grands ouvrages français du milieu du siècle. Il est à noter qu'Elie Luzac veut familiariser le public hollandais avec le *Discours sur la Justice*. Dans l'avis au lecteur, le traducteur compare l'ouvrage de Moreau à la lettre de Cicéron à Quintus et aux *Ideas of a patriot King* de Bolingbroke, « deux pièces tenues pour des chefs-d'œuvres » (37). Pour ce Huguenot hollandais, partisan des « orangistes », « l'unité du pays, de la foi et de la dynastie étaient une donnée fondamentale » (38). Au moment où les « patriotes » hollandais se servaient de pamphlets pour propager leurs idéaux démocratiques et républicains, un tenant de la monarchie était naturellement tenté de mettre en avant une conception conservatrice de l'Etat. Ce « bon et franc républicain » (39) était surtout attiré par la distinction que faisait Moreau entre « pouvoir absolu » et « pouvoir arbitraire ». Bref, aux yeux de Luzac, la recherche de la justice était également un modèle à suivre par les Etats généraux des Provinces-Unies.

(36) Jacques MARX, « La *Bibliothèque impartiale*, étude de contenu (janvier 1750 - juin 1754) », in Marianne COUPERUS, *L'étude des Périodiques anciens. Colloque d'Utrecht*, Paris 1972, p. 89-106.

(37) *De Pligten der Overheiden of Vertoog over de Rechtvaardigheid*, Leyden 1779, p. V.

(38) E.H. KOSSMANN, *Verlicht Conservativisme : Over Elie Luzac*, Groningen 1966, p. 13. — Kossmann ne s'est pas intéressé à Luzac traducteur de Moreau.

(39) *Souv.*, t. II, p. 553. — Moreau avait été particulièrement touché par le fait que Luzac avait conseillé la lecture du *Discours sur la Justice* aux futurs administrateurs hollandais.

C. LES IDEES ECONOMIQUES

a) L'affaire des Toiles Peintes

Il est difficile de cerner les idées de Moreau sur l'économie car il ne les a jamais mises en corps. Ses écrits relatifs au domaine économique sont des écrits de circonstance, soit issus d'une polémique, soit contenant une profession de foi. Néanmoins on peut constater une certaine cohérence dans la pensée économique de l'avocat Moreau.

En 1759, le Contrôleur général des finances, Etienne de Silhouette, se sert de la plume de son avocat des finances pour réfuter les *Réflexions sur les avantages de la libre fabrication et de l'usage des toiles peintes* de l'abbé Morellet. A cette occasion Moreau rédige un ouvrage de 240 pages, intitulé *Examen des effets que doivent produire dans le commerce de France l'usage et la fabrication des toiles peintes*, Paris 1759 (1). A partir de 1755, les physiocrates Forbonnais et Gournay avaient déjà réclamé la liberté du commerce pour les toiles peintes. Edgard Depitre, qui a étudié la législation sur les toiles peintes pendant les deux derniers siècles de l'Ancien Régime, a analysé l'écrit de Moreau (2). L'auteur de l'*Examen* précise dans sa préface qu'il a été « chargé par les Députés des principales fabriques du Royaume de mettre en ordre et de présenter dans tout leur jour les moyens qui se trouvent répandus dans les

(1) Du moins trouve-t-on dans le catalogue des écrits de Moreau sous le numéro XII l'explication suivante : « Ouvrage demandé par le gouvernement » (*Souv.*, t. I, p. XXXII).

(2) Edgard DEPITRE, *La toile peinte en France aux XVII^e et XVIII^e siècles. Industrie, commerce, prohibitions*, Paris 1912.

Mémoires qu'ils ont déjà publiés » (3). Chiffres en main, Moreau va réfuter point par point l'argumentation de Morellet. La langueur du commerce est due à l'introduction des toiles peintes. Comme les fabricants français ne supporteront pas la concurrence des toiles étrangères, on ne peut pas permettre en France l'établissement des manufactures de toiles de coton lequel serait, en plus, nuisible au commerce de l'Etat. La baisse de la consommation des étoffes de laine, de soie et de coton, la réduction des exportations et la désertion des ouvriers en seraient la conséquence. En dernier lieu, les avantages de la libre fabrication allégués par Morellet sont inexistants. La main-d'œuvre de l'impression ne doublera jamais la valeur de la matière première et, en outre, les Indiens et les Suisses importeront ces toiles à meilleur marché. De plus, la France produit des étoffes plus solides, plus durables et plus propres aux vêtements du peuple et à meilleur marché que les toiles peintes. Ces arguments, Moreau les a repris aux *Mémoires* des fabricants. L'adversaire de Morellet s'oppose avant tout, il fallait s'y attendre, au principe de liberté. « Il semble que tous les abus soient frères, car ce mot de *liberté* dont on abuse tant pour détruire tout ce que nos pères ont édifié est précisément le même mot que répètent les auteurs des nouveaux systèmes en tous genres et Dieu sait si leurs productions ont été utiles à la Patrie, à la Religion, au Gouvernement ! » (4) Avec raison, Edgard Depitre a souligné que Moreau utilise des arguments « pitoyables » pour défendre la thèse réglementaire. Les voici. « Qu'on laisse — affirme Moreau — à tout le monde indifféremment la liberté la plus indéfinie de fabriquer, de vendre et de débiter ; qu'arrivera-t-il ? L'industrie cessera de se signaler par ces efforts honorables qui exigent la réunion d'une multitude de forces ; comment l'intérêt commun formerait-il des compagnies de commerce, lorsque ne pouvant compter sur aucune protection stable, elles seraient toujours dans la crainte d'être discréditées par la timidité des particuliers ? Incertaines du débit, comment oseront-elles risquer ces avances, dont la crise est toujours ruineuse, si le produit n'en est pas im-

(3) Cité par DEPITRE, p. 221.

(4) Cité par DEPITRE, p. 223.

mense ? L'émulation peut augmenter l'ardeur entre plusieurs établissements qui se connaissent, qui s'observent et qui travaillent mutuellement à se surpasser : elle cesse lorsqu'une concurrence générale sans choix et sans règles décourage la noble ambition du commerçant ou ne lui permet plus de combiner ses risques avec ses espérances [...] » (5).

L'auteur du *Journal des Savants* était favorable aux principes défendus par Moreau. Aussi ne trouve-t-il à blâmer que le ton hargneux de ce dernier : « il eût été digne de lui d'avoir raison aussi dans la forme » (6). En juillet 1758 déjà, la *Correspondance littéraire* rend compte de l'ouvrage de Moreau. Grimm montre une ironie mordante : « Ensuite les ennemis des toiles peintes opposèrent une brochure à celle de M. l'abbé de Morellet. Ils choisirent pour leur athlète un homme qui s'était déjà déshonoré par plusieurs ouvrages. C'était l'auteur d'un libelle connu sous le titre d'*Observateur hollandais* aussi plat dans ses raisonnements qu'indécent par ses expressions, c'était l'auteur de cet autre libelle contre l'*Encyclopédie*, connu sous le titre des *Cacouacs*, libelle lourd et pesant, où il n'y a rien de plaisant, excepté le titre, qui n'est pas de lui. Cet illustre écrivain s'appelle l'avocat Moreau, avocat pour et contre, suivant qu'il est payé. Il faut croire que les marchands opposés aux toiles peintes le payèrent bien, car il publia un gros volume intitulé *Examen* [...]. Cet examen est rempli de sophismes trop grossiers pour qu'on daigne s'y arrêter ; mais comme un écrivain de cette espèce ne peut guère rien écrire sans se démasquer, et sans découvrir les motifs lâches qui le font agir, M. Moreau n'a pas manqué l'occasion de se jeter dans les généralités, de faire remarquer au gouvernement que cet esprit philosophique, cette envie de raisonner et d'examiner qui s'est emparée de la nation, est un esprit pernicieux qui tend à diminuer l'autorité du roi et de ses ministres. Il faut être bien vil pour combattre avec de pareilles armes. Si nos ministres étaient assez vils eux-mêmes pour croire qu'il vaut mieux maîtriser une troupe d'esclaves que de commander à une

(5) *Ibid.*

(6) *Journal des Savants*, juillet 1759, p. 475-485. Le compte rendu est consacré à la fois au livre de Morellet et à la réponse de Moreau.

nation qui pense, M. Moreau pourrait se flatter de faire sa cour par de pareilles bassesses » (7). Une production de l'auteur du *Cacouacs* ne pouvait donc point échapper aux yeux vigilants du parti philosophique. Le principal reproche que Grimm lui fait, celui de vendre sa plume, peut également s'appliquer à l'abbé Morellet. En outre, on est au moins en droit de constater que les opinions personnelles de Moreau n'étaient point contraires à ses livres. Selon la formule d'Edouard Depitre, « l'historiographe de France fut plus et mieux qu'un pamphlétaire stipendié » (8). Pour sa part, l'abbé Morellet qualifiera Moreau, dans ses *Mémoires*, d'« ennemi de toute sorte de liberté » (9). Mais, en 1759, la cause des toiles peintes était déjà gagnée et le Contrôleur général Silhouette ne faisait qu'entériner la décision en faveur de la liberté par un arrêt du Conseil.

La guerre de Sept Ans ayant considérablement augmenté le fardeau des impôts, plusieurs projets d'asseoir l'impôt sur une nouvelle base voient le jour. En 1760, le marquis de Mirabeau propose, dans sa *Théorie de l'impôt*, d'introduire un impôt sur le revenu net de tous les propriétaires, qui se substituerait à tous les impôts existants. En mai 1763, le conseiller au Parlement de Paris, Roussel de la Tour, publie sous le titre de *Richesse de l'Etat* un petit tract qui connaîtra un moment de popularité (10) et qui déclenchera une avalanche de brochures pour et contre (11). Roussel de la Tour prévoit une capitation payée par deux millions de Français. Ces derniers sont répartis en vingt classes. Cette capitation rapportera sept cents millions et couvrira la totalité des dépenses publiques. A cette occasion Moreau prend deux fois la plume. Dans le premier écrit intitulé *Doutes modestes sur la richesse de l'Etat ou Lettre écrite à l'auteur de ce système par l'un de ses confrères*, il expose des arguments techniques qui, selon lui, interdisent l'application du système de Roussel de la Tour.

(7) *Correspondance littéraire*, juillet 1758, t. IV, p. 21.

(8) Voir DEPITRE, p. 220.

(9) *Mémoires de l'abbé Morellet sur le dix-huitième siècle et sur la Révolution*, 2 vol. Paris 1821, t. I, p. 43.

(10) BARBIER, *Journal*, juin 1763, t. IV, p. 77.

(11) Voir René STOURM, *Bibliographie historique des finances de la France au dix-huitième siècle*, Paris 1895, p. 105-107.

En outre, Moreau s'insurge contre les tendances égalitaires du nouvel impôt : « En France, la Noblesse n'a jamais été exempte de services, mais elle a été exempte de tailles. Les Magistrats servent aussi, et peut-être leur devons-nous au moins autant qu'à nos Guerriers : or la Noblesse et la Magistrature n'ont jamais payé que les impôts extraordinaires. Croyez-vous donc que tous ces Messieurs se trouvent fort honorés du niveau auquel on les réduit ? Je n'ai pas un sol de bien : mais je trouve une femme qui m'en donne, je suis du moins sûr que ni moi, ni mes enfants nous ne serons mis à la taille. On en supprime le nom, j'en conviens ; mais on me l'a fait payer précisément dans la même classe que mon Cordonnier ; car, entre nous, dans ce moment je ne suis pas plus riche que lui » (12).

Cette nouvelle imposition tend à faire écrouler la hiérarchie sociale : Moreau ne peut s'empêcher d'y faire une allusion enveloppée dans une question rhétorique : « Pour moi, je voudrais, du moins, que l'on fût attaché aux principes que l'on a une fois embrassés. Dites-moi, n'est-ce pas convenu que nous crierons sans cesse contre le despotisme des Ministres ? et voilà qu'un de nos confrères propose de détruire un des remparts contre l'abus de pouvoir, en établissant la plus parfaite égalité entre tous les individus. Je vous le demande, Monsieur, lorsque l'échelle des destructions ne sera fixée que sur l'aisance, dans quelle classe placerez-vous nos grands Seigneurs ? Je n'en dirai pas davantage » (13).

Dans la suite, Moreau prouve la fausseté du calcul et démontre l'« impossibilité physique dans l'exécution » de la capitation. L'auteur des *Doutes modestes* met en doute que Roussel de la Tour ait « pour objet de soulager les peuples ». D'autre part, Moreau fait valoir que la popularité de la *Richesse de l'Etat* est due à l'avantage qu'en tireront les plus riches. « Savez-vous donc ce qui a fait la fortune de ce beau plan ? C'est qu'il n'a été lu et jugé que par des gens qui, dans l'état actuel, payent au Roi plus de 730 liv. [Dans le projet de Roussel de la Tour, ce mon-

(12) *Doutes modestes sur la richesse de l'Etat ou Lettre écrite à l'auteur de ce système par l'un de ses confrères*, Paris, le 13 juin 1763, p. 2.

(13) *Ibid.*, p. 3.

tant correspond au taux le plus élevé de capitation.] Mais pour faire chose utile, il faut consulter tout le monde » (14). Dénonçant la répartition peu équitable de la capitation selon le nouveau projet, Moreau rend le lecteur attentif aux répercussions sociales : « voilà que par le prestige le plus étrange, la moitié de la nation Française se trouve dans l'opulence, un quart dans la classe des aisés, la cinquième partie dans une honnête médiocrité, et la centième partie seulement dans la classe des journaliers. Qu'est-ce donc que ce beau tableau qui a si fort ébloui les Parisiens, et qui eût effrayé toutes les provinces ? » (15)

Cet opuscule de Moreau fait pour « gouverner le public » (16), n'échappa point à la vigilance de l'avocat Barbier qui l'attribua « à quelqu'un chargé par les fermiers généraux, très opposé au projet général de réformation qui, en effet, demanderait bien des changements » (17). Que les *Doutes modestes* soient plutôt d'inspiration gouvernementale, ressort du fait que le Contrôleur général Bertin en envoya des exemplaires au Premier Président du Parlement de Rouen (18). D'ailleurs, il est curieux que Moreau ne fit pas figurer les *Doutes modestes* parmi ses œuvres lorsqu'il en dressa le catalogue (19). En revanche, Olivier Barbier (20) et la rédactrice du *Catalogue général des livres imprimés de la Bibliothèque nationale. Auteurs* (21) attribuent cet opuscule à Moreau. La même année et toujours au sujet du tract de Roussel de la Tour, Moreau fit un « plaidoyer spirituel en faveur du rétablissement de l'ordre financier » (22) en publiant la brochure intitulée

(14) *Ibid.*, p. 4.

(15) *Ibid.*, p. 6.

(16) *Ibid.*, p. 2.

(17) *Journal*, juin 1763, t. IV, p. 458.

(18) Lettre de Miromesnil à Bertin, du 29 juin 1763. *Correspondance politique et administrative de Miromesnil, Premier Président du Parlement de Normandie (1757-1771)*, publiée par LE VERDIER, Rouen et Paris, 1899-1903, 5 vol., t. II, p. 238-239.

(19) *Le catalogue des ouvrages de Moreau, dressé par lui-même* contient cent-deux numéros. Il est imprimé en tête du premier volume de ses *Souvenirs*, t. I, p. XXX-XL.

(20) Olivier BARBIER, *Dictionnaire des ouvrages anonymes*, 5 vol., Paris 1872-1889, t. I, col. 1118.

(21) T. CXIX, Paris 1933, col. 107-115. Notice rédigée par M.T. DOUGNAC.

(22) STOURM, p. 107, n. 1.

Entendons-nous, ou le radotage du vieux notaire sur la Richesse de l'Etat. Cette brochure eut même deux éditions. La tendance en est nette de disculper le Contrôleur général de la situation financière accablante en alléguant l'endettement de l'Etat qui remonte au temps des guerres de Louis XIV. L'auteur admet le bien-fondé de ceux qui veulent retrancher dans les dépenses du roi. Quand à la proposition de récupérer les domaines du roi, il prévoit l'indignation et les clameurs d'injustice de ceux qui perdront dans cette affaire. Le système de Moreau se réduit à quelques règles. « Je veux que l'impôt soit payé par tout le monde, sans cependant anéantir les privilèges : car il y en a, et je n'ai pas encore vu prouvé (sic) qu'il faille les détruire : je veux qu'il soit payé dans la proportion de l'aisance des contribuables : je veux qu'il soit payé avec le moins de frais qu'il sera possible : je veux qu'il puisse fournir aux charges, et qu'il décroisse avec elles » (23). Si Moreau préfère ne pas toucher aux privilèges, il s'en prend, au contraire, aux rentiers. « Le peuple des rentiers, dit-il, est un vampire qui suce le peuple des propriétaires des terres » (24). Le système que Moreau vante est celui « du cadastre et de cette administration provinciale qui casserait le col à la finance actuelle et qui donnerait de belles et bonnes entraves à Nosseigneurs les Contrôleurs généraux » (25). Pour soulager le « pauvre peuple » il propose, à l'instar des rentes, d'imposer le centième denier aux papiers (26). En outre, Moreau justifie le principe des remboursements tel qu'il est prévu dans quelques édits récents. Il est à remarquer que c'est sur le même ton que celui des *Doutes modestes* que l'auteur de l'*Entendons-nous* stigmatise les projets de finance de ses contemporains : « Savez-vous donc ce qui est arrivé aux Français, et surtout aux Français de Paris ? Ils étoient agités du démon des projets ; ils ne rêvaient que des opérations de finance [...] or, c'est une chose terrible, que ces opérations dont accouche l'imagination échauffée par la terreur, et à qui la malignité se mêle quelquefois

(23) *Entendons-nous* [s.l.n.d.], 32 p., 8°, p. 10.

(24) *Ibid.*

(25) *Ibid.*, p. 16.

(26) *Ibid.*, p. 20.

de servir de sage-femme » (27). Le 26 juin 1763, sans doute après avoir conféré avec le Contrôleur général, Moreau a donné son approbation comme censeur « d'accorder la permission tacite et la simple tolérance ». Le lendemain, il tint à se réassurer auprès d'un ministre lorsqu'il écrivit au directeur de la librairie Malesherbes : « Je croi cependant qu'il seroit bon d'attendre pour le débiter au public que j'eusse pu voir quelque ministre » (28).

Si quelques arguments sont réemployés dans les deux pamphlets dirigés contre la *Richesse de l'Etat*, le style et la manière de raisonner sont toutefois très différents. Les *Doutes modestes* sont une réfutation serrée très concise et parfois assez technique du système égalitaire en matière de finance, tandis que l'auteur de l'*Entendons-nous* utilise le ton de la causerie, non exempte de digressions, pour faire une apologie du système financier existant, non sans la parsemer de quelques retouches réformistes.

b) Moreau censeur

A partir de 1751, au plus tard, Moreau fit fonction de censeur dans le domaine du droit public (29). Son attachement au ministère des Affaires étrangères lui avait valu de contrôler le *Testament politique de l'amiral Bing* et le *Politique danois*. Il n'y trouva rien de répréhensible. Quant au premier ouvrage, Moreau lui accorda volontiers une permission tacite. Voici le jugement du censeur : « [...] il y a d'autant moins d'inconvénients de le laisser imprimer que rien ne m'obligera de l'acheter : l'ouvrage est en soi assez médiocre, rien de neuf, rien de frappant, mais aussi rien de contraire ni aux lois, ni au gouvernement, ni à la religion » (30).

(27) *Ibid.*, p. 30.

(28) Lettres autogr. signées. Bibl. nat., Ms. fr. 22150, pièce 128 et 129.

(29) Le contrat de mariage d'Edme-Thomas Moreau, daté du 2 septembre 1751, le qualifie d'« avocat au Parlement, censeur royal ». Arch. nat., Min. centr., I, 453.

(30) Moreau à Malesherbes, 14 juin [1758 ?], lettre autogr. signée. Bibl. nat., Ms. fr. 22151, pièce 128.

Quels sont les critères d'après lesquels Moreau justifie la permission d'imprimer et de débiter ? En 1761, il refuse la permission et prie Malesherbes de lui substituer un autre censeur. Moreau reproche à un certain Dufort, auteur du manuscrit intitulé *Mes Idées*, de traiter trop superficiellement l'administration, de donner dans les lieux communs et d'avoir péché par manque de cohérence et de vigueur. Voici le rapport que Moreau envoya, le 7 mai 1761, à Malesherbes :

« J'ay lu le manuscrit intitulé *Mes Idées*. Je ne crois pas qu'il soit dans l'état où l'auteur pourroit le mettre pour le rendre digne de l'impression. C'est un assemblage mal digéré d'avis que l'on donne aux ministres ; il eût été nécessaire que l'auteur connût plus à fond l'administration dont il veut proposer différentes réformes, ce qu'il dit sur l'ordre de Malte et le Clergé choquera en pure perte parce qu'il n'est pas racheté par la solidité des principes, par la netteté de la discussion et par l'utilité du plan.

En général les idées sont communes, c'est ce qui se dit dans tous les tems, dans tous les lieux et par les gens les moins instruits : Il faut quelque chose de mieux lorsque l'on traite l'administration. Et toute réflexion faite je supplie Monsieur de Malesherbe (sic) d'envoyer ce manuscrit à un autre censeur, ou de conseiller à l'auteur de refondre *ses idées* » (31).

Les principes exposés ici par Moreau et relatifs à la censure, paraissent être ceux d'un homme timoré et vétilleux et on ne peut s'empêcher de constater qu'il eut une conception extrêmement restrictive de sa fonction. Dufort, l'auteur du manuscrit incriminé, eut beau protester auprès du Directeur de la librairie et demander de lui « donner le public pour juge » (32), il ne paraît pas qu'il ait obtenu gain de cause.

D'après quelques dossiers de la direction de la librairie qui ont été conservés, il est patent que Moreau a rempli sa fonction de censeur avec zèle et sévérité. Le chevalier du Plessis s'en plaint à Malesherbes en des termes peu

(31) Bibl. nat. Ms. fr. n.a. 3347, fol. 296.

(32) Dufort à Malesherbes, Paris, 5 juin 1761, lettre autogr. signée. *Ibid.*, fol. 293 V°.

amènes : « ce persécuteur me pique si fort que je vas [sic] avec mon associé être son dénonciateur » (33). Deux semaines plus tard, le chevalier s'est réconcilié avec son censeur, appelé désormais « estimable homme plein de talents » et « excellent citoyen » (34).

Une autre fois, pour faire cesser les prétendues tracasseries du censeur, l'éditeur d'un livre imprimé « sans aucune permission régulière, ny même expresse et sur la seule assurance que l'éditeur a donné au libraire d'une protection spéciale et d'une permission verbale ou indirecte du roy » (35), fit intervenir un personnage aussi haut placé à la Cour que le gouverneur des enfants de France, le duc de La Vauguyon (36). A cette occasion, Malesherbes défend le comportement tout à fait correct de Moreau (37). Il est possible que le censeur ait demandé des changements importants, car l'ouvrage de Réal de Curban, *La science du gouvernement*, ne paraîtra que trois ans plus tard, à Aix-la-Chapelle.

A la fin des années soixante, le Chancelier donne deux ouvrages du marquis de Mirabeau à Moreau pour en faire la censure. Les deux fois Moreau met la situation à profit pour faire une profession de foi comme censeur, ce qui nous vaut deux textes qui éclairent son attitude à l'égard du « despotisme légal » des Economistes. Le rapport que Moreau fit au Chancelier du *Précis de l'Ordre légal* a été publié par Dupont de Nemours dans les *Ephémérides du citoyen ou Bibliothèque raisonnée des sciences morales et politiques* sous le titre de « Lettre de Monsieur M. censeur royal, à un magistrat », datée de Ville-d'Avray le 13 juin [1768] (38). C'est à juste titre que Georges Weulersse a tenu cette lettre pour « un certificat de loyalisme monarchique accordé aux Economistes » (39). Moreau oppose ces

(33) Lettre autogr. signée, 10 juillet 1763. Bibl. nat. Ms. fr. 22 150, pièce 131.

(34) Du même au même, 23 juillet 1763. *Ibid.*, fol. 133.

(35) Malesherbes à Moreau, 12 janv. 1761, Min. autogr. signée, Bibl. nat., Ms fr. 22151, pièce 31 R°.

(36) La Vauguyon à Malesherbes, 27 févr. 1761. *Ibid.*, pièce 36.

(37) Malesherbes à duc de La Vauguyon [s.d.], min. autogr. *Ibid.*, pièce 38.

(38) *Ephémérides*, sept. 1768, t. IX, p. 130-175.

(39) Georges WEULERSSE, *Le mouvement physiocratique en France (1756 à 1770)*, 2 vol. Paris 1910, t. I, p. 162.

« Philosophes qui ont quelques droits à l'estime des bons Citoyens » à Rousseau avec qui, pourtant, ils ont en commun le recours à la nature. Voici comment Moreau juge et condamne le « citoyen de Genève » : « Rousseau avoit senti comme eux qu'il falloit interroger la nature, et c'est après avoir cru la consulter qu'il avoit frondé toutes les institutions civiles. Mais Rousseau n'avoit point connu l'état naturel de l'homme, puisqu'il le cherchoit dans un tems chimérique antérieur à toute société. Par-là il erroit dans le vague sur la morale, et sapoit toutes les règles du Gouvernement » (40). Moreau prévient tout d'abord ses lecteurs qu'il ne s'occupera que de l'aspect politique de l'ouvrage en question. Il loue l'attachement des Economistes au système monarchique : « Nos philosophes se sont décidés pour le Gouvernement d'un seul, et je crois, Monsieur, qu'on doit leur en savoir quelque gré ; car depuis longtemps il semble qu'une autre philosophie que la leur s'est bien ouvertement déclarée pour les systèmes républicains » (41). Le censeur relève le terme de *despotisme légal* et sans professer une préférence marquée pour ce terme, il l'interprète dans le sens de l'absolutisme classique. Moreau se félicite de voir renforcé le pouvoir du Gouvernement. « Il ne s'agit point ici, Monsieur, d'affaiblir le pouvoir du Gouvernement, mais de lui donner au contraire toute la force dont il est susceptible ; car il est certain qu'il sera inébranlable comme les loix de la nature, toutes les fois qu'il se conformera invariablement à l'ordre qu'elle a prescrit » (42). Le *despotisme légal* cadre à merveille avec sa propre doctrine politique, développée dans le *Discours de la Justice*, et selon laquelle il incombe aux « Magistrats [...] d'avertir le Souverain de son erreur toutes les fois qu'il pourroit lui échapper une Ordonnance opposée à la conservation des droits de la Nation, et par conséquent à l'amélioration du patrimoine particulier et public de la société, et par conséquent à l'avantage même du Monarque » (43). C'est avec satisfaction que le censeur cite l'affirmation du marquis de Mirabeau « que tout digne économiste n'attaque aucune

(40) *Ephémérides*, t. IX, p. 133.

(41) *Ibid.*, p. 139-140.

(42) *Ibid.*, p. 145-146.

(43) *Ibid.*, p. 147.

des autorités qu'il trouve établies, mais qu'il les soumet toutes à l'ordre naturel parce que Dieu et la nature l'ont voulu ainsi » (44).

Moreau va jusqu'à faire l'apologie des Economistes en les appelant « les plus honnêtes gens du monde, tous recommandables par leur attachement et aux principes inaltérables de la morale et aux loix du Gouvernement » et il recommande de faire lire leurs ouvrages « à ceux qui sont chargés et du gouvernement et de l'administration » (45). Le côté politique de la doctrine des Economistes mis à part, Moreau répugne à se déclarer adepte de Mirabeau (46) à qui il reproche « ce ton d'enthousiasme et de chaleur » et « le style de l'exagération » (47). Ici, Dupont de Nemours rappelle au censeur que « la circonspection exacte, qui pèse et mesure tout, est la vertu des hommes froids » (48).

Deux ans plus tard, Moreau est le censeur des *Leçons économiques* du marquis de Mirabeau. Celui-ci rendra hommage au censeur en imprimant en tête du livre les *Opinions d'un magistrat consulté sur cet Ouvrage* (49). Le procédé et le but de Moreau sont les mêmes que dans l'ouvrage précédant. Dans les *Leçons économiques*, il s'arrête au chapitre qui porte sur l'« Autorité tutélaire ». De prime abord, le censeur dissipe la crainte « que les termes nouveaux [employés par le marquis de Mirabeau] ne fussent trop voisins des nouveaux systèmes » (50). Moreau est d'accord avec Mirabeau en ce qui concerne l'« ordre naturel » lequel, « la première de toutes les autorités », est « supérieur à celle des Rois » (51). La puissance absolue n'est bornée

(44) *Ibid.*, p. 141-142. Passage extrait du *Précis de l'Ordre légal*, p. 219 qui reproduit selon WEULERSSE, p. 162, note 4, la lettre de Mirabeau à Jean-Jacques Rousseau, du 30 juillet 1767.

(45) *Ephémérides*, t. IX, p. 157 et 158.

(46) *Ibid.*, p. 174.

(47) *Ibid.*, p. 167 et 169.

(48) *Ibid.*, p. 169, note 13.

(49) *Leçons économiques*, Paris 1770, p. XLV-LVII. *L'Opinion* est signée de Moreau et datée du 12 févr. 1770. L'approbation autographe intitulée « Rapport sur le manuscrit « Leçons économiques » (1770) » est conservée à la Bibliothèque de l'Arsenal Ms. 7458 fol. 52-58.

(50) *Ibid.*, p. XLV.

(51) *Ibid.*, p. L.

que par « des contrepoids qui partageraient l'autorité et en arrêteraient l'exercice », mais elle repose sur « l'ordre immuable de la justice et de la raison ». Les hommes sont tenus au droit positif. Parlant des Economistes, Moreau dit que « d'après leurs principes, il n'y a point de liberté sans gouvernement, et il n'y a point de gouvernement sans obéissance » (52). De ce principe d'un droit historique découle nécessairement le fait qu'il n'y a pas un droit de résistance au Pouvoir (53). Enfin, le censeur réitère l'approbation donnée aux Economistes et il conclut par une mise en garde contre les termes nouveaux : « Vous devez parler au Peuple, dit-il, ne l'effrayez pas par des mots. [...] Votre science ne peut être trop répandue, simplifiez-en le vocabulaire : on n'osera attaquer votre doctrine » (54). Dans le tome premier des *Ephémérides* de 1770, Dupont de Nemours reproduisit la « profession de foi » de Moreau qui avait été désigné par le Chancelier comme censeur spécial en remplacement de Guettard, car ce dernier « coupait à tort et à travers » (55).

Les *Mémoires secrets* attribuèrent ce changement de censeur à un nouvel intérêt des Ministres pour le périodique de Dupont de Nemours, dans lequel quelques Economistes avaient eu « la hardiesse [...] d'attaquer des Compagnies entières, de s'élever contre les Parlemens de Paris et de Rouen ». Le nouveau censeur avait donc pour tâche de « peser toutes les expressions, [d'] apprécier le langage entortillé de ces Messieurs, qui, à la faveur d'un néologisme d'expressions, pourroient faire passer un néologisme d'idées dangereuses ». Les *Mémoires secrets* résument la situation de Moreau : « Il fait sa profession de foi sur la doctrine des Economistes, et déclare dans quel sens il l'entend et veut l'entendre, pour se mettre à l'abri des chicanes et peut-être

(52) *Ibid.*, p. LIII.

(53) *Ibid.*, p. LVI.

(54) *Ibid.*, p. LVI-LVII.

(55) Gustave SCHELLE, *Dupont de Nemours et l'école physiocratique* [Paris 1888], Reprint Genève 1971, p. 104, note 1.

(56) *Mémoires secrets*, Additions du 18 avril 1770, t. XIX, p. 204-205.

(57) *Ephémérides*, 1770, N° 3. — Cité par WEULERSSE, t. I, p. 238.

des persécutions que sa qualité d'examineur lui pourrait attirer » (56).

Mais l'air de 'libéralisme' affiché par Moreau ne devait pas durer longtemps. A l'approbation du troisième numéro des *Ephémérides* de 1770, daté du 10 juin, Moreau joignait l'avertissement suivant : « J'exhorte de nouveau les auteurs de ce journal à résister à la tentation de critiquer. Le bonheur du citoyen tient à la confiance. On peut et l'on doit quelque fois avertir en secret ceux qui sont préposés à l'administration ; mais on ne doit prêcher aux particuliers que leur propre réforme et non celle de l'Etat » (57). Et lorsque, en 1771, Dupont de Nemours se prononça en faveur de la liberté de la presse et qu'il critiqua les prohibitions, Moreau constata son désaccord avec cette théorie sans pour autant lui refuser son approbation (58).

Le lecteur des écrits de Moreau économiste et censeur reste quelque peu sur sa faim en ce qui concerne le débat qui a marqué l'époque, c'est-à-dire les discussions entre Mercantilistes et Physiocrates. Du reste, l'auteur des *Souvenirs* ne se préoccupe pas des problèmes économiques. Quelques épaves conservées dans la Collection Moreau (59) constituent un dossier trop incomplet pour trancher la question ; en revanche on pourra sans doute approfondir la question dès que les papiers de Moreau ayant appartenu à Camille Hermelin (60) seront de nouveau accessibles. Ceci

(58) *Ephémérides*, 1771, t. I, Préface, en note. — Cité par G. Reprint Genève 1971, p. 109, note 1.

(59) « Mémoire sur le Dixième », 1767 (CM 1088, fol. 92-100) et « Mémoire historique sur les traités et les droits de douane », (*ibid.*, fol. 196-209).

(60) Dans le catalogue des ouvrages de Moreau figure au N° XVII un imprimé que nous n'avons pu trouver : *Parallèle des ressources de la France et de la Grande-Bretagne pour la continuation de la guerre*, La Haye, 1762. — D'autre part, Camille Hermelin indique dans le même catalogue qu'il a possédé les mémoires suivants : « Idées sur la situation actuelle du ministère des finances vis-à-vis les parlements », commandé en 1763 par Bertin [N° XXI] et « Exposé historique des différentes branches dans lesquelles se divisent les revenus de l'Etat » [N° XXV]. Il s'agit de huit mémoires écrits en 1765 et 1766 à la demande de l'Averdy. Deux mémoires paraissent correspondre à ce qui est conservé à la Collection Moreau 1088. Deux « Mémoi-

pour deux raisons : ces mémoires ne furent pas destinés au grand public, mais aux ministres des finances Bertin et l'Averdy ; d'autre part Moreau a traité des problèmes « chauds » à un moment crucial, lorsqu'il s'agissait d'éponger le déficit énorme provoqué par la guerre de Sept Ans.

res sur des Corvées » datent de 1770 et 1771 [N° XXXIV]. En 1763, Moreau a rédigé un « Mémoire sur l'administration des finances » pour le ministre Bertin [N° LXIX].

D. REPRESENTANT DE COURS DE COMPTES

a) Quelques affaires de Cours souveraines

Nous avons vu qu'à l'instigation de Silhouette, l'avocat des finances avait dressé un gros mémoire en faveur de la réglementation des toiles peintes. Mais, dans cette fonction, Moreau rendit des services non seulement au Contrôleur général, mais aussi au Chancelier Lamoignon de Blancmesnil, pour qui il rédigea le discours du lit de justice tenu le 21 juillet 1760. Voici comment Moreau justifiera plus tard son parti-pris 'anti-parlementaire' : « On commençait donc à me regarder comme l'antagoniste du Parlement : je n'étais que l'ennemi de leurs maximes » (1).

En 1759 déjà, lorsque le Chancelier fit exiler trente conseillers du Parlement de Besançon, Moreau dressa un mémoire avec seize pièces justificatives pour défendre la conduite du premier président, Bourgeois de Boynes. Il nous apprend que Lamoignon corrigea lui-même les épreuves de la *Relation des troubles actuels du Parlement du Franche-Comté* (Besançon 1759) (2). Moreau réproue la publicité que les exilés ont donné à leur affaire et le soutien que d'autres Parlements leur ont apporté. « On a inondé — lit-on dans la *Relation* — la Province et la Capitale d'une foule d'Ecrits, plutôt destinés à allarmer les esprits et à échauffer les imaginations, qu'à justifier les magistrats dont ils ont paru faire l'apologie. Les Auteurs de ces libels injurieux à l'autorité, ont voulu faire regarder les Exilés de Besançon comme les Défenseurs des franchises de la Province ; peu s'en est fallu que leur désobéissance n'ait

(1) *Souv.*, t. I, p. 111.

(2) *Ibid.*, t. I, p. 53.

été représentée, comme un rempart nécessaire entre l'abus du pouvoir et la liberté légitime des Peuples ».

La Relation, d'un ton très modéré et circonspect, conclut que « l'exil des trente Magistrats du Parlement de Besançon est une punition qui tient de la clémence, et dont il faut remercier le Roi en le suppliant de la faire cesser » (3). En 1761, le Gouvernement finit par céder, en remplaçant Bourgeois de Boynes à la tête du Parlement et en prononçant la réintégration des exilés.

En « une année de grande crise parlementaire » (4), Bertin, alors Contrôleur général, consulta Moreau. Ce fut au moment du séjour de Louis XV à Fontainebleau, en octobre et novembre 1763. Moreau composa deux mémoires que Gaston Bussièrre a résumés et analysés. Pour venir à bout des Parlements, l'avocat des finances propose de ne pas employer de moyens durs comme les exils ou les emprisonnements, ni d'agir à force armée. Le roi doit plutôt, à titre de suprême justicier, se conformer aux lois. Un coup d'éclat, un geste royal pouvait, selon Moreau, mater la résistance parlementaire d'autant plus facilement qu'il serait accompagné de deux ou trois arrêts du Conseil limitant les dépenses de la Cour, arrêts bien faits pour trouver un accueil favorable auprès du public. Si les Parlements de Rouen et de Toulouse persistaient dans leur opposition, il fallait interdire les deux Cours. Le Parlement de Paris devait juger le cas et menacer de confisquer les offices. Pour l'avocat des finances, il ne faisait pas de doute qu'un pareil édit serait enregistré. On intentera un procès contre les impénitents qui perdront leurs offices et qui seront condamnés chacun à une amende de 3.000 livres (5). Moreau proposa donc la manière forte lorsque le nouveau Chance-

(3) *Relation des troubles actuels du Parlement du Franche-Comté*, Besançon 1759, p. 3 et 34. Selon le catalogue de ses écrits (Souv., t. I, p. XXXI, N° XI), Moreau rédigea encore des *Lettres* que nous n'avons pu identifier.

(4) EGRET, p. 148.

(5) Georges BUSSIÈRE, « Henri Bertin et sa famille », in *Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord*, t. 35, 1908, p. 448-451. — Les deux mémoires avaient été prêtés par Camille Hermelin à Gaston Bussièrre. Ces manuscrits ayant eu le même sort que les autres papiers de Moreau conservés par ses descendants, nous les avons recherchés en vain.

lier Maupeou vint à bout des Parlements par la déclaration du 21 novembre 1763, en cédant sur plusieurs points aux revendications parlementaires.

b) La Cour des comptes de Montpellier

A plusieurs reprises, le Contrôleur général jugea opportun de se servir de la plume de l'avocat de finances pour confectionner des remontrances loyales et favorables au gouvernement, agréées par des Cours souveraines opposées au Parlement situé dans le même ressort. Ainsi, Moreau rédigea des remontrances pour la Chambre des comptes de Grenoble (6) et pour les deux Cours des comptes, aides et finances d'Aix et de Montpellier (7). Cette dernière Cour souveraine fut à l'évidence si contente du travail de Moreau qu'elle le nomma son député, le 8 mai 1762 (8). Le seul dossier qui se soit conservé à ce sujet est une correspondance échangée entre le conseiller Crassous et Moreau. C'est auprès du chapitre cathédral de Montpellier que les conseillers de la Cour des comptes désirèrent être rétablis dans les droits « dont jouissent les autres Cours qui sont attachés à leur dignité » (9). A cette fin, Moreau est chargé de présenter une requête au Conseil demandant un arrêt qui ordonne la démolition du jubé, l'entrée dans le chœur et la place dans les hautes stalles ainsi que l'obligation des chanoines de donner le salut aux conseillers (10). Une lettre de Moreau du 5 janvier 1769, nous informe que la demande de la Cour des comptes de faire démolir

(6) Voir *Souv.*, t. I, p. XXXIII, Catalogue Y, N° XXII. — La date n'est pas indiquée.

(7) *Très humbles et très respectueuses remontrances de la Cour des comptes, aides et finances de Montpellier au Roi contre les entreprises du Parlement de Toulouse*, Montpellier 25 février 1761. — Numéro XXII du catalogue de Moreau.

(8) P. VIALLES, *Etudes historiques sur la Cour des comptes, aides et finances de Montpellier*, Montpellier 1921, p. 270, note 1.

(9) Arch. dép. du Hérault 1B 23608. — Selon VIALLES (p. 270, note 2) Paul-Augustin Moreau de Vormes, frère de l'avocat des finances, prit la fonction de correspondant, le 17 février 1763. Il ne fut remplacé dans cette charge que le 12 avril 1783. Pourtant, les lettres autographes signées par Jacob-Nicolas Moreau attestent qu'il remplit cette fonction en 1769 et 1770.

(10) Crassous à Moreau, 12 décembre 1768.

le jubé était en instance depuis 54 ans. Moreau est constamment en contact avec le médiateur chargé de cette affaire, le prince de Beauvau, gouverneur du Languedoc, qui lui confie même les délibérations capitulaires. Le médiateur donne à Moreau l'assurance de sa bonne volonté, mais le député se heurte au refus du chancelier Maupeou : « il est impossible d'obtenir de M. le chancelier ny commission ny bureau » (11). Enfin, le règlement dressé, le chancelier s'oppose à l'expédition des lettres patentes. Le député commente cette décision avec amertume : « Mr le chancelier s'est fait un principe de ne plus accorder des lettres patentes quelles qu'elles soient qu'on ne soit obligé de commencer par les faire enregistrer au Parlement : ce principe est contraire à l'ancien usage, aux vrayes maximes, à la saine politique de l'administration, j'en conviens ; mais il est celui que l'on embrasse et que l'on suit, sans doute on le suivra jusqu'à ce que l'on se croye intéresser à ramener l'ancien, mais nous ne sommes point en ce cas là.

Franchement, et à parler vray, toutes les cours qui ne sont pas parlement sont dans ce moment-cy humiliées, écrasées, obligées de se taire et de louvoyer ; voilà le fait » (12).

C'est toujours avec le même ton, un peu moins pessimiste cependant, que nous retrouvons le député au milieu de l'année.

« J'attends tout de M. de Beauvau et en vérité on a besoin de protection auprès de M. le Chancelier dès qu'il s'agit d'une Chambre des comptes. Il accorde contre elles tout ce que lui demandent les Parlements, et ne fait rien pour elles » (13). Nous ignorons si les négociations de Moreau ont été couronnées de succès, car sa dernière lettre date du 30 juillet 1770. De toute façon, le député agit avec circonspection et habileté. En vue d'extorquer des lettres patentes au chancelier, Moreau imagine le projet suivant : « Il faut donc que ce soit M. de Beauvau qui lui [sc. le chancelier] en dise un mot en passant comme d'une chose qu'il désire et qui a été oubliée. Il ne faut même pas que

(11) Moreau à Crassous, 29 octobre [1769].

(12) Le même au même, 13 février 1770, autog.

(13) Le même au même, 11 juin 1770.

le Prince écrive, cela aurait l'air d'une affaire, mais qu'il parle » (14). Il est certain que la Cour des comptes, aides et finances de Montpellier n'a pas été mal servie par son correspondant parisien, d'autant plus que celui-ci se rappelait toujours la consigne donnée par le conseiller Cras-sous : la modération.

c) La Cour des comptes d'Aix-en-Provence (15)

C'est la compagnie sœur, celle d'Aix-en-Provence, qui sut s'assurer les services de Moreau et elle lui en eut une grande obligation. Les débuts de cette collaboration fructueuse furent les mêmes qu'à Montpellier, encore que plus éclatants. Dans ses *Souvenirs*, Moreau saisira l'occasion d'évoquer son triomphe sur le Parlement d'Aix.

« Je composai un ouvrage qui ne fut que trop célèbre ; il était intitulé : *Remontrances de la Cour des aides de Provence contre les entreprises du Parlement* (16). Il atterra M. de Monclar, qui n'a jamais pu y répondre et qui ne me l'a jamais pardonné. Ces Remontrances contenaient les vrais principes du gouvernement français, et posaient la règle fixe entre l'arbitraire du despotisme et la licence de l'anarchie parlementaire [...].

(14) Le même au même, 15 juin 1770. — Les lettres adressées par Crassous à Moreau s'arrêtent à la fin de l'année 1769.

(15) Cette compagnie a suscité peu d'études. Il faut consulter aussi les ouvrages sur la puissante compagnie sœur, le Parlement d'Aix. Enfin, un aspect de l'histoire sociale a été récemment étudié. Charles CARRIÈRE, « Le recrutement de la Cour des comptes, aides et finances d'Aix-en-Provence à la fin de l'Ancien Régime », in *Actes du 81^e Congrès des Sociétés savantes, Rouen 1956*, Paris 1956, p. 141-159. Paul MASSON, *Les Bouches-du-Rhône. Encyclopédie départementale*, t. III, Marseille 1920, *Les temps modernes 1482-1789*. Paul MASSON, *La Provence au XVIII^e siècle*, 3 vol. Aix-en-Provence 1935-36, fasc. 1^{er}, p. 95-99. Paul Albert ROBERT, *Les remontrances et arrêtés du Parlement de Provence au 18^e siècle 1715-1790*, Paris 1912. Louis WOLFF, *Le Parlement de Provence au XVIII^e siècle. Organisation, procédure*, Aix 1920. Edouard BARATIER, *Histoire de la Provence*, Toulouse 1969 qui contient un chapitre signé par Michel VOVELLE, « Le XVIII^e siècle provençal », p. 343-395.

(16) *Remontrances de la Cour des comptes, aides et finances d'Aix, au sujet des dernières entreprises du Parlement de Provence*, datée du 20 juin 1763.

Ces Remontrances furent plus tard imprimées avec la permission du Roi : de toutes celles qui lui ont été présentées pendant son règne, et qui n'ont été que trop multipliées, elles sont les seules dont il ait souhaité la publication. On peut juger combien elles me créèrent d'ennemis parmi les parlementaires et parmi les républicains, qui pensaient alors faire leur cour en adoptant leurs systèmes. On en distribua plus de quinze cents exemplaires ; et lorsque, en 1769, le ministère crut devoir revenir tout de bon aux anciennes maximes du royaume, on alla les rechercher dans la profession de foi de la Cour des aides de Provence » (17).

Les *Remontrances* reçurent, de la part de ses adversaires, le sobriquet de *Contes moraux*, par allusion à l'ouvrage du même titre et assez libre de Marmontel. Tout en défendant la juridiction de la Cour des aides sur laquelle le Parlement de Provence avait empiété, les *Remontrances* attaquèrent « les maximes républicaines des parlements » et le fait que le Procureur général, Ripert de Monclar, avait osé, par ses arrêts, disputer au Roi le pouvoir législatif. La Cour des aides — explique Moreau — fit un coup de force : « elle rendit un arrêt par lequel elle dénonçait au roi le réquisitoire de M. de Monclar et les principes du Parlement, comme donnant atteinte aux lois fondamentales de la monarchie et tendant à anéantir la souveraineté du Roi » (18).

La défense énergique des droits de la monarchie au détriment des prétentions des Parlements, ne pouvait, à la longue, échapper aux adversaires de Moreau et devait les irriter. Il est certain qu'en 1763, l'avocat au Parlement et des finances se trouva menacé par les conseillers au Parlement de Paris d'être rayé de l'ordre des avocats. A en croire ses *Souvenirs* (19), l'avocat des finances fut mis au courant au mois de janvier 1763, de l'imminence d'une mesure pareille par Bertin, qui lui proposa d'acheter une charge de conseiller au Châtelet. Par crainte de se rendre dépendant de cette compagnie qui pourrait l'embarrasser en exigeant qu'il remplit sa charge, Moreau donna la pré-

(17) *Souv.*, t. I, p. 119-120.

(18) *Ibid.*, p. 119.

(19) *Souv.*, t. I, p. 121.

férence à une autre solution, à vrai dire peu coûteuse pour lui, et fit quelques tractations laborieuses avec le conseiller François-Xavier-Bruno des Riants (20). Cette charge, d'une valeur de dix mille livres (21), sera scindée en deux. Le sieur de Riants, ayant un fils de cinq ans, restera « propriétaire du corps et finance du dit office », tandis que Moreau, dispensé de son service par la compagnie (22), deviendra conseiller titulaire sans payer « aucune chose pour la prise ou finance du dit office ». Le nouveau conseiller, reçu le 28 mai 1764 (23), n'aura qu'une seule obligation pécuniaire, celle de payer annuellement au conseiller honoraire la modique somme de soixante livres afin d'indemniser ce dernier de la double capitation (24). Jouissant du privilège d'être dispensé de la résidence, Moreau a œuvré pendant vingt ans dans la capitale, à titre de « député perpétuel » de la Cour des aides, ce qui lui valut, à partir du 1^{er} janvier 1764, une gratification annuelle de 2.400 livres (25). Le 31 décembre 1784, Moreau va se démettre de sa charge et obtiendra des lettres de conseiller honoraire ; François-Jean-Joseph Anglezy sera son successeur, mais avec la charge complète (26).

La nouvelle dignité de Moreau fut l'occasion d'un commentaire calomnieux dans les *Mémoires secrets* de Bachaumont, où on lit à la date du 5 décembre 1763 : « Le sieur

(20) L'orthographe de ce nom varie. BICAIS (*Notice du parlement de Provence*, Aix, Musée Paul Arbaud, Ms MO 96, p. 502) et à sa suite BOISGELIN (*Chronologie des Cours souveraines de Provence*, Aix 1904, p. 26) écrivent Rians ; le traité d'office du 15 février 1764 pourtant (Arch. nat. Min. centr., ét. CXVIII, liasse 539) le désigne comme de Riants.

(21) Aix-en-Provence, Bibl. Méjanes, Ms. 78, Papiers Boisgelin, fonds Mazenod, dossier Riants. Riants à Mazenod, 6 novembre 1763.

(22) Arrêté de la Cour des aides du 7 décembre 1763, copie ; Marseille, Archives départementales des Bouches-du-Rhône, abrégé, B.D.R., B* 633.

(23) Lettres patentes de provision du 28 mai 1764. Marseille, B.D.R., Registre Bertin fol. LXXVIII R° - LXXIX R°.

(24) Traité d'office, 15 février 1764. Arch. nat., Min., centr. not., ét. CXVIII, liasse 539.

(25) Arrêt du Parlement Maupeou, 19 octobre 1771, Aix-en-Provence, B.D.R., Registre du Parlement B 3.678. Fragment de l'arrêt, publié dans *Souv.*, t. I, p. 423-424. Voir aussi l'arrêt du 7 décembre 1763, où Moreau est qualifié de « député ordinaire », B.D.R., B* 633, copie.

(26) B.D.R., Registre Miromesnil, fol. 210 V° - 212 V°.

Moreau, connu par son *Observateur Hollandais* et qui depuis a fait bruit par différentes lettres écrites aux Parlements au nom du chancelier, vient d'être gratifié par le Roi d'une charge de conseiller à la Cour des aides et chambre des comptes d'Aix-en-Provence. S.M. paye jusqu'aux frais de réception. Il est en outre depuis plusieurs années avocat des finances, dont il retire des honoraires considérables » (27). L'information pour être très rapide porte à faux, car nous avons vu que Moreau ne fut astreint à aucune finance en sa qualité de conseiller titulaire. Constatons ici la jalousie et la mauvaise foi des confrères Philosophes à l'égard de Moreau.

Au moment de la nomination de Moreau comme député de la Cour des aides de Provence à Paris, cette dernière ne paraît pas lui avoir donné des instructions particulières précisant la manière d'agir et l'étendue de ses fonctions. Les papiers du premier président de cette Cour témoignent de l'activité prodigieuse de Moreau. Il ne servit pas seulement d'intermédiaire entre une Cour supérieure très loyale et les ministres mais, ainsi que nous l'avons déjà vu, d'agent actif qui formula maint acte officiel tel que requêtes, mémoires, remontrances, actes qui devaient refléter la politique unanime du commettant. Force est de constater que Moreau a pris une part très active à la politique de la Cour des aides. Il était inévitable que les conseils conciliants, modérés et tendant souvent à adoucir des expressions trop « emportées » des conseillers aixois ne durent pas toujours plaire à la compagnie qui, de ce fait, se trouvait parfois en contradiction avec son député, jugé coupable de « timidité » (28). D'autre part, sa fonction particulière de « donner conseil à tous les ministres » et son attachement personnel à Bertin et au Contrôleur général, plaçaient Moreau au centre des décisions du pouvoir. Il était aussi merveilleusement bien renseigné par sa familiarité avec les responsables de plusieurs bureaux (29).

Au commencement de sa carrière de député, Moreau ne manqua pas de signaler à sa compagnie que Bertin lui était

(27) *Mémoires secrets*, t. I, p. 357.

(28) Albertas à Maupeou, 10 avril 1769, B.D.R., B* 628.

(29) Michel ANTOINE (*Le Conseil du Roi...*, p. 400) relève la bonne information des « députés » sur l'administration de l'époque. — Voir aussi chap. V, p. 362, n. 27.

plus favorable, à elle, que l'Averdy, « subjugué par le Parlement » (30). Le Parlement de Provence, éternel ennemi de la Cour des aides, avait pleine conscience du fait que Moreau était un adversaire énergique, compétent et redoutable par le cumul de ses fonctions. Afin d'arrêter les rumeurs qui couraient au préjudice de Moreau, le premier président de la Cour des aides se vit obligé de le défendre auprès du Vice-chancelier. « Je lui dois la justice — écrit le marquis d'Albertas — de vous dire qu'il a tout mis en usage pour calmer les esprits, pour écarter tout ce qui pouvait exciter de nouveaux troubles et de nouveaux embarras ; qu'il a même éteint des semences de troubles qui n'auraient pas manqué d'éclore un jour » (31). De même, devant le Contrôleur général, le marquis met en valeur la « satisfaction » et la « confiance » (32) que la compagnie porte à Moreau.

Quelle est la politique que le député propose à sa compagnie ? Vu la position très forte du Parlement de Provence, Moreau préconise une politique de loyalisme intégral. « Reposez vous sur moy du soin de prouver qu'il n'y a point de compagnie plus fidèle au roy que la nôtre, plus obéissante, plus attachée aux principes et aux loix » (33). Il rappelle à ses collègues le fait qu'ils ne doivent, dans leur double fonction de « magistrats et bons citoyens », « point suivre les errements des bureaux » (34), que le Contrôleur général lui-même tend à écarter. On croit entendre un écho des leçons du Chancelier d'Aguesseau lorsque Moreau énumère les principales vertus qui devaient guider les conseillers de la Cour des aides : « la fermeté, la règle et la prudence » (35). Une missive au premier commis du Contrôleur général, Lenoir, exprime bien l'argumentation de Moreau : « Comme il s'agit icy plus que jamais du système parlementaire — expose le député — contre lequel nous sommes si hautement declarez j'ay ordre de vous dire que nous nous mettront [sic] incessamment au fait pour

(30) Lettre du 4 janvier 1764, B.D.R., B* 529.

(31) Albertas à Maupeou, 11 juin 1764, copie. B.D.R., B* 625.

(32) Albertas à L'Averdy, 11 juin 1764, copie. B.D.R., B* 625.

(33) Moreau à d'Albertas, 13 décembre 1765. B.D.R., B* 535.

(34) Le même au même, 23 décembre 1767. B.D.R., B* 536.

(35) Le même au même, 24 février 1769. B.D.R., B* 537.

soutenir la législation du Roy : nous aurons pour juge la France entière » (36). L'habitude d'invoquer l'opinion publique est un des traits caractéristiques de la politique de Moreau devant les ministres. Il annonce souvent sa détermination de faire appel à cette instance pour obtenir une décision en faveur de sa compagnie. A cet égard, le procédé que le député propose en 1765 est typique : « J'ai repris et les mémoires de M. Pagery et les miens, et je vas dans cette affaire imprimer un petit mémoire, je n'en prendrais pas la peine si le ministre n'étoit pas très irrité contre nous. Mais j'ay toujours remarqué que la publicité de la déffense arretoit l'impattie, car cette justice et cette conscience publique sont les véritables freins que l'on peut opposer aux partisans des hommes en place » (37).

Ce moyen de pression — l'impression d'un mémoire — Moreau se le réserve pour le cas où le Contrôleur général se montrerait mal disposé. « On copie mon mémoire dans l'affaire d'Alphéran [...]. Si je m'aperçois qu'il ait de l'humeur contre nous je le feray imprimer » (38). Il met souvent un accent particulier sur l'importance de gagner le public : « c'est beaucoup d'avoir pour soi le suffrage du public » (39).

En effet, en 1769, la Compagnie charge son député de corriger les Remontrances qu'on lui envoie, bref, de prêter son « secours de style ». Homme timoré, Moreau est parfois vite effrayé et il a tendance à atténuer les comportements de Messieurs les conseillers. Il était inévitable que ceux-ci lui reprochassent un jour sa timidité et qu'ils exigeassent la manière forte (40). A cet égard, il est intéressant de regarder l'ordre que la compagnie intime à Moreau : « nous vous avons fait parvenir le projet de ces remontrances, nous serons charmés que vous y corrigerez tout ce qui vous paroîtra mériter du changement, surtout à l'égard du stile ; mais n'affaiblisses pas la force des raisons » (41).

(36) Moreau à Lenoir, [février 1768], minute. B.D.R., B* 536.

(37) Moreau à d'Albertas, Compiègne 22 juillet [1765]. B.D.R., B* 535.

(38) Moreau à d'Albertas, Compiègne 5 août 1765. B.D.R., B* 535.

(39) Le même au même, 16 avril [1765]. B.D.R., B* 535.

(40) La Compagnie à Moreau, 21 avril 1769, copie. B.D.R., B* 633.

(41) La même au même, 31 août 1764, copie. B.D.R., B* 633.

La députation de Moreau fut néanmoins très précieuse pour la Cour des aides de Provence. A la Cour, il eut de multiples tâches. Les informations qu'il transmettait au Premier président d'Albertas étaient de première main et très sûres (42). Ainsi, sa compagnie fut très tôt mise au courant des menées des autres Cours supérieures comme Pau, aussi bien que de l'affaire de la Chalotais, qui a « mal fini pour l'autorité du Roy, mal fini pour l'ordre public » (43). Les missions du député furent souvent assorties de conseils sur la conduite à tenir par sa propre compagnie dans ces circonstances particulières. Vu la rivalité séculaire avec le Parlement de Provence, son analyse du rapport des forces politiques l'amena à démontrer l'extrême dépendance de sa compagnie envers l'autorité du roi. « Je crois — écrit le député — que l'autorité recule. En vérité nous ne pouvons revivre qu'avec elle » (44). Le député croyait ne pouvoir l'emporter sur le Parlement que par une démonstration de loyalisme et de docilité. La position du Parlement de Provence se trouvait encore renforcée par le fait que l'intendant de la Tour était en même temps Premier président de cette Cour supérieure (45). La mésentente s'annonça déjà en 1764, lors de la réception de Moreau par sa compagnie. A cette occasion, l'intendant refusa au nouveau conseiller l'honneur de le recevoir, ce qui froissa bien entendu Messieurs de la Cour des aides (46). Mais

(42) Une partie des informations très sûres du *Journal de Nouvelles* d'Albertas a certainement été fournie par Moreau. Jean VIDALENC ignore le rôle de Moreau comme informateur dans « La querelle des Parlements, vue d'Aix-en-Provence. Le *Journal de Nouvelles* formé par le marquis d'Albertas, premier président du Parlement de Provence (1770-1783) », in *Provence historique*, t. 3, 1953, p. 189-207. Voir aussi du même auteur, « Le monde, la cour et la ville vus d'Aix-en-Provence (1770-1783). Le *Journal de Nouvelles* du marquis d'Albertas, premier président du Parlement de Provence », in *Actes du 79^e Congrès national des Sociétés savantes, Alger 1954*, Paris 1955, p. 43-73.

(43) Moreau à d'Albertas, 18 janvier 1767. B.D.R., B* 536.

(44) Moreau à d'Albertas, Fontainebleau 11 novembre [1765] B.D.R., B* 535.

(45) Voir F.-X. EMMANUELLI, *Intendance et vie provinciale dans la Généralité d'Aix 1745-1790*, Aix-en-Provence, 1971, thèse dact.

(46) *Souv.*, t. I, p. 138. — Mazenod, président de la Cour des aides, est « piqué » du procédé du Parlement. Mazenod à d'Albertas, 15 juin 1764. B.D.R., B* 529.

ce fut dans la personne du Procureur général du Parlement de Provence, Ripert de Monclar, que Moreau trouva un adversaire irréductible et de taille. Qu'un homme aussi influent s'attachât à combattre directement Moreau dont il tâcha de réduire à néant la politique, est un témoignage de la force et du talent du député. Les procédés employés par le Parlement à l'encontre de Moreau ne furent pas toujours de bon aloi. Ainsi, pendant le voyage du député à Aix, le Parlement arriva à convaincre le Contrôleur général l'Averdy de faire enlever des papiers du bureau de Moreau (47). A l'époque de la réception du nouveau conseiller, le président Mazenod se crut obligé de faire l'apologie de Moreau et de le défendre contre les attaques du Parlement : « Vous apprendrez peut-être avec indignation que le parlement continue sans cesse d'attaquer notre collègue personnellement auprès des ministres, et qu'il a eu besoin de l'estime et de la considération qu'il s'est acquis auprès d'eux pour ne pas succomber à ces attaques. Elles sont si déplacées et si injustes que je ne croirois pas si je pouvois en douter » (48). Rétrospectivement (49), Moreau exagère peut-être le dessein du procureur général du Parlement de vouloir nuire à la réputation du député de la Cour des aides, mais il était naturel que Monclar, en séjour prolongé à la Cour, représentât les intérêts de sa compagnie, au préjudice de la partie adverse. Le 28 mars 1765, le député de la Cour des aides écrit : « Entre nous, les gens du Parlement et notamment Mr de Monclar ne cessent de nous imputer des entreprises sur l'administration de cette ville [Marseille] » (50). En 1767, le duc de Choiseul, ami intime de Ripert de Monclar, confie à Moreau qu'il a des ennemis au Parlement de Provence (51).

La Cour des aides faisait valoir son droit d'être escorté par la maréchaussée lors des fêtes solennelles. A cet effet,

(47) Mazenod à d'Albertas, Paris 18 juin 1764. B.D.R., B* 529.

(48) Le même au même, Paris 17 mai 1764. B.D.R., B* 529.

(49) Moreau affirme dans ses *Souvenirs* (t. I, p. 193) : « M. de Monclar [...] depuis mes remontrances de 1763 avait résolu ma perte ».

(50) Moreau à d'Albertas, 28 mars [1765]. B.D.R., B* 535.

(51) Le même au même, 27 janvier 1767. B.D.R., B* 536.

elle présenta au duc de Choiseul et au Vice-chancelier Maupeou un mémoire, dressé par Moreau, demandant une réponse du Parlement de Provence. Le Parlement réagit par une fin de non-recevoir (52). Monclar ne s'écarta point de cette ligne de conduite car, pressé de nouveau par la Cour des aides de produire un mémoire, il se justifie dans les termes suivants devant le ministre des Affaires étrangères :

« Il ne tient pas cependant au Parlement de me délivrer de cet ennemi ; car la Compagnie n'entend point absolument que je fournisse aucun mémoire à ce sujet, ni que j'entre en lice avec le redoutable M. Moreau.

M. Moreau, ne lui en déplaise, ménage peu la vérité, il écrit en Rhéteur et en Sophiste plutôt qu'en Député d'une Compagnie, il faut l'imputer à la mauvaise cause qu'il défend » (53). Il est vrai que la Cour des aides s'efforçait de se faire confirmer un droit qu'elle réclamait, mais qui n'avait jamais véritablement été bien établi.

Les Trésoriers de France d'Aix étaient en conflit avec la Cour des aides. Leur différend fut porté devant le Conseil et les deux parties adverses envoyèrent des mémoires au Chancelier. Le secrétaire de la chancellerie, Pétigny, fit savoir à Moreau, à la fin de décembre 1768, que la Cour des aides avait gagné le procès et qu'un arrêt conforme avait été dressé. Le député annonce le bon résultat à sa compagnie qui le presse d'obtenir l'expédition de l'arrêt. Entre temps, Lenoir, un maître des requêtes et ami de Moreau, avait montré à ce dernier des lettres adressées par Monclar au duc de Choiseul dont une sera qualifiée par Moreau de « perfidie abominable » (54) à cause du dénigrement systématique du travail du député. Cette découverte coïncide avec une autre expérience désagréable. Le Chancelier, qui arrêta l'expédition de l'arrêt sur les

(52) De la Tour au duc de Choiseul, 23 juillet 1766, copie. B.D.R., B* 618.

(53) Monclar au duc de Choiseul, 19 janvier 1767, copie. B.D.R., B* 618.

(54) Moreau à d'Albertas, 21 février [1769]. B.D.R., B* 537. — Peut-être s'agit-il de la lettre de Monclar citée dans la note précédente.

Paris le 12 mai 1769.

non seulement
j'ay de la le
mémoire, mais
j'ay parlé am.
Lechaacis.

J'ay même parlé
auprès de
galles de
c'est l'homme de
je ne s'en monier
laissoit.

si les uns
pas bien de
naam. le q.
ne se

qu'on a mal vu
chancelier, en ne parlant
avoir occasion de
de j'en ay, et je ne
ce n'est que par
s'agissant de
Lafay?

J'ay répondu à Monseigneur comme
à mon unique Bienfaiteur. C'est par
M^r le Comte de St. Florentin qui je fus
averti le jour du départ pour Marly de
propos que M^r de Montclar me le conta moy
à tous les Ministres. J'en ai d'après l'un de la
soupçonner sur la mauvaise humeur que me
faisoit M^r le Chancelier après mon avoiron
de excellent. mais naturellement tranquille
ce n'ayant rien à me reprocher si me devoit à
moi même, il ne faut pas dans ce genre avoir
plus de foi à la mauvaise humeur qu'à la bonne.
J'ay su depuis que M^r le Chancelier général
dont tu es en colère et M^r de St. Florentin m'en ont
donné que M^r le Chancelier me nommait
comme excellent tout le monde. Il n'est point
homme M^r de Montclar mais 1^o j'ay fait
passer à celui par son ami comme me
qui m'a connu avoiron que mon conseil
devient vrai, et m'a fait entendre que le
Montclar avoit fait ma peste. 2^o j'ay été
averti par M^r de Cambrai qui depuis trois
ans, cet homme ne cessait d'insister contre moi
M^r le Duc de Choiseul. 3^o j'en ay eu la
preuve dans une lettre écrite au Ministre

Trésoriers de France, exauça le vœu de Monclar qui voulait nuire à Moreau. Et, comme l'écrira Moreau, Maupeou a été guidé par l'arrière-pensée de pouvoir se débarrasser, de cette façon, d'un rival politique. Car en cédant tout à Monclar, celui-ci n'avait plus de tâches à remplir à la Cour et pouvait, en effet, être renvoyé (55).

Cet échec dans l'affaire des Trésoriers de France, le député va le prendre très à cœur : il tombe sérieusement malade ; une crise de nerfs l'oblige à dicter toutes ses lettres et, enfin à faire une cure à Spa. Mais, avant de quitter la France, il sent le besoin de justifier sa conduite, de « détromper les ministres » (56). Un instant, il pense à être confronté à Monclar devant le Chancelier (57). Mais il préfère s'adresser à son « bienfaiteur », le ministre Bertin pour lui demander de faire parvenir une lettre au chancelier. Dans cette lettre Moreau désigne Monclar comme un « calomniateur », contre qui il demande justice. Bref, le Procureur général du Parlement de Provence est sommé de « prouver ses allégations ». Dans une apostille, Bertin remet les choses en place, notamment en insistant sur la nature politique de la fonction de Moreau comme député.

« En tout je trouve — note Bertin — que vous vous échauffés comme un homme insulté, et outragé, au lieu que vous n'êtes qu'un membre de la cour des aides qu'on dit à la tête des autres et leur conseil pour une sottise qu'ils ont faite : un homme contre lequel on a, ou on cherche à donner cette prévention laquelle est assez simple même à imaginer dans la position des choses, *étant leur conseil habituel*, que vous soyés leur conseil *actuel*, et ce n'est pas vous insulter de dire que vous leur avés conseillé cette faute, vous n'êtes pas plus outragé de cela, qu'ils ne le sont eux d'être accusés de l'avoir faite » (58).

Il ne paraît pas que Bertin ait donné suite à cette demande de Moreau. En revanche, peu auparavant, ce dernier eut la

(55) *Souv.*, t. I, p. 196.

(56) Moreau à d'Albertas, 2 mai 1769. B.D.R., B* 537.

(57) Le même au même, 6 mai 1769. *Ibid.*

(58) Apostille autographe de Bertin à la lettre datée du 28 mai 1769 que Moreau projetait de faire transmettre par Bertin au chancelier. B.D.R., B* 628.

satisfaction de voir que le ministre avait remis un « mémoire apologétique » au chancelier et aux autres ministres (59). L'indignation de Moreau à propos de Monclar fut telle qu'il envisagea même de « le faire lire au Roy » (60).

Cet incident qui altéra profondément la santé de Moreau, révèle le côté fragile de sa personnalité. Homme de cabinet, légiste, le député de la Cour des aides de Provence ne fut pas en mesure d'enrayer les intrigues de son adversaire. Mais cette impuissance personnelle est due, à la fois, au fait que son rôle politique à la Cour resta toujours marginal, subordonné aux intérêts de la politique d'un ministre particulier et à son modeste statut social par rapport aux grands robins et aux nobles de vieille souche qui occupaient les postes-clé du pouvoir dans la monarchie d'Ancien Régime. Il lui manquait aussi, d'une part, une puissante famille et une grande clientèle et, d'autre part, une carrière administrative appropriée comme celle d'un maître des requêtes pour pouvoir prétendre à une véritable influence politique. En revanche, il pouvait constamment compter sur la protection de la famille Noailles et sur celle de Bertin, efficace seulement aussi longtemps qu'ils furent ministres.

Somme toute, si le rôle politique de Moreau fut nécessairement secondaire, différents ministres ne dédaignèrent pas de faire appel à ses talents et à ses services. Ainsi, lors de la grande crise économique et politique de 1770 (61), il se rendit, en même temps, utile à sa compagnie et au chancelier René-Charles de Maupeou (62). Le poids de

(59) Moreau à d'Albertas, 11 mai 1769. B.D.R., B* 537.

(60) *Ibid.*

(61) J.F. BOSHER, « The French Crisis of 1770 », in *History*, vol. 57, 1972, p. 17-30, insiste particulièrement sur la conjonction des deux facteurs, économique et politique.

(62) J.F. LA HARPE (*Correspondance littéraire*, Paris 1801, t. II, p. 257), prétend qu'on donna au député de la Cour des aides de Provence le sobriquet de « Moreau-préambule » parce qu'il avait rédigé des édits du Chancelier. La même accusation d'avoir rédigé l'édit de novembre se trouve aussi sous la plume du journaliste BACHAUMONT (*Mémoires secrets*, t. XXI, p. 94), et Moreau est désigné comme « faiseur de préambules » dans les *Maupeouana* (t. III, p. 4). A la Cour, le même reproche fut fait à Moreau qui se défendit vigoureusement contre cette imputation (*Souv.*, t. I, p. 238). Le célèbre édit de règlement, donné en décembre 1770 et rédigé par Lebrun, secrétaire du chancelier (FLAMMERMONT, *Le Chancelier Maupeou et les Parlements*,

Moreau ne fut sans doute pas négligeable (63) lorsque Maupeou décida que les confrères du député devaient remplacer les membres du Parlement de Provence et former le nouveau parlement. A la même occasion, le chancelier chargea Moreau de porter, en compagnie du maître des requêtes Lenoir, les lettres d'exil pour les membres du Parlement d'Aix. Moreau a consacré presque trois chapitres entiers de ses *Souvenirs* à cet épisode qui lui a fait perdre beaucoup d'amis. Quant au fond, on ne peut guère douter de la véracité du récit de Moreau. Le marquis de Rochechouart (64), commandant de Provence, lui a joué un mauvais tour en prétendant que Moreau avait choisi des endroits inhabitables comme lieux d'exil. Cette rumeur se propagea jusqu'à la Cour et fut fort préjudiciable à la renommée de Moreau qui n'arriva pas à obtenir justice (65).

Auprès du chancelier, Moreau n'a joui que d'une faveur passagère, étroitement liée à sa mission en Provence. Le triomphe de la Cour des aides sur le Parlement de Provence avait son revers ; il paraît racheté par une certaine docilité. En raison de la liquidation des anciennes charges, la « besogne » du député s'est prodigieusement accrue. « Vous êtes — écrit le député — le seul à qui j'écrive aujourd'hui quoique j'aye reçu douze lettres de Provence,

Paris 1883, p. 115) fut l'objet des critiques de Moreau. « Je trouvais, dit-il, son préambule ginguet, peu digne de la franchise qui doit toujours accompagner les actes de la législation ; je l'en avertis [sc. le chancelier], mais il ne m'écoula pas » (*Souv.*, t. I, p. 258). Il est intéressant de comparer ce passage à la lettre que Moreau adressa le 5 décembre [1770] à d'Albertas : « La fermentation que cause l'édit envoyé aux chambres est extrême. Le préambule est un exposé de tous les Ecarts de la magistrature depuis 15 ans. Après cet exposé on s'attendoit à un plus grand nombre de dispositions et de plus fortes : C'est le préambule qui fait le principal grief. Et il y a un mot de *Confédération* qui les fait sauter aux nues. On juge que l'édit est manchot et qu'on en a retranché plusieurs articles, que sembloit annoncer la préface » (B.D.R., B° 537).

(63) FLAMMERMONT, p. 464.

(64) Voir Baron Marc de Vissac, « Le lieutenant général Marquis de Rochechouart. 3^e réunion d'Avignon et du Comtat à la France (1768-1776) », extrait des *Mémoires de l'Académie de Vaucluse*, Avignon 1910.

(65) *Souv.*, t. I, Chap. XIV et XVI, p. 247-287. — Il était naturel qu'à ce propos les lecteurs des *Maupeouana* (t. III, p. 4) pussent se régaler d'un long récit qui, comble d'infamie, jouait sur l'irréalité.

un neuvième mémoire de M. Ganneron, 6 pages et des projets de M. de Joannis qui veut toujours que ce soit le conseil qui fasse ce que le parlement peut faire pour son clerc et son porteur du parquet » (66). Et, à la même époque, Moreau prie le premier président de faire comprendre aux parlementaires aixois qu'il ne peut pas à la fois se présenter à tous les bureaux avec qui il doit traiter des affaires : « [...] daignez-vous rappeler, daignez faire entendre à nos collègues, qu'il est impossible que je travaille le même jour avec M. le Chancelier, M. le Contrôleur Général, M. d'Ormesson, M. de Trudaine, M. Cochin, M. Clerc, Melin, Passe Laigue, Mesnard, Nogaret et Silvestre. J'ai pourtant affaire à tous ces gens-là à la fois, et vous voyez par toutes mes lettres qu'il n'y a pas de jour que je ne marche pour la compagnie » (67). De plus, Moreau se plaint souvent des bureaux ministériels, des lenteurs des affaires. A cet égard, sa lettre du 25 avril 1772 donne des détails intéressants sur la répartition du travail dans les bureaux : « Il est bien sûr — écrit le député — que la manière dont se font les liquidations donneroit matière à d'amples remontrances. Un homme seul. Est-il ministre ? Non ? Est-il son Premier commis ? Non. C'est Mellin seul, c'est le subalterne de Melin qui tranche, taille, rogne et dispose des propriétés » (68). D'ailleurs il est remarquable qu'ici comme à d'autres occasions, le député a envisagé de faire faire des remontrances, comme cela fut effectivement le cas lorsque le Parlement protesta contre le règlement des eaux et forêts, édicté par Colbert.

Le cas de la Provence reste unique, où une compagnie fut destinée à se substituer en bloc à une autre. Ailleurs, où les Parlements Maupeou se composaient en partie d'anciens parlementaires, des confrontations à l'intérieur de ces compagnies s'étaient révélées inévitables. L'uniformité du recrutement empêchait ce danger à Aix, où le nouveau Parlement de Provence devait prouver sa compétence afin de gagner la confiance du public. Dès l'établissement du nouveau Parlement, Moreau se montre optimiste : « Je persiste à croire que si les nouveaux Parlemens font du bon

(66) Moreau à d'Albertas, 25 [janvier 1772]. B.D.R., B* 539.

(67) Le même au même, 19 février 1772. *Ibid.*

(68) Le même au même, 25 [avril 1772]. *Ibid.*

et du grand et de l'utile, bientôt l'opinion publique sera pour eux » (69). A ce sujet les sentiments de Moreau ne varient guère : « Que le Parlement [de Provence] fasse de grandes et de bonnes choses, et la confiance publique le rangera » (70). Peu de temps après, le député revient à ses idées tout en les précisant. « Je répond à votre lettre du 15. Ma façon de penser n'a point changé puisque tout ce que je souhaite c'est que vous mainteniez la considération due au Parlement et que vous gagniez de plus en plus l'estime et l'amitié du public [...]. Ne nous brouillons point avec la Provence. Il faut la gagner par des bienfaits et par notre zèle » (71). Ce souci de la qualité du travail (72) à accomplir a été partagé par le premier président préoccupé par « l'étourderie » et l'« inconsideration » du premier avocat général, de Joannis (73). On peut admettre que les nouveaux parlementaires ont été à la hauteur de leur tâche. Même si l'on fait abstraction de la position de Moreau en face du grand seigneur d'Albertas, le jugement du premier ne paraît pas entièrement dénué de fondement : « le Parlement d'Aix est peut-être celui de tous qui va le mieux : Il n'y a que ces diables d'exilés qui clabaudent. Mais patience si tout le peuple est content, ils ne réussiront pas à aigrir les esprits » (74). Grâce au labeur acharné du député, les conseillers du nouveau Parlement vinrent à bout de faire liquider leurs charges. Le premier président eut le plus de raison d'être content, car il avait obtenu la gratification tant désirée. Pourtant son vœu de faire ériger son marquisat en comté ne fut pas exaucé par le Chancelier.

(69) Le même au même, 16 novembre [1771]. B.D.R., B* 538.

(70) Le même au même, 11 février 1772. B.D.R., B* 539.

(71) Le même au même, 25 [avril 1772]. *Ibid.*

(72) William DOYLE, « The Parlements of France and the Break-down of the Old Régime 1771-1788 », *French Historical Studies*, vol. VI, N° 4, 1970, p. 415-458, prouve qu'après 1772, la propagande en faveur des Parlements avait vraiment porté. Malheureusement l'auteur ne se pose pas la question de savoir si les nouveaux Parlements avaient travaillé efficacement et à la satisfaction de ceux qui attendaient justice.

(73) D'Albertas au Chancelier, 16 janvier 1774, minute. B.D.R., B* 515.

(74) Moreau à d'Albertas, 12 mai 1772. B.D.R. B* 539.

Au plus tard depuis l'édit de novembre 1770, Moreau jouit d'une mauvaise presse auprès des adversaires du « coup d'Etat » du chancelier Maupeou, qui se déchaîne alors contre lui. Ce que Messieurs les conseillers des anciens Parlements lui reprochent, c'est sa vénalité et le fait d'être un courtisan. Ainsi lit-on dans les *Maupeouana* : « Si comme le courtisan Moreau, qui dit de si belles choses, et se comporte si bassement ; si tous ces martyrs de la liberté nationale, eussent prêté la *Force active* à l'autorité qui tend à opprimer les citoyens, nous serions déjà *démônarchisés* » (75). Cette campagne fut précédée, en 1770, par un petit ouvrage intitulé *Extrait du droit public de la France*, où Louis Brancas, duc de Lauragais s'en prit à Moreau. Le continuateur de Boulainvilliers, « trouvant les lois toutes faites », n'a pas eu besoin « de faire des chartres comme M. Moreau ». Nous sommes assez surpris de connaître la raison d'être de la publication de l'*Extrait du droit public de la France*. L'auteur est très explicite à ce sujet : « j'ai entrepris cet ouvrage pour venger la raison humaine des sots propos de nos publicistes, et nommément des arguments victorieux de l'*infidèle* Moreau » (76). Il est intéressant de voir comment la victime réagit à de pareilles reproches. Sur-le-champ, Moreau proteste en disant que le duc est « fou » (77), tandis que, rétrospectivement, le mémorialiste fait montre de plus de sérénité lorsqu'il parle d'« une détestable rapsodie où il [Brancas] répétait, avec un air scientifique, tout ce que nos républicains

(75) *Maupeouana ou recueil complet des écrits patriotiques du chancelier Maupeou* (1770-1774), 5 vol. Paris 1775, t. IV, p. 253. A un autre endroit (t. V, 37), le pamphlétaire a mis l'accent sur les attaches de Moreau avec le ministère et avec la dauphine. « Un Moreau, élevé, dit-on, par les jansénistes, qui les sert comme M. de Maupeou la magistrature, protégé originairement par le duc de Choiseul, qu'il paie de la plus tendre reconnaissance ; dissertateur de la Cour, écrivain pour de l'argent, bibliothécaire de Madame la Dauphine, qui le chassera comme mauvais train, quand elle en aura le pouvoir ». Un troisième témoignage, également négatif, concerne l'histoire des lettres de cachet rendues lors de l'exil du Parlement de Provence (*ibid.*, t. III, p. 4).

(76) [Louis BRANCAS, duc de Lauragais], *Extrait du droit public de la France*, En France 1771, p. V de l'Avertissement et p. 48.

(77) Moreau à d'Albertas, 22 [juin 1771] et 17 juillet 1771. B.D.R., B* 538.

avaient dit contre le gouvernement » (78). Toujours selon les *Souvenirs*, une réfutation de l'*Extrait* aurait été toute prête, mais Moreau se serait résigné à la laisser manuscrite. Et Moreau d'invoquer une raison spécieuse, « car, dit-il, je trouvai M. de Lauraguais un adversaire qui ne valait pas trop la peine que je me colletasse avec lui, et mon voyage de Provence même m'avait ôté toute envie de rire » (79). Le journaliste Bachaumont, tout content de flétrir Moreau, cite in-extenso les reproches faits par Brancas à l'adresse de Moreau, tout en ajoutant que ce dernier n'a pas publié sa réfutation à cause de l'intervention de Bertin (80).

Depuis, dans l'opinion publique, les jugements sur Moreau sont définitivement polarisés. Pour avoir critiqué la conduite des Parlements et les écrits des « philosophes républicains », il a été « la bête noire des philosophes et parlementaires, qui l'ont traité de sot rétrograde, de balourd, de valet des gens en place ; cet acharnement même est la meilleure preuve de l'intérêt et de l'originalité de ses propos » (81).

(78) *Souv.*, t. I, 298.

(79) *Ibid.*, voir aussi chap. III, p. 225-226.

(80) BACHAUMONT, *Mémoires secrets*, t. XXI, p. 94.

(81) ANTOINE, *Le Conseil du roi...*, p. 3.

E) BILAN : MOREAU ET LA POLITIQUE

Somme toute, force est de constater que l'influence politique de Moreau fut bien mince, qu'il était un instrument loyal tant des ministres que de sa compagnie, mais qu'il était capable de donner la mesure de son talent seulement au niveau des bureaux ministériels. Là, il disposait d'un réseau d'amitiés, là, il pouvait intervenir directement, pourvu que la « haute » politique d'un ministre ne s'y opposât pas.

Quel est le dénominateur commun des activités politiques de Moreau ? Il joue un double rôle : à la fois loyal, dévoué, se muant même, s'il le faut, en un écrivain politique, magistrat d'une Cour souveraine pour laquelle il est amené à agir, à titre de « député » parisien, pour défendre les intérêts de sa compagnie. Il table deux fois sur la même 'institution' : l'opinion publique. En tant qu'écrivain politique, sa maxime est d'agir sur le public en faisant l'apologie de la monarchie d'Ancien Régime. Comme corollaire, il s'évertue à repousser quelques revendications non justifiées à ses yeux, telle que la Liberté sous tous ses aspects, religieux, politique et commercial, l'Égalité, ainsi que la théorie du droit naturel. Bref, il se prescrit comme tâche d'endiguer la propagande des « modernes ». Moreau ne propose point, il est vrai, une position de simple retour à un meilleur passé, mais il offre un point de repli lorsqu'il incorpore à son système quelques retouches réformistes, reprises à Montesquieu. Malgré cette teinte moderniste, il reste prisonnier d'un immobilisme social et politique fermement enraciné, quant au fond, dans les structures héritées du passé. A cet égard, il est significatif que même le néologisme « despotisme légal » ne trouve pas grâce à ses yeux, car pour la monarchie d'Ancien Régime, le prix d'une innovation serait trop élevé, à en croire Moreau.

La légitimation que le *Discours sur la Justice* essaie de donner à l'ancienne monarchie des Bourbons, a-t-elle convaincu le public ? L'ouvrage connut une réédition française et une traduction hollandaise. Sans, pour autant, vouloir changer le caractère de la monarchie d'Ancien Régime, le *Discours sur la Justice* n'en prévoit pas moins une petite ouverture qui n'était pas faite pour satisfaire les « modernes », mais pour inquiéter déjà les traditionalistes !

Le passage de l'écrivain politique à la magistrature n'est pas sans signification. Il a été facilité par la prise de position loyale des Cours des comptes du royaume. Il y a tout de même une différence essentielle. Le magistrat, le représentant des intérêts d'une compagnie quitte l'anonymat gardé par l'écrivain politique, pour s'exposer au jeu de la politique, bien que ce soit au niveau des bureaux ministériels. Cette lutte entre les Cours souveraines est un maquis, et les différends entre Parlements et Cours des comptes ont une longue tradition. L'appréciation portée par Moreau sur la politique gouvernementale s'avère précise et précieuse ; sa compagnie en tient compte. En revanche, celle-ci se rebiffe lorsque le député, facilement timoré, prodigue des conseils de docilité, de subordination, d'inaction, bref lorsqu'il préconise une attitude passéiste. Il est évident que le « député » veut aussi se servir de la nouvelle arme, l'opinion publique. Cette fois-ci, il l'emploie comme un moyen de pression sur les rouages des bureaux ministériels ; l'opinion publique perd, de ce fait, son rôle affirmatif pour devenir une instance de critique, comme c'est d'ailleurs le cas chez les « modernes ».

Cette expérience politique n'a pas suffi à Moreau pour lui faire comprendre la nature de la politique. Il confond sa députation avec une magistrature tenue pour être hors des lois politiques. C'est grâce à son ami Bertin qu'il a été détrompé et qu'il a compris son erreur. Mais cette conception de la politique restait si profondément ancrée dans son esprit, qu'il n'est pas arrivé à s'en défaire.

CHAPITRE IV

L'HISTORIEN ET L'HISTORIOGRAPHE

L'intérêt que portait l'avocat Moreau à l'histoire relève à la fois de son hérédité et de son activité professionnelle. Nous avons vu que le grand-père de Jacob-Nicolas magnifiait le passé de la ville de Saint-Florentin, tandis que le père s'intéressait à la vie du patron de sa ville natale. Patriotisme local, ferveur religieuse qui ont fait place, chez le futur historiographe, à une préoccupation plutôt juridique. En même temps, l'objet est devenu beaucoup plus vaste, s'étendant précisément au droit public de la monarchie d'Ancien Régime et à la recherche des origines de la constitution française. A plusieurs reprises, nous avons déjà vu l'avocat à l'œuvre. L'assaut contre les *Cacouacs* avait, entre autres, pour objet de ridiculiser la nouvelle histoire « philosophique » à la Voltaire. Puis, toujours en journaliste, mais avec une plume moins alerte, Moreau s'efforça d'exposer sa vision traditionnaliste de l'histoire française. Il était fâcheux pour lui que ses *Discours*, parus dans le *Moniteur français*, ne fussent pas honorés de l'attention du public. Néanmoins, Moreau persévéra dans sa voie, en changeant de moyens. Grâce à l'appui des Contrôleurs généraux Silhouette et Bertin, il réussit à mettre sur pied une vaste entreprise historiographique, destinée à forger les armes scientifiques dont le Pouvoir pouvait avoir besoin. Cependant son arsenal était loin d'être épuisé. Avocat des finances, conseiller de la Cour des comptes, aides et finances de Provence, Moreau prêta sa plume et sa science pour réfuter les prétentions des Cours souveraines « rebelles », qui s'étaient manifestées

par des remontrances irrévérencieuses. Mais ce travail de contre-attaque devait avoir son complément positif, constructif. Ce qui manquait, selon l'expérience de Moreau, c'était un corps de doctrine, conforme à la tradition de l'absolutisme classique, par conséquent antagoniste aux idées nouvelles, « antiphilosophique », réunissant les « saines maximes » relatives à l'Etat, à la constitution et à l'histoire. Le *Discours sur la Justice* avait rempli la première fonction, celle d'exposer en un traité dogmatique « les droits et les devoirs du souverain ».

Dans la suite, nous allons suivre la lente ascension de l'historien Moreau, qui, d'expert juridique en matière de droit public va se muer en historiographe de France, sans pour autant pouvoir obtenir la suprême sanction de l'homme de lettres, une place dans une académie parisienne.

A. L'HISTORIEN-JURISCONSULTE

a) L'affaire de Bretagne

Lorsqu'en 1763 Moreau reçut la charge de conseiller de la Cour des aides de Provence, il perdit le titre d'avocat des finances, mais il en conserva la fonction. C'est à partir de 1764 seulement que le Contrôleur général l'Averdy demanda conseil à Moreau (1). L'année suivante, Moreau fut chargé de rédiger trois mémoires en forme de lettres adressées par l'Averdy au premier président du Parlement de Bretagne, d'Amilly. Ces lettres assez longues furent publiées avec les « observations » d'Amilly sous le titre de *Preuves de la pleine souveraineté du roi sur la province de Bretagne* (Paris 1765). Elles réfutent l'assertion contenue dans une remontrance du Parlement de Bretagne, donnée en 1760, que « les Etats de Bretagne se donnèrent à la France par un acte libre ; et que pour assurer d'avantage l'exécution de ce don libre de la Nation, il était nécessaire qu'elle demandât pour Duc, le Dauphin que le contrat de mariage excluait » (2). L'auteur des *Preuves* ose qualifier de « chimère » « le consentement des états » sur lequel insistait le Parlement (3). Moreau, cependant, affirme que le roi de France fut toujours le souverain des ducs de Bretagne qui lui prêtèrent l'hommage lige et que les lettres patentes enregistrées en 1532 au Parlement de Paris,

(1) *Souv.*, t. I, p. 143. — Moreau composa un *Exposé historique des différentes branches dans lesquelles se divisent les revenus de l'Etat*, comportant ses idées « sur la manière de soulager les peuples ». Voir aussi chap. III, p. 208.

(2) *Preuves*, p. 157.

(3) *Ibid.*, p. 40.

puis au Conseil de Bretagne, consomment définitivement la réunion de la Bretagne au royaume et à la couronne de France (4).

Moreau a tenu à ce que personne ne pénètre son anonymat ; il a même donné une réponse quelque peu dilatoire, assez sibylline et amusée, lorsque l'intendant de Bretagne lui parla de cet écrit, en 1785 (5). Conscient des éventuelles « poursuites », prévoyant les inévitables séquences personnelles, il s'est caché mais non déguisé, comme Voltaire aimait à le faire. Moreau croit l'avoir emporté sur l'adversaire en défendant la bonne cause. « Monsieur — dit Moreau — lorsqu'un Ecrivain met si peu de droiture et tant d'embarras dans sa défense, il avoue sa défaite » (6).

Ce qui est intéressant dans ce dialogue entre pouvoir central et pouvoirs régionaux, c'est que le Parlement de Bretagne, de même la Couronne, utilisent des arguments historiques à des fins politiques. Dans ce dialogue par personne interposée, le défenseur du Parlement concédait même à son adversaire qu'il apportait des « raisonnements pleins d'érudition » (7). Dans ce débat, les Etats de Bretagne se présentent comme les défenseurs non seulement de quelques privilèges « immémoriaux », mais aussi comme les défenseurs de la Nation, de la liberté, de la souveraineté, enfin du droit naturel. En ce qui concerne la documentation historique et son exégèse, l'interprétation de Moreau a été peut-être la plus fidèle, mais elle eut le grand tort de ne pas convaincre le public parce qu'elle s'attaquait justement au « patriotisme » et, finalement, aux valeurs émotionnelles défendues par les opposants au Pouvoir central.

Une guerre de brochures allait être le corollaire de l'affaire La Chalotais (8). En faisant imprimer les *Preuves de la pleine souveraineté du roi sur la province de Bretagne*, le Contrôleur général « contribuait indirectement à renfor-

(4) *Ibid.*, p. 36.

(5) Bertrand à Lamoignon, Paris 5 janv. 1788. CM 324, fol. 69-74 V°.

(6) *Preuves*, p. 154.

(7) *Ibid.*, p. 95.

(8) Michel ANTOINE a fait une mise au point de cette affaire : « En marge ou au cœur de l'affaire de Bretagne ? Intrigues et cabales de M. de la Chalotais » in *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*, t. CXXVIII, 1970, N° 2, p. 369-408.

cer l'unité de vues entre le Parlement et les Etats, et à accroître leur opposition commune à l'égard du pouvoir » (9). Les *Preuves* furent attribuées à des commis du contrôle général, à Lorry et à Duparc-Poullain (10), mais jamais à Moreau qui eut l'astuce de n'avouer la paternité que dans le *Catalogue de ses ouvrages* reproduit dans les *Souvenirs* (11), et cela très brièvement, sans indiquer le titre. Bachaumont qui consacre un long compte rendu aux *Preuves*, peu enclin à louer l'Averdy, a cependant admis que certains arguments historiques avancés par le ministre étaient difficiles à réfuter. « M. le Contrôleur — écrit le journaliste en 1765 — se met au rang des historiens et vient de faire paraître trois nouvelles lettres, pour continuer à établir son système de la pleine souveraineté du Roi sur la province de Bretagne, il faudrait être à même de recourir pour décider ce procès sur lequel le souverain sera toujours à même d'avoir gain de cause » (12).

b) La réunion d'Avignon

La volonté des rois de France de 'réunir' à leur domaine Avignon et le comtat Venaissin, vendus en 1348 au Pape par la comtesse Jeanne, a mis en œuvre la diplomatie avant de recourir à la force. Sous Louis XIV et Louis XV, l'action est accompagnée, parfois précédée par des expertises juridiques et, sur ce point, la politique de ces deux rois ne s'éloigne guère de celle de leurs prédécesseurs. Louis XIV consulte son historiographe, Denis II Godefroy, qui a préparé un mémoire resté manuscrit (13). Bien entendu, cette question de droit public et de droit privé avait déjà

(9) Henri FRÉVILLE, *L'intendance de Bretagne (1689-1790). Essai sur l'histoire d'une intendance en Pays d'Etats au XVIII^e siècle*, 3 vol. Rennes 1953, t. II, p. 209.

(10) BARBIER, t. III, col. 1014.

(11) *Souv.*, t. I, p. XXXIII, N° XXVI et t. I, p. 158. Le texte qui accompagne ici la notice bibliographique semble plutôt de la plume de l'éditeur Camille Hermelin.

(12) Louis Petit de BACHAUMONT, *Mémoires secrets*, t. II, p. 200.

(13) Bibl. de l'Institut, Coll. Godefroy, Ms. Cf. aussi le monumental *Traité du Roy* [...] de DUPUY (Paris 1655, fol.) qui tout en fournissant l'armature scientifique juridique aux « réunions », reste relativement réservé sur les droits du roi de France sur Avignon.

fait couler beaucoup d'encre et avait fini par amener le Saint-Siège à faire publier un ouvrage pour exposer son argumentation historique et juridique (14), suivi, en 1703, d'une édition des privilèges (15), parue en 2^e édition en 1780. En 1768, la convoitise du ministre des Affaires étrangères, le duc de Choiseul, fut telle qu'il déclencha une campagne de presse bien orchestrée contre les *Recherches historiques concernant les droits du Pape sur la ville et l'Etat d'Avignon* (16), dans laquelle trois historiens furent des figures de proue. Le plus connu est le procureur général au Parlement d'Aix et ami du ministre, le marquis Ripert de Monclar qui, en tant qu'adversaire implacable des Jésuites, saisit cette occasion pour atteindre deux buts à la fois : étendre le domaine d'influence de sa Cour et chasser les Jésuites si méprisés (17). Bien que Moreau, assez naïvement, lui eût procuré quelques documents, tout comme le président de Nicolai d'Arles (18), l'auteur avoua franchement à l'archevêque de Boisgelin ne pas être rompu au droit public des enclaves du Pape (19). Néanmoins, la plume trempée de haine, l'ouvrage de Ripert de Monclar eut un grand succès en dépit de sa suppression ordonnée par le duc de Choiseul (20).

Un autre historien, juriste et jurisconsulte, élève du professeur et historiographe de France, Jean-Daniel Schoepflin (21), enseignant l'histoire et le droit public de l'Empire germanique à l'université de Strasbourg, se mit à la tâche

(14) Sebastiano FANTONI CASTRUCI, *Istoria della Città d'Avignone et del contadino venesino statj della sede apostolica nelle Gallia, Venetia* 1678.

(15) *Bullarum privilegiorum Comitatus Venaissini*, 1703.

(16) Parues à Rome, 1768.

(17) J.P.F. marquis RIPERT DE MONCLAR, *Mémoire pour le procureur général [...] à établir la souveraineté du Roi sur la ville d'Avignon et le comte Venaissin*, 2 vol., Paris, imprimerie du Louvre, 1769.

(18) Nicolai à Miromesnil, Arles 13 févr. 1783, lettre autogr. CM 297, fol. 16.

(19) Monclar à Mgr Boisgelin, Aix 2 juillet 1770. Bibl. Sainte Geneviève, Ms 2520, fol. 1-7. — Voir aussi Monclar à Bréquigny [?], Aix, 7 sept. 1768. B.N., Ms. fr. n. a. 22 224, fol. 357.

(20) Maurice FALQUE, *Le procès du Rhône et les contestations sur la propriété d'Avignon (1302-1818)*, Paris-Avignon 1908, p. 91.

(21) Jürgen Voss, « J.D. Schöpflins Wirken und Werk. Eine Bestandsaufnahme anlässlich seines 200. Todestages », in *Zeitschrift für die Geschichte des Oberrheins* 119 (1971), p. 281-321.

pour donner une justification de fait et de droit, basée sur une érudition toute germanique. C'était Frédéric Pfeffel, qui après avoir travaillé pour la Cour de Saxe, passa au service diplomatique de Louis XV (22) et fit, ensuite, un long intermède à Munich comme président de l'Académie des sciences de Bavière (23). Pfeffel rédigea un mémoire publié sans nom d'auteur et intitulé *Recherches historiques concernant les droits du Pape sur la Ville et l'Etat d'Avignon* (Paris 1768). Ce qui montre la qualité de ces *Recherches*, c'est qu'elles furent très tôt réfutées par une *Réponse aux recherches* parue la même année et attribuée à Joseph Garampi ou à l'abbé de Cavairac (24). Ce dialogue fut continué par une *Réponse* de Pfeffel. « La polémique est intéressante à suivre — comme le relève Maurice Falque — autant par la science des deux publicistes que par la vivacité de la dispute, la courtoisie des deux adversaires n'empêchant pas la discussion de prendre à l'occasion le ton d'une satire acérée et mordante » (25).

À côté de ces deux jurisconsultes célèbres, Moreau passa presque inaperçu avec son écrit publié sans nom d'auteur sous le titre de *Lettres historiques sur le comtat Venaissin* (Amsterdam 1769) (26). Moreau aborda la problématique dans une perspective nouvelle : l'auteur des *Lettres* parle en tant que « sujet » et « chrétien » (27). Autrement, il est peu original, car il réduit cet épineux problème de droit public aux lois fondamentales, en affirmant que la comtesse Jeanne était « dans l'impossibilité d'aliéner aucune partie de la puissance publique ». Il invoque la requête des Avignonnais pour obtenir, en 1348, une charte, acte qui signifie pour lui une « renonciation à la prétendue suzeraineté de l'Empire sur Avignon et un consentement que cette ville fût désormais possédée en franc-aleu par l'Eglise Romaine ».

(22) Ludwig BERGSTRASSER, *Christian Friedrich Pfeffels Tätigkeit in französischen Diensten*, Heidelberg 1906.

(23) Ludwig HAMMERMEYER, *Gründungs- und Frühgeschichte der Bayerischen Akademie der Wissenschaften*, Kallmünz 1959, p. 289 sv.

Andreas KRAUS, *Die historische Forschung an der bayerischen Akademie der Wissenschaften 1759-1806*, München 1959, p. 26-33.

(24) FALQUE, p. 89, note 2.

(25) *Ibid.*

(26) Cet ouvrage n'est pas rare ; on le trouve en général en des exemplaires peu ou point défraîchis, donc pour ainsi dire pas lus.

(27) *Lettres*, p. 16.

ne » (28). De toute façon, la mésentente avec le Saint-Siège aplanie sous le ministère du duc d'Aiguillon, le Comtat et Avignon furent rendus à Clément XIV.

Sous la Révolution, le « rattachement » d'Avignon et du comtat Venaissin fut à l'ordre du jour et l'argumentation basée sur l'armature juridique forgée, sous l'Ancien Régime, par les Pfeffel, Garampi et Ripert de Monclar (29), bien qu'il s'agit, à cette date, des droits de la « nation », au nom desquels on procéda à l'expropriation (30).

c) Les franc-fiefs de Périgueux

Moreau défendit non seulement les causes du Contrôleur général l'Averdy, mais aussi celles de son successeur. Le ministre Bertin s'intéressait beaucoup aux affaires de sa patrie, et particulièrement de la ville de Périgueux. Ainsi, les maires et consuls de Périgueux, par l'entremise de leur député à Paris, Laulanie de Sudrat, chargèrent Moreau, récemment honoré du titre d'historiographe de France, de rédiger un mémoire en faveur de la ville (31). Rétrospectivement, Moreau présente cette affaire comme s'il avait été aiguillonné par le conseiller d'Etat, l'abbé Bertin, frère du ministre (32). Comme l'indique déjà le titre : *Mémoire sur la constitution politique de la ville et cité de Périgueux* (Paris 1775, in-4°), l'argumentation de Moreau se fonde sur un fait essentiel ; au moyen âge la ville fut inféodée et, de cette façon, les citoyens étaient tous nobles et tous affranchis du franc-fief. Dans l'Empire germanique, Périgueux

(28) *Ibid.*, p. 50 et p. 78. — Il serait, certes, intéressant de savoir si dans cette affaire le duc de Choiseul a forcé la main au monarque et si le point de vue défendu par Moreau correspond à la position des *Nouvelles Ecclésiastiques*.

(29) FALQUE, p. 92, rend hommage à leur science et esprit critique.

(30) Aira KEMILAINEN, « *L'affaire d'Avignon* » (1789-1791) *from the viewpoint of Nationalism*, Helsinki 1971, p. 112-116.

(31) En [décembre 1773], la ville écrivit à Sudrat : « Nous connaissons à présent le nom de M. de Moreau notre nouveau défenseur. Le choix du ministre de la province fait suffisamment l'éloge de ses talents [...] Nous seront [!] discret sur son ouvrage [...] ». Projet de réponse à M. de Sudrat. Périgueux, Arch. dép. Dordogne FF 191, pièce 9.

(32) *Souv.*, t. II, p. 305.

aurait été une ville libre et impériale. Car c'est cet impôt, contesté par les domaines, qui engagea la ville dans un procès ruineux qui dura de 1714 jusqu'à la Révolution (33). Le député Sudrat se plut à reconnaître les qualités de Moreau. Il s'exprime ainsi, à ce sujet, dans une lettre adressée aux maire et consuls de Périgueux : « Il a la plume exercée, cela ira vite » (34). Moreau qualifia son propre ouvrage de « livre de bibliothèque » ; en effet, il faisait la joie des bibliophiles à cause des belles illustrations. Moreau s'enflamma pour la nouvelle cause et, jusqu'à la Révolution, il ne manquera pas de donner des conseils à la ville de Périgueux. Mais il les donnait toujours gratuitement et il s'est fâché lorsque son frère, qui devait signer le travail, demanda plus tard des honoraires (35).

L'abbé Bertin, historien lui-même à ses heures de loisir, fut mécontent des mémoires de Moreau. Il en rédigea un autre qu'il demanda à la ville de Périgueux de faire publier. Cette requête provoqua un conflit à la suite duquel le député Sudrat, homme d'un certain âge, donna sa démission. Son successeur, cependant, ne dévia pas de la ligne de conduite de M. de Sudrat. Lui aussi, il jugea le nouveau mémoire « dangereux et inutile », essentiellement parce qu'il contenait deux « fois et hommages » du XVIII^e siècle, que Moreau avait préféré ne pas publier dans son *Recueil de titres*. Au demeurant, un « travail de tous les diables », comme disait Sudrat (36).

L'abbé Bertin, ne s'avoua pas vaincu. Il mobilisa, toujours à l'insu de Moreau, semble-t-il (37), un des grands érudits de l'époque, Oudard Feudrix de Bréquigny. Il incombait à ce dernier de comparer les deux mémoires. Le

(33) Michel HARDY, *Département de la Dordogne. Ville de Périgueux. Inventaire sommaire des Archives communales antérieures à 1790, Introduction*, Périgueux 1894, p. XXIII. — A partir du milieu de la page XXII jusqu'à la fin, l'*Introduction* a été rédigée par Ferd. VILLEPELET.

(34) Par la même lettre du 17 juillet [1773], les maires et consuls prennent conscience que Moreau travaille aux titres de leur ville. — Périgueux, Arch. dép. Dordogne, FF 190, pièce 8.

(35) *Souv.*, t. II, p. 306. — Voir aussi HARDY, p. 280 et 297.

(36) Lettre du 24 janvier 1775. Sudrat aux maires et consuls. — Périgueux, Arch. dép. Dordogne, FF 190, pièce 24.

(37) Dans ses *Souvenirs* Moreau ne parle point du mémoire de l'abbé Bertin, qui, d'ailleurs, n'a pas été conservé.

résultat ne pouvait guère faire de doute. Bréquigny proposa également la publication du nouveau mémoire. Ses arguments sont, il est vrai, de poids. Parlant de l'inféodation, Bréquigny déclare : « [...] enfin cette indépendance de la volonté du Souverain, promise dans l'annonce et omise dans le présent point de vue, est le véritable nœud gordien » (38). La conclusion de l'érudit est irréfutable : « [...] si l'inféodation et l'indépendance de la volonté du souverain se trouvent sans fondement, adieu la propriété qui en dérive, sous quelque point de vue qu'on la considère » (39). Pour sa part, Bréquigny propose de se baser sur un document du droit des gens, les capitulations. La ville prétextait la nouvelle charge financière pour refuser l'impression de ce mémoire, jugé trop « dangereux » par l'ancien et le nouveau député. La Révolution allait mettre fin à l'étrange prétention de Périgueux d'être une ville noble.

(38) *Balance ou Parallele général des deux mémoires* [de Bréquigny], Périgueux, Arch. dép. Dordogne, FF 189, pièce 28, fol. [1 V°].

(39) *Ibid.*, fol. [2 R°].

B) BIBLIOTHECAIRE DE MARIE-ANTOINETTE

Dans ses *Souvenirs*, Moreau a prodigué des détails qui peuvent nous éclairer sur les circonstances de sa nomination comme bibliothécaire de la Dauphine (1). C'est par l'entremise de Madame Sophie, la tante du futur Louis XVI, qu'au moment de la formation de la maison de Marie-Antoinette, en 1770, la charge de bibliothécaire est donnée de préférence à Moreau. Son empressement lui vaut le désagrément d'être privé des honoraires mais, en revanche, à force de marchander, il arrive à être déchargé de la moitié de la finance de cette charge. Le nouveau bibliothécaire se montre très zélé. L'année même de sa nomination, Moreau publie une sorte de catalogue raisonné sous le titre de *Bibliothèque de Madame la Dauphine, N° 1, Histoire* (Paris 1770). Non sans tristesse, il est amené à constater que la Dauphine n'a même pas parcouru son ouvrage. Plus grave encore, il s'est créé un ennemi dans la personne de la nouvelle favorite, la duchesse Du Barry qui ne put s'empêcher de railler l'ouvrage de Moreau. Mais la critique la plus acerbe vient de la plume d'un « collègue » de Moreau, du journaliste Grimm. Ce dernier use d'une ironie grinçante pour démolir un auteur qu'il n'aime guère. Selon la formule de Grimm, Moreau « veut verbiager si Dieu lui prête vie [...] Moreau ne veut pas seulement être le bibliothécaire de Madame la Dauphine, il veut encore être son docteur et son instituteur ». Le journaliste le traite de « bavard » et de « phrasier [...] d'autant moins estimable qu'on voit à chaque page qu'il écrit contre sa pensée » (2). Fait assez

(1) Nous nous basons dans la suite sur les indications très précises des *Souvenirs*, t. I, p. 229-231.

(2) *Correspondance littéraire*, janvier 1771, t. IX, p. 239 et 240. Les deux pages sont un chef-d'œuvre de critique littéraire.

rare dans la *Correspondance* littéraire, l'auteur du compte rendu s'étonne de se mettre en colère contre Moreau. Et il explique l'énigme. Grimm s'est fâché contre le bibliothécaire de Marie-Antoinette en désespoir de cause. Moreau se voit ainsi mis au rang « des empoisonneurs qui affectent encore un air de sagesse et même de franchise courageuse, tandis qu'en faux braves ils n'attaquent que ce qu'il n'est pas dangereux d'attaquer ». A un moment où les Lumières sont déjà entrées dans un stade très militant, pareille aigreur de la part d'un Philosophe n'a rien d'étonnant.

Regardons de près la composition de cette *Bibliothèque* d'histoire que Moreau propose aux jeunes dames. Le catalogue de la bibliothèque idéale est précédé d'un *Discours* qui contient deux paragraphes. Le premier, intitulé « Objet moral de l'étude de l'Histoire », étale non seulement des lieux communs connus depuis la Renaissance (3) sur l'utilité de l'histoire pour l'éducation des princes. En outre, Moreau profite de l'occasion pour démontrer la connexion étroite entre morale et politique, violemment contestée surtout depuis le milieu du XVIII^e siècle (4) et que le bibliothécaire de la Dauphine essaie de rétablir en s'inspirant du plus illustre des modèles, celui de l'évêque de Meaux. Ici, dans le dernier tiers du XVIII^e siècle, un tenant de l'absolutisme classique paraphrase le *Discours sur l'histoire universelle*. Cet ouvrage gagne une valeur exemplaire et canonique lorsque, dans le *catalogue*, Moreau le caractérise comme « le livre des livres » (5). Cela explique aussi pourquoi Grimm attaque Moreau si fortement. Le journaliste lui reproche notamment une omission importante à propos de la liberté des Suisses : « Il [Moreau] parle à Madame de l'origine de la liberté des Suisses, et il évite avec soin de nommer la maison d'Autriche à cette occasion, de peur apparemment d'offenser Madame la Dauphine en lui apprenant que ses ancêtres ont perdu ces provinces il y a

(3) Voir Rüdiger LANDFESTER, *Historia magistra vitae. Untersuchungen zur humanistischen Geschichtstheorie des 14. bis 16. Jahrhunderts*, Genève, 1972 et George H. NADEL, « Philosophy of History before Historism », in *History and Theory* 3, 1963-1964, p. 291-315.

(4) Reinhart KOSELLECK, *Kritik und Krise. Eine Studie zur Pathogenese der bürgerlichen Welt*, Frankfurt 1973.

(5) *Bibliothèque*, p. 117.

quatre siècles » (6). Moreau aurait dû parler, selon Grimm, de la lutte héroïque de l'Impératrice Marie-Thérèse contre Frédéric II « pour conserver la succession entière de son père. » Si Moreau avait peint cela, il aurait été « ainsi à la fois courtisan et vrai ».

Prenons à présent le catalogue de livres historiques que Moreau publie dans la troisième partie de sa *Bibliothèque*. Ce *Catalogue*, destiné à fournir la bibliothèque d'une dame, traduit certaines orientations. Ainsi, l'érudition 'pesante' en folio y occupe une large place. Lenglet-Dufresnoy est présent avec les *Tablettes chronologiques* et la *Méthode de vérifier les dates*. L'immense bibliographie du père Le Long y côtoie la volumineuse *Histoire générale de l'Empire* du père Barre. Les pays exotiques et étrangers sont, en général, représentés par les meilleurs auteurs tandis que le plus grand historien vivant, Voltaire, ne trouve grâce à ses yeux que comme auteur d'une histoire-roman, son *Charles XII*. De cette façon, les chefs-d'œuvre du philosophe tels que *Le Siècle de Louis XIV* et *L'Essai sur les mœurs* ont passé inaperçus, comme le soulignait à juste titre un Grimm indigné (7), mais Mably manquait aussi. En revanche, cette bibliothèque comportait l'*Histoire de l'Angleterre* du philosophe anglais Hume et, en cela, on peut la rapprocher de celle du Dauphin, fils de Louis XV, qui faisait grand cas de Hume (8). Cette prédilection pour Hume ne signifie nullement que le Dauphin ait été un adepte des Philosophes ou des Encyclopédistes même, comme le voulait Agnès Joly (9). Elle traduit l'inquiétude d'un débat qui se joue en fin de compte sur le plan ecclésiologique comme l'abbé Plongeron l'a bien démontré (10), débat dans lequel Hume et Rousseau représentent des positions radicalement opposées.

Ce qui est intéressant, c'est de confronter ce catalogue idéal avec celui de la bibliothèque véritable de Marie-Antoinette ; au fur et à mesure des différentes acquisitions, cette bibliothèque garde un caractère très savant. D'ailleurs, selon

(6) *Correspondance littéraire*, t. IX, p. 239.

(7) *Ibid.*, t. IX, p. 240.

(8) COLLE, *Journal et Mémoires*, t. III, p. 70.

(9) Agnès JOLY, « Le Dauphin et les Encyclopédistes », in *Revue de l'histoire de Versailles et de Seine-et-Oise*, vol. 51, 1954, p. 95-106.

(10) Bernard PLONGERON, *Théologie et politique au siècle des lumières (1770-1820)*, Genève 1973, p. 26.

la charge de Moreau, « ces catalogues lui incombaient » (11). Le catalogue publié par Bauchart (12) qui a pris erronément l'état de 1779 pour celui du séjour de la Reine aux Tuileries, représente assez fidèlement les options de Moreau. Les Philosophes font défaut ; en revanche, l'histoire de France y trouve ses représentants les plus orthodoxes, le père Daniel dans la réédition assurée par le père Griffet et le grand ouvrage de Velly et de Villaret, deux exemplaires de l'*Abrégé* du président Hénault. Le *Discours sur l'Histoire universelle* de Bossuet figure dans cette bibliothèque, de même que l'*Histoire de Charles XII* de Nordberg, le rival moins talentueux de Voltaire. Au demeurant, la politique d'achat paraît suivre de très près le *Catalogue* de Moreau, car le catalogue de 1779 se calque fidèlement sur l'énumération faite par le bibliothécaire en titre. Les pays exotiques et étrangers y figurent en général avec les ouvrages qui font autorité, tel que celui du père Du Halde sur la Chine. Le bibliothécaire a également fait acheter les Mémoires les plus récents de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, de même que plusieurs titres sortis de la plume de collaborateurs du Dépôt des chartes tel que dom Devienne, dom Bévry et le maître d'œuvre qui y a placé ses *Leçons de Morale* de 1773. En dépit du fait que la *Bibliothèque* est finement imprimée et qu'elle est agrémentée d'un beau frontispice dessiné et gravé par Eisen, le succès ne fut pas du côté du tenant de l'absolutisme. Dans ses *Souvenirs*, Moreau prétend qu'il fut si dégoûté par la Cour qu'il renonça à rédiger la partie des Belles-Lettres. L'imprimeur le pressa en vain de donner cette suite (13), mais Moreau ne revint pas

(11) Marguerite JALLUT, « Les bibliothèques de Marie-Antoinette », in *Mélanges d'histoire du livre et des bibliothèques offerts à Monsieur Frantz Calot*, Paris 1960, p. 325-332, ici p. 327.

(12) Ernest-Quentin BAUCHART, *Bibliothèque de la Reine Marie-Antoinette au château des Tuileries*. (Catalogue authentique publié d'après le manuscrit de la Bibliothèque nationale [Ms. fr. 13001]), Paris 1884.

(13) *Souv.*, t. I, p. 223-4. — Le 18 juillet 1788 l'éditeur Nyon aîné écrit à Moreau : « Je suis très étonné que vous n'ayez pas trouvé dans mon catalogue la *Bibliothèque de Madame la Dauphine*, il se trouve au N° 479. Il m'en reste au moins 15 à 1600, j'en ai pas vendu six exemplaires outre ceux que vous avez pris depuis deux ou trois ans, ça seroit une folie de nous occuper de sa réimpression si vous aviez quelque ouvrage à donner dans ce genre. Il faudroit bien mieux nous occuper de la partie de Belles-Lettres » (CM 315, fol. 24).

sur sa décision. En dépit de ce demi-succès, Moreau n'en persévéra pas moins dans la poursuite du bonheur historique, et ce fut trois ans plus tard, sous le ministère du duc d'Aiguillon qu'il trouvera l'occasion de publier sa philosophie de l'histoire, les *Leçons de morale*.

C) UNE PHILOSOPHE DE L'HISTOIRE

Le président Hénault appelle les *Leçons de morale, de politique et de droit public, puisées dans l'histoire de notre monarchie, ou Nouveau plan d'étude de l'histoire de France*, Versailles 1773 (1), une philosophie de l'histoire (2). D'ail-

(1) Les *Souvenirs* (t. I, p. 313, 319-328) permettent de suivre les étapes marquant l'histoire de la publication des *Leçons de morale*. Ayant été débouté, en 1772, par le chancelier Maupeou lorsqu'il voulut publier un traité politique intitulé *Essai sur la nature du gouvernement français*, Moreau forma, dit-il, le dessein de se soustraire à « leur police despotique » (parlant du chancelier et de son premier commis Lebrun). Son stratagème était simple. Il fit circuler auprès des ministres une copie des *Leçons*. Le ministre des affaires étrangères, le duc d'Aiguillon, qui, de 1771 à 1775, possédait une imprimerie officielle à Versailles (Auguste BERNARD, *Histoire de l'Imprimerie Royale du Louvre*, Paris 1867, p. 94), mit ses presses à la disposition de Moreau. En contrepartie, Moreau légua une partie de ses manuscrits au Dépôt des affaires étrangères, mais actuellement les Archives de ce ministère ne les possèdent plus.

On tira 4.000 exemplaires des *Leçons* (AAE MD 1.373 fol. 335). C'est certainement un commis de la typographie, Berthier, qui avait fait un devis prévoyant pour 3.000 exemplaires une dépense de 1.664¹¹ pour l'impression (*Id.* fol. 330, devis établi après le 17 mars 1773).

En dernier lieu, la même documentation nous permet de voir les hésitations de Moreau en ce qui concerne le titre des *Leçons*. Le 3 mars 1773, Moreau intitule son manuscrit *Leçons de Politique et de droit public puisées dans l'histoire de la monarchie française* (*Id.* fol. 285) et le 12 mars il complète son titre en ajoutant : *ou Nouveau plan d'études de notre histoire rédigé par les ordres et d'après les vœux de feu Mgr le Dauphin pour l'Education des Princes ses enfants* (*Id.* fol. 286). C'est seulement le 29 du même mois qu'une note de Berthier (?) porte le titre définitif (*Id.* fol. 335).

(2) Hénault à Moreau, le 6 juillet 1767, imprimé à la fin du *Prospectus* (publié en 1781), p. 13-14, qui figure en tête du premier volume des *Principes de morale* B.N. 8° L³⁴ 11. Il est à noter que l'expression de « philosophie de l'histoire » fut d'usage courant deux ans déjà après la publication de la *Philosophie de l'histoire* de Voltaire, qui date de 1765.

leurs, nous avons vu Moreau annoncer une « histoire philosophique » ou « philosophie de l'histoire » dans une lettre adressée à Fréron (3). Quelle est au juste la philosophie de l'histoire inhérente aux *Leçons de morale* ? Une rapide lecture de cet ouvrage montre que l'auteur était conscient des principales options de son siècle. Ainsi, il adopta la thèse romaniste de Dubos, attitude quasiment naturelle chez un tenant de l'absolutisme classique. Elle implique la réfutation des théories républicaines de l'abbé de Mably. Choix fondamental lorsque Moreau reprend la succession des trois pouvoirs : législation, administration et « juridiction » (4). Comme l'accent est mis sur la loi, les institutions de la justice, les formes et les règles revêtent une importance primordiale. En revanche, les rapports entre l'Eglise et l'Etat sont conçus d'une façon nettement gallicane. La faiblesse et l'injustice sont le résultat de la décomposition de l'Etat, bref des révolutions en France. A l'instar de Bossuet, il y a des moments privilégiés dans le déroulement de l'histoire de France, lorsque « la main de Dieu » devient visible. Ceci s'est produit à deux reprises, lors de la succession de Hugues Capet à la lignée de Charlemagne et sous Charles VII, avec la réunion de la Guyenne à la couronne. Faisant une place à l'histoire de la civilisation, l'auteur prévoit, à l'époque de Louis le Jeune, un chapitre consacré aux « mœurs, commerce, arts ». La monarchie atteint son apogée sous le règne de saint Louis dont la justice doit être le modèle du duc de Berry. A propos de Henri IV, la justice se trouve également citée en première place. Lors des « troubles de religion », ce monarque sut « maîtriser la licence des peuples », et il rétablit le culte public, ce qui est « le droit et le devoir du Prince ». Lorsque Moreau décrit l'épanouissement des libertés publiques, il part moins d'un dualisme que d'une réciprocité avec un monarque recouvrant ses libertés. A propos de la législation de Charles le Gros, nous lisons : « Les peuples recouvrent la liberté à mesure que le Souverain rentre dans ses droits » (5). Sous

(3) Voir chap. III, p. 193. Lettre de Moreau à l'Année littéraire, datée du 10 oct. 1775, annonçant pratiquement le *Discours sur l'histoire* comme une « philosophie de l'histoire ».

(4) *Leçons de morale*, p. 46, discours VII.

(5) *Id.*, p. 82-83, discours XVIII.

Richelieu, nous retrouvons cette relation réciproque. Louis XIII est le maître d'armes tandis que les magistrats civils constituent les fondements de la liberté publique (6). Trois chapitres sont consacrés au règne de « Louis-le-Grand », le premier à la politique extérieure, le second à la politique intérieure et le troisième au commerce et à l'économie. Cette fresque de l'histoire de France en quarante discours ne s'achève pas par le siècle de Louis XV. De propos délibéré, Moreau esquivé l'histoire contemporaine. Il préfère s'arrêter au règne de Louis XIV et conclure par deux discours récapitulatifs qui démontrent « l'enchaînement [et] la suite des causes ». Ici, il donne véritablement des 'leçons de morale'. « Les peuples se civilisent, [...] les gouvernements se fortifient, la législation s'épure, [...] les rois affermissent leur autorité [...] : la raison seule construit un édifice immortel » (7). Avec de pareilles assertions Moreau paraît renoncer aux bases religieuses de son système historique. Bien que Moreau soit un défenseur de l'action de la providence sur le cours de l'histoire, il admet cependant qu'il y a d'autres facteurs immanents, qui interviennent également. A la suite de la doctrine de Montesquieu, Moreau distingue trois pouvoirs. Cette séparation que nous avons déjà relevée dans le *Discours sur la justice* est une entorse à la doctrine absolutiste de l'Etat, telle qu'elle avait cours à l'époque de Louis XIV et de Louis XV. En outre, on n'est pas impunément contemporain du XVIII^e siècle marqué au coin par la déchristianisation (8). C'est pourquoi, malgré sa volonté de faire agir exclusivement Dieu dans l'histoire, Moreau est obligé d'admettre l'action d'éléments non religieux tels que la justice et la raison. En outre, Moreau historien est conscient d'une nouvelle force dont il constate l'existence à partir du règne de Louis XIV, à savoir l'« opinion publique ». « L'opinion publique, affirme Moreau, fut une espèce de conscience universelle » (9).

Le *Prospectus* de 150 pages reflète les orientations principales de la nouvelle histoire « philosophique » que Mo-

(6) *Id.*, p. 132, discours XXXIV.

(7) *Id.*, p. 143-144, discours XXXIX et discours XL.

(8) Voir Michel VOVELLE, *Piété baroque et déchristianisation en Provence au XVIII^e siècle*, Paris 1973.

(9) *Leçons*, p. 138, discours XXXVII.

reau se proposait d'écrire. Traditionaliste sans pour autant négliger l'apport de Montesquieu, la vision de Moreau paraît très fidèlement reproduire celle du Dauphin, fils de Louis XV. Bref, dans la nouvelle histoire qu'il annonçait, Moreau se proposait de concilier trois tendances divergentes : histoire événementielle, histoire des institutions et histoire « philosophique ».

La Cour ne fut guère enchantée par les *Leçons de morale* dont un exemplaire avait été présenté à Louis XV et à son petit-fils, le Dauphin. Moreau nous informe dans ses *Souvenirs* qu'une note sur le duc de La Vauguyon, le précepteur des princes, lui avait nui à la Cour (10). La seule personne à le lire et à le comprendre fut Madame Victoire (11), fille de Louis XV, tante de Louis XVI. Un compte rendu très élogieux des *Leçons de morale* parut dans le *Journal de Verdun* (12) et l'ouvrage fut signalé par Fevret de Fontette dans sa *Bibliothèque historique de la France* (13). L'auteur du compte rendu relève l'originalité de l'approche de Moreau : « On voit — dit-il — que notre histoire est considérée ici sous un jour tout-à-fait nouveau ; aucun des écrivains qui, jusqu'à présent, en ont fait l'objet de leur travail, n'avait pensé à la traiter de cette manière. On observera en lisant cet ouvrage, que l'auteur n'y laisse échapper aucune occasion d'établir que le monarque en France jouit d'un pouvoir essentiellement absolu. Il y prouve par l'Histoire, que jamais les peuples n'ont été plus malheureux que lorsque, par des entreprises téméraires, on a prétendu mettre des bornes à l'exercice de ce pouvoir. Mais en même temps il a soin de faire observer que nos Princes doivent compte à Dieu de l'usage de cette autorité suprême qu'il a mise entre leurs mains, et que d'ailleurs ils sont eux-mêmes les premiers intéressés à n'en point abuser. Voici le précis de sa doctrine ; il parle à Monseigneur le Dauphin » (14). Autrement dit — le compte rendu du *Journal de Verdun*

(10) *Souv.*, t. I, p. 327. — Cf. *Leçons de morale*, p. V, note a.

(11) *Ibid.*, t. I, p. 328.

(12) *Suite de la Clef ou Journal historique sur les matières du temps*, t. CXV, janvier 1774, p. 23-35.

(13) Jacques LELONG, Fevret de FONTETTE, *Bibliothèque historique de la France*, nouv. éd., 5 vol., Paris 1768-1778, t. IV, p. 383, N° 15870**.

(14) *Journal de Verdun*, t. CXV, janvier 1774, p. 33.

étant très fidèle — l'originalité de Moreau est d'exprimer très clairement une doctrine de l'Etat absolu et de la calquer sur l'histoire de France. Elie Fréron, dans une renaissance élogieuse, qualifie Moreau d'« historien-moraliste » et dit que son ouvrage représente « un des monuments les plus précieux que ce siècle ait produits » (15). Une profession de foi politique comme les *Leçons* ne pouvait pas échapper à l'opposition parlementaire et aristocratique qui s'était réunie à la suite du coup d'Etat de Maupeou, instaurant de nouvelles cours souveraines. Nous connaissons deux échos à l'ouvrage, ce sont des textes qui ont été publiés après le rétablissement des anciens Parlements. L'un des auteurs, l'avocat lorrain Martin Morizot (16), défenseur de la thèse parlementaire et républicaine, s'insurge contre la « puissance absolue et sans bornes » que Moreau attribue aux souverains. L'avocat finit par démontrer que « la puissance absolue est une des trois espèces de tyrannie, et qu'elle est opposée au gouvernement légitime » (17). L'autre attaque était également dirigée contre l'apologiste du despotisme. Elle fut menée par un homme de lettres, qui devait jouer un rôle de premier plan sous la Révolution, Gabriel-Honoré Riquetti, comte de Mirabeau. Né en 1749, le jeune homme débute avec l'*Essai sur le despotisme* (Amsterdam 1776), virulente polémique contre le manque de liberté sous l'Ancien Régime finissant. Il y dénonce l'idéologie de la législation et propose de traiter les rois en hommes (18). De même, la souveraineté conçue comme autorité *Paternelle* est dénoncée comme étant une « sublime et douce chimère » (19). Parmi les nombreux tenants de la monarchie absolue, le comte de Mirabeau prend Moreau comme cible de ses attaques. Les *Leçons* se trouvent réfutées avec une grande abondance de détails et d'arguments. Tout d'abord, Mirabeau dénigre son adversaire en lui reprochant son attachement au ministère et en invo-

(15) *L'Année littéraire*, 1773, t. V, p. 289-316, ici p. 301 et 290.

(16) Jean EGRET (*Louis XV et l'opposition parlementaire 1715-1774*, Paris 1970, p. 215, note 11) a identifié le personnage.

(17) *Le sacre royal ou les droits de la Nation Française*, 2 vol. Amsterdam 1776, t. I, p. 122-127, ici p. 127.

(18) *Essai sur le despotisme*, cité d'après la 3^e éd., Paris 1792, p. 82. Voir KOSSELLECK, p. 125 sv.

(19) *Essai*, p. 98.

quant sa vénalité. Le comte décrit l'auteur des *Leçons* : « un écrivain plus connu par son dévouement au ministère et par ses ménagements adroits et lucratifs, que par ses talents littéraires » (20).

Dans la suite, le jeune comte joue sur un ton de fine ironie avec sa victime. A propos des *Leçons*, il parle d'une « occupation vraiment patriotique » et de l'« érudition profonde » de l'auteur. Plus tard, il écrit : « plus ce nouvel antiquaire avancera dans sa carrière, plus ses travaux augmenteront, et plus sans doute nous lui devons de reconnaissance » (21). Il épluche un à un les arguments avancés par Moreau en faveur de l'absolutisme classique. Il s'agit, en général, d'une interprétation très restrictive des lois et ordonnances données par les rois de France au moyen âge, interprétation réfutée par Mirabeau à partir du texte latin. Mirabeau s'insurge contre le fait que Moreau a escamoté l'importance du Champ de mars. Le comte fait de longues citations de textes de caractère juridique pour prouver, point par point, les incohérences et lacunes du système de Moreau. *L'Ordre du palais* d'Hincmar nous fournit la preuve que « Charlemagne convoqua toujours les assemblées de la nation deux fois par an » (22).

De même, un capitulaire de 803 est allégué par l'adversaire de Moreau pour prouver que « la délibération du peuple [et] son consentement » est nécessaire pour ratifier une loi (23). Ainsi, Mirabeau réunit tous les éléments en faveur de la thèse « germaniste », opposée au despotisme. En relevant les interprétations fausses ou forcées, en faisant état des textes supprimés par Moreau pour le besoin de sa démonstration, Mirabeau arrive, la main légère, à montrer les failles du système de son adversaire. Il s'indigne, enfin, du fait que Moreau replace le pouvoir législatif absolu dans l'antiquité française. Et le comte enchaîne par la thématique du despotisme, non comme doctrine mais comme actualité politique, ce qui lui permet de passer au des-

(20) *Ibid.*, p. 220.

(21) *Ibid.*, p. 221, 222 et 224.

(22) *Ibid.*, p. 226.

(23) *Ibid.*, p. 227.

potisme oriental (24). A propos de ce dernier, Mirabeau porte encore, dans une note, un dernier jugement de valeur sur deux apologistes de l'absolutisme, Moreau et Linguet : « Ce ne sont point les écrivains à réputation, du moins aujourd'hui, qui fomentent l'esclavage » (25).

Dans la personne du comte de Mirabeau, Moreau a rencontré l'écrivain de talent qui a lancé le pamphlet le plus véhément et le plus réussi qui ait jamais été dirigé contre un de ses ouvrages. Charles-Marie de la Condamine (26) informa ce dernier de l'assaut des Philosophes contre les *Leçons de morale*. Moreau répond d'une façon caractéristique à ces critiques. Il les qualifie de « reproches si rebattus et de si mauvaise foi » (27). Il rédige une *Lettre à M. de la Condamine sur la différence essentielle entre la Monarchie et le despotisme*, qui est publiée en tête du premier tome du *Discours sur l'histoire de France* (28). D'après la date de cette *Lettre*, il est impossible que l'auteur des *Leçons* ait connu les attaques de Mirabeau. L'exposition de Moreau est longue, verbeuse ; mais elle ne répète pour l'essentiel que la distinction faite par Bossuet entre le gouvernement absolu et le gouvernement arbitraire (29). De cette façon, Moreau écarte une discussion avec ses adversaires. Au fond, il tient ferme à son opinion et croit pouvoir remplacer de nouveaux arguments par la répétition de ceux que l'on connaît déjà.

Il est difficile de porter un jugement d'ensemble sur les *Leçons de morale* car elles constituent plutôt une esquisse historique qu'une véritable histoire minutieusement élaborée.

Dans la mesure où les *Leçons* reprennent les principes constitutifs du *Discours sur l'histoire universelle* de Bos-

(24) Voir Franco VENTURI, « Despotismo orientale », in *Rivista storica italiana*, t. 72, 1960, p. 117-126 et Sven STELLING-MICHAUD, « Le mythe du despotisme oriental », in *Etudes suisses d'histoire générale*, t. 18/19, 1960/1961, p. 328-346.

(25) *Essai sur le despotisme*, p. 300, n. 2.

(26) *Souv.*, t. I, p. 328.

(27) *Souv.*, t. I, p. 328, n. 1.

(28) *Discours sur l'histoire de France*, t. I, p. 1-109. La *Lettre* est datée du 2 janvier 1774 et le titre légèrement remanié : *Des différences de « La Monarchie » et du despotisme*.

(29) Voir *Ibid.*, t. I, p. 10, note a. où Moreau renvoie à BOSSUET, *Politique tirée de l'écriture sainte*, liv. IV, art. 1.

suet, il est permis de parler d'une philosophie de l'histoire. Mais, en 1773, le lecteur devait rester sur sa faim, aussi longtemps qu'un discours complet sur l'histoire n'aurait pas paru. Avant de se lancer dans cette entreprise, Moreau attendra, semble-t-il, que deux conditions soient réunies. D'une part, la promesse par un éditeur d'imprimer son volumineux ouvrage et, de l'autre, la promesse ou l'expectative d'être nommé historiographe de France.

D) HISTORIOGRAPHE DE FRANCE

Si l'on récapitule la carrière de l'avocat Moreau, on a l'impression qu'il a préparé de longue date le moment de sa nomination comme historiographe de France. Nous avons vu le Dauphin demander conseil à Moreau en 1764 (1). Puis, grâce à l'entremise du gouverneur des enfants de France, le duc de la Vauguyon, en 1768, il devient en quelque sorte leur précepteur pour l'histoire et le droit public (2). Sa position a ceci de particulier qu'il n'entre jamais en contact direct avec ses élèves qui, pourtant, travaillent assidûment sur ses manuscrits (3). Du moins, a-t-il noué des liens indirects avec les petits-fils de Louis XV, donc avec l'héritier présomptif du trône. Seulement, il s'agissait aussi de plaire à quelqu'un de la famille royale. D'ailleurs, les *Leçons de morale* étaient dédiées à son élève, le Dauphin et futur roi Louis XVI. Dans l'aile dévote de la Cour, auprès des princesses, il a trouvé une clientèle de choix qui appréciait ses écrits historiques et politiques.

Immédiatement après l'avènement de Louis XVI au trône, Moreau fit présenter par Mme Victoire une supplique au ministre de la maison du roi, sollicitant la place d'historiographe de France (4). L'argumentation est habile, car il demande le rétablissement d'une deuxième place d'historiographe de France, place qui n'avait pas été occupée, d'après lui, depuis la nomination de Racine et de Boi-

(1) Voir chapitre IV, p. 184.

(2) Voir chapitre IV, p. 184.

(3) *Souv.*, t. I, p. 179.

(4) Voir notre article « Jacob-Nicolas Moreau et son *Mémoire sur les fonctions d'un historiographe de France* », in *Dix-huitième siècle*, N° 4, 1972, p. 191-215. — Le texte de la supplique se trouve aussi dans les *Souv.*, t. II, p. 26-27.

leau. Dans cette supplique, Moreau met en valeur son propre travail historique pour les princes et la dédicace des *Leçons* ; il attend cette place comme une récompense et « comme une marque publique de l'approbation de Sa Majesté ». Enfin, un argument de plus pour une administration économe, il se contentera du traitement qu'il touche pour les travaux de précepteur et « ne demande aucuns appointements ».

Les considérants du brevet d'historiographe, daté du 21 août 1774 (5), reprennent les arguments avancés dans la supplique. C'est avec fierté que le nouveau titulaire raconte son succès dans une lettre confidentielle (6), adressée au premier président de la Cour des comptes de Provence, Jean-Baptiste d'Albertas. Moreau y fait état de sa faveur auprès de toute la famille royale, de la protection particulière dont il jouit auprès de Mme Victoire. Le triomphe paraît d'autant plus grand à Moreau que « la première grâce littéraire » du nouveau roi a été accordée à l'auteur des *Cacouacs*. Donc, un ennemi déclaré des « philosophes », un partisan de l'absolutisme, est investi de la deuxième place d'historiographe de France. Nous ignorons les réactions de l'opinion publique contemporaine, trop absorbée par l'attente des grandes décisions politiques sur la question du Parlement, mais nous possédons au moins un témoignage éloquent, bien que tardif. Dans ses *Mémoires pour servir à l'éducation de ses enfants*, Marmontel, l'élève de Voltaire, affecte d'ignorer son nouveau concurrent. C'est une façon d'afficher son mépris et de se venger d'une situation irrémédiable.

En la personne de Marmontel et de Moreau, nous trouvons deux conceptions totalement opposées de l'historiographe de France. Voltaire avait créé, en 1745, une tradition éclairée, philosophique, qui fut continuée par ses succes-

(5) Publié par CHARMES, t. I, p. VI. Le 25 août 1774 Louis XVI « rétablit » une des deux places d'historiographe de France en faveur de Moreau et par la même lettre, adressée au duc de la Vrillière, il « nomme ministre d'Etat M. Turgot, contrôleur général de mes finances ». Cf. F. FEUILLET DE CONCHES, *Louis XVI, Marie Antoinette et Madame Elisabeth. Lettres et documents inédits*, 6 vol. Paris 1864-1873, t. I, p. 50, N° XXI.

(6) B.D.R., B* 541, publiée en partie dans *Dix-huitième siècle*, N° 4, 1972, p. 195-196.

seurs Duclos et Marmontel. Les deux premiers avaient fait de l'histoire un sujet de choix. Tout comme Marmontel, ils avaient avant tout traité de l'histoire du règne sous lequel ils vivaient pour faire en quelque sorte une apothéose du souverain vivant, ce que Ernst Robert Curtius a appelé « Herrscherlob » (7). Comme corollaire à cette orientation de l'histoire contemporaine, on trouve une conception dans laquelle l'écrivain prime l'historien. En quelque sorte, les historiographes « éclairés » réclamaient plus d'autonomie encore que les historiens « érudits ». Car être écrivain au XVIII^e siècle se conçoit idéalement comme une profession indépendante, au double sens économique et littéraire (8).

À partir de 1774 et jusqu'à la Révolution, la situation des historiographes officiels est on ne peut plus paradoxale. À côté d'un historiographe de France « éclairé », appointé, il y en a un deuxième, érudit, historien « de métier », dans la personne de l'abbé Garnier, et un troisième, « conservateur », qui ne touche pas d'appointements (9). Regardons

(7) *Europäische Literatur und lateinisches Mittelalter*, 5^e éd. München 1948, p. 184-186.

(8) Paul BENICHO, *Le sacre de l'écrivain, 1750-1830. Essai sur l'avènement d'un pouvoir laïque dans la France moderne*, Paris 1973.

(9) L'histoire de l'« institution » ou de la longue chaîne des titulaires de la place d'historiographe du roi ou d'historiographe de France à l'époque moderne reste encore à faire. A. CHERUEL (*Dictionnaire historique des institutions, mœurs et coutumes de la France*, 2^e éd. Paris 1865, 1^{re} Partie, p. 548) dénombre 81 titulaires, mais il ne nous indique pas les critères d'après lesquels il a établi sa liste. La même remarque vaut pour les listes plus limitatives qui figurent dans Ludovic LALANNE, *Dictionnaire historique de la France* (Paris 1872, p. 994) et dans le *Grand Dictionnaire universel* de Pierre LAROUSSE (Paris 1873, t. IX, p. 313). Il y a bien une documentation financière qui témoigne directement de l'existence d'historiographes du roi ou de France. Deux anciens extraits des registres de l'épargne de la Chambre des comptes — série qui a été anéantie par l'incendie de 1728 — ont été conservés : Bibl. nat., ms. fr. 14127 ; Bibl. mun., Rouen, Coll. Leber 3431. Le premier manuscrit ne comprend pas moins de 73 historiographes officiels. Henri-Jean MARTIN (*Livre, pouvoirs et société à Paris au XVII^e siècle (1598-1701)*, 2 vol., Genève 1969, t. I, p. 433-436) réduit les historiographes de France trop sommairement au « rôle de techniciens de la propagande monarchique » et ne tient compte ni de leur formation ni de la forme que les titulaires ont employée. Paul VIOLLET (*Le roi et des ministres pendant les trois derniers siècles de la monarchie*, Paris 1912, p. 198) a signalé un curieux arrêt de janvier 1566 qui stipule que les notaires et secrétaires du roi sont char-

brèvement de quelle façon ce dernier conçoit sa fonction avant que de nous mettre à analyser le produit d'un labeur soutenu pendant vingt-cinq ans.

gés d'écrire « bien fidèlement » l'histoire du royaume. Mais cet arrêt semble être resté lettre morte. Plusieurs documents inconnus m'ont été obligeamment signalés par les anciens conservateurs des Archives nationales, Messieurs Michel Antoine et Yves-Marie Bercé. Un plume-tif de la Chambre des comptes de Paris (Arch. nat., P 2685, fol. 93 R^o), daté du 25 juin 1650, en faveur de Denis Godefroy, désigne ainsi le sieur Dominicié : « vivant aussi historiographe ». L'arrêt du Conseil sur requête de François du Chesne, du 7 février 1646 (Arch. nat. E 208 A, fol. 163) et un placet de Charles Claude Guyonnet de Verttron, de 1688, au contrôleur général des finances (Arch. nat. G⁷ 637) parlent d'historiographes officiels. Au XVIII^e siècle, nous possédons une source sûre pour notre « institution ». A partir de 1740, les brevets de nomination figurent dans les registres de la Maison du roi, conservés également aux Archives nationales. Le 7 juin 1713 (0⁵57, fol. 100 V^o) et le 24 octobre 1723 (0⁶67, fol. 636) y apparaît le P. Gabriel Daniel. C'est seulement dans le second brevet qu'il est qualifié d'« historiographe de France ». Le 1^{er} mars 1740 (0⁸84, fol. 100 V^o-101 R^o), est nommé « conseiller historiographe de Sa Majesté » le sieur Jean-Daniel Schoepflin, Professeur à l'Université de Strasbourg, sans que les appointements soient spécifiés. Voltaire, cinq ans plus tard, le 1^{er} avril 1745, (0⁸89, fol. 134 V^o-135 R^o) a été plus vigilant, car, avec le titre, il se fait donner 2.000¹¹ d'appointements. Son départ précipité rend la place vacante, qui sera donnée, le 20 septembre 1750 (0⁹94, fol. 241 V^o-242), à Charles Pinot Duclos, à titre d'honneur, semble-t-il, d'après le brevet. Bien que le brevet de Jean-François Marmontel, du 27 mars 1772 (0¹18, fol. 147), ne fasse mention que d'un « titre honorable », il est patent d'après ses *Mémoires* (éd. F. Barrière, Paris 1891, p. 433) que son traitement de 1.000 écus fut d'abord réduit à 1.800¹¹, et rétabli ensuite. Le 19 août 1771 (0¹17, fol. 867), l'abbé Garnier obtient un brevet dans lequel n'est pas fait mention d'appointements. Le seul brevet où il est expressément dit que le titulaire ne touchera pas de traitements est celui de Moreau.

Le dernier historiographe de France a été nommé par Louis XVI est incontestablement l'abbé Philippe-André Grandidier, successeur de Schoepflin. Son brevet date du 11 mai 1787. Le registre respectif de la Maison du roi n'a pas été conservé, mais Grandidier a eu la précaution d'imprimer le brevet (3 p., 8^o, s.l.n.d.), sans doute afin de se faciliter l'accès aux archives en Alsace (Karlsruhe. Generallandesarchiv, fonds Grandidier). Le brevet ne fait pas non plus état d'une rémunération. En revanche, il confère à Grandidier le titre nouveau d'« historiographe de France pour la province d'Alsace ». Pour conclure ces remarques sur la situation des historiographes officiels de France au XVIII^e siècle, nous pouvons faire la constatation suivante. D'après l'état actuel de la documentation, il est difficile de dégager une continuité, celle des titulaires « éclairés », Voltaire, Duclos, Marmontel mise à part. Si « l'institution », pendant la deu-

A deux reprises, Moreau a exposé ses idées sur la fonction d'un historiographe de France. En 1778 ou 1779, il a rédigé un *Mémoire sur les fonctions d'un historiographe de France et pour les rendre, sans qu'il en coûte rien au roi, infiniment plus utiles qu'elles ne l'ont été jusqu'ici* (10).

S'adressant sans doute au ministre Bertin, il lui fait la proposition confidentielle de fixer l'état de fait actuel et de relier définitivement et pour toujours la fonction de garde du Dépôt des chartes à celle d'historiographe de France, bref de former un « Cabinet de l'historiographe » analogue à l'institution dirigée par Buffon, le « Jardin du roi ». Dans le but d'écarter tout Philosophe, il suggère au ministre de lui donner un survivancier choisi dans l'Académie des ins-

xième moitié du siècle surtout, n'est plus victime d'une inflation de nominations, la monarchie paraît, en revanche, se priver délibérément de cet instrument politique. C'est là un trait de la politique générale des lettres sous les deux derniers Bourbons. Au lieu de tâcher de gagner les écrivains à la cause de la monarchie, l'écart entre « l'esprit » et « la politique » va toujours grandissant. Pour l'instant, il est difficile d'évaluer la situation matérielle des historiographes officiels du dernier siècle de l'Ancien Régime. A l'exception de Marmontel, la libéralité du monarque est la même tout au long du siècle. De toute façon, les « appointements » ne sont pas une pension, ils ne suppléent pas à un gagne-pain qui puisse nourrir l'homme de lettres ou l'historien « de métier ».

On trouve les historiens les plus sérieux parmi les historiographes de province. A peu d'exceptions près, ils sont tous membres de la congrégation de Saint-Maur ou de Saint-Vanne. La congrégation leur assure un traitement. A la fin de l'Ancien Régime, nous les retrouvons tous réunis autour du Dépôt des chartes (voir CHARMES, t. I, p. 409-412, n. 8, reproduit d'après le *Progrès des travaux littéraires...*, Paris 1787, annexe, p. I-VI). Ceux qui ne sont pas mauristes ne semblent toucher aucun salaire, comme ce fut le cas de l'abbé Grandidier. Des mauristes prétendaient avoir droit à ce titre, comme dom Bévry et dom Devienne.

Le titre d'historiographe fut très prisé sous l'Ancien Régime, où nous assistons à une véritable inflation. Marmontel, comme Pellisson avant lui, fut, avec un petit traitement, historiographe des bâtiments royaux. Le généalogiste Chérin fut historiographe des ordres du roi (Voir *Almanach royal*, Paris 1782). En 1789, les deux secrétaires ordinaires de Monsieur sont qualifiés d'historiographe (*Ibid.*, Paris 1789). Robert DARNTON a trouvé d'autres sinécures d'historiographes « de la marine », « des menus plaisirs » et « de l'Ordre du Saint-Esprit » (« The High Enlightenment and the Low-Life of Literature in Pre-Revolutionary France », in *Past and Present*, N° 51, mai 1971, p. 81-115, ici p. 89).

(10) Publié dans *Dix-huitième siècle*, N° 4, 1972, p. 208-215.

criptions et belles-lettres. En 1788, ce vœu fut exaucé. Pas exactement comme Moreau l'entendait, car ses efforts pour mettre en place comme survivancier son neveu, Jacob Moreau-Dufourneau, avocat au Parlement et membre du Comité des chartes, échouèrent (11) ; mais, toujours sur la défensive (12), il dut finalement accepter, le 6 mai 1789, Claude-Emmanuel-Joseph-Pierre de Pastoret comme « survivancier » (13), plus tard successeur. Ancien adjoint de Bréquigny, Pastoret continua l'édition critique des *Ordonnances*, et, sous la Restauration, il allait être nommé chancelier.

Il est caractéristique de la vision étatique de Moreau qu'il ait voulu transformer la fonction littéraire d'historiographe de France en une mission purement politique et administrative. L'historiographe doit appuyer la politique du Gouvernement, bref, son rôle est celui d'un « homme du gouvernement » (14) ou d'un « magistrat-historiographe » (15). En somme, il a taillé l'« institution » sur sa propre fonction.

Le *Mémoire sur les fonctions d'un historiographe de France* n'était pas destiné à un large public. En revanche, à peine deux ans après, Moreau publia dans le tome X des

(11) CHARMES, t. I, p. LXVIII.

(12) Le seul témoignage sur cet épisode consiste en un « *Mémoire pour avoir un survivancier dans ma charge au dépôt des chartes, demandé par un des protégés de la Reine* », qui figure au N° XCIII de la liste des ouvrages dressés par Moreau, *Souv.*, t. I, p. XXXIX. — D'après une lettre de Godefroy à Bréquigny, datée du 6 oct. 1784 nous savons que Moreau demandait un survivancier (Coll. Bréquigny 158, fol. 173). D'autre part, en 1781 ou 1782, dans un mémoire, Moreau avait fait la proposition de nommer « M. de Glese de la Blanque qui est à la tête de la sénéchaussée de Béziers » (CM 315, fol. 52). Enfin, le 15 mai 1789, le Garde des sceaux écrit à Bréquigny : « Le Roi a donné pour successeur à M. Moreau historiographe de France, et chargé sous mes ordres de la surveillance et de la direction de nos travaux littéraires, M. de Pastoret, votre ami » (CM 355, p. 125, minute).

(13) Fernande BASSAN, *Politique et haute société à l'époque romantique, la famille Pastoret d'après sa correspondance (1788-1856)*, Paris 1973, p. 9, n. 16.

(14) *Dix-huitième siècle*, N° 4, 1972, p. 215.

(15) Terme utilisé dans un arrêt du Conseil d'Etat du 10 octobre 1788. Voir CHARMES, t. I, p. 435 et *Discours sur l'histoire de France*, Paris 1780, t. X, *Avertissement*, p. XLVI.

Principes de Morale de Politique et de Droit public ou Discours sur l'histoire de France dédiés au Roi (Paris 1780) un *Avertissement* dans lequel on traite des devoirs et des ressources sur l'historiographe de France (16), où il développait les généralités et le compte rendu de l'activité du Dépôt des chartes, en supprimant tout ce qui était trop personnel (17) ou trop compromettant aux yeux du public. Nous constatons tout d'abord dans ces deux textes un curieux raccourcissement de la perspective historique : Moreau fait remonter l'« institution » à Racine et à Boileau, négligeant délibérément les autres prédécesseurs des *xvi^e* et *xvii^e* siècles. Ceci est d'autant plus grave qu'à la fin de l'Ancien Régime, la « fonction » d'historiographe de France n'est pas seulement trois fois séculaires, puisqu'on peut la relier à celle, presque millénaire, des moines de Saint-Denis.

Dans son *Mémoire*, Moreau avait déjà précisé l'objet du travail de l'historiographe : « Ce ne seront pas seulement les anecdotes de la Cour, les petits faits, les misérables intrigues qui seront l'objet de ce travail. On ira plus loin, on fera des recherches plus profondes, les législations, les causes morales, les principes du gouvernement, voilà ce que l'historiographe embrassera. Son ouvrage sera non le panégyrique des princes, mais leur leçon » (18). Dans son *Discours sur l'histoire de France dédié au Roi*, Moreau est plus prudent. Il ne parlera plus de « panégyrique ». Bien entendu, l'historiographe a le devoir d'écarter les « petites anecdotes », « l'intrigue » (19), il s'occupe de préférence des sujets « nobles » comme « l'édifice de l'Etat » (20). Voici comment Moreau définit l'objet de l'historiographe :

« La constitution politique d'un Etat ; son mécanisme qui peut varier lors même que les lois fondamentales sont immobiles ; les atteintes données à celles-ci ; la suite et l'enchaînement des revers que produisent tantôt les grands changements et tantôt même les petites imprudences ; les plans et l'exécution des réformes utiles ; l'influence du

(16) *Avertissement*, p. I-XLVIII.

(17) Voir *Dix-huitième siècle*, N° 4, 1972, p. 212, 214.

(18) *Ibid.*, p. 215.

(19) *Avertissement*, p. XI.

(20) *Ibid.*

pouvoir militaire combiné avec l'activité des lois ; les forces destinées à la défense des empires, et celles qui ne se rapportent qu'à leur sécurité ; les relations politiques avec les étrangers ; les causes effrayantes des guerres ; les traités qui les terminent, les préviennent ou les occasionnent ; les usages et les mœurs ; les rapports des uns et des autres avec l'esprit national ; les vraies richesses des Provinces ; l'accroissement des productions et de l'industrie ; l'étendue de la population ; les ressources du commerce ; et, ce qui conserve et maintient tout cela, la législation avec ses conseils, l'administration avec ses règles, la juridiction avec ses formes ; voilà les vrais matériaux de l'histoire. Ce n'est point là ce que l'on trouve d'ordinaire dans ces portefeuilles curieux que consultent si avidement ceux qui ne veulent qu'amuser leur siècle et non l'instruire : ce ne fut jamais sur de pareils recueils que Tacite et Tite-Live composèrent leurs histoires » (21).

Cette conception toute traditionnelle de l'histoire incorpore quelques éléments des Lumières, par exemple « les usages et les mœurs » et tient compte de l'industrie et du commerce comme de la population. Nous sommes loin de la vision anthropocentrique de l'histoire, représentée par les Philosophes, alors que Moreau prône une histoire dont le centre est constitué par l'Etat conçu comme une « machine » (22). Même le monarque y est subordonné. Écoutez Moreau : « [...] l'historiographe de la monarchie n'a intérêt de peindre les vertus et les vices du souverain, que dans le rapport que les unes et les autres peuvent avoir avec la défense, la sécurité, le gouvernement, la législation, les mœurs de l'Etat » (23). C'est la conception classique que nous retrouvons ici. Elle traduit nettement le rôle de l'Etat au temps des « guerres de cabinet ». Notons-le, même les « mœurs » sont ici mises en relation avec l'Etat et non, comme on pourrait s'y attendre, avec les individus.

Qu'un ennemi des Philosophes fasse remonter à la Chine les origines de l'institution d'un historiographe peut étonner, d'autant plus que ses *Souvenirs* ne contiennent pas la moindre allusion à la Chine et que l'inventaire après décès ne révèle aucun goût des chinoiseries. Son amitié

(21) *Ibid.*, p. XII-XIII.

(22) *Ibid.*, p. XVII.

(23) *Ibid.*, p. XV.

avec le ministre Bertin, grand amateur de la Chine (24), explique probablement en partie ce modernisme. Au demeurant, il est à remarquer que l'« antiphilosophe » ne s'aventure pas à bousculer pour cela la chronologie chrétienne et à accepter l'interprétation qui voulait que la civilisation chinoise fût la plus ancienne de toutes (25). Sa manière d'employer l'exemple chinois ne semble être que la substitution à un exemple tiré de l'histoire sainte, à savoir les archives des Israélites, auxquelles Bossuet et Fleury font allusion (26). Pour Moreau, l'invocation de l'exemple chinois sert à justifier sa décision de ne pas toucher à l'histoire contemporaine. L'historiographe prévoit, cependant, une possibilité : « Je vais peut-être avancer une proposition singulière : il m'est souvent venu dans l'esprit qu'un historiographe fidèle pourrait tout dire, s'il était sûr que son ouvrage demeurât déposé dans les archives secrètes du monarque, et ne pût être lu que de lui seul pendant tout son règne » (27).

A l'instar de Pontchartrain, au début, et de Villevault, au milieu du siècle, Moreau s'adresse au public afin d'obtenir des documents et des mémoires qui lui sont nécessaires pour la rédaction de son histoire (28). Moreau est bien conscient du fait qu'en fin de compte son histoire doit subir une épreuve définitive, celle de l'opinion publique : « [...] rappelez-vous, que si l'Histoire doit être pour les hommes une suite de leçons de morale, ce n'est point à la malignité de vos lecteurs, c'est à la conscience publique que vous devez parler : elle est là comme un Juge sur son Tribunal » (29). Voltaire, en revanche, veut renverser le rôle du public. Loin de le faire seulement juge, Voltaire veut changer les esprits et, par conséquent, provoquer une

(24) Voir Jacques Silvestre de SACY, avec la collaboration de Michel ANTOINE, *Henri Bertin dans le sillage de la Chine (1710-1792)*, Paris 1970 [1971].

(25) Comme le fit Voltaire dans les deux premiers chapitres de *l'Essai sur les mœurs et l'esprit des nations*, 2 vol., Paris 1963, éd. POMEAU, t. I, p. 205-226.

(26) BOSSUET, *Politique...*, p. 396 et Claude FLEURY, *Mœurs des Israélites*, Paris 1822, pp. 6, 7, 75.

(27) *Avertissement*, p. XXI.

(28) *Ibid.*, p. XLVIII.

(29) *Ibid.*, p. XVIII.

évolution de la condition humaine. Faisant probablement allusion à l'affaire Calas, Voltaire avait écrit : « [...] il est du devoir d'un historien d'inspirer de l'horreur à tous les siècles pour les assassinats juridiques », et il précisera plus tard : « Heureusement même un peuple entier trouve toujours bon qu'on lui mette devant les yeux les crimes de ses pères ; on aime à les condamner, on croit valoir mieux qu'eux. L'historiographe ou l'historien les encourage dans ces sentiments ; et en retraçant les guerres de la Fronde et celle de la religion, ils empêchent qu'il y en ait encore » (30).

Nous voyons donc que la conception militante de Voltaire désireux d'« écraser l'infâme », est diamétralement opposée à celle d'un tenant du Pouvoir. En dépit d'une touche exotique, Moreau reste foncièrement conservateur. Son projet de transformer la fonction d'historiographe en celle de magistrat-historien constitue même un recul du point de vue de la liberté du titulaire. Mais sa réalisation aurait eu, peut-être, l'avantage de créer une institution de recherches historiques autonomes dans le monde scientifique.

(30) VOLTAIRE, *Œuvres complètes*, éd. Moland, 52 vol., Paris 1877-1885, t. XIX, p. 372-373. Il s'agit de l'article « historiographe », demandé en 1757 par d'Alembert, mais paru seulement en 1765 dans les *Nouveaux Mélanges*.

E) DISCOURS SUR L'HISTOIRE DE FRANCE

Une fois nommé historiographe, Moreau ne voulut pas tarder à donner au public sa propre histoire de France. Il y travaillait avec acharnement déjà depuis février 1764 (1), lorsque le Gouverneur des princes lui donna ordre de préparer, sous forme de discours, une histoire de France. Malheureusement, les premiers discours manuscrits qui ont servi de base aux cours d'histoire destiné au fils du Dauphin, le duc de Berry, n'ont pas été conservés. En revanche, nous possédons cinq discours, relatifs à une partie de la seconde race (2) et quatre discours consacrés à la troisième race. On peut les dater approximativement, car deux volumes portent une dédicace de Moreau à Louis XVI. Le premier, contenant le dix-huitième discours, est daté du 28 décembre 1774 (3), donc de quelques mois après sa nomination d'historiographe ; le second, en tête des dix-neuvième et vingtième discours, a dû être rédigé peu après la fin de

(1) *Souv.*, t. I, p. 136.

(2) Parmi les manuscrits donnés par Moreau, en 1773, au Dépôt des Affaires étrangères figuraient les douze premiers discours (voir « Etat des ouvrages sur le droit public et la politique qui ont été composés par ordre du Roy pour l'éducation des Princes et dont on se propose de remettre les manuscrits au Dépôt des affaires étrangères », AAE MD 1.373 fol. 287). La Bibliothèque de l'Arsenal (Ms 3697) possède un manuscrit qui commence à la législation de Charlemagne (discours IX) et s'interrompt au douzième discours. Les deux discours suivants sont conservés à la B'bl. nat., Ms. fr. 10782. Nous pouvons à peu près les dater, car en 1768 Moreau dit qu'il est assez loin dans la seconde race (*Souv.*, t. I, p. 203) et en 1774 il est au commencement de la troisième race (*Ibid.*, t. I, p. 312).

(3) Bibl. Ec. sup. Guerre, Ms 8338 K II 84, fol. [I] R°V°, 8339 K II 85, fol. [I] R°V° lettre autogr. de Moreau. Les deux derniers volumes sont reliés aux armes de France et ils portent le tampon de « l'Hôtel royal (et impérial) des Invalides ». — Aucun des discours manuscrits n'est conservé sous forme autographe ; il s'agit toujours d'une mise au net par un scribe.

l'an 1775 (4). Comme le premier volume imprimé de son *Discours* a paru en 1777, il ne semble pas que Moreau ait poussé la rédaction très au-delà du règne de Saint-Louis. La comparaison des textes manuscrits avec l'imprimé ne nous révèle que peu de chose. Du premier au second, la structure est restée sensiblement la même, mais l'articulation est parfois différente, plus logique. De temps en temps une suppression inévitable pour effacer la leçon inopinée donnée à un prince : « Il faut qu'un Monarque fasse Justice ou la reçoive ; car c'est la justice qui doit gouverner le monde et qui à la longue le gouvernera toujours : les Rois qui ont commencé par méconnaître sa voix lorsqu'elle parle à leur propre conscience, seront forcez de l'écouter lorsqu'elle les avertira par le roi de la conscience publique ; et ceux-là deviendront peu à peu les maîtres qui auront été longtemps les ministres et les exécuteurs de ce premier de tous les devoirs » (5).

Dans l'imprimé, Moreau a ajouté quelques développements pour expliquer des points de détail, mais il n'a pour ainsi dire pas tenu compte des publications qui avaient paru entre la rédaction de la première version et l'impression définitive. Ainsi, inspiré par les *Mémoires sur l'ancienne chevalerie* (3 vol. Paris, 1759-1781) de La Curne de Sainte-Palaye, il incorpora un long récit sur ce sujet dans le texte imprimé (6). Ce qui était essentiel pour Moreau, la charpente, était déjà construite et utilisable, lorsqu'il décida, comme nouvel historiographe de France, de présenter au public une histoire du royaume. Ceci explique peut-être l'absence de réflexions sur les fondements de son travail historique. Dans le même ordre d'idées, on ne peut négliger la candeur et le manque d'esprit critique, qui sont les caractéristiques de Moreau.

A plusieurs endroits, il s'explique, cependant, sur les principes qui ont régi la composition de son ouvrage.

« Mon objet étant de tirer de l'histoire de notre monarchie, toutes les instructions qu'elle peut fournir aux princes, chacun de mes discours se partagera naturellement en deux parties. La première vous présentera, Monseigneur,

(4) *Ibid.*, Ms.

(5) Bibl. de l'Arsenal, Ms 3697, p. 774-5.

(6) *Discours sur l'histoire de France*, t. XVIII, p. 324-349.

ce que j'appelle le squelette de l'histoire, l'ordre et la suite des faits qui différencient chaque époque. Si les annales du gouvernement français ne nous offraient pas d'autre spectacle, rien ne serait plus fastidieux que ce genre d'étude, pour quiconque aurait passé l'âge de l'ignorance où la curiosité ne s'attache qu'aux faits.

Je destine ma seconde partie à satisfaire d'autres goûts. Après avoir parlé à la mémoire, je chercherai à intéresser la raison. J'irai au-devant de ce besoin qui porte notre âme vers ce qu'elle est destinée à admirer : rien n'élève l'homme autant que la vue de cet ordre qui lui rappelle et sa propre destination et les bienfaits de son auteur. C'est alors que j'examinerai et les causes qui ont donné lieu aux événements, et les efforts que ceux-ci ont produits à leur tour, c'est là que j'essayerai de donner des couleurs et de la vie à ce corps dont j'aurai commencé par dessiner à grands traits une esquisse générale. Les réflexions ramèneront les détails, qui serviront eux-mêmes à mieux faire connaître et le gouvernement et ses principes et ses véritables lois [...].

Je commencerai donc par juger les faits avant que de les poser comme la base de notre droit public, car il est des actions que l'homme aura beau vérifier, et qu'il ne rendra jamais licites devant Dieu » (7).

En effet, il s'en est tenu à ce principe et l'anecdotique, l'événementiel, comme les hauts faits militaires ont été effectivement renvoyés à une première partie purement narrative. Nous remarquons aussi dans cette attitude une bonne part de mépris à l'égard des « faits » chéris par les érudits de son temps. L'interprétation et l'appréciation des faits se trouve dans la seconde partie qui contient à la fois une « vision du monde » et une « philosophie de l'histoire », bref des « leçons de morale ». Presque dans chaque tome Moreau souligne qu'il ne fait pas de l'érudition. Il dit par exemple : « laissons la critique s'exercer sur ces questions » (8). Et, à un autre endroit : « on a fait bien des dissertations pour fixer le lieu de cette bataille. Laissons aux savants ces disputes inutiles » (9). Le passage suivant

(7) *Ibid.*, t. II, p. 191-193. Voir *Ibid.*, t. V, 253.

(8) *Ibid.*, t. I, p. 222.

(9) *Ibid.*, p. 228, Note. — L'abbé MABLY (*Observations sur l'histoire de France*, 2 vol., Genève 1765, t. I, p. XIV) partage cette attitude en renvoyant aux « Remarques et preuves » les discussions de détail.

est encore plus révélateur : « Je rebuterais sans doute mes lecteurs par une érudition déplacée, si je m'appesantissais sur le détail de toutes les Ordonnances [de Charlemagne] » (10). Mais, à propos des manuscrits des *Assises de Jérusalem*, Moreau devient infidèle à son propre principe et entre dans des discussions savantes (11). Au sujet de l'antiquité de la Chambre des comptes et du Parlement de Paris, il affirme : « [...] on peut écrire tant de Dissertations aussi savantes qu'inutiles » (12). D'autre part, l'auteur des *Discours sur l'histoire de France* s'excuse auprès de ses lecteurs d'avoir fait une « longue digression sur la nécessité et les moyens de conserver les matériaux de notre histoire » (13). L'historiographe affiche un mépris de l'érudition (14) qui semble dicté par les exigences du public auquel

(10) *Ibid.*, t. VIII, p. 128.

(11) *Ibid.*, t. XV, p. 466 n. Voir aussi t. XVII, p. 455 où il corrige un arrêt édité par Brussel.

(12) *Ibid.*, t. XVII, p. 34.

(13) *Ibid.*, t. XVIII, p. 450. — Il s'agit des Archives créées et des Registres confectionnés sous l'ordre de Philippe-Auguste.

(14) Cette vision négative ou purement utilitaire de l'érudition est corroborée par une lettre de Miromesnil à l'intendant de Guyenne, Dupré de Saint Maur, datée du 27 mars 1783 (minute, CM 297, fol. 162-163) où nous lisons : « [...] tout dans l'histoire de cette province doit aider à demeler les principes des loix de notre constitution. Tout se lie aux anciens principes de notre monarchie, tout en rappelle les formes.

Pourquoi malgré le vœu de cette province, pourquoi malgré les travaux des benedictins n'avons nous point encore une bonne histoire de Guienne, ni même une collection suffisante des matériaux qui doivent la composer ? On a cru que les ouvriers qui y ont été employés avaient perdu leur temps, peut-être aussi n'ont-ils pas été suffisamment secondée.

Ces nombreux volumes in-folio que jusqu'ici la Congrégation de Saint-Maur nous a donnés sur un grand nombre de provinces telles que la Bretagne, le Languedoc, la Bourgogne, doivent être regardés moins comme de véritables histoires, que comme de recueils immenses de tous les matériaux qui doivent y entrer. Par leur état les benedictins quelque savans qu'ils soient n'ont du et n'ont pu connaître que les monumens. Ils les ont recherchés, examinés, jugés, ils ont d'après ceux cy donné l'ordre des faits dont ces monumens sont la preuve. Ils ont éclairci la chronologie. Ils ont rangé les pierres de l'édifice dans un bel ordre, mais l'édifice pour être fini exige d'autres mains que les leurs. Il lui a été impossible de réunir les connaissances de toute espèce qui doivent former le caractère d'un historien. Renfermé

le *Discours sur l'histoire de France* s'adresse. Ce dernier dédaigne moins les érudits, que leurs travaux pesants, lourds, bref indigestes. Moreau fit donc une concession considérable au goût de son public (15). Par ailleurs, dans le *Discours sur l'histoire de France*, l'auteur se livre, comme à contre-cœur, à des discussions savantes, et fait des digressions, dont il s'excuse auprès de ses lecteurs, car l'érudition n'est pas le propre du genre qu'il pratique.

Nous trouvons là une conception de la fonction de l'historien qui ne doit guère surprendre chez un légiste et un moraliste. La fonction de l'historien se double de celle de juge, ou, parfois, elle se transforme en cette dernière fonction (16).

Très conscient de sa haute mission, Moreau la qualifie d'« engagement sacré ».

Reste à savoir en quoi consiste effectivement l'érudition de Moreau. La lecture des *Discours sur l'histoire de France* permet de porter un jugement là-dessus. Les grandes collections de sources lui furent toutes familières ; Duchesne, Baluze, le *Recueil des historiens de France* de dom Bouquet ainsi que les *Ordonnances de la troisième Race* se trouvent abondamment citées. Mais Moreau a tendance à utiliser, juger et critiquer — c'est-à-dire condamner — les auteurs des grandes histoires nationales qui l'ont précédé. Ainsi, l'*Abrégé de l'histoire de France* de Mézeray, l'*Histoire ecclésiastique* de l'abbé Claude Fleury, l'*Histoire de France*

dans le cloître, ils ne peuvent connaître ni les hommes, ni leurs intérêts ni les loix ni les moeurs, ni les principes du gouvernement.

[...] ce que la Congrégation de Saint Maur demande aux savans qu'elle renferme, est une vaste et exacte compilation. Vous ne voyez que cela dans les histoires du Languedoc et de la Bretagne, et ces ouvrages sous ce point de vue sont excellens, au lieu que ce qu'a fait dom de Vienne n'est ni compilation ni histoire.

Des faits, des monumens, voilà tout ce que nous demandons à la Congrégation de Saint Maur ».

(15) Le jugement que Moreau porta sur un ouvrage de l'abbé LEBEUF peut illustrer son attitude : « Quant à l'*Histoire du diocèse de Paris*. C'est un ouvrage très bon en son genre. C'est l'ouvrage de l'abbé Le Beuf : fort pesamment écrit, mais plein de recherches curieuses sur les antiquitez de ce diocèse » (CM 296, fol. 6). Voir l'étude de Jacques VANUXEM, « L'abbé Lebeuf historien de Paris au XVIII^e siècle », in *La Ville au XVIII^e siècle. Colloque d'Aix-en-Provence* (29 avril - 1^{er} mai 1973), Aix-en-Provence [1975], p. 199-204.

(16) Voir *Discours sur l'histoire de France*, t. XVIII, p. 344.

du père jésuite Gabriel Daniel et, à mesure que les volumes de leur *Histoire* sortiront des presses, Velly et Villaret furent également mis à profit. Ce sont eux qui ont fourni, souvent, les jalons du récit des faits ; et les auteurs furent choisis, comme le montrera l'analyse de l'imagination sociologique dans l'ouvrage de Moreau, selon leurs affinités politiques et religieuses. Il en fut de même de quatre textes qui marquèrent tous une étape importante dans le débat sur les origines de la monarchie française. A propos des *Leçons de morale*, nous avons déjà vu (17) que Moreau s'appuyait fortement sur l'*Histoire critique de l'établissement de la monarchie française dans les Gaules* (1719) de l'abbé Jean-Baptiste Dubos (18), car c'est pour défendre la monarchie contre les intérêts de la noblesse, tout en attribuant une certaine influence au Tiers-Etat, qu'il avait développé, le premier, une théorie d'ensemble sur l'origine romaine de la monarchie française. Le comte Henri de Boulainvilliers (19) s'était déjà violemment opposé aux « romanistes » dans son *Histoire de l'ancien gouvernement de la France* (La Haye-Amsterdam, 1727). L'abbé Gabriel Bonnot de Mably (20) revient à la forme classique du récit tout en innovant, car ses *Observations sur l'histoire de France* (Genève 1768) comportent un deuxième « discours », aussi important que le premier et composé d'une succession de notes abondantes. Sa vision républicaine et égalitaire est devenue la cible des attaques de Moreau, notamment son portrait de Charlemagne. Il n'est donc guère étonnant que, dans ce débat d'idées, la nouvelle interprétation de l'histoire se base pour ainsi dire exclusivement sur des documents déjà publiés et non sur des inédits comme on pouvait s'y attendre de la part d'un garde du Dépôt des chartes. Il y a pourtant quelques rares allusions à des chartes inédites

(17) Voir *Ibid.*, t. IV, p. 392.

(18) Voir Alfred LOMBARD, *L'Abbé Dubos, un initiateur de la pensée moderne* (1670-1742), Paris 1913 et Jacques BARZUN, *The French Race. Theories of its origin and their social and political implications prior to the Revolution*, New York 1932.

(19) Henri DEVYVER a consacré un chapitre au « racisme de Henri de Boulainvilliers » dans son ouvrage *Le Sang épuré. Les préjugés de race chez les gentilshommes français de l'Ancien Régime* (1560-1720), Bruxelles 1973, p. 353-390.

(20) Voir Elie CARCASSONNE, *Montesquieu et le problème de la constitution française au XVIII^e siècle*, Paris 1927, p. 351-378.

conservées à Brioude et à Cluny (21). Le garde du Dépôt des chartes n'a même pas pris la peine de faire une note et de rendre hommage aux collaborateurs respectifs du Dépôt. Par ce procédé, il a délibérément écarté la possibilité d'asseoir leur réputation. En revanche, cette volonté d'ignorer les inédits lui a permis une vision d'ensemble et lui a peut-être donné la liberté requise pour écrire une histoire nationale, c'est-à-dire de grande envergure. Le Dépôt des chartes fournissait l'armature scientifique dans le débat séculaire qui opposait la couronne aux Parlements. En revanche, l'historiographe estime pouvoir se dispenser de l'érudition. Il veut faire accepter une nouvelle vision politique et sociologique de l'histoire de France, vision globale qui, pensait-il, n'a guère besoin de documents nouveaux pour être exposé.

Le comportement de Moreau historien nous semble logique et cohérent dans la mesure où il cadre avec les exigences intellectuelles de l'époque. Dans le *Discours*, il n'est ni ne veut être un érudit, un chercheur, mais il ressemble, comme homme de cabinet, à Voltaire (22) et à Mademoiselle de Lézardière qui a fait une réfutation substantielle du *Discours sur l'histoire de France* (23). En revanche, Moreau a certainement suivi le conseil donné par le comte de Boulainvilliers de lire deux ou trois mille chartes (24), conseil donné un demi-siècle plus tôt, mais qui n'avait rien perdu de son actualité à l'époque prérévolutionnaire.

Les prémisses du *Discours sur l'Histoire de France* furent donc, pour l'essentiel, les mêmes que chez la plupart des historiens contemporains de Moreau. A partir d'un corpus relativement restreint de textes publiés et de quelques grandes histoires nationales, il s'agissait de faire une synthèse à l'intention d'un public lettré plus ou moins vaste mais, en principe, non érudit.

(21) Voir *Discours sur l'histoire de France*, t. XII, p. 306 et p. 92.

(22) René POMEAU, « La documentation de Voltaire dans le *Dictionnaire philosophique* », in *Quaderni francesi*, vol. I, Napoli 1970, p. 395-405, ici p. 405.

(23) Voir CARCASSONNE, p. 478-512 et l'introduction du même auteur aux *Ecrits inédits* de Mlle de LEZARDIERE, Paris 1927.

(24) *Histoire de l'ancien gouvernement*, La Haye-Amsterdam 1727, t. I, p. 189. Il s'agit de la première des *Lettres historiques sur les Parlements ou Etats Généraux*.

Regardons maintenant ce que Moreau offrit à ce public lettré pour satisfaire son goût. Le lecteur averti était déjà familiarisé avec le prospectus de cette histoire. Les *Leçons de morale* lui indiquaient la trame des événements choisis par le futur historiographe et, chose essentielle, les orientations de l'ouvrage. Comme Moreau ne s'est guère écarté des grandes lignes esquissées dans le prospectus, il serait superflu d'y revenir ici (25). La Révolution a arrêté la publication de son histoire. C'est pourquoi, des quarante volumes projetés n'ont pu paraître que vingt et un, de 1777 à 1789. Comment sonder ce massif de plus de neuf mille cinq cents pages in-8° qui représente « le plus grand effort de l'apologétique monarchiste à cette époque » (26) ? Tout au long de sa carrière d'écrivain, de publiciste, d'historien ou de « député », quelques thèmes ont préoccupé Moreau comme nous l'avons déjà constaté abondamment dans les chapitres précédents. Il les a projetés dans son histoire de France qui était destinée à devenir ainsi une synthèse de sa pensée. C'est l'imagination sociologique que nous allons analyser à partir de quelques « noyaux » de l'argumentation historique et politique de Moreau. Il s'agit de groupes sociaux, de notions politiques et, bien entendu aussi, de quelques phénomènes et souverains, prédécesseurs de Louis XVI, auxquels Moreau fait presque continuellement allusion ou auxquels il consacre quelques développements importants. C'est le propre d'un historien de vouloir saisir les origines des phénomènes qui l'intéressent. Moreau ne fait point exception à cette règle et nous allons maintenant tâcher de voir de quelle façon il a exposé les débuts de l'histoire de France et les origines de la constitution monarchique.

a) Les origines de la constitution monarchique

Moreau s'est servi d'un modèle très sûr. Le Père Daniel avait éliminé, une seconde fois après les humanistes (27),

(25) Voir plus haut dans le même chapitre, p. 248-255.

(26) CARCASSONNE, p. 519.

(27) Voir George HUPPERT, *L'idée de l'histoire parfaite*, Paris 1973, Chap. IV, p. 77-93.

la légende troyenne comme « pure fable » (28), et il avait, de même, écarté tous les rois avant Clovis, détruisant ainsi le mythe de Pharamond (29), fondateur de la monarchie franque. A l'instar de Gabriel Daniel donc, Moreau commence son histoire avec Clovis. Cela ne l'empêche pas de s'assurer un second guide très averti qui lui fournit le canevas de l'interprétation la plus conforme à la doctrine de l'absolutisme classique, développé par l'abbé Jean-Baptiste Dubos. Le recours à la thèse « romaniste » lui permettait de combattre en même temps les trois auteurs qui, au nom de la thèse « germaniste », avaient défendu soit les intérêts de la noblesse et du Parlement, comme Boulainvilliers et Montesquieu, soit ceux du peuple ou le républicanisme, comme Mably.

Nous constatons, selon Moreau, en Gaule, une survivance des institutions romaines dans

- 1° l'administration libre du peuple de chaque cité ;
- 2° le pouvoir des magistrats, conféré par le roi seul ;
- 3° la souveraineté absolue et le dernier ressort sur la tête du monarque.

Enfin, chez les Germains, nous voyons :

- 4° des confédérations particulières de tous les individus d'une même famille (30).

Les différents rois, qui disposaient d'un « pouvoir absolu » n'étaient certainement pas les « Chefs d'une République. Mais ce qu'ils étaient au-delà du Rhin doit nous être assez indifférent, car la monarchie Française n'a commencé que dans les Gaules. C'est là que Clovis eut des propriétés à protéger, des loix à maintenir, des cités libres à conserver

(28) Gabriel DANIEL, *L'Histoire de France*, 3 vol. Paris 1713, t. I, p. XI.

(29) Sous la Restauration encore, Pastoret, survivancier de Moreau et éditeur des *Ordonnances*, projeta d'écrire une histoire de France à partir de Pharamond. Voir sa lettre du 16 juin 1817 à Chateaubriand. BASSAN, p. 129. Pour le problème historiographique, voir Henri DURANTON, « Les contraintes structurales de l'histoire de France » in *3^e Congrès international des Lumières à Yale, 1975* (à paraître).

(30) *Discours sur l'histoire de France*, t. II, p. 138.

dans leurs droits » (31). Comme l'historiographe ne peut pas escamoter l'apport des Germains dans l'histoire de France, il se contente d'une vision manichéenne, simpliste et parfois tout à fait fausse, en prétendant que « le despotisme de nos premiers rois [...] vint des marais de la Germanie. C'est dans les Gaules que nos ancêtres trouvèrent la liberté, au-delà du Rhin ils n'avaient connu que le despotisme ou la licence » (32). A vrai dire, cette affirmation est sojuvent répétée, mais jamais rigoureusement prouvée. En revanche, la continuité romaine se trouve mieux étayée. La démonstration de Moreau se réduit à quelques exemples pris dans l'administration des villes : ainsi les institutions, la magistrature et les impôts qui auraient subsisté tels quels jusqu'à l'aube de « l'anarchie féodale ». Ce regard nostalgique sur la liberté des villes détourne le lecteur de la liberté des forêts germaniques et mène tout droit à une 'renaissance', à l'affranchissement des Communes sous Louis le Gros. De cette façon, l'héritage germanique est disqualifié — Mably avait fait des Champs de mars une assemblée démocratique que Moreau désigne simplement sous le nom de « plaid royal » — et le double but de l'historiographe est atteint. Il a démontré le lien indissoluble entre le pouvoir absolu et la liberté, leitmotiv du *Discours sur l'histoire de France*.

Non satisfait de la *translatio imperii*, Moreau fait remonter les origines de la constitution française directement aux Grecs : « [...] les premiers éléments de toute espèce d'administration nous ont été transmis par cette nation éclairée [Rome], qui elle-même avait tout reçu des Grecs » (33). Une fois le cadre de l'interprétation fixé, il fut aisé à Moreau d'exposer par tranche la place des différentes couches sociales et de déterminer le rôle du souverain lui-même. Commençons par le premier ordre, retenons sa fonction, le rapport entre Eglise et Etat, et regardons ses dignitaires.

(31) *Ibid.*, t. I, p. 287-288.

(32) *Ibid.*, p. 364. — Sur la notion de liberté voir plus loin p. 283.

(33) *Ibid.*, t. II, p. 167.

b) L'Eglise

Le fait que la religion catholique romaine est la seule religion officielle dans la monarchie française d'Ancien Régime a certainement contribué à donner à ses fidèles une telle assurance dans la foi que nous ne pouvons guère nous attendre de leur part à une réflexion critique sur cette religion. La distance et le sens de la relativité faisant défaut, il fallait qu'il y eût des attaques contre l'Eglise, semble-t-il, pour pousser les esprits critiques à une nouvelle réflexion. Ce défi, nous allons le voir, a joué un assez grand rôle dans la pensée de Moreau. C'est à sa manière qu'il a défini le rôle de l'Eglise. « L'Eglise, Monseigneur, ne reçut jamais de Dieu ni le pouvoir de disposer des Empires, ni le commandement de les détruire. Etrangère au siècle, elle prie pour les Rois, elle ne touche point à leur sceptre ; mais elle est pour les peuples une lumière qui les conduit, une autorité respectable qui les lie par la conscience au gouvernement, et soumet leur volonté même aux lois qui n'ont réglé que leurs actions. Heureux donc le Prince, qui connaissant toute l'étendue de la puissance qu'il tient de Dieu, connoît en même temps les secours qu'il peut tirer de l'Eglise ! Il emploiera l'instruction des Pasteurs pour préparer les voies à sa législation ; il donnera l'exemple du respect qu'il doit à la Religion, et exigera des Ministres de celle-ci, qu'ils le donnent aussi de la soumission qu'ils doivent à la puissance civile. La paix, le bon ordre, la félicité du peuple seront toujours le fruit d'un concert si sage, et j'ose le dire, que s'il n'était pas lui-même un effet naturel de la piété des souverains, il devrait être l'ouvrage de leur politique » (34).

A la tête de la hiérarchie ecclésiastique, en France, nous trouvons les évêques. Le tableau que Moreau brosse de leur activité à l'époque mérovingienne contient certainement quelques traits fournis par son expérience personnelle. Ainsi, certains prélats tels que le dernier évêque appelant d'Auxerre, Caylus de Tubières, l'archevêque de Paris, Monsieur de Beaumont et celui de Cambrai, Monsieur de Noailles, s'étaient assurés les services de Moreau en tant

(34) *Ibid.*, t. I, p. 361-362.

que correspondant (35) ou conseiller juridique (36). Cette connaissance intime du haut clergé n'empêcha pas l'avocat-historien de nous présenter les évêques mérovingiens sous des couleurs idylliques. Il convient de citer ici un extrait qui facilitera l'analyse des fonctions et des valeurs de la religion chrétienne ainsi que du rôle des évêques :

« Au milieu des calamités qui les [sc. les peuples de Clovis] affligeaient, la religion de Jésus-Christ exerçait sur eux le plus ancien, le plus naturel, le plus irrésistible de tous les pouvoirs, celui de la bienfaisance. Les évêques étaient seuls les consolateurs d'une nation dont tant de guerriers et de magistrats dévoraient la substance. Elus par le clergé, qui ne manquait guère d'interroger les vœux du peuple, c'étaient presque tous des citoyens éclairés et vertueux, déjà connus par leur éloquence, par leurs aumônes, souvent par les services importants qu'ils avaient rendus à leur ville ; car lorsque la violence fait taire toutes les loix, la raison, l'humanité, l'éloquence, les lumières deviennent insensiblement les seules puissances que les malheureux puissent invoquer et mettre, entr'eux et leurs oppresseurs. Telle fut l'autorité du clergé des Gaules, au milieu des barbares qui les dévastaient : c'étaient des évêques qui se chargeaient d'aller négocier avec les chefs de ces nations conquérantes, stipuler les intérêts des villes, et racheter le sang et la fortune de leurs concitoyens par des contributions dont ces pasteurs respectables payaient eux-mêmes la plus forte partie. Les charmes de leur conversation, la douceur de leurs mœurs, leur noblesse, leur désintéressement, leur charité touchaient presque toujours ces princes guerriers. Admirateurs de la vertu, ils apprenaient des évêques le véritable moyen de s'attacher les peuples, et l'art de les gouverner » (37).

Les évêques d'antan possédaient, ainsi, selon Moreau, des qualités hors de pair comme citoyens et pasteurs. Leur autorité spirituelle les désignait à devenir des médiateurs d'autant plus qu'ils payèrent, en partie de leur poche, des contributions pour racheter des concitoyens de la servitude. Moreau veut nous persuader que ce furent plutôt les vertus laïques — la charité mise à part — de ces évêques qui

(35) *Souv.*, t. I, p. 30.

(36) *Ibid.*, t. I, p. 114-117, p. 142, 293.

(37) *Discours sur l'histoire de France*, t. I, p. 306-308.

impressionnèrent les princes guerriers. De quelle façon définit-il la liberté d'agir des prélats, à l'époque des rois faibles ? Il souligne « la liberté qu'ont les évêques de s'assembler et d'instruire les peuples par des canons qui leur indiquent leurs devoirs » (38). Par cette définition, il assigne aux prélats une fonction éminemment politique, celle d'inculquer à leurs ouailles un catéchisme civil. A propos du règne de Charles-le-Chauve, il relève les effets indirects de l'autorité pastorale sur le gouvernement des hommes.

Recherchant « les causes naturelles de l'autorité pastorale : C'était, dit-il, ce besoin de la paix, ce désir inné du repos que la justice seule peut donner, qui forçait les princes, les grands et les peuples à recourir sans cesse à l'autorité pastorale qui, si elle n'avait jamais été exercée que par des évêques éclairés, sages et vertueux, n'eût été pour lors que l'autorité de la raison et de la justice, et eût procuré aux Etats les seuls avantages qu'ils pussent alors attendre du gouvernement. Les loix civiles étaient imparfaites et impuissantes, on recourait donc aux lois canoniques, et l'abus même de celles-ci était un bien pour les peuples lorsqu'il leur procurait quelque tranquillité » (39). En temps d'anarchie, estime Moreau, l'Eglise a le droit de substituer les lois canoniques aux lois civiles pour garantir le repos public. Ce qui frappe surtout dans le passage cité, c'est l'allusion à des vertus profondément « laïques » et le renvoi à un ministère, également profane, de la raison et de la justice. Par ce transfert, la notion d'Eglise paraît largement vidée de son sens originel, transcendant. En même temps, l'Eglise tend à perdre son indépendance et à tomber sous la tutelle de la monarchie. Cette conception se trouve plus clairement exposée lorsque Moreau s'occupe du rapport entre Eglise et Etat.

Dans ce domaine, Moreau s'est sans doute inspiré de l'abbé Claude Fleury (40), auteur d'une *Histoire ecclésiastique* (1691-1720) de tendance gallicane. Le même gallicanisme caractérise le *Discours sur l'histoire de France*. Par-

(38) *Ibid.*, t. V, p. 133.

(39) *Ibid.*, t. XI, p. 195-196.

(40) Voir Franco SIMONE, « Tendenze storiografiche di Claude Fleury », in *Studi in onore di Vittorio Luglio e Diego Valeri*, Venezia [s.d.], p. 867-882.

fois Moreau fustige des évêques pour leur prise de position ultramontaine : « Ainsi, ces évêques qui, de droit divin, étaient et sont encore les pasteurs immédiats des souverains, consentirent par embarras à n'être plus, dans ces sortes de causes, que les délégués du Saint-Siège, et oublièrent que, sous notre première race, c'était une assemblée de prélats qui, en France, avaient prononcé sur le mariage du jeune Mérovée et de la reine Brunehaut » (41). Moreau reconnaît une certaine indépendance de l'Eglise gallicane à l'égard du Saint-Siège : « Quelque respect que le clergé de France eût pour le souverain pontife, il ne s'en croyait pas moins juge de la foi » (42). Moreau fait remonter la doctrine gallicane au sixième siècle. « Concluons que nous trouvons, dès ce siècle, professée et reconnue dans les Gaules, cette doctrine précieuse qui, obscurcie dans la suite, mais moins cependant en France, que dans la plupart des Etats catholiques, a toujours servi de rempart aux libertés de l'Eglise gallicane » (43). Il est intéressant de voir comment Moreau se représente le rapport entre le souverain français et les pasteurs. « Comme roi, il doit protéger l'exercice de l'autorité pastorale, lui assurer le respect des peuples, maintenir la liberté de son exercice, mais comme roi aussi il doit surveiller les pasteurs, empêcher qu'ils n'invoquent son pouvoir et ne tyrannisent ses peuples » (44). L'Etat ne doit regarder le ministère pastoral que sous l'aspect de son pouvoir et de l'influence exercée ou subie par le peuple. C'est donc — nous le constatons une nouvelle fois — une fonction de surveillance qui incombe à l'Etat par rapport à l'Eglise.

Le premier « Etat » de la société d'Ancien Régime est ainsi, lui aussi, rigoureusement hiérarchisé. Moreau nous présente une image fortement idéalisée du sommet de la hiérarchie, mais le reste, le bas clergé, est, à très peu d'exceptions près, totalement absent du tableau. Ceci n'est nullement particulier à Moreau. Avec la majorité de ses contemporains, il a partagé une vision sociale exclusivement axée sur les valeurs et les vertus d'une étroite élite de

(41) *Discours sur l'histoire de France*, t. XI, p. 282.

(42) *Ibid.*, t. III, p. 424.

(43) *Ibid.*, p. 451-452.

(44) *Ibid.*, p. 429.

naissance. Les quelques passages où Moreau développe ses idées sur le deuxième ordre viennent illustrer cette observation.

c) La Noblesse

A partir du règne de Charlemagne, Moreau reconnaît l'existence d'une noblesse héréditaire. « La noblesse française osa regarder comme la plus belle de ses prérogatives et comme l'un de ses premiers titres, le privilège de n'avoir pas besoin des lois » (45). Heureusement la chevalerie intervint, qui abolit la férocité du droit et le rendit plus humain. Moreau tient la fonction militaire pour le plus important devoir de la noblesse. L'historien constate que « le courage de la noblesse est donc une qualité que le prince doit supposer : quiconque en serait privé, manquerait essentiellement à sa destination [...] » (46). Cette noblesse militaire se transforme sous les successeurs de Charlemagne. D'une part, elle se recrute dans les milieux des magistrats et des bénéficiers — sans qu'on puisse parler d'une véritable noblesse de race — d'autre part, cette nouvelle noblesse s'est rendue compte de la puissance qu'elle représentait (47). C'est sous les successeurs de Hugues Capet que Moreau place l'origine de la noblesse de race ou plutôt « le titre et l'aveu unanime de ses plus importantes prérogatives » (48). Encore une fois, à cette occasion, Moreau réfute l'opinion de Boulainvilliers selon laquelle la noblesse française toute armée est venue directement des « marais de la Germanie » ou des « forêts du Nord » (49). L'historien clôt ce paragraphe par une apostrophe à la noblesse de son temps. « Qu'elle soit à jamais le soutien du trône, la défense de la patrie, le recours du pauvre et l'exemple des vertus ; mais qu'elle ne se croie point éternelle, car il n'y a rien d'éternel sous le ciel, et surtout qu'elle n'oublie jamais que tous ses auteurs ont acquis leur première illustration, ou par des offices qui les obligeaient d'acquitter, envers le

(45) *Ibid.*, t. VII, p. 387.

(46) *Ibid.*, p. 399.

(47) Voir *Ibid.*, t. X, p. 277.

(48) *Ibid.*, t. XIV, p. 111.

(49) *Ibid.*, p. 114. — Voir aussi plus haut, p. 274 sv.

peuple, la dette du roi lui-même, ou par des bénéfices qui les liaient à un service de la patrie ! » (50)

L'historiographe n'est donc pas hostile à la noblesse française. Loin de là ! C'est seulement dans la mesure où la thèse nobiliaire va à l'encontre de la doctrine absolutiste qu'il juge nécessaire de combattre le second état. A l'époque qu'il qualifie d'« anarchie féodale », le régime de la noblesse dégénère en oppression du peuple (51). Ce régime oppresseur fut finalement interrompu par l'affranchissement des Communes par Louis-le-Gros (52). Selon Moreau, la noblesse de race a donc le droit de se trouver au sommet de la hiérarchie sociale, mais il conteste toute revendication noble qui viserait à empiéter sur le droit du souverain. Nous remarquons de même que les fonctions de la noblesse sont très schématiquement décrites et que l'historien ne tient pas compte de leur stratification. Pour compléter la vision sociale de Moreau, jettons un coup d'œil sur le rôle assigné au peuple.

d) Le peuple

Ce qui frappe tout d'abord dans les passages où Moreau parle du peuple ou de la nation, c'est qu'il ne fait pratiquement jamais allusion au Tiers-Etat. Remontant à l'époque gallo-romaine et au règne de la première race, l'historiographe définit le peuple comme la population d'une cité. « En général le mot *Populus*, dans tous les monuments de cette époque, signifie toute multitude qui s'assemble, et désigne non la Nation en corps, mais le peuple d'une cité. C'est une remarque que je crois nécessaire, et qui trouvera souvent son application dans la suite de cet ouvrage » (53). Le principe établi au début des *Discours sur l'histoire de France* est d'une grande portée lorsqu'il s'agit d'interpréter les coutumes germaniques d'après lesquelles l'assemblée des guerriers doit donner son consentement aux décisions du roi. Au moment de l'élection de Charles-le-Chauve, le rôle du peuple s'estompe derrière celui du haut clergé et se

(50) *Ibid.*, p. 116.

(51) Voir *Ibid.*, t. XV, p. 13.

(52) Voir *Ibid.*, p. 415-450. — Voir aussi plus loin p. 283-285.

(53) *Ibid.*, t. I, p. 160-161.

réduit à celui de spectateur. « L'élection se fait-elle dans l'Eglise ? Qu'y voyons-nous ? ce sont les évêques qui y font tout. Les grands ont pris un *sénieur*, Dieu va faire un roi. Les grands déjà liés par leur serment, ne sont là que pour lui voir mettre la couronne sur la tête. Le peuple n'est que spectateur ; son silence est interprété, ses acclamations qui ne sont point une délibération, sont regardées comme un vœu ; mais Charles sera-t-il moins roi si le peuple ne dit rien ? non, les évêques proclament le choix que Dieu a fait lui-même ; c'est à lui qu'appartiennent tous les trônes du Monde [...]. Si c'est Dieu qui le donne, ce n'est donc point la nation qui lui confie son autorité » (54). En général, selon Moreau, le rôle du peuple est passif par rapport aux autorités politiques et religieuses. Une harangue fictive est, à ce propos, particulièrement révélatrice de la pensée hiérarchique de Moreau.

« Mais comment devait être partagée entre les héritiers de Louis-le-Débonaire, cette monarchie qu'ils regardaient comme leur patrimoine ? cette question n'intéressait qu'eux. La nation avait des loix qui réglaient l'administration publique, elle avait au-dessus d'elle une famille essentiellement obligée de les faire observer : Rendez-nous heureux, pouvaient dire les peuples à cette Famille Auguste ; protégez nos vies, notre liberté, notre honneur, nos propriétés ; voilà ce que vous nous devez pour l'obéissance que nous vous avons jurée. Quant à la manière dont vous distribuerez entre vous les fonctions de la royauté, ce partage ne regarde que vous seuls. Accordez-vous sur vos districts, c'est le premier de vos devoirs ; le nôtre est d'obéir à quiconque viendra, du consentement de ses frères, exiger notre serment et réclamer nos services » (55).

Nous constatons d'abord que le commun des mortels se trouve séparé de la haute politique, apanage de la « famille auguste ». Le peuple est lié au souverain par la soumission. Le souverain promet réciproquement au peuple de lui assurer la vie, la liberté, l'honneur et la propriété, bref de garantir la vie civile. Dans le *Discours sur la Justice* (56), Moreau avait déjà développé ces idées mais sans leur don-

(54) *Ibid.*, t. XI, p. 313.

(55) *Ibid.*, t. X, p. 148-149.

(56) Voir chap. II, p. 186.

ner la forme d'une harangue. Les misères et le malheur du peuple vont de pair avec cet état de passivité. Cette situation désolante dura jusqu'au règne de Louis-le-Gros : « [...] mais presque partout l'état du peuple était passif » (57). Il ne devait changer qu'à cette époque par l'affranchissement des Communes. Le schéma de ce phénomène est très simple : le roi vient en aide aux opprimés, il brise « le joug qui écrasait ses peuples ». Les seigneurs sont l'adversaire commun des cités et du roi. L'historiographe ne trouve pas assez de mots pour décrire le nouveau phénomène, ce moment où le peuple se rallie au souverain. D'une part, il parle de « l'importante révolution qui rendit le tiers-état à la patrie » (58) mais, de l'autre, il la qualifie de « conspiration générale en faveur du souverain » (59). Grâce à l'affranchissement des communes, le peuple « commença alors à avoir une existence politique et civile [et il connut aussi les rapports] qu'il avait essentiellement avec la royauté, dont le devoir était de l'affranchir, de le protéger et de le défendre » (60). Le recouvrement de la liberté est, chez Moreau, toujours intimement lié au rapport des citoyens au souverain. Ailleurs, dans le même discours, Moreau s'explique encore plus nettement : « Voilà l'histoire de notre monarchie ; le moment où nous voyons renaître le peuple, nous prépare à l'affermissement et aux accroissements de cette autorité tutélaire dont il a besoin » (61). Après avoir quitté le joug seigneurial, le peuple reçoit la liberté politique et civile en échange d'un nouveau lien juridique qui le lie au souverain. L'acte qui scelle ce lien est le privilège.

« Tantôt le peuple voulait rendre sa liberté plus active et plus industrielle ; et comme alors la servitude passait

(57) *Discours sur l'histoire de France*, t. XV, p. 131.

(58) *Ibid.*, t. XVI, p. 344.

(59) *Ibid.*, p. 345.

(60) *Ibid.*, p. 366-367. Notre étude « Le renouveau des études sur les communes médiévales au XVIII^e siècle », in « *La ville au XVIII^e siècle* », *Colloque d'Aix-en-Provence* (29 avril - 1^{er} mai 1973), Aix-en-Provence [1975], p. 205-211 montre la stérilité de tout discours idéologique, soit philosophique, soit antiphilosophique, à laquelle n'échappa que Bréquigny dont les « *Recherches sur les communes* » ne se veulent pas historiques, mais juridiques.

(61) *Discours sur l'histoire de France*, t. XVI, p. 410-411.

pour un droit commun, on appelait *privilèges*, toute espèce de règlement qui rapprochait les habitants des villes de leur ancien état. On demandait donc au Roi des privilèges, et il manquait rarement de les accorder ; l'exécution des anciennes chartes occasionnait des contestations, on s'adressait à sa cour comme au tribunal naturel qui devait juger entre la liberté et l'oppression. Le Roi confirmait les anciens titres, en donnait de nouveaux : les peuples avaient commencé à respirer sous le ministère de l'abbé Suger, ils connurent leurs forces sous Philippe-Auguste » (62).

Moreau décrit l'affranchissement des Communes comme un long développement commençant sous l'abbé Suger et trouvant son terme sous Philippe-Auguste. Que cette évolution ne se fit pas toujours sans heurts, l'historiographe le rappelle, lorsqu'il raconte les débuts du règne de Louis-le-Jeune. « Aux yeux du seigneur tout cela était révolte ; aux yeux du roi, c'étaient les premiers symptômes d'une révolution en faveur du trône.

Partout on vit se réveiller cet esprit de la liberté [...] ; le ressentiment contre les nobles, l'impatience du joug, la haine de l'autorité dont on abusait, annonçaient le retour de la santé du corps politique, et eurent néanmoins dans leurs progrès tous les caractères d'une maladie épidémique, qui de proche en proche parcourut toute la France : le peuple ne raisonnait point et le roi, qui devait mettre à profit cette effervescence, fut lui-même quelque fois obligé de la réprimer, car souvent elle ne le respecta pas lui-même » (63).

Le lecteur est ainsi confronté aux deux principaux antagonistes politiques et à l'interprétation que ces derniers donnent du mouvement des Communes. L'esprit de liberté s'empare comme une maladie du corps politique et, en effet, le peuple cesse de raisonner. Alors, le roi doit intervenir et réprimer l'effervescence. C'est-à-dire que le souverain met des bornes à ce mouvement au moment où il devient incontrôlable, emporté par l'émotion. Ce reproche implicite que le peuple est trop docile aux opinions nouvelles et hérétiques, transformées en dogmes politiques, est

(62) *Ibid.*, t. XVII, p. 34-35.

(63) *Ibid.*, t. XVI, p. 5-6.

formulé à l'occasion de l'avènement de Pépin au trône, de même qu'au moment de l'hérésie de Bérenger (64).

Songeant à ce danger constant, Moreau dénonce les « systèmes républicains », car ceux-ci n'ont point été inventés pour les peuples. En revanche, l'historiographe sait ce dont ils ont besoin : « [...] les peuples ont toujours souffert de ces querelles. Ils ont le plus grand intérêt d'avoir un roi ; mais, à tout prendre, ils seront toujours plus libres sous un maître que sous plusieurs » (65). Ainsi, la thèse républicaine se trouve réfutée par des arguments historiques. Si l'affranchissement des Communes sert d'exemple classique de la rencontre entre sujets et souverain, il fournit aussi en même temps l'occasion de déplorer les « malheurs » du peuple, ce qui lui arrive rarement. Sur une toile de fond noire, Moreau dessine la « tyrannie » des seigneurs, le « despotisme seigneurial ». Voici une apostrophe qui explique le procédé de l'historiographe : « Oh ! combien je voudrais que ceux qui, depuis vingt ou trente ans, ont tant philosophé contre le despotisme royal, eussent été témoins de ce despotisme seigneurial qui désola si longtemps les plus beaux et les plus fertiles Etats de l'Europe » (66) ! Ce malheur causé par les seigneurs sert simplement de prétexte pour rehausser le rôle et le prestige de la monarchie française. Ce qui est important, c'est que le souverain prend la place du clergé dans sa fonction politique. Moreau avait montré que

« pendant les derniers règnes de notre seconde race, et les premiers de notre troisième, l'autorité pastorale se montra comme la seule puissance pacificatrice et bienfaisante !

Pour nous en convaincre mieux encore, mettons-nous à la place de ce petit peuple, qui, dans ce siècle [de Philippe-Auguste], se voit toujours entre son seigneur qui l'opprime, et son curé qui le plaint ; voyons les évêques, dans leurs visites, chercher à consoler les habitants de la campagne de tout ce qu'ils ont à souffrir, et leur promettre le sceau de l'Eglise, qui est la protectrice des pauvres » (67).

(64) *Ibid.*, t. V, p. 221-2 ; t. XVII, p. 218 ; voir aussi t. XXI, p. 176 et 370.

(65) *Ibid.*, t. V, p. 359.

(66) *Ibid.*, t. XV, p. 67. — Ce volume fut publié en 1783.

(67) *Ibid.*, t. XVII, p. 367.

Ce qui est essentiel dans l'argumentation de Moreau et des autres apologistes de la monarchie, c'est que le roi n'est pas un usurpateur, mais qu'il rentre simplement dans ses droits, momentanément aliénés. D'autre part, les règnes qui s'étendent de Louis-le-Gros à Philippe-Auguste constituent une époque charnière ; l'affranchissement des Communes est comme un code de la liberté publique et civile et il scelle définitivement le lien de soumission, c'est-à-dire le rapport entre souverain et sujet. Moreau tient compte du fait que le peuple peut facilement être séduit par des opinions politiques et religieuses hétérodoxes. En ce cas, il propose de punir ceux qui répandent ces opinions et, en dernier lieu, de réprimer les séditions qu'ils fomentent. Conscient de pareilles éventualités, sensible à l'évolution politique au XVIII^e siècle, Moreau replace dans l'histoire le facteur qui peut servir de lien entre le souverain et les sujets, c'est-à-dire l'opinion publique.

e) L'opinion publique

La France du XVIII^e siècle a pris conscience d'un phénomène nouveau, l'opinion publique. L'Angleterre avait devancé l'évolution du continent en instituant un cadre politique, le Parlement, et un cadre institutionnel, la presse non censurée. En dépit du retard de la France, qui ne sera rattrapé que sous la Révolution (68), l'opinion publique entre dans le calcul des adversaires et des tenants de l'Ancien Régime. Moreau, lui aussi, est sensible à cette force nouvelle, comme nous l'avons constaté en analysant son activité historiographique et politique (69). *Le Discours sur l'histoire de France* lui fournit l'occasion de la reprendre et de l'explicitier historiquement. L'historiographe a une haute opinion de cette force qu'il qualifie de « conscience publique ». Celle-ci peut, à ses heures, servir de « contre-poids à la tyrannie ». « Mais voulez-vous savoir où il est, ce contrepoids redoutable à la tyrannie ? il est dans la

(68) Jürgen HABERMAS, *Strukturwandel der Öffentlichkeit, Untersuchungen zu einer Kategorie der bürgerlichen Gesellschaft*, 5^e éd. Neuwied et Berlin 1971, p. 87-90. L'auteur définit l'opinion publique comme une « catégorie » qui caractérise une époque.

(69) Voir chap. II, p. 118, chap. III, pp. 200, 219, 227 sv. et chap. IV, p. 264.

conscience publique, il est dans ce cas général de la raison, de la justice, de l'humanité, qui ne manque jamais de se faire entendre chez une nation libre et instruite ; il est dans la réaction des agents intermédiaires qui n'ayant par eux-mêmes aucune puissance coactive, se saisissent du plus fort de tous les pouvoirs, lorsqu'ils font entendre aux rois la voix du seul souverain dont ils ne puissent méconnaître le sceptre » (70). Ici, la terminologie de Moreau est importante : en employant l'expression « d'agents intermédiaires », il fait un léger pas en direction de la doctrine de Montesquieu qui parle, lui, de « pouvoirs intermédiaires ». Cette différence enlève toute portée politique à la fonction d'« agent intermédiaire » qui se voit réduit au rôle de celui qui soumet simplement au roi des représentations (71). A d'autres moments, Moreau réduit le rôle de l'opinion publique à l'indignation ou à la condamnation morale : « Sur le démêlé du Pape [Eugène III lors de la 2^e croisade], la conscience publique mieux éclairée pouvait condamner le Pape à composer » (72). Toujours à propos de la deuxième croisade, Moreau précise l'interdépendance entre le souverain et le peuple. Il juge cette croisade comme « une entreprise aussi mal conduite ; car ils ont beau faire, ces rois qui jugent les peuples, ils n'oublieront jamais qu'ils ont eux-mêmes leurs peuples pour juges ; et pour les bons princes, l'opinion de la multitude sera, tantôt la récompense la plus flatteuse, tantôt la punition la plus humiliante. Cette croisade, en effet, n'avait été que l'enchaînement de revers, que parce qu'elle avait été un enchaînement de fautes » (73). Bien entendu, Moreau se garde bien de tirer une conclusion de cette constatation, parce qu'elle aurait pu affaiblir la position du souverain en faveur de celle du peuple. Une condamnation de la politique du souverain lui sert tout simplement de *menetekel*, lui rappelle — comme Moreau aime à le répéter — ses devoirs.

Lorsque l'historiographe proclame l'horreur qu'il a des guerres de religion, il en profite pour montrer la force de

(70) *Discours sur l'histoire de France*, t. I, p. 59. Il s'agit d'une partie de la lettre de Moreau à la Condaminé, intitulée « Des différences de la monarchie et du despotisme ».

(71) Voir *Discours sur la Justice*, ici chap. III, p. 189 sv.

(72) *Discours sur l'histoire de France*, t. XVI, p. 21.

(73) *Ibid.*, p. 79.

l'opinion publique. « L'opinion générale des peuples est un torrent qui entraîne les rois mêmes qui lui résistent » (74). Il y a donc des situations dangereuses où « l'opinion générale des peuples » se déchaîne jusqu'à engloutir même le monarque.

En somme, l'opinion générale — ou la « conscience publique » — n'est pas vue par Moreau comme une force politique autonome, mais comme un lien virtuel qui existe entre le souverain et le peuple, incapable de formuler autrement ses vœux. De cette façon, ce phénomène nouveau est bien encadré par la problématique ancienne du rapport juridique entre le roi et ces sujets. Néanmoins, le fait que Moreau ait tenu compte de l'opinion publique, reste méritoire et est le signe d'une ouverture d'esprit. Tout naturellement il a essayé de la mettre à profit, et de la faire figurer dans son histoire comme un avertissement à l'intention du roi, en quelque sorte comme un régulateur. Nous devons remarquer ici, que Moreau, administrateur et censeur, développe une conception nettement plus étatiste. Travailler sur l'opinion au moyen de journaux et de brochures qui font l'apologie de la politique gouvernementale (75), c'est le but avéré de l'administrateur qui se garde bien de le faire savoir à un large public comme celui du *Discours sur l'histoire de France*. Regardons maintenant le sommet de la hiérarchie sociale et politique, le souverain.

f) Le souverain idéal

N'ayant pas rédigé un traité politique mais une histoire, différents rois se rapprochent du modèle idéal que Moreau s'efforce de tracer. Dans l'historiographie des ^{xvii}e et ^{xviii}e siècles, trois rois du moyen âge ont un relief particulier : Charlemagne, Philippe-Auguste et Saint-Louis. Récemment, une étude quantitative vient de relever le déplacement de l'intérêt accordé à leurs règnes. Si le début du Grand Siècle donne la préférence à Charlemagne, à partir des années 1650, il cède la première place à Philippe-Auguste qui est

(74) *Ibid.*, t. XVII, p. 375 sv.

(75) Moreau paraît ici assez proche de son contemporain le directeur général des finances Necker. Voir Henri GRANGE, *Les idées de Necker*, Paris 1974, p. 360.

remplacé vers l'extrême fin du siècle et pour toute la durée du XVIII^e par Saint-Louis (76). Pour obtenir ce résultat, ont été délibérément écartées les histoires élémentaires en petit format ou en un seul volume, et l'auteur n'a retenu que ce qu'il appelle les « Grandes Histoires », c'est-à-dire les monuments en plusieurs volumes. A première vue, le *Discours sur l'histoire de France* ne paraît pas cadrer avec l'évolution générale car, quantitativement, Charlemagne occupe la première place, suivi de près par Saint Louis et, avec un certain retard, par Philippe-Auguste (77). En revanche, il est assez clair que seule une analyse qualitative rendrait justice à la pensée de Moreau et, en même temps, elle montre la ressemblance de sa prise de position devant l'évolution. Car, en ce qui concerne l'importance attribuée à trois différents règnes, Moreau suit le père Daniel et l'abbé Velly qui, en tant qu'ecclésiastiques, prônent un roi saint. Bref, par son insistance sur le dernier des trois règnes, Moreau est parfaitement en accord avec l'évolution des « Grandes Histoires » au XVIII^e siècle.

Regardons le premier règne dans l'ordre chronologique. Moreau lui consacre trois discours. Le premier, en partie événementiel, est intitulé « guerrier, conquérant, politique ». Bref, la politique extérieure. Ensuite, l'historiographe fait des réflexions générales sur le droit de conquête, il examine les conquêtes de Charlemagne et, en dernier lieu, l'organisation des armées de ce roi (78). Le second discours, beaucoup plus long que le premier, porte sur le « Gouvernement et la législation de Charlemagne ». Ici, Moreau expose les institutions politiques de ce règne, tel « les plaids et les assemblées » ; il discute le pouvoir législatif et, enfin,

(76) Michel TYVAERT, « L'image du roi : légitimité et moralité royales dans les histoires de France au XVII^e siècle », in *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, t. XXI, oct.-déc. 1974, p. 521-547, ici tableau VII, p. 541. Se fondant sur une thèse dactylographiée, intitulée *Recherches sur les histoires générales de la France au XVII^e siècle (Domaine français)*, Paris 1973, M. Tyvaert a fait, le premier, une analyse quantitative et sémantique qui mériterait, à plusieurs égards, une publication intégrale.

(77) Les règnes de Charlemagne, Saint Louis et Philippe-Auguste occupent respectivement 1.394, 1.292 et 1.009 pages, donc ensemble plus d'un tiers du *Discours*.

(78) Cette partie suit de très près l'*Histoire de la milice française*, Paris 1721, du père Gabriel Daniel.

il parle de la promulgation des lois. L'ancien précepteur du duc de Berry développe longuement les principes du gouvernement de Charlemagne. Ce dernier a réussi à réaliser l'union de toutes les parties de l'Etat, tout en garantissant leur liberté. Il a su faire accepter sa suprême puissance. En dernier lieu, l'historien s'étend sur la législation du roi dans ses rapports avec l'Eglise, l'instruction, le mariage, la servitude et les propriétés. Le troisième discours qui constitue l'apogée, traite de Charlemagne empereur. Moreau relève le double achèvement de l'empereur qui créa l'unité des corps politiques et uniformisa le caractère de toutes les magistratures immédiates. L'historien n'omet pas de définir les rapports entre le Pape et l'empereur. D'autre part, il insiste sur l'obscurité qu'on retrouvait toujours dans les lois de la succession.

Moreau paie à sa façon tribut au mythe de Charlemagne. Les quelques événements du règne que Moreau retient sont relégués au second rang, au profit des plaidés et des ordonnances. La perspective juridique prévaut, qui permet de cerner le caractère de la constitution et des institutions à cette époque. Dans ce but, Moreau s'accommode de la sècheresse et longueur des discours. L'historien semble croire qu'une analyse juridique peut suppléer à une histoire proprement dite. Chez Montesquieu encore, le procédé appliqué par Moreau, est tourné à l'avantage du lecteur. Sous forme d'essais, le président à mortier du parlement de Bordeaux a su maîtriser des sujets hétéroclites sans pourtant ennuyer son public.

A l'opposé de la culture populaire qui, au XVIII^e siècle s'inspire encore de l'histoire romaine et des grandes gestes de l'empereur (79), Moreau s'attache à l'aspect juridique des réalisations de Charlemagne. De ce fait, l'historiographie légitime la puissance suprême, il souligne l'union de cet empire, pour ne pas employer le terme moderne de centralisation. Moreau insiste tout particulièrement sur le fait que Charlemagne a achevé l'« unité du corps politique » et « l'uniformité dans le caractère de toutes les magistratures immédiates ». Cette vision juridique de l'histoire, en

(79) Robert MANDROU, *De la culture populaire aux XVII^e et XVIII^e siècles*, La Bibliothèque bleue de Troyes, Paris 1964, p. 132-135.

dehors de son caractère de légitimation, nous renseigne en même temps sur le groupe à qui l'historien veut s'adresser : les magistrats. Nous nous trouvons en face d'un trait caractéristique de l'ouvrage de Moreau qui ne laisse passer aucune occasion de faire l'apologie de la magistrature, qualifiée encore d'« espèce de sacerdoce » (80). Contrairement à l'historiographie parlementaire, qui conçoit le rôle de la magistrature comme un contrepoids politique au souverain, Moreau s'attache à peindre une magistrature fière mais docile : « [...] il y a donc un pouvoir qui est quelque chose sans les souverains, et sans lequel ils ne sont rien, c'est le pouvoir de l'ordre, c'est celui de la raison et de la justice confié à des hommes éclairés. Or, ce pouvoir existait dans les Gaules. Les magistratures subsistaient, la machine était toute montée, la maladresse et l'avidité des agents du prince en dérangeaient les ressorts, mais ne l'avaient point détruite » (81). La fonction des magistratures civiles consiste à « avertir fidèlement le prince et [à] juger impartialement les sujets » (82). Elle est l'instance nécessaire, « essentielle » entre le souverain et le peuple. « Entre le roi et ses peuples, magistrature essentielle qui ne doit jamais séparer la puissance d'avec sa règle, et qui ne connaît la volonté du souverain, que par les lois qu'il prescrit » (83). A partir de l'époque de la féodalité, l'historien voit dans la seigneurie se former « une hiérarchie graduelle de magistrats civils », qu'il appelle « agents intermédiaires » (84). Plus tard, nous trouvons encore une fois une définition de la magistrature, dont l'idée « suppose deux choses : 1°, pouvoir conféré par le souverain, auquel le magistrat est comptable ; 2°, des formes que le magistrat n'a point faites et qui lui rappellent du moins une règle et des devoirs » (85).

La raison d'être des « agents intermédiaires » est la justice, les magistrats ne possèdent point de souveraineté, mais c'est au nom du roi qu'ils exercent leur fonction. Cette interprétation historique du rôle de la magistrature donne

(80) Voir *Discours*, t. I, p. 107.

(81) *Discours*, t. II, p. 162.

(82) *Ibid.*, t. IV, p. 413.

(83) *Ibid.*, t. V, p. 259.

(84) *Ibid.*, t. VIII, 441.

(85) *Ibid.*, t. XIII, p. 297 sv.

au moins une idée de la façon dont Moreau, à son époque, a voulu réduire les aspirations politiques de ce groupe socio-professionnel. En revanche, il faut admettre que Moreau calque les critères de cette élite d'hommes de loi sur l'ensemble de l'histoire de France. Ainsi, il joint aussi — surtout dans les parties du *Discours* relatives à la constitution et aux institutions — un principe constitutif à l'unité de son histoire. Cette histoire « juridique » traduit aussi, d'une certaine façon, le besoin d'atteindre par les lois une sphère de sécurité individuelle et politique.

Mais le fait de faire glisser l'histoire vers le droit public n'est pas particulier à Moreau. Tout au contraire, Moreau puise dans cette tradition dont nous avons vu, de Boulainvilliers à Mably, les représentants les plus typiques. Au XVIII^e siècle, toute recherche sur les origines de la constitution implique une prise de position sociale et politique. En effet, pour Moreau, le cadre de son histoire est pour ainsi dire prescrit par le principal adversaire qu'il se propose de réfuter. La longueur excessive des trois discours consacrés à Charlemagne, est due, en partie, à Mably. Moreau critique moins l'image générale de Charlemagne que Mably présente au public, étant donné que ce dernier s'attache à réhabiliter contre Voltaire, le grand empereur (86). Si, dans l'ensemble, Moreau ne peut qu'approuver cette initiative, il se croit obligé de blâmer la nouvelle interprétation républicaine. Il est piqué au plus vif par le fait qu'à la suite de Montesquieu, Mably décrit le système politique du temps comme s'il existait une séparation des pouvoirs. Le procédé de Mably revient à ôter à l'empereur le pouvoir législatif et à l'attribuer à la nation ou, plus précisément, au Tiers-Etat. Ce qu'il prouve par des citations tirées des capitulaires. La traduction que Moreau donne des passages latins cités par son adversaire dénote une interprétation particulièrement restrictive. Le capitulaire de 816 dit que l'Empereur Louis a publié des capitulaires « en présence de tout le peuple » (« cum universo coetu populi ») selon la traduction de Moreau. A propos de la phrase « lex fiat consensu populi »

(86) ARNO BORST, « Das Karlsbild in der Geschichtswissenschaft vom Humanismus bis heute » in *Karl der Grosse, Lebenswerk und Nachleben*, t. IV, *Das Nachleben*, éd. W. BRAUNFELS et P.E. SCHRAMM, Düsseldorf 1967, p. 364-402, ici p. 379.

ce dernier fait une longue digression qui résoud facilement le problème en distinguant plusieurs assemblées et en limitant particulièrement le rôle du peuple. « Partout où l'on a vu *coetus* ou *conventus populi*, on a cru apercevoir le plaid général lui-même : on a confondu la cour plénière du souverain avec l'assemblée de la cité, l'acquiescement du peuple d'une ville à la promulgation de la loi, avec la délibération qui formait la loi, soit dans le conseil du monarque, soit dans le plaid des évêques et des grands. On a vu que le peuple consentait à la transcription de l'ordonnance dans ces registres qui lui appartenaient, et on a dit, le peuple assiste au plaid général, et l'ordonnance n'acquiert force de loi que lorsqu'il y consent » (87). Une bonne partie de cette interprétation se trouve fondée sur le sable. Comme l'a aussi démontré le contradicteur le plus important de Moreau historien, Mademoiselle de Lézardière, cette vision des choses se fonde sur une interprétation fausse ou restrictive des textes latins. Distinguer un « champ de mai » d'un « champ de mars » ne semble guère admissible ; de même, limiter l'action du peuple à consentir à la transcription des ordonnances dans des registres de ville, traduit une intention politique très claire. La seule explication que l'on peut trouver en faveur de notre historiographe, c'est qu'il raisonne comme les gens de son siècle pour qui le produit d'une norme ou de la raison s'impose souvent plus que le résultat d'une recherche historique.

Dans les discours consacrés à Charlemagne nous remarquons une fois de plus la tendance de Moreau à lier intimement la puissance du souverain à la liberté de « tous les ordres de l'Etat » (88). Bien entendu, répéter ce leitmotiv, révèle ici un but précis, celui de racheter en partie ce que le peuple a perdu en droits politiques selon l'interprétation des capitulaires carolingiens. Au bout d'une longue anarchie, Charlemagne parvint à restaurer la « liberté sociale » ou individuelle ; la liberté de nuire, au contraire, n'est pas conférée à ses sujets. Cette liberté restaurée ne s'étend qu'exceptionnellement au domaine politique. L'empereur laisse aux villes leur administration populaire. Regardons en quoi consiste cette liberté municipale. « Les magistrats

(87) *Discours*, t. VII, p. 183 sv.

(88) *Discours*, t. VII, p. 254-300.

chargés d'administrer, furent libres de faire tout le bien possible, ils ne le furent plus de faire le mal. Les comtes dans les *Pagi*, les évêques et les Grands dans leurs *Bénéfices*, administrèrent librement, mais furent toujours surveillés [...]. Tout se réduisit donc à écarter l'injustice qui seule est destructive de la liberté sociale » (89). Il s'agit, grosso modo, d'une liberté politique dirigée, car l'omniscience du souverain est seule capable de procurer le bien. Rivarol est conscient de cette faiblesse dans l'argumentation du *Discours sur l'histoire de France* de Moreau lorsqu'il écrit, avec la concision d'une épigramme, que Moreau veut nous « dégouter des charmes de la liberté » (90).

La discussion avec l'abbé de Mably mise à part, Moreau profite de l'occasion pour lancer une diatribe contre l'historien qui, pour lui, symbolise l'irrégion. Nous avons déjà vu, à propos des *Cacouacs*, une timide réfutation de la théorie du hasard formulée par Voltaire. Quatre ans après la mort de ce dernier, Moreau se sent moins gêné pour dire : « J'ai toujours pensé, je pense encore, que ces philosophes qui calomnient la religion avec tant d'acharnement, sont des ingrats qui battent leur nourrice. [Suivent quelques citations tirées de stoïciens romains.] Sont-ce de profondes méditations sur la Divinité qui ont appris à M. de Voltaire ce que Cicéron, Sénèque, Horace, et tant d'autres ont ignoré ? Non, mais M. de Voltaire, dans son enfance, avait appris son catéchisme » (91). Moreau relève que l'Eglise a formé les philosophes dans leur jeunesse, et que, pleins d'ingratitude, ils utilisent cet enseignement contre leur nourrice. La notion moderne essentielle que Moreau escamote ici est celle d'émancipation, mais nous avons vu, lors de l'affaire des *Cacouacs*, que Moreau s'en prend à la conception moderne du père, telle qu'elle avait été formulée par Locke et Rousseau (91a).

C'est à propos du bain de sang des Saxons, perpétré par Charlemagne, que Moreau lance la polémique contre l'*Essai sur les mœurs* de Voltaire. Il se propose d'« épurer les réflexions » de Voltaire et de « séparer du jugement rai-

(89) *Ibid.*, p. 279, sv.

(90) [RIVAROL], *Le petit almanach de nos grands hommes*, Paris 1788, p. 126.

(91) *Discours*, t. VI, p. 338, n.f.

(91a) Cf. chap. I, p. 76.

sonnable qu'il porte sur quelques traits de cruauté dont je ne veux point justifier Charlemagne, les sarcasmes et les imputations, qui ne décèlent que la haine du christianisme, que ce prince se flatte d'établir dans ces contrées » (92). Moreau veut ainsi laver le christianisme des reproches acerbes formulés par Voltaire. L'historiographe dénonce le procédé de ce dernier en mettant en parallèle avec le récit « abusif » de Voltaire, celui de Hume qui décrit l'attaque de Suetonius Paulinus contre les Druides (93). La situation étant comparable, Moreau, pour blanchir Charlemagne, invoque « l'humanité », « la défense de sa propre nation » et le procédé tout à fait justifié de l'empereur. Et l'historien de conclure : « Il me suffit d'avoir fait observer cette différence dans le jugement de deux hommes célèbres. Quel en est le motif ? Serait-ce donc la différence des religions » (94) ? Cette question rhétorique démontre que Moreau a compris la différence fondamentale entre les Lumières françaises et les Lumières anglaises dans leur attitude devant la religion. En ce qui concerne le christianisme, on est plus impartial de l'autre côté de la Manche, tandis que chez les Philosophes, la religion chrétienne ne peut que prêter à un débat polémique. En Angleterre, la Réforme avait sécularisé les monastères et avait fait du roi le chef de l'Eglise anglicane, facteurs qui ont contribué à une attitude modérée des Lumières anglaises à l'égard de la religion. En revanche, l'anticléricalisme des Philosophes français s'explique entre autre par l'antagonisme qui caractérise dans la France d'Ancien Régime le rapport entre Eglise et Etat. Le style de Moreau manque de force et de brillant pour exploiter efficacement cette contradiction entre les différentes positions des Lumières. Il s'y ajoute encore un autre élément : Moreau relève cette contradiction plus de vingt ans après la première édition des deux ouvrages de Voltaire et de Hume.

Moreau continue son récit de l'expédition contre les Saxons et se garde de justifier le supplice de 4.500 hommes (95). Les atrocités sont plutôt considérées comme un

(92) *Ibid.*, p. 278 sv.

(93) David HUME, *Histoire d'Angleterre*, Amsterdam 1765, t. I, p. 17, cité d'après *Discours*, t. VI, p. 286-288.

(94) *Ibid.*, p. 289.

apanage du siècle barbare dans lequel vécut Charlemagne.

D'autre part, l'historiographe apostrophe ses « augustes lecteurs » afin de leur présenter une vérité. « Puissent les réflexions que je vais faire, les aider un jour à écarter, soit l'audace de l'impie, soit les suggestions du fanatique qui oserait leur présenter cette intolérance, comme liée aux principes du christianisme » (96) ! Le thème de l'intolérance lui tient à cœur, car il fait une digression de vingt-six pages dont il dit lui-même qu'elle a « pu paraître longue, mais était importante et à sa place » (97). L'argumentation se résume en peu de mots. Le christianisme a toujours prêché la douceur, la tolérance et la justice ; « l'intolérance tient au caractère de l'homme », donc à un défaut individuel, psychologique. En antisémite chrétien (98), l'adversaire de Voltaire accuse le peuple juif d'une intolérance qui lui serait prescrite par son gouvernement. Cet état de fait se continue jusqu'à son époque. Le gouvernement civil est tenu d'exercer une certaine intolérance politique et même religieuse, nécessaire pour assurer « la sûreté et la tranquillité de l'Etat ». Moreau répète, en passant, qu'en France la religion doit être une, excluant par là un droit d'existence juridique aux cultes protestant et judaïque. En conclusion, il retourne contre les Philosophes le reproche d'intolérance, « ce genre [l'intolérance], la Philosophie le porte et le féconde dans son sein, la Religion l'étouffe et le dessèche » (99).

(95) *Ibid.*, p. 303, voir aussi p. 314.

(96) *Ibid.*, p. 314 sv.

(97) *Ibid.*, p. 339, la digression, p. 315-339.

(98) Voir, pour Voltaire, la mise au point de Roland DESNE, « Voltaire et les Juifs. Antijudaïsme et antisémitisme. A propos du Dictionnaire philosophique », in *Pour une Histoire Qualitative. Etudes offertes à Sven Stelling-Michaud*, Genève 1975, p. 131-145.

(99) Il est intéressant de noter qu'en 1765 déjà, Moreau avait composé un écrit qui portait le titre caractéristique d'*Essai sur les bornes des connaissances humaines*. Il fut édité trente ans après, en 1784, et a dû avoir un relatif succès, car à une deuxième édition, en 1785, Moreau a joint une lettre sur la tolérance. Comme il s'agit de la tolérance religieuse, l'auteur fait sans doute allusion aux réformes de Joseph II. Un regard aux *Nouvelles ecclésiastiques* de l'époque semble confirmer notre conjecture. La position de Moreau sur le joéphinisme se trouve définie en deux endroits. A l'occasion de la visite de Joseph II à Paris, en 1777, Moreau parle des « projets formés par Joseph II de dépouiller l'Eglise de ses biens, d'anéantir dans

Moreau profite donc de cette occasion pour réfuter une imputation faite à la religion chrétienne. Apologiste du christianisme, il reste néanmoins conscient de l'écart qui sépare la politique de Charlemagne des idéaux chrétiens. Il les trouve réalisés chez le seul roi de France qui ait mérité l'attribut de saint.

Moreau a d'ailleurs annoncé, d'emblée, qu'il ne veut pas faire le « panégyrique de Charlemagne » (100). L'historien s'en tient à cette maxime et au lieu de parler du personnage, il décrit ses réalisations. A cet égard, l'empereur mérite le titre de « restaurateur du gouvernement français » (101); mais Moreau n'en fait pas — d'ailleurs comme Voltaire — un héros. En dépit de la puissance et de la grandeur de l'empereur, les sympathies de Moreau vont au roi français qui réunit la piété à la justice.

Dans la subdivision intitulée *Idée générale et caractère du règne de Saint Louis*, Moreau donne le ton en le désignant comme « un juste sur le trône dans la signification la plus étendue que l'on puisse donner à ce mot » (102). L'histoire justifie cette affirmation. « L'unique ressort et de sa politique et de son administration fut, dans tous les

ses Etats les vœux de religion, et de se passer de la juridiction du Saint-Siège, toutes les fois qu'elle contrarierait le moins du monde le despotisme des rois » (*Souv.*, t. II, p. 273). Ce passage ne date certainement pas de l'époque de la visite impériale. Voici le jugement de Moreau sur l'œuvre du réformateur : « Joseph II n'a pas été un païen ; mais sa conduite n'a jamais été celle d'un enfant de l'Eglise, et les Flamants ont eu raison de le regarder comme l'auteur des troubles du Brabant » (*Id.*, p. 275). Quant à l'*Essai*, Albert MONOD (*De Pascal à Chateaubriand, les défenseurs du christianisme de 1670 à 1802*, Paris 1916), le cite dans la bibliographie, mais ne le discute pas, probablement à cause de son manque d'originalité. Gustave LANSON (*Manuel bibliographie de la littérature française moderne, XVI^e, XVII^e, XVIII^e et XIX^e siècles*, nouv. éd. Paris 1921, p. 846), cite une réfutation de Moreau que nous n'avons pu localiser : B. LAMBERT, *Observations sur l'écrit de M. Moreau intitulé : Essai sur les bornes des connaissances*, 1786, in-12. — Du reste, dans la question de la tolérance religieuse, Moreau est en retrait sur les élites catholiques du royaume, notamment les milieux représentatifs de l'*« Aufklärung catholique »*. Voir Bernard PLONGERON, « Recherches sur l'*Aufklärung* catholique », in *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 1969, t. 16, p. 555-605, ici p. 599-603.

(100) *Ibid.*, t. VI, p. 116.

(101) *Ibid.*, t. VII, p. 3.

(102) *Ibid.*, t. XIX, p. 51 sv.

temps, une volonté ferme et uniforme de rendre exactement tout ce qu'il devait à ses sujets, à ses vassaux, aux souverains étrangers, à ses ennemis eux-mêmes ; ses volontés furent toujours droites, ses intentions toujours pures et bienfaisantes, ses vues toujours désintéressées, et ses motifs toujours justes, lors même qu'il fut entraîné par l'esprit de son siècle » (103). Moreau emploie les termes suivants pour décrire les vertus extraordinaires du roi : la bienfaisance, l'équité et la justice. Ces qualités font qu'il est consulté par les souverains étrangers. Il devient « l'arbitre [...], le pacificateur et le bienfaiteur de ses voisins » (104). Quant à son activité à l'intérieur de la France, Moreau la qualifie de « bienfaisance vraiment paternelle » (105). La portée du premier terme, mot forgé par l'abbé de Saint-Pierre, semble particulièrement limitée par l'épithète qui lui enlève beaucoup de sa note 'émancipatrice'. A deux reprises, l'historien de Saint-Louis a fait des énumérations qui contiennent les fonctions et valeurs attribuées au roi. « [Louis] était l'oracle et le conseil des princes, le juge de tous les débats, l'arbitre de tous les intérêts, le pacificateur de toutes les querelles » (105a). Saint Louis est donc représenté comme confident des princes et comme médiateur dans les litiges. Dans la conclusion du vingt-deuxième *Discours*, Moreau fait culminer sa description par ces mots : « Le plus juste et le meilleur de nos rois, [...] le bienfaiteur de l'humanité, l'arbitre des souverains, le législateur de ses Etats et le père de tous ses sujets » (106). A côté des penchants philanthropiques et du talent du souverain pour faire des médiations, l'historien nous rappelle sa qualité éminente de législateur. Moreau fait même de Saint Louis « le plus grand législateur de son siècle » et « le meilleur de ses rois et le premier de ses législateurs [de la France] » (107). Dans ce dernier domaine, son mérite consiste à avoir créé, le premier, la justice en appel et d'avoir laissé les *Etablissements de Jérusalem*, auxquels Moreau a consacré un tiers de son dernier *Discours*. Ce texte n'est

(103) *Ibid.*, p. 52 sv.

(104) *Ibid.*, p. 54 sv.

(105) *Ibid.*, p. 335.

(105a) *Ibid.*, t. XX, p. 20 sv.

(106) *Ibid.*, p. 423.

(107) *Ibid.*, p. 99 et 55.

plus attribué au roi lui-même par la critique moderne (108). Jetons encore un coup d'œil sur l'aspect religieux de la conduite du souverain. L'historiographe ne met pas un accent particulier sur la piété du Saint. On a l'impression qu'il ne veut pas insister sur la « sainteté » du roi, étant donné que, connue de tous, elle allait de soi. Lorsque Moreau assigne la première place à Saint Louis, il est presque certain que l'ancien précepteur du duc de Berry se conforme à la volonté du père de son élève, le dauphin, Louis, fils de Louis XV. Dans un recueil, préparé certainement par le duc de la Vauguyon pour le comte de Provence, nous lisons au chapitre « Piété, religion et mœurs » [du dauphin] : « Monseigneur le Dauphin avoit pris pour modèle de sa piété Saint Louis, et dans le grand art de régner, Charles V, le plus sage de nos Rois » (109). Il s'agit maintenant de concrétiser cette piété royale. Tout comme Charlemagne, Saint Louis se fait un devoir d'extirper la superstition. « Plus religieux que ses ancêtres, il attaquera les superstitions qui les ont fait trembler ; [...] il aura choisi l'Eglise, et il réprimera l'avidité et les prétentions de la Cour de Rome » (110). Par là, Saint Louis devient à la fois un appui de l'Eglise et un adversaire du Saint-Siège. C'est donc, au fond, une attitude politique paradoxale qui caractérise son rapport avec l'Eglise. Au dire de Moreau, le roi est également hostile à l'inquisition installée au Languedoc (111), qu'il empêche de s'étendre à d'autres provinces françaises. La croisade même, peut-être contre le gré de l'historien, se trouve décrite comme une entreprise politique (112) déclenchée seulement par une piété ardente. Donnons la parole à l'historien : Saint Louis « était toujours occupé de la situation des chrétiens de l'Orient, à qui il voulait rendre et la liberté de leur culte et la possession de leurs états ; [...] son objet : c'était de pacifier toute l'Europe, et de réunir tous ses princes pour étendre ensuite ce

(108) J. PRAWER, *Histoire du royaume latin de Jérusalem*, trad. de l'hébreu G. Nahon, 2 vol. Paris 1969-1970.

(109) Ecole supérieure de Guerre, Bibliothèque, Ms 8374, K. II, 120, fol. 120. Il s'agit du « Recueil pour Mgr le comte de Provence », fol. 95-155, *Recueil abrégé des vertus de Mgr le Dauphin 1725-1765*.

(110) *Discours*, t. XIX, p. 57.

(111) *Ibid.*, p. 136.

(112) *Ibid.*, p. 418 sv.

que l'on appelait alors *les conquêtes de la foi* » (113). Outre une légère désapprobation du christianisme militant de la part de l'historien, nous constatons que le roi s'intéresse au sort des Chrétiens qui ne sont pas ses sujets et qu'il espère leur apporter la liberté du culte par le glaive. La piété de Saint Louis n'a pas l'air de ressortir clairement du long récit de Moreau. On a l'impression que l'historiographe échoue dans la recherche d'un phénomène religieux et que, de ce fait, les vertus de son souverain idéal sont ou bien profanes ou bien laïcisées. A cet égard, la remarque suivante de Moreau est caractéristique : « Dans ces sortes de voyages, Saint Louis ne manqua jamais de visiter les églises et les monastères [...]. Les moines n'invoquaient que la piété [...], ils ignoraient et l'épuisement du fisc, et la nécessité qui obligeait le roi de faire usage de toutes ses ressources » (114). Moreau n'a certes pas voulu prêter la main à l'influence des Philosophes qui veulent laïciser ce monde, son histoire et ses souverains, mais nous voyons que le *Discours sur l'histoire de France* a subi l'empreinte du jansénisme et du gallicanisme qui ont tendance à miner le christianisme. Dans le cas particulier de Saint Louis, il semble que l'auteur du *Discours* a été influencé, entre autres, par l'abbé Fleury.

Il reste néanmoins que Moreau a tenté de relier l'existence du saint roi à Dieu. Saint-Louis est, d'une part, « l'organe de la justice et sagesse de Dieu » (115), d'autre part, il est le « représentant et ministre de la Divinité » (116). Cette image en rejoint une autre, celle de la providence. En général, elle est abondamment utilisée dans les *Discours* (117) et Moreau juge peut-être superflu de la rappeler ici. En effet, la main de Dieu n'est visible qu'en quelques moments privilégiés. Cela arrive presque exclusivement à des rois. En forçant un peu, on peut dire que Moreau a involontairement de son Dieu une vision déiste car le monde d'ici-bas se régit par ses propres lois et valeurs. A

(113) *Discours*, t. XX, p. 147.

(114) *Ibid.*, p. 140, n.n.

(115) *Ibid.*, p. 20.

(116) *Ibid.*, p. 242.

(117) *Discours*, t. I, 352 ; t. V, p. 150 sv., 192, 382, 387 ; t. IX, p. 263 ; t. XI, p. 63 ; t. XII, p. 209 ; t. XIII, p. 169-172, 366 ; t. XVI, p. 60, 485 ; t. XXI, 358.

ceci s'ajoute ce qu'on devait s'attendre à trouver, le roi décrit comme « pieux » ou « dévot ». Dans le catalogue des vertus nécessaires à un roi, dressé par le duc de la Vauguyon, la piété figure en première place (118). Dans le système des valeurs mis en place par Moreau, nous trouvons l'épithète « éclairé ». L'historien l'emploie à deux reprises ; il parle une fois d'un « souverain aussi ferme qu'éclairé » (119). A un autre moment il dit : « Le prince était le plus éclairé des souverains de cette époque » (120). Moreau attache une extrême importance au fait d'être éclairé, mais les textes sont trop rares pour préciser ce qu'il entend par là. Ici, il parle des « évêques éclairés », là il loue des « magistrats éclairés ». Sans la connotation polémique des tenants des Lumières, chez Moreau les esprits « éclairés » sont le plus souvent ceux qui s'opposent aux superstitions populaires. Nous nous trouvons donc, une fois de plus, en face d'un calque des valeurs des Lumières par les adversaires de ce mouvement. Mais, en même temps, il s'agit aussi, pour les adversaires, de réorganiser le système des valeurs actuelles à l'époque.

g) L'accueil fait au *Discours sur l'histoire de France*

Qui veut apprécier à sa juste valeur le grand œuvre de l'historiographe de France est obligé de le comparer, dans sa méthode et ses objectifs, à la production contemporaine. On constate alors avec surprise que les principes de l'historiographe sont partagés par les autres apologistes de l'Ancien Régime. Seulement, Moreau eut la chance de trouver un éditeur officiel et gratuit, tandis que l'ouvrage d'un admirateur de Moreau, l'avocat Louis Cousin-Despréaux, resta inédit (121). Cette histoire en huit volumes qui n'a pas été conservée, ressemble déjà beaucoup dans son titre au *Discours* de Moreau : *La morale des Etats ou principes de politique et de droit public, prises dans la nature de*

(118) LOUIS AUGUSTE, DAUPHIN (LOUIS XVI), *Réflexions sur mes entretiens avec M. le duc de la Vauguyon*, Paris 1851, p. 2.

(119) *Discours*, t. XX, p. 151.

(120) *Ibid.*, p. 273.

(121) Voir les lettres de Cousin-Despréaux à Moreau. CM 342, fol. 135-185 (1788-1789).

l'homme et dans l'histoire et porte une épigraphe, également aimée par Moreau : « recte et fortiter » (122). D'autre part, pour les apologistes de la monarchie, le principal adversaire est toujours l'abbé de Mably, comme nous le voyons dans *Les vrais principes du gouvernement français démontrés par la raison et par les faits* (Genève 1777) de l'avocat Gin (123) ; l'auteur, avocat et membre du parlement Maupeou de Paris, partage donc le même discrédit que Moreau. Il est intéressant de noter que dans les vingt années qui ont précédé la Révolution, la situation historiographique en France et dans les Provinces Unies est caractérisée par une opposition entre les apologistes de la monarchie et les républicains (124). Des contacts ont eu lieu. Grâce aux *Souvenirs* de Moreau, nous connaissons ses amis hollandais : Elie Luzac (125), traducteur du *Discours sur la Justice*, et Henri-Constantin Cras, professeur de droit public à Amsterdam (126), l'un ou l'autre a peut-être transmis à Moreau l'offre de faire rédiger par un historien français une « bonne » histoire des États-Généraux. La seule trace de cette affaire se trouve dans une lettre autographe, malheureusement non datée, de Moreau à l'abbé Millot (127). Nous ignorons la suite de l'affaire ; en tout cas, l'abbé ne s'est pas exécuté. Dans l'Empire germanique, les bénédictins de

(122) Voir la notice rédigée par le père LAMOTTE, dans abbé COCHET, *Galérie diépoise. Notices biographiques sur les hommes célèbres ou utiles de Dieppe et l'arrondissement*, Dieppe 1862, p. 49-58. Louis Cousin-Despréaux est né en 1743 et mort en 1818.

(123) CARCASSONNE, p. 513-516.

(124) I. Leonard LEEB, *The ideological Origins of the Batavian Revolution. History and Politics in the Dutch Republic 1747-1800*, The Hague 1973.

(125) *Souv.*, t. II, p. 553 sv. — Voir aussi chap. III, p. 194.

(126) Voir la notice dans *Nieuw Nederlandsch Biografisch Woordenboek*, t. II, Leyde 1912, col. 347-350. — Au mois d'août 1776, le professeur Cras d'Amsterdam fait un voyage à Paris (voir lettre autogr. de Moreau à Cras, Paris 7 août 1776, conservée à l'Algemeen Rijksarchief à la Haye, Arv. 1892, XXXVII, N° 1, Coll. Kemper-Cras). La même collection renferme encore des lettres de Moreau à Cras du 16 janv., 10 mars et 20 juillet 1777. La bibliothèque de la *Rijksuniversiteit* à Leyde possède la minute d'une lettre latine adressée par le professeur A. Kluit à Moreau et datée du 21 avril 1783 (Ltk 1000).

(127) *Nouvelle Revue Rétrospective*, janv.-juin 1898, à la suite des « Mémoires » de l'abbé Millot, p. 232-234. Nous remercions M. Henri Durantou de nous avoir rendu attentif à ce document.

Saint-Blaise vont jusqu'à entreprendre une traduction allemande du *Discours sur l'histoire de France*. Ils sont même assez avancés. Voici le passage d'une lettre relative à ce travail : « La traduction de vos Discours n'est pas encore imprimée. C'est un religieux bénédictin de l'Abbaye Princièrre de Saint-Blaise qui s'en occupe, et qui a déjà achevé les deux premiers : mais il le comprend très bien. [...] Il ne la poussera que jusqu'à la troisième race, et il compte y joindre quelques notes relatives à l'histoire de l'Empire sous les rois de la première et seconde race [...]. La traduction [...] sera probablement imprimée à l'Abbaye même, qui a son imprimerie » (128). Le projet n'eut pas de suite. Ainsi, probablement, l'unique tentative de familiariser les Allemands avec un texte de Moreau a échoué. Et l'accueil trouvé par Moreau historien est resté limité à un public de langue française.

Nous sommes mal renseigné sur le public que Moreau a atteint par sa grande histoire. On peut supposer que l'auteur a distribué les volumes aux différents ministres du roi. Il s'agit là d'une habitude qu'il a déjà eue à l'occasion de la parution d'autres de ses ouvrages. Etant donné que les papiers privés de Moreau et ses carnets n'ont pas été conservés, nous ne possédons pas la moindre trace de la réaction des membres du gouvernement de Louis XVI. En revanche, le souverain est habitué à une présentation, car, en 1776, Moreau lui donne le xix^e et xx^e *Discours* manuscrit de son *Histoire de France*. Voici le récit de Moreau : « A onze heures et demie, je présentai mon ouvrage de 1775 au Roi, en lui disant : « Voilà Sire, ma dette annuelle et l'ex-voto de toute ma vie ». Sa Majesté sourit, me fit bonne mine, et donna de mon livre un bon coup sur l'épaule d'un courtisan » (129). Preuve évidente de bonne intelligence entre l'ancien élève de Moreau et son ancien maître, et de la satisfaction du premier. Le 14 février 1777, Moreau présente au roi le tome premier du *Discours sur l'histoire de France*, événement qui est officiellement annoncé dans la

(128) Grandidier à Moreau, Strasbourg, le 23 avril 1785, « Correspondance de l'abbé Grandidier », in *Revue d'Alsace*, 16^e année, 3^e série, t. 1^{er}, Colmar 1865, p. 391 sv.

(129) *Souv.*, t. II, p. 246.

Gazette de France (130). D'ailleurs, l'annonce de la *Gazette de France* ne semble pas s'accorder avec les *Souvenirs* de Moreau, qui prétend avoir présenté, le 31 août 1777, trois volumes de son *Discours* et cela, dit-il, pour que Sa Majesté lui « accordât quelques marques publiques de satisfaction » (131). A la Cour, Moreau a trouvé l'appui le plus fort dans le milieu dévot des princesses Adélaïde et Victoire, tantes de Louis XVI. Grâce à l'entremise de Madame Victoire, Moreau put obtenir le second titre d'historiographe (132). Les bienfaits de la princesse vont encore plus loin ; elle s'intéresse à la publication du *Discours sur l'histoire de France*. Bien que cet ouvrage porte une dédicace au roi, Moreau ne ménage point sa reconnaissance aux princesses en plaçant une lettre à Mesdames en tête du 17^e *Discours*. « Je ne laisserai ignorer à aucun de mes lecteurs, dit-il, toutes les obligations que j'ai à ces bontés touchantes qui encouragèrent mes efforts, à cette protection marquée qui souvent rassura mes craintes, à cette approbation qui, avant même que mes volumes parussent au grand jour, m'avoit en quelque façon répondu de leurs succès » (133). La même année 1785, pour faire avancer l'impression, Moreau invoque cette haute protection : « Mesdames tantes du Roy se regardent comme chargées particulièrement de faire remplir les vues de feu Mgr le dauphin leur frère. Elles savent que je suis vieux, me pressent, m'encouragent et savent bien ce que dure l'impression d'un volume car elles l'ont toujours lu, avant même que je l'aye présenté relié à toute la cour ; et du jour qu'elles ont fait leur lecture elles demandent quand le volume suivant paraîtra-t-il ? » (134) Moreau gratifie également les membres et correspondants du Comité des chartes d'un exemplaire du

(130) Le Marquis GRANGES DE SURGÈRES, *Répertoire historique et biographie de la Gazette de France depuis l'origine jusqu'à la Révolution* 1631-1730, 4 vol. Paris 1902-1906, t. III, col. 698.

(131) *Souv.*, t. II, p. 284 et 285. En 1777, les quatre premiers volumes sont sortis des presses. Si Moreau a d'abord présenté le premier volume, ensuite les trois suivants, les deux témoignages concorderaient.

(132) Voir ce chapitre, p. 256 sv.

(133) *Discours*, t. XVII, p. V sv.

(134) Arch. nat., AB XIX 3326 dr. 19. Lettre autographe et signée à Anisson-Duperon (?), 11 janv. 1785.

Discours sur l'histoire de France (135). Leurs jugements sont généralement empreints de flatterie et de compliments (136). Deux historiens seulement se sont adressés à Moreau pour discuter des problèmes particuliers. Le chanoine Le Boucq, de Chartres, lui fait des remarques à propos d'Yves de Chartres qu'il ne trouve pas assez mis en relief (137). L'abbé Jean-Louis Giraud Soulavie demande à Moreau d'insérer une note au *Discours*, laquelle pourrait être agrémentée d'un mémoire de l'abbé sur le serment exigé à Avignon des religieux français par la Congrégation de la propagande de la foi (138).

(135) Nous pouvons citer quelques-uns des membres qui reçoivent les *Discours* : dom Etienne Pierre CM 326, fol. 209, dom de Witte CM 319, fol. 131, les avocats Cousin Despéraux CM 342, fol. 135, Féscheux CM 296, fol. 66, Marie de Saint Georges CM 322, fol. 265 ; parmi la clientèle à la Cour des comptes d'Aix-en-Provence, le conseiller Coriolis et le président, le marquis d'Albertas. Fait significatif, chez ce dernier, la série est correctement numérotée, mais contient dans un cas deux fois le même volume !

(136) Parmi les lettres élogieuses il faut relever les suivantes : l'évêque d'Anvers de Nelis CM 314, fol. 118, l'abbé Grandidier (*Corr. déjà citée*), dom Queinsert CM 333, fol. 241, l'avocat Houard CM 342, fol. 8, le noble Raymond CM 321, fol. 35, l'héraldiste Desmaretz CM 308, fol. 165. Pour la même raison, nous avons fait l'économie d'une analyse des comptes rendus consacrés au *Discours*. Pour les adversaires des Lumières, l'ouvrage est bon parce qu'il fait l'apologie de la monarchie (Voir Elie Fréron, *Année littéraire*) tandis que les Philosophes ne lui consacrent même pas une notice, étant donné que l'auteur est classé depuis les *Leçons de morale* et le *Discours sur la justice*.

(137) CM 297, fol. 65.

(138) Abbé Soulavie à Moreau, Paris 13 mars 1787, CM 308, fol. 229-330 V°. Le jeune historien se propose « d'écrire une histoire de France en remontant », en « un ordre rétrograde comme le fit Mr. Hume » (Id.). Ce principe de l'histoire nationale récurrente est fort populaire auprès des tenants des Lumières. Chez l'historien anglais, au milieu du siècle, ce procédé fut une nécessité permettant de continuer l'ouvrage en remontant, au cas où le volume trouverait grâce auprès du public. D'Alembert (« Réflexions sur l'histoire et sur les différentes manières de l'écrire », in *Œuvres*, 5 vol., Paris 1821, t. II, p. 8) fait de ce procédé une règle, qui sera suivie, mais rarement exécutée, par les collaborateurs de l'*Encyclopédie* par exemple. Jean Fabre a trouvé un maître à l'école varsoivienne des cadets, Brehaut du Fournet, qui, dans le programme de réforme de 1768, développe de cette façon le contenu de l'histoire : « L'auteur propose successivement de fonder l'enseignement de l'histoire sur l'histoire de la nature et celle des métiers, de commencer par l'histoire de « la géné-

Un critique bien intentionné et indépendant, le marquis de Paulmy, fils du marquis d'Argenson exprime quelques réserves à l'égard du *Discours*. L'aridité des matières traitées par Moreau fait, dit-il, que « ce n'est pas une lecture de dames ». On a un peu l'impression que le marquis décerne des éloges à contre-cœur. Probablement à défaut d'un autre bon ouvrage dans le même domaine, il accorde au *Discours* le superlatif de « meilleur livre », cependant avec la petite réserve d'un « peut-être ». Dans l'exorde du compte rendu, le marquis constate : « Il n'est pas possible de composer un livre agréable ni amusant, sur la véritable nature de notre gouvernement » (139).

Les tenants des Lumières sont, bien entendu, beaucoup moins bienveillants à l'égard de l'ouvrage de l'historiographe. Le moraliste Rivarol, comme nous l'avons vu, le traite encore le mieux. C'est avec une fine et perfide ironie qu'il relève les deux principaux défauts du *Discours*. Dans le *Petit almanach de nos grands hommes, année 1788*, nous lisons au nom de Moreau : « Ses *Discours sur l'Histoire de France* ont fait oublier Machiavel par le style surtout, et par la profondeur. C'est encore un modèle que nous proposons à la jeunesse. M. Moreau ramène tous ceux que Montesquieu, Rousseau et d'Argenson égarent ; et ses écrits servent puissamment à nous tenir en garde contre la raison qu'il met à défaut et contre les charmes de la liberté dont il nous dégoûte » (140). Rivarol caractérise de cette façon le style, la portée et le contenu de l'apologie de l'Ancien Régime et il montre l'écart qui sépare, dans le *Discours*, la prétention de l'exécution. Quant au reproche d'être un ennemi de la liberté, il est, semble-t-il, familier à l'historien ; il y réplique une fois : « Je n'écris ni pour ni contre la vérité » (141). Moreau est piqué au vif par le

ration présente » et de remonter jusqu'à l'Antiquité, de laisser pour l'âge où la raison est entièrement formée l'Histoire Sainte. (« La propagande des idées philosophiques en Pologne sous Stanislas-Auguste et l'école varsoivienne des cadets », in *Revue de littérature comparée*, 1935, p. 643-693, ici p. 668.)

(139) Le marquis de PAULMY et Contant d'ORVILLE, *Mélanges tirés d'une grande bibliothèque*, 69 vol. Paris 1779-1798, t. I, p. 92-93.

(140) [RIVAROL], Paris 1788, p. 126. — Du reste, Moreau convient dans ses *Souvenirs* (t. II, p. 368) qu'il s'agissait là d'« une des meilleures plaisanteries que j'aie jamais lue ».

(141) *Souv.*, t. II, p. 247.

reproche de « machiavélisme », surtout lorsque l'argumentation est reprise en public, devant l'Académie française, par l'abbé Maury. Sa réaction est caractéristique. Au lieu de se défendre, de riposter au besoin, Moreau demande protection auprès du Garde des sceaux de Lamoignon qui, pour ne pas déplaire à la Reine, la lui refuse (142).

Moreau suscite encore d'autres critiques, moins bienveillantes que celle de Rivarol. Un fervent adversaire de l'Ancien Régime, l'avocat janséniste et gallican Armand-Gaston Camus, est l'auteur des très populaires *Lettres sur la profession d'avocat avec un catalogue raisonné des livres de Droit*, dont la première édition paraît en 1772 et la cinquième et dernière, soixante ans après. A partir de la troisième édition seulement, parue sous l'Empire, Camus fait figurer dans le catalogue, sous le N° 451, le *Discours* qu'il commente en ces termes : « Je n'indique cet ouvrage que pour avertir ceux qui le liraient, de se tenir en garde contre ses principes et ses assertions. Puisse tout flatteur, tout ambitieux, tout avare qui prostitue ses talents au monstre du despotisme, être méprisé pendant sa vie comme Moreau l'a été pendant sa vie ! puisse sa mémoire être flétrie comme l'est celle de Moreau ! » (143) Ce jugement forme, jusqu'en 1832, l'opinion d'une génération de légistes. Une partie de ces reproches se trouve déjà à la veille de la Révolution, sous la plume d'un homme de loi. Le comte de Toustain, collaborateur de l'*Encyclopédie méthodique. Jurisprudence*, écrit dans l'article « magistrat » : « Nous avons repris à M. Moreau d'avoir involontairement prêté des armes au despotisme en négligeant ces nuances et distinctions non moins essentielles » (144). Auparavant, l'auteur

(142) *Souv.*, t. II, p. 367.

(143) Armand-Gaston CAMUS, *Lettres sur la profession d'avocat et Bibliothèque choisie des livres de droit*, 3^e éd., 2 vol., Paris 1805, t. II, p. 23. — Les éditeurs ont cru bon d'atténuer ce jugement trop sévère. Ils ajoutent dans une note (p. 422 de la table des noms) : « Beaucoup de personnes croient que ces deux auteurs ont pu se tromper [Moreau et Mouyart de Vouglens], mais que c'étaient deux hommes prévoyants, instruits, attachés au gouvernement de leur pays, et opposés à l'esprit si funeste d'innovation et d'insurrection ». Cette note n'est pas reprise dans les éditions ultérieures.

(144) *Encyclopédie méthodique. Jurisprudence*, Paris 1785, t. V, p. 665. — L'image de Moreau, défenseur de l'absolutisme, remonte essentiellement à la période du « coup d'Etat » de Maupeou, voir p. 229 sv.

de cet article prône le principe de la séparation des pouvoirs à la Montesquieu.

De la condamnation des principes politiques et moraux, professés par Moreau, à celle de leur auteur, il n'y a qu'un pas. Il était réservé à l'historien libéral Augustin Thierry (145) de donner le coup de grâce à la réputation de Moreau qu'il qualifie d'« écrivain personnellement nul, mais disciple de Dubos et exagérateur de son système » (146). Pareil jugement abrupt n'est pas rare chez Thierry qui qualifie l'abbé Velly de « nullité comme historien » (147), empêchant, de ce fait, la réédition de son *Histoire de France* (148). Thierry va même jusqu'à enlever à Moreau la gloire d'avoir été l'instigateur et le directeur du Dépôt des chartes, dont il attribue la direction à Moreau et à son modèle admiré Oudard Feudrix de Bréquigny (149). En même temps, par ses études sur l'histoire de l'historiographie, Thierry a contribué à former l'image de l'école romantique française qui ne doit son essor qu'à elle-même, en négligeant totalement les liens politiques, institutionnels et historiographiques qui existent entre la génération romantique et le XVIII^e siècle. Il reste néanmoins vrai que le jugement particulièrement dur de l'historien libéral sur Moreau est basé sur le travail de bénédictin exécuté par une jeune demoiselle noble de province. Dans un château poitevin, loin du monde, Mademoiselle Marie-Charlotte-Pauline-Robert de Lézardière compose une *Théorie des lois politiques de la monarchie française*, parue, partiellement, en 1792 et intégralement en 1844, sous les auspices des ministres Villemain et Guizot. A la suite de Montesquieu, elle est « ger-

(145) Rulon Nephi SMITHSON, *Augustin Thierry. Social and political consciousness in the Evolution of a historical Method*, Genève 1972 [1973].

(146) Augustin THIERRY, *Considérations sur l'histoire de France*, en tête des *Récits des temps mérovingiens*, Paris 1840, t. I, p. 126. — CARCASSONNE (p. 519) pour être moins général, est aussi sévère que Thierry : « Sur les origines du gouvernement français son érudition est copieuse et son originalité à peu près nulle ».

(147) *Id.*, *Lettres sur l'histoire de France*, 2^e éd., Paris 1829, p. 76.

(148) SMITHSON, p. 148.

(149) « Rapport de M. Augustin Thierry [au ministre Guizot], 6 mai 1838 », in *Collection de documents inédits sur l'histoire de France. Rapports au Ministre*, Paris 1839, p. 17-33, ici p. 20.

maniste » sans pourtant suivre l'abbé de Mably. Elle semble aboutir avant la lettre au programme de la Charte constitutionnelle, ce qui explique peut-être le regain d'intérêt qu'elle rencontre sous le règne de Louis-Philippe. Mademoiselle de Lézardièrre scrute toutes les chartes et ordonnances sur lesquelles s'appuient Dubos comme Moreau, mais elle écarte complètement une discussion des thèses de Mably (150). En revanche, elle s'attaque en particulier à Moreau, d'ailleurs sans la moindre polémique, comme l'a déjà relevé Augustin Thierry. En démontrant le « si étrange abus des textes et des faits » commis par Moreau et en dénonçant un « système dépourvu de base ou appuyé sur des erreurs » (151), Mademoiselle de Lézardièrre restitue aux plaids généraux leur fonction législative et elle admet une participation du peuple. Elle démolit la fausse interprétation que Moreau a donnée de la notion de loi à l'époque franque selon l'édit de Pistes, car l'historiographe, dit-elle, « enlève enfin, d'un mot, la constitution tout entière, en osant créer un glossaire nouveau pour le mot loi » (152). De plus, elle réfute les assertions de Moreau quant au sacre, insistant sur la participation du peuple sous les deux premières races (153). Ayant achevé l'exposé des deux premières races avec les preuves, Mademoiselle de Lézardièrre conclut en affirmant que le lecteur devrait être convaincu de la supériorité de son propre travail sur celui de Moreau (154). Ainsi, dans une composition géométrique, le disciple le plus véritable de Montesquieu « selon le cœur » (155) porte le coup de grâce au *Discours sur l'histoire de France*, en le réfutant par une érudition sans défaut.

h) Erudition et Histoire à la fin du XVIII^e siècle

Au XVIII^e siècle déjà, on remarque un intérêt nouveau

(150) Augustin THIERRY, *Considérations...*, p. 126. — Nous remarquons le même phénomène d'un oubli de Mably chez Bréquigny, dans son étude « Recherches sur les communes », in *Ordonnances des Rois de France de la troisième race, recueillies par ordre chronologique*, Paris 1769, t. XI, p. 1-51.

(151) *Théorie des lois politiques de la Monarchie française*, 4 vol. Paris 1844, t. I, p. 602.

(152) *Ibid.*, t. I, p. 656.

(153) *Ibid.*, t. III, p. 344-356.

(154) *Ibid.*, t. III, p. 371-2.

(155) CARCASSONNE, p. 512.

pour l'histoire régionale qui deviendra un domaine privilégié au siècle suivant (156). Etudiant la « librairie » du royaume au XVIII^e siècle, François Furet a eu le mérite de tenter une analyse des raisons de cet intérêt. « Celle [l'aspiration] des ouvrages d'histoire est ambiguë comme l'histoire elle-même, qui est à la fois convention récitative, curiosité indifférenciée du temps et de l'espace, prise de conscience nationale. Entre la rhétorique, la connaissance et la justification, le siècle des lumières conserve un équilibre qui est ancien » (157).

Un regard sur ce choix d'historiens que constitue le Comité des chartes permettra peut-être de donner une réponse au moins partielle à notre question. D'emblée, l'historien de cette institution est frappé par la curiosité et la compétence avec lesquelles plusieurs ministres de l'Ancien Régime finissant s'adonnent à l'étude du passé national. Parfois le goût du moyen âge se double de celui de la Chine comme chez Silhouette et Bertin. Ce dernier entretient une correspondance scientifique avec des pères jésuites résidant en Chine (158) et il fait préparer une édition de *Mémoires sur la Chine* afin de mieux informer le public lettré. En même temps, le ministre de l'érudition ne se désintéresse pas du passé français. A l'instar des nobles, il fait des recherches sur l'histoire de sa maison et de sa province, et pendant sa jeunesse, il fréquente les archives publiques de sa patrie (159). Mais le ministre étend ses intérêts à la France entière lorsqu'il fait rechercher des chartes des com-

(156) L.F. Alfred MAURY, *Les académies d'autrefois*, 2^e partie *L'ancienne Académie des Inscriptions et Belles Lettres*, 2^e éd. Paris 1864, p. 174.

(157) François FURET, « La « librairie » du royaume au XVIII^e siècle », in *Livre et Société dans la France du XVIII^e siècle*, Paris - La Haye 1965, p. 3-32, ici p. 27.

(158) J.S. de SACY, avec la collaboration de M. ANTOINE, *Henri Bertin dans le sillage de la Chine (1720-1792)*, Paris 1970 [1971], chap. XIV, p. 157-170.

(159) Demandant un double de l'inventaire des chartes contenues dans les archives royales du château de Foix, Bertin écrit au comte de Saint-Florentin (s.d., minute) : « Le depot que j'ay visité autrefois est precieux par les richesses qu'il renferme et je le connois assez pour savoir que l'état qui les indique doit faire partie de la collection a laquelle je fais travailler par ordre du Roy » (CM 295, fol. 261).

munes (160) ou copier le registre de Philippe-Auguste (161). D'ailleurs, l'appui prêté au Dépôt des chartes est une preuve de son intérêt persistant pour les antiquités nationales. Un autre contrôleur général des finances, Clément de l'Averdy, membre de l'Académie des inscriptions, achève peu de temps avant la Révolution une édition des actes du procès de Jeanne d'Arc (162). Le marquis de Paulmy, ministre d'Etat, bien que membre du Comité des chartes, continue à s'intéresser avant tout aux textes littéraires du moyen âge français. On ne s'étonnera donc pas du reproche formulé par le baron de Montyon contre le banquier genevois et protestant Jacques Necker : « Une notion essentielle à un homme appelé au gouvernement d'une nation est celle de l'histoire de cette nation, et surtout de la partie de cette histoire qui concerne les lois fondamentales, l'époque et les circonstances de leur création, les changements qui y sont survenus, les causes de leur addition ou de leur désuétude ; et un ministre des finances doit encore connaître, avec détail, la généalogie et l'histoire des institutions financières et de leurs effets » (163). Les ministres-historiens sous les gouvernements de Louis XV et Louis XVI sont si nombreux que même les cabinets de l'époque romantique ne peuvent pas leur être comparés, en dépit des Guizot et des Villemain. Au dessous des ministres, nous rencontrons d'abord les autres membres de l'Académie des inscriptions et belles-lettres comme Bréquigny qui y joue

(160) Voir la lettre autographe de Bertin à Godefroy, datée de Chatou, le 28 juin 1783 (Lille, Bibl. mun., Fonds Godefroy 268, N° 41). Lorsque Godefroy écrivit le 24 juillet 1783 à Bréquigny il fit l'éloge du ministre historien : « J'ai été enchanté de sa lettre, j'y ai vu un ministre plein de savoir, qui y discute à merveille un point intéressant de notre droit public » (B.N., Coll. Bréquigny 158, fol. 151).

(161) Arrêt du Conseil d'Etat, 10 oct. 1788, article 2. CHARMES, t. I, p. 431-437, N° 17, ici p. 433. — C'est avant 1764 que des registres du Parlement de Paris ont été achetés par le ministre (Bibl. nat. Ms. fr. 22109, fol. 135 L).

(162) « Notice du procès criminel de condamnation de Jeanne Bibliothèque du Roi », in *Notices et extraits des manuscrits de la Bibliothèque du Roi*, in *Notices et extraits des manuscrits de la Bibliothèque du Roi*., t. III, Paris 1790, p. 1-553.

(163) Auguste-Jean-Baptiste-Robert Auger baron de MONTYON, *Particularités et Observations sur les ministres des finances les plus célèbres depuis 1600 jusqu'en 1790*, Paris 1812, p. 207.

un rôle important. Avec Moreau, il est un des membres du Comité les plus productifs. A l'inverse de l'historiographe, Bréquigny ne s'aventure pas dans un discours sur l'histoire de France, soit philosophique, soit traditionaliste. Cette attitude ne fut pas toujours la sienne, car, en orientaliste, il avait prononcé à son entrée à l'Académie française un discours sur Mahomet (164). Soulevant un tollé, il en tira la leçon, semble-t-il, et revint à l'érudition pure telle qu'il l'avait déjà pratiquée en rédigeant une *Histoire des révolutions de Gênes* (Nyon 1750, 3 vol.). Cette *Histoire* veut être une contribution au droit public et non à l'histoire tout court. Nous remarquons le même trait dans ses *Recherches sur les bourgeoisies du roi* (165) et ses *Recherches sur les communes* (166). L'érudition est devenue quasiment une fin en soi, et l'érudit affine sa méthode qui, à l'occasion, est juridique. A la différence de la polémique autour de l'histoire qui empiète sur le droit public pour mieux y trouver ses justifications socio-politiques, l'érudit traite d'une question de droit public pour elle-même. De cette façon, il se retire d'un front politiquement dangereux, en se muant d'historien en historien du droit. Cette position de repli a l'immense mérite de doter les sciences historiques d'une méthodologie sûre et de chasser par là les derniers vestiges du pyrrhonisme historique (167). Il est caractéristique que pour un historien philosophe et amateur comme Voltaire, ce problème constitue encore une hantise (168). Grâce au support des sciences juridiques, à partir de la Renaissance

(164) « Mémoire sur l'établissement de la religion et de l'empire de Mahomet », in *Mémoires de littérature tirés des registres de l'Académie royale des Inscriptions et Belles-Lettres*, t. XXXII, Paris 1768, p. 404-431.

(165) En tête du t. XII des *Ordonnances*, Paris 1777.

(166) Préface du t. XI des *Ordonnances*, Paris 1770. — Voir p. 283, n. 60.

(167) Meta SCHEELE, *Wissen und Glauben in der Geschichtswissenschaft. Studien zum historischen Pyrrhonismus in Frankreich und in Deutschland*, Heidelberg 1930 ; Arnaldo MOMIGLIANO, « Ancient History and the Antiquarian », in *Studies in Historiography*, London 1966, p. 1-39 et J.H. BRUMFITT, « Historical Pyrrhonism and Enlightenment Historiography in France », in *Literature and History in the Age of Ideas. Essays on the French Enlightenment presented to George R. Havens*, éd. Ch. W.S. WILLIAMS, Ohio State University Press 1975, p. 15-28.

ce (169), l'histoire a pu développer une méthode qui permettra le démarrage des sciences historiques sous la Restauration.

A côté des quelques mémoires lus à l'Académie des inscriptions, l'essentiel du travail de Bréquigny est consacré à l'établissement d'éditions ou de registes. Il publie quinze volumes des *Mémoires concernant l'histoire, les sciences, les arts, les mœurs, les usages... des Chinois* (16 vol. Paris 1776-1816), les cinq volumes aussi énormes des *Ordonnances des rois de la troisième race* (Paris 1763-17903 et les trois volumes de *Table chronologique des diplômes...* (Paris 1769-1783) et, enfin, les *Diplomata* (3 vol. Paris 1791), le couronnement de l'œuvre collective de toute une génération réunie autour du Dépôt des chartes. Le travail fourni par Bréquigny est hors de pair.

Parmi les profanes, on trouve encore l'archiviste de l'ancienne chambre des comptes, Denis Joseph Godefroy, sieur de Maillart (170), qui déploie son activité à Lille et à Arras en vue d'inventorier les anciens fonds. Mais il se plaint de ne pas trouver dans sa patrie la compréhension nécessaire à ses recherches : « La province de Flandres — écrit-il, le 26 novembre 1781, à Bréquigny — est encore dans le douzième siècle, eu égard au peu de connaissances utiles et historiques de ses habitants, si par hasard il me prenait fantaisie de parler de choses qui pourraient intéresser des personnes instruites, on me prendrait pour un pédant et l'on me montrerait au doigt, [...] j'y suis fort attaché par ma place que j'aime beaucoup, tant parce que le travail satisfait mon goût, que parce que je le regarde comme un patrimoine de mes ancêtres et créé pour eux » (171).

(168) VOLTAIRE, « Le Pyrrhonisme de l'histoire par un bachelier en théologie », in *Œuvres*, éd. Moland, t. 27, p. 235-299.

(169) DONALD KELLEY, *Foundations of modern historical scholarship. Language, law and history in the French Renaissance*, New York - London 1970 montre comment les historiens humanistes ont développé une méthode juridique. ERNST ANDERSEN (*The Renaissance of legal Science after the Middle Ages. The German Historical School no bird Phoenix*, Copenhagen 1974) démontre la part prépondérante des juriconsultes français dans la naissance de l'école historique.

(170) DENIS-CHARLES MARQUIS DE GODEFROY-MENILGLAISE, *Les Savants Godefroy, mémoires d'une famille pendant les XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles*, Paris 1873, p. 369-403.

(171) Bibl. nat., Coll. Bréquigny 158, fol. 132.

Les bénédictins de la Congrégation de Saint-Maur ne connaissent guère ce problème du commerce érudit, non plus que celui du recrutement. Dans la plupart des cas, ils sont nommés et « appointés » historiographes de province. Ceux qui sont attachés à la maison mère de Saint-Germain-des-Prés, s'occupent d'ouvrages généraux. Grâce à une modification du règlement de l'Académie des inscriptions (172), Bréquigny arrive à soustraire trois mauristes au Comité des chartes (173). Signe de la décadence des mauristes, à notre connaissance, aucun d'entre eux n'arrive à achever son histoire régionale, comme se fut encore le cas de la génération précédente. Les mauristes de la deuxième moitié du siècle forment des collections de documents comme dom Fonteneau, comme dom Grenier, comme dom Le Noir et le seul résultat palpable reste souvent le *Prospectus* de leur histoire ou de leur édition (174). Il faut aussi admettre, qu'à partir de la guerre de Sept Ans, le marché de l'imprimerie se détériore. Depuis 1775, l'abbé de Saint-Bertin, dom Joscio d'Allesnes, tâche de faire publier les documents les plus intéressants du chartrier de son abbaye qui n'est pas pauvre (175). Le projet ne pourra se réaliser qu'au XIX^e siècle. Le même souci, mais cette fois à l'échelle nationale, a guidé l'abbé Corneille-François de Nelis, futur évêque d'Anvers et contradicteur de Joseph II. En 1783, Nelis veut faire promouvoir, avec l'appui de l'Académie impériale de Bruxelles, un programme d'éditions de sources rela-

(172) L'Académie, en créant la nouvelle catégorie de membres associés est ouverte aux religieux. Vu leur nouvelle affectation dans le Comité des manuscrits, il est probable que le règlement du 22 déc. 1786 porte l'inspiration de Bréquigny, voir René DUSSAUD, *La nouvelle Académie des Inscriptions et Belles Lettres (1795-1914)*, 2 vol. Paris 1946-47, t. I, p. 9.

(173) Du moins est-ce la façon dont Moreau voit les choses. Il s'agit de dom Michel-Jean-Joseph Brial, de dom François Clément et de dom Germain Poirier.

(174) LECOMTE (p. 38, 43, 65, 73) énumère quelques travaux historiques restés sur le chantier : sur Troyes, sur la Picardie (dom Grenier), sur la Normandie (dom Lenoir). L'envergure de ces recherches est confirmée par les *Prospectus* qui ont été conservés et qui prévoient parfois un nombre très élevé de volumes pour chaque publication.

(175) Voir la correspondance à ce sujet dans CHARMES, t. I, p. 240-245.

tives au Pays Bas autrichiens (176). Dans la mesure où il inclut l'histoire profane, ce programme est agréé par le ministre Cobenzl qui espère donner aux bollandistes une affectation purement profane (177). Là aussi, on démarre lentement et l'essentiel du travail d'édition reste à accomplir par les générations du siècle suivant.

L'auteur le plus productif, qui faisait partie du Comité des chartes, est l'abbé Philippe-André Grandidier. Mort à l'âge de trente-cinq ans, il laissa une œuvre imposante. Archiviste et prébendier de l'Eglise cathédrale de Strasbourg, il s'acquit des mérites en travaillant sur l'histoire religieuse de sa province. Ses deux ouvrages (178) sont restés inachevés, mais le dernier traduit nettement l'influence éclairée. Le fait que Grandidier épure le calendrier des saints de la province, en éliminant ceux qui sont douteux, même lorsqu'ils sont vénérés par le peuple, l'amène à une confrontation avec l'orthodoxie catholique. Il est, en effet, un représentant de l'« Aufklärung catholique » (179). A l'époque, la réputation de Grandidier est presque légendaire et lui vaut d'être nommé dans vingt-deux académies. La critique partielle, possible dans le cas de l'histoire régionale, sans qu'elle aboutisse à une critique d'ensemble ou de l'autorité, se trouve donc honorée, à l'extrême fin de l'Ancien Régime, par les académies de province et même par l'Académie des inscriptions et belles-lettres de Paris (180).

i) Les causes de l'échec de Moreau historiographe

Au lieu de porter un jugement de plus sur les *Discours*, il nous paraît plus intéressant d'analyser les raisons de

(176) GACHARD, p. 454.

(177) PEETERS, p. 50-71.

(178) Philippe-André GRANDIDIER, *Histoire de l'Eglise et des évêques - princes de Strasbourg*, 2 vol., Strasbourg 1776-78 et son *Histoire ecclésiastique, militaire, civile et littéraire de la province d'Alsace*, Strasbourg 1787.

(179) Jürgen Voss, « Geschichtswissenschaft und katholische Aufklärung im Elsass. Unveröffentlichte Korrespondenz Philipp André Grandidiers (1752-1787). I. Teil 1774-1777 », in *Zeitschrift für die Geschichte des Oberrheins*, t. 121, 1974, p. 135-273.

(180) La thèse de Daniel ROCHE, *Le siècle des Lumières en province (Académies et Académiciens provinciaux) 1680-1789*, thèse dact. Paris IV, 1973 ne m'a pas été accessible.

l'échec de Moreau. D'abord, une constatation. Au départ, l'historien avait au moins deux moyens d'aborder son sujet d'après les exemples qu'il trouvait dans sa propre famille. Rejetant l'histoire critique à la manière des mauristes, représentée par son père, il se fie au procédé de son grand-père, qui renonce à l'érudition au profit des bonnes intentions (181). Nous avons vu qu'en dépit de quelques entorses, Moreau se refuse à une érudition rigoureuse, ceci afin de ne pas heurter son public. Avant de se mettre au travail, Moreau sent que l'histoire de France est un genre traditionnel, difficile à renouveler. Le schéma de composition en trois races, le temps divisé par règnes, tout cela forme un cadre contraignant qui est particulièrement ressenti comme une entrave dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle (182). Au début du siècle, il était encore possible d'innover, comme ce fut le cas du père Daniel. En 1713, il publiait une *Histoire de France* qui est supérieure à celles qui précèdent et à la plupart de celles qui allaient suivre au XVIII^e siècle (183). De plus, les discussions animées entre « romanistes » et « germanistes » resserraient encore le cadre. Moreau, lui, tâche d'échapper à ce dilemme. L'évolution de la version manuscrite à l'imprimé montre qu'il juge nécessaire de faire encore un deuxième discours. Le premier, le récit des faits se trouve ainsi vidé de son sens, car le second traite des matières importantes, de droit public. A cet égard, l'historiographie des Philosophes, œuvre d'écrivains et non d'hommes de loi, fait exception à la tendance européenne, à laquelle la France n'échappe pourtant pas. Il est caractéristique de voir les Philosophes, de Turgot à Condorcet, s'occuper de préférence d'histoire universelle et non pas de sujets d'érudition pure. Chez Moreau, la constitution et les institutions tiennent une place telle que l'on est presque amené à parler d'une histoire constitutionnelle. Seulement, le droit public se trouve engagé dans la même

(181) Voir chapitre I, p. 55 sv.

(182) Henri DURANTON, « Le mythe de la continuité monarchique chez les historiens français du XVIII^e siècle », in *Modèles et moyens de la réflexion politique au XVIII^e siècle, Colloque international des Lumières*, (Lille 1973) (à paraître).

(183) Gabriel MONOD, « Du Progrès des études historiques en France depuis le XVI^e siècle », in *Revue historique*, 1876, t. I, p. 5-38, ici p. 18.

ornière que l'histoire. Comme cette dernière, le droit public n'est pas arrivé à se renouveler au cours du XVIII^e siècle. Les grands penseurs juridiques du règne de Louis XIV, Domat, Cardin Le Bret, Bossuet, ne trouvent pas, sous les derniers Bourbons, de successeurs à leur taille. Les juristes, eux non plus, ne savent pas s'adapter face au défi que constitue le droit naturel, professé par Locke, Burlamaqui et Rousseau (184). A côté de l'échec individuel, dû tant aux harangues qu'au style amphigourique, verbeux, obligatoirement noble et, par là, étriqué, nous sommes en droit de constater un échec structurel du *Discours*. Tout discours idéologique sur l'histoire de France est comme bloqué. L'attitude conformiste à l'égard de la politique des institutions de la France pré-révolutionnaire ne permet plus de critique de ces phénomènes.

Il est intéressant de voir comment un avocat de province réagit à la prolifération d'écrits historiques peu traditionalistes. Le Diéppois Houard, qui avait du mal à publier son ouvrage sur les lois anglo-normandes, écrit à Moreau : « Je ne dois rien espérer de la part des imprimeurs et des libraires, ils ne débitent tout rapidement que les romans où les rêves de nos philosophes modernes » (185). Cette réaction négative des traditionalistes est partagée par le gouvernement, par le chancelier Maupeou en particulier. Le ministre de la justice ne se contente pas de frapper par la censure des ouvrages hétérodoxes. Il empêche aussi l'installation d'une nouvelle chaire de droit public dans toutes les universités françaises (186). C'est seulement à Strasbourg que la situation est différente, analogue à celle de l'Empire germanique. Grâce aux capitulations, l'université alsacienne bénéficie du privilège de posséder une chaire d'histoire qui est polyvalente, car elle peut également être occupée par un professeur de droit public. Le Pouvoir en connaît le prix, et lorsque l'Université de Goettingue essaie d'attirer à elle le professeur Christophe Guillaume Koch, le

(184) William F. CHURCH, « The Decline of the French Jurists as Political Theorists, 1660-1789 », in *French Historical Studies*, 5, 1, 1967, p. 1-40.

(185) Houard à Moreau, le 20 août 1770. CM 342, fol. 26.

(186) Jean PORTEMER, « Recherches sur l'enseignement du droit public au XVIII^e siècle », in *Nouvelle Revue historique de Droit français et étranger*, 1959, p. 341-395, ici p. 369, n. 127.

ministre Vergennes s'oppose finalement à son départ (187). La rencontre de l'histoire et du droit public qui s'amorce seulement en France, trouve son plein épanouissement dans le Saint Empire Romain Germanique, notamment par la création de chaires nouvelles de Droit public et d'Histoire. Ce qui distingue ces réformes, c'est une bienveillance « patriarcale » qui assure aux titulaires de ces nouvelles chaires la « liberté d'enseignement ». A l'instar de l'université de Göttingue, pour citer une analyse récente consacrée aux rapports du droit public et de l'histoire dans les universités allemandes au temps des Lumières, « le droit public et la jurisprudence prennent la tête des sciences, ces deux sciences symbolisant pour ainsi dire la tradition universitaire et constituant la science moderne par excellence » (188).

Le cadre politique de l'Empire germanique s'accommode à merveille de l'étude d'une constitution révéree et nostalgiquement idéalisée, sans pour autant être trop contraignante pour les différentes principautés. Il est facile d'imaginer qu'à travers cette étude juridique, l'histoire en tant que telle peut s'émanciper, c'est-à-dire abandonner le statut 'juridique', devenu désormais un cadre inutile, pour devenir 'adulte', c'est-à-dire pour ne plus connaître d'autre fonction que celle de découvrir une vérité particulière, celle du passé. Ce processus ne s'achève qu'avec l'essor de l'école historique allemande au ^{xix}^e siècle, avec Savigny, Droysen, Pertz et Ranke notamment. Mais le transfert de la méthodologie d'une science à une autre (189) n'est nullement particulier à un seul pays. Tout au contraire, dans les sciences historiques l'habitude d'emprunter une méthode au droit public est un phénomène européen et correspond à des étapes qui s'échelonnent du ^{xvi}^e au début du ^{xix}^e siècle.

En France, au ^{xviii}^e siècle, le rôle des universités est presque nul (190), au moins pour ce qui est des innovations.

(187) Jean PORTEMER, p. 351.

(188) Notker HAMMERSTEIN, *Jus und Historia. Ein Beitrag zur Geschichte des historischen Denkens an den deutschen Universitäten im späten 17. und im 18. Jahrhundert*, Göttingen 1972, p. 331.

(189) Le transfert se produit fréquemment dans l'histoire des sciences comme le montre Thomas S. KOHN, *La structure des révolutions scientifiques*, Paris 1972.

(190) Stephen d'IRSAÏ, *Histoire des universités françaises et étrangères*, t. II, *Du XVI^e siècle à 1680*, Paris 1935, p. 126.

En outre, la constitution demeure enveloppée de 'mystère', et le roi distingué du commun par son caractère sacré et thaumaturge (191). Néanmoins, tout au long du XVIII^e siècle, nous constatons un intérêt prononcé pour l'Histoire. Cela est certainement dû, en partie, à la recherche d'une nouvelle légitimation socio-politique, entreprise par « les couches supérieures de la société » (192). L'intérêt historique semble d'une plus grande portée. Dans ce domaine, une étude récente consacrée à deux périodiques du XVIII^e siècle — le *Journal des Savants* et les *Mémoires de Trévoux* — arrive à des constatations intéressantes par le biais de l'analyse quantitative des comptes rendus. Pour la période de 1715 à 1719, c'est-à-dire pendant les quatre premières années de la Régence, « l'histoire jouit manifestement d'un traitement de faveur » (193). Les chiffres — de 22,9 % à 30 % des titres (*Journal* et *Mémoires*) — « mettent en évidence le rôle privilégié de l'histoire dans la culture du temps ». Si l'on compare deux autres périodes de quatre années, celle de 1750 à 1754 et celle de 1785-1789, une évolution nouvelle se fait jour dans la production historique : « les chiffres montent dans les demandes de privilèges et de permissions tacites ». La même analyse révèle également l'effritement de la théologie, amorcé déjà au début du siècle, et la disparition, à partir du milieu du XVIII^e siècle, des analyses de livres latins. « Le lecteur de 1750 est désormais coupé de la science allemande » (194), constatent les auteurs de cette étude, car les érudits allemands publient alors leurs ouvrages en latin. Pour les *Mémoires de Trévoux* en 1757, ces résultats sont confirmés : « 30,7 % du total des livres analysés dans les *Mémoires* de 1757 relèvent de l'histoire » (195). Une grande partie

(191) Marc BLOCH, *Les rois thaumaturges. Etudes sur le caractère surnaturel attribué à la puissance royale particulièrement en France et en Angleterre*, 2^e éd. Paris 1961.

(192) Denis RICHER, *L'esprit des institutions*, Paris 1972, p. 150.

(193) Jean EHRRARD et Jacques ROGER, « Deux périodiques français du 18^e siècle : *Journal des Savants* et les *Mémoires de Trévoux* », in *Livre et Société dans la France du XVIII^e siècle*, Paris - La Haye 1965, p. 33-59.

(194) *Ibid.*, p. 41, 55, 39.

(195) Henri DURANTON, « Les *Mémoires de Trévoux* et l'histoire : l'année 1757 », in *Etudes sur la presse au XVIII^e siècle. Les Mémoires de Trévoux*, Lyon 1973, p. 5-38, ici p. 8.

de cet intérêt porté à l'histoire se concentre sur le moyen âge (196).

Etant donné le grand intérêt que portait le public du XVIII^e siècle à l'histoire, il convient d'expliquer le peu de succès rencontré par l'« opus magnum » de Moreau. Le blocage des cadres politiques et du genre historiographique au XVIII^e siècle n'est pas encore une raison suffisante pour expliquer l'échec du *Discours sur l'histoire de France*. Les cadres politiques et le genre constituent certes des contraintes considérables, mais ce qui finit par assurer le succès d'un ouvrage, c'est son contenu. Ce n'est pas le style élevé ou l'amphigouri qui a décidé du sort de l'ouvrage de Moreau. Ce sont les énoncés politiques et idéologiques et l'imagination sociologique qui, dans une certaine mesure, ont permis au lecteur contemporain de Moreau de s'identifier à sa lecture. A propos du chapitre relatif à l'opinion publique, nous voyons clairement que Moreau a placé un groupe social au centre de sa réflexion : la magistrature. Comme l'historiographe ne confond pas la magistrature avec le second ordre, il considère les magistrats comme des roturiers. Cette façon de voir correspond plutôt à l'idéal de l'auteur qu'à la réalité de son temps, comme François Bluche le prouve à propos du Parlement de Paris, où les roturiers ne constituent qu'une minorité infime de dix pour cent (197). En fin de compte, le *Discours sur l'histoire de France* représente un échec, moins à cause de son parti pris politique que parce que son auteur n'a pas su donner forme à une vision sociologique cohérente. La vision étriquée de Moreau paraît correspondre à un état de fait qui caractérise l'Ancien Régime finissant.

k) Situation de Moreau dans la société

Il convient d'étudier enfin la consécration sociale que constitue au XVIII^e siècle l'appartenance à une académie.

(196) Jürgen Voss, *Das Mittelalter im historischen Denken Frankreichs. Untersuchungen zur Geschichte des Mittelalterbegriffes und der Mittelalterbewertung von der 2. Hälfte des 16. bis zur Mitte des 19. Jahrhunderts*, München 1972, p. 75-87, p. 180-267.

(197) François BLUCHE, *L'origine des magistrats du Parlement de Paris au XVIII^e siècle (1715-1771)*, Paris 1960, p. 185 et 380.

Dans ce domaine, les échecs et les réussites de Moreau sont connus du public contemporain. Comme historiographe de France et auteur des *Leçons de morale*, du *Discours sur la justice* et d'une histoire de France quasiment officielle, Moreau croit réunir suffisamment de titres pour briguer un fauteuil. Par l'entremise d'amis puissants, la chose lui réussit facilement à l'étranger. Grâce aux bons offices de l'évêque d'Anvers, Monseigneur de Nelis, il est admis, le 23 octobre 1776, à l'Académie impériale et royale des sciences et belles-lettres de Bruxelles (198), et grâce à Elie Luzac ou à H. Cras, à celle de Haarlem, le 28 mai 1777 (199). Ces deux académies, récemment fondées, ne sont pas réputées pour une odeur de philosophisme. La dernière nomme, bien qu'après la désignation de Moreau, des naturalistes philosophes comme le comte de Cassini, Lavoisier, Monge et, comme deuxième homme de lettres français, Court de Gébelin, en 1781 (200). En France, Moreau est membre de deux académies de province qu'il ne doit pas tenir dans la plus haute

(198) *Souv.*, t. II, p. 553, note de l'éditeur indiquant cette date et celle de Haarlem d'après les brevets. Moreau est élu membre de cette académie le 14 octobre 1776, voir *Index biographique des membres, correspondants et associés de l'Académie Royale de 1769 à 1963*, Bruxelles 1964, p. 187. Il partage cet honneur avec dom Anselme Berthod, élu dans la même séance, et avec un autre régnicole, le prétendu historiographe du Hainault, dom Bévy (*Index biographique...*, p. 31). Le protocole des registres de l'Académie de Bruxelles fait entrevoir de quelle façon Moreau a préparé son admission : « La célébrité que M. Moreau, historiographe de France, s'était acquise par ses ouvrages, une lettre vraiment éloquente qu'il avait adressée à M. le président et qui a fait concevoir à l'Académie les plus grandes espérances, la recommandation même de S.A. le ministre plénipotentiaire qui avait témoigné désirer l'admission d'un sujet si distingué, furent les motifs puissants qui entraînèrent tous les suffrages en sa faveur » dans Ed. MAILLY, « Histoire de l'Académie impériale et royale des Sciences et Belles-Lettres de Bruxelles », in *Mémoires couronnés et autres mémoires*, collection in-8°, t. 34, Bruxelles 1883, p. 140.

(199) Voir J.A. BIERENS DE HAAN, *De Hollandsche Maatschappij der Wetenschappen 1752-1952*, Haarlem 1952, p. 361. Le 20 juillet 1777 Moreau écrit à Cras : « Au reste savez-vous, mon cher Monsieur, que votre littérature hollandaise va me devenir moins étrangère que jamais. Je ne sai encor à qui j'ay l'obligation d'être aujourd'hui membre de la Société des Sciences de Harlem. Le diplôme que j'en ay reçu m'a causé autant de surprise qu'il ma fait d'honneur ». Lettre autogr., conservée à l'Algemeen Rijksarchief à La Haye, Arv. 1892, XXXVII, N° 1, Coll. Kemper-Cras.

(200) BIERENS DE HAAN, p. 360, 362, 363.

estime, car il omet d'en parler dans ses *Souvenirs*. La première est l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Besançon, qui l'élit le 15 janvier 1772 (201) comme membre associé étranger. Il y remplace le célèbre professeur d'histoire de l'Université de Strasbourg, Jean-Daniel Schoepflin. Le secrétaire perpétuel de l'Académie appuie cette candidature et les considérants de la délibération soulignent le rapport intime et sérieux du Dépôt des chartes avec les travaux de l'Académie. Auparavant, Moreau annonce l'envoi d'un manuscrit intitulé *Essay historique et moral sur la nature, et le caractère du Pouvoir de nos Rois de la 1^{re} et de la 2^e Races, sur les causes de la dégradation de ce même pouvoir depuis Louis le Debonaire jusqu'à Louis le Begue*, pour donner un titre supplémentaire à une nomination (202).

Une dizaine d'années plus tard, le 30 décembre 1783, le secrétaire perpétuel de la Société patriotique de Bretagne, fondée en 1780, Barthélemy-Pélage Georgelin de Cosquer (203), invite à la fois Moreau et Bréquigny à devenir membres de la Société. Par là, le secrétaire voudrait faire profiter l'histoire bretonne des recherches faites au Dépôt des chartes tout en promettant des envois à cette institution, ce qui ne s'est jamais réalisé (204). Nous ne sommes pas renseignés sur les réactions de Moreau. De toute façon, il ne dut pas se sentir à sa place parmi des « historiographes éclairés », comme les qualifiait Cosquer.

Il faut bien l'admettre, ces quatre académies ne comptent pas, à l'époque, parmi les plus grandes, les mieux réputées, précisément parce qu'elles ne misent pas sur les Lumières. C'est pourquoi un siège aux Académies de Paris, de Berlin, de Petersbourg a infiniment plus de valeur aux yeux du public lettré et éclairé. Moreau, bien que défenseur de l'Ancien Régime, finit par frapper aux portes des deux

(201) Besançon, Bibl. mun., Fonds de l'Académie Ms 3, (Délibérations de l'Académie), fol. 20 R°.

(202) *Ibid.*, fol. 19 V°. Le manuscrit n'est pas conservé dans le fonds de l'Académie.

(203) René KERVILER, *Répertoire général de bio-bibliographie bretonne. Les Bretons*, t. XV, Rennes 1905, p. 438-441.

(204) Arthur de la BORDERIE, « Le baron de Kerker et son château », in *Revue de Bretagne et de Vendée*, 1887, 31^e année, nouv. période, t. II, p. 337-354, la lettre de Cosquer se trouve aux p. 346-349.

académies parisiennes qui admettent des écrivains et des érudits.

Dans ses *Souvenirs* (205), Moreau dit que La Curne de Sainte Palaye et son frère lui conseillèrent, dès 1761, de se présenter à l'Académie française. Mais il ajoute qu'il s'est retiré, pressantant un échec à cause des *Cacouacs* (206). C'est de son propre gré qu'il veut faire une nouvelle tentative en novembre 1775, à la mort de l'abbé Voisenon. Moreau intéresse à sa cause le comte de Provence (206a), Madame Adélaïde, Madame Victoire, M. de Soubise et le prince Louis, évêque de Strasbourg, qui lui promet sa voix et celle de ses amis. Mais l'avis défavorable de la reine décide Moreau à renoncer à sa candidature. Deux ans plus tard, c'est le marquis de Paulmy qui convainc Moreau de se porter candidat à l'Académie des inscriptions et belles-lettres. A cet effet, Moreau écrit au secrétaire Dupuy une lettre qu'il lit auparavant à l'abbé Arnaud, à Bréquigny, à Foncecagne, qui en sont « contents » et à Maurepas. Nous retrouvons dans cette lettre le raisonnement que Moreau fait dans ses *Souvenirs*. N'étant pas conservée, nous en connaissons le contenu par le registre des délibérations de cette institution. On y lit, à la date du vendredi 30 mai 1777 : « M. Dupuy a fait part à l'Académie d'une lettre de M. Moreau conseiller à la Cour des Aides de Provence, historiographe de France. Il marque dans cette lettre qu'il aurait désiré obtenir la place vacante par le décès de M. le président de Brosses, mais que s'en trouvant exclu par sa résidence effective à Paris, il prend seulement date pour annoncer qu'il demandera une place d'associé quand il s'en présentera afin de profiter des lumières de l'Académie qui lui sont nécessaires pour l'ouvrage (207) qu'il a commencé de publier » (208). En dépit de deux sollicitations, Moreau fut éconduit, L'his-

(205) *Souv.*, t. II, p. 296-299. A propos des académies parisiennes, nous utilisons constamment ici le témoignage de Moreau.

(206) Depuis les années soixante, l'Académie française, sous l'égide de son secrétaire perpétuel Jacques-Pinot Duclos, est entièrement gagnée à la cause des Philosophes. Voir J.P. BELIN, *Le mouvement philosophique à Paris de 1748 à 1789*, Paris 1913.

(206a) Un brevet de bonne conduite, de 1784, m'a été communiqué par M^e Gaillardot, à Saint-Florentin. Ce brevet semble renouveler un brevet de 1770/71 (Cf. *Souv.*, t. I, p. 227-230).

(207) Il s'agit du *Discours sur l'histoire de France*.

(208) Institut de France. Archives de l'Académie des inscriptions et belles lettres A 67* Registre des assemblées et délibérations de l'Académie Royale des Inscriptions et Belles Lettres. Année 1777-1782, p. 69.

toriographe attribue cet échec à l'influence de l'Académie française, peu disposée à tolérer un second historiographe de France. En revanche, que l'Académie des inscriptions et belles-lettres n'ait pas réuni suffisamment de suffrages en sa faveur, lui paraît incompréhensible. La principale raison qu'il relève est l'opposition de la reine à son admission. En son for intérieur, Moreau est conscient que cet échec est dû à sa position politique d'adversaire des Philosophes. Un contemporain, le Philosophe Jean-François La Harpe, nous apprend un détail piquant que nous ne sommes pas en mesure de vérifier. « L'Académie des inscriptions a nommé à la place vacante par la mort de l'abbé Foucher, M. l'abbé Guénée, et a donné les secondes voix à M. Vauvilliers, professeur de langue grecque au Collège royal. Cette élection est remarquable, en ce que la recommandation de Monsieur, frère du roi, a échoué dans une académie dépendant du ministère qui n'a pas, comme l'Académie française, la liberté absolue de ses suffrages, puisque les sujets présentés doivent toujours être agréés par le ministre. Monsieur s'intéressait vivement pour l'avocat Moreau, et l'avait recommandé par une lettre expresse, non seulement à cette élection, mais à la précédente » (209). D'après ce récit, Moreau a le tort d'apparaître au mauvais moment. D'ailleurs, au milieu de l'année 1777, le même problème se pose de nouveau à l'Académie des inscriptions. En principe plus dépendante du Pouvoir que l'Académie française, elle s'efforce d'élargir sa marge de manœuvre au moment décisif des élections. Pour le secrétaire, il s'agit de savoir si la compagnie a le droit de s'assembler et de faire agréer l'élection par le roi ou, au contraire, si elle doit demander la permission de s'assembler en vue d'une élection. Le ministre Amelot, après avoir pris contact avec Maurepas, prend la décision suivante : L'associé ordinaire peut être élu sans demande préalable, car la compagnie présente deux candidats au roi. Quant aux honoraires et aux associés libres, il convient dans leur cas de « demander la permission de s'assembler » pour une élection (210). Même si cette déci-

(209) Jean-François LA HARPE, *Correspondance littéraire adressée à Son Altesse Impériale Mr le Grand-Duc aujourd'hui Empereur de Russie...*, Paris 1801, t. II, p. 256 sv.

(210) Institut de France. Archives. Académie des inscriptions et belles-lettres. A 67*, Registre..., p. 83 sv.

sion ministérielle paraît réduire les prétentions de l'Académie des inscriptions, il reste néanmoins vrai que l'échec de Moreau équivalait à une victoire de l'Académie si nous pouvons nous fier aux différents témoignages que nous avons rapportés. Il semble que Moreau ait sous-estimé le rapport des forces. Son propre rôle se révèle marginal, étant donné qu'il n'a pas su s'assurer l'appui d'aucun des grands groupements politiques. Le mieux organisé, celui des Philosophes, compte parmi ses adversaires acharnés ; auprès des ministres, il n'est pas bien en vue, si l'on fait exception de Bertin ; il ne lui reste donc que l'aile des princesses, le parti dévot de la Cour ainsi que le comte de Provence.

Deux décennies après avoir subi cet échec à l'Académie des inscriptions, Moreau se voit attaqué devant les Quarante. En 1788, l'abbé Maury « flétrit les ouvrages » d'un défenseur inconditionnel et apologiste de l'Ancien Régime (211). Moreau a ressenti l'exclusion des académies parisiennes comme une humiliation et un acte d'autant plus injuste qu'il s'était consacré à légitimer la monarchie d'Ancien Régime. En fait, Moreau a été victime d'une polarisation de la vie littéraire, où toutes les places qui donnent une renommée publique sont exclusivement attribuées à des partisans du parti philosophique.

(211) *Souv.*, t. II, p. 367. — L'abbé Maury « fit partie du groupe d'écrivains autour de Lamoignon, groupe que Hardy appelle 'l'inférieure boutique du Garde des sceaux' » (Marcel MARION, *Le Garde des Sceaux Lamoignon et la Réforme judiciaire de 1788*, Paris 1905, p. 209 sv).

F) MOREAU A LA VEILLE DE LA REVOLUTION

L'annonce de l'Assemblée des Notables en 1787, provoque une poussée de pamphlets. L'historiographe participe au débat général qu'il caractérise ainsi : « C'était en feuilletant nos anciens matériaux historiques, dont on n'entendait pas même la langue, que l'on rappelait les prétendus Champs de mars et les *coetus populi* dans lesquels nos rois de la première et de la seconde race n'avaient été, selon l'abbé Mably, que les organes de la démocratie » (1). En vue de soutenir la politique financière du gouvernement, Moreau rédige l'écrit intitulé *Exposé historique des administrations populaires aux plus anciennes époques de notre monarchie* (Paris 1789). Dans l'*Avertissement*, l'auteur précise qu'il est « las de disputer contre une foule de gens de bonne foi, mais qui n'ont étudié notre histoire que dans les ouvrages polémiques de nos Whigs et de nos Torys » (2). Ensuite, Moreau déclare qu'il ne changera point de doctrine. « J'attesterai comme historiographe, et l'ancien état des choses et l'immémoriale tradition des principes » (3). L'*Exposé historique*, qui est dépourvu de citations originales, remplacées par des renvois aux volumes du *Discours*, résume en effet fidèlement le monument de Moreau. C'est en trois parties que se trouvent exposées les origines de la nation, et ensuite les plaid, en rapport avec la juridiction du prince et avec le pouvoir d'administration. L'historien reprend ici la thèse romaniste, qui met l'accent sur l'origine romaine de la monarchie française ; il reprend également ses idées sur le caractère municipal des assemblées primitives. Une brève

(1) *Souv.*, t. II, p. 343.

(2) *Exposé historique*, p. IV.

(3) *Ibid.*, p. VI.

conclusion transpose les vérités historiques dans l'actualité; elle est tout bonnement une profession de foi monarchique. Est-ce que Moreau arrive à convaincre les auteurs républicains ? Ses *Souvenirs*, au moins le laissent croire. Écoutons Moreau parler de l'*Exposé historique* : « Cet ouvrage fit la plus grande impression sur tous les lecteurs désintéressés, et menaça de leur chute les systèmes républicains, qui déjà avaient pris une grande faveur [...]. On chercha à effrayer le libraire chargé de l'impression de ce manuscrit, et, après avoir débité une partie de son édition, il m'avertit qu'il avait supprimé le reste » (4). Moreau constate un double succès de l'ouvrage auprès des tenants de la théorie républicaine et auprès des révolutionnaires qui vont créer les départements. Et, entre ces deux moments de prétendue réception, un instant de répression. Quant aux résultats de la Révolution et à l'influence de Moreau sur ce processus, l'auteur est certainement victime d'une illusion, car il sous-estime autant le lecteur antiabsolutiste que les considérations de nature économique qui prévalent dans ce début de la Révolution. Etant donné la tardive parution de l'*Exposé historique*, bien après la fin de l'Assemblée des Notables (5), il est surprenant de l'entendre dire que son ouvrage fait « la plus grande impression sur tous les lecteurs désintéressés », car, précisément, cet écho favorable n'a guère laissé, semble-t-il, de traces dans les pamphlets contemporains.

Au moment de la convocation des États-Généraux, Moreau, en tant qu'historiographe, est invité à préparer le public. Son ouvrage « commandé par le Roi » (6), a pour

(4) *Souv.*, t. II, p. 344. — M. Jean-Daniel Candaux a eu l'obligeance de me signaler l'existence d'une réfutation du *Mémoire historique sur les Assemblées* (qui constitue la première partie de l'*Exposé historique*). Il s'agit des « Observations » du marquis de Pastoret (Bruxelles, Bibliothèque Royale Albert 1^{er}, Ms II 2426).

(5) CARCASSONNE (p. 597), cite Chaillon de JONVILLE comme un admirateur de Moreau dans son *Apologie de la Constitution française*, 1789, t. II, chap. III, p. 20, note.

(6) Coll. Moreau 298, fol. 85 R^o. Il s'agit d'une inscription consignée le 19 mai 1789 à l'Etat des recettes et dépenses faites par Valcourt, 1^{er} 1789-1^{er} mai 1790. Moreau dit lui-même qu'il a rédigé cet écrit sur commande (*Souv.*, t. II, p. 412). Grâce au même document quelques souscripteurs de l'*Exposition et Défense* sont connus. A la

but de défendre la politique officielle tout en réfutant les pamphlets des « modernes publicistes ». Dans la préface, Moreau explique que son écrit intitulé *Exposition et Défense*, se compose de deux parties. La première est basée sur un mémoire historique adressé au Garde des sceaux Lamoignon et la seconde comporte un « Mémoire politique et dogmatique dans lequel on expose ou examine et l'on développe les principes, les loix et les formes de la constitution monarchique française ». Dans la première partie historique de l'*Exposition et Défense de notre Constitution monarchique française*, Moreau utilise les développements du mémoire et renvoie aux citations du *Discours sur l'histoire de France*, tandis que la deuxième partie apporte une surprise. Moreau revient sur son ancienne opinion que la monarchie française n'a pas de constitution. Question d'étiquette qui, en face de la 'menace républicaine', s'avère une nécessité. De même qu'un corpus de lois essentielles et une « tradition de doctrine justifiée par une chaîne de faits » existent (7), de même la constitution est devenue un être en chair et os. Moreau prévient tout de suite ses lecteurs que les Etats-Généraux « n'ont été, à aucune époque de la Monarchie, regardés comme faisant partie du mécanisme essentiel de notre constitution » (8). Quant aux Etats-Généraux, Moreau expose à leur propos la même doctrine que dans son *Discours*. Ils sont d'origine romaine, et ils ont été constamment renouvelés par la volonté du souverain. Ils ne sont utiles qu'en temps de crise et ceux de 1789 le sont encore plus s'ils contribuent à ce que le monarque puisse à l'avenir se passer d'eux (9). On a cru voir l'originalité de l'*Exposition et Défense* dans la « complaisance de l'auteur pour la magistrature » (10). Nous avons, au contraire, l'impression que la position de Moreau, du *Discours* (11) à l'*Exposition* a, au fond, peu varié. Dans ce

même date nous trouvons le roi (50 ex.), le comte d'Artois (50 ex.), Madame Victoire (50 ex.) et, à la date du 25 février 1790, la reine (moins de 50 ex.). CM 298, fol. 85, 88 R^v.

(7) *Exposition et Défense de notre Constitution monarchique*, Paris 1789, 2 vol., t. I, p. XXXVI.

(8) *Ibid.*, t. I, p. XXIII, voir aussi p. 1.

(9) *Ibid.*, t. II, p. 163.

(10) CARCASSONNE, p. 596.

(11) Voir p. 266 sv.

dernier ouvrage, il reparle des trois pouvoirs, fait des éloges du Parlement (12), mais il veut particulièrement l'affaiblir en le confondant avec le Conseil d'Etat (13). C'est avec raison qu'on a relevé qu'ici, comme dans les précédents ouvrages de Moreau, l'« influence de Montesquieu reste superficielle » (14). Il s'agit d'une touche, mais non du système lui-même que Moreau reprend à Montesquieu. Le dernier écrit de Moreau qui parut avant la Révolution (15), porte en exergue une citation tirée du *Voyage du Jeune Anacharsis* : « un Etat qui ne protège plus ses lois, n'en est plus protégé ». Cette fois-ci, Moreau écrit un véritable traité politique intitulé *Maximes fondamentales du gouvernement français ou Profession de foi nationale, renfermant tous les dogmes essentiels de notre symbole politique*. A vrai dire, Moreau a attendu cette occasion pour publier des idées qui avaient mûri chez lui depuis une dizaine d'années. En 1779 déjà, d'historiographe avait fait la réflexion suivante : « serait-il déraisonnable qu'un grand roi voulût un jour, pour son usage et pour celui de ses peuples, faire rédiger, avec le plus grand soin, un corps de doctrine politique et morale qui renfermât, et les premiers préceptes des lois naturelles, et les règles essentielles des mœurs, et les maximes fondamentales de toute société, et les principes particuliers du gouvernement auquel il préside ? Ce ne serait-là ni une entreprise difficile, ni un projet vaste : car en politique comme en religion, ce qui est dogme n'est jamais compliqué » (16). En fait, le « catéchisme de la royauté » (17) sorti de la plume de Moreau comporte seulement 22 articles et 32 pages. Le contenu n'en est point nouveau pour les lecteurs de Moreau, familiers de son *Discours sur la justice*. Ici comme là, l'historiographe met l'accent sur la transcendance de tous les phénomènes qui caractérisent

(12) *Exposition et Défense*, t. II, p. 442 sv.

(13) *Ibid.*, t. II, p. 456.

(14) CARCASSONNE, p. 597.

(15) Dans une sorte de postface, datée du 24 mai 1789, Moreau invite ses lecteurs à accepter gratuitement un exemplaire du *Discours sur la justice*, étant donné qu'il lui « en reste plusieurs exemplaires ». *Maximes fondamentales du gouvernement français*, Paris 1789, p. 32.

(16) *Discours sur l'histoire de France*, t. VII, p. 528 sv.

(17) *Maximes fondamentales*, p. 5.

l'Etat et le rapport entre individu et Etat : le roi, la souveraineté, la société, la liberté naturelle, tout cela est d'origine divine (18). Cette affirmation a pour conséquence nécessaire une nation subordonnée au roi, car « tout pouvoir émane de lui » (19), tandis que les « formes » empêchent un abus de ce pouvoir. Nous remarquons ici un raisonnement qui puise dans l'arsenal du droit historique positif. Selon Moreau, les magistrats sont nécessaires comme « agents intermédiaires » (20), comme un corps discipliné. « Leur obéissance doit donc être aveugle et passive » (21). La conduite de Moreau est logique lorsqu'il tâche d'anéantir les éventuelles conséquences politiques de la convocation des Etats-Généraux. De cette façon, il révoque quasiment la mesure du roi. « Il faut bien qu'après avoir entendu la nation, le souverain exerce ses inaliénables droits, et qu'il les exerce dans sa cour » (22). L'argumentation et la position politique de Moreau ne varient pas au cours des années, ni face à l'aggravation de la situation politique. Le seul élément nouveau — mais en cela il endosse les décisions royales : il incorpore dans son système la liberté de presse et la liberté religieuse. Par conséquent, il élargit le nombre des valeurs fondamentales. Le roi garantit à ses sujets « leur vie, leur état, leur *liberté*, leurs propriétés » (23). Par cet élément nouveau, Moreau semble dépasser Bossuet (24) ; cependant la liberté n'est pas véritablement amalgamée à son système. Il est caractéristique que Moreau parle ici de la liberté des sujets, amorce d'une liberté politique. Ailleurs, il emploie les termes de *sujet* et de *citoyen* comme synonymes. La liberté telle qu'elle est revendiquée par les publicistes à la veille de la Révolution, la liberté de pensée et de conscience, est un corps étranger dans les *Maximes fondamentales*. Elles ne laissent pas entrevoir la moindre ouverture sur une monarchie constitutionnelle. En revanche, on trouve exposée une vision nettement organiciste de la société. Cette vision avait été formu-

(18) *Ibid.*, p. 7-11.

(19) *Ibid.*, p. 11.

(20) *Ibid.*, p. 29.

(21) *Ibid.*, p. 14.

(22) *Ibid.*, p. 23.

(23) *Ibid.*, p. 28. C'est nous qui soulignons.

(24) Voir chap. III, p. 188.

lée d'une façon exemplaire par Bossuet dans la *Politique tirée des propres paroles de l'écriture sainte*. Il y a là une filiation que Moreau reconnaît d'ailleurs lui-même (25).

Les écrits de Moreau qui datent de l'époque prérévolutionnaire montrent à l'évidence les faiblesses de l'historien. Ainsi, il puise avec monotonie dans le même arsenal d'idées qui était prêt une génération plus tôt. Ce passéisme engendre une certaine inflexibilité, un certain rigorisme des idées. L'âge déjà avancé de Moreau explique peut-être, pour une part, cette attitude. Mais pour une part seulement, car elle est inscrite dans le comportement politique et dans la vision du monde que nous avons analysés à propos du *Discours sur la justice* et du *Discours sur l'histoire*. Cet enchaînement dans l'argumentation historique l'a empêché de vouloir et de pouvoir comprendre les Encyclopédistes, les Philosophes, et, au moment de la crise, les publicistes républicains. Il écrit, bien entendu, pour ceux qui partagent ses opinions, mais essaie-t-il vraiment de convaincre ses adversaires ? L'examen des ouvrages tardifs de Moreau laisse le lecteur non prévenu sur sa faim et surtout perplexe, avec son arrière-goût de produit destiné exclusivement à une chapelle.

(25) *Maximes fondamentales*, p. 9, n. 1.

G) BILAN : MOREAU REPRESENTANT D'UN CONSERVATISME RELIGIEUX

La Révolution française, tout comme le libéralisme du XIX^e siècle, sont héritiers de l'esprit des Lumières. Par conséquent, il n'est guère étonnant que d'autres tendances sous-jacentes — notamment le conservatisme — n'aient pas trouvé auprès des historiens l'intérêt qu'elles méritent. Aujourd'hui, il ne fait plus de doute qu'il existe un lien étroit entre Bossuet et Chateaubriand, entre les mouvements opposés aux Philosophes comme à l'Encyclopédie, et la Droite française, représentée par un Bonald et un de Maistre.

D'autre part, en ce qui concerne le conservatisme, il est incontestable que la chose a existé avant le mot. Sans faire la moindre différence, on a collé cette étiquette à des systèmes philosophiques et historiques aussi avancés que ceux de Spinoza, de Locke ou de Voltaire. Certes, une pensée dépourvue de tout penchant conservateur n'est guère concevable, mais il ne reste pas moins vrai que le conservatisme politique constitue, dans son essence, une approche globale et consciente du monde (1). Selon Karl Mannheim, le traditionaliste procède « presque uniquement par réac-

(1) Karl MANNHEIM (« Das konservative Denken. Soziologische Beiträge zum Werden des politisch-historischen Denkens in Deutschland », in *Archiv für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik*, 57, 1927 ; réimprimé dans *Konservatismus*, éd. H.G. SCHUMANN, Köln, 1974, p. 24-75, ici p. 28) définit le conservatisme politique comme « objektiv-geistiger Strukturzusammenhang ». En revanche, Jan ROMEIN (« Über den Konservatismus als historische Kategorie. Ein Versuch », in *Festschrift für Helmuth Plessner. Wesen und Wirklichkeit des Menschen*, Göttingen 1957, p. 215-244, ici p. 225) définit le conservatisme comme « une prise de conscience du fait qu'elle s'éloigne du *Common Human Pattern* ».

tion », tandis que le conservateur s'oriente vers une « cohérence de sens », qui, du fait du contexte changeant, peut varier d'une époque à l'autre.

Au siècle des Lumières, Bossuet a joué un rôle prépondérant, voire tyrannique (2). Il est caractéristique que Voltaire historien s'insurge — et cela à l'instigation de Madame du Châtelet — contre une providence par trop contraignante, telle que l'avait présentée Bossuet dans le *Discours sur l'histoire universelle*. La réfutation de Voltaire, intitulée *Essai sur les mœurs et l'esprit des nations* d'après une expression empruntée à Bossuet lui-même, était destinée à prendre, petit à petit, et à partir des élites de l'époque, la place tenue par le *Discours*. Il est néanmoins vrai qu'à l'exception de Voltaire, Turgot et Condorcet, l'histoire universelle et son corollaire, l'histoire nationale, restent la chasse gardée des « providentialistes ». Seule une analyse quantitative des historiens « providentialistes » du XVIII^e siècle pourrait prouver ce fait. Du reste, cette tendance propre aux historiens conservateurs a certainement ceci en commun avec le mouvement contemporain des apologistes du christianisme (3), que les auteurs des deux bords se réclament également de Bossuet. De ce fait, la référence à Bossuet prend bientôt valeur de symbole. Tout en se référant aux écrits de l'évêque de Meaux, ses continuateurs du XVIII^e siècle vident et appauvrissent sa spiritualité en substituant à la foi un rationalisme bien plat, dont, d'ailleurs, le *Discours* déjà n'était pas entièrement exempt (4). Chez les continuateurs, le décorum, le geste prennent le dessus sur la ferveur religieuse, tout comme l'humanisme (5) et la théologie se sont presque totalement estompés au profit d'un rationalisme simpliste.

(2) Kurt KLUXEN, « Politik und Heilsgeschichte bei Bossuet. Ein Beitrag zur Geschichte des Konservatismus », in *Historische Zeitschrift*, München 1955, t. 179, p. 449-469.

(3) Albert MONOD, *De Pascal à Chateaubriand, les défenseurs du christianisme de 1670 à 1802*, Paris 1916.

(4) Henri Irénée MARROU (*Théologie de l'histoire*, Paris 1968, p. 30), à l'instar de Dilthey, parle d'un « principe de sécularisation » chez Bossuet.

(5) Voir les travaux de Thérèse GOYER, « Autour du *Discours sur l'Histoire universelle*, Etudes critiques », in *Annales littéraires de l'Université de Besançon*, vol. 14, Paris 1956 et *L'humanisme de Bossuet*, 2 vol. Paris 1965.

Il faut le répéter ici, Moreau n'est ni théologien, ni « providentialiste » a priori lorsqu'il se met à rédiger une philosophie de l'histoire et une histoire nationale. Ce n'est que subsidiairement qu'il se sent appelé à défendre la religion catholique menacée. Son but avoué est de faire l'apologie de la monarchie telle qu'elle existe. C'est pourquoi plusieurs choix s'offraient à lui. Tout d'abord, quel groupe social place-t-il au milieu de son récit et à côté des souverains de France ? La réponse de Moreau est aussi simple qu'étriquée : c'est précisément le groupe social dont il est issu, la petite robe bourgeoise, que l'historiographe de France met en avant. Ce qui est plus important, ce groupe social, numériquement faible, se distingue, selon Moreau, par le fait qu'il défend le trône et l'autel. Cette attitude essentiellement affirmative ne laisse que peu de place à la critique. Observateur intelligent de la politique de son temps, Moreau, en dépit de son orthodoxie évidente, n'a pas hésité à se muer, à l'occasion, en modéré. Aussi longtemps que la hiérarchie socio-politique demeure inchangée dans les faits, dans les institutions et dans l'idéologie, l'historiographe ne voit pas de mal à faire quelques entorses au système. Aussi minime qu'il puisse paraître, le geste d'une ouverture est significatif. Bien sûr, Moreau ne faisait rien d'autre que d'emprunter un élément au système de Montesquieu (la séparation des pouvoirs), c'est-à-dire que ni l'ensemble, ni le sens de l'œuvre de Montesquieu n'étaient respectés. De plus, il faut souligner que Montesquieu est le seul auteur qui ait été accepté à la fois par les Philosophes et par le camp conservateur.

L'autre élément nouveau qu'il essaie d'intégrer dans l'absolutisme classique, c'est l'opinion publique. Dans ce cas, on est même obligé de reconnaître que la conception de Moreau est très cohérente. Dans une société d'ordres, une « magistrature bourgeoise » pourrait, du moins théoriquement, être un intermédiaire idéal entre l'opinion du peuple et le souverain. Ici, la cohérence n'est pas constituée par une approximation des réalités politiques de son temps mais par une idéalisation de leurs structures. Si l'on cherche en vain la rigueur du philosophe dans la pensée de Moreau, s'il ne sait pas captiver le lecteur par une vision saisissante telle que nous la trouvons chez cet observateur hors pair que fut Young, si, en dernier lieu, une timidité certaine

empêche sa pensée de s'affranchir de tous les clichés politiques, de toutes les mythologies historiques du temps pour devenir ineffaçablement elle-même, il faut néanmoins lui reconnaître deux vertus. L'honnêteté intellectuelle du personnage va de pair avec une grande sensibilité au malaise et aux transformations de l'époque, sensibilité qui était certainement hors du commun dans les milieux que l'avocat Moreau représente. Fait étonnant, en ce qui concerne les questions politiques, ce dernier est beaucoup moins orthodoxe que le dauphin, futur Louis XVI. En revanche, sa position sociologique est celle d'un immobilisme foncier. C'est probablement aussi dans le domaine social que la pensée de l'auteur des *Cacouacs* a le moins varié, tandis que, à la veille de la Révolution française, on constate un raidissement chez le pamphlétaire politique. A la différence de l'« utopie conservatrice », bref de l'idéal asiatique prôné par Linguet (6), l'historiographe, fidèle à une vision étatique de la politique, ne propose jamais un simple retour à un passé meilleur, mais, fort réaliste, il cherche au contraire un point de repli pour adapter l'idéologie dominante à cette formidable machinerie extrêmement bien agencée qu'est l'Etat sous Louis XV et Louis XVI. Bien sûr, Moreau fut incapable d'assumer toutes les contradictions qui déterminaient sa propre situation en tant que magistrat, bourgeois et courtisan, d'une part, et d'observateur, objet de la politique, d'autre part. Mais, après 1790, était-il possible de franchir le fossé qui séparait les élites — Philosophes, encyclopédistes ou physiocrates —, de la monarchie de droit divin ? Autrement dit, il s'agit de l'écart qui sépare l'Esprit de la Politique, comme Voltaire et Diderot le furent de Louis XV. En France, à partir du milieu du siècle, cet écart alla toujours grandissant et ce fut l'œuvre des Lumières. L'opposition antiphilosophique ne tarda pas à se former (7). En Allemagne, par exemple, le mouvement

(6) Hans-Ulrich THAMER (*Revolution und Reaktion in der französischen Sozialkritik des 18. Jahrhunderts. Linguet, Mably, Babeuf*, Frankfurt 1973, p. 125) emploie cette formule trouvée par Karl Mannheim.

(7) Fritz VALJAVEC (« Die Entstehung des europäischen Konservatismus », in *Ostdeutsche Wissenschaft. Jahrbuch des Ostdeutschen Kulturrates*, t. I, München 1954, p. 255-277) fait remonter le mouvement conservateur au XVIII^e siècle.

antiphilosophique a très tôt pris le dessus (8). Il fut encore renforcé par un conservatisme « conscient de lui-même », produit du « défi » des Lumières (9). En Angleterre, la voix la plus autorisée du conservatisme s'est élevée au début de la Révolution française. A ce moment, Edmund Burke se révolta à la fois contre les Lumières et leur enfant légitime. Ce conservatisme, Alfred Cobban l'a qualifié de « religieux ou philosophique plutôt qu'historique » (10). Il est à remarquer que dans le concert européen orchestré à partir des années 1770 par les adversaires des Lumières, la voix française fut particulièrement effacée.

L'Allemagne, bastion conservateur, est bien représentée par Möser et Schlözer. C'est seulement en marge du domaine francophone, sur terre protestante, qu'un conservatisme authentique a pu se développer avec Charles Bonnet et Elie Luzac (11). Il semble que les oligarchies protestantes soient plus favorables au compromis entre l'ancien et le nouveau que le climat social et politique du « Kleinstaat » du type XVIII^e siècle, plus bénéfique à la voie médiane, à la « mediocritas ». Il serait anachronique de vouloir reprocher à Moreau d'hésiter à donner une nouvelle base plus adéquate — modification aussi légère soit-elle — à la légitimation de l'Ancien Régime sans, pour autant, être prêt à toucher, en même temps, à l'assise sociale et politique de la monarchie. Montesquieu a été le dernier grand conservateur (12) qui ait osé attribuer une nouvelle fonction à la noblesse et cela dans le cadre d'une monarchie renouvelée.

(8) Roland MORTIER, *Diderot en Allemagne (1750-1850)*, Paris 1954, p. 144. Janine BUENZOD, « De l'Aufklärung au Sturm und Drang : continuité ou rupture ? », in *Studies on Voltaire and the eighteenth century*, t. XXIV, 1963, p. 289-313.

(9) Klaus EPSTEIN, *The Genesis of German Conservatism*, Princeton 1966, p. 65.

(10) Alfred COBBAN, *Edmund Burke and the Revolt against Eighteenth Century. A Study in the Political and Social Thinking of Burke, Wordsworth, Coleridge and Southey*, London 1929, p. 262.

(11) Voir Jacques MARX, *Charles Bonnet contre les Lumières, 1738-1750*, 2 vol. Banbury 1976 (*Studies on Voltaire and the eighteenth century*, t. 156, 157) et E.H. KOSSMANN, *Verlicht Conservativisme. Over Elie Luzac*, Groningen 1966.

(12) Louis ALTHUSSER, *Montesquieu, la politique et l'histoire*, Paris 1959.

Reste à savoir ce qui, en dernière analyse, a donné un fondement au conservatisme de Moreau. A la fin de la monarchie des Bourbons, relier le trône et l'autel, était déjà devenu une attitude rituelle. L'historiographe ne pouvait pas faire autrement que de puiser dans cette tradition. Pour nous, que deux siècles séparent des contemporains de Moreau, il est difficile, sinon impossible de faire la part des choses et de décider s'il a eu recours à la religion par raison d'Etat ou par nécessité intrinsèque, s'il se pliait à quelque chose qui allait de soi ou s'il y croyait sincèrement, subjectivement.

Fils toujours obéissant, Moreau fut d'une certaine façon marqué par son éducation, car l'image d'un père sévère se confondait avec celle du Père vengeur, et cette image superposée a dû le hanter pendant toute sa vie. Dans ses *Souvenirs*, il reste très discret sur sa pratique religieuse, mais l'auteur des *Cacouacs* ne cesse de stigmatiser l'irreligion, les impies, les athées pour lesquels il devait sentir une sorte d'horreur viscérale. La rigidité du jansénisme, version xviii^e siècle, a sans doute marqué sa propre pensée religieuse tout en l'appauvrissant. Il n'est guère vraisemblable que les professions de foi politiques ainsi que les renvois à la religion masquaient un cynisme, car tous les témoignages que nous possédons renforcent le sentiment que le personnage est sincère, tant comme mémorialiste qu'historien. Une fois cette sincérité admise, il est nécessaire de scruter la religiosité de Moreau. Il y a évidemment un paradoxe. Aux termes du xviii^e siècle, Jacob-Nicolas est un croyant, un fils fidèle de l'Eglise. Il reste néanmoins vrai qu'en tant qu'historien et historiographe, il instrumentalise la religion. Il lui donne une fonction autre que le salut des âmes ; chez lui, la religion devient tout simplement la servante de la monarchie ou, ce qui revient au même, de l'Etat. Apparemment, Moreau reprend le modèle de Bossuet, mais, en fait, il le transforme entièrement. Négligeant le principe de Bossuet que Dieu est au centre du monde, le continuateur met tout simplement le souverain à sa place. Ainsi, une transformation lourde de conséquences s'est opérée, la transcendance religieuse s'amenuisant en justification religieuse.

Finalement, l'échec de Moreau « philosophe de l'histoire » se mesure à la place qu'il attribue à la religion. Ame

certainement religieuse, c'est bien malgré lui, que nous détectons à travers ses écrits historiques et politiques, les paradoxes de cette religiosité. Religion catholique romaine, sans laquelle tout l'édifice monarchique s'écroulerait, elle est ici traversée par la déchristianisation — on le voit à propos de Saint-Louis — là, le rationalisme platement utilitaire la vide entièrement de sa signification ; elle se trouve pour ainsi dire complètement réduite à un décalogue « profane » et, plus grave encore, « la main de Dieu » qui détermine le destin des hommes devient pur mécanisme, rituel désormais dépourvue du mystère.

Pour conclure, il nous paraît impossible d'expliquer la religiosité de Moreau telle que nous l'avons trouvée dans sa vie et dans ses écrits. En revanche, nous avons essayé d'en rechercher les éléments et tâché de la comprendre. Certes, Moreau n'a pas assumé les contradictions de sa situation, mais combien rares sont les philosophes et hommes d'Etat qui ont su réaliser cette synthèse. Du moins, la vie et le labeur de Moreau nous ont-ils permis de jeter un regard pénétrant et révélateur, parfois indiscret, sur un malaise qui était à la fois vécu et symptomatique de l'Ancien Régime finissant.

En définitive, Jacob-Nicolas Moreau n'est pas l'égal de Louis XVI, comme l'« aigle de Meaux » fut celui du « Roi-Soleil ». Tout au contraire, il est plutôt un historiographe timoré face à un roi timide. L'échec de Moreau dans sa tentative de donner une légitimation nouvelle et plus adaptée à la monarchie est évident, et nous en avons évoqué les multiples raisons. L'échec est d'autant plus grave que cette tâche lui tenait profondément à cœur.

Ses activités comme garde du Dépôt des chartes n'ont pas été d'une utilité immédiate à l'Etat, à moins que l'on ne tienne les intrusions des commissaires des finances pour essentielles au fonctionnement de l'institution. En dépit d'une nette finalité « étatique » tout au long de son existence, le Dépôt n'a servi qu'à la science avant d'arriver à sa finalité politique. La faillite de Moreau se trouve symbolisée par le fait qu'il a été incapable de faire le pont entre l'historien, l'historiographe et l'organisateur des sciences historiques. « Membra disiecta », réu-

sis certes, mais sans être véritablement reliés l'un à l'autre. Cette incapacité de faire une synthèse révélerait-elle, d'une façon symptomatique, un mal de l'Ancien Régime finissant (13) ?

(13) A la suite de l'excellente étude de Harold BEIK (« The French Revolution seen from the Right. Social Theories in Motion, 1789-1799 », in *Transactions of the American Philosophical Society*, new series, vol. 46, part 1, 1956, p. 1-122) Jacques GODECHOT (*La contre-révolution, doctrine et action, 1789-1804*, Paris 1961, p. 18 et, du même, *La prise de la Bastille, 14 juillet 1789*, Paris 1965, p. 206-208) a essayé de retracer l'influence de la pensée de Moreau sur l'action politique de Louis XVI et du comte de Provence. En effet la *Déclaration du Roi concernant la présente tenue des Etats, du 23 juin 1789* et la *Lettre de Louis XVIII en 1795* pourraient tout aussi bien être inspirées par Moreau que par le courant conservateur du XVIII^e siècle finissant. Avant de trancher définitivement la question, il faudrait suivre le mouvement conservateur de l'époque dans ses moindres méandres.

CHAPITRE V

FORTUNE ET FOR INTERIEUR

Les différentes activités de Moreau — avocat, écrivain à gages, fonctionnaire dans un ministère — ont porté leurs fruits. Nous pouvons suivre aussi bien l'ascension sociale de l'historiographe que l'accroissement de ses biens.



Portrait de Madame Moreau, née de Coulange,
fait par un peintre anonyme (Paris, Coll. Madame Guespère)

A) a) La fortune de Moreau

La documentation actuelle relative à la situation financière de Moreau ne permet malheureusement pas de reconstituer en détail tous les revenus de ce dernier. En revanche, nous pouvons faire des estimations globales grâce à l'existence de deux contrats de mariage, de plusieurs transactions et acquisitions faites avant 1789, ainsi que de l'inventaire après décès. Le contrat de mariage, conclu le 26 septembre 1759 avec Henriette Marguerite Contaud de Coulange, sa première femme, chiffrait ses biens mobiliers à 36.000¹¹, dont 30.000¹¹ en rentes sur les Etats, sur le clergé de France, effets sur le roi et le reste en meubles. Sa femme apporta seulement 1.200¹¹ en meubles (1). L'ascension de Moreau était d'autant plus remarquable que son père « jouissait d'une fortune bien au dessous de la médiocre » (2). Le jeune avocat n'héritait d'aucun bien de son père qui avait tout investi dans une bonne éducation. Ce calcul s'avéra payant car, en 1756, le jeune avocat chiffrait ses revenus à « environ 15.000¹¹ » (3). Huit ans plus tard, il dit avoir 18.000¹¹ de rente (4). Après le décès de sa femme, Moreau se remarie avec Marie Louise O'Neill. Le contrat date du 2 février 1767. En huit ans, la fortune a

(1) Arch. nat., Min. centr. Et I, liasse 493. — Sur les liens qui unissaient les familles Chastellux et Contaud de Coulange voir Hippolyte RIBIÈRE, « Coulange-la-Vineuse », in *Annuaire historique du Département de l'Yonne*, 3^e partie, Auxerre 1851, p. 129-167, ici p. 149-150.

(2) *Souv.*, t. I, p. 7. — Voir aussi chap. I, p. 59.

(3) *Souv.*, t. I, p. 64.

(4) Mazenod à d'Albertas, 8 juillet 1764. B.D.R., B* 529.

presque triplé ; elle s'élève à 99.000¹¹ (5). La somme se répartit de la façon suivante :

26.000¹¹ cautionnement à son frère,

40.000¹¹ deniers comptants,

18.000¹¹ obligations de rente,

12.000¹¹ et 3.000¹¹ meubles.

En plus, le conseiller de la Cour des comptes d'Aix a les moyens d'acquérir, en 1766, pour la somme de 16.000¹¹ une maison sise à Ville-d'Avray pour laquelle il paiera 13.000 restant en 1768 (6).

En 1773, la situation financière de Moreau est si aisée qu'il peut, le 17 février, se porter acquéreur de la « terre, fief et seigneurie de Chambourcy [...] consistant principalement en un ancien château » qui appartient au vicomte de l'Hôpital (7). Grâce à la gestion prudente des affaires que nous remarquons chez l'historiographe, il serait étonnant que cet investissement considérable de 72.000¹¹ ne fût pas rentable, d'autant plus qu'il nécessitait d'autres dépenses, tout aussi importantes, pour la réfection de la route (8), l'aménagement du château et de ses dépendances. Nous savons qu'en 1785, le bail à fermage des terres de Chambourcy porte sur la somme de 4.000¹¹ (9). Dans les années 70, Moreau a accumulé un capital d'au moins 100.000¹¹, qu'il a dû utiliser en partie à liquider ses dettes contractées pour l'acquisition de Chambourcy. Mais dans la décennie qui suit, il peut reconstituer cette réserve confortable. Les rentes sur les Etats de Languedoc constituent quatre cinquièmes du total, ce qui s'explique peut-être par

(5) Arch. nat., Min. centr. not., Et. CXVIII, liasse 553. — En 1768 Moreau obtient par l'Averdy une rente de douaire de 3.000¹¹ en faveur de sa femme. (Moreau à d'Albertas, 29 septembre 1768. B.D.R., B* 536.)

(6) *Ibid.* — Sur la propriété de Moreau à Ville d'Avray, voir Anatole de BARTHELEMY, *Notes historiques sur Ville d'Avray du XII^e au XVIII^e siècle*, Versailles 1905, p. 15-18, surtout p. 16, n. 2.

(7) Arch. nat., Min. centr. not., étude CXVIII, liasse 580.

(8) Le prieur de Chambourcy à Moreau, 5 avril 1782 (CM 352, fol. 1 V^o), l'intendant Bertier à Moreau, 28 avril 1782 (*Id.*, fol. 6 V^o).

(9) Arch. nat., Min. centr. not., étude CXVIII, liasse 625. Le bail à fermage du 20 avril 1785 fait voir le soin avec lequel Moreau s'occupe de ses terres et les « vérifie ».

ses relations avec la Cour des comptes de Montpellier. Du reste les intérêts étaient partout les mêmes, soit cinq pour cent. En 1762, il vend sa maison de Ville d'Avray ; à ce moment, il s'est définitivement installé dans sa propriété de Chambourcy. On peut vraisemblablement évaluer sa fortune avant la Révolution à 300.000¹¹. Il est caractéristique qu'elle soit formée moitié de rentes, moitié de terres. Il s'agit donc de biens particulièrement « sûrs », d'un rendement moyen et sans risques, bref de ce que George V. Taylor a appelé « biens non-capitalistes » (10). S'il s'agit là d'un comportement typiquement bourgeois, celui d'un rentier, l'envergure de la fortune paraît exceptionnelle par rapport à la couche sociale dont Moreau est issu. Parmi les fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères, nous ne trouvons aucune fortune comparable à la sienne (11).

Si les structures politiques de l'Ancien Régime ont permis à Moreau d'accumuler une fortune considérable, la Révolution va lui en enlever la jouissance, convertissant son argent comptant en assignats et annulant ses rentes (12). Il vécut, de ce fait, une période extrêmement pénible, et, en 1803, sa fortune se trouva réduite à la possession des terres ainsi que du château et des « meubles, titres, deniers comptant », évalués à 19.486 francs (13). La Révolution n'a privé Moreau ni de sa vie ni de ses terres, mais elle a anéanti les bases de sa fortune, comme elle a détruit les conditions qui avaient rendu possible son ascension sociale. D'ailleurs, en 1803, lors de la liquidation des biens de Moreau, « la maison, le jardin et le bois à Chambourcy, Aigrement, Poissy Joyenval et Montaigne » sont évalués à 180.000 francs et la « rente sur la République », d'un capital de 69.000 francs, s'élève à 2.750 francs et, à la suite des prélèvements, « la masse » ne constitue que 66.150 francs

(10) George V. TAYLOR, « Types of Capitalism in Eighteenth-Century France », in *The English Historical Review*, 79, 1964, p. 478-497.

(11) Jean-Pierre SAMOYAU, *Les Bureaux du Secrétariat d'Etat des Affaires étrangères sous Louis XV. Administration, Personnel*, Paris 1971.

(12) *Souv.*, t. II, p. 536-538.

(13) Versailles, Arch. dép., Etude Fournier, Inventaire après décès 6 brumaire an 12.

(14). qui sera équitablement partagée entre l'épouse et la fille.

Fils d'un avocat besogneux, Moreau a toujours été conscient du rôle de l'argent. Comme l'avocat Barbier dans son *Journal*, il n'oublie jamais d'indiquer la dot et les pensions lorsqu'il parle, dans ses *Souvenirs*, de mariages qui se concluent. Ainsi, pour les deux robins, l'argent est une grille importante qui permet d'assigner un rôle dans la société. Bien que les *Souvenirs* donnent le détail des rentes, pensions, gratifications et appointements obtenus par Moreau, ils nous cachent plus qu'ils ne nous révèlent, parce que leur auteur laisse dans l'obscurité le volume des transactions, le montant des sommes déboursées pour ses différentes acquisitions, et bien entendu, ses réserves financières. De plus, Moreau joue au pauvre d'une façon mélodramatique et même hypocrite. En 1770, par exemple, lors de l'acquisition de la charge de bibliothécaire de la dauphine, il demande une remise de moitié sur la charge et écrit dans ses *Souvenirs* : « je suis pauvre et c'eût été une folie de traiter sans cette remise » (15). Son auto-portrait, brossé en 1767, comporte le même trait caractéristique, car il qualifie ses biens de « modique fortune » (16) alors que le contrat de mariage chiffre celle-ci à 100.000¹¹.

Nous savons de quelle façon l'avocat et l'écrivain, le fonctionnaire et le magistrat a gagné son argent. D'origine bourgeoise, le conseiller juridique a trouvé une clientèle dans la haute noblesse et le haut clergé. Le fait est encore confirmé par son premier mariage, lorsqu'il se lie indirectement avec la duchesse de Polignac et la famille de Périgord, ce qui lui ouvre probablement des portes autrement importantes. Grâce à l'entremise du maréchal de Noailles, l'avocat trouve une place au ministère, qui lui garantit, avec un traitement de 15.000¹¹ (17), une aisance relative et une grande sécurité. Par ailleurs, le futur historiographe s'emploie, à travers de multiples écrits, à faire l'apologie de la

(14) Versailles, Arch. dép., Etude Fournier, Liquidation et partage entre la D^e Vve Moreau et D^e de Clédat, 6 fructidor an 12.

(15) *Souv.*, t. I, p. 233.

(16) *Souv.*, t. I, p. XIX.

(17) BUSSIÈRE, t. XXXV, p. 446 sv. — D'ailleurs, en 1756, le travail de cabinet apporte à l'avocat environ 15.000¹¹ de revenu (*Souv.*, t. I, 64).

monarchie d'Ancien Régime. On a reproché à Moreau de recueillir « au lieu de gloire les solides honneurs de la Cour » (18). Du moins, Moreau s'est-il acquitté de ses tâches, tandis que le philosophique abbé Morellet touchait annuellement 3.000¹¹ pour un *Dictionnaire de commerce* qu'il n'a jamais commencé. Mais le reproche de vénalité est plus sérieux. Il s'agit de savoir si Moreau est un opportuniste qui a mis à profit une situation en transigeant avec ses principes. Il est certain que l'avocat Moreau n'a négligé aucune occasion d'accroître sa fortune, faisant valoir au besoin, comme nous l'avons vu, la modicité de ses revenus. Il demeure néanmoins que le fonctionnaire se signale par une honnêteté qui a peu d'exemples dans le ministère de Bertin, ministre éclairé qui paraît entouré de prévaricateurs (19). Le garde du Dépôt des chartes fait, au contraire, bonne figure comme fonctionnaire « probe, zélé et habile », de l'espèce de ceux qui ont fait la gloire de l'administration française au XVIII^e siècle (20). Lorsque nous passons dans le domaine « littéraire », lorsque nous analysons l'œuvre du journaliste et de l'historien, nous constatons que ses opinions « anti-philosophiques » n'ont guère varié, bien que l'auteur ait changé de tactique après la parution de ses attaques contre les *Cacouacs*; mais le but est resté le même. C'est-à-dire qu'en réfutant les Philosophes, Moreau va exposer la doctrine traditionaliste de la monarchie française du XVIII^e siècle et en faire l'apologie. En revanche, la documentation actuelle ne nous permet pas de nous rendre compte si l'appât du gain ne modifia pas les opinions jansénistes de Moreau lorsqu'il rédigea les *Cacouacs* et l'*Observateur hollandais*. Là-dessus, les *Souvenirs* nous présentent une vision qui cadre peut-être avec la pensée du vieillard, mais pas nécessairement avec la réalité des années 50. Moreau

(18) CARCASSONNE, p. 519.

(19) ANTOINE, *Le Conseil du Roi...*, p. 410 écrit que « trois des quatre premiers commis du secrétariat de M. Bertin, étaient des fripons ou des escrocs que ce ministre dut congédier ». Le 1^{er} juin 1774, l'abbé Baudeau consigne dans son journal : « Il ne lui [le ministre Bertin] faudrait à lui que des commis un peu plus éclairés et plus honnêtes gens » (l'abbé BAUDEAU, « Chronique secrète de Paris sous le règne de Louis XVI (1774) », in *Revue rétrospective ou Bibliothèque historique*, t. III, 1834, p. 28-96, 262-296, 375-415, ici p. 68).

(20) Jacques LEVRON, *Les inconnus de Versailles. Les coulisses de la Cour*, Paris 1968, p. 122.

a évidemment tiré parti de sa plume, mais nous sommes en droit de constater avec Edgard Depitre que « ses opinions personnelles n'étaient point contraires à ses livres » (21). L'analyse du dernier ouvrage de l'historiographe, les *Souvenirs*, va nous le confirmer.

Les contemporains ont certainement surestimé les revenus de Moreau fonctionnaire et « idéologique », et presque totalement ignoré ceux de l'avocat qui n'a jamais cessé d'exercer sa profession. Ses *Souvenirs* font mention de clients particulièrement haut placés tels que l'archevêque de Paris, de Beaumont, l'évêque de Cambrai, le cardinal de Noailles ainsi que sa famille, le duc de Richelieu et nombre d'autres nobles. Un registre de correspondance du Dépôt des chartes contient à la fois les lettres officielles et les lettres privées de Moreau. De 1782 à 1785, nous y trouvons une seule entrée, la maréchale de Noailles (22). Comme les lettres de ses frères sont également répertoriées, il semble qu'à cette époque il se soit moins occupé de consultations juridiques.

b) Moreau et la Société

Il est naturel que l'avocat se soit rendu familier aux milieux pour lesquels il travaillait. Ainsi, à ses heures de loisir, il en a partagé les jeux et les divertissements. Ses poésies imprimées en témoignent. C'est moins l'inspiration que la convention qui les distingue. En général, ils reprennent des airs connus du temps. Pour nous, l'intérêt du *Pot-pourri de Ville-d'Avray*, une belle impression limitée à un tirage de 300 exemplaires, réside dans les dédicaces. Le haut de la pyramide sociale est occupé par le duc de Berry (futur Louis XVI), la Dauphine, la duchesse de P[olignac], le gros est formé par la haute noblesse et le bas de l'échelle est constituée par sa seconde femme, issue de la vieille noblesse irlandaise (23). Cette plaisanterie qu'est le *Pot-pourri de Ville-Avray* a aussi une dimension sociologique. Elle illustre le penchant de son auteur à vouloir plaire à la haute noblesse, et à se faire accepter par elle.

(21) DEPITRE, p. 220.

(22) CM 352, fol. 28 R°. Lettre du 7 juillet 1783.

(23) *Pot-pourri de Ville-Avray*, Paris 1781, p. 21, 83, VII, 69, 81.

La même tendance apparaît lorsqu'on jette un regard sur les deux mariages de l'avocat. A la différence de ses frères, il attend la quarantaine avant de se lancer dans cette aventure. En cela, son comportement est typique de celui des robins et des fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères au XVIII^e siècle (24). La même chose vaut pour son désir d'« annoblir sa race » (25). La condition nécessaire en était l'aisance. Deux fois, Moreau épouse une demoiselle d'une vieille maison et aucune d'elles n'apporte pratiquement de dot. En revanche, pour témoigner son affection, les deux contrats de mariage stipulent que les époux se font « une donation entre vifs », faveur et mesure de sécurité que l'avocat prévoit pour sa femme (26). A ce propos, sommes-nous en droit de parler d'amour bourgeois ? Les médaillons (27) peints dans les années 80 représentant l'avocat et sa seconde femme montrent un couple heureux qui vit en bonne intelligence. Evidemment, l'époux a respecté les opinions divergentes de sa « future ». Dans sa jeunesse, Mademoiselle O'Neill fut liée avec quelques Genevois amis de Jean-Jacques Rousseau (28) ; après

(24) SAMOYVAULT, p. 211.

(25) Voici la liste des témoins qui ont signé le premier contrat de mariage : Moreau B.M.P. Moreau, Moreau de Vorme[s], [Mme de] Polastron, [duchesse de] Polastron d'Andlau, Contaud de Coulange, Marie Thérèse Lenoble Moreau, d'Hunaud, M.F. Julliot Moreau, la marquise de Rosen née Foixtelle [?] de Vaudrey Silhouette. Sur le second contrat de 1767 on trouve les noms suivants : Moreau de Vormes, Moreau, Marie-Louise O'Neill, Moreau, Marie-Thérèse Lavery O'Neill,

M.J. Julliotte, de l'Averdy

J.F.A. d'Andlau

Polastron d'Andlau

Bertin

Me de Polignac

Y.G.M. Polastron

d'Andlaud

A.E.A. Polignac

Marie-Thérèse Lenoble

Dandlau

Grâce à cette alliance, Moreau allait devenir un parent des familles Polastron et Polignac, particulièrement bien placées à la Cour. Sur les alliances des conseillers d'Etat de robe et des maîtres de requêtes, voir Michel ANTOINE, *Le Conseil du Roi*, p. 256-260 et sur celles des fermiers généraux voir Yves DURAND, *Les fermiers généraux au XVIII^e siècle*, Paris 1971, p. 306-371.

(26) Cette « donation entre vifs » est un phénomène plutôt rare à Paris au XVIII^e siècle. Voir Adeline DAUMARD, François FURET, *Structures et relations sociales à Paris au milieu du XVIII^e siècle*, Paris 1961, p. 10.

(27) Artiste inconnu. Paris, Collection André Hermelin.

(28) *Souv.*, t. II, p. 429.

le mariage elle tient pour les idées physiocratiques (29) et cela certainement au déplaisir de son mari, qui supportait mal ces innovations.

Que Moreau se soit lié avec deux jeunes femmes d'une vieille maison noble est le signe d'une ascension sociale incontestable. Il dit que Mademoiselle O'Neill est de « la plus ancienne noblesse d'Irlande » et qu'elle ne lui « donne point de bien » (30). Les deux mariages, pourtant, ne lui ont pas tourné la tête. Il continue à vivre en bourgeois. Il aurait pu devenir noble de deux façons. D'une part, par sa charge de conseiller de la Cour des comptes d'Aix-en-Provence et, en second lieu, par l'achat d'une seigneurie noble. Quant au premier cas, toutes les conditions n'étaient pas encore remplies car, selon la législation de la monarchie d'Ancien Régime, c'est seulement au bout de trois générations que l'anoblissement par charge entre en vigueur (31). Mais c'est de propos délibéré que Moreau a renoncé à l'autre possibilité d'acheter une charge anoblissante au premier degré. D'ailleurs, les conseils que donne Lamoignon à Bucquet de Bracheux, qui avait demandé la noblesse, correspondent certainement à la propre pensée de l'historiographe à ce sujet : « Vous auriez peine à obtenir des lettres de noblesse ; elles vous causeroient des frais considérables et de marc d'or et d'enregistrement, et comme vous n'avez point de fils, elles vous seroient à peu près inutiles » (32). Lorsque la ville de Périgueux voulut témoigner de sa reconnaissance, Moreau écrivit : « ses citoyens qui prétendaient être nobles, me proposèrent de me mettre sur leur liste ; mais j'étais peu curieux de noblesse et ne croyais pas aux anoblissements » (33). Ses confrères aixois ont beau appeler Moreau « sieur de Pacis » (34), il reste néanmoins « sei-

(29) *Souv.*, t. II, p. 513.

(30) B.D.R., B° 536, 13 jan. 67.

(31) François BLUCHE et Pierre DURVE, « L'anoblissement par charges avant 1789 », in *Les Cahiers nobles*, N° 23, 24, 1962.

(32) CM 353, fol. 147. — Le 26 juillet déjà, Moreau avait écrit à son ami Bucquet de Bracheux, procureur du roi honoraire au bailliage et présidial de Beauvais. Nous y trouvons la même teneur : « Je ne crois pas que vous obteniez la noblesse ; vous n'avez qu'une fille, à quoi cela vous serviroit-il ? » (*Ibid.*).

(33) *Souv.*, t. II, p. 306.

(34) BOISGELIN, p. 267-268, N° 35.

gneur non noble », bref, seigneur roturier (35). C'est sa fille, Auguste Pauline, qui va achever l'ascension sociale de la famille en épousant le baron de Clédats. A l'occasion de ce mariage, le père constitue la somme coquette de 110.000¹¹ « dont 50.000¹¹ payant » comme dot à sa fille (36). Cette largesse ne contraste qu'en apparence avec la modestie, la parcimonie même de Moreau. Son idéal n'étant pas la noblesse d'épée ; il admire, au contraire, les parlementaires. Les appréciations qu'il porte dans ses *Souvenirs* sur leur style de vie, sont assez révélatrices. A plusieurs reprises, il décrit avec nostalgie, aussi bien la frugalité et la simplicité que la modicité et la sobriété qui caractérisent les mœurs et les ménages des parlementaires de la première moitié du XVIII^e siècle (37). Moreau oppose cet ancien état des choses à la nouvelle prodigalité. Il s'étonne et désapprouve la jeune génération des parlementaires qui dépense son argent pour construire ou aménager des châteaux coûteux, qui étale un luxe et mène un style de vie ostentatoires (38).

Il est intéressant de relever qu'étant dépourvu d'illustres ancêtres à Saint-Florentin, c'est justement le célèbre jurisconsulte Pierre Pithou qui est qualifié de « commun com-

(35) *Souv.*, t. II, p. 426. — Sur un acte notarié du 20 avril 1786 Moreau est pourtant désigné « chevalier, seigneur de Chambourcy » (Arch. nat. min. centr., Et. CXViii, liasse 625).

(36) Versailles, Arch. dép., Et. Monget, contrat de Mariage du 29 avril 1792. — Sous la Restauration, le gendre de Moreau sera à deux reprises maire de Chambourcy. Les Clédats vont fréquenter, à pied d'égalité, la bonne société de la Restauration. Je tiens à remercier Monsieur de Clauzade de l'obligeance avec laquelle il m'a prêté les recherches généalogiques qu'il a faites sur sa famille. — Dans ses *Souvenirs* (t. II, p. 517) Moreau chiffre la dot à 116.000¹¹. — Les Clédats sont, il est vrai, une famille fraîchement promue, car c'est seulement en 1784 que, grâce à la charge de secrétaire du Roi à la Cour des Aides de Montauban, ils entrent officiellement dans la noblesse. Voir Baron Woelmont de BRUMAGNE, *La noblesse française subsistante*, t. I, Paris 1928, p. 119.

(37) *Souv.*, t. I, p. 103. — A propos de la propriété de Gilbert de Voisins à Villaines, Moreau écrit (t. I, p. 73) : « L'intérieur de cette magistrature du vieux temps était simple et modeste [...] dans cette petite maison bourgeoise meublée de vieilles tapisseries, elle [la femme de Moreau] se formait aux mœurs de notre ancienne robe. »

(38) *Id.*, p. 31.

patriote » dans une lettre écrite le 12 mai 1771 par Grosley à Moreau (39).

Tous les témoignages que nous avons rassemblés jusqu'ici concordent. Moreau s'aligne sur les « anciens » idéaux des parlementaires, tout en demeurant lui-même roturier. Il reste, semble-t-il, assez fidèle à cet idéal en se classant pour ainsi dire au sommet de la petite robe. Cette fidélité à lui-même se retrouve quand il précise sa propre position de magistrat et d'historiographe, comme nous l'avons vu à propos de son *Mémoire sur la fonction d'un historiographe* (40). Moreau, auteur d'une *Histoire de France* réagit de même, il fait une projection de son imagination sociologique sur l'histoire. D'ailleurs, il est intéressant de relever que le dessin de Pajot qui représente l'historiographe (41) s'apparente à l'iconographie du portrait parlementaire, iconographie telle qu'elle se dégage des portraits produits dans l'ouvrage de Vialles (42).

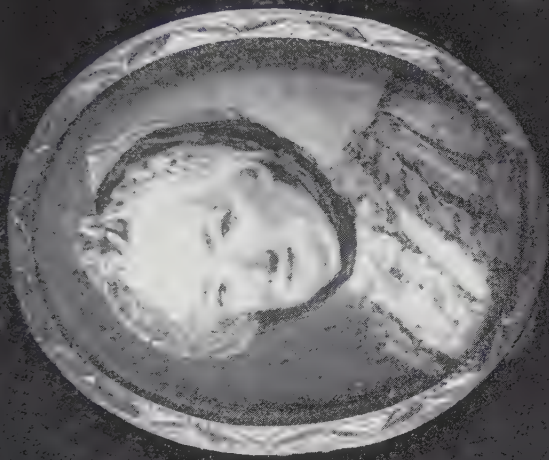
Où se situe Moreau du point de vue socio-professionnel ? Avocat, issu de la petite bourgeoisie, ayant gravi tous les échelons d'une carrière à l'intérieur d'une hiérarchie ministérielle, il se place au sommet de la bureaucratie, à l'égal des autres grands commis de l'Ancien Régime. Par sa charge à la Cour des comptes d'Aix il est magistrat, tout en restant roturier. De ce fait, on doit le classer dans la bourgeoisie montante, plus précisément parmi la couche supérieure de la petite robe. Il est néanmoins vrai qu'il lui arrive, à l'occasion, de s'entourer d'une société illustre. Il écrit, par exemple, au marquis d'Albertas que s'étaient réunis dans sa maison de Ville d'Avray « le marquis de

(39) CM 325, fol. 59. — Dans une lettre de recommandation en faveur de son cousin, le père Lebeau, nous trouvons également une référence à Pithou. Il ne nous a pas été possible de vérifier cette filiation généalogique. Les liens étroits entre Saint-Florentin et Troyes plaident en faveur de cette conjecture, mais dans ses *Souvenirs* Moreau garde le silence à ce sujet.

(40) Voir chap. IV, p. 256 sv.

(41) Reproduit en tête du premier volume des *Souvenirs*.

(42) Il est significatif que le dessin de Moreau n'a pas été gravé par opposition à ceux de Schoepflin, Grandidier, Voltaire, Duclos, Marmontel. D'ailleurs, les contemporains ont constaté ce fait avec surprise. Voir la lettre de Nelis à Moreau, Bruxelles, 2 févr. 1785, publiée par CLERCQ, p. 136, N° IX.



Deux portraits en forme de médaillon par un peintre anonyme représentant Moreau et sa seconde femme à un âge avancé (Paris, Coll. André Hermelin)

Menars, Madame de Polignac, M. de Beaumont et Sainte-Palaye » (43).

À en croire ses *Souvenirs*, c'est son père qui l'avait destiné au barreau. Mais son aspiration va beaucoup plus loin. Il veut devenir ministre ou évêque. L'historiographe vieillissant est assez honnête pour nous le faire savoir tout en le présentant sous la forme d'une plaisanterie (44). Nous en trouvons la confirmation dans le *Journal* de sa fille (45). Même avec les plus grands dons pour la politique et l'administration, la barrière sociale qui s'opposait à la réalisation de cette aspiration profonde était infranchissable sous le règne de Louis XV et de son successeur. En effet, à cette époque le haut clergé se recrutait uniquement dans la haute noblesse ; la même chose vaut pour les ministres qui ne comptent qu'exceptionnellement un roturier dans leurs rangs (46). Il s'y ajoute un autre élément. Apprécié pour les conseils juridiques qu'il prodigue, l'historiographe de France n'arrive pas à s'imposer. Son rôle à la Cour reste effacé, marginal, probablement plus encore que ne le montrent ses *Souvenirs*.

En définitive, nous devons reconnaître son réalisme. Il est à la fois conscient de ses capacités et de ses limites. L'influence « bénéfique » de ses opinions politiques sur sa carrière est évidente. La moindre des choses que l'on puisse dire c'est que la profession de foi monarchiste ne lui a pas nuï. Mais des opportunistes se trouvent dans le camp des Philosophes (47) comme auprès des tenants du Pouvoir. Quant à Moreau, il reste fidèle à lui-même. Ce qui le distingue d'autres monarchistes, c'est une réussite sociale indéniable.

(43) B.D.R., B* 536, lettre du 10 avril 1767.

(44) *Souv.*, t. I, p. 4.

(45) *Journal* de Augustine de Clédat. Paris, Coll. Michel Hermelin.

(46) N. RAVITCH, *Sword and Mitre. Government and Episcopate in France and England in the Age of Aristocracy*, La Haye 1967, p. 51-89. François BLUCHE, « L'origine sociale du personnel ministériel français au XVIII^e siècle », in *Bulletin de la société d'histoire moderne*, 1957, p. 9-13.

(47) Jean-François La Harpe en est un bon exemple, comme le démontrent ses réactions à l'époque de la Révolution. Voir Christopher TODD, *Voltaire's disciple : Jean-François de La Harpe*, London 1972.

Pour expliquer cette réussite exceptionnelle dans la petite bourgeoisie, il ne suffit pas d'élucider les facteurs déterminants comme le milieu, l'éducation, mais il faut bien éclairer les traits psychologiques de la personnalité de Moreau. Ce qui nous frappe d'emblée, c'est une activité prodigieuse, un labeur acharné, une capacité de travail qui tarit rarement. Ainsi, lorsque le Dauphin, père de Louis XVI, lui demande conseil, l'avocat n'hésite pas à passer une nuit à rédiger un mémoire qui défend la cause du commettant (48).

Cet enthousiasme pour la bonne cause, pour la justice, peut sembler naïf, mais il s'agit, en effet, d'un trait caractéristique de Moreau, d'un ressort de sa personnalité. Par ailleurs, le fait d'être un grand travailleur le rapproche des gens de sa génération, par delà les différences sociales, politiques et professionnelles. Que l'on regarde le procureur général au Parlement, Omer Joly de Fleury (49) dans son cabinet, ou le principal éditeur de l'Encyclopédie, Denis Diderot (50) au travail, ils parlent tous de leur « besogne », de la « grande besogne », comme ce dernier. L'activité d'un autre couple — l'un écrivain, l'autre érudit — vient confirmer notre première constatation. Voltaire, à l'instar de son contemporain La Curne de Sainte-Palaye (51), nous frappe par une productivité extraordinaire qui ne s'est même pas démentie au moment où il avançait en âge. Il s'agit d'une éthique du travail qui paraît commune aux Français catholiques, nobles ou bourgeois, du XVIII^e siècle. Il semble que, sur ce point, l'éducation jésuite ne diffère guère de celle des Jansénistes, de même que la formation en vue de la prêtrise ne se distingue guère de celle qui prépare à la magistrature. Dans le cas de Moreau, nous manquons d'éléments pour étayer notre thèse. Qu'il ait tenu, à l'instar de son père, à ce que sa fille sache très tôt lire et écrire, se

(48) *Souv.*, t. I, p. 150.

(49) Paul BISSON DE BARTHÉLEMY, *L'activité d'un Procureur général au Parlement de Paris à la fin de l'Ancien Régime : Les Joly de Fleury*, Paris 1964.

(50) FREUD, p. 199.

(51) GOSSMAN (p. 3) s'étonne du « sheer bulk of his works », en parlant de La Curne de Sainte Palaye.

trouve confirmé par une signature, encore maladroite, de sa fille, à l'âge de huit ans (52).

Une autre hypothèse encore peut expliquer comment les gens du XVIII^e siècle ont trouvé les forces et le temps nécessaire pour s'atteler à une « besogne » aussi écrasante. L'explication nous est peut-être, en partie, fournie par la relation paradoxale qui, au temps des Lumières, existe entre l'individu et la société. L'individu doit se produire, s'affirmer sans cesse en société, divertir les salons. On exige de lui une parole vive, le sens de la réplique. Pédantisme, érudition même, sont proscrits. Autant qu'il l'a pu, Moreau s'est conformé à l'idéal de son temps, composant des poésies, se donnant l'air d'être enjoué (53). De plus, en société, on peut s'adonner à des jeux qui délassent. A la fois convention et masque, l'obligation de se donner l'air joyeux fournit à Moreau, comme à beaucoup de ses contemporains, un contrepoids à un labeur astreignant. D'un côté, l'homme en société se trouve stimulé, tout en rafraîchissant ses forces et son esprit. La société, de son côté, « détourne » l'individu de son travail en lui interdisant d'en parler sérieusement. Il s'agit peut-être d'un ressort psychologique qui pourrait expliquer la capacité de travail de certains intellectuels du XVIII^e siècle et, en même temps, la prétendue légèreté de mainte œuvre littéraire.

(52) Ville d'Avray, Registre des baptêmes, mariages et sépultures, année 1775, 24 juillet, 5 R°. Il s'agit du baptême de Paul Jacob Nicolas Florentin, fils du « domestique chez Mr. Moreau médecin à Paris ».

(53) Dans son *Portrait* de 1766, destiné à sa seconde femme, l'avocat relève ce trait. *Souv.*, t. I, p. XXIV.

B) a) For intérieur

En ce qui concerne la religion, Moreau se trouve en opposition avec les élites du XVIII^e siècle. D'« anti-janséniste » qu'il fut dans sa jeunesse (1), il est devenu un janséniste 'atténué', condamnant les séquelles politiques provoquées par les éternelles disputes théologiques du temps (2). De même, sa prise de position en faveur de la monarchie absolue et de l'Eglise gallicane va l'amener, en 1787 encore, à refuser aux protestants les droits civils et religieux (3). Pratiquant assidu, un moment marguillier de la paroisse de Saint-Roch, à Paris (4), l'auteur des *Souvenirs* est fort discret en ce qui concerne ses convictions religieuses intimes. En absence d'autres témoignages, nous en sommes réduits à faire quelques constatations.

Deux exemples nous montrent que Moreau n'a pas été dénué de générosité. Pour le vieux portier aveugle du Dépôt des chartes, devenu incapable d'accomplir son service, Moreau sollicite et obtient une petite pension (5). Un vieillard aveugle de Chambourcy se trouve également démuné de tous moyens. La fille de Moreau s'intéresse à son cas, et grâce à l'entremise de Mme de Piedmont auprès de l'abbé Georgel, le vieillard obtient la promesse d'une place ou d'une pension (6). Deux cas d'un paternalisme marqué sans doute, mais bienfaisant. Moreau n'a jamais renié les liens

(1) *Souv.*, t. I, p. 44.

(2) Voir chap. I, p. 65 sv.

(3) [MOREAU], *Lettre d'un magistrat*, Paris 1787.

(4) CM 298, fol. 35.

(5) CM 298, fol. 237.

(6) CM 352, fol. 32 V^o et 33 V^o. — Peu avant sa mort, Moreau fait un codicille, son testament en faveur de la servante, Mme Turot, en lui donnant pour « 35 années de service » une rente viagère de 600 francs (Versailles, Arch. dép., Et. Fournier, 30 frimaire an 11).

qui l'unissaient à sa province ou plutôt à son « pays », Saint-Florentin. Il s'emploie pour que sa ville natale ait un maître de latin (7).

Fait plus important encore, l'avocat n'a pas été dépourvu de sensibilité. Les *Souvenirs* et les extraits du *Journal* que l'éditeur a publiés (8), nous montrent notamment son enthousiasme pour le théâtre. Il est significatif, à cet égard, qu'il possède une loge à la Comédie française dont on connaît la fonction sociale. Il aime la musique, les chansons et n'hésite pas, à ses heures, à se muer en poète (9), beaucoup moins inspiré d'ailleurs que l'historien. Au reste, un critique bien intentionné n'hésite pas à reconnaître aux *Leçons de morale* qu'elles sont « remplies de chaleur, de sentiment et d'éloquence » (10). Ce n'est pas seulement une expression du goût néo-classique lorsqu'il s'extasie au clair de lune devant le Pont du Gard (11) ou lorsqu'il admire l'abbaye des prémontrés de Vigogne (12). Un goût sûr l'anime au moment où il choisit son mobilier. Il s'agit d'un bel ensemble estampillé Henri Jacob (13), un ébéniste dont le « frère » Georges a travaillé pour Marie-Antoinette (14). Malheureusement, nous manquons de documents iconographiques (15) pour déterminer dans quel goût l'historiographe a aménagé la bâtisse qu'il a achetée du chevalier de l'Hôpital. L'état actuel est trompeur, car le château fut

(7) *Souv.*, t. II, p. 264.

(8) *Souv.*, t. I, p. 425-427.

(9) *Pot pourri de Ville d'Avray*, Paris 1781.

(10) [Elie FRERON], *Année littéraire*, Paris 1773, t. V, p. 289-316, ici p. 292.

(11) *Souv.*, t. I, p. 269 (Voyage de 1771).

(12) *Souv.*, t. I, p. 404 (Voyage à Cambrai que Moreau fit en 1766).

(13) Comte François de SALVERTE (*Les ébénistes du XVIII^e siècle, leurs œuvres et leurs marques*, Paris 1953, p. 175) affirme qu'Henri Jacob « n'avait aucun lien de parenté » avec le célèbre ébéniste Georges Jacob et que le premier « chercha par tous les moyens à créer une confusion entre sa maison et celle de ses homonymes ». Moreau acheta ses meubles avec goût tout en faisant des économies.

(14) Voir Jeanne ARNAUD-BOUTELOUP, *Marie-Antoinette et l'art de son temps*, thèse Paris, Strasbourg 1924, p. 92.

(15) Nos recherches à la Bibl. nat., Cabinet des Estampes, au Musée de l'Île de France, à Sceaux, et aux Arch. dép. de Versailles ont été vaines et pour retrouver une gravure ou un dessin d'époque montrant le « château » de Chambourcy.

transformé au ^{xix}^e siècle dans le style de celui de Saint-Germain-en-Laye.

Ce qui semble correspondre à cette sensibilité est une certaine susceptibilité, une certaine irritabilité même. Les accusations portées contre Moreau à propos de l'exil des parlementaires aixois provoquent chez lui une « crise de nerfs » qui l'empêche d'écrire de sa propre main. Faute de documents, nous sommes incapables d'interpréter ces symptômes, nous pouvons seulement les constater. A ce symptôme médical s'en ajoute un autre. Moreau, myope pendant toute sa vie, devient aveugle après la Révolution. Ce défaut explique peut-être en partie sa gaucherie lorsqu'il est en société.

A côté de ces traits de caractère que nous venons d'énumérer, il y a heureusement, chez Moreau, une source « pure », contemporaine, un portrait moral brossé par lui-même en décembre 1766, à la demande de Mademoiselle O'Neill, sa fiancée. L'éditeur des *Souvenirs* ne reproduit que trois des 24 pages que comptait le manuscrit intitulé *Mon portrait au mois de décembre 1766*. Le fiancé se définit comme « tranquille, froid, timide, inattentif ». Ni ambitieux, ni intrigant, « j'aimais de bonne heure le repos, l'aisance, la liberté, l'étude » (16). Menant une vie indépendante, sans souci, tout adonnée à la science, il se veut un caractère ferme. Il est « content » de lui-même, poursuit-il, relevant ses deux qualités, la « droiture » et la « candeur », qui l'ont empêché de suivre des partis. C'est avec franchise qu'il avoue ses défauts : sa gaucherie en société, l'art de la parole qui lui manque. Bon juge de lui-même, Moreau constate : « je dois être fort ennuyeux lorsque rien ne fixe mon attention ou ne remue ma sensibilité ». Insistant sur sa « vaste curiosité », il affirme n'avoir « rien approfondi » à l'exception « de la morale et du droit public ».

Les jugements que Moreau porte sur lui-même sont empreints d'un réalisme qui frappe le lecteur. Voilà quelqu'un qui a fait ses premiers établissements et qui, non sans satisfaction, décrit sa position dans le monde. D'éventuels défauts physiques mis à part comme la myopie, le personnage ne se ménage guère. En ce qui concerne son

(16) Pour le suivant, voir *Souv.*, t. I, p. XXIV-XXVII.

comportement, Moreau, peut-être de propos délibéré, le décrit fort sévèrement. Nous ne connaissons pas la partie du manuscrit où l'avocat parle de sa fortune, s'il l'a jamais fait, mais nous constatons qu'il revient souvent sur un thème : « l'étude ». Il s'agit plus que d'un violon d'Ingres, car s'occuper d'une science, que ce soit la morale ou le droit public, comme dans le cas du futur historiographe, confère en outre une réputation sociale. Du moins est-elle le signe d'une certaine indépendance matérielle. Moreau dit donc vrai en décrivant ses traits de caractère. Ce qu'il cache, c'est que lui aussi, il a dû payer le prix de sa réussite sociale. C'est dans ce sens-là qu'il faut comprendre son manque d'ambition et sa droiture. Ce dernier trait, par ailleurs, revient constamment sous sa plume depuis qu'il est devenu partisan du pouvoir, adversaire déclaré des Philosophes. De ce fait, ce n'est point pure clause de style lorsque Moreau finit son *Mémoire sur les fonctions d'un historiographe de France* en disant : « J'ai annoncé mon plan. J'ai indiqué mes vues. J'espère qu'au moins, on me saura gré de mes intentions, de ma droiture et de mon désintéressement » (17).

b) Les « Souvenirs »

A l'âge de cinquante ans déjà, dégoûté par les accusations des parlementaires aixois lancés contre lui, Moreau, à l'en croire (17 a), se met à écrire ses *Souvenirs* qu'il soumettra à Bertin et qui seront approuvés par ce dernier.

Evidemment, l'avocat fait de ce bilan de sa vie un plaidoyer *pro domo* de ses attitudes politiques. Mais il fait en même temps preuve de modestie et de réalisme en dédaignant d'écrire des *Mémoires*, genre dans lequel l'auteur est en même temps sujet et objet, centre et aboutissement de l'œuvre. A défaut du manuscrit de la première version, il est difficile de juger les *Souvenirs* des années 1770. Moreau a certainement incorporé beaucoup d'éléments nouveaux dans la version définitive que Camille Hermelin a eu le grand mérite de publier. Au moment de la retraite de l'his-

(17) *Dix-Huitième Siècle*, N° 4, 1972, p. 215.

(17 a) *Souv.*, t. II, p. 42.

toriographe, après l'emprisonnement de 1794 (18) qui l'a terriblement marqué (19), il s'attaque à la rédaction définitive. Cela se sent au « finalisme » qui caractérise désormais l'ouvrage. Les grands et petits événements sont jugés par rapport à la Révolution; les amis et connaissances de l'avocat ont droit à une mention qui narre leur sort après 1789. Aussi incapable que Moreau le fut de comprendre les aspirations politiques des Parlements, aussi fermée que se montra son intelligence à la doctrine des Philosophes et des Physiocrates, aussi borné se montre-t-il encore dans ses jugements sur la Révolution. Il est caractéristique qu'il emploie un terme juridique du Moyen Âge pour qualifier le comportement des révolutionnaires. Pour Moreau, ils commettent un acte de « félonie » envers le roi, comme Louis XVI « envers Dieu ». (20). Bien entendu, pour lui aussi la royauté a sa part de responsabilité dans le désastre de la Révolution, mais il ignore les termes de « jugement de Dieu » et d'« expiation » que nous trouvons fréquemment dans la bouche des contre-révolutionnaires. Si l'aspect particulier, personnel des *Souvenirs* est la justification de ses actions, l'aspect général n'est pas moins important, car il est constitué par le rapport, on dirait presque l'antagonisme entre l'Ancien Régime et la Révolution. Moreau a été un observateur assez clairvoyant de la monarchie des deux derniers Bourbons en revanche, sous la Révolution, c'est moins la précision de l'observation, qui fait d'ailleurs défaut, que la réflexion sur les événements, les catégories du jugement qui nous rendent son opinion précieuse. A ce moment-là elle prend toute sa valeur comme témoignage sur la mentalité d'un groupe social. En même temps, le rôle de l'individu n'est plus déterminé par rapport à lui-même mais par rapport à une collectivité. Etudier la réaction du groupe social dont Moreau est représentatif serait un travail en soi. Malgré tous les gauchissements, malgré une perspective nécessairement rétrécie, le cadre de notre bio-

(18) *Souv.*, t. II, p. 534-540. Sa détention aux Recollets dura du 20 mars au 7 août 1794.

(19) Voir le portrait en tête du second volume des *Souvenirs*. Ce pastel remarquable, exécuté par sa fille, donne l'image d'un vieillard qui a connu les affres de la mort.

(20) *Souv.*, t. II, p. 588.

graphie nous oblige de nous limiter au seul témoignage de Moreau. Ce qui frappe d'abord le lecteur des *Souvenirs*, c'est un antagonisme dès le premier chapitre. En outre, le mémorialiste dispose de deux schèmes pour expliquer les origines de la Révolution. Des fautes politiques et des péchés. La ligne de démarcation n'est jamais très claire, mais l'historiographe âgé voit la deuxième moitié du XVIII^e siècle « sub specie aeternitatis » ; c'est-à-dire que le rapport qui lie les hommes à Dieu n'est jamais absent. A propos du ministre l'Averdy, il parle du « péché des anges rebelles » (21). Moreau dénonce même les « adultères publics, sinon le plus scandaleux despotisme » de Louis XIV (22). Et il croit le moment venu où les prophéties s'accomplissent. C'est une « rébellion contre le ciel » qui a provoqué la Révolution (23). Il est caractéristique que Moreau emploie un terme juridique du Moyen Age pour qualifier le comportement des révolutionnaires.

Pour l'avocat, ils commettent un acte de « félonie » envers le roi, comme Louis XVI « envers Dieu » (24). Bien entendu, pour lui aussi, la royauté a sa part de responsabilité dans le désastre de la Révolution, « qui a donné de si terribles leçons aux rois et aux peuples, et a sans doute été destiné à punir de grands crimes » (25) et, à un autre endroit, il parle « de la juste punition que Dieu commençait à exercer sur des attentats plus anciens et beaucoup plus coupables » (26). Et Moreau enchaîne par « l'espèce d'apostasie des princes, qui, se croyant les dieux de la terre, pour gouverner plus arbitrairement les hommes, leur apprirent à méconnaître la dépendance essentielle qui lie la créature intelligente et libre à son auteur ». Par ces jugements, par l'emploi de ces catégories, il est évident que Moreau, qui refuse de faire l'histoire des événements postérieurs à 1789, se rattache à une idéologie, dans laquelle, à peine une génération plus tard, les contre-révolutionnaires vont puiser. A la différence de Moreau, les Bonald et de Maistre vont

(21) *Souv.*, t. II, p. 390.

(22) *Souv.*, t. II, p. 559.

(23) *Souv.*, t. II, p. 562.

(24) *Souv.*, t. II, p. 588.

(25) *Souv.*, t. II, p. 555.

(26) *Souv.*, t. II, p. 576.

expliquer la Révolution par les termes de « jugement de Dieu » et d'« expiation », donnant ainsi une nouvelle qualité de rédemption à ce tournant de l'histoire.

Un finalisme marque la limite des *Souvenirs*. D'autre part, ils sont le reflet des qualités inhérentes à l'historien, qualités qui ont souvent fait défaut aux ouvrages de l'historiographe. En fait, sa documentation est de première main, il connaît à merveille les chefs des bureaux ministériels, et, de plus, les grands commis sont dans beaucoup de cas et ses camarades d'études et ses amis (27). Ses lettres au marquis d'Albertas prouvent également qu'il est un excellent connaisseur de l'administration politique, sachant fort bien comment intervenir dans les rouages de la politique au niveau de la préparation et de l'exécution. Dans son *Journal*, régulièrement tenu, il a minutieusement consigné les faits, les anecdotes, les jugements sur la plupart des ministres de l'Ancien Régime et leur politique. Sans doute, l'édition du *Journal*, une fois qu'il sera retrouvé, pourrait rendre d'éminents services à l'historien, car les notes prises au jour le jour ne révèlent ni le finalisme des *Souvenirs*, ni 'l'affabulation' que nous y rencontrons. La sobriété du fait « brut » fait parfois place à une petite mise en scène guère remarquée à première vue, mais très réelle. Cela ne vaut peut-être pas à chaque occasion où Moreau parle de lui-même, comme lorsqu'il décrit son enfance et son adolescence. Néanmoins, en tant que précepteur des enfants du Dauphin, il s'attribue le plan et la méthode du « cours historique », qui ont, en effet, été prescrits par le duc de la Vauguyon (28).

Dans les *Souvenirs*, nous trouvons un autre trait qui caractérise la personnalité de leur auteur. C'est un procédé habituel, malheureusement guère vérifiable quant au fond, qui porte Moreau à abriter ses propres décisions, commandes ou activités derrière une personnalité imposante telle que le chancelier d'Aguesseau, le Dauphin ou Bertin, pour ne citer que quelques exemples. L'impression générale qui se dégage des *Souvenirs* est celle de la sincérité de Moreau.

(27) Pour ne citer que quelques exemples : Cromot, Lenoir, Le Seurre, Mesnard de Conichard, Pétigny, Sémonin, Senozan.

(28) Voir chapitre III, p. 184.

L'avocat n'a pas créé un chef-d'œuvre littéraire comparable aux *Confessions* de Rousseau, mais ce n'est pas non plus sans talent qu'il raconte les événements. Cette fidélité à lui-même fait tout le prix des *Souvenirs*. C'est leur valeur de témoignage porté sur le XVIII^e siècle, par le représentant d'une couche sociale, qui les fait particulièrement apprécier par les historiens de ce XVIII^e siècle.

Paradoxalement, le mélange de modestie et de réalisme, joint à une vision fragmentaire des choses, rend les *Souvenirs* intéressants pour l'historien. Le rapport sur sa vie, écrit non sans verve et élan, mais exempt de tout moralisme doctrinaire, est certes le meilleur monument littéraire que Moreau a édifié à sa gloire d'écrivain et qui n'a comme pendant que son travail d'organisateur du Dépôt des chartes. Racontant ce qu'il a vécu, l'auteur est visiblement en accord avec son sujet. L'histoire vécue, celle de la France et celle de l'écrivain, sont à l'unisson avec la politique. La synthèse est faite au niveau de l'individu et, plus profondément, au niveau de ses pensées politiques et religieuses, de ses aspirations les plus intimes.

D'emblée, une comparaison des *Souvenirs* avec le *Discours sur l'histoire de France* fait ressortir les faiblesses du second ouvrage. Le souffle, le style élevé lui font défaut. Les constructions et les projections sur l'histoire sont logiques et cohérentes, bien que sociologiquement extrêmement fragiles. Le résultat devient décevant. Au lieu de convaincre ses lecteurs de la bonne cause monarchique, l'historiographie ne réussit qu'à les ennuyer. On connaît le mot de Voltaire :

« Mais malheur à l'auteur qui veut toujours instruire !
Le secret d'ennuyer est celui de tout dire » (29).

De cette façon, le fait lui-même est expliqué, mais non la cause. Chez Moreau, ce n'est certainement pas le manque d'ironie qui l'a empêché de créer véritablement une histoire. L'historiographie, semble-t-il, a été suffisamment sensible pour sentir le malaise de la société et en souffrir. Au-delà de tout opportunisme, cela s'explique sans doute par le fait qu'il se soit attelé si longtemps à une tâche aussi

(29) VOLTAIRE, *Discours en vers sur l'homme*, sixième discours, in *Œuvres*, éd. MOLAND, 52 vol. Paris 1877-1885, t. IX, p. 378-428, ici p. 419.

absorbante. Moreau invoque, dans la préface d'un poème, une force intérieure (30). En rédigeant son *Discours sur l'histoire de France*, l'auteur qui, par ailleurs, se veut gai, est devenu un « producteur d'ennui ». Nous sommes ici en face d'un problème grave, mais pour lequel l'historien manque de moyens pour pouvoir donner une réponse satisfaisante. Cependant, nous pouvons réunir quelques éléments. Nous constatons une disproportion entre projet et exécution. Peut-être un manque d'imagination sociologique, à la suite d'une vision extrêmement rétrécie de la société de son temps. Le premier élan n'est peut-être pas suffisamment contrôlé par une intelligence critique, permettant de voir l'engrenage intellectuel.

Il est certainement révélateur de la monarchie française à son déclin, non qu'elle nomme un historiographe de France de la trempe de Moreau, mais qu'elle publie quasi officiellement à l'Imprimerie du Louvre, le *Discours sur l'Histoire de France* à côté de l'*Histoire naturelle* de Buffon, ce succès sans précédent de l'érudition. De ce fait, l'ouvrage de Moreau reçoit une nouvelle signification. Il témoigne du désarroi et de l'incapacité du régime de se trouver un visage historique correspondant à l'idéologie dominante, à la vision sociologique, et qui soit à la hauteur de la qualité et des talents de ses administrateurs. En ce sens, la situation de Moreau historien reflète les problèmes ressentis, mais non résolus par l'Ancien Régime finissant.

.*.*

Démis en 1790 de toutes ses fonctions officielles, il vit retiré à Ville-d'Avray, puis à Versailles et finit par s'installer à Chambourcy. Dans la séance tenue le 14 août 1790 à l'Assemblée Constituante, le député Lebrun expose l'état des finances du Dépôt des chartes. Par décret, cette institution sera supprimée et réintégrée à la Bibliothèque Nationale. A cette occasion, Lanjuinais relève le cumul des pensions

(30) *Le Pot-pourri de Ville d'Avray*, Paris 1781, p. XIX.

touchées par Moreau, qui s'élèvent à 20.000 ou 30.000¹¹. Un seul député, M. de Saint-Martin, dénonce l'attitude politique de Moreau. « Quel est donc ce M. Moreau ? Serait-ce par hasard celui qui a employé son temps et ses veilles pour prouver que, même pour être esclaves, nous ne pouvons vivre que sous l'autorité d'un maître » (31) ? Et l'adversaire de Moreau de proposer le renvoi de ce dossier au comité compétent qui, pour sa part, va le priver de ses pensions.

L'historiographe en retraite n'est évidemment pas devenu un objet de haine de la part des villageois de Chambourcy, ce que lui vaut l'intégrité de sa vie. A la suite d'une dénonciation d'un jacobin, il est emprisonné pendant quatre mois aux Recollets (1794). Aveugle et dictant ses *Souvenirs*, il finit tranquillement ses jours dans son château, le 7 juin 1803 (32). Détail macabre, l'écrivain Desessarts l'avait fait périr sur l'échafaud, le 27 mars 1794 (33). Absorbé par son activité quotidienne et probablement aussi par la préparation à l'au-delà, il n'a apparemment pas réagi à cette nouvelle.

A l'opposé de ceux qui, comme Voltaire et Rousseau, ont lutté pour la liberté et dont le tombeau fut flétri, la dépouille mortelle enlevée et profanée, Moreau a eu la chance que sa fille ait fait transférer les restes de son père dans le nouveau cimetière de Chambourcy, où gisent ensemble dans une tombe commune, les parents, la fille et le gendre. En outre, Madame de Clédat a fait poser une dalle en pierre, surmontée d'une simple croix de bois. Il n'est pas improbable qu'ainsi, pleine de piété, elle ait exaucé les vœux de son père.

(31) ARCHIVES PARLEMENTAIRES, t. 18, p. 69.

(32) Chambourcy, Arch. mun., Actes de l'état civil, décès de Moreau du 10 messidor an 11.

(33) Voir *Nouvelle Biographie Générale*, t. 36, Paris 1861, p. 480, n. 1.

I N D E X

- Académie française, 94, 148, 160, 234, 307, 312, 322, 323, 325.
 Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, 93, 94, 106 n., 138, 149, 151, 153, 158, 160, 171, 172, 234, 246, 260, 311-315, 322-325.
 Académies de province, 129, 130, 132, 315.
 ADELAIDE (Madame), fille de Louis XV, 304, 323.
 ADHEMAR (Jean-Balthazar, comte d'), 321 n.
Affiches de Province, 80.
 AFFORTY, 136 n.
 AGUESSEAU (Henri-François d'), chancelier de France, 59, 63, 65 n., 70, 91, 96, 104, 118, 134 n., 144, 169, 180, 188, 218, 362.
 AGUESSEAU DE FRESNES (Jean-Baptiste, Paulin de), 62, 63.
 AIGUILLON (Emmanuel-Armand de Vignerot, duc de), ministre et secrétaire d'Etat, 240, 247, 248 n.
 Aix-en-Provence, 118 n., 214-228, 232, 238, 305 n., 344, 352, 358.
 Aix-la-Chapelle, 70, 204.
 ALBERTAS (Jean-Baptiste, marquis de), premier président de la cour des comptes d'Aix-en-Provence, 217, 218, 219 n., 220 n., 221 n., 222 n., 224 n., 225-229, 257, 305 n., 343 n., 352, 362.
 ALEMBERT (Jean Le Rond d'), 76, 80, 265 n., 305 n.
 ALLESNES (dom Joscio d'), 314.
Almanach royal, 161, 258 n.
 AMELOT DE CHAILLOU (Antoine-Jean), intendant de Bourgogne, 127 n.
 AMELOT DE CHAILLOU (Jean-Jacques), ministre et secrétaire d'Etat, 324.
 Amiens, 57, 116.
 AMILLY, premier président du parlement de Bretagne, 235.
 Amsterdam, 302.
 ANDLAU (Antoine-Henry, comte d'), 349 n.
 Angély, 109, 110, 132 n.
 ANGLEZY (François-Jean-Joseph), 216.
 ANISSON-DUPERRON (Jacques), 304 n.
Année littéraire, 74 n., 77 n., 80, 192 n., 193, 249 n., 252 n., 305 n., 357 n.
 Anvers, 163-165, 167, 305 n., 314, 321.
 Archives, 95, 98, 101, 120, 121 n., 127, 137, 149, 160, 161, 170, 171, 264, 310.

- ARDILLER, 105 n.
ARGENSON (René-Louis de Voyer, marquis d'), ministre et secrétaire d'Etat, 69, 70, 306.
Arles, 238.
ARNAUD (François), 323.
ARNAULD (Antoine), 60.
Arras, 100 n., 122, 161, 313.
ARTOIS (Charles-Philippe de France, comte d'), 328 n.
Avignon, 237-240, 305.
Autun, 57.
Auxerre, 57, 64, 66, 276.
Auxonne, 105.
- BABEUF (Gracchus), 106 n.
BACHAUMONT (Louis Petit de), 93 n., 216, 225 n., 230, 237.
BALUZE (Etienne), 142, 145, 270.
BARBIER (Edmond-Jean-François), 69, 200, 237 n., 346.
BARENTIN (Charles-Louis-François de Paule de), garde des sceaux, 163, 261 n.
BARRE (Joseph), 245.
BATTENEY, 105 n.
BAUDEAU (Nicolas), 129, 131, 347.
BAYLE (Pierre), 104.
BEAUMONT (Christophe de), archevêque de Paris, 71, 276, 348, 353.
Beauvais, 350 n.
BEAUVAU (Charles-Just de, prince de Beauvau-Craon, duc de), gouverneur du Languedoc, 213.
BÉJOT (François), 151.
BÉRANGER, 285.
BERGER, 123.
Berlin, 322.
BERNIS (François-Joachim de Pierre, cardinal de), 81.
BERRY (duc de), voir LOUIS XVI.
BERTHIER, 248 n.
BERTHIER (Guillaume-François), 184.
BERTHOD (dom Anselme), 162 n., 163, 165, 167, 321 n.
BERTIER DE SAUVIGNY (Louis-Jean), intendant de Paris, 344 n.
BERTIN (Henri-Léonard), contrôleur général, ministre d'Etat, 87, 90-92, 94-97, 100-104, 106, 108, 109, 112, 115, 117 n., 122 n., 123 n., 126, 127, 130 n., 147, 150-153, 155, 156, 158-161, 163 n., 166, 168 n., 169, 170, 175, 200, 202, 208 n., 209, 211, 215, 217, 224, 225, 230, 232, 240, 260, 264, 310, 311 n., 325, 347, 349 n., 359, 362.
BERTIN (Charles-Jean de), évêque de Vannes, 240, 241.
BERTRAND DE MOLEVILLE (Antoine-François, comte), intendant de Bretagne, 236 n.

- Besançon, 105, 130-132, 163, 167, 210, 211, 322.
 BÉVY (dom Charles-François), 246, 258 n., 321 n.
 Béziers, 261 n.
Bibliothèque impartiale, 194.
 Bibliothèque royale, 88, 89, 101, 141, 154, 364.
 BIGNON (Armand-Jérôme), 88, 89.
 BOILEAU-DESPRÉAUX (Nicolas), 256, 262.
 BOISGELIN (Jean de Dieu-Raymond de), archevêque d'Aix-en-Provence, 238.
 BOLINGBROKE (Henry Saint John, viscount), 194.
 Bollandistes (S.J.), éditeurs des *Acta Sanctorum*, 161-165, 315.
 BONALD (Louis-Gabriel-Ambroise, vicomte de), 332, 361.
 BONAMY (Pierre-Nicolas), 148.
 BONNET (Charles), 336.
 Bordeaux, 106 n., 111 n., 114, 129, 130 n., 132, 133.
 BOSSUET (Jacques-Bénigne), évêque de Meaux, 53, 178, 185, 186, 188, 189, 244, 246, 249, 254, 264, 317, 330-333, 337, 338.
 BOURCHER D'ARGIS (Antoine-Gaspard), 150, 151.
 BOUDOT, 150.
 BOULAINVILLIERS (Henri, comte de), 229, 271, 272, 274, 280, 292.
 BOULOGNE (Jean de), contrôleur général, 137.
 BOUQUET (dom Martin), 144, 270.
 BOUQUET (Pierre), 148, 151, 178.
 BOURGEOIS DE BOYNES (Pierre-Etienne), intendant de Franche-Comté, 210, 211.
 Bourges, 57.
 BRÉHAUT DU FOURNET, 305 n.
 BRÉQUIGNY (Louis-Georges-Oudard Feudrix de), 94-98, 103, 119, 120, 132, 138-146, 148, 151, 152, 154, 157, 159, 160, 165-170, 172, 241, 242, 261, 283 n., 308, 309 n., 311-314, 322, 323.
 BRIAL (dom Michel-Jean-Joseph), 314 n.
 BRINCOURT (dom Jean-Baptiste), 122, 123 n.
 Brioude, 272.
 BROSSES (Charles de), 323.
 BRUNEHAUT, reine d'Austrasie, 279.
 Bruxelles, 134, 163, 164, 314, 321, 352 n.
 BUCQUET DE BRACHEUX, 350.
 BUFFON (Georges-Louis Leclerc, comte de), 76, 260, 364.
 BURKE (Edmund), 336.
 BURLAMAQUI (Jean-Jacques), 317.
 BURLE RÉAL DE CURBAN, 204.

 CALAS (affaire), 265.
 CALONNE (Charles-Alexandre de), contrôleur général, 150 n., 158.
 Cambrai, 123, 276, 348.

- CAMUS (Armand-Gaston), 307.
CAPPERONNIER (Jean), 150.
CARRIERE (dom Marie-Jacques), 111 n., 114, 115 n., 133.
CASSINI (César-François de Thury, comte de), 321.
CAVAIRAC (Jean Novi de), 239.
CAYLUS DE TUBIERES (David-Charles-Gabriel de), évêque d'Auxerre, 64, 66, 276.
CHAILLON DE JONVILLE (Augustin-Jean-François de), 327 n.
Châlons-sur-Marne, 130.
Chambourcy, 165 n., 344, 345, 351 n., 357 n., 364, 365.
Chambre des comptes de Paris, 137, 269.
Chambres des comptes, 92, 102, 119, 124, 128, 149, 168, 213, 258 n.
CHARLEMAGNE, 249, 253, 266 n., 269, 271, 280, 288-290, 292-297, 299.
CHARLES V, 299.
CHARLES VII, 249.
CHARLES-LE-CHAUVE, 141, 278, 281, 282.
CHARLES-LE-GROS, 249.
Chartres, 117, 305.
CHASTELLUX, 343.
CHATEAUBRIAND (René de), 53, 332.
CHATELET (Emilie Le Tonnelier de Breteuil, marquise du), 333.
CHAUMEIX (Abraham-Joseph de), 81, 84.
CHÉRIN (Bernard), 102, 150, 151, 258 n.
CHEVALIER, 151.
CHEVREUX (dom Ambroise-Auguste), 111 n., 164.
CHINIAK DE LA BASTIDE (Pierre), 145.
CHOISEUL (Etienne-François de Stainville, duc de), ministre et secrétaire d'Etat, 82, 221, 222, 229 n., 238, 240 n.
CLÉDAT (Gabriel-Martial, baron de), 351, 365.
CLEMENT (dom François), 152, 168 n., 314 n.
CLEMENT XIV, 240.
CLERC, 227.
CLOVIS, 56, 182, 274, 277.
Cluny, 167, 272.
COBENZL (Jean-Louis-Joseph, comte de), 315.
COCHIN (Augustin-Henri), 227.
COFFIN (Charles), 61.
COL (dom Joseph), 107, 120, 121, 126.
COLBERT (Jean-Baptiste), contrôleur général, 92, 113, 227.
COLLOZ (dom Michel), 116 n.
COLOMBAT, 62.
CONDÉ, 176 n.
CONDORCET (Marie-Jean-Antoine-Nicolas Caritat, marquis de), 316, 333.

- COQUELEY DE CHAUSSEPIERRE (Charles-Georges), 148.
 CORIOLIS (Henri-Gaspard), 305 n.
Correspondance littéraire, philosophique et critique, 185 n., 191,
 197, 198 n., 225 n., 243 n., 244, 245 n.
 COSQUER (Barthélemy-Pélage Georgelin de), 322.
 COULANGE (Henri-Marguerite Contaud de), 343, 349.
 COURCHETET D'ESNANS (François), 134.
 COURT DE GEBELIN (Antoine), 321.
 COUSIN-DESPREAUX (Louis), 301, 305 n.
 CRAS (Henri-Constantin), 302, 321.
 CRASSOUS (Etienne), 212-214.
 CREVIER (Jean-Baptiste-Louis), 61.
 CROMOT, 362 n.
- DACIER (Edme), 172.
 DALBERT, 150.
 DAMIENS (attentat de), 71.
 DANIEL (Gabriel), 108 n., 168 n., 246, 258 n., 271, 273, 274, 289,
 316.
 DANNENHER, 152 n.
 DAUPHIN (Le), fils de Louis XV, 72, 184, 245, 248 n., 251, 256,
 299, 304, 354, 362.
 DELRUE (dom Joseph), 110.
 DESCHAMPS (dom Léger), 123.
 DESESSARTS (Nicolas-Toussaint Le Moyne, dit), 365.
 DESMARETZ, 305 n.
 DEVIENNE (dom Charles-Jean-Baptiste d'Agneaux), 132, 133 n.,
 246, 258 n., 269 n.
 DIDEROT (Denis), 70, 71, 74, 75, 81-83, 335, 354.
 Dieppe, 106, 107 n.
 Dijon, 57, 104, 125 n., 126 n.
 DOMAT (Jean), 317.
 DOMINICÉ, 258 n.
 DOYEN, 117.
 DROZ (François-Nicolas-Eugène), 105, 130-132, 163, 322.
 DUBARRY (Marie-Jeanne, duchesse), 243.
 DUBOS (Jean-Baptiste), 182, 249, 271, 274, 308, 309.
 DU CANGE (Charles), 166.
 DU CHESNE (André), 270.
 DU CHESNE (François), 258 n.
 DUCLOS (Charles-Pinot), 82, 258, 322 n., 352 n.
 DUEZ (dom Maximilien), 110, 132 n.
 DUFORT, 203.
 DU HALDE (Jean-Baptiste), 246.
 DUNAND (Joseph), 105, 125, 126, 128.
 DUPARC-POULLAIN, 237.
 DUPONT DE NEMOURS (Pierre-Samuel), 204, 206-208.

- DUPRÉ DE SAINT-MAUR (Nicolas), intendant de Bordeaux,
130 n., 269 n.
DUPUY (Louis), 323.
DUPUY (Pierre), 104, 237 n.
- EISEN (Charles), 246.
Encyclopédie, 68, 71, 75, 76, 79-84, 119, 305 n., 332, 354.
Ephémérides du citoyen, 204, 207, 208.
ERNST (Simon-Pierre), 164.
ESMANGART (Charles-François-Hyacinthe), intendant de Lille,
161 n.
EU (Louis-Charles de Bourbon, comte d'), 147.
EUGÈNE III, 287.
EYME (dom Estienne), 126.
- FANTONI CASTRUCCI (Sebastiano), 238 n.
FÈNELON (François de Salignac de la Mothe), 79, 185.
FESCHEUX, 305 n.
FLEURY (André-Hercule, cardinal de), premier ministre, 70.
FLEURY (Claude de), 264, 270, 278, 300.
Foix, 310 n.
FONCEMAGNE (Etienne Lauréault de), 93, 94, 96, 97, 137, 148,
151, 323.
Fontainebleau, 211.
FONTENEAU (dom Léonard), 103, 109, 121, 124 n., 132, 314.
FONTETTE (Charles-Marie Fevret de), 251.
FORBONNAIS (François Véron de), 195.
FOSSA, 165, 167.
FOUCHER (Paul), 324.
FOUQUET (Nicolas), surintendant des finances, 91, 137, 166.
FOY (Louis-Estienne de), 101, 137, 138 n., 156, 166.
FRÉDÉRIC II, 67, 68, 78, 245.
FRÉRON (Elie), 74, 77, 80, 81, 84, 192, 193, 249, 252, 305 n.,
357 n.
FULBERT, 145.
- Gallicanisme, 278, 279, 300, 307, 356.
GALLIMARD (Jean), 58.
GALLIMARD (Philippe-Charles), 58.
GALLIMARD (Ursule), 58, 59.
GANNERON, 227.
GARAMPI (Joseph), 239, 240.
GARNIER (Jean-Jacques), 151, 258.
GAUTIER DE SIBERT, 151.
Gazette de France, 113, 304.
Genève, 205, 349.
GEORGEL (Jean-François), 356.

- GEROU (dom Guillaume), 103, 107, 110, 126, 134, 135.
 GIBERT, 151.
 GILBERT, 148.
 GILBERT DE VOISINS (Pierre), 64, 351 n.
 GIN (Pierre-Louis-Claude), 302.
 GIRY DE SAINT CYR (Odet), 72, 82.
 GLESE DE LA BLANQUE, 261 n.
 GODEFROY (Denis II), 237, 258 n.
 GODEFROY (Denis-Joseph, sieur de Maillart), 100 n., 154, 157,
 160, 165, 261 n., 311 n., 313.
 GODEFROY (Théodore), 118 n.
 GOEGISCH (Petrus), 139.
 Goettingue, 317, 318.
 GOURNAY (Vincent), 195.
 GRANDIDIER (Philippe-André), 164, 165, 258 n., 303 n., 305 n.,
 315, 352 n.
 GRAVIÈRE (Manoël de), 163.
 GRENIER (dom Nicolas), 107, 116, 144, 145, 152, 153 n., 314.
 Grenoble, 212.
 GRIFFET (Henri), 246.
 GRIMM (Frédéric-Melchior), 198, 243-245.
 GROSLEY (Pierre-Jean), 130 n., 352.
 GUENÉE (Antoine), 324.
 GUETTARD, 207.

 Haarlem, 321.
 HELVETIUS (Claude-Adrien), 75, 81, 82.
 HÉNAULT (Charles-François, le président), 246, 248.
 HENRI IV, 249.
 HINCMAR, 253.
 Historiographe de France, 155, 156, 255-265, 267, 326, 327, 352,
 364.
 HOBBS (Thomas), 76.
 HOUARD (David), 106, 305 n., 317.
 HUGUES CAPET, 141, 249, 280.
 HUME (David), 245, 295, 305 n.
 HUNAUD (François-Auguste, comte de), 349 n.

 JACOB (Georges), 357.
 JACOB (Henri), 357.
 Jansénisme, 58, 59, 61, 65, 66, 69, 70, 73, 78, 79, 84, 168 n., 229,
 300, 307, 337, 347, 354, 356.
 JANSENIUS (Corneille Jansen, dit), 57.
 Jardin du roi, 156, 260.
 JARENTE DE LA BRUYÈRE (Louis-Sextius de), évêque d'Or-
 léans, 104, 113.
 JEAN (duc de Bourgogne), 56.

- JEANNE (comtesse de Provence), 237, 239.
JEANNE D'ARC, 56, 311.
JOANNIS, 227, 228.
JOINVILLE, 135.
JOLY DE FLEURY (Guillaume-François), procureur général au parlement de Paris, 64, 66.
JOLY de FLORY (Omer), procureur général au parlement de Paris, 83, 137.
JOSEPH II, 296 n., 314.
Journal de Verdun, 251.
Journal des Savants, 84, 169, 197, 319.
Journal encyclopédique, 80 n.
- KERKER, 322 n.
KLUIT (Adriaan), 302 n.
KOCH (Christophe-Guillaume), 317.
- LABBAT (dom Pierre-Daniel), 144, 152.
LA CHALOTAIS (Louis-René de Caradeuc de), 220, 236 n.
LA CONDAMINE (Charles-Marie de), 254, 287 n.
LACROIX, 152.
LA HARPE (Jean-François), 84, 225 n., 324, 353 n.
LA METTRIE (Julien Offroy de), 75.
LA MICHODIÈRE (Jean-Baptiste-François de), intendant de Normandie, 128.
LAMOIGNON (Chrétien-François II), garde des sceaux, 123, 161 n., 236 n., 307, 325 n., 328, 350.
LAMOIGNON DE BLANCMESNIL (Guillaume de), chancelier de France, 210.
LANJUINAIS (Jean-Denis, comte de), 364.
LA PORTE DU THEIL (François-Jean-Gabriel de), 144, 145, 153, 157, 165, 167.
La Rochelle, 110, 132.
LA TOUR (Charles-Jean-Baptiste des Galois de, vicomte de Glené), intendant de Provence, 220, 222 n.
LAURAGUAIS (Louis Brancas, duc de), 229, 230.
LAUREAU, 117.
LAURIÈRE (Eusèbe-Jacob de), 91, 119, 139.
LA VAUGUYON (Antoine-Paul-Jacques de Quélen, duc de), gouverneur des enfants de France, 184, 204, 251, 256, 266, 299, 301, 362.
L'AVERDY (Clément-Charles-François de), contrôleur général, 88, 102, 208 n., 209, 218, 219, 221, 235-237, 240, 311, 344 n., 349 n., 361.
LA VILLE (Jean-Ignace de), 66, 68.
LAVOISIER (Antoine-Laurent), 321.
LEBEAU, 352 n.

- LEBEAU (Paul-François), 57, 58.
 LEBEUF (Jean), 270 n.
 LE BOUCQ, 305.
 LE BRET (Cardin), 317.
 LE BRETON (André-François), 81, 83.
 LEBRUN (Charles-François), 225 n., 248 n., 364.
 LECOIGNEUX, 153.
 LEIBNIZ (Gottfried-Wilhelm), 140.
 LE LONG (Jacques), 245.
 LE NAIN DE TILLEMONT (Sébastien), 60.
 LENGLET (Antoine), 88.
 LENGLET DUFRESNOY (Nicolas), 245.
 LENOIR, 150.
 LE NOIR (dom Jacques), 107, 128, 314.
 LENOIR (Jean-Charles-Pierre), 218, 219 n., 222, 226, 362.
 LE SEURRE, 362 n.
 LE TELLIER (Michel), chancelier de France, 166.
 LÉZARDIÈRE (Marie-Charlotte-Pauline-Robert de), 272, 293, 308, 309.
 L'HOPITAL (Elie-Guillaume, vicomte de), 344, 357.
 LIEBLE (dom Philippe-Louis), 152.
 Lille, 100 n., 118 n., 154 n., 167, 168, 313.
 Limoges, 120, 121 n., 126.
 LINGUET (Simon-Nicolas-Henri), 254, 335.
 LOCKE (John), 76, 178, 188, 294, 317, 332.
 Londres, 142, 165, 167, 168.
 LORRY (François), 88, 237.
 LOUIS, voir ROHAN.
 LOUIS XIII, 250.
 LOUIS XIV, 60, 69, 92, 113, 118, 166, 181 n., 185, 201, 237, 250, 317, 338, 361.
 LOUIS XV, 72, 99, 112-114, 127, 133-135, 147, 148, 156, 181 n., 211, 215, 237, 239, 240 n., 250, 251, 256, 311, 335, 353.
 LOUIS XVI, 155, 164, 185, 189-191, 243, 249, 251, 256, 257 n., 266, 273, 290, 299, 303, 304, 311, 327, 335, 338, 339 n., 348, 360, 361, 362.
 LOUIS XVIII, voir PROVENCE (comte de).
 LOUIS-LE-DEBONNAIRE, 282, 292.
 LOUIS-LE-GROS, 275, 281, 283, 286.
 LOUIS-LE-JEUNE, 138, 249, 284.
 Louvain, 163.
 Luçon, 121 n., 124 n.
 Luxeuil, 163.
 LUZAC (Elie), 194, 302, 321, 336.

 MABILLON (dom Jean), 60, 108, 113.
 MABLY (Gabriel Bonnot de), 53, 136, 137 n., 245, 249, 268 n., 271, 274, 275, 292, 294, 302, 309, 326.

- MACHAULT D'ARNOUVILLE (Jean-Baptiste de), contrôleur général, 94, 137.
MACHIAVEL (Nicolas), 306.
MAHOMET, 312.
MAISTRE (Xavier de), 332, 361.
MALESHERBES (Chrétien-Guillaume de Lamoignon de), directeur général de la librairie, 64, 66, 79, 81, 83, 84, 202-204.
Mantes, 61.
MARIE-ANTOINETTE, 136, 229, 243-247, 307, 323, 324, 328 n., 346, 348, 357.
MARMONTEL (Jean-François), 215, 257, 258, 352 n.
Marmoutier, 126 n.
MARIE-THERÈSE, 163, 245.
MAROLLES (Claude de), 123, 124.
Marseille, 221.
MARTIN, 110, 132 n.
MARTIN II GERBERT, prince-évêque de Saint-Blaise, 152 n., 168 n.
MAUPEOU (René-Charles de), vice-chancelier, puis chancelier, 212, 218, 222, 225, 226.
MAUPEOU (René-Nicolas-Charles-Augustin de), chancelier, 169, 191 n., 213, 217 n., 224-227, 229, 248 n., 252, 307 n., 317.
MAUREPAS (Jérôme-Frédéric Phélypeaux, comte de), ministre, 323, 324.
MAURY (Jean-Siffrein), 307, 325.
MAZARIN (Jules, cardinal), premier ministre, 92.
MAZENOD (Charles-Alexandre de), président de la cour des comptes de Provence, 184, 220 n., 221, 344 n.
MELIN, 227.
Mémoires de Trévoux, 168 n., 319.
Mémoires secrets, 93, 207, 216, 217 n., 225 n., 237 n.
MENARS, 353.
Mercure de France, 185 n.
MERCY-ARGENTEAU (François, comte de), 163.
MÉROVEE, 279.
MÉSENGUY (François-Philippe), 61.
MESNARD DE CONICHARD, 227, 362 n.
MÉZERAY (François Eudes de), 270.
MILLOT (Claude-François-Xavier), 302.
MIRABEAU (Gabriel-Honoré Riquetti, comte de), 252-254.
MIRABEAU (Victor Riquetti, marquis de), 198, 204-206.
MIROMESNIL (Armand-Thomas Hue de), premier président du parlement de Normandie, puis garde des sceaux, 130 n., 132, 136, 142, 152, 200 n., 238 n., 269 n.
MOLE (Mathieu-François de), président du parlement de Paris, 64.
MONGE (Gaspard), 321.

- Moniteur français*, 175-183, 186, 233.
Montauban, 351 n.
MONTCALM DE SAINT-VÉRAN (Louis-Joseph, marquis de), 176 n.
MONTESQUIEU (Charles de Secondat, baron de La Brède et de), 79, 90, 180, 181, 186-188, 190, 194, 250, 251, 274, 287, 290, 292, 306, 308, 309, 329, 334, 336.
MONTFAUCON (dom Bernard de), 108, 168 n.
Montiéramey, 122, 123.
Montpellier, 212, 345.
MONTYON (Auguste-Jean-Baptiste-Robert Auget, baron de), 311.
MOREAU (Auguste-Pauline), 346 n., 351, 353, 355, 356, 360 n., 365.
MOREAU (Charles-François), 61, 344.
MOREAU (Edme-Nicolas), 57-59, 61, 233, 316, 343, 353, 354.
MOREAU (Edme-Thomas), 61, 202 n., 349 n., 355 n.
MOREAU (Jacob), 58.
MOREAU (Jacob, dit de la Plante), 55, 57, 58, 233, 316.
MOREAU (Paul-Augustin, dit de Vormes), 61, 212 n., 241, 349 n.
MOREAU (Paul-François), 57.
MOREAU-DUFOURNEAU (Jacob), 59, 261.
MORELLET (André), 195-198, 347.
MORIZOT (Martin), 252.
Mortagne, 107.
MOSER (Justus), 336.
MOUCHET (Georges-Jean), 138, 157.
MOUYART DE VOUGLENS (Pierre-François), 307 n.
MULEY (Charles), 108 n.
Munich, 239.
MUTTE, 122.

NÉAULME, 75.
NECKER (Jacques), directeur général des finances, 288 n., 311.
NELIS (Corneille-François), évêque d'Anvers, 163, 164, 305 n., 314, 321, 352 n.
Nevers, 152.
NICOLAI, 238.
NICOLE (Pierre), 60.
NOAILLES, 348.
NOAILLES (Adrien-Maurice, maréchal, duc de), 150, 225, 346, 348.
NOAILLES (Louis-Antoine, cardinal de), 225, 276, 348.
NOGARET, 227.
Nogent-sur-Coucy, 108 n.
NORDBERG (Jöran A.), 246.
Nouvelles ecclésiastiques, 59 n., 70, 78, 240 n., 296 n.
NYON, 246 n.

Observateur hollandais, 65-68, 78 n., 175, 176, 184, 197, 217, 347.
OLIVIER DE SENOZAN, 362 n.

OLIVIER DE SENOZAN (Jean-Antoine), président du parlement de Paris, 64.

O'NEILL (Marie-Louise), 343, 344 n., 348, 349 n., 351 n., 355 n., 358, 365.

Opinion publique, 71, 96, 118, 146, 171, 187, 192, 203, 219, 231, 232, 250, 257, 264, 267, 286-288, 320, 334.

ORMESSON (Marie-François de Paule Lefèvre d'), 227.

Orléans, 103, 104, 113, 135.

PAGERY, 219.

PAJOT (Louis-Léon, comte d'Ons-en-Bray), 352.

PALISSOT DE MONTENOY (Charles), 81-84.

Paris, 59, 60, 62 n., 64, 71, 87, 88, 104, 147, 149, 153, 154, 161, 164, 167, 168, 201, 210, 216, 217, 236 n., 246, 296 n., 302 n., 348, 356, 357, 365.

PARIS (François de), 57, 64, 70.

Parlement de Paris, 61, 66, 69, 73, 102, 178, 189, 198, 202 n., 207, 210, 211, 213, 215, 269, 320, 329.

Parlements, 70, 86, 88, 92, 96, 97, 119, 124, 128, 149, 171, 187-189, 210, 212, 213, 215, 217, 228, 233, 252, 257, 272, 311.

PASSE-LAIGUE (Georges), 227.

PASTORET (Claude-Emmanuel-Joseph-Pierre de), futur chancelier de France, 145, 153, 172, 261, 274 n., 327 n.

Pau, 167, 220.

PAULMY (Marc-Antoine-René, marquis de), 152, 155, 306, 311, 323.

PELLISSON (Paul), 185, 258 n.

PÉPIN, 285.

PERIGORD, 346.

Périgueux, 240-242, 350.

Perpignan, 165, 167.

PERRAULT, 124.

Petersbourg, 322.

PÉTIGNY, 222, 362 n.

PFEFFEL (Chrétien-Frédéric), 239.

PHARAMOND, 274.

PHILIPPE (duc de Bourgogne), 56.

PHILIPPE-AUGUSTE, 269 n., 284-286, 288, 289, 311.

PHILIPPE D'ORLÉANS, régent, 69.

PIEDMONT, 356.

PIERRE (dom Etienne), 305 n.

PITHOU (Pierre), 351, 352 n.

PLESSIS, 203.

POIRIER (dom Germain), 110 n., 145, 314 n.

Poitiers, 109.

- POLASTRON (Marguerite de), 349 n.
 POLASTRON (Marie-Henriette, duchesse de), 349 n.
 POLIGNAC (Jolanthe-Martine-Gabrielle, duchesse de), gouvernante des enfants de France, 346, 348, 349 n., 353.
 PONTCHARTRAIN (Louis Phélypeaux, comte de), chancelier de France, 118, 119, 139, 169, 264.
 PRASLIN-CHOISEUL (César-Gabriel de Choiseul-Chevigny, comte de Choiseul, puis duc de), ministre, 68.
 PRAULT, 86, 87 n.
 PREVOST (Antoine-François), 62 n.
 PROVENCE (comte de), futur Louis XVIII, 50 n., 173, 339 n., 362.
 Providentialisme, 56, 65, 75, 154, 179, 249, 250, 300, 333, 334, 338.
 Pyrrhonisme historique, 312.
- QUEINSERT (dom Jean-Baptiste), 108, 116, 122, 123, 305 n.
 QUERLON (Anne-Gabriel Meusnier de), 80.
- RACINE (Jean), 256, 262.
 RAPIN-THOYRAS (Paul de), 142.
 RAYMOND, 103, 305 n.
 RÉAL DE CURBAN, voir BURLE RÉAL DE CURBAN.
 REGNARD (Jean), 58.
 Remontrances, 189, 190 n., 212, 215, 219, 234.
 Représentation, droit de, 69, 187, 287.
 RIAENTS (François-Xavier-Bruno des), 216.
 RICHELIEU (Armand-Jean du Plessis, cardinal duc de), premier ministre, 92, 250.
 RICHELIEU (Louis-François-Armand de Vignerot du Plessis, maréchal duc de), 348.
 RIPERT DE MONCLAR (J.-P.-F., marquis), procureur général au parlement de Provence, 214, 215, 221, 224, 225, 238, 240.
 RIQUEIR, 123 n.
 RIVAROL (Antoine Rivarol, dit comte de), 294, 306.
 ROCHECHOUART, gouverneur de Provence, 226.
 ROHAN (Louis-René-Edouard, cardinal prince de), évêque de Strasbourg, 323.
 ROLLIN (Charles), 61.
 Rome, 165, 238-240, 275, 279, 296, 299.
 ROSEN, 349 n.
 Rouen, 106, 107 n., 128, 200, 207, 211.
 ROUSSEAU (Jean-Jacques), 53, 76, 77, 82, 205, 206 n., 245, 306, 317, 349, 363, 365.
 ROUSSEAU (Pierre), 80.
 ROUSSEL DE LA TOUR (Pierre-Philippe), 198-200.
 ROUSSET DE MISSY (Jean), 67.
 Rufec, 103 n.

- RUINART (dom Thierry), 60.
RYMER (Thomas), 95 n., 139, 140, 142, 148, 166, 168.
- SABATIER, 130 n.
Saint-Benoît-sur-Loire, 103 n., 107, 134 n.
Saint-Bertin, 314.
Saint-Blaise, congrégation, 164, 303.
Saint-Denis, 262.
SAINTE-MARTHE, 60.
SAINTE-PALAYE (Jean-Baptiste Lacurne de), 93-95, 97, 137, 138, 148, 150, 151, 267, 323, 353, 354.
SAINT-FLORENTIN, 60.
SAINT-FLORENTIN (Louis Phélypeaux, comte de), duc de la Vrillière, ministre et secrétaire d'Etat, 257 n., 310 n.
Saint-Florentin, 55-57, 59, 233, 351, 352 n., 357.
SAINT-GENIS (Auguste-Nicolas de), 153.
SAINT-GEORGES (Marie de), 106 n., 305 n.
Saint-Germain-des-Prés, 60, 110, 141, 144, 171, 314.
Saint-Germain-en-Laye, 358.
Saint-Léger, 145 n.
SAINT-LOUIS (LOUIS IX), 135, 249, 267, 288, 289, 297-300, 338.
SAINT-MARC (Charles Lefebvre de), 62 n.
SAINT-MARTIN, 365.
Saint-Maur, congrégation, 60, 92, 94-96, 98-100, 103, 105, 107, 110, 112, 114, 120, 143, 144, 151, 152, 160, 161, 163, 164, 166, 168, 258 n., 269 n., 314.
SAINT-PIERRE (Charles-Irénée Castel, abbé de), 298.
Saint-Vanne et Saint-Hydulphe, congrégation, 112, 131, 166, 167, 258 n.
SANDRIER (Thomas), 58.
SANDRIER (Ursule), 58.
SCHLOZER (August Ludwig von), 336.
SCHOEPPFLIN (Jean-Daniel), 238, 258 n., 322, 352 n.
SECOUSSE (Denis-François), 91, 94, 95 n., 119, 137, 138, 166.
SÉMONIN (Claude-Gérard), 362 n.
Semont-en-Châtillonnais, 60.
SÉNOZAN, voir OLIVIER DE SÉNOZAN.
Senlis, 136.
Sens, 57.
SILHOUETTE (Etienne de), contrôleur général, 64, 85, 87, 166, 195, 198, 210, 233, 310, 349 n.
SILVESTRE, 227.
Soissons, 108 n.
SOPHIE (Madame), fille de Louis XV, 243.
SOUBISE (Charles de Rohan, maréchal prince de), ministre d'Etat, 323.
SOUFFLOT (Jacques-Germain), 147.

SOULAVIE (Jean-Louis-Giraud), 305.

Spa, 224.

SPINOZA (Baruch), 70, 332.

Strasbourg, 164, 238, 258 n., 303 n., 315, 317, 322, 323.

SUDRAT (Laulanie de), 240, 241.

SUGER, 284.

SWIFT (Jonathan), 79.

TASSIN (dom Prosper), 112-114.

THIBAUD, roi de Navarre, 135.

THIERIOT (Nicolas-Claude), 80.

Toulouse, 211.

Tours, 126.

TOUSTAIN DE RICHEBOURG (Charles-Gaspard de Toustain, vicomte de), 307.

TRAUTTMANNSDORFF (Ferdinand, comte de), 164.

Trésor des chartes, 148, 154.

Troyes, 57, 135, 314 n., 352 n.

TRUDAINE (David-Charles), 227.

TURGOT (Anne-Robert-Jacques), intendant de Limoges, contrôleur général, 120, 257 n., 316, 333.

TURPIN (dom Claude-François), 152.

Université de Paris, 61, 62, 106.

Varsovie, 305 n.

VAUDREY (Jeanne-Octavie, comtesse de), 349 n.

VAUVILLIERS (Jean-François de), 324.

VELLY (Paul-François), 246, 271, 289, 308.

VERDIER DE LA TOUR (dom Michel), 116 n.

VERGENNES (Charles Gravier, comte de), secrétaire d'Etat, 68, 318.

Versailles, 87, 118 n., 220, 221, 224, 236 n., 246, 248 n., 364.

VERTRON (Charles-Claude Guyonnet de), 258 n.

VICTOIRE (Madame), fille de Louis XV, 251, 256, 257, 304, 323, 328 n.

VIENNE, voir DEVIENNE.

Vienne, 164.

Vigogne, 357.

Villaines, 351 n.

VILLARET (Claude de), 150, 246, 271.

Ville-d'Avray, 204, 344, 345, 352, 364.

VILLEVAULT (Louis-Guillaume de), 94, 119, 148, 264.

VILLEVIEILLE (dom Jacques-Joseph), 134 n.

Vincennes, 70 n.

VIVENT DE MESSAC, 150.

VOISENON (Claude-Henri de Fusée de), 323.

VOLTAIRE (François-Marie Arouet, dit), 53, 75, 80, 94, 193, 236, 245, 246, 248 n., 257, 258 n., 264, 265, 272, 292, 294-297, 312, 332, 333, 335, 352 n., 363, 365.

WITTE, 305 n.

WOLFF (Christian von), 194.

YOUNG (Arthur), 334.

YVES DE CHARTRES, 145, 305.

ZURLAUBEN (Beat Fidel, baron de), général de brigade et maréchal de camp, 138 n.

TABLE DES ILLUSTRATIONS

I. Fragment d'un portrait à l'huile de Moreau (avocat) par un peintre anonyme (Paris, Coll. Madame Guespereau)	4
II. « Etat de l'emploi des fonds destinés par le Roi, aux frais du Dépôt des Chartes et celui de législation [...] depuis le 1 ^{er} mars 1786 jusqu'au 1 ^{er} mars 1787 » (CM 298, fol. 34, R ^o)	après p. 160
III. Lettre autographe écrite le 12 mai 1769 par Moreau à Bertin qui l'a apostillée (B.D.R., B* 628)	223
IV. Portrait de Madame Moreau, née de Coulange, fait par un peintre anonyme (Paris, Coll. Madame Guespereau)	342
V. Deux portraits en forme de médaillon par un peintre anonyme représentant Moreau et sa seconde femme à un âge avancé (Paris, Coll. André Hermelin)	après p. 352

TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS	11
SOURCES MANUSCRITES	15
SOURCES IMPRIMEES	19
BIBLIOGRAPHIE GENERALE	29
ABREVIATIONS	47
INTRODUCTION	49

CHAPITRE I

LES ANNEES DE FORMATION

A. <i>Les origines</i>	55
B. <i>Avocat, juriconsulte et publiciste — La profession</i>	64
a) <i>L'Observateur hollandais</i>	65
b) <i>Nouveau Mémoire pour servir à l'histoire des Cacouacs</i>	71

CHAPITRE II

L'ORGANISATEUR DES SCIENCES HISTORIQUES

A. <i>Création du Dépôt des chartes. Son fonctionnement. Recrutement des collaborateurs. Nature de la recherche. Difficulté</i>	85
---	----

B. <i>Problèmes des correspondants. Le rôle des intendants et des Académies de province. Approbation de Louis XV. Publications en cours de route</i>	125
C. <i>Structure interne du Dépôt : le Comité des Chartes. Dotation du Dépôt</i>	147
D. <i>Tentative avortée d'acquérir les papiers des bollandistes</i>	162
E. <i>Bilan du Dépôt des chartes</i>	166

CHAPITRE III

LES ACTIVITES POLITIQUES DE MOREAU

A. <i>L'écrivain politique</i>	175
B. <i>Discours sur la Justice</i>	184
C. <i>Les idées économiques</i>	195
a) <i>L'affaire des Toiles Peintes</i>	195
b) <i>Moreau censeur</i>	202
D. <i>Représentant de Cours de comptes</i>	210
a) <i>Quelques affaires de Cours souveraines</i>	210
b) <i>La Cour des comptes de Montpellier</i>	212
c) <i>La Cour des comptes d'Aix-en-Provence</i>	214
E. <i>Bilan : Moreau et la politique</i>	231

CHAPITRE IV

L'HISTORIEN ET L'HISTORIOGRAPHE

A. <i>L'historien-jurisconsulte</i>	235
a) <i>L'affaire de Bretagne</i>	235
b) <i>La réunion d'Avignon</i>	237
c) <i>Les franc-fiefs de Périgueux</i>	240
B. <i>Bibliothécaire de Marie-Antoinette</i>	243

A LA FIN DE L'ANCIEN RÉGIME	387
C. Une Philosophie de l'Histoire	248
D. Historiographe de France	256
E. <i>Discours sur l'histoire de France</i>	266
a) Les origines de la constitution monarchique	273
b) L'Eglise	276
c) La Noblesse	280
d) Le peuple	281
e) L'opinion publique	286
f) Le souverain idéal	288
g) L'accueil fait au Discours sur l'histoire de France	301
h) Erudition et Histoire à la fin du XVIII ^e siècle	309
i) Les causes de l'échec de Moreau historiographe	315
k) Situation de Moreau dans la société	320
F. <i>Moreau à la veille de la Révolution</i>	326
G. <i>Bilan : Moreau représentant d'un conservatisme religieux</i>	332

CHAPITRE V

<i>FORTUNE ET FOR INTERIEUR</i>	341
A. a) La fortune de Moreau	343
b) Moreau et la société	348
B. a) For intérieur	356
b) Les « Souvenirs »	359
INDEX	367
TABLE DES ILLUSTRATIONS	383
TABLE DES MATIERES	385

ACHEVÉ D'IMPRIMER SUR LES PRESSES
DE L'IMPRIMERIE COMMERCIALE DE
L'ÉVEIL DE LA HAUTE-LOIRE
AU PUY-EN-VELAY - 43
DÉPOT LÉGAL : 1^o TRIMESTRE 1979
